

ÖT KONTINENS

**Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeli Tanszék
tudományos közleményei**



EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM

BUDAPEST

2009

ÖT KONTINENS

**Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék
tudományos közleményei**

EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM

BUDAPEST

CINQ CONTINENTS

Les cahiers du Département d'Histoire moderne et contemporaine

UNIVERSITÉ EÖTVÖS LORÁND

BUDAPEST

Le comité de rédaction:

Président:

András BALOGH, professeur à l'Université Eötvös Loránd de Budapest

Membres:

Gábor BÚR (Ph.D), Université Eötvös Loránd de Budapest

László GULYÁS (Ph.D), Université de Szeged

István MAJOROS (rédacteur), professeur à l'Université Eötvös Loránd de Budapest

Zoltán MARUZSA (Ph.D), Université Eötvös Loránd de Budapest

Ferenc SZÁVAI, professeur à l'Université Corvinus de Budapest

Gábor SZÉKELY, professeur à l'Université Eötvös Loránd de Budapest

Andrej TÓTH (Ph.D), Université Charles de Prague

**Ouvrage publié avec le concours du Ministère de l'Enseignement
dans le cadre du programme Balaton (projet scientifique franco-
hongrois)**

Ce volume rédigé par Dávid Ligeti et István Majoros

ÖT KONTINENS

**Az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék
tudományos közleményei**

EÖTVÖS LORÁND TUDOMÁNYEGYETEM

BUDAPEST

2009

CINQ CONTINENTS

*Les cahiers du Département d'Histoire moderne et contemporaine
UNIVERSITÉ EÖTVÖS LORÁND*

© auteurs, 2009
© rédacteurs, 2009

Rédacteur de la série:
István Majoros
majorosi49@t-online.hu

ISSN: 1589-3839

Éditeur:

**Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék,
ELTE BTK**
1088 Budapest, Múzeum krt. 6-8.
Tel.:0036-1-4855204
torteneti@ludens.elte.hu

<http://tortenelemszak.elte.hu/intezet/ujett/otkontinens.html>

Imprimerie: ROBINCO KFT
Budapest

Sommaire

Première partie	9
Béla Borsi-Kálmán Les espions de Napoleon I ^{er} en Hongrie au début du XIX ^e siècle	11
Michel Figeac La Hongrie parcourue par les voyageurs français au tournant du XVIII ^e et du XIX ^e siècle	17
János Kalmár Les changements des relations de François II Rákóczi et de la politique orientale française en lien avec la révolte hongroise	33
Gusztáv D. Kecskés Les relations entre la France et l'Europe centrale et orientale des années 1860 à nos jours	39
Sarolta Klenjánszky De nouvelles relations entre socialistes et communistes? Le voyage de Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, en Hongrie en 1963	45
Bernard Lachaise Le voyage de François Mitterrand en Hongrie en 1990	63
Sébastien Laurent De l'échec du renseignement: quelques réflexions à propos de l'activité des attachés militaires français à Budapest (1939-1945)	75
István Majoros L'image de la Hongrie en France des années 1890 à la fin de la Première Guerre mondiale	83
Jean-Pierre Moisset Catholique et juive, fascinante et inquiétante: Tünde Szentes en Hongrie et en France, 1949-2005	91
Viktória Müller Relations franco-hongroises dans le domaine de l'économie (1940-1944)	107
Dominique Picco La Hongrie dans les bibliothèques des maisons d'éducation pour filles dans la France du XVIII ^e siècle	119

Deuxième partie	137
Gábor Andreides Un regime comunista del blocco sovietico e il suo leader: la visita di János Kádár in Italia del 1977 e i giudizi italiani sul primo segretario del POSU	139
Ramachandra Byrappa Federalism in India	153
László Diószegi The Western Powers and the Danubian Basin in the 1930's	169
Tamás Goreczky Stefan Burián, ein ungarischer gemeinsamer Minister der Habsburgermonarchie im Spiegel der österreichischen Memoirenliteratur	187
Háda, Béla A 2003-as iraki konfliktus a szövetségi kapcsolatok dimenziójában (The 2003 Iraqi Conflict in the Dimension of the Alliance Relations)	203
Artur Cesar Isaia Spiritism and the Proclamation of the Republic in Brazil	219
Juhász Balázs La concezione storica del fascismo ne Il balilla Vittorio di Roberto Forges-Davanzati	235
Kemény, János A Bush-adminisztráció, az Amerikai Hírszerző Közösség, és az iraki háború megindításának indokai (The Activities of the American Intelligence Community Prior to the Iraq War)	267
David Adam Ligeti Der Zusammenbruch des österreichisch-ungarischen Heeres im Jahre 1918 laut der Bestätigungspapiere von Arthur Arz von Straussenburg	279
Zoltán Maruzsa „1968” and its effect on the countries of the Soviet Bloc	295
Zsolt Mészáros How to Give Back Stolen Dignity Assessing John Howard's Aboriginal Policies in Australia	309
Anna Molnár Federalismo europeo di Altiero Spinelli	323

Géza M. Szebeni Rebus sic stantibus ...	349
Lukáš Novotný On the Journey to the Rhineland Pact. Contribution to the Study of British Perception of the Problem of Collective Security in the 1920's	369
Julien Papp L'oiseau turul. Du totem des anciens Magyars aux héritages controversés de la Seconde Guerre mondiale	385
Maria do Rosário Pimentel Le tremblement de terre de 1755: les lendemains de la tragédie. Colère divine ou sentence fatale de la Nature?	407
Andrej Tóth Count János Esterházy, the Chairman of the United Hungarian Party in the debate of parliamentarians of the Czechoslovak National Assembly in 1938, the fatal year of the first Czechoslovak Republic (Esterházy's criticism of Czechoslovakia in the year of the Munich Agreement)	429
Péter András Tóth – Lajos Pallos An Open Letter from a Hungarian to President Wilson concerning the Integrity of Hungary. A Forgotten Pamphlet of the Territorial Integrity Propaganda. I. Part	457
Péter András Tóth – Lajos Pallos An Open Letter from a Hungarian to President Wilson concerning the Integrity of Hungary. A Forgotten Pamphlet of the Territorial Integrity Propaganda. II. Part	469
Ateş Uslu Une analyse des représentations de l'identité russe dans la deuxième moitié du XIX ^e siècle à travers les Frères Karamazov de Fédor Dostoïevski	483
Tamás Varga The Voice of America	501
Péter Vukman The British Foreign Office on the Possibility of a Soviet Military Attack against Yugoslavia. Analysis of British Archival Documents, 1948-1953	515
Liste des auteurs	527

PREMIÈRE PARTIE

Les textes du colloque franco-hongrois tenu à Budapest les 20 et 21
novembre 2009

sur „*Les Hongrois en France et les Français en Hongrie de l'époque
moderne à nos jours*”, entre l'Université Michel de Montaigne -
Bordeaux 3 et l'Université Eötvös Loránd de Budapest (responsables:
prof. Bernard Lachaise et prof. István Majoros).

Béla Borsi-Kálmán

Les espions de Napoleon I^{er} en Hongrie au début du XIX^e siècle

Ma communication d'aujourd'hui a deux buts distingués: a) d'une part elle tache d'attirer l'attention à une groupe de documents spéciales concernant les rapports franco-hongrois au début du XIX^e siècle; b) d'autre part, après avoir fait le récit fragmentaire et succinct du contenu de ces sources, j'essayerai d'en tirer quelques prudentes conclusions. Des leçons, si vous voulez, peut-être peu orthodoxes...

Voyons d'abord les sources en question: dans la première décennie du XIX^e siècle le pouvoir napoléonien, comme tout le monde le sait, tente d'élargir sa sphère d'influence vers l'Est et le Centre-européen. Y compris un de ces rivaux séculaires (héréditaires), en direction de l'Empire des Habsbourg.

Je me bornerais plutôt de dire qu'avant l'apparition de l'armée française dans cette région, le quartier générale, comme d'habitude, essaye de préparer le terrain. Chose commune, banale, dirai-t-on, depuis toujours: on envoie des agents intelligents, des espions expérimentés dans la zone avec la tâche précise de ramasser des renseignements. (L'essor du pouvoir français – l'apogée de l'époque de Napoléon premier – conséquence „logique” de l'immense éruption socio-historique et militaire que signifie la Grande Révolution française ne peut pas être en détail, bien entendu, le sujet de cette communication.)

Et, si c'est possible, faire l'analyse nécessaire. Autrement dit: fournir les informations vitales pour alléger, faciliter le devoir des stratèges. S'informer d'abord d'une façon minutieuse, analyser avec soin la situation socio-politique ensuite, et, en fin de compte, si c'est nécessaire: agir. Mais agir, actionner, en quel dessein? Faute de temps je dois simplifier mes propos: pour réaliser l'Europe à la française, du moins créer une *Europe à la française*.

Et qu'est-ce que cela veut dire de point de vu hongrois (et à travers le prisme du chroniqueur tardif)? En un mot, la „restructuration” radicale de l'Europe centrale, qu'implique, à son tours – éventualité théorique – l'anéantissements, démorcellement de l'Autriche.¹ C'est à dire, en dernière

¹ Parmi les projets concernant l'affaiblissement de l'Autriche par des émeutes militaires sur le territoire de l'empire voir par exemple la communication de Sándor VADÁSZ: *Francia tervezet magyar-lengyel felkelésre 1796-ból* (Projet français en vue d'une révolte hungaro-polonaise de 1796.), Századok, 1970/1. 70-74. (Le lieu du document: Archives du Ministère des affaires étrangères. Correspondance politique. Autriche. Nr. 365.) C. f. Éva RING: *Újabb adatok az 1797-re tervezett lengyel-magyar Habsburg-ellenes felkelés kérdéséhez* (Nouvelles données à la question de la révolte polono-hongroise, projetée pour 1797 contre les Habsbourg.), Századok, 1979/5., 827-850. Aux Archives du Ministère de la Guerre (Service historique de l'Armée de Terre) de Paris j'ai découvert moi aussi une note datée du 3 Septembre 1793, qui prévoit le „Plan pour une grande diversion en Hongrie”, justement pour „en donner des inquiétudes au Cabinet autrichien”. (L'annotation du document: 1586, Hongrie, 13. e. Nr. 2.)

analyse, l'idée la plus chère aux Magyares: la recréation du royaume hongrois, de la Hongrie (médiévale) libre et indépendante... Mais, avant tout, pour y arriver, il faut pourtant savoir qu'est-ce que les Hongrois en disent? Quelle est l'opinion de l'élite politique hongroise? C'est justement la raison pour la quelle l'Empereur de tout les Français envoit entre 1802-1809 une douzaine d'espions dans la zone carpatho-danubienne.²

L'historien est en position facile. Grace à ses prédécesseurs, on connaît déjà les nomes des informateurs; les rapports sont connus depuis des années aux Archives Nationales de Paris. Ce qui est plus, un historien et archiviste hongrois, vivant depuis 1956 en France, Charles Kecskeméti, les avait même publié, munis d'une introduction savante, en 1960.³ En (re)lisant les rapports des émissaires français, le tableau s'ouvrant devant nos yeux, est, un peu, pour ainsi dire, bizarre, même contradictoire.

Voici comment le premier exégète de ces fonds précieux, Charles Kecskeméti récapitule le caractère générale de ces documents suivant les traces d'Ede Wertheimer:⁴ „*Tous les Français qui ont visité la Hongrie dans les premières années du XIX^{ème} siècle ont insisté longuement sur le caractère féodal du régime de ce pays. Ils sont unanimes à condamner cette forme sociale qu'ils estiment contraire à «l'esprit du siècle», esprit matérialisé par les conquêtes de la Révolution française. Dans le ton, cependant, leur observation varient; réprobation catégorique chez Lacué, description objective, dénué de passion chez l'ingénieur-géographe Brousseau, profonde réflexion sociale chez Lezay-Marnésia [...]»*⁵

² Voir à ce sujet Sándor DOMANOVSKY: Francia emisszáriusok Magyarországon 1806-ban (Émissaires français en Hongrie en 1806.). In *Jahrbuch des Wiener Ungarischen Historischen Instituts*. Zweiter Jahrgang. Budapest, 1932, 220–258. Je doit mentionner que l'auteur a fait le bilan de l'activité des informateurs français en vertu (exclusivement) des documents autrichiens qui se trouvent au Wiener Staatsarchiv! Il n'a pas connu, donc, les rapports recueillis dans le volume rédigé par Ch. Kecskeméti. Un autre remarque s'impose aussi: les espions napoléoniens dont s'occupe la communication de Domanovszky, ne sont pas identiques aux émissaires qui figurent dans notre conférence.

³ Károly KECSKEMÉTI: *Témoignages français sur la Hongrie à l'époque de Napoléon 1802-1809*. Bruxelles, Institut Imre Nagy des Sciences Politiques (Fontes rerum hungariae in archivis extraneis, series dedicata in memoriam Zoltán I. Tóth) 280.

⁴ Le premier chercheur hongrois qui a certainement utilisé les dites sources c'est Ede Wertheimer, mais il est notoire dans l'historiographie hongroise que, d'une manière maladroite, il n'a jamais donné le lieu précis des papiers utilisés. C. f. *Ausztria és Magyarország a tizenkilencedik század első évtizedében*. Kiadatlan források alapján írta WERTHEIMER Ede. Első kötet. *A lunevillei békétől a pozsonyi békekötésig*. (L'Autriche et la Hongrie dans la première décennie du dix-neuvième siècle. Rédigée, basée sur des documents inédits par Edouard Wertheimer. Tome premier. De la paix de Lunéville jusqu'au traité de Pressbourg.) Éditions Ráth Mór, Budapest, 145. (voir dans ce sens la note numéro 3!) C'est par cette raison que j'ose qualifier mon collègue et ami Ch. Kecskeméti comme commentateur numéro un...

⁵ Suite de la citation: „*ce dernier étant, à notre avis, celui qui a mieux compris la Hongrie.*” Voir l'Introduction de Ch. KECSKEMÉTI: op. cit. IV. (Quant à moi, je partage entièrement l'avis de M. Kecskeméti. – B-BK.)

Après avoir fouillé attentivement les rapports de Lacué, on peut bien voir que les espions de Napoléon ont fait un travail de qualité. Ils ont effectué une investigation à fond concernant la structure sociale „aristocratique” de la Hongrie ancienne, la mentalité, les coutumes variées des couches sociales à l'échelon différent de la hiérarchie féodale; voire la spécificité à part des ethnies *non-magyares*. Le témoin oculaire en question, Gérard Lacué, diplomate à Wien, comme secrétaire de l'Ambassade de France, fixe en ces termes son opinion sur la noblesse hongroise: „*La nation hongroise jouit d'une constitution plus libre [en comparaison avec les régions héréditaires de l'Empire], si l'on entend par nation les 100.000 nobles qui habitent ce royaume: les 7.000.000 de paysans qui en composent le peuple sont sans contredit les plus malheureux de l'Europe.*” Et puis il rajoute encore: „*Les nobles se sont laissés ravir tous leurs droits politiques, mais ont gardé la plupart de leurs droits pécuniaires et de leurs anciennes prérogatives, ils consistent en impôts féodaux qui équivalent à peu près au 5^e de la récolte et à 100 journées de travail par an. Leurs privilèges se ressentent encore du temps barbare où ils furent créés.*”⁶

Du point de vue de mes propos, il semble que l'esprit public en Hongrie présenté par cet agent et surtout la mentalité de la noblesse moyenne devenant de plus en plus dominante est plus important. Cet observateur a déjà anticipé, sans le vouloir peut-être, la contradiction profonde entre le modèle français de la fin du XVIII^e et la tentative libérale hongroise à moderniser le pays des Magyares durant du XIX^e (à partir des années trente, et surtout après le compromis en 1867.).

En analysant les possibilités et les éventualités théoriques des modalités à travers lesquelles on pourrait, en cas échéant, détacher la Hongrie de Saint Étienne de l'Empire des Habsbourg, il a résumé ses réflexions ainsi: „*L'esprit dont sont animés les hongrois m'a paru tel qu'on pouvait le désirer pour arriver à ce but. Ils sont tous animés de la haine la plus profonde contre la maison d'Autriche et encore plus humiliés de son joug qu'opprimé de son despotisme. Il y a bien dans ce pays quelques têtes remuantes qui désireraient une liberté plus étendue, c'est à dire un gouvernement moins fort et moins stable que celui des français. Mais en générale un véritable esprit de patriotisme règne dans la Hongrie, ce qu'elle désire avant la liberté, c'est d'avoir une patrie, c'est d'être corps de nation.*” Et, d'une manière affreusement perspicace, il continue: „*Les hongrois tiendraient aussi fortement à la conservation de leurs privilèges nobiliers, parce que les institutions féodales s'y sont conservées presque intactes, que la propriété, la considération, le pouvoir y sont inséparable de la noblesse, que quiconque n'est pas noble hongrois n'a pas le droit de posséder le plus petit champ et que les ilotes à Sparte n'avaient pas une existence politique plus nulle que les paysans en Hongrie. Ces idées s'entretiennent par l'état extrême d'ignorance et d'abrutissement dans lequel est*

⁶ Op. cit., 12-13.

ce peuple, ses moeurs, son langage, ses vêtements tout tend à le séparer de la noblesse [et] à le faire considérer presque comme une race différente. Ces idées sont si fortes et si générales que les têtes qui rêvent le plus ardemment la liberté et l'égalité parfaites, ne songent nullement à détruire l'asservissement des paysans."⁷

Et regardons maintenant les notes sur les *citadins* vivant dans les villes et bourgades de Hongrie? Car je dois dès le départ préciser qu'avec les représentants de la classe urbaine – les véhicules des *idées révolutionnaires* – les émissaires français ne sont point plus cléments qu'avec nos nobles appréhendés. Comme s'ils savaient – avant lettre – qu'en ancienne Hongrie il n'y avait pas encore une bourgeoisie (surtout pas une classe urbaine de souche hongroise!) digne de ce nom. A vrais dire il n'y avait que des minces couches urbaines à l'intérêt bourgeois, parlant eux aussi surtout l'allemand,...

Voilà comment Adrien Lezay-Marnésia, un autre observateur français, met en forme ses impressions, d'abord d'une façon générale et abstraite: [...] „*l'esprit du siècle pousse les peuples à rechercher curieusement les fautes de ceux qui les gouvernent, à ceux-ci comprennent trop peu la nécessité de mieux gouverner à mesure que les peuples deviennent plus difficiles; sous ce rapport, les éléments d'une révolution éloignée existent; ceux d'une révolution prochaine n'existent pas; en dedans il n'y a plus de moyens, en dehors plus d'appui suffisant.*"⁸

Et puis, d'une manière plus concrète, frappante et prophétique: „*Du jours où il y aura en Hongrie une noblesse ruinée chez une bourgeoisie riche, la révolution sera commencée à moins que la carrière publique ne s'étende pour les Bourgeois à mesure que s'étendra leur ambition et les moyens de la satisfaire.*"⁹ Et une autre remarque, à la première vue tout à fait neutre, mais en réalité excessivement profonde, avec des ramifications psycho-sociologique de grande portées: „*Les villes libres payent fort peu d'impôts. Leurs habitants, inhabiles à posséder des terres sont presque tous voués à un commerce ou à une profession. Je pense que des gens qui ont d'autres propriétés mobilières à de l'argent comptant craignent surtout deux choses: les invasions, parce qu'à leur suite arrivent les contributions militaires; à les troubles civiles, parce qu'on en voit très peu qui ne soient accompagnés de pillages.*"¹⁰

Certes, je peux aisément enrichir le tableau présenté par les observateurs français, vigilents et fort intelligents et je cite deux remarques, tout en accentuant que rien n'est plus loin de moi que l'insinuation ou l'actualisation des choses! La première concerne un des problèmes les plus épineux de l'Union européenne, à savoir les migrants de l'Est, dont la désignation officielle, à mon sens un petit peu pudique, c'est *gens de voyage* en français. (Autre variante beaucoup plus poétique c'est *les fils du vent.*) Voici donc ce que Gerard Lacué écrit à propos de cela:

⁷ Ibidem, 34-35.

⁸ Ibidem, 78.

⁹ WERTHEIMER: 145. (note numéro 3.).

¹⁰ KECSKEMÉTI:71.

„*Cette peuplade vagabonde connue sous le nom d'égyptiens ou de bohémiens qui si longtemps infesta la France, erre encore dans la Hongrie et quelques cantons de l'Autriche. Son existence donne une idée sur la civilisation de ces pays. Elle y est très nombreuse, parcourt les campagnes, vit de pillage, entretient la crédulité, le libertinage et l'oisiveté des habitants, et se recrute de tous les gens sans aveu.*”¹¹

Et, pour en finir, voyons la fresque des Juifs vivant dans la contrée des Magyares: „*Les lois banissent les juifs du royaume, l'usage les y fait supporter. Ils jouissent même en Hongrie et en Gallicie du droit d'exercer leur religion. L'espace de tolérance qu'on leur accorde n'est qu'individuel, elle ne s'accorde pas facilement et se paye par une taxe moins onéreuse qu'humiliante. Cette nation est ici, comme partout ailleurs devenu méprisable à force d'être méprisée.*

On calcule qu'il y a dans la monarchie 17.000.000 de catholiques, 5.000.000 des réformés ou d'évangélistes, 1.000.000 grecs unis et 400.000 juifs.”¹² Il est néanmoins excitant, que l'auteur de ces lignes va plus loin et après avoir esquissé une intéressante comparaison entre la situation des Juifs de l'Empire autrichien avec celle des protestants, tout en accentuant les différences au détriment des premiers, il se permet de suggérer aux autorités parisiennes même une issue théorique: „*Les juifs qui partagent le commerce avec les protestants, persécutés plus qu'eux et comme eux effrayés, chechent aussi à exporter leur richesses. Une faible démarche du gouvernement attirerait en France ces deux sectes plus riches que nombreux.*”¹³

*

Chers Collegues!

Comme j'ai déjà signalé, ce n'est pas le moment d'approfondir les analyses perspicaces et nuancées des emissaires napoléoniens. Tout de même, il mérite d'en faire quelques remarques. La première, que l'avis des observateurs français sur la bourgeoisie hongroise à ses débuts (en état embryonnaire) est plus positif que le constat simple et autoritaire de Monsieur Edouard Wertheimer¹⁴ déjà mentionné, ou bien l'opinion sèche et légèrement dédaigneuse du meilleur connaisseur de la société hongroise au XVIII^e siècle, de l'historien hongrois, Elemér Mályusz.¹⁵ L'autre remarque, ou plutôt mon

¹¹ KECSKEMÉTI: 10.

¹² Ibidem, 15.

¹³ Ibidem, 40.

¹⁴ „*Étant donné que la noblesse était le possesseur exclusif des droits politiques éminents, il ne pouvait pas être question en Hongrie, dès le départ, de l'évolution saine d'une classe bourgeoise fortunée, forte et consciente de sa valeur. L'on a pourtant parlé des bourgeois, de classe bourgeoise, mais celle-là n'avait aucune influence sur la destinée du pays.*” WERTHEIMER: op. cit., ibidem.

¹⁵ C. f. MÁLYUSZ Elemér: *A magyarországi polgárság a francia forradalom korában* (La bourgeoisie hongroise à l'époque de la révolution française.) IN: *Jahrbuch des Wiener Ungarischen Historischen Instituts*. Erster Jahrgang, Budapest, 1931, 225-282.

hypothèse, basée sur les constats de Charles Kecskeméti: l'esquisse précise de la société hongroise, la véridicité, parfois le raffinement effrayante de leurs analyses sont dues au fait, qu'ils étaient saisis par une certaine sensation de déjà vu. Par l'impression spontanée, vague, qui a fait que ces citoyens français, représentants du nouveau monde bourgeois, mais enraciné eux aussi dans une ancienne France rurale, aussi bien nobilière que bourgeois, ils ont rencontré ici, loin de leur patrie, une France de jadis, d'avant plusieurs siècles.¹⁶ Même si la structure sociale et des moeurs de celle-ci était encore plus primitive, plus rudimentaire que de celle-là. Je suis complètement d'accord avec Charles Kecskeméti qui souligne, avec un léger étonnement, que les émissaires français, malgré leur réserves bien fondés, se soient identifié avec cette Hongrie nobilière! Naturellement dans l'espérance d'une future Hongrie moderne, libérale et bourgeoise à la française.

Pour conclure, je cite, une fois de plus, les propos de l'historien franco-hongrois: [les agents français] „*tous cherchent à démontrer, que l'on peut rendre libre et riche la Hongrie et cette tache est faisable. Lezay cherche presque avec les yeux d'un comte Széchenyi la voie du progrès hongrois, à travers, par exemple l'analyse de la situation économique. Bien entendu, les émissaires ne perdent jamais l'intérêt de la politique napoléonienne, mais leur patriotisme français et leur sympathie envers les Hongrois allait en pair, arrivant dans une unité organique [...]*

Il devait être quelque chose très atrayant dans cette «ancienne Hongrie», dans le comportement de ces hongrois de vieu style qui a rendu ces français d'après Révolution, ayant des idées politiques si éloignées, leurs amis dévoués, sans excéption presque.”

Voilà donc le message historique lointain, dont le décriptage professionnel et philosophique, en vertu de la longue durée, nécessitera, bien entendu, un travail assidu de la part des deux historiographes.

¹⁶ C. f. Bela BORSI-KALMAN: *L'image de la France révolutionnaire dans les milieux cultivés hongrois: du mouvement des jacobins hongrois à l'époque des réformes, 1795-1830*. IN: *Echos lointains de la révolution française*. Collque franco-balte, 6-8 novembre 1986; Colloque franco-hongrois, 22-24 janvier 1987. Paris – INALCO, 1988. Publications Langues'O, 205-222.

Michel Figeac

La Hongrie parcourue par les voyageurs français au tournant du XVIII^e et du XIX^e siècle¹

Les motivations des voyageurs que nous avons retenues sont diverses: encyclopédiques pour Marcel de Serres (1782-1862) qui parcourut la monarchie autrichienne dans les années 1810. Magistrat, il fut chargé en 1809 de l'organisation juridique des Provinces Illyriennes, par où il entra en contact avec la Hongrie et il raconta son aventure dans *Voyage en Autriche ou essai géographique et statistique de cet empire* paru en 1814. À ce juriste scientifique succéda en Hongrie un grand minéralogiste français, François-Sulpice Beudant (1787-1850). Il publia en 1822 son *Voyage minéralogique et géologique en Hongrie pendant l'année 1818*.² Ce livre était essentiellement un ouvrage scientifique, l'objectif ambitieux de l'auteur étant de renseigner ses lecteurs sur les compositions minéralogiques de toutes les contrées hongroises riches en minéraux précieux. À la suite de ce voyage, le minéralogiste obtint une chaire à la faculté des Sciences de Paris. Malgré l'omniprésence d'analyses scientifiques hermétiques pour le néophyte, son récit donne des informations sur l'économie, les populations, l'histoire hongroise ou tout simplement les conditions du voyage.³ Quelques années après ces deux voyageurs, le grand critique littéraire, le libéral et monarchiste Saint-Marc Girardin (1801-1873) visita le pays dans les années 1830, descendant le cours du Danube de l'Allemagne à la mer Noire. Ses *souvenirs de voyages et d'études* (1852) recueillent ses impressions et ses réflexions concernant tant les paysages que les réalités politiques hongroises.⁴ Nous y avons ajouté un ouvrage aux objectifs principalement littéraires, mais plus tardif, celui de Victor Tissot.⁵ *La Hongrie de l'Adriatique au Danube, impressions de voyage*, dernier récit de voyage et dernier livre présenté à notre étude, offre une vision plus large mais d'ordre surtout touristique du pays. Son auteur, Victor Tissot, né en 1845, était un spécialiste de ce genre de récit; il publia des livres identiques sur la Russie, l'Allemagne. Ses descriptions pleines de pittoresque et d'éléments exotiques censés charmer le lecteur, témoignent de l'état de la Hongrie à la fin du siècle, des transformations intervenues dans l'ordre social et de la diversité des paysages hongrois. Notre propos s'est

¹ Cette communication doit beaucoup à un mémoire de maîtrise d'Emmanuel DURAND, *Voyages et représentations de la Hongrie des XVIII^e et XIX^e siècles dans les fonds patrimoniaux de la bibliothèque de Bordeaux*, T.E.R. dactyl., Université de Bordeaux 3, 1999.

² Marcel de SERRES: *Voyage en Autriche ou essai géologique et statistique de cet empire*, Paris, 1814.

³ F.S. BEUDANT: *Voyage minéralogique et géologique en Hongrie pendant l'année 1818*, Paris, 1822.

⁴ Saint-Marc GIRARDIN: *Souvenirs de voyages et d'études*, Paris, 1855.

⁵ Victor TISSOT: *La Hongrie de l'Adriatique au Danube, impressions de voyages*, Paris, 1883.

également rapporté à plusieurs reprises à Montesquieu qui reste une référence en matière de voyage en Hongrie et a utilisé maintes fois l'ouvrage de Jean-Marie Boldenyi, historien magyar auteur de *la Hongrie ancienne et moderne, histoire, arts, littérature et monuments*. D'origine noble, l'auteur réfugié à Paris, probablement après les événements révolutionnaires de 1848, tentait de mieux faire connaître son pays.⁶ On y ajoutera, au fil du propos, plusieurs autres contributions plus ponctuelles.

Dans ces différents témoignages, la Hongrie apparaît comme un pays marqué par son histoire, ce qui serait banal en Europe si le passé hongrois ne comportait pas l'occupation turque et deux siècles de désastres ravageurs. À bien des égards, ces récits de voyages s'intègrent à la thématique de la coexistence, dans la civilisation hongroise, d'archaïsmes et de modernités. L'usage de comparaisons entre la Hongrie et la France, la Hongrie et l'Angleterre, la Hongrie et la Pologne implique d'ailleurs ce genre de questions. C'est par les voyages que sont appréhendés les modes de vie, les coutumes, les conditions économiques et sociales, la culture, les arts, les richesses du pays, à travers les critères occidentaux définissant la modernité.

I. Un regard de voyageurs sur la diversité hongroise

Un regard de voyageurs avec tout ce que cela peut contenir de cliché, de conventionnel parce que souvent recopié dans les guides de voyage, d'exercice littéraire aussi au cours duquel les représentations l'emportent sur la réalité historique.

A. La diversité des paysages

Presqu'autant que dans son peuplement, la Hongrie est contrastée dans sa géographie. Le centre du royaume de Saint-Etienne est formé par le bassin du Danube, la Plaine si typiquement magyare. Autour, les Carpates déroulent leurs sommets enneigés et au sud, la Croatie, attachée depuis le XI^e siècle au royaume, baigne la mer Adriatique. Cette diversité est une aubaine pour les voyageurs qui sont aussi des touristes et qui retiennent les grands traits des paysages qu'ils voient défiler sous leurs yeux

La Hongrie est d'abord marquée par le fleuve qui arrose le pays, sa capitale et participe à son identité: le Danube „*Roi des fleuves de l'Europe*” pour Marcel de Serres⁷ ou V. Tissot,⁸ est le plus long fleuve d'Europe après la Volga. Plusieurs auteurs ont goûté aux plaisirs d'une promenade ou d'un voyage sur le Danube. Ainsi, Saint-Marc Girardin le descend de Pest à

⁶ Jean-Marie BOLDENYI: *la Hongrie ancienne et moderne, arts, littérature et monuments*, Paris, 1851.

⁷ De SERRES: livre I. chap. 2.

⁸ TISSOT: chap. XXII.

Belgrade en 1836, „*de Vienne à Presbourg, les rives du Danube n'ont rien de remarquable.*”⁹ Ce n'est qu'après Presbourg que le cours du Danube prend un caractère majestueux; suivons Jean-Marie Boldenyi: „*lorsqu'on descend le Danube de Vienne à Posenie (Presbourg), on arrive, vers les confins de l'Autriche et de la Hongrie, à des contrées si pittoresques, que tout voyageur se hâte de monter sur le pont du bateau à vapeur pour contempler les bords morts du grand fleuve.*”¹⁰ Après Esztergom, le méandre dans lequel se dressent les ruines du château royal de Visegrad frappe particulièrement Beudant et V. Tissot. Le scientifique visite ces restes importants, où il discerne d'anciennes chambres. Il se lamente sur les désastres hongrois: ici se trouvait auparavant un „*paradis terrestre*”.¹¹ „*Ancien Versailles*” pour le voyageur suisse, Visegrad fut le refuge des rois de la dynastie angevine (XIV^e siècle) avant de devenir la résidence fastueuse de Mathias Corvin, un palais immense avec de multiples cours et terrasses surplombant de près de 300 mètres le Danube. Si la Hongrie a son fleuve, elle a aussi sa mer, à savoir le lac Balaton. Les rives de „*la mer hongroise*” (V. Tissot) offrent des paysages moins grandioses et sauvages que celles du Danube, mais elles sont fréquentées par la bonne société hongroise et autrichienne „*à cause de l'agrément de leurs environs*”.¹² Les rives „*émailées de jolis villages et d'habitations de plaisance*”¹³ évoquent Montreux et le Léman au suisse Tissot. „*Des montagnes de cette contrée sortent les sources de Füred, qui ont donné lieu à l'établissement d'un bain fort renommé*”.¹⁴ Füred fut lancée en tant que station thermale dès le XVIII^e siècle, quand furent construites les premières piscines et pavillons pour curistes. Les eaux bicarbonatées sodiques attiraient tant de membres de la haute société qu'un établissement thermal s'éleva vers 1800. Maniant le contraste, les voyageurs signalaient qu'au même moment, les brigands hongrois, les betyars, infestaient encore en plein XIX^e siècle les forêts du pays et notamment celle de Bakony au nord du Balaton.

Terre de dépaysements, la Hongrie retient l'attention du voyageur aussi bien pour la Grande Plaine que pour les Carpates. La Grande Plaine est „*une des plus grandes d'Europe, un véritable désert, dans la plus grande partie de son étendue*”,¹⁵ „*une steppe immense, une plaine infinie, un océan de terre ferme, une mer de verdure calme, immobile, silencieuse, comme une mer morte*”.¹⁶ „*Il n'est pas rare de parcourir plusieurs milles sans rencontrer une habitation*”, écrit Marcel de Serres.¹⁷ Si Emile de Lavelye la rapproche des steppes

⁹ GIRARDIN: 186.

¹⁰ BOLDENYI: II. 16-17.

¹¹ BEUDANT: I. 525.

¹² De SERRES: livre IX. chap. 2.

¹³ TISSOT: chap. XVII.

¹⁴ BEUDANT: II. 497.

¹⁵ BEUDANT: Introduction, « *notions géographiques* », 16.

¹⁶ TISSOT: 165.

¹⁷ De SERRES: Livre XII. chap. 3.

asiatiques,¹⁸ le voyageur suisse se sent transporté aux fins fonds des États-Unis; la comparaison, plus que jamais dans la description des paysages, semble nécessaire aux auteurs pour illustrer la force évocatrice de la Plaine. Ensuite les avis divergent, car alors que Saint-Marc Girardin s'ennuie de Pest à Belgrade quand „l'histoire seule anime ces bords insignifiants et monotones”,¹⁹ Tissot est sensible au charme de l'Alföld: „Les steppes de Hongrie sont pleines de surprises et d'enchantements”.

La ceinture montagnaise des Carpates retient aussi l'attention des touristes. François-Sulpice Beudant, dont le livre est organisé très rationnellement, donne d'abord des „notions géographiques” assez pointues. Il décrit précisément l'enceinte des Carpates qui entoure le royaume au nord et à l'est, les prolongements alpins au sud dans l'actuelle Croatie. Parcourant longuement les Carpates occidentales, il regrette l'omniprésence des forêts sur les monts: „il n'est pas possible de prendre une idée de la composition” des montagnes.²⁰ Néanmoins, séduit par ces lieux très reculés et sauvages, il est surpris d'y rencontrer des châtelains cultivés et francophones.

Contrasté par ses paysages, le royaume de Saint-Etienne l'était également par:

B. Sa diversité ethnique

Arrivé en Hongrie par les côtes de l'Istrie, V. Tissot écrit au début de son récit de voyage: „Géographiquement et politiquement, j'étais en Hongrie depuis le matin, mais je n'avais pas aperçu le plus petit bout de moustache hongroise”, „on n'avait parlé qu'italien”.²¹ Cette réflexion cherche à illustrer l'étonnement du voyageur devant cette tour de Babel qu'est la Hongrie, pays multinational au sein d'un empire multinational. Les voyageurs français en Hongrie ont dressé des portraits de ces différents peuples qui n'échappent pas aux clichés et sont souvent doublés d'observations appliquées aux costumes. Ils sont aussi influencés par les préjugés politiques ou les clichés qui accompagnent les auteurs dans leurs voyages. Les portraits physiques des Magyars sont flatteurs et admiratifs. Ils soulignent la virilité de ce peuple, sa vigueur, sa vivacité. Ils sont associés à plusieurs titres, aux portraits concernant leurs caractéristiques morales et intellectuelles. Ainsi, Marcel de Serres relève la „taille svelte, élevée”, le teint basané, „la physionomie plutôt vive que spirituelle” et les formes mâles et prononcées des Magyars.²² Ils sont musculeux, possèdent des épaules larges, leurs têtes sont carrées.²³ L'aspect de

¹⁸ E. de LAVELYE: *L'Autriche et sa constitution nouvelle*, Revue des deux Mondes, 1^{er} avril 1868. 529-566. 541.

¹⁹ GIRARDIN: 191.

²⁰ BEUDANT: II. 115.

²¹ TISSOT: 22.

²² De SERRES: Livre I. chap. 2.

²³ BEUDANT: Introduction „Des différents peuples que renferme la Hongrie”.

la race magyare impressionne aussi Emile de Lavelye: „*J'ai toujours été frappé de l'air de fierté et de noblesse des Magyars de toutes les conditions*”. „*Les Hongrois sont une fière race au physique et au moral, belle, vigoureuse, bien nourrie de graisse et de bon froment, buvant du vin sans en abuser...*”²⁴ Victor Tissot insiste beaucoup sur la beauté de la femme magyare. Il relève leurs longues paupières, leurs dents d'ivoire, leurs corps souples, leurs yeux fendus à l'oriental, leurs chevelures superbes. Autant de caractéristiques qui les renvoient aux beautés orientales, en plus sages et en moins lascives. Très souvent, on note une accumulation de poncifs qui correspondent aux croyances de l'époque, par exemple dans la physionomie. Parmi ceux-ci une place de choix revient à Marcel de Serres quand il affirme que les Magyars „*conservent encore des traces de mœurs asiatiques*”. Ainsi, ils sont selon lui peu actifs et peu industriels. Et il insiste, ils sont peu habiles et instruits, peu portés vers les arts et le commerce, tout comme les Asiatiques!

Dans le sud, tous les auteurs étudiés attestent du caractère belliqueux et sauvage des Croates. Ils sont, selon Marcel de Serres, „*tous guerriers et agriculteurs*”.²⁵ Ils forment en effet d'excellentes troupes légères, dans le corps des Uhlans, des soldats aux mœurs et aux caractères primitifs, sauvages et effrayants. „*Forts et agiles*”, ils ont des yeux terribles et sont „*beaucoup moins civilisés que les Slovaques*”.²⁶ La religion catholique, la superstition et l'attachement au sol ont fait de ces soldats des fanatiques, explique G. Boué.²⁷ La superstition confirmée également à la fin du siècle par Victor Tissot, renforce la nature peu civilisée des populations de Croatie. Les portraits des Serbes de Hongrie sont plus brefs que ceux des Croates. Cette population est, il est vrai, moins importante numériquement, mais elle est bien vue des auteurs. Pour Marcel de Serres, ils sont „*actifs et industriels*” et ont des „*manufactures assez avancées*”. Leurs pasteurs orthodoxes ne sont pas aussi ignorants que ceux des Valaques. La qualité d'immigrants les a poussés vers le commerce et Tissot remarque particulièrement leur activité dans les rues de Buda. Tous les auteurs sont également d'accord pour insister sur l'état miséreux des populations de l'est qui sont réduites au servage jusqu'en 1848, notamment les Valaques et les Ruthènes. Les quelques portraits de Ruthènes brossés par les auteurs sont sans nuance. Chez M. de Serres, ce sont des serfs aux basses inclinations liées à cet état, aux femmes nonchalantes et sans expression. Leur ignorance est inimaginable, leur caractère „*vil et bas*”. Leurs costumes sont sans grâce, ils vont pieds nus, ce qui conduit François-Silvère Beudant à s'étonner de leur extrême misère.²⁸ Le cas particulier des Tziganes a passionné les historiens, les linguistes et les folkloristes du début du XIX^e siècle. Ces

²⁴ LAVELYE: 527.

²⁵ De SERRES: livre XI. chap. 1.

²⁶ *Ibid.* livre IX. chap. 1.

²⁷ G. BOUE: II. 149-151.

²⁸ BEUDANT: *Introduction*, 61-83.

origines sont donc encore incertaines pour les auteurs qui décrivent le peuple tzigane de Hongrie. Mais M. de Serres, F.-S. Beudant ou G. Boué connaissent et appuient la thèse de Grellman, un allemand qui avait publié en 1783 ses *Recherches historiques sur le peuple nomade*, traduites en français en 1810. Cette thèse défendait l'idée que les Tziganes sont un peuple d'Inde du nord, dispersé à travers l'Europe. M. de Serres décrit un „peuple errant, paresseux et voleur, vivant dans la saleté la plus dégoûtante”, „enclin à tous les vices”, „qui forme la race la plus méprisante de toute l'Autriche”.²⁹ Tous ces auteurs si hostiles aux populations tziganes, leur reconnaissent des qualités. Physiquement, ils sont bien constitués, adroits, agiles et surtout „très habiles à exécuter les chansons et les danses nationales hongroises”.³⁰ Le don des Tziganes pour la musique leur a permis de s'approprier, de reprendre et remanier la musique traditionnelle hongroise, expliquent G. Boué ou V. Tissot. Ce dernier exprime l'autre image traditionnelle du tzigane, une image positive opposée à celle du voleur de poules, une image chargée de romantisme et d'exotisme, celle d'un tzigane „libre comme l'oiseau, voyageur comme le vent”. Proches de la nature, amoureux de la liberté, les Tziganes se sentent chez eux dans cette Hongrie de steppes et de grands espaces. Il dépeint leur mode de vie sans le critiquer, l'accepte tel quel et tente d'expliquer l'ostracisme des autres nations par le fait qu'ils refusaient d'accéder à la culture européenne.

C. La diversité des coutumes

L'accueil réservé aux visiteurs français enthousiasme F.-S. Beudant comme V. Tissot, chez qui la Hongrie est „le pays de l'amabilité, de l'hospitalité et de la beauté”. Il rajoute plus loin: „Dans ce pays arriéré, l'hospitalité veut qu'on ouvre la porte à l'étranger” (il s'agit des portes des demeures nobiliaires).³¹ Le minéralogiste bénéficie de cette hospitalité: il se dit très agréablement accueilli, „de la manière la plus affable par tous les gentilshommes hongrois”, chez qui il loge souvent.³² Des „sociétés d'un excellent ton”, des „familles les plus recommandables”³³ le reçoivent dans ses haltes. Parallèlement, il se plaint à de nombreuses reprises de la difficulté de trouver une auberge convenable dans les petites villes. Les hôtels hongrois sont catastrophiques; à Kremnitz, „on ne trouve pas même de logement décent”.³⁴ Le scientifique, „ne craignant aucune fatigue, subit des nuits froides, des repas frugaux de pain noir et se retrouve dans une chambre pleine d'oignons”.³⁵

²⁹ De SERRES: Livre XII. chap. 1.

³⁰ *Ibid.*

³¹ TISSOT: 150-152.

³² BEUDANT: I. 2109.

³³ *Ibid.* chap. XIII.

³⁴ *Ibid.* I. 482.

³⁵ *Ibid.* chap. III et IV.

Parmi les mœurs magyares, une politesse extrême, excessive même, surprend les voyageurs. Ainsi, déjà Montesquieu racontait avec humour qu'il avait acquis un laquais hongrois „*qui (le) traite à tous les instants d'illustris et de superillustris*” et „*(lui) portait une méchante soupe avec le titre de magnificus*”.³⁶ Ces récits de voyage sont l'occasion de compiler toute une série de faits quotidiens qui surprennent le visiteur, peu habitué aux coutumes locales. Avec bien d'autres habitudes, ils soulignent tous la consommation de tabac. Ce goût serait un héritage des Turcs qui liait le peuple magyar à ses amis occupants. Les pipes aux formes octogonales, typiquement magyares, possédaient des fourneaux assez hauts, munis de couvercles plats. Bois, terre ou écume (silicate naturel) composaient ces instruments de plaisir et de collection. Perdu au fond d'un „*désert steppique*”, on fume du tabac turc et on a une collection de pipes que l'on propose au voyageur, car elles sont au cœur des sociabilités au même titre que la consommation de vin, ce qui surprend moins les Français. Les fêtes et les cérémonies fournissent d'autres possibilités de contempler les mœurs magyares. Jean-Marie Boldenyi décrit par exemple les mariages: les préparatifs et le cérémonial, le repas de noces et les „*abondantes libations*”, le bal avec les Bohémiens, les cadeaux post-nuptiaux.³⁷ Cette description est intégralement reprise chez Tissot, ce qui confirme les limites de la spontanéité du témoignage des voyageurs. Il n'empêche que ces récits apportent moult détails sur les cérémonies funéraires, les repas, les costumes régionaux... tout ce qui est différent et mérite d'être mentionné.

II. *Les atouts du pays*

A. „*La Hongrie étouffe d'abondance*” (Saint-Marc Girardin)

Depuis Montesquieu, la fertilité des terres hongroises impressionne les auteurs. L'auteur de *l'Esprit des Lois* écrivait en effet dans ses *Voyages*: „*En Hongrie, il n'y a qu'à jeter le bled dans la terre et il vient*”.³⁸ Un siècle plus tard, M. de Serres fait la même réflexion: „*La Hongrie est un pays tellement fertile que dans certains endroits, particulièrement dans les plaines des parties méridionales, elle produit d'immenses récoltes, sans que le terrain ait besoin d'être travaillé avec beaucoup de soin*”.³⁹ La Hongrie est donc, pour J.-S. Beudant, „*le grenier de l'Autriche*” et il poursuit „*sous le rapport des productions naturelles, il n'est aucune contrée d'Europe qui soit plus favorisée que la Hongrie*”.⁴⁰ Le magistrat est le plus exhaustif à propos des richesses

³⁶ MONTESQUIEU: *Correspondance*, Oxford, 1998. 334.

³⁷ BOLDENYI: II. 79-95.

³⁸ MONTESQUIEU: *Voyage de Gratz à La Haye*, Œuvres complètes, Paris, 1949. t. I. 601.

³⁹ De SERRES: livre II. chap. 3.

⁴⁰ BEUDANT: Introduction, 103.

agricoles hongroises. La diversité des climats, explique-t-il, permet au royaume de produire de tout: figuiers, oliviers bénéficient du climat méditerranéen de Croatie. V. Tissot parle également de pastèques, de citrons de la Croatie, sans omettre la boisson nationale, la slivovitz, une liqueur issue des „forêts entières de pruniers”.⁴¹ Parmi les céréales, outre le froment, étaient semés l’avoine, le sarrasin, le maïs, le millet, le riz dans le milieu humide et marécageux du Banat. Il se cultive aussi des légumes et des fruits: des choux pour les Allemands, des légumineuses, des navets, des melons... La vigne est omniprésente mais le vin connu de l’Europe entière est bien sûr le Tokay. Le minéralogiste Beudant expose les soins particuliers apportés au vignoble par les propriétaires nobles: „*Tout est surveillé scrupuleusement par le propriétaire même*”. L’auteur explique ensuite les méthodes employées par les viticulteurs pour produire ce vin.⁴² Les vendanges sont tardives, lorsque le raisin est arrivé à sa pleine maturité, vers la fin d’octobre. Il fait part de ses difficultés à distinguer les différents vins de Tokay, entre les maslas et les ausbruch, mais il les apprécie tous. Il les compare aux Lunel, aux Frontignan ou aux vins de paille jurassiens. Marcel de Serres, comme A. Julien qui publie en 1816 une *Topographie de tous les vignobles connus*, poursuivent leur tour d’horizon des crus hongrois: les vins de Sopron sont „très estimés”, issus „d’excellents vignobles”; ceux d’Eger sont „délicieux”; celui de Buda „se boit dans tout l’intérieur de la monarchie”.⁴³ „Buda est entourée de beaux vignobles qui produisent les meilleurs vins de table de la Hongrie” explique l’encyclopédiste du vin. Ceci dit, les observateurs se montrent tous sévères avec le niveau technique des paysans hongrois vite taxés de fainéantise. Les nombreuses jachères, le manque de fumages et de prairies artificielles dénotent une économie agricole en retard pour des Français comme Claude de Sacy et Marcel de Serres qui ont assisté à la modernisation de leur agriculture nationale.⁴⁴ En 1848, l’agriculture hongroise restait encore arriérée, dans le cadre d’une société toujours féodale.⁴⁵ Le thème des extraordinaires ressources gâchées par les Hongrois traverse le siècle: V. Tissot estime qu’on pourrait faire de la Croatie une Californie européenne, grâce à son or et ses richesses agricoles,⁴⁶ mais, à cause de l’indolence des habitants, les terres sont en friche, les marécages nombreux. En Slavonie, seuls les étrangers les cultivent ou les drainent. Pourtant, l’agriculture des années 1780 s’était largement modernisée grâce à un certain nombre d’esprits éclairés comme le pasteur luthérien de

⁴¹ De SERRES: livre IX. chap. 3.

⁴² BEUDANT: II. 245.

⁴³ JULLIEN: *Topographie de tous les vignobles connus*, Genève, 1985. rééd. de l’édition de 1866, II. chapitre V.

⁴⁴ C. de SACY: *Histoire générale de Hongrie depuis l’invasion des Huns jusqu’à nos jours*, Paris, 1778.

⁴⁵ Jean BERANGER: *L’Autriche-Hongrie*, Paris, 1994. 41.

⁴⁶ TISSOT: chap. IX.

Szarvas, Samuel Tessedik (1742-1820) qui avait fondé un centre pour l'enseignement des paysans en 1780. Les magnats éclairés qui avaient aidé cette évolution en profitèrent pleinement: „Aussi la *"Révolution agricole"* se fit-elle dans la Grande Plaine au profit du grand propriétaire noble”, écrit Jean Bérenger.⁴⁷ Ce n'était pas le moindre signe de l'omnipotence de la noblesse en Hongrie.

B. *Le dynamisme de la capitale*

Nulle ville, excepté Budapest, ne retient longuement l'attention des auteurs. Saint-Marc Girardin s'étonne d'une caractéristique des villes hongroises: „*Vous parcourez les villes sans voir aucun édifice qui remonte à plus d'un siècle [...] Cette absence d'antiquités dans les villes est un des caractères de la Hongrie*”.⁴⁸ Les auteurs y voyaient tous les stigmates des conflits qui avaient ravagé le pays. L'historien Edouard Sayous dressant le tableau de la Hongrie du début du XIX^e siècle, portait ce jugement sévère: „*Les villes n'offrent pas un spectacle moins triste: les rues larges, boueuses, inaccessibles lorsque tombent les pluies d'automne, séparent deux rangées de maisons basses et humides. Nul éclairage, peu de jardins et de promenades publiques; des prisons toujours infectes et remplies...*”.⁴⁹ A la fin du XIX^e siècle, l'urbanisme semblait encore avoir des siècles de retard à en croire Tissot. Les rues étaient toujours aussi sablonneuses et herbeuses, l'urbain et le rural s'interpénétraient comme le prouvaient de pittoresques marchés où se mélangeaient les bêtes et les habitants.

Dans ce contexte, seule émergeait la capitale. Buda, l'ancienne capitale hongroise, retrouva dans la première partie du siècle son rang de premier centre urbain, intellectuel, politique et économique du pays. La Révolution de 1848 mena à terme cette évolution désirée par les Magyars. Mais Buda se vit en même temps liée à sa voisine de l'autre rive du Danube, Pest, si bien que les deux villes furent réunies en 1873 pour former Budapest. La capitale écrasait désormais démographiquement le reste du pays et Victor Tissot se déclare ouvertement impressionné. La ville passa de 86.000 habitants vers 1828 à 100.000 en 1848, 270.000 en 1870, 360.000 lors de la visite du voyageur suisse et se poursuivit très rapidement puisque le million était atteint en 1900. Tous les auteurs sont positivement frappés par l'aspect grandiose des panoramas offerts aux visiteurs de la capitale. Evoquant l'aurore, Victor Tissot n'hésite pas à écrire: „*Ici, à Pest, la toile se lève sur l'un des plus beaux décors du monde*”.⁵⁰ François-Sulpice Beudant, pourtant beaucoup moins prompt à s'extasier devant les paysages hongrois, n'en écrit pas moins: „*On a sur le pont*

⁴⁷ Jean BERENGER: *Histoire de l'empire des Habsbourg*, Paris, 1990. 665.

⁴⁸ GIRARDIN: 189.

⁴⁹ E. SAYOUS: *Histoire des Hongrois et de leur littérature politique de 1790 à 1815*, Paris, 1872. 282.

⁵⁰ TISSOT: 352.

l'un des plus beaux points de vue que l'on puisse imaginer".⁵¹ „Le Danube, fleuve immense déjà, auprès duquel la Seine n'est qu'un ruisseau, roule ses flots rapides vers l'Orient".⁵² Le fleuve représentait le lien entre les deux villes. Il a longtemps été franchissable par la seule grâce d'un pont de bateaux. Toutefois, les auteurs, bien avant la construction du pont des Chaînes (1849) ont conscience de l'unité de l'agglomération: „*Pest et Buda ne forment en quelque sorte qu'une seule et même ville*", précise justement Beudant.⁵³ La disparité topographique n'était pas la seule à être remarquée par les auteurs. Par leurs architectures, leurs composantes sociales, leurs choix politiques, leurs dynamismes, les villes jumelles se distinguaient. Buda apparaît à F.-S. Beudant ou à J.-M. Boldenyi comme une ville triste; le premier en rend responsable la noblesse qui déserte la vieille cité à la belle saison,⁵⁴ tandis que le second se plaint de la mainmise des bureaucrates sur la citadelle.⁵⁵ Saint-Marc Girardin exprime explicitement la dualité sociale de Buda-Pest en usant de comparaisons parisiennes: si Buda a des souvenirs, „*Pest au contraire, n'en a pas. Pest joue le rôle de la Chaussée d'Antin et Buda celui de la Cité ou du Marais (...)* à Pest, l'esprit de progrès et de libéralisme, à Buda, l'esprit nobiliaire. Le voisinage de ces deux villes est piquant, Buda est la ville des autorités, la ville du gouvernement... c'est la ville royale. Pest, de l'autre côté du fleuve, est la ville du commerce et de l'industrie".⁵⁶ Il sait trouver une formule percutante qui synthétise ses impressions partagées par les autres auteurs; surmontant les murs de Buda, il écrit: „*C'est le passé qui regarde l'avenir*".⁵⁷ La ville nouvelle est gagnée par l'urbanisme contemporain, ce qui provoque chez notre auteur un certain regret devant la grande homogénéité des nouvelles capitales: „*Pest est une ville toute nouvelle [...] Aujourd'hui c'est une grande ville et qui a tous les caractères des villes que bâtit notre siècle: de grandes rues fort larges, fort longues, avec des maisons bâties toutes à peu près sur le même plan; des édifices publics plutôt réguliers que beaux, construits fort rapidement... Les villes modernes se ressemblent toutes*",⁵⁸ et l'auteur compare Pest aux nouveaux quartiers et faubourgs de Paris, Berlin ou Londres. Elle lui rappelle „*machinalement Paris*" et „*bientôt rivalisera avec les grandes villes d'Europe*".⁵⁹ Les sensations de V. Tissot qui visite Budapest vers 1880 démontrent la justesse de cette prédiction. Le voyageur dépeint une capitale européenne, grouillante d'activité, envahie par une marée humaine, comme le fleuve l'était par la foule des bateaux. Décrivant Buda, l'auteur en

⁵¹ BEUDANT: II. 370.

⁵² LAVELYE: 540.

⁵³ BEUDANT: II. 363.

⁵⁴ *Ibid.* 370.

⁵⁵ BOLDENYI: II. 21-24.

⁵⁶ GIRARDIN: 164.

⁵⁷ *Ibid.* 164.

⁵⁸ *Ibid.* 163.

⁵⁹ BEUDANT: 366.

fait un village de campagne; ses ruelles étaient encombrées de bœufs et de chevaux tirant des chariots lourds de blé. Le contraste entre les deux cités était sans doute un peu exagéré par l'auteur friand de ce type de tableau, ce qui lui permet de conclure: „*Pest a supplanté Buda!*”.⁶⁰ La seconde partie du siècle avait en effet vu la construction d'une ville monumentale; les places, les quais, les boulevards étaient bordés par les immeubles indispensables aux grandes capitales. L'Opéra fut ainsi élevé sur l'actuelle Andrásy de 1875 à 1884. La métamorphose spectaculaire de la ville signifiait aux yeux des voyageurs la preuve de la marche vers le progrès du pays, son dynamisme. „*Dans ses rues, les fiacres, les voitures, les équipages, les omnibus, les tramways se croisent dans une lutte de vitesse ardente qui montre la fougue et l'élan de ce peuple*”.⁶¹ Ceci dit, les transformations ne concernaient pas toute une société hongroise où les blocages restaient importants.

III. Les raisons du retard économique et social

A. Les pesanteurs de la société hongroise

La nation hongroise était, avant la Révolution de 1848, une nation nobiliaire, au même titre que la Pologne sa voisine, très proche d'elle à bien des égards. Les paysans y étaient soumis, dans leur immense majorité, au servage, attachés à la glèbe, le sol réservé à leurs bras. Montesquieu exprime cette condition des paysans dans *l'Esprit des Lois*. Il distingue la servitude personnelle (l'esclavage) de cette servitude réelle „*qui attache l'esclave au fonds de la terre*”, le serf étant obligé de rendre une partie des ressources de la glèbe au seigneur. „*Cette espèce de servitude est encore établie en Hongrie, en Bohême et dans plusieurs endroits de la Basse Allemagne*”.⁶² François-Sulpice Beudant s'arrête assez longuement sur le système social hongrois. Les nobles ont de „*très grands privilèges*”, ils ne paient pas d'impôt; eux seuls ont les terres... Ces réalités sont „*fort éloignées des idées actuelles de la plus grande partie de l'Europe*” et „*peu justes dans le fond*”. Quelques deux cents familles formaient une aristocratie de magnats. Saint-Marc Girardin les évoque très bien avec leurs formidables richesses: „*Concevez maintenant un homme qui, comme le prince Esterhazy, a 60.000 sujets, 32 châteaux ou principautés, des forteresses en propriété, des troupes entretenues... des arsenaux*”.⁶³ Ces remarques démontrent combien la Hongrie apparaissait, par rapport à la France, un pays d'une autre époque. La richesse proverbiale des magnats reposait sur la possession de plusieurs milliers d'hectares. Les Esterházy, les Batthyány, les Széchenyi ou les Erdődy étaient parmi les plus célèbres. Victor

⁶⁰ TISSOT: 388.

⁶¹ *Ibid.* 396.

⁶² MONTESQUIEU: *De l'Esprit des lois*, Livre XV. chap. 10. 498. dans *Œuvres complètes*, II. Paris, 1949.

⁶³ GIRARDIN: 158-159.

Tissot affirme que dix des deux cents magnats détiennent un sixième des terres hongroises en 1860,⁶⁴ à l'instar du comte Festetics sur le Balaton propriétaire du village de Keszthely. À côté de ces aristocrates immensément riches, la petite noblesse voyait ses conditions économiques se dégrader. Le phénomène de la plèbe nobiliaire, moins accusé qu'en Pologne, était une particularité surprenante pour bien des voyageurs et c'est ainsi que F.-S. Beudant s'amusait de sa rencontre avec „*un pauvre gentilhomme devenu paysan*”. Ces „*gentilshommes en sandales*” étaient, pour la plupart des paysans anoblis durant des siècles d'occupation turque et, s'ils conservaient tous les droits et privilèges nobiliaires, ils subsistaient grâce à des métiers artisanaux. Victor Tissot raconte que „*dans un village, non loin de Cinq Eglises (Pecs), les paysans du premier jusqu'au dernier, sont tous nobles [...] ces aristocrates rustiques n'ont pas même de quoi s'acheter une paire de bottes*”.⁶⁵ En revanche, la description des paysans hongrois par le minéralogiste Beudant nous apparaît idyllique: „*ils jouissent du fruit de leurs travaux au moyen de transactions qui sont loin d'être onéreuses*” avec des clichés simplistes du style: „*le bonheur n'habite pas moins sous le chaume que dans les palais*”.⁶⁶ Malgré la générosité des sols hongrois, leur sort était pourtant très dur. Ils souffraient particulièrement de l'essor de la population, les manses se disloquant sous la pression démographique. Les nobles cherchaient à regrouper leurs terres pour les moderniser, en formant de vastes latifundias si bien que les ouvriers agricoles employés dans ces grands domaines étaient de plus en plus nombreux. Au total, si 99% des propriétaires hongrois étaient des roturiers, ils ne possédaient encore en 1910 que 56% des terres arables et cette situation se prolongea après la guerre.

B. *Le déclin industriel*

Les mines de la Haute-Hongrie étaient, au XVIII^e siècle, une des curiosités favorites des voyageurs européens dans le pays. La *Bibliothèque universelle des voyages* établie par Boucher de la Richarderie et publiée à Paris en 1808, témoigne de cet intérêt que Montesquieu illustra en 1728 en se rendant successivement dans les trois villes minières de Kremnitz, Schemnitz et Neusohl. Marcel de Serres et François-Sulpice Beudant observent tous les deux que les mines ne présentaient plus la même rentabilité dès la fin du siècle des Lumières. Le minéralogiste remarque qu'il n'y avait plus que quatre-vingts ouvriers dans les mines de Königsberg; il en critique l'exploitation et les travaux souterrains. Dans les mines de cuivre, „*il n'existe que quelques ouvriers*”.⁶⁷ Les mines des trois grandes villes minières étaient propriété du roi. L'exploitation se faisait en majeure partie en régie directe, un trésorier général résidant à Kremnitz et se chargeant de l'administration des cités. Plus que la gestion, assez logiquement tournée vers le profit financier, l'épuisement

⁶⁴ TISSOT: chap. XVII.

⁶⁵ TISSOT: chap. XII.

⁶⁶ BEUDANT: 90-99.

⁶⁷ BEUDANT: I. 461.

rapide des filons accélérât la décadence des villes minières. Marcel de Serres se rendit compte que les mines de Kremnitz „*devenaient tous les jours moins riches*”.⁶⁸ Néanmoins, la négligence des Hongrois lui paraissait également fautive. Il dénonçait le sort réservé au charbon de terre du pays „*qui pourrait devenir si précieux pour la Hongrie si on ne négligeait pas autant son exploitation*”.⁶⁹ Même un spécialiste comme Beudant se trompait sur les capacités réelles de la Hongrie: „*Le règne minéral lui offre des ressources infinies*”⁷⁰ et de Serres de renchérir „*les mines d’or et d’argent de la Hongrie sont les plus riches de l’ancien continent*”.⁷¹ Effectivement, dans la liste dressée par Beudant des richesses minérales hongroises, on trouvait du cuivre, du soufre, du plomb, du pétrole, du manganèse, du mercure, du zinc, du cobalt, du sel gemme... Le problème, c’est qu’en raison d’une extraction malaisée, de prix de revient élevés, les villes minières „*furent définitivement ruinées au XIX^e siècle par la concurrence du Nouveau Monde*”.⁷²

Par ailleurs, les activités industrielles hongroises étaient restées très faibles à cause, notamment, des ravages des guerres et du caractère rural de la société hongroise. Montesquieu se remémore dans ses *Pensées*, le manque de manufactures: „*les Hongrois étaient pauvres. Ils n’avaient point de manufactures; ils n’achetaient que trois ou quatre habits dans leur vie. Que la Hongrie trouve ou qu’on lui donne quelques moyens de s’enrichir, on y verra bientôt toutes marchandises de l’univers*”. On ne signale que quelques manufactures qui s’installèrent sous le règne de Marie-Thérèse dans la région de Sopron, près du marché viennois. Après les difficultés liées aux guerres de la Révolution, le pays restait très en retard par rapport aux autres régions de la monarchie autrichienne et les voyageurs en rendaient compte crûment. „*Sous le rapport de l’industrie, la Hongrie est encore dans un état déplorable*”, déplorait François-Silvère Beudant. Comme souvent, l’explication relevait du cliché quand Marcel de Serres, porteur de l’image du Hongrois épris de grands espaces, écrivait qu’ „*en Hongrie, les habitants étaient peu portés vers les arts qui demandaient une vie sédentaire et une application constante*”.⁷³ Malgré l’essor entamé dans les années précédant la Révolution de 1848, J.-M. Boldenyi affirmait que la Hongrie n’était pas encore une nation dotée de tous les moyens industriels nécessaires à son développement.⁷⁴

C. Le blocage des transports

Moderniser l’économie hongroise était un des souhaits des réformateurs d’avant 1848, notamment de Széchenyi qui connaissait l’Angleterre de la

⁶⁸ De SERRES: Livre IX. chapitre 3.

⁶⁹ BEUDANT: Introduction, „*Des productions naturelles*”, 103.

⁷⁰ De SERRES: Livre II. chap. 3.

⁷¹ MONTESQUIEU: *Pensées*, Oeuvres complètes, Paris, 1980. 888.

⁷² BEUDANT: 100-102.

⁷³ De SERRES: Livre II. chap. 4.

⁷⁴ BOLDENYI: II. 140-143.

Révolution industrielle. Les auteurs consultés ont conscience de l'importance primordiale des infrastructures, des moyens de transport, non seulement pour le commerce mais aussi pour l'agriculture et l'industrie du pays. La Hongrie n'est pas, à leurs yeux, bien dotée en ce domaine malgré des vellétés de changement. Edouard Sayous décrit brièvement l'état de l'économie hongroise au début du XIX^e siècle et s'en tient d'ailleurs à des réflexions sur le commerce.⁷⁵ Il explique que les produits agricoles du royaume étaient sacrifiés à l'industrie autrichienne par un système de douanes absurde et que le réseau routier était déplorable. Des efforts sont néanmoins entrepris avec la construction du canal Theiss-Danube et l'amélioration de la route menant de Budapest à Fiume. Marcel de Serres estimait au début du siècle que l'Autriche avait tout à faire dans son empire et en premier lieu, construire des routes à l'instar de ce qu'avaient fait les Français en Illyrie. L'administration du Maréchal Marmont s'était effectivement préoccupée de ce problème pour des raisons militaires. L'amélioration du tissu routier était capitale pour la Hongrie, car la carence des moyens de transport confortait l'archaïsme de l'agriculture hongroise. Le voyageur se désolait en permanence de l'état des routes. A l'exception des routes entre Pest et la Turquie, Pest et la Transylvanie, Pest et Fiume, les routes étaient „si peu praticables”.⁷⁶ „En général, les chemins sont partout exécrables en Hongrie”.⁷⁷ De plus, le Danube n'était pas navigable du fait de ses courants, de ses nombreux écueils, des mauvais bateaux employés par les Hongrois. Les réformateurs étaient parfaitement informés du retard de leur pays en la matière et tous les efforts de Széchenyi tendaient à corriger cette carence. Saint-Marc Girardin rapportait ses desseins en rappelant l'intérêt capital pour la Hongrie et son agriculture d'avoir un Danube navigable jusqu'à la Mer Noire. „En Hongrie [...] on faisait mille projets plus beaux les uns que les autres, pour affranchir le Danube des obstacles qui gênaient son cours”.⁷⁸ Ces „mille projets” accompagnant l'introduction de la navigation à vapeur en 1829 avec la Compagnie autrichienne de navigation à vapeur sur le Danube, permirent la naissance d'un chantier de construction navale en 1835 à O-Buda, l'arrivée de la nouvelle navigation sur la Theiss ou le Balaton. Le passage des Portes de Fer demeurait cependant problématique. Les améliorations des moyens de transport avaient surtout pour objectif l'accès des marchandises agricoles hongroises aux marchés européens. La mise sous tutelle (la colonisation dirent plus tard les historiens hongrois) de l'économie hongroise fut dénoncée dès la fin du XVIII^e siècle par les intellectuels du royaume. Le système des douanes favorisait en effet les industries austro-bohêmes: les marchands autrichiens souhaitaient se réserver le marché hongrois. Les douanes internes furent abolies en 1849. Une période d'essor économique

⁷⁵ E. SAYOUS: *Histoire des Hongrois et de leur littérature politique de 1790 à 1815*, Paris, 1872.

⁷⁶ De SERRES: livre IX. chap. 4.

⁷⁷ BEUDANT: *op. cit.*, ref.

⁷⁸ GIRARDIN: 232.

s'ouvrit alors, marquée par la construction du réseau de chemin de fer austro-hongrois qui resta moins développé que ceux d'Europe occidentale.

L'ensemble des textes dans leur diversité même, dans leur qualité bien souvent, apportait une vision à la fois globale et détaillée de la Hongrie. Ils exprimaient nettement les sentiments variés mais très positifs que des Français pouvaient ressentir à l'égard de ce pays. Il est significatif que celui-ci, jugé si archaïque par des auteurs au début du siècle (M. de Serres, F.-S. Beudant) apparaisse pour Emile de Lavelle ou Daniel Lévy⁷⁹ comme un modèle par les contrées retardées des Balkans. Ceci dit, l'éloignement des Français des réalités hongroises pouvait également se mesurer dans le besoin des auteurs de toujours user de comparaisons pour faire comprendre ces réalités.

⁷⁹ D. LEVY: *L'Autriche-Hongrie ses institutions et ses nationalités*, Paris, 1871.

János Kalmár

Les changements des relations de François II Rákóczi et de la politique orientale française en lien avec la révolte hongroise

La guerre d'indépendance hongroise entre 1703 et 1711 contre le régime des Habsbourg, menée par le magnat François II Rákóczi, cherchait dès les débuts un soutien international. On peut constater une demande pour un soutien étranger même quelques années avant l'éclatement de ce mouvement. C'était la raison pour laquelle les *kouroutz* étaient attentifs aux démarches diplomatiques des différents pays. Selon le témoignage de ses *Confessions*, déjà au cours de l'organisation de la future révolte, Rákóczi, en se rendant compte des orientations possibles, accentuait les liaisons qui existaient entre la Hongrie et la France au 17^e siècle, en constatant avec une certaine fierté le rôle que ses ascendants avaient joué dans la création de ces relations. Il faisait allusion à George I Rákóczi, son arrière-grand-père, prince de Transylvanie (1630-1648) qui a conclu un traité en 1643 à Stockholm avec la reine Christine de Suède, un acte diplomatique qui a obligé ses alliés, parmi lesquels Louis XIII. Avant le commencement de la révolte, la possibilité d'un soutien français à la guerre d'indépendance, ne se pose pas encore sur la base des intérêts commun (c'est à dire comme une exigence logique pour s'allier avec les adversaires de l'empereur), mais comme l'unique possibilité basée sur le fond des traditions familiales dans une situation, quand Rákóczi n'était pas encore un haut dignitaire.

Le 1^{er} novembre 1700 Rákóczi a écrit une lettre alors à Louis XIV et au marquis de Barbézieux, secrétaire d'État à la guerre, parce qu'on pouvait attendre dans le futur proche l'éclatement d'une guerre entre la France et l'empereur pour l'héritage espagnol. Dans ses lettres, Rákóczi esquisse la situation générale de la Hongrie, opprimée par la régime des Habsbourg et fait allusion aux soutiens français reçus par les Hongrois auparavant. Il demande en même temps de l'aide au nom du Royaume de Hongrie, en insistant sur le fait qu'on peut attendre du mécontentement un rapprochement fort entre les états et les différentes confessions. Ainsi, on peut compter sur des résultats importants dans le cas d'une aide française. En son nom propre, Rákóczi fait allusion à ses obligations envers la France et ses hommages pour son roi. Barbézieux a répondu, en lui demandant la présentation de son autorisation, signée par les représentants des états, un document dont Rákóczi ne disposait pas. Selon les instructions de ce dernier, données en février 1701 au capitaine Joseph Longueval, cet officier devait informer la cour de Versailles sur les points suivants: pour pouvoir dresser une milice nationale et leur payer leur solde, Rákóczi avait besoin d'argent en toute diligence ;il devait mettre à la disposition des mécontents entre 20.000 et 24.000 soldats étrangers pour les futures luttes et pour maintenir de l'ordre; en cas d'échec de la révolte, Rákóczi

demandait à Louis XIV une rente et un refuge pour lui-même, pour sa famille, ainsi que pour ses principaux amis, à la condition que si leur entreprise réussissait, ils rembourseraient l'argent; Rákóczi demandait encore l'envoi d'un représentant français auprès de sa personne pour maintenir les contacts avec la cour de Versailles et manier l'argent français. Longueval devait accentuer l'importance de la diversion hongroise qui aurait des conséquences aussi dans les pays héréditaires des Habsbourg; dès le moment où la France allait entrer en guerre pour la succession espagnole, les Hongrois s'obligeraient à ne conclure aucun traité sans son accord; bien qu'à ce moment Rákóczi ne dispose d'aucun pouvoir souverain, les états hongrois, conformément aux souhaits du roi de France, allaient justifier son autorisation; les mécontents croyaient nécessaire en plus d'accentuer les intérêts communs entre la Pologne et la Hongrie. Selon eux, il n'existait pas d'autre possibilité pour résister à la menace des Habsbourg et des Ottomans: en raison de cela, les Hongrois demandaient à Louis XIV d'intervenir auprès de la Sublime Porte qu'elle ne se tourne pas contre eux. Rákóczi et ses partisans considéraient le moment actuel comme très favorable en raison de la maladie du roi d'Espagne, du mécontentement des ducs protestants allemands et de l'irrésolutions de la cour de Vienne.

Le contenu de cette instruction n'est jamais arrivé à Versailles, parce que Longueval, devenu perfide, l'a portée en Autriche. Rákóczi a été arrêté et emprisonné à Wiener Neustadt d'où il réussit à fuir en Pologne. Son ami et allié, Miklós Bercsényi, comte du comitat Ung qui devait également quitter la Hongrie, l'y attendait.

En 1701 éclata la Guerre de Succession d'Espagne. Malgré cela, l'importance des magnats hongrois qui jusqu'à maintenant n'était pas considérable diminuait encore depuis qu'ils avaient quitté leurs pays, parce qu'il leur était devenu presque impossible de maintenir les relations avec leurs camarades en Hongrie. Par contre, en Pologne ils aspiraient à acquérir le soutien polonais.

Après la mort de Jean Sobieski, c'était l'électeur de Saxe, Frédéric Auguste qui montait sur le trône polonais en 1697, en concurrence avec François-Louis prince de Conti. La candidature du Saxon qui était le général en chef des armées de la Ligue Sainte en Hongrie, fut soutenu par l'empereur, mais aussi par le tzar Pierre le Grand qui voulait le gagner à lui pour l'alliance contre l'empire Ottoman. La Russie faisait des efforts pour l'acquisition des bords de la Mer Noire qui était un point de confrontation avec la Porte ottomane d'une part. D'autre part, le tzar était attiré par la région de la Baltique, voulant y créer une base pour sa flotte maritime au détriment de la Suède. C'était le roi de Pologne donc qui semblait à être un partenaire idéal pour les démarches russes. Les chances de Frédéric Auguste étant optimales, il pouvait devenir souverain de ce pays contre le candidat de la France, de cette puissance alors qui cultivait traditionnellement des bonnes relations avec l'empire Ottoman et la Suède. Et

en effet, en 1699, un accord avait déjà été conclu contre la Suède entre le roi de Pologne et le tzar. En conséquence de cet acte diplomatique, Frédéric Auguste envahit le territoire suédois la Livonie, soutenu par la milice russe. Mais en novembre 1700, l'armée du tzar essuya une telle défaite à Narva que les luttes se déplacèrent en peu de temps sur le territoire de la Rzeczpospolita.

Les faits qui influencèrent donc de plus en plus la politique intérieure de la Pologne, avaient ses effets évidemment aussi pour l'affaire hongroise. Bercsényi envoyait un mémoire pour Louis XIV par Charles de Caradas le marquis du Héron, résident français à Varsovie, dans lequel il avait offert, en échange de l'aide militaire la couronne hongroise pour le roi de Pologne. Il demanda au roi de France d'intervenir auprès de la Porte pour qu'elle permette au comte hongrois Imre Thököly, exilé en Turquie, beau-père de Rákóczi d'occuper la Transylvanie, en proposant au roi Très Chrétien de conclure une alliance avec Frédéric Auguste et de l'aider pour acquérir le trône de la Hongrie. Louis XIV réagissait d'une façon discrète, mais cela ne veut pas dire que la diplomatie française serait restée passive. Versailles espérait gagner Frédéric Auguste pour qu'il attaque l'empereur en toutes ses deux fonctions de souveraine, c'est-à-dire en tant que roi de Pologne et en tant que prince-électeur du Saint-Empire. Louis XIV était prêt à conclure une alliance avec lui, mais Frédéric Auguste refusa, ayant peut-être peur d'une éventuelle confrontation avec l'empereur avant la fin de la guerre contre les Suédois. Le roi de France lui proposa le soutien du mouvement hongrois, en comptant sur l'attraction que le trône hongrois pouvait exercer sur Frédéric Auguste.

Mais les événements polonais n'ont pas permis la réalisation de ce projet. Pour sauver ses pays contre Charles XII, le roi de Pologne fut obligé de conclure une alliance secrète avec l'empereur, d'autant plus que les forces franco-bavaroises avaient menacé la Saxe. En conséquence de ce changement, les exilés hongrois résidents en Pologne y devenaient indésirables. Rákóczi et ses partisans n'ont trouvé de refuge que par l'aide de quelques sénateurs francophones. En outre, Frédéric Auguste fit arrêter le résident français, en l'accusant du soutien de son rival le prince Conti déchu.

La situation désespérée des Hongrois changea à l'été 1703. En partie parce qu'en Hongrie éclata la révolte, avec Rákóczi à sa tête qui était invité par les mécontents et que l'armée hongroise remportait rapidement des victoires sur les impériaux, peu nombreux dans le pays à cause de la guerre de Succession d'Espagne. D'autre part parce que c'était justement cette année que parmi le peu d'alliés de la France, le Portugal et la Savoie passaient à l'adversaire. En plus, Louis XIV n'avait pas réussi à mobiliser, ni le roi de Suède, ni le sultan contre l'empereur. Dans cette situation, c'étaient uniquement les révoltés Hongrois qui pouvaient l'aider par la neutralisation de certaines forces impériales.

Le commandement français ne tardait pas à essayer d'en profiter : une armée considérable entra dans le territoire du Saint-Empire, pour opérer sa

jonction avec les forces bavaroises et pour marcher le long du Danube vers Vienne, où ils attendaient la milice de Rákóczi. Mais l'électeur de Bavière, Maximilien-Émmanuel, après avoir occupé Passau se retirait, gâchant la possibilité d'une éventuelle victoire à un moment où les révoltés hongrois avaient réussi à sortir de leur pays en menaçant la capitale impériale. L'armée autrichienne et anglaise emporta une victoire décisive à Höchstädt-Blenheim en 1704 dans une bataille qui s'avéra être un tournant au cours de la guerre: les événements militaires se déplaçaient de l'Europe Centrale, du Danube alors, au bord du Rhin.

L'importance de la cause hongroise pour la France se montra également dans le fait qu'à partir de 1703 Louis XIV la finançait: au début avec une somme de 30.000 livres qui passa à 50.000 à partir de 1705. Il faut ajouter que même cette dernière somme ne suffisait que pour maintenir 4.000 soldats, alors que le nombre de l'armée des *kouroutz* s'élevait jusqu'à 75.000 dans sa période de gloire. En plus, sa diplomatie essaya de trouver de l'aide militaire turque pour les Hongrois. Mais le marquis de Ferriol, ambassadeur français à Constantinople, offrit quelques territoires du royaume de Hongrie en échange d'une éventuelle intervention ottomane contre l'empereur. C'était un prix que Rákóczi ne pouvait pas évidemment accepter.

Du point de vue de la situation internationale de la guerre d'indépendance hongroise l'élection de Rákóczi comme prince de Transylvanie en juillet 1704, titre reconnu aussi par le roi de France avait une grande importance. Elle donna la possibilité de sortir de l'isolement diplomatique. A partir de ce moment Rákóczi va tenter de conclure une alliance avec Louis XIV, parce qu'un accord avec cette puissance garantissait que les buts des mécontents seraient mis au programme des futur traités de paix, indépendamment de l'aboutissement de la révolte. Un tel projet a été préparé en Hongrie au cours du printemps de 1705, selon lequel le roi de France devrait conclure une alliance offensive et défensive avec le prince Rákóczi, Louis XIV ne s'accordera pas avec l'empereur sans informer le prince de Transylvanie avant, le règne de Rákóczi ainsi que celui de ses successeurs en Transylvanie doit être garanti même après les traités de paix, le roi de France doit verser 50.000 livre tout au cours de la révolte et Louis XIV doit également prendre soin de l'asile et si nécessaire du traitement digne même pour le cas si Rákóczi était chassé ou s'il tombait en captivité.

Pour pouvoir conclure une alliance, pour faire accepter ces points avec le souverain français, Rákóczi proposa la même année la prise du trône de la Maison des Habsbourg en Hongrie. Il prévoyait que l'absence de cette solution pourrait être un prétexte pour le refuser, parce que jusqu'au moment où le pays a un roi légitime, les révoltés, selon le droit international ne peuvent pas être considérés autrement que comme des rebelles. Mais cette situation ne changea qu'en 1707, quand l'assemblée d'états des révoltés annula en effet le droit héréditaire de la maison des Habsbourg en Hongrie.

En conséquence de leur décision les *kouroutz* devaient trouver un autre roi. Le premier candidat était l'électeur de Bavière dont le pays avait déjà été envahi déjà en 1704 par les impériaux. Mais Maximilian-Emmanuel, après quelques hésitations refusa cette proposition, en reconnaissant qu'il serait illusoire de compter sur une aide militaire française. Dès ce moment Louis XIV essaya de convaincre Rákóczi d'être candidat, mais le prince de Transylvanie, comme l'électeur de Bavière ne serait pas capable de conserver le pays sans des forces militaires étrangères.

Par la prise de position dans cette question le roi de France reconnaissait en fait qu'il ne voulait plus, pas même d'une façon indirecte soutenir la révolte hongroise. Il est connu qu'en 1707 l'armée française, après avoir perdu des positions considérables d'abord aux Pays-Bas puis en Italie, devait se préparer pour la défense de son propre pays. Le financement de la guerre devenait de plus en plus difficile, en plus une famine croissante qui aggrava encore la situation. L'argent français destiné aux Hongrois arriva avec retard, puis n'arriva plus de tout. En outre les démarches de Rákóczi pour la réalisation d'une alliance avec la France n'avaient pas porté de fruits non plus.

La diplomatie des *kouroutz* n'a pas tardé à tirer les conséquences de ces échecs. Rákóczi avec Louis XIV a essayé de convaincre Charles XII de tourner contre Vienne, mais sans succès. Par contre, les victoires du roi de Suède en Pologne inquiétaient de plus en plus le tzar qui se sentait trop isolé. Pierre le Grand pensait pouvoir sortir de cette situation pesante par la médiation de Rákóczi, comptant sur les bonnes relations de ce dernier avec la France. Le tzar voulait s'allier avec Louis XIV en attendant de lui une intervention sur les traités de paix entre la Russie et la Suède. Pour intéresser Rákóczi, le tzar proposa le prince de Transylvanie comme roi de la Pologne, Frédéric-Auguste étant démissionné du trône de ce pays par Charles XII. Rákóczi accepta la proposition russe, leur accord contenant aussi une aide financière et militaire de la part de Pierre Ier. Un tel pacte a été conclu à Varsovie en septembre 1707. Mais Rákóczi était confronté au fait que Louis XIV ne soutenait pas sa candidature pour le trône de Pologne, en ayant peur que cette nouvelle situation ne détourne le prince de la Hongrie, bien que le roi de France ne cessât pas d'être intéressé par la diversion militaire contre l'empereur. La candidature du prince de Transylvanie pour le trône de la Pologne ne dura pas longtemps. D'une part, parce que les membres du *seim* polonais, changeant d'opinion, avaient refusé leur soutien à Rákóczi. D'autre part, parce qu'en 1709 le tzar remportait une victoire décisive sur l'armée suédoise à Poltava et restitua Frédéric Auguste dans ses droits de roi.

L'année suivante dans une situation où la révolte hongroise s'était aggravée, Rákóczi rappelait à Pierre Ier sa promesse concernant l'aide militaire. Mais entretemps la diplomatie française avait réussi à mobiliser les Ottomans contre la Russie pour soutenir Charles XII, favori de la France. Après avoir reçu la déclaration de guerre de la Porte en novembre 1710, le tzar n'avait plus de

possibilité d'aider les révoltés hongrois, en plus, dans cette nouvelle situation il ne pouvait pas se permettre une confrontation avec Vienne.

La guerre d'indépendance hongroise s'achevait à la fin d'avril 1711 par un traité qui restitua la situation constitutionnelle du pays conformément à l'époque précédente. Rákóczi qui ne voulait pas se contenter de ce fait, mobilisa toutes ses relations étrangères. A l'époque des traités qui mettaient fin à la Guerre de Succession d'Espagne, étant en France en exil, Rákóczi essaya encore une dernière fois de demander l'intervention de la diplomatie de Louis XIV pour les révoltés. En constatant l'inutilité de ses efforts, selon le témoignage de ses *Mémoires*, il lui venait à l'idée les mots suivants qu'il avait entendus à Neuhäusel en 1706 du comte Johann Wenzel Wratislaw, chancelier de Bohême, représentant de l'empereur Joseph I^{er}: „*Prince, me disoit-il, vous vous fiez aux promesses de la France qui est l'Hôpital des Princes qu'elle a rendu malheureux par le manquement à sa parole et à ses engagements; vous en serez du nombre, et vous y mourrez.*”

Bibliographie sélectionnée

Comme source générale pour la situation politique en français, malgré leurs subjectivité, sont très utiles les *Mémoires du prince François Rákóczi sur la Guerre de Hongrie depuis 1703 jusqu' à sa fin*. (Publ.) KÖPECZI, Béla et KOVÁCS, Ilona. Budapest, 1978. (Archivum Rákóczianum, III/I).

Concernant les relations franco-hongroises à l'époque, voir les publications suivantes de Béla KÖPECZI: *La France et la Hongrie au début du XVIII^e siècle. Etude d'histoire des relations diplomatiques et d'histoire des idées*. Budapest, 1971. *A Rákóczi-szabadságharc és Európa* (La guerre d'indépendance de Rákóczi et l'Europe), IN: *Európa és a Rákóczi-szabadságharc*. (Dir.) BENDA, Kálmán. Budapest, 1980. 13-22. *Hongrois et Français. De Louis XIV à la Révolution française*. Budapest, 1983. 81-98. 119-177. 396-401. 403-405. *II. Rákóczi Ferenc külpolitikája* (La politique extérieure de François II Rákóczi). Budapest, 2002. *A Rákóczi-szabadságharc külpolitikája és a francia-bajor kapcsolat* (La politique extérieure de la révolte Rákóczi et la relation franco-bavaroise), IN: *Az államiság megőrzése. Tanulmányok a Rákóczi-szabadságharcról*. (Dir.) CZIGÁNY, István. Budapest, 2002. 8-28. *Rákóczi útjain. Tanulmányok* (Sur les chemins de Rákóczi. Etudes). Budapest, 2004. 29-139. *Az ónodi trónfosztás és a francia diplomácia* (Le détronement d'Ónod et la diplomatie française), *Hadtörténelmi Közlemények*, 120/4. 2007. 1297-1302.

Pour les relations avec la Pologne: *Correspondance de François II Rákóczi et de la palatine Elżbieta Sieniawska 1704-1727*. (Publ.) KOVÁCS, Ilona et KÖPECZI, Béla. Budapest, 2004. GEBEI, Sándor: *Az 1707. évi lengyel és magyar detronizáció politikai háttere* (L'arrière-plan politique du détronement polonais et hongrois en 1707), IN: *Hadtörténelmi Közlemények*, 120/4. 2007. 1268-1292.

Pour les buts du traité de paix du coté des révoltés voir SIPTÁR, Dániel: *'Sine nobis de nobis.'* *A békekötés mint a Rákóczi-szabadságharc kirobbanásának oka és célja* ('Sine nobis de nobis.' La conclusion de la paix comme cause et but de l'éclatement de la guerre d'indépendance de Rákóczi), IN: *A Rákóczi-szabadságharc és Közép-Európa*. (Dir.) Tamás, Edit. Sárospatak, 2003. tome II. 217-242.

Gusztáv D. Kecskés

*Les relations entre la France et l'Europe centrale et orientale des années 1860 à nos jours*¹

Le syndrome „*Trianon*” est toujours vivant dans la mentalité de beaucoup de Hongrois: le rôle joué par la France dans les arrangements territoriaux en Europe centrale et orientale après la Première Guerre mondiale génère en effet encore de nos jours bien des ressentiments. Il semble donc important de réfléchir au problème suivant: comment caractériser l'attitude de la France à l'égard de cette région d'Europe au cours des cent cinquante dernières années? La Hongrie qui, pour un courant très influent du Quai d'Orsay, incarnait après 1918 l'ennemi principal en Europe du Centre-Est, est, de nos jours, l'un des alliés les plus importants – sinon le plus important – de la France en Europe centrale et orientale, un véritable „*partenaire stratégique*”. Les rapports entre les pays de la région et cette grande puissance ont alimenté un très grand nombre d'idées reçues. Y avait-il effectivement une hostilité „*viscérale*” des décideurs français vis-à-vis des Hongrois et une amitié française tout autant „*viscérale*” envers les Roumains, les Tchèques et les Yougoslaves? Une thèse classique soulignait que l'émotion était un facteur important, voire décisif dans le processus de prise de décision propre à la politique étrangère.

Aucun ouvrage de synthèse n'existe sur l'ensemble de cette question. S'il est possible de s'appuyer sur une abondante littérature pour les années de l'Entre-deux-guerres, pour la période de la Seconde Guerre mondiale, le nombre d'études est très réduit. En ce qui concerne la guerre froide, il faut se reporter à des sources primaires: documents diplomatiques français et hongrois (Archives du Ministère des Affaires étrangères à Paris, Fondation Jean Jaurès, Archives nationales hongroises), papiers jadis secrets du Secrétariat international de l'OTAN mais aussi entretiens avec d'anciens diplomates et personnalités politiques tant Français que Hongrois. Pour ce qui est des années 1990 et 2000 – mais aussi des perspectives futures – la presse, des bases de données accessibles sur Internet et des entretiens avec les responsables des ministères des Affaires étrangères se sont révélés particulièrement utiles.

¹ Cette étude reprend les conclusions relatives à la France d'un projet de recherche de l'Union Européenne, géré par le Ministère de l'Éducation hongrois, sur l'Europe du Centre-Est et des grandes puissances au 20^e siècle (dirigé par László BORHI). Le volume abondant le cas français a été publié. Voir Gusztáv D. KECSKES: *Franciaország Kelet- Közép-Európa politikája 1918-tól napjainkig* (La politique étrangère de la France envers l'Europe du Centre-Est de 1918 à nos jours), projet OM NKFP 5/020/2001, 213p. Grotius. A Budapesti Corvinus Egyetem Nemzetközi Tanulmányok Intézetének Tudományos Folyóirata (Grotius. Revue scientifique de l'Institut d'études internationales de l'Université Corvinus de Budapest): <http://www.grotius.hu>. Je me réfère à la bibliographie de cet ouvrage: 197-213.

Dans la période couverte par notre étude – comme depuis le début de l'époque moderne –, la place de l'Europe centrale et orientale a toujours été déterminée dans les principes de la politique étrangère française par des facteurs extérieurs à cette région. Les défis adressés à la France sur le plan de sa sécurité nationale, en particulier par l'Allemagne et l'Union soviétique, en constituent les ressorts tandis que le système des relations internationales – influencent la situation internationale du pays – en trace les cadres.

En conséquence, de la paix de Francfort de 1871 jusqu'en 1944, les Français s'efforcèrent de répondre à la menace que représentait pour eux l'Allemagne. Jusqu'à l'automne 1917, l'alliance avec la Russie, conclue en 1893, se révéla efficace pour conjurer ce péril: l'empire russe paraissait un partenaire fiable et une authentique grande puissance militaire. À cette époque, l'Europe du Centre-Est intéressait la France d'un point de vue scientifique. Si les slavistes Louis Léger et Ernest Denis proposèrent de renforcer les liens avec les peuples slaves de la région, les mouvements d'indépendance de ces derniers ne reçurent aucun soutien officiel français. Néanmoins, il faut noter que ces mêmes savants commencèrent à s'intéresser à cette partie de l'Europe à partir de 1870-1871, soit à l'époque de la défaite de la France face aux Prussiens. Pendant la Première Guerre mondiale – mais surtout après la révolution bolchevique de 1917-18 qui fit sortir la Russie du „concert européen” – les décideurs français cherchèrent à la remplacer par de nouveaux alliés à l'est de l'Allemagne. Plus tard, ces peuples servirent comme troupe de renfort contre les bolcheviques puis comme „cordon sanitaire” pour isoler la Russie soviétique. Les nouveaux „pays amis”, créés ou renforcés avec l'aide de la France par les traités de paix à la fin de la „Grande Guerre”, soit la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie, ne remplirent pas le rôle souhaité par la politique française. Ils ne le pouvaient pas en raison de graves conflits entre eux (par exemple l'antagonisme polono-tchèque à propos de Teschen) et de la faiblesse de leur potentiel économique et militaire. La faillite de cette conception, perceptible à partir du début des années 1930, devint encore plus évidente avec l'expansion de l'Allemagne nazie en Europe du Centre-Est. La défaite militaire de la France en 1940 peut en être considérée comme une preuve tangible. Néanmoins, les relations entre la France et l'Europe centrale et orientale ont été particulièrement intenses pendant l'Entre-deux-guerres. Bien que les événements militaires de la Seconde Guerre mondiale aient rompu les liens entre eux, à l'exception de quelques cas isolés comme entre la France et la Hongrie, on peut constater entre 1945 et 1947 une prospérité éphémère de ces relations. Les rapports bilatéraux avec la France, détériorés volontairement par les „Démocraties Populaires” à partir de 1947 suite à la soviétisation de la région, furent normalisées en deux vagues: en 1953-1955, à l'initiative – et avec force – de la part du bloc soviétique puis, grâce aux démarches de la politique étrangère française du général de Gaulle, dans la première moitié des années 1960. Néanmoins, dans la plupart des pays d'Europe centrale et

orientale et en particulier en Hongrie, les cadres établis à cette époque ne furent remplis de contenu qu'après l'effondrement des régimes communistes dans les années 1990.

En dépit des apparences, la France n'a jamais eu de rapports vraiment étroits, profonds et structurés avec l'Europe du Centre-Est. Les aspects les plus vigoureux et les plus durables de ces relations sont perceptibles sur le plan culturel. Le „*rayonnement culturel*” de la France jouit toujours d'une grande considération en Europe centrale et orientale, dans des milieux beaucoup plus larges que les seuls intellectuels francophones (voir l'énorme succès de l'exposition *Monet et ses amis* au Musée des Beaux-arts à Budapest en 2003-2004). Les liens économiques et politiques sont bien plus sporadiques. Ensemble de petits pays, très divisés entre eux, et/ou dominés par une autre grande puissance – l'Allemagne nazi puis l'URSS – l'Europe du Centre-Est ne put jamais jouer un rôle essentiel dans la résolution des problèmes jusqu'à la chute de l'Union soviétique, surtout en matière de défense nationale de la France. Les alliances conclues dans les années 1920-1930 avec certains États de la région reposaient sur une illusion: d'un côté, la Pologne et les pays de la Petite Entente n'étaient pas des alliés efficaces contre l'Allemagne; de l'autre, la France n'avait pas assez de forces économiques et militaires pour contrôler la région. Un phénomène comparable se retrouve du temps de la présidence du général de Gaulle: pour des raisons politiques, Paris essaya alors d'établir des relations plus étroites avec les pays de la région mais ses efforts n'aboutirent pas à l'établissement de rapports véritablement profonds et durables. En revanche, l'Allemagne (ou selon la période, la République fédérale d'Allemagne) s'étant remise des défaites subies lors de la Première et la Seconde Guerre mondiale et profitant d'un contexte international favorable – donc de 1925, puis de 1933 avec un élan accéléré, ainsi qu'à partir de la fin des années 1960 – marcha sur les pas de la France, mais d'une manière beaucoup plus méthodique et durable, et parvint à prendre pied en Europe du Centre-Est, en faisant reculer les Français.

Compte tenu des données économiques et d'une structure politique particulière liée à l'existence de petits États, l'Europe du Centre-Est n'a jamais été un partenaire idéal pour la France. C'est pourquoi, dans les périodes où la sécurité de cette dernière n'était pas menacée par l'Allemagne ou bien lorsque le danger lui paraissait contrebalancé par l'alliance russe ou par les relations avec l'Union soviétique, la politique étrangère française ne s'intéressa guère à cette région. L'intérêt de l'élite française s'accrut par temps de menace allemande – réelle ou supposée –, donc après 1870-1871 en rapport avec l'activité des slavistes, à partir de l'automne 1917 à la suite de la faillite de l'allié russe et en 1989-1990 au moment de la réunification allemande. (NB: il avait mis l'imparfait dans les phrases précédentes). Dans les trois cas, la France recherchait des alliés à l'est de l'Allemagne. Quand les décideurs français estimaient le danger faible, ils ne se manifestaient pas. Cette passivité est

perceptible dans la période de l'Ostpolitik de Willy Brandt, à la fin des années 1960 car même si cette stratégie de consolidation des relations avec le bloc soviétique était mal vue à Paris, la diplomatie française ne s'y opposa pas énergiquement.

Les changements fondamentaux de conception de la politique de la France à l'égard de l'Europe centrale et orientale sont liés – outre les enjeux liés à sa sécurité nationale – aux trois grandes étapes de l'histoire des relations internationales du 20^e siècle. En 1917-1918, la chute de la Russie rompit l'équilibre des grandes puissances européennes tandis que la France cessa d'être une véritable grande puissance: l'Europe du Centre-Est fut, en apparence du moins, réévaluée à ses yeux. De 1945-1947 à 1989-1990, dans les cadres du statu quo européen issu de la Seconde Guerre mondiale et du système bipolaire dominé par les États-Unis et l'URSS, la France, devenue une puissance moyenne face aux superpuissances, se coupa de cette région; elle ne pouvait en effet influencer sur l'évolution des „pays satellites” que dans une très faible mesure. Compte tenu de la présence militaire soviétique, Paris ne se décida à agir de manière plus résolue qu'au moment de la décomposition du bloc soviétique. Après 1990 et la fin de la guerre froide, les relations entre la France et l'Europe centrale et orientale eurent pour cadre la perspective de l'intégration européenne des ex-démocraties populaires.

Pour ce qui est de la politique des pays de la région vis-à-vis de la France, leur attitude fut déterminée – outre les variations du contexte international qui viennent d'être esquissées – par l'appréciation des élites de l'Europe du Centre-Est quant à la possibilité de la France d'épauler leurs objectifs nationaux. En conséquence, dans l'Entre-deux-guerres et surtout juste après la fin de la Première Guerre mondiale, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie attachaient une assez grande importance à leurs rapports avec la France. À partir de 1945-1947, la France perdit son crédit aux yeux des gouvernements soviétisés de la région. Toutefois, avec l'émergence de la détente et, en particulier, à partir de la première moitié des années 1960, Paris focalisa plus leur l'attention que les autres capitales des pays occidentaux. La domination totale des États-Unis résultant de l'affaiblissement puis de la dissolution de l'Union soviétique en 1991 relativisa grandement la place de Paris dans la stratégie nationale des États de l'Europe centrale et orientale, ce malgré la forte attraction exercée par l'intégration européenne.

On peut donc affirmer que, à l'inverse des clichés si souvent évoqués encore de nos jours, les relations entre la France et les pays de l'Europe centrale et orientale ne sont guère déterminées par la tradition mais par des motifs purement politico-stratégiques. La tradition allait dans le sens d'une subordination à la France et ce presque tout au long de la période examinée. Dans l'Entre-deux-guerres, les Français utilisaient une rhétorique s'y référant pour qualifier leurs rapports avec les États de „la Petite Entente” et avec la Pologne. Ce n'était pourtant ni le mobile des démarches du gouvernement

français, ni celui de ses partenaires de l'Europe du Centre-Est: tradition et poids des émotions ne servaient qu'à camoufler des intentions cachées. Il semble que la présidence de De Gaulle soit l'unique période où l'approche affective joua un rôle significatif: au moment où Pologne et Roumanie deviennent des priorités pour le général, les liens traditionnels comptent beaucoup. Cependant, avec la transformation de la politique étrangère française à l'égard de l'Europe de Centre-Est, à partir du début des années 1980 – moment de l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand – et jusqu'au milieu des années 1990 où son caractère de plus en plus pragmatique s'est affirmé, l'influence des facteurs affectifs a presque totalement disparu.

Du point de vue de l'avenir des rapports entre la France et l'Europe centrale et orientale, aucun changement essentiel ne paraît à l'ordre du jour. Du côté français, il n'y a, pour le moment, aucun problème majeur, en particulier sur le plan de la sécurité nationale, dont la résolution passerait, pour Paris, par une nécessaire assistance des pays de cette région. Même si ces États peuvent contribuer à la réalisation des objectifs français au sein de l'Union Européenne, leur poids économique, politique et démographique ne leur permet pas d'être des partenaires aussi significatifs que l'Allemagne. Il est probable que la diplomatie française continuera à favoriser les pays qui ont des buts similaires aux siens et qui, en conséquence, sont prêts à collaborer avec elle. Il est tout aussi vraisemblable que les responsables français offriront à la Hongrie, pays considéré à leurs yeux comme un partenaire appréciable car stable et loyal, de resserrer davantage ses liens avec leur pays. Par ailleurs, on peut également penser que les pays qui ne sont pas capables – à cause de l'insuffisance de leur développement – ou ne sont pas prêts, en raison de l'orientation de leur politique étrangère, à soutenir la France, perdront probablement encore plus d'importance pour Paris. On peut escompter sans doute aussi que les liens traditionnels continueront à s'affaiblir. Face aux défis touchant directement la France – comme les démarches américaines dans différentes parties du monde (voir l'Irak) qui lui paraissent souvent unilatérales et incontrôlables au niveau international, comme le terrorisme international ou la compétitivité de l'Union Européenne par rapport aux États-Unis et à la Chine – les pays de l'Europe du Centre-Est ne peuvent contribuer au succès français que dans une très faible mesure. Il est prévisible que les états de la région apprécieront toujours la France en fonction de son aptitude à contribuer à l'exécution de leurs propres objectifs. On peut également penser que la croissance continue de l'influence des États-Unis en Europe centrale et orientale, accompagnée de la perte constante du poids de la France sur le plan international, ne cessent d'accroître l'orientation pro-américaine de certains gouvernements. Dans cette perspective, une politique étrangère hongroise s'efforçant de préserver l'équilibre entre les relations européennes et transatlantiques n'aura sans doute que plus de valeur pour la diplomatie française.

Sarolta Klenjánszky

De nouvelles relations entre socialistes et communistes? Le voyage de Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, en Hongrie en 1963

Il est certain que Daniel Mayer ne saurait pas être désigné sous le terme Ami du peuple hongrois, pas davantage que celui de n'importe quel autre peuple, sa visite de 1963 restant inscrite dans l'histoire – et dans les mémoires – comme son unique déplacement accompli en Hongrie. Ce ne sera pas non plus l'objectif de cet article de démontrer le contraire. Figure marquante du socialisme français du second 20^{ème} siècle, Daniel Mayer était amené en premier lieu par ses fonctions, d'abord par son poste de président de la commission des Affaires extérieures à l'Assemblée nationale et ensuite par la présidence de la Ligue des droits de l'homme, qu'il assumait de 1958 à 1975, à s'intéresser aux pays du bloc soviétique. Loin cependant d'accomplir seulement sa mission „*par office*”, il éprouvait une inquiétude viscérale face aux atteintes portées aux droits de l'homme dans ces pays. Juif marié à une Juive d'origine roumaine, il s'intéressait intimement au sort des minorités israélites et en particulier de ses membres intellectuels, tout en réservant sa compassion à tout homme, indifférent à leur couleur politique, religieuse et raciale, contraint à subir, en raison de la „*déviance*” par rapport à la norme imposée, le fouet du pouvoir. Militant inflexible sur ses convictions donc, il avouait avoir appris à sa femme, rencontrée également dans le mouvement socialiste, à respecter le sens de la Justice et avoir fait dans la Résistance (il fut fondateur puis premier secrétaire du parti socialiste clandestin) de la „*Liberté*” sa devise pour la vie.¹

Au moment où Daniel Mayer entreprit son voyage vers la Hongrie, la consolidation du régime Kádár venait à peine de s'achever. Ce voyage mérite donc intérêt à double titre. Comme évènement politique, il était considéré de part et d'autre comme signe d'un réchauffement dans les relations entre la Hongrie et la gauche française, de sorte qu'il signifiait la reconnaissance du régime. La visite manquait cependant d'éclat à cause de son caractère non officiel. Pour cette raison, cet article a adopté un angle de vue faisant apparaître le voyage de Daniel Mayer comme une étape de l'histoire des relations bilatérales. Dans la deuxième partie, il s'agira en revanche de regarder dans une approche micro-historique comment un militant socialiste appréhendait les changements en Hongrie, comment voyait-il le jeune kádárisme dont on ignorait encore l'évolution future, en tenant compte des déterminants théoriques et pratiques inscrits dans la doctrine et dans la biographie, et, enfin, quelle propagande déployait le régime pour présenter justement ce futur comme radieux.

¹ Les éléments biographiques sont tirés de JUIIN, Claude: *Daniel Mayer (1909-1996): l'homme qui aurait pu tout changer*, Romillat, Paris, 1998.

Reprise du dialogue avec les socialistes français : le contexte politique et les antécédents

Tout d'abord, il convient de ne pas perdre de vue que Daniel Mayer appartenait à l'intérieur de la famille socialiste française au courant considéré à l'époque comme „*plus à gauche*”, incarné à partir de 1958, dans le Parti socialiste autonome (PSA) puis, après 1960, dans son héritier, le Parti socialiste unifié (PSU). Ce parti fut classé – sur la base de ses doctrines – entre le Parti socialiste-SFIO et le Parti communiste.² Ce n'était pas un phénomène nouveau: depuis 1947-1948 existait en France le courant de „*nouvelle gauche*”, qui, refusant la logique des deux blocs antagonistes et récusant tout à la fois le sectarisme du PCF et l'évolution à droite de la SFIO, „*annonçait une troisième voie socialiste et tentait de parvenir à l'existence politique entre les deux grands partis ouvriers, c'est-à-dire, à leur détriment*”.³

Néanmoins, avant 1958, Mayer avait appartenu au Parti socialiste-SFIO. Élu secrétaire général du parti après la Libération, puis nommé ministre du Travail, il avait appuyé la politique de Léon Blum fondée sur une conception humaniste du socialisme. L'Union soviétique et les pays de l'Est la suivant ont unanimement condamné ceci comme voie „*opportuniste*”.⁴ Après l'établissement en Hongrie du régime à parti unique par les communistes, dont l'hostilité aux sociaux-démocrates se montra vite radicale voire mortelle (on rappellera parmi les victimes sociaux-démocrates du rákosisme l'ancien ministre de justice István Ries et Ferenc Szeder),⁵ Léon Blum apporta une aide précieuse à l'émigration hongroise social-démocrate. Il soutint le groupe fondé par Károly Peyer, qu'une âpre rivalité opposait au groupe d'Antal Bán installé en Suisse.⁶ Quand la révolution éclata en Hongrie, les socialistes français prirent donc naturellement cause pour les insurgés. L'Internationale socialiste

² A partir du milieu des années 1960, le PSU sera l'objet au Parti hongrois d'une révision „*à la gauche*”: il est même classé lors des événements de Mai 1968 parmi les formations d'extrême-gauche.

³ WINOCK, Michel: *La gauche non communiste en France: la coupure de 1956*, IN: KENDE, Pierre - POMIAN, Krzysztof: *1956: Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'Octobre*, Seuil, Paris, 1978.

⁴ Archives Nationales de Hongrie (ANH), Fonds du Ministère des Affaires étrangères (dans la suite: MAE), XIX-J-1-k, France 1945-1964, boîte 23.

⁵ KÁDÁR Zsuzsanna: *A magyarországi szociáldemokrata perek története* (Les procès des sociaux-démocrates en Hongrie), *Múltunk*, n° 1996/2. 3-48.

⁶ Comme le montre STRASSENREITER Erzsébet dans *Peyer Károly emigrációs levelezése politikustársával (1948-1956)* (La correspondance de Károly Peyer dans l'émigration avec ses condisciples politiques), *Levélári Közlemények*, Vol. 76. N° 2. 2005. Károly Peyer ne bénéficiait de soutien parmi les grands partis socialistes de l'Europe qu'auprès du parti français de Léon Blum, tandis que le groupe hongrois social-démocrate rival (dirigé par Antal Bán et Imre Szélig) reçut l'aide de nombre de politiciens. Après plusieurs tentatives avortées de réunir les deux groupes, c'était par conséquent le parti de Bán qui fut admis au sein du COMISCO. Déçu et se sentant abandonné, Károly Peyer émigra peu après aux Etats-Unis.

aida même activement l'ancienne ministre d'Imre Nagy, Anna Kéthly, à faire valoir auprès de l'ONU sa revendication concernant le rétablissement du gouvernement de Nagy, considéré par elle aussi comme le gouvernement hongrois légitime. Cette lutte a été perdue. Grâce au soutien de l'Internationale, matérialisé bientôt par la création d'un Fonds Anna Kéthly, la dirigeante hongroise put néanmoins apporter une contribution importante au travail du Comité des cinq, comité constitué *ad hoc* en application d'une résolution des Nations Unies pour établir un rapport sur les événements de Hongrie.⁷ Même quand elle eût transféré plus tard ses activités à Bruxelles puis à Londres, Anna Kéthly gardait toujours un contact relativement étroit avec les dirigeants du Parti socialiste-SFIO.

Ainsi, le gouvernement hongrois considérait que la SFIO était devenue entre 1947 et 1958 un parti de droite, un parti dont l'anticommunisme constituait même la raison d'être, collaborant sans vergogne avec les radicaux et participant aux gouvernements de la IV^{ème} République. Ses positions en politique extérieure, comme en politique intérieure, n'avaient visiblement plus rien à voir avec le programme marxiste adopté sous la direction de Guy Mollet, élu au secrétariat en 1946.⁸

A partir de la fin des années 1950 cependant, la perspective d'une reprise de dialogue entre les pays de l'Est et la gauche française s'esquissa. Celle-ci était en voie de recomposition, comme il a été mentionné, à cause de l'incapacité des partis traditionnels de relever les défis de la guerre coloniale et de la déstalinisation et elle vécut sous l'effet de la menace gaullienne un moment de rassemblement. La renaissance de la politique de front populaire tira profit de la nouvelle politique inaugurée en Union Soviétique sous la houlette de Nikita Khrouchtchev. Après des graves crises internationales de la Guerre froide, une détente s'amorça donc dans les relations Est-Ouest.⁹

Comparée aux autres gouvernements de l'Europe de l'Est, le gouvernement hongrois se trouva évidemment dans une situation considérablement plus compliquée à cause de l'écrasement de la révolution qui le discrédita et l'isola pour une durée encore imprévisible au plan international. La normalisation de ses relations avec les pays occidentaux était donc soumise aux résultats auxquels il parviendrait dans la liquidation de la „*question hongroise*”.¹⁰ Or,

⁷ STRASSENREITER Erzsébet: *Száműzve, de le nem győzve. Kéthly Anna emigrációs levelezése, 1957-1976* (Exilée mais non vaincue. La correspondance d'Anna Kéthly dans l'émigration, 1957-1976), Sous la dir. de Mihály ZICHY. Budapest, 2007, Levéltári közlemények, 2008. n° 1-2. 341-354.

⁸ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 23. *Compte-rendu sur les partis sociaux-démocrates (Sic !) en France*, 2^{ème} partie.

⁹ SOUTOU, Georges-Henri: *La Guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*. Fayard, 2001. 401.

¹⁰ GARADNAI Zoltán: *France és Kelet-Európa kapcsolatai a „békés egymás mellett élés”-től az „enyhülés” kezdetéig (1958-1962)* (Les relations entre la France et l'Europe de l'Est de la

cette question, l'émigration hongroise social-démocrate s'efforçait, tout au contraire, de la maintenir à l'ordre du jour à l'ONU, comme devant l'opinion publique internationale le plus longtemps possible. Il reste que le soutien dont cette émigration bénéficiait, on l'a vu, en Europe occidentale s'affaiblit progressivement. En effet, comme l'avait mis en lumière dans son étude Guillaume Devin, l'Internationale socialiste fonctionnait davantage comme un agglomérat de partis, ses directives étant déterminées fondamentalement par les intérêts nationaux au lieu de s'inscrire dans une stratégie plus globale, ce qui expliquait que les émigrés de l'Est y étaient, à la période de détente, „franchement considérés comme encombrants”.¹¹

En même temps, il témoigne de la gravité de l'épreuve que devait surmonter la légation de Hongrie au cours de cette période en raison de son isolement en France que, bien qu'elle eût envisagé dès 1958 d'étendre son influence au-delà du cercle des amis et des „éléments orientés à gauche”,¹² la réalité l'avait vite contrainte cependant à reculer. La directive donnée par le ministère des Affaires étrangères à la légation à la fin de décembre 1961, directive avalisant au reste les résultats du 22^{ème} congrès du PCUS qui avait „reconduit” la politique de coexistence pacifique à l'ordre du jour des diplomaties des pays communistes, fut le suivant : „Compte tenu de nos résultats obtenus au cours de l'année 1961, nous devons définitivement éliminer de la politique appliquée par la France à notre égard les résidus de la «question hongroise» et la discrimination dont nous sommes objet de la part des autorités françaises. Comme avant, nous devons récuser de manière ferme les attaques dont nous sommes la cible en lien avec la «question hongroise», en démasquant leurs auteurs. Pour atteindre cela, nous devons développer nos relations avec nos amis vivant en France: avec les communistes et avec les hommes d'idée progressiste”.¹³

L'ambiguïté des relations avec la „deuxième gauche” au seuil de la détente (1957-1962)

En 1957, l'attention de la légation hongroise fut attirée par un groupe socialiste recrutant ses membres dans l'opposition de la SFIO et en dehors du parti pour la raison qu'il condamnait à l'instar des intellectuels progressistes à

„coexistence pacifique” au commencement de la „détente”), Levéltári Közlemények, Vol. 76, n°2. 2005. 40-42.

¹¹ DEVIN, Guillaume: *L'Internationale socialiste. Histoire et sociologie du socialisme international (1945-1990)*, FNSP, 1993. 195-197.

¹² GARADNAI Zoltán: *A magyar-francia diplomáciai kapcsolatok története, 1945-1966* (L'histoire des relations diplomatiques franco-hongroises, 1945-1966), Külpolitika, 2001. Vol. 7. N° 1-2. 115-116.

¹³ ANH, MAE, XIX-J-1-k, boîte 5, Note du MAE du 4 dec. 1961, *Suggestions pour le développement de nos relations avec la France sur la base des directives du 22ème congrès du PCUS.*

la fois la politique coloniale du gouvernement et l'intervention soviétique en Hongrie, déniait aux partisans de la première le droit de protester contre la dernière.¹⁴ La légation établit le contact parmi eux avec Jean Rous (dans l'opposition de la SFIO) et peu après avec Claude Bourdet (directeur du *France-Observateur*).¹⁵ Dénonçant les exactions commises par les communistes dans les pays de l'Est, ces socialistes, qui constitueront donc la „deuxième gauche” souhaitaient néanmoins développer une ligne de conduite plus réaliste et plus flexible vis-à-vis de ces pays sur la base d'intérêts communs, qui étaient: la lutte anti-coloniale, le progrès social et le combat pour la Paix.¹⁶ Comme il a été mentionné plus haut, les membres de cette deuxième gauche s'opposaient fermement à l'existence des „blocs”, contrairement à la SFIO dont les mots d'ordre en politique extérieure dérivait de son engagement pour l'atlantisme, engagement s'avérant avec le temps indéfectible.

La collaboration avec la PSA et avec l'UGS (Union de la gauche socialiste), dont l'un des dirigeants était Claude Bourdet, fut ainsi favorisé par les convergences théoriques. Le Parti hongrois était alors convaincu que l'élargissement de ses relations avec ces partis était utile, et ce pour plusieurs raisons. Outre l'avantage lié à l'extension de son réseau d'informateurs, devenu d'autant plus nécessaire que la scène de la politique internationale, comme la gauche française arrivèrent dans une phase de mutations rapides, il avait l'espoir de trouver un forum d'expression dans la presse non communiste, qui s'était jusqu'alors montrée très réservée à son égard,¹⁷ et de tisser des liens avec la SFIO (il pesait sans doute un peu moins à ses yeux que le PSA comptait parmi ses adhérents des stars, comme Brigitte Bardot, Alain Delon ou encore Belmondo).

La SFIO, elle, n'était toujours pas prête au dialogue, comme le montrait l'attitude réservée de ses dirigeants. Le gouvernement hongrois impulsa par conséquent le développement des relations avec sa presse et avec ses élus.¹⁸ A l'été 1958, le ministère des Affaires étrangères recommanda ainsi à la légation l'invitation d'André Le Troquer,¹⁹ président socialiste de l'Assemblée

¹⁴ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 7, Lettre de la légation du 20 avril 1957 au ministère des Affaires étrangères.

¹⁵ Le contact fut pris avec Jean Rous par l'intermédiaire d'un secrétaire du mouvement „*Europe notre patrie*”, qui était une ancienne connaissance du conseiller de la légation de Hongrie à Genève. Claude Bourdet fut invité à la légation par le dirigeant du Bureau de presse qui l'avait croisé précédemment à une réception.

¹⁶ ANH, MAE, XIX-J-1-k, France 1945-1964, boîte 17.

¹⁷ Claude Bourdet dirigeait jusqu'à 1963 le *France-Observateur*. Jean Rous était rédacteur en chef de la *Tribune du socialisme*.

¹⁸ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 5, *Suggestions pour la normalisation de nos relations avec la France*, (juillet 1958).

¹⁹ Le ministère des Affaires étrangères a pris en compte que dans sa fonction de président de l'Assemblée nationale, Le Troquer, contrairement à la direction de son parti, s'opposait fermement au retour du général de Gaulle au pouvoir.

nationale, presentant que la défaite des socialistes aux élections suivantes de novembre inciterait à leur rapprochement avec les communistes.²⁰ Les objectifs étaient multiples: préparer la visite d'une délégation parlementaire qui pourrait déboucher sur la mise en place d'un groupe d'amitié hongro-française au Parlement puis, en miroir, un groupe d'amitié franco-hongroise pourrait être constitué à l'Assemblée nationale. Il espérait surtout nouer des relations avec la direction de la SFIO qu'aurait pu concrétiser l'invitation d'une délégation socialiste. Sa proposition s'ancrait dans la considération que le parti socialiste „joue actuellement un rôle hautement important dans la vie politique française. Lors de toute crise gouvernementale, le combat est mené par les partis bourgeois avant tout pour s'assurer le soutien de socialistes”. La légation y opposa cependant son objection, à raison, puisque Le Troquer allait se retirer de la vie publique après sa défaite cuisante aux élections.²¹

Compare à la SFIO, la deuxième gauche se montrait plus réceptive aux démarches de la légation, mais les relations que celle-ci établit avec elle étaient dès les débuts teintes d'ambiguïté. L'établissement de relations officielles ne fut pendant longtemps même pas envisagé. Non seulement le PCF l'avait déconseillé,²² mais l'écrasement de la révolution restait toujours un souvenir trop vif dans l'esprit de la plupart des dirigeants de la deuxième gauche. En outre, sous l'effet de l'exécution de l'ex-premier ministre hongrois Imre Nagy et de ses compagnons, les relations établies auparavant s'étaient considérablement deteriores. Claude Bourdet fut ainsi accusé par la légation de chercher dans les événements de Hongrie prétexte pour isoler le PCF et de contribuer donc indirectement à la consolidation du gaullisme.²³

La réception donne par l'ambassade à Paris début d'avril 1959 pour fêter l'anniversaire de la libération de la Hongrie fut dans ces conditions boycotté par un grand nombre de personnes de la gauche. Le PSA y fut représenté par une seule personne: Charles Hernu.²⁴ Il convient cependant d'appréhender „*le cas Hernu*” avec précaution. Ancien député et dirigeant de l'aile gauche de Mendès France, il était à cette époque, selon une enquête journalistique effectue dans les années 1990, agent de KGB.²⁵ Il est probable que ce „*détail*”

²⁰ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 5, *Suggestions pour la normalisation de nos relations avec la France*, op. cit.

²¹ GARADNAI (2001): 117.

²² ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 8. Dépêche de la légation au ministère des Affaires étrangères du 1^{er} octobre 1958 : *Conversation avec Marius Magnien, dirigeant de la section de politique extérieure du PCF*.

²³ ANH, MAE, XIX-J-1-k, France 1945-1964, boîte 29. Lettre de la légation du 14 juillet 1958 concernant *L'asservissement de la radio française au gouvernement de Gaulle*.

²⁴ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 8, Rapport de la légation sur la réception donne le 3 avril 1959.

²⁵ *Comment Hernu est devenu agent du KGB*, L'Express du 16 janvier 1997, par Jérôme Dupuis, Jean-Marie Pontaut, Alla Chevelkina  Moscou, Philippe Coste  New York (les résultats de cette enquête furent publiés par Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis dans *Enquête*

de sa biographie n'échappât pas à l'attention du Parti hongrois car lorsque la question de l'invitation de Hernu se posa à l'automne 1959, celui-ci lança un vaste procédé d'information, demandant à la légation des renseignements précis „sur son poids politique, sur le motif de son voyage en Hongrie et sur l'écho que cette visite pourra avoir en France”, expliquant qu'„il ne faut pas trop précipiter ce voyage”.²⁶ Par la suite, il était considéré comme plus opportun d'inviter Hernu dans le cadre d'une délégation complète du PSA. Le ministère des Affaires étrangères n'avait pas de doute concernant le succès d'une telle délégation: „elle aura indubitablement un effet positif et brisera le comportement hostile adopté dans certains cercles socialistes français à propos de la situation en Hongrie après la contre-révolution”.²⁷ Mais il n'entendait évidemment pas agir sans disposer d'une documentation détaillée sur le parti en question et sans connaître l'avis des dirigeants communistes français.

Cependant, l'envoi de la légation transmettant l'autorisation des communistes français et des Soviétiques pour l'invitation du PSA arriva avec un trop grand retard pour que la condition posée, à savoir que la réalisation de la visite eût lieu *avant* le congrès d'avril 1960, pût être prise en compte.²⁸ Or, à ce congrès, le PSA fusionna en fait avec l'UGS et la *Tribune du communisme*, composée en grande partie des ex-communistes qui avaient rompu avec le PCF après l'intervention soviétique en Hongrie. Cette fusion donna naissance au PSU. L'ambassadeur défendit toutefois le projet d'invitation considérant que le faible poids dans la direction du PSU des ex-communistes (5 pour 25 anciens UGS et autant d'anciens PSA) – reflétant d'ailleurs leur position très minoritaire à la base du parti (environ 800 membres sur 28.000 venaient de la *Tribune*) –, l'agissement desquels le PCF craignait avant tout, lui permettrait de former une délégation dont ceux-ci seraient exclus. Il fut aidé en cela par l'écho

sur l'agent Hernu, Paris, Fayard, 1997). Si un léger doute subsiste quant à la fiabilité des résultats, il convient néanmoins de noter que Charles Hernu apparaît dans les sources hongroises comme celui qui a vocation pour travailler pour le service de renseignement: il se montre très bavard, se vante de ses relations haut placées et, fait étonnant autant que rarissime, il se plaint de ses difficultés financières: „Hernu a raconté sur lui-même que depuis qu'il n'est plus député, il a des difficultés au Centre du commerce extérieur où il dirige la Direction de propagande. Le ministre a même voulu le mettre à la porte puis a renoncé, mais son salaire fut de beaucoup rabaisé à cause de sa prise de position politique”. Ailleurs, dans une note, l'ambassadeur indique: „je note que notre légation a déjà établi et entretenu une relation avec Hernu”. Hernu avait en effet souhaité se rendre en Hongrie en 1957, mais il n'obtint pas alors de visa. ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945–1964, boîte 7, Dossier *Relations avec le PSU 1959-1961*.

²⁶ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 7. Lettre de Dezső Szilagyí, dirigeant de la section de politique extérieure du PSOH à Károly Szarka au Ministère des affaires étrangères, du 13 novembre 1959. La directive fut transmise à la légation trois semaines plus tard.

²⁷ Ibidem. Lettre du ministère des Affaires étrangères à la Section de politique extérieure du PSOH (Hollai) du 4 mars 1960.

²⁸ La légation reçut lettre d'invitation à ce congrès de la part de Jean Rous (PSA) et de Claude Bourdet (UGS).

positif de la promulgation de l'amnistie partielle en Hongrie suscitant la réconciliation avec les autorités hongroises de bon nombre de socialistes, ainsi par exemple de Claude Bourdet. Néanmoins, le congrès d'unification ayant remis en cause l'orientation à gauche du PSU, le ministère des Affaires étrangères modifia son langage: „[l'évolution à droite du PSU] ne signifie pas qu'il ne faut pas nouer avec le parti des relations personnelles et autres bien réfléchies – par exemple l'invitation d'une délégation. Nous pensons même que ces relations pourront contribuer, même si en peu, à clarifier les troubles idéologiques, renforçant les courants de gauche. De telles considérations sont également à l'origine de l'invitation que nous allons sous peu adresser à une délégation du PSU”.²⁹ Le discours ne faisait plus visiblement aucune référence à la liquidation de la „question hongroise” dans les milieux socialistes en France, mais il mit l'accent sur la lutte des idées. Cet infléchissement du discours annonça en fait une révision à la baisse de l'image de la deuxième gauche, révision radicale à laquelle procéderait le Parti hongrois, lorsque les circonstances extérieures se transformeraient.

Ainsi, l'invitation fut quand même transmise au PSU le 17 juin 1960. Le secrétaire général Eduard Depreux, qui avait conduit une délégation à Moscou en novembre 1959, ne donna cependant aux Hongrois que des réponses évasives. La Hongrie était un pays d'importance secondaire dans les préoccupations de son parti, même si elle y jouissait d'une appréciation favorable pour deux raisons, que précise bien le rapport suivant adopté en novembre 1961 par le Bureau du parti à l'unanimité: „Bien qu'après l'écrasement par les troupes soviétiques de l'insurrection de Budapest, le régime hongrois ait dû à nouveau s'aligner sur l'URSS, les leaders staliniens n'ont cependant pas été réintégrés au pouvoir. Par ailleurs, depuis l'insurrection, à laquelle l'armée hongroise a pris part, la Hongrie est un pays désarmé”.³⁰ L'adoucissement des méthodes de gouvernement en Hongrie après 1956 ne faisait pas donc du PSOH un partenaire privilégié pour le PSU comme l'était la Ligue des communistes yougoslaves, qui lui était considérablement plus proche dans l'idéologie. Avec la Hongrie, comme d'ailleurs avec les autres pays du bloc soviétique, le parti entendait ainsi développer seulement des „rapports courtois” sans passer à l'étape supérieure des „rapports politiques et fraternels”. On peut donc conclure qu'à l'été 1960, l'invitation des Hongrois fut tout simplement mise au placard.

De 1961 à 1963, la fin de la guerre d'Algérie précipita la fin du PSU qui s'engageait sur le chemin du déclin. Cela n'incita évidemment pas l'ambassade à insister sur la réalisation de l'échange de délégations, elle trouva même au

²⁹ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 7. Dépêche du ministère des Affaires étrangères à la Légation en date du 2 juin 1960.

³⁰ Centre Historique des Archives Nationales [CHAN], 581 AP /35, Dossier 151. Rapport adopté par le Bureau national du PSU sur la Commission des relations internationales, le 9 novembre 1961.

début de 1963 à dire que „*le PSU n'a pas d'avenir dans la vie politique française*”.³¹ Il emboîta ainsi le pas au PCF. De retour de Hongrie en avril 1963, où il avait passé un mois de vacances, le secrétaire général Maurice Thorez confirma à l'ambassadeur que l'existence du PSU n'était pas indispensable et qu'il était selon lui plus utile que ses éléments sains retournent à la SFIO – comme cela se passait effectivement – pour renforcer son aile gauche.³² Plusieurs invitations individuelles en revanche furent inscrites au programme de l'ambassade pour le deuxième semestre de 1963: invitation successivement de Daniel Mayer, de Claude Bourdet et de Claude Fuzier (rédacteur en chef du journal de la SFIO). Ces invitations ont bénéficié de la sympathie qu'éveillait dans la gauche française la célèbre devise kádàrienne „*ceux qui ne sont pas contre nous sont avec nous*”, cette nouvelle ligne ayant été inaugurée au VIII^{ème} Congrès du Parti hongrois en décembre 1962.³³

Le séjour de Daniel Mayer en Hongrie (7-17 mai 1963)

La préparation

Daniel Mayer fut „*repéré*” par le ministère des Affaires étrangères la première fois à la réception que donnait la légation le 4 avril pour commémorer la libération de la Hongrie, puis à nouveau au congrès international de la paix à Moscou. C'est donc le ministère des Affaires étrangères qui a pris l'initiative de son invitation, mais en dehors du programme de travail ministériel. C'est notamment la profession de journaliste de Mayer qui lui valut l'attention des autorités de Budapest. Comme on l'a vu en haut, le ministère des Affaires étrangères déployait depuis 1960 beaucoup d'efforts pour tourner la presse occidentale en faveur de la Hongrie. Comparée à d'autres presses nationales, la presse française témoignait de la plus grande réserve à l'égard du régime de Kádár affichant souvent sa franche hostilité aux nouveaux dirigeants. On en trouve l'illustration dans un bilan établi au ministère des Affaires étrangères à la fin de 1959: selon celui-ci, 336 journalistes occidentaux se sont rendus en Hongrie au cours de l'année, dont 27 Américains, 26 Anglais, 108 de la RFA et seulement 9 Français.³⁴ Ces derniers ne sont restés en général qu'un à deux jours, le temps de couvrir quelques événements sportifs.³⁵

³¹ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 23, Dépêche de la Légation du 4 fevr. 1963 sur le IIème Congrès du PSU.

³² ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 23. Dépêche de l'ambassade au ministère des Affaires étrangèrese à propos d'une conversation menée avec le couple Thorez le 26 avril 1963.

³³ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France, 1945-1964, boîte 13.

³⁴ ANH, MAE, XIX-J-1-k, France 1945-1964, boîte 17.

³⁵ Le nombre des journalistes français venus en Hongrie augmenta par la suite rapidement: on comptait 21 journalistes français en 1961, 48 en 1962, 54 en 1963, puis 61 seulement dans le

Daniel Mayer attira l'attention des Hongrois, en second lieu, en raison de son amitié avec Jean-Paul Sartre. L'analyse des rapports de Sartre avec la Hongrie n'entre pas dans le cadre de cet article, mais il convient de rappeler brièvement les principales données. A partir du début des années 1950, Sartre s'attaquait en fait aux régimes communistes, dans ses déclarations et dans ses oeuvres, laissant à *Radio Free Europe* la liberté de diffuser les *Mains sales* dans les pays de l'Europe centrale et orientale.³⁶ Suite à son retour dans le giron du PCF précipité par la guerre de Corée, la „réhabilitation” de l'écrivain-philosophe ne tarda cependant pas à survenir dans la Hongrie de Mathias Rákosi. En 1955, on y décida d'éditer et de présenter sur scène son *Nekrassov*. La pièce fut mise en scène sans délai au prestigieux Théâtre national (sous le titre „*Club d'hommes à fusiller*”).³⁷ Le refroidissement des relations survenu à la suite de la condamnation par Sartre de l'intervention soviétique en Hongrie empêcha toutefois les autorités hongroises de tisser des liens substantiels avec le philosophe et sa revue, les *Temps modernes*. Quand cependant Sartre se rapprocha à nouveau du PCF au début des années 1960, Budapest reprit son projet ancien, renouvelant son invitation et n'hésitant pas de se montrer encombrant, jusqu'à ce que Sartre ne déclarât au Congrès de la paix à Moscou qu'*il n'a toujours pas d'envie de se rendre en Hongrie dans un avenir proche*.³⁸

Quand même, l'idée de l'invitation de Daniel Mayer soulevait des interrogations. Se référant à une enquête portant sur le passé et sur l'activité présente du dirigeant socialiste, l'ambassade tenta de saboter son invitation à partir de la considération qu'il n'exerçait ni d'activité journalistique, ni n'occupait de responsabilité importante au PSU. En fait, la légation voyait surtout l'écho négatif, les soi-disant „*malentendus*”, que l'invitation d'une personne occupant le poste du président de la Ligue des droits de l'homme risquerait de soulever dans certains milieux. Le Ministère maintint cependant son projet, d'autant plus qu'il fut appuyé en cela par les communistes français. Ceux-ci déclaraient que „*Daniel Mayer peut être invité en tant que personnalité*”. Le concept de personnalité – appliqué par les communistes en règle générale aux dirigeants d'organisations de masse – posa néanmoins au ministère un léger problème d'interprétation (il est souligné dans le texte en

premier semestre de 1964. ANH, MAE, XIX-J-1-j, boîte 8, *Proposition soumise au Bureau politique du PSOH au sujet des relations franco-hongroises*.

³⁶ ANH, MAE, XIX-J-1-k, France, 1945-1964, boîte 43, 27/a, Dépêche de la légation du 11 sept. 1951, *Vie intellectuelle en août*.

³⁷ ANH, MAE, XIX-J-1-k, France, 1945-1964, boîte 28, Dépêches de la légation du 30 juillet 1955 et du 10 décembre 1955 : *Transmission de la pièce Nekrassov de Sartre et nos relations avec la revue Temps modernes*.

³⁸ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 9. En janvier 1962, les invités de la légation à un dîner-soirée sont Roger Garaudy et Waldeck Rochet, ils racontent que Sartre veut renouer avec le Parti et affirment qu'il ne fait à nouveau rien sans demander leur avis. A la question de l'ambassadeur, ils jugent utile son invitation en Hongrie.

rouge et marqué d'un point d'interrogation).³⁹ Pourtant, plusieurs invités s'étaient déjà rendus à Budapest à ce titre, parmi eux le Dr Jean Nussbaum, président de l'Association Internationale pour la Défense de la Liberté religieuse (AIDLR), qui y s'trouva en 1961 pour la troisième fois⁴⁰...

Utilisant sa connaissance acquise en matière de tourisme guidé dans les pays de l'Est, Daniel Mayer dit à l'employé de l'ambassade concernant son projet de planning vouloir visiter certaines usines, coopératives, institutions sociales et culturelles. C'est ensuite qu'il sollicita l'autorisation pour rencontrer l'écrivain József Lengyel, victime hongroise du stalinisme qui avait été réhabilitée en 1955, après 18 ans passés dans un camp d'internement en Sibérie. Après sa libération, József Lengyel était en fait retourné en Hongrie où il fut promu au rang des meilleurs novellistes. Il représenta volontiers dans ses essais, à côté des héros et martyrs du mouvement ouvrier, les existences perturbées des victimes du culte de personnalité.⁴¹ Daniel Mayer souhaita voir également certains journalistes et écrivains qui s'étaient trouvés en 1956 du côté de l'insurrection. Cette attitude consistant à traiter sur un pied d'égalité des victimes du stalinisme et de ceux de la répression menée par le régime Kádár soulignait la continuité de l'histoire de la Hongrie d'après 1948, contrastant avec la vision kádarienne. Celle-ci instaurait une rupture nette avec l'époque Rákosi. Les socialistes français, eux, considéraient que la dictature hongroise subit seulement quelques retouches après 1953 sans être remaniée au fond. Enfin, Daniel Mayer désira également rencontrer en Hongrie le président du Parlement, le président de la commission des Affaires étrangères, le ministre de Travail, le président de l'Office des Affaires ecclésiastiques et le chef du Comité Social Israélite.

Qu'est-ce que Daniel Mayer connaissait au juste de la Hongrie d'avant 1956 et de celle d'après? Comment expliquait-il la révolution de 1956? En tant que président de la commission des Affaires extérieures de l'Assemblée nationale dans les années cinquante, il avait accès à une documentation impressionnante sur les déportations organisées en Hongrie à l'époque Rákosi.⁴² Il faut savoir aussi que les expulsions de domicile et les déportations frappaient en Hongrie une large fraction de la population juive de la capitale, au sein de laquelle nombreux étaient des banquiers, entrepreneurs, commerçants, propriétaires terriens, bref, des gens aisés dans l'entre-deux-guerres. Nombreux Juifs sociaux-démocrates et penseurs libéraux furent en même temps internés dans un camp de travail pour avoir exprimé une opinion non-conforme. En 1956, lorsque l'Armée rouge envahit la Hongrie, Daniel Mayer annula le voyage de

³⁹ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 4.

⁴⁰ Ibidem.

⁴¹ Son premier livre publié en langue française fut *Le pain amer*, traduit par Tibor Tardos et sorti chez Denoël en 1966. Deux autres ouvrages l'ont suivi dans les années 1970.

⁴² Centre d'histoire de Sciences-Po (CHSP), Fonds Daniel Mayer, 1 MA 6.5.

sa commission parlementaire à Moscou prévu pour le mois suivant.⁴³ Il refusa de reconnaître le régime fantoche de János Kádár et prit ensuite une part très active aux manifestations protestant contre l'exécution d'Imre Nagy et de ses compagnons. Il présida ainsi la réunion convoquée par le Centre d'Information et de coordination de la Défense des libertés et de la paix, à laquelle participaient également Claude Bourdet, Henri Lefèbvre, Claude Roy et plusieurs écrivains hongrois en exil.⁴⁴

Les missions

Outre la volonté de s'informer sur 1956 et sur la durabilité des changements introduits depuis, deux raisons supplémentaires motivaient le voyage de Daniel Mayer. D'abord, son projet d'intervenir sur un mode non officiel auprès du président du Front national patriotique (Gyula Ortutay) et du président du Comité Social Israélite (Mihály Borsa) en faveur de la réunification des familles des dissidents. Nombre de familles furent en fait séparées par l'exode de réfugiés qui s'organisait précipitamment après l'arrivée des chars soviétiques. Il eut l'intention d'autre part, d'après les autorités hongroises qui ne s'y étaient vraisemblablement pas trompées, de mener une enquête pour le compte d'une association israélite internationale siégeant en Suisse et pourvoyant la communauté juive de l'Europe centrale d'une subvention régulière, sur la réelle destination des sommes versées à la Hongrie. Le siège de cette organisation voisinait avec celui de l'ORT, organisation non-gouvernementale se consacrant à la promotion de l'émancipation du peuple juif dans le monde entier, disposant de quelques écoles en Hongrie également et dont le président était Daniel Mayer. Il va de soi que de ces dernières missions de nature sensible Mayer ne s'ouvrit à ses hôtes qu'après son arrivée à Budapest.

Surmontant son embarras devant ces exigences intempestives (comme on va le voir plus loin), le ministère des Affaires étrangères déploya beaucoup d'énergie pour y répondre de son mieux. A défaut, en tenant des propos réconfortants. Il prétendait ainsi avoir déjà délivré aux parents d'émigrés des passeports en grand nombre et il affirmait vouloir poursuivre ses efforts dans ce sens. Ce qui était un mensonge. La politique du gouvernement à l'égard de l'émigration de 1956 visait encore le rapatriement des éléments considérés comme „*non dangereux*” (ce principe excluait d'emblée les sociaux-démocrates). Réunification des familles: oui, mais à l'intérieur des frontières. Le mécontentement de Daniel Mayer laisse deviner qu'il n'était

⁴³ Sur les débats qui se déroulaient à l'Assemblée nationale au sujet de la révolution hongroise de 1956 voir: KECSKÉS D. Gusztáv: *A francia politikai pártok állásfoglalásai az 1956-os magyar forradalom kapcsán. A magyar kérdés a francia Nemzetgyűlésben* (Les positions des partis politiques français vis-à-vis de la révolution hongroise de 1956), Actas, 21. évf. 2006. 1. szám.

⁴⁴ Archives du Parti communiste français (APC), Archives de la Commission centrale de contrôle politique, 261/ - J - 6/20, Dossier de l'Affaire Henri Lefebvre (1947, 1958).

pas dupe, bien qu'il finit par se résigner devant l'apparente intransigeance des autorités hongroises.

La deuxième question soulevée par Daniel Mayer lors de son séjour à Budapest fut la question juive. Comme il l'eut souhaité, on lui a présenté l'activité et le personnel de quelques institutions israélites, notamment dans la communauté de la capitale (fortement réduite en 1945 et puis en 1956), en premier lieu l'Hôpital Juif de Charité, le plus grand en Europe centrale depuis l'Holocauste et abritant toujours une communauté orthodoxe pratiquante. Ce qui ne manqua pas susciter l'étonnement chez l'invité, comme cela fut prévu dans le planning. Or, dans le domaine de la politique juive, les débuts des années 1960 connurent en Hongrie justement un revirement négatif. Au sein de l'appareil du parti hongrois se laissèrent à partir de 1961 entendre des voix antisémites et antisionistes, en rapport avec le procès Eichmann à Jérusalem puis en écho du conflit israélo-palestinien.⁴⁵ Mais, en outre de ces événements de politique internationale à grand retentissement, un élément supplémentaire renforçant l'antisémitisme ambiant parmi les dirigeants hongrois fut le poids des intellectuels juifs dans l'opposition de 1956.⁴⁶ L'appel à une relève de fonctionnaires constituée principalement d'éléments de souche populaire visa ainsi lors de la consolidation du régime avant tout l'affaiblissement de la position et du nombre des effectifs juifs dans l'appareil. Et, évidemment, cette suspicion générale empoisonna l'attitude adoptée par le régime envers la communauté israélite également.⁴⁷ Est-ce donc pour atténuer l'inquiétude grandissante parmi les juifs hongrois vis-à-vis de l'intolérance du pouvoir que Daniel Mayer fut invité à Budapest en 1963? Cela est fort probable, même si dans le rapport de l'Institut des relations culturelles, il n'y est fait naturellement aucune allusion.

1956 encore...

Deux rencontres furent prévues pour faire changer l'idée de Daniel Mayer sur ce qu'on appelait avec euphémisme les événements de 1956. La rencontre avec les écrivains hongrois eut lieu à l'initiative de Mayer, mais il se laisse entendre qu'il ne s'attendait pas à trouver en Zoltán Zelk et en Tibor Tardos des hommes dévoués pour le nouveau régime. L'un comme l'autre avaient pourtant connu la prison après 1956. Si Mayer se fiait à Tibor Tardos davantage qu'à d'autres

⁴⁵ GANTNER Brigitta Eszter: *A Magyar Szocialista Munkáspárt és a zsidó közösség az 1960-as és 70-es években* (Le Parti Socialiste Ouvrier Hongrois et la communauté juive dans les années 1960 et 1970), Világosság, 2005/7-8.

⁴⁶ Ibidem.

⁴⁷ Ibidem. Par ailleurs, en 1960, au temps de la recrudescence des tensions au Proche-Orient, la communauté isrealite hongroise dut, sous la pression de l'État, se retirer du Congrès mondial des Juifs, auquel son adhésion fut encouragée trois ans plus tôt dans la perspective de promouvoir la propagande de paix des pays socialistes en Occident.

personnes, c'est que leur connaissance remontait à la période de l'après-guerre où l'écrivain hongrois prolongea son engagement dans la Résistance en travaillant à la rédaction de journaux communistes parisiens.⁴⁸ Pourtant, rencontrés à l'occasion d'une réception donnée à l'Union des écrivains, sous la surveillance du président de l'Union, József Darvas, ces deux hommes affichaient un air approbateur lorsque Mayer les questionnait sur la ligne politique du pouvoir. Un débat se leva. Daniel Mayer fut interpellé avant tout par la contradiction dans laquelle ses interlocuteurs s'embourbaient en parlant de „contre-révolution” et en faisant, dans le même temps, l'éloge des changements positifs accomplis depuis 1956. Bientôt, Tardos tiendra des propos radicalement différents à Paris où il décida d'émigrer encore dans la même année.

Le scénario était semblable à l'occasion de la rencontre de Daniel Mayer avec le président du Comité Israélite, Mihály Borsa. A la différence que, sans doute sur un ordre venu d'en haut, celui-ci lui présenta les épisodes sanglants de l'insurrection en agrandissant sur-mesure le rôle que jouait dans leur avènement l'antisémitisme. Il est légitime de douter que l'effet qu'exerçait ce discours sur l'invité était celui escompté. Selon l'employé de l'Institut des Relations culturelles, cette conversation aurait dû néanmoins „inciter Mayer, qui voit la lutte contre le racisme comme pierre angulaire de son activité, à réviser son opinion sur la contre-révolution”.⁴⁹

Bien au contraire, Daniel Mayer semble avoir fait son opinion sur 1956 avant son voyage, ne se laissant pas influencer par les acrobaties de pensée de ses hôtes, ce qu'il ne cachait pas à ces derniers, ayant peut-être aussi le goût de la provocation. Il déclara par exemple sans crainte qu'Imre Nagy fut la victime dont on avait besoin pour clore l'affaire et qu'il sera un jour réhabilité semblablement à László Rajk. La seule concession ou, si l'on veut, un élément de révision dans sa pensée consistait dans la reconnaissance dans le cas de certains événements de leur caractère fasciste (mais dans quelle mesure et dans quels événements?).⁵⁰ Il s'agissait d'une révision limitée, perceptible chez plusieurs socialistes français et à laquelle les violentes manifestations qui suivaient l'écrasement de la révolution hongroise à Paris et dans certains lieux de province en France n'étaient certainement pas étrangères.⁵¹

⁴⁸ Sur l'asservissement des écrivains „révolutionnaires” au régime de Kádár l'ouvrage de référence reste: STANDEISKY Éva: *Az írók és a hatalom 1956-1963* (Les écrivains et le pouvoir 1956–1963), 1956-os Intézet, 1996.

⁴⁹ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, 4. boîte, 4/i, 002428/1963. Note de l'Institut des relations culturelles concernant *La visite en Hongrie de Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme*.

⁵⁰ Le rapport de l'Institut des relations culturelles note: „Lorsqu'il aborda le fait qu'il a aussi protesté à Paris contre «l'intervention soviétique», il ajouta qu'ils ne pouvaient pas alors savoir ce qui se passait en réalité en Hongrie, ils ne pouvaient pas non plus voir, de là, les manifestations contre-révolutionnaires à caractère fasciste”.

⁵¹ Retenons que Jean Rous a fait des déclarations similaires lorsqu'il fut invité à la légation en 1958.

D'une manière générale, les socialistes français qui se sont rendus en Hongrie dans la première moitié des années soixante accompagnés de leurs femmes et de leurs familles souhaitaient s'informer sur le communisme hongrois au miroir de la vie quotidienne. Comme plus tard Claude Fuzier et Claude Bourdet, Daniel Mayer s'intéressait à la politique kádérienne principalement à travers ses effets: la vie du peuple hongrois. „*Les Mayer furent empoignés par l'ordre et par la propreté à la campagne hongroise, par le rythme de travail dans la coopérative rouge de Nádudvar, mais avant tout par la franchise et par la liberté de langage des gens simples. [...] Cependant, dans toutes ces manifestations, Mayer n'a pas voulu entrevoir l'influence de notre régime, mais uniquement la passion des Hongrois pour leur travail et l'évolution de leurs destins*”.⁵² Évidemment, l'idée ne l'effleurait pas un seul moment de modifier son point de vue sur les fondements et sur la nature du régime. „*Mayer déclara ouvertement qu'il condamnait la politique de l'actuel gouvernement de France. Cependant, il souligna qu'il élevait sa voix contre „tout genre d'oppression gouvernementale”. Cette phrase fut prononcée avec un tel accent qu'on pouvait penser qu'il faisait allusion à nous et à l'Union soviétique*”. En fait, le livret de travail⁵³ autour duquel tourna la discussion de Daniel Mayer avec le ministre du Travail révèle peut-être le mieux sa relation ambiguë avec le régime. Ce livret était aux yeux du ministre hongrois un moyen de défense de l'intérêt ouvrier, tandis que pour Mayer, au contraire, c'était le symbole de l'oppression des ouvriers. Mais il put déclarer sans ambages qu'il fallait retirer ce livret au plus vite de la „*circulation*”.

Remarques

La visite de Daniel Mayer met en évidence deux choses: un homme social-démocrate venu de l'Ouest, quel que fût l'objectif de sa visite, ne pouvait pas avoir de relation en Hongrie avec des interlocuteurs crédibles et donc avoir accès aux informations indispensables à un diagnostic précis sur le régime. D'autre part, l'accueil des étrangers fut à cette période toujours assuré selon un protocole établi dans le stalinisme au risque de répugner fortement au visiteur. Si les Hongrois parlaient souvent librement, il y avait encore des tabous. S'il esquivaient les dirigeants issus de l'ancien parti social-démocrate et des communautés religieuses, qui s'étaient discrédités aux yeux de l'Occident en se mettant au

⁵² Note de l'Institut des relations culturelles sur *La visite en Hongrie de Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'homme, op. cit.*

⁵³ Par l'introduction du livret de travail en 1952, les communistes voulaient assurer la continuité dans la production en mettant un terme aux changements d'emploi. Le nombre de ceux-ci monta en effet en flèche, puisque la démission devenait pour l'ouvrier le seul moyen de défense contre l'exploitation étatique et contre les abus de l'employeur. Le livret restait même à l'époque Kádár un instrument de l'extension de contrôle de l'État sur les ouvriers, quoique de nombreuses restrictions (pas toutes), notamment certaines indications discriminatoires, comme l'origine koulak, l'assimilation de la démission à un crime, furent entre-temps abolies.

service du régime, à l'instar du social-démocrate Árpád Szakasits et du président du Bureau des Israélites Hongrois, Endre Soós, avec qui Mayer refusait d'entrer en conversation (ils étaient quand même constamment sur ses talons), les personnes non suspectes de partialité, voire „*pré-sélectionnés*” par l'invité ne se montraient pas davantage sincères. Sans doute avaient-elles leurs raisons.

Il n'empêche que les autorités hongroises considéraient que le bilan de cette visite était globalement positif. Tant au regard de l'influence qu'on espérait avoir exercé sur Daniel Mayer, notamment pour changer son opinion sur le régime, que du point de vue de la réconciliation avec Sartre. Mayer avait promis de promouvoir l'invitation du philosophe après son retour en France. L'Institut conclut d'autre part que le visiteur „*a quitté le Hongrie rassuré au sujet des «droits de l'homme»*”. Visiblement, il était espéré, voire pressenti en Hongrie que Daniel Mayer bénéficierait sous peu d'une promotion dans la vie politique française, considérant qu'il était insatisfait de sa situation actuelle et se montrait hésitant quant à l'avenir.

Cap sur la SFIO...

Dans les mois suivants, l'image du PSU noircit davantage dans l'esprit des Hongrois. De sorte qu'à la fin de 1964, la légation établit le diagnostic suivant: „*Le PSU adopte envers les pays socialistes, exception faite de la Yougoslavie, un comportement négatif. Il est en principe d'accord avec les changements qui ont eu lieu depuis le 20^{ème} congrès, mais dans les faits, il tente d'utiliser cela pour susciter dans les pays socialistes de nouveaux reculs idéologiques*”.⁵⁴ On peut lire dans ces lignes peut-être autant la déception provoquée par l'inertie du PSU vis-à-vis de la Hongrie que la méfiance habituelle que suscitaient les ex-communistes au parti et que nourrit sans cesse le PCF. D'autre part, à propos des événements de 1956, le PSU a persévéré dans sa volonté de démontrer qu'il y eut révolution et que la condamnation d'Imre Nagy et de ses compagnons ne fut que répétition d'un scénario ancien, celui des procès truqués par lesquels furent éliminés les trotskystes en Union soviétique. Tous ces éléments amenèrent donc la légation à rompre le contact avec ce parti devenu pesant, qu'il condamnait désormais aussi et avant tout en terme d'utilité: *Pour l'instant, nous ne pensons pas l'élargissement des rapports avec le PSU utile. Leur invitation en Hongrie n'est pas utile non plus. [...] En revanche, l'établissement et l'approfondissement des relations avec la SFIO est utile.*⁵⁵

En fait, „*l'offensive de charme*”;⁵⁶ pour reprendre le terme de Karel Bartosek, qu'ont conduit les pays de l'Est à l'égard de la SFIO depuis leur déstalinisation commença à apporter ses fruits. En dépit de l'échec du projet

⁵⁴ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, 23. boîte. 27/b, Deuxième partie du rapport de la légation résumant la situation des partis sociaux-démocrates en 1964.

⁵⁵ Ibidem.

⁵⁶ BARTOSEK, Karel: *Les aveux des archives Prague-Paris-Prague*, Seuil, 1996.

d'invitation pour le député le Troquer en 1958, le parti hongrois poursuit inlassablement sa recherche pour trouver les talons d'Achille de la SFIO, d'autant plus que les riches relations internationales de celle-ci, sa position au sein de l'Internationale socialiste, son influence sur le continent africain en faisaient un réel objet de convoitise. En 1960, le ministère des Affaires étrangères impulsa l'établissement de relations aux niveaux intermédiaires, notamment avec les députés et les sénateurs socialistes,⁵⁷ emboîtant le pas aux partis tchécoslovaque et polonais. Non sans succès. Car à partir de 1961, un regain d'intérêt à l'égard de la Hongrie se manifesta dans le cercle des fonctionnaires et des élus socialistes.⁵⁸ Le vrai tournant se fit néanmoins attendre jusqu'à 1963. Au cours de l'hiver de cette année, la SFIO a en effet envoyé une délégation à Moscou, la première depuis la visite officielle de Guy Mollet, qui eut lieu en 1956, qui y recueillait des impressions positives sur les changements intérieurs, malgré de forts désaccords sur la question allemande.⁵⁹ Les socialistes français furent en quelque sorte conquis par la politique de Khrouchchev.⁶⁰ Et quoi de plus naturel qu'ils se tournent avec sympathie vers l'élève choyé de celui-ci, vers János Kádár?

Au cours de l'année 1963, plusieurs signes rendirent évident aux yeux de la légation que l'image de la Hongrie était en cours de révision au sein de la direction de la SFIO. Pour la première fois, son conseiller fut invité au congrès du parti en qualité d'observateur; le président du Conseil Général de la Seine accepta son invitation en Hongrie,⁶¹ le premier député socialiste adhéra au groupe d'amitié franco-hongroise à l'Assemblée nationale et, enfin, Claude Fuzier, rédacteur en chef du journal *Le Populaire*, visita la capitale hongroise, il est vrai, dans le cadre d'un voyage privé.⁶² Certes, la SFIO n'a toujours pas levé les interdictions prises en 1951, concernant l'adhésion de ses membres aux associations communistes⁶³ et leur déplacement dans les pays de l'Est, mais elle montrait moins de rigueur dans leur application.⁶⁴ A la fin de l'année 1963,

⁵⁷ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 1, Rapport de l'inspection effectuée à la légation de Paris entre le 9 et le 13 mai 1960.

⁵⁸ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France, 1945-1964, boîte 4. Lettre de la légation du 9 décembre 1960 concernant la préparation du voyage de la délégation parlementaire.

⁵⁹ Fondation Jean Jaurès, 8 FP 7/84, Fonds Robert Pontillon, *Voyage d'une délégation SFIO à Moscou. Compte rendu d'entretiens – communiqué commun* (octobre–novembre 1963).

⁶⁰ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 23. Rapport de József Vince au Ministère des affaires étrangères sur sa conversation avec Ernest Casellez, du 19 décembre 1963.

⁶¹ ANH, MAE, XIX-J-1-j, France, 1945-1964, boîte 4, 4/i. Dardel proposa notamment Michel Salle (SFIO) et le maire de Nanterre, Georges Barbette (PCF).

⁶² ANH, MAE, XIX-J-1-j, France 1945-1964, boîte 23, Deuxième partie du rapport de la légation dressant un bilan de la situation des partis sociaux-démocrates en 1964.

⁶³ L'interdiction d'adhérer à France-URSS fut levée en 1966.

⁶⁴ L'Office universitaire de recherche socialiste (l'OURS), *Rapports d'activité du PS-SFIO, 1949-1964*. Au cours de l'année 1963, en partie sous l'effet de la politique d'invitation des pays de l'Europe centrale et orientale, de plus en plus de socialistes, notamment députés, demandaient à la direction du parti de lever l'interdiction relative aux voyages. Le Comité directeur demandait

le ministère hongrois a par conséquent élaboré un projet d'offensive globale, qu'il entendait mettre en oeuvre vis-à-vis des partis sociaux-démocrates et socialistes de l'Ouest dès l'année suivante.

Conclusion

Comment faut-il évaluer la collaboration du parti communiste hongrois avec le PSU: s'agit-il d'une impasse ou, au contraire, d'un tremplin pour monter plus haut? Comme le cas concret du voyage de Daniel Mayer le montra, un travail considérable fut accompli au plan de la propagande afin d'établir des relations „à la base” avec les journalistes et les élus socialistes, sans considération pour la couleur dont ils se revendiquaient à l'intérieur de la famille socialiste française. L'important était de trouver une issue à l'isolement international que provoquait l'écrasement de la révolution. Il est possible de citer à cet égard quelques résultats probants, comme par exemple l'adhésion de la Hongrie à la Fédération mondiale des villes jumelées, qui était devenue possible grâce à un PSA doué pour la médiation avec les pays communistes. Pour ce qui concerne les conséquences directes du voyage de Daniel Mayer en Hongrie, on peut en dire, en simplifiant beaucoup, qu'il servait tout à la fois la propagande intérieure – la légitimation du régime auprès de la communauté juive et des intellectuels – et la propagande extérieure malgré le fait que Jean-Paul Sartre ne mit jamais un pied en Hongrie. Et peut-être ne relève-t-il pas de la téléologie de dire que ce voyage laissait présager une bonne entente avec le Parti socialiste français, dont le premier secrétaire, François Mitterrand choisira la Hongrie pour destination de son premier déplacement au-delà du rideau de fer après son voyage à Moscou.

à sa réunion du 19 juin „aux camarades parlementaires de ne pas insister pour faire modifier la position du Parti en raison de l'exploitation par la propagande communiste de tous les voyages organisés dans les pays situés au-delà du rideau de fer”. Le 26 juin, il attira à nouveau l'attention des adhérents, l'explicitant dans un circulaire du secrétaire général, à ce que „les camarades sollicités devront refuser les invitations”. Le 23 octobre, il réitéra l'interdiction, mais en ajoutant une clause permissive comme suit: „quand les camarades parlementaires estimeront devoir accepter une invitation, ils devront avant leur départ prendre contact avec le Bureau des Affaires Internationales du Parti”.

Bernard Lachaise

Le voyage de François Mitterrand en Hongrie en 1990

Le Président de la République française, François Mitterrand et son épouse, effectuent une visite d'Etat en Hongrie les 18 et 19 janvier 1990. Ce voyage s'inscrit à la fois dans l'histoire des relations franco-hongroises, dans l'histoire européenne et dans l'histoire des relations entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe centrale car il intervient dans un contexte de bouleversements politiques du continent européen.

Ce voyage ne se situe-t-il pas deux mois seulement après la chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989? La visite du chef d'Etat français a lieu quelques mois après les transformations politiques qui aboutissent à la démocratisation en Hongrie avec une première consultation électorale libre en novembre 1989, remportée par l'opposition, et l'annonce des premières élections législatives libres au printemps 1990, dans le cadre de la nouvelle République de Hongrie proclamée le 23 octobre 1989. François Mitterrand vient donc dans un pays en pleine transition. Enfin, la visite d'Etat se déroule une quinzaine de jours après la présentation, le 31 décembre 1989, par François Mitterrand d'un projet de „confédération européenne”, „dans laquelle se côtoieraient, à égalité de droits et de devoirs, les membres de la Communauté européenne et tous les pays d'Europe centrale et orientale qui aspirent à y entrer, qui y ont droit en tant que nouvelles démocraties européennes, mais qui ne seront pas en mesure de concrétiser ce droit avant des années pour d'évidentes raisons économiques et financières”.¹

Sur un plan bilatéral, la visite de François Mitterrand est importante car elle est la seconde visite officielle seulement d'un chef de l'Etat français en Hongrie en mille ans, la première ayant été effectuée par le même Mitterrand en juillet 1982. Il faut rappeler ici que le précédent voyage de Mitterrand avait été le premier du nouveau Président français en Europe de l'Est et le premier d'un Président français en Hongrie.²

Cependant, l'origine du voyage de 1990 est antérieure aux événements exceptionnels de l'année 1989. La visite de Mitterrand à Budapest est, en effet, préparée depuis l'automne 1988, dans le cadre d'„une relance de la politique de l'Est” qui a prévu des voyages en Tchécoslovaquie, Bulgarie, Pologne, RDA et Hongrie, seule la Roumanie étant exclue du fait de son régime jugé

¹ Hubert VEDRINE: *Les mondes de François Mitterrand. A l'Elysée 1981-1995*, Fayard, Paris, 1996. 446.

² Même si au XII^e siècle, Louis VII a traversé la Hongrie lors de la deuxième croisade, comme le rappelle un journaliste dans l'interview accordée par François Mitterrand à la télévision hongroise le 4 juillet 1982 ce à quoi le chef d'Etat français répond: „vous faites bien de ranimer les souvenirs. Je constate en tout cas que depuis bien longtemps cela n'était pas arrivé...” Institut François Mitterrand (= IFM). Discours de François Mitterrand.

„infréquentable”.³ Le voyage de Mitterrand répond à l’invitation des Hongrois, formulée lors de la visite officielle à Paris du Premier ministre hongrois, Károly Grósz les 17-19 novembre 1988.

Pour étudier ce voyage, quatre sources principales ont été utilisées: les archives de la présidence de la République française; les archives du parti socialiste qui permettent de faire la généalogie des relations de François Mitterrand avec la Hongrie; les discours de François Mitterrand et la presse française, essentiellement *Le Monde*, mais aussi hongroise.⁴ A ces sources s’ajoutent des écrits d’observateurs et participants au voyage, comme Thomas Schreiber *Les actions de la France à l’Est ou les absences de Marianne* ou Hubert Védrine *Les mondes de François Mitterrand*.⁵ Dans le cadre d’un programme Hubert Curien (PHC) BALATON consacré aux Hongrois en France et aux Français en Hongrie, l’accent sera mis ici principalement sur les relations bilatérales. L’étude du voyage de François Mitterrand en Hongrie nécessite de s’interroger sur les objectifs de la visite du Président, sur le déroulement de la „visite d’Etat” afin de dégager, au-delà des impératifs inhérents au genre, les éventuels actes symboliques d’une relation nouvelle et enfin, de tenter d’apprécier le bilan de la visite.

Les objectifs

Les dossiers des collaborateurs du Président à l’Elysée mettent en avant les intérêts culturels et économiques mais aussi une forte dimension symbolique comme en témoigne un télégramme de l’ambassadeur Pierre Brochand le 16

³ BOZO, Frédéric: *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l’unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Odile Jacob, Paris, 2005. 394. Le président français se rend effectivement en Tchécoslovaquie en décembre 1988, en Bulgarie en janvier 1989, en Pologne en juin 1989, en RDA en décembre 1989. Il effectue un nouveau voyage en Tchécoslovaquie en septembre 1990 et ne va en Roumanie qu’en avril 1991, longtemps après la chute de Ceaucescu.

⁴ Les archives de la présidence de la République concernant les voyages de Mitterrand en Hongrie (1982 et 1990) sont conservées en 5AG4 aux Archives nationales. Elles se composent de cinq cartons consultés par dérogation, deux sous forme d’extraits. Il s’agit essentiellement des dossiers des conseillers du président (principalement Caroline de Margerie, chargée de mission pour les affaires étrangères; Elisabeth Guigou, déléguée générale pour la mission de coordination pour la coopération avec les pays de l’Est et Sophie Bouchet, chargée de mission pour la culture), de la cellule diplomatique de l’Elysée. Les archives du parti socialiste conservées par la Fondation Jean Jaurès contiennent de nombreux documents concernant les rapports entre le PS et la Hongrie depuis les années 1970 et les documents concernant les voyages de socialistes français en Hongrie ou de Hongrois en France; l’Institut François Mitterrand conserve quelques archives audiovisuelles sur les voyages de Mitterrand en Hongrie ainsi que l’intégralité des discours officiels et des entretiens avec des journalistes de Mitterrand; pour la presse hongroise, nous tenons à remercier chaleureusement notre collègue Istvan Majoros et une étudiante de l’Université ELTE, Veronika Eszik, qui nous ont aidé en traduisant les articles concernant le voyage de 1990.

⁵ Thomas SCHREIBER: *Les actions de la France à l’Est ou les absences de Marianne*, Paris, 2000. Hubert VEDRINE: *op.cit.*

janvier 1990: „*La présence française souffre d'une image plus contrastée. D'un côté, nous conservons à Budapest un prestige surprenant parmi les milieux intellectuels dont nous demeurons souvent la référence alors même que la langue française n'a jamais été ici la première. Mais d'un autre côté, ce capital a pâti du fossé creusé par les guerres mondiales qui ont vu la Hongrie entraînée volens nolens dans le camp germanique: en particulier, la responsabilité imputée à la France dans le «funeste» traité de Trianon de 1920 – dont le traumatisme reste incroyablement présent – a créé toutes les conditions d'un amour déçu et qui n'a jamais été vraiment ranimé. Depuis deux ans, l'intérêt réel manifesté à Paris pour l'expérience hongroise a rendu confiance à ceux, nombreux à Budapest, qui comptent sur nous pour contribuer à rééquilibrer une influence germanique un peu envahissante. Les mêmes redoutent cependant aujourd'hui que l'évolution inespérée de la Roumanie ne détourne à nouveau notre sympathie vers des partenaires plus traditionnels, antagonistes non moins habituels de la Hongrie (...). Donc seul un certain volontarisme peut permettre de dépasser le simple accompagnement du changement(...). La Hongrie sera dans cinq à dix ans un partenaire européen de plain pied, au cœur d'un «gisement de croissance» d'où la francophonie ne serait pas exclue (Budapest pourrait devenir le Vienne de Bucarest) (...).*

L'investissement politique ne semble pas exorbitant: il se résume à développer des contacts bilatéraux déjà soutenus (visites du président de la République en 1982 et 1990, de cinq ministres français en 1989 en préservant une atmosphère qui confirme à nos interlocuteurs que le temps de l'indifférence, sinon de la condescendance, est passé... (...).

La visite du président de la République sera donc perçue comme un encouragement puissant à relancer des relations bilatérales qui ne demandent qu'à l'être. Mais elle sera aussi la première accomplie par le chef de l'Etat en Europe Centrale et Orientale depuis que la liberté y a triomphé. A ce titre, elle peut être considérée comme un hommage au peuple qui s'est voulu l'initiateur de la résistance puis de la réforme et a directement participé au déclenchement des événements les plus décisifs (destruction du mur, chute de Ceausescu)”.⁶

L'attente des Hongrois, leur souci d'être mieux considérés apparaissent clairement dans la question posée au président français lors d'un entretien accordé à la télévision hongroise: „*la France fait-elle une préférence parmi les pays de l'Est? Est-ce vrai que la France renforce plutôt ses positions avec la Pologne et la Roumanie?*”.⁷ Le poids de l'Histoire dont les alliances de revers de l'entre-deux-guerres avant-hier et les voyages à l'Est du général de Gaulle hier, est lourd mais François Mitterrand dans sa réponse cherche à rassurer en se faisant historien, comme il saura le faire durant sa visite: „*ce sont les affinités traditionnelles mais cela ne part pas d'un principe, il n'y a pas de*

⁶ Archives nationales (= AN). 5AG4/EG 204.

⁷ AN. 5AG4/EG 204. Interview de F. Mitterrand à la télévision hongroise (15 janvier 1990).

stratégie pour cela. La Pologne et la Roumanie, les deux pays que vous citez, ont eu à travers les siècles précédents des relations particulières avec la France qui ont un certain caractère affectif (...). Nous n'avons pas l'intention de mettre un terme à cette nature privilégiée de nos relations mais ce n'est pas une politique exclusive à l'égard de quiconque". Le journaliste Jacques Amalric explique ce qu'il ressent sur place: „*Budapest a le sentiment d'être, pour la France, un partenaire secondaire:"* „*l'impression prévaut ici que, pour la France, la Hongrie ne vient qu'après la Pologne et la Roumanie"*.⁸ Lors d'une rencontre avec l'un des chefs de parti, József Antall, président du Forum démocratique, avant de faire un plaidoyer en faveur d'une présence française en Europe centrale, dit à peu près la même chose au journaliste Thomas Schreiber: „*il serait grand temps que notre amour pour la France ne soit pas à sens unique, sinon, répète-t-il avec passion, nous allons inévitablement tomber dans les bras des Allemands"*.⁹ Le souci d'équilibre ou de rééquilibrage entre Europe germanique et Europe latine constitue un objectif constant des Hongrois francophiles au cours du XX^e siècle. Peu avant le départ de François Mitterrand en Hongrie en 1990, le plus français des Hongrois de Paris, François Fejtő, a demandé une audience à Hubert Védrine, proche collaborateur du chef de l'Etat à l'Elysée pour lui dire que tous les pays d'Europe Centrale et Orientale redoutent une future hégémonie allemande et rechercheront l'équilibre du côté des autres pays d'Europe de l'Ouest. Ils veulent bien les „marks" mais voudront contrebalancer par des relations plus intenses avec la France, l'Italie, la Grande-Bretagne etc.¹⁰

Au delà de cette „*preuve d'amour*" qu'il faut donner aux Hongrois, François Mitterrand résume les objectifs de sa visite à une formule: „*il faut multiplier nos échanges (...). On peut relever d'une façon importante le niveau de nos échanges économiques et culturels et par voie de conséquence de nos échanges politiques"*.¹¹ La question de „*la confédération européenne*" n'a pas de place dans les préparatifs du voyage alors que, selon Frédéric Bozo, „*dans les premiers mois de 1990, il (Mitterrand) s'emploie à promouvoir son idée à l'occasion de ses contacts, notamment avec les dirigeants des pays d'Europe centrale et orientale"*.¹² La Hongrie est pourtant attentive au projet européen de François Mitterrand comme en témoignent les questions de la presse hongroise au chef d'Etat français. Dans un long entretien accordé à la presse hongroise à la veille de son voyage, Mitterrand tout en refusant d'entrer dans les détails sous prétexte qu' „*il serait prématuré de nous lier maintenant dans des cadres trop précis*", explique que „*la mission de cette confédération sera extrêmement*

⁸ *Le Monde*, 19 janvier 1990.

⁹ SCHREIBER: 208.

¹⁰ AN.5AG4/EG 204. Note de Hubert Védrine (12 janvier 1990).

¹¹ AN. 5AG4/EG 204. Interview du président Mitterrand à la télévision hongroise le 15 janvier 1990.

¹² BOZO: 346.

large: elle touche l'économie, la sécurité et unifie les Etats autour de quelques grands projets".¹³ Un article publié à la une du quotidien *Magyar Nemzet* et intitulé „*le rêve européen*” qualifie le discours du Nouvel An de François Mitterrand d’„*un des plus importants et des plus beaux de son parcours politique*” et espère que „*le rêve européen commencera à prendre forme pratique en Hongrie*”.¹⁴

L'organisation

L'organisation d'une visite d'Etat ne permet guère d'originalité. Il a été décidé un voyage court, avec une arrivée le jeudi 18 janvier à 11h et un retour à Paris le vendredi 19 janvier à 19h45 soit environ 30h dont une nuit...La délégation française qui accompagne le Président est nombreuse, plus fournie qu'en 1982: 24 „*officiels*” dont 7 ministres, les parlementaires présidents du groupe d'amitié franco-hongrois dans les deux Assemblées et de nombreux diplomates et conseillers.¹⁵ Le choix des ministres témoigne des priorités diplomatiques (Roland Dumas ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner secrétaire d'Etat à l'action humanitaire), culturelles (Jack Lang ministre de la culture et de la communication, Thierry de Beaucé secrétaire d'Etat aux relations culturelles internationales) et économiques (Pierre Bérégovoy ministre de l'économie, Roger Fauroux ministre de l'industrie, Paul Quilès ministre des postes, télécommunications et espace).¹⁶

A la délégation officielle s'ajoutent les non officiels soit 36 personnes (diplomates, protocole, presse, interprètes) et 20 personnalités dont près de la moitié du monde de la culture parmi lesquelles quelques-uns des plus connus des „*Hongrois de Paris*”, Victor Vasarely, François Fejtő, Christine Arnothy, Thomas Schreiber et quelques représentants du monde économique (les PDG de Sanofi Jean-François Dehecq, du Crédit Lyonnais Jean-Yves Haberer, de Renault Raymond Levy, de Bull François Lorentz, du Crédit commercial de France Michel Pebereau, du Club Méditerranée Gilbert Trigano, d'EDF Pierre Delaporte et le publiciste Jacques Seguela). La grandeur de la délégation est présentée aux Hongrois comme une preuve de l'importance accordée au voyage.¹⁷

La visite, par comparaison avec celle de 1982, comporte un certain nombre de nouveautés et des gestes symboliques forts témoignant à la fois d'un souci

¹³ *Népszabadság*. 17 janvier 1990.

¹⁴ *Magyar Nemzet*. 18 janvier 1990.

¹⁵ Lors de la visite officielle de juillet 1982, 16 officiels dont 4 ministres accompagnaient le président de la République à Budapest.

¹⁶ Jack Lang a failli être privé de voyage car le Quai d'Orsay et l'Elysée s'irritent de la „*ruée vers l'Est*” de certains ministres (*Le Monde* 18 janvier 1990)! Au-delà de l'anecdote, force est de souligner que l'absence du ministre de la culture aurait singulièrement réduit les objectifs du voyage dans le domaine des relations culturelles et révélé la priorité absolue des échanges économiques.

¹⁷ *Magyar Nemzet*. 16 janvier 1990.

de renforcer les relations bilatérales mais aussi de conforter la toute jeune démocratie hongroise.

Sur le plan politique, deux moments du voyage du président de la République française sont riches de sens. François Mitterrand rencontre longuement les chefs des partis politiques soit pour des entretiens individuels soit pour un petit-déjeuner plus collectif.¹⁸ Il dépose aussi une gerbe sur la tombe d'Imre Nagy au cimetière Új Köztemető. *„Il y a un an encore la dépouille d'Imre Nagy n'avait pas de sépulture, elle n'avait droit qu'à la fosse commune. Le geste, effectué vendredi matin 19 janvier par M.Mitterrand, est aujourd'hui considéré comme normal. Le crochet par le cimetière d'Uj-Koztemeto, où une des plus célèbres victimes du néo-stalinisme a été inhumée par tout Budapest le 16 juin dernier, est bien le symbole des changements intervenus en Hongrie”* écrit Jacques Amalric.¹⁹ Dans son discours lors du dîner d'Etat le 18 janvier, le président de la République insiste sur la place de la Hongrie dans le grand tournant de 1989: *„aujourd'hui, le visage de l'Europe change, plus vite et plus profondément que quiconque, il y a encore un an, quelques mois, n'eût osé l'espérer. Grâce au courage des peuples et grâce à ceux qui ont compris qu'il était temps que la liberté retrouvât ses droits, cette fin de siècle voit la renaissance de l'Europe. Votre pays a été l'un des premiers, sinon le premier, à vouloir ce changement, à s'y préparer depuis longtemps, à contribuer en décidant d'appliquer dans les faits le principe de la libre circulation des hommes. J'ai rappelé le choix fait par la Hongrie des réformes économiques. Ce choix s'est renforcé, étendu à la sphère politique. Les premières élections libres depuis la guerre auront lieu au printemps de cette année. Et dans le même souffle, pourrait-on dire, la Hongrie renoue avec son passé, récent ou plus lointain, avec son histoire, avec sa culture. Je pense aux funérailles d'Imre Nagy célébrées par tout un peuple, qui dans l'allégresse et la gravité mêlée du souvenir, se retrouvait uni autour d'une idée de la patrie et de la liberté qui n'a pas varié depuis que Petofi la chantait et la défendait au prix de sa vie”*.²⁰

Sur le plan économique, le président français participe à une séance de travail sur les questions économiques et financières. La Hongrie commence les profondes transformations de son économie. La France n'occupe que 6% des échanges hongrois avec la zone OCDE contre 60% pour la RFA, Autriche, Suisse. Mais en 1989, 25% de hausse des échanges franco-hongrois. Tout ou presque reste donc à faire: *„entre 1988 et 1989, la France est passée de 2% à 3% du marché hongrois. L'œil pessimiste, bien sûr, mesurera la longue route qui reste à parcourir”*.²¹

¹⁸ AN. 5AG4/12970 et *Népszabadság*. 20 janvier 1990. François Mitterrand accorde une audience le 18 janvier à 15h15 József Antall, président du Forum démocratique hongrois et à 18h45, Rezső Nyers, président du parti socialiste hongrois. Il reçoit les représentants des partis politiques hongrois (SZDSZ, MSZDP, FIDESZ et FKGP) pour un petit-déjeuner le 19 janvier à 8h30.

¹⁹ *Le Monde*. 20 janvier 1990.

²⁰ IFM. Texte intégral du discours de François Mitterrand lors du dîner officiel du 18 janvier 1990.

²¹ *Le Monde*. 20 janvier 1990.

Sur le plan culturel, les deux temps forts – et neufs – du voyage sont constitués par une visite d'un des grands établissements scolaires de Budapest, le lycée Kolcsey, où sont ouvertes depuis 1987, des classes bilingues qui accueillent 200 élèves et un déjeuner avec des intellectuels hongrois.²² Le président français a, une fois encore, convoqué l'Histoire pour dire toute la place qu'occupe – ou devrait occuper – la culture dans les relations franco-hongroises: „*nous voulons également développer notre présence et notre action culturelle. Nous ne faisons qu'en cela qu'à obéir à une loi très ancienne qui, depuis des temps reculés, guide nos pays l'un vers l'autre. Le roi Etienne 1er n'invita-t-il pas des savants, clercs et moines de l'abbaye de Cluny? D'autres vinrent ensuite, de Cîteaux, de Clairvaux appelés par les grands monarques de Hongrie qui savaient à la fois combattre sur les confins et reconnaître la richesse de la culture humaniste. C'est en se réclamant de cette tradition illustre que nous devons travailler ensemble, échanger nos expériences, lancer des programmes de formation, en matière linguistique sans doute, mais aussi de gestion, d'informatique, d'économie. Nous sommes prêts, quant à nous, à multiplier ces initiatives avec votre aide, dans le cadre notamment des lycées bilingues franco-hongrois*”.²³

Le bilan

Du côté français, le bilan de la visite est considéré comme très positif: „*les objectifs sont atteints*”, écrit l'ambassadeur tout en concluant prudemment: „*la crédibilité engrangée ces deux derniers jours ne l'est certes pas à titre définitif et aura le plus grand besoin d'être entretenue à force de persévérance et d'imagination*”.²⁴ Jacques Amalric dans *Le Monde* conclut modestement: „*la brève visite de M.Mitterrand n'a guère créé de surprise. Aucun différend, il est vrai, n'oppose les deux pays, même si beaucoup de Hongrois se souviennent encore du coup de poignard dans le dos porté par Clemenceau au lendemain de la Première Guerre mondiale lorsqu'il cautionna par le traité de Trianon l'amputation de la Transylvanie. Un événement qui est toujours vécu douloureusement ici, même si la chute des Ceausescu devrait permettre à la minorité hongroise de Roumanie de retrouver ses droits*”.²⁵

La portée du voyage du chef de l'Etat français peut être évaluée à deux niveaux, celui de l'organisation d'une nouvelle Europe au lendemain de la chute du mur de Berlin et celui des relations bilatérales franco-hongroises.

²² AN. 5AG4/12970. Les intellectuels hongrois invités à ce déjeuner sont: les cinéastes Miklós Jancsó, Ildikó Enyedi, Judith Elek et le plus célèbre d'entre eux, István Szabó; l'écrivain György Konrád; l'architecte décorateur László Rajk, la conservatrice de musée Mária Illyés, le musicien György Kurtág, le philosophe Gáspár Tamás et deux historiens, György Granasztói et Domokos Kosáry.

²³ IFM. Texte intégral du discours de François Mitterrand lors du dîner officiel du 18 janvier 1990.

²⁴ AN. 5AG4/CDM 39. Télégramme diplomatique (20 janvier 1990).

²⁵ *Le Monde*. 20 janvier 1990.

Lors du dîner d'Etat offert par le président de la République de Hongrie le 18 janvier, François Mitterrand a plaidé pour son idée de confédération européenne: „vous êtes l'Europe autant que nous (...) La réussite de ce qui se passe ici et dans les autres pays de l'Est est déterminante pour les nations occidentales”.²⁶ Le président hongrois soutient le projet français en expliquant que la visite de François Mitterrand „contribue à la reconstitution de notre identité européenne et à notre adaptation à l'intégration européenne”.²⁷ Au lendemain de la visite, l'ambassadeur français en Hongrie souligne cette dimension du bilan: „François Mitterrand a consacré de longs développements à l'idée de confédération puisque la Hongrie était le premier pays intéressé auquel il rendait visite depuis qu'avait été lancée la réflexion à ce sujet (...). La Hongrie a pris position favorablement et elle est ainsi le premier Etat d'Europe centrale et orientale à le faire”.²⁸

Mais la „nouvelle Europe” ne peut chasser „la vieille Europe” comme en témoigne l'incident provoqué en Roumanie par les propos tenus par Mitterrand sur les minorités nationales, sujet très sensible dans les deux pays...

Dans la conférence de presse tenue à l'issue du voyage, le 19 janvier, en réponse à une question sur les minorités, François Mitterrand déclare: „le problème de la Hongrie est un problème particulièrement sensible et douloureux. Les deux dernières guerres mondiales ont pratiquement abouti à retrancher au peuple hongrois les deux tiers du territoire dont il disposait. Ce qui veut dire que tout autour il existe des minorités importantes qui continuent de se sentir hongroises, de parler la langue, de relever des moeurs et des coutumes de la Hongrie. Ce problème ne peut pas être réglé de la façon que nous avons connue par le passé, c'est à dire par des conflits, des conflits ouverts avec des débouchés militaires. L'intérêt de l'Europe aujourd'hui est de garantir les frontières, mais la garantie des frontières ne doit pas être assortie d'une sorte de refus de considérer le sort de minorités lorsqu'elles sont opprimées. Dans l'idée que j'ai de ce que pourrait être l'organisation future de l'Europe au cours des prochaines années, je considère qu'un statut des minorités permettrait le règlement de beaucoup de cas souvent tragiques. Sans s'en prendre aux frontières, donc à l'intégrité des Etats, mais en reconnaissant le droit des populations. Dans l'idée que j'ai d'une confédération européenne, je pense qu'un problème de cette ampleur trouverait tout naturellement sa place”.²⁹

La presse et l'opinion publique hongroise réagissent bien aux propos du chef de l'Etat français sur les minorités. József Antall qui avait remis, le 18 janvier, au chef d'Etat français un mémorandum sur la situation des Hongrois

²⁶ *Le Monde*. 20 janvier 1990.

²⁷ *Népszabadság*. 20 janvier 1990.

²⁸ AN. 5AG4/CDM 39. Télégramme diplomatique (20 janvier 1990).

²⁹ IFM. Texte intégral de la conférence de presse de François Mitterrand et du président hongrois lors du dîner officiel du 18 janvier 1990.

vivant en minorité en Roumanie, adresse une lettre de félicitations à François Mitterrand.³⁰ Selon *Népszabadság*, il n’y a pas de différence entre les points de vue français et hongrois sur la situation des minorités et des frontières européennes: „*l’avis de la Hongrie aussi, c’est qu’il ne faut pas modifier les frontières en Europe mais les rendre insignifiantes*”.³¹ Quant à *Magyar Nemzet*, il écrit que le président français „*a avoué que la sensibilité de la Hongrie envers les problèmes nationaux est vraiment justifiée en raison des fautes historiques commises en 1919 (...). Mais il a souligné cependant que les frontières sont intangibles. Ces conflits trouveront leurs solutions dans la confédération européenne*”.³²

Inversement, les propos du président français suscitent de vives critiques en Roumanie. Le 24 janvier – une semaine après le voyage –, un communiqué est publié par le gouvernement roumain pour faire part de sa „*surprise et de son inquiétude*” face à des propos qui mettent „*en discussion le problème des frontières en Europe*” et qui sont considérés comme „*en contradiction avec les accords d’Helsinki sur le respect par les signataires de l’inviolabilité des frontières et leur intégrité territoriale*”. Le communiqué ajoute que „*de telles déclarations sont encore plus difficiles à comprendre quand elles viennent de la France, pays qui a eu une importante contribution dans l’instauration de la paix après les deux guerres mondiales*”.³³ Le porte-parole de l’Elysée, Hubert Védrine, fait une mise au point en s’appuyant „*à la lettre sur les propos du chef de l’Etat: on constatera que le président de la République a au contraire déclaré que l’intérêt de l’Europe était de garantir les frontières et l’intégrité des Etats (...). Un statut des minorités permettrait de régler beaucoup de cas sans s’en prendre aux frontières. Toute autre interprétation est donc inexacte et regrettable*”.³⁴

Jacques Rupnik juge sévèrement le chef d’Etat français qui est „*celui par lequel le premier conflit magyaro-roumain de l’après-Ceausescu arrivera!*”. Il explique cette „*mésaventure du chef de l’Etat à Budapest*” par „*sa méconnaissance et son incompréhension du fait national en Europe centrale et orientale (...), notamment son incompréhension de l’interaction entre le fait national et la transition à la démocratie dans la disparition des fédérations communistes*”.³⁵

Le bilan du voyage de François Mitterrand ne suscite pas les mêmes débats sur le plan des relations entre la France et la Hongrie. Il faut ici souligner combien la personnalité, l’expérience et les sentiments personnels du chef de

³⁰ Jacques RUPNIK: *La France et les pays de l’Europe du Centre-Est*, dans Samy COHEN (dir.): *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, PUF, Paris, 1998. 206.

³¹ *Népszabadság*. 20 janvier 1990.

³² *Magyar Nemzet*. 20 janvier 1990.

³³ *Le Monde*. 26 janvier 1990.

³⁴ *Le Monde*. 28 janvier 1990.

³⁵ RUPNIK: 207.

l'Etat français ont pesé. François Mitterrand est venu plusieurs fois en Hongrie, au temps du socialisme, notamment en 1976 à la tête d'une délégation du Parti socialiste français puis en 1982 en tant que président de la République. Il a rencontré à plusieurs reprises János Kádár, en a dressé un portrait favorable dans *L'abeille et l'architecte* et le dirigeant hongrois a confirmé que „le courant était passé entre lui et François Mitterrand”.³⁶ Le choix de la Hongrie pour le premier voyage du président français à l'Est en 1982 avait déjà montré tout l'intérêt accordé à ce pays „le plus acceptable des régimes de l'Est (le cas polonais mis à part)”.³⁷ Si Mitterrand l'a voulu: „c'est parce qu'il estimait que dans votre pays, il n'existe pas de problème en ce qui concerne le respect des droits de l'homme. D'autre part, nous savions (...) que la Hongrie constitue un cas particulier dans l'ensemble des pays socialistes”.³⁸ Et à l'issue de sa visite de 1982, François Mitterrand avait affirmé „la forte impression” que lui avait laissée la Hongrie avant de citer Lamartine en 1848: „si la France avait besoin d'être éclairée sur les vertus, sur le courage, sur l'esprit de liberté et de fraternité qui anime votre Nation, je serais heureux pour en porter témoignage” et de conclure par: „je n'ôterai rien à cette phrase”.³⁹

Le 18 janvier 1990, François Mitterrand inscrit à nouveau les relations franco-hongroises dans le temps long de l'Histoire, pour dépasser Trianon: „votre pays a été l'un des premiers à vouloir ce changement...L'année qui vient de s'écouler est souvent comparée, dans les chroniques qui fleurissent, à 1848. Or, en 1848, un hebdomadaire hongrois publié à Paris affirmait que la Hongrie était mieux connue à l'époque de Louis XIV qu'au milieu du XIX^e. C'est vrai que la France du XVII^e et celle du début du siècle des Lumières se passionna pour la Hongrie: Montesquieu s'y rendit, Voltaire l'analysa. Je crois que les conditions sont maintenant réunies pour que s'épanouisse à nouveau un intérêt si ancien, pour que revive une amitié séculaire”.⁴⁰

L'Histoire, la culture, si chères au chef de l'Etat français fournissent un socle sur lequel la France peut s'appuyer pour vivifier les relations avec la Hongrie, pour surmonter l'éloignement créé au XX^e siècle par les guerres mondiales et le rideau de fer, ce temps qui „nous a souvent trouvés dans des camps opposés”, disait Mitterrand en 1982.⁴¹ Mais, les mots, les beaux

³⁶ François MITTERRAND: *L'abeille et l'architecte*, Le Livre de poche, Paris, 1978. 330-333. Fondation Jean Jaurès (= FJJ). 432 RI 6. Correspondance du premier secrétaire 1984-1992.

³⁷ AN. 5AG4/CD 274. Note de Hubert Védrine à Pierre Bérégovoy (22 juin 1981).

³⁸ FJJ. 432 RI 1. Pierre Joxe, président du groupe d'amitié franco-hongrois au ministre des affaires étrangères hongrois Frigyes Puja (avril 1982).

³⁹ IFM. Texte intégral de l'allocution du président Mitterrand à l'occasion du déjeuner offert en l'honneur de Kádár et Losonczi (9 juillet 1982).

⁴⁰ IFM. Texte intégral de l'allocution du président Mitterrand lors du dîner d'Etat offert par le président de la République de Hongrie (18 janvier 1990).

⁴¹ FJJ. Fonds Robert Pontillon. 8FP 7/117. Discours du président Mitterrand à l'occasion du dîner offert en son honneur par Kádár et Losonczi (7 juillet 1982).

discours ponctués de références littéraires ou historiques sortent-ils des palais où ils sont prononcés? Ont-ils un effet sur les opinions publiques et par conséquent, sur l'image réciproque des deux pays et des deux peuples? N'y-a-t-il pas une sorte de figure imposée dans les visites officielles sans que cela ne soit suivi d'effets réels? Dès les lendemains du voyage de 1982, les réponses étaient claires: „*les Hongrois manifestent une certaine impatience (...) devant les limites (politiques, économiques et financières) qui, inévitablement, s'opposent à la prolifération de projets de toute nature et dans tous les domaines*”.⁴²

En 1990, le bilan culturel du voyage s'avère limité et décevant, notamment par l'absence de création du lycée français pourtant très demandé par les Hongrois. Les raisons données sont assez floues: „*le système de classes bilingues paraît plus approprié aux besoins actuels de la Hongrie*” mais semblent être surtout financières: „*pour une véritable relance de l'action culturelle, il faudrait un crédit supplémentaire de 10,7 MF soit le doublement de l'enveloppe actuelle*”.⁴³

La presse souligne plutôt le bilan économique du voyage avec la signature de plusieurs accords prévoyant la création d'entreprises mixtes dans les télécommunications (Alcatel et Finommechanikai Vállalat), l'informatique (Bull et Videoton) et l'industrie électro-chimique (Schlumberger et „*Electricité de Hongrie*”) et d'un contrat pour Matra pour le métro de Budapest. A ces contrats industriels s'ajoutent 2 milliards de francs de crédits commerciaux à moyen terme débloqués sur trois ans en faveur de la Hongrie et 50 millions de francs supplémentaires qui „*devraient être dégagés*” pour aider les PMI françaises à s'implanter en Hongrie.⁴⁴

Finalement, quelle place le voyage de François Mitterrand occupe-t-il dans l'Histoire, dans ce contexte de changement majeur que représentent les années 1989-1991? Sa portée européenne est fort mince car ce déplacement s'inscrit dans une série de voyages à l'Est et le soutien de la Hongrie au projet de Confédération européenne ne suffit pas pour assurer la concrétisation de l'idée. Comme le reconnaît Hubert Védrine dans ses Mémoires: „*cette idée, lancée trop tôt et sans préparation, va faire long feu*” et l'échec de la Confédération est évident en 1991.⁴⁵ Incontestablement, la portée du voyage est plus grande dans l'histoire des relations franco-hongroises sans toutefois pouvoir être qualifiée de temps fort et encore moins de tournant. La visite officielle de 1990 s'inscrit dans le prolongement de celle de 1982 qui constituait un événement

⁴² FJJ. Fonds Robert Pontillon. 8FP 7/118. Note du ministère des affaires étrangères français (7 février 1983).

⁴³ AN. 5AG4/EG 204. Dossier de synthèse du Ministère des Affaires étrangères sur le voyage (12 janvier 1990) et AN. 5AG4/CDM 39. Note du conseiller technique du MAE chargé de la coopération culturelle avec la Hongrie (23 janvier 1990).

⁴⁴ *Le Monde*. 20 janvier 1990.

⁴⁵ Cité par Frédéric BOZO: *op.cit.* 344.

plus marquant par sa nouveauté à savoir la première visite d'un chef d'Etat français en exercice sur le sol hongrois. Elle bénéficie des relations anciennes créées par François Mitterrand et le parti socialiste français depuis le milieu des années 1970 avec la Hongrie de János Kádár. La bonne relation personnelle entre les deux hommes politiques a contribué à améliorer les relations bilatérales jusqu'en 1989 mais de façon plus durable et plus déterminante encore a compté la place accordée par François Mitterrand, après comme avant le démantèlement du rideau de fer, à la dimension culturelle dans les relations internationales. Et les paroles de François Mitterrand en 1982 gardent encore un sens en janvier 1990: „«O Europe, que de frontières!», s'écriait en 1927 votre grand poète Attila Jozsef. Oui, il y a trop de frontières et surtout des frontières trop épaisses entre les deux parties de notre Europe. Et pourtant, nous sentons bien que nous sommes les héritiers d'une Histoire, d'une culture et, n'hésitons pas à le dire, d'une civilisation qui nous est largement commune. Ce n'est pas la moindre des raisons qui me font attacher une grande importance à cette visite chez vous. Les Français se rappellent que la couronne de Saint-Etienne a été donnée à vos ancêtres par un pape français, que des Anjou ont régné en Hongrie. Que le Christianisme, la Réforme, le siècle de l'Encyclopédie, les révolutions pour la liberté qui ont suivi, ont créé de multiples traits qui nous rapprochent. Etienne comme Louis IX ont été de ces rois qui ont annoncé le devenir de nos nations...”⁴⁶

Ces paroles ne pouvaient que faire chaud au cœur des Hongrois et à cet égard, les voyages de François Mitterrand, en 1990 après 1982, ont rapproché au moins au sommet les deux Etats, France-Hongrie, après la timide ouverture ébauchée par les présidents de Gaulle et Giscard d'Estaing dans les années 1960 et 1970 et avant qu'une autre étape soit franchie avec le président Chirac à l'occasion de ses visites en Hongrie en 1997 et 2004, à l'heure de l'Union européenne.

⁴⁶ FJJ. Fonds Robert Pontillon. 8FP 7/117. Discours du président Mitterrand à l'occasion du dîner offert en son honneur par Kádár et Losonczy (7 juillet 1982).

Sébastien Laurent

De l'échec du renseignement: quelques réflexions à propos de l'activité des attachés militaires français à Budapest (1939-1945)

On sait que les jeux de miroirs répercutent à l'infini une image fractionnée qui trouble le regard. Mais les lois de l'optique ne correspondent pas entièrement aux règles qui gouvernent celles de la psychologie collective et des représentations. C'est la raison pour laquelle il est utile dans le cadre de ce volume d'évoquer les rapports franco-hongrois entre 1940 et 1945 dans la perspective d'un jeu de miroirs, à partir de deux témoignages d'officiers français ayant séjourné en Hongrie lors de la Seconde Guerre mondiale, celui du lieutenant-colonel Tony Albord (1891-1988) et celui du colonel André Hallier (1892-1988). Ces témoignages sont des souvenirs inédits à ce jour,¹ tirés des fonds privés déposés aux archives du Service historique de la défense (SHD)² par les familles de ces officiers qui ont achevé leur carrière militaire comme généraux. Ces deux officiers avaient été affectés par la France en tant qu'attachés militaires à Budapest, d'août 1939 à septembre 1940 pour le lieutenant-colonel Tony Albord et de septembre 1942 à juillet 1945 pour le lieutenant-colonel André Hallier.³

Les situations complexes des deux pays respectifs à cette époque rendent l'étude de leurs relations particulièrement intéressantes. La Hongrie de 1940-1945 est d'abord une ancienne puissance vaincue de 1918 qui n'a pas été restaurée dans ce qu'elle estime être ses droits légitimes. Le sort réservé par les Alliés à la Hongrie lors du traité de Trianon a fait du pays une puissance révisionniste après 1920 contestant le nouvel ordre européen. En outre, laissée à l'écart de la Petite Entente bâtie par la France, la Hongrie fut progressivement attirée dans l'orbite allemande au cours des années 1930, puis occupée à la fin du conflit mondial. La France de la même époque présente une situation diplomatique qui n'est – paradoxalement – pas radicalement différente. Le trait saillant en 1940 est la faillite de la politique française en Europe centrale: la République n'a pas été en mesure de souder entre eux les pays de la Petite

¹ Ils ont été utilisés par notre collègue Viktoria MÜLLER dans deux études roboratives: *L'action d'André Hallier en Hongrie en faveur des évadés français (souvenirs d'un attaché militaire) (1942-1945)*, *Specimina nova, pars secunda*, Université de Pécs, 2000. 1-12 et *Robert de Dampierre, un acteur des relations franco-hongroises (août 1940-décembre 1942)*, *Relations internationales*, n° 107, automne 2001. 375-383.

² SHD, DITEEX, 1 K 408, *Prague-Budapest 1939-1940*, s.l.n.d. 163 p. (écrit par le général Albord probablement dans les années 1950) et S.H.D., DITEEX, 1 KT 255, général André Hallier: *Mes souvenirs de Hongrie 1942-1945*, *Mes souvenirs de Hongrie 1942-1945*, s.l.n.d., 309 p. (écrit par le général Hallier immédiatement après son retour en France au cours de l'hiver 1945-1946).

³ Les archives personnelles du colonel de Mierry qui succéda à Albord et précéda Hallier ne sont pas conservées au SHD.

Entente et n'a pas su à proprement parler bâtir des liens avec la Hongrie.⁴ Sans alliance de revers comme en 1914, la France s'est battue en 1940 en supportant frontalement à l'ouest, malgré l'aide anglaise, le choc des armées allemandes transférées après la campagne de Pologne. En outre la faillite de la politique française a été suivie d'une défaite militaire, rupture majeure dans l'histoire de France. Son prestige en a été durablement affaibli dans toute l'Europe centrale et orientale.

Il s'agit donc de deux pays qui, s'ils n'ont pas été tous deux défaits par l'Allemagne (sauf pour la Hongrie et ce, très marginalement en 1944-1945), sont tous les deux occupés par l'armée allemande quoique dans des temporalités et sous des régimes d'occupation nettement différents. Au cours de cette période les deux hommes ont vécu des événements majeurs pour l'Europe centrale et la France: l'entrée des Allemands à Prague en mars 1939 et la défaite française vécue à Budapest pour Albord; pour Hallier, l'occupation totale du territoire français par l'Allemagne juste après son arrivée dans la capitale hongroise, puis l'occupation allemande en mars 1944 et enfin le siège de Budapest à l'hiver 1944-1945.

La configuration des événements historiques et des affectations des deux officiers supérieurs français présente une situation très originale: ils sont issus d'un pays qui a été l'un des artisans du déclin hongrois après la Grande Guerre et ils se sont trouvés, leur pays d'origine étant militairement vaincu, dans ce pays lui-même soumis à une emprise allemande croissante. Ces deux pays étaient manifestement dans une phase d'affaiblissement. Entre 1940 et 1945, c'est finalement une France vaincue qui observe une Hongrie engagée dans une seconde phase de déclin, avec en arrière-plan le souvenir pour les deux pays d'une grandeur qui s'est effacée.

L'intérêt de cette configuration est rendue plus fort encore par la fonction de ces officiers. En effet, leur tâche officielle n'est pas de faire la guerre, mais d'observer: tous deux sont des officiers de renseignement dont la mission est principalement de transmettre en France les résultats de leurs observations. Ils sont à ce titre en relations étroites avec les services de renseignement à Paris, Vichy puis, après novembre 1942, à Alger. Albord et Hallier sont deux officiers de même génération, présentant un profil d'élite assez classique pour les attachés militaires: ce sont des officiers d'état-major qui sont passés par des filtres successifs, Saint-Cyr, l'École de Guerre, l'état-major de l'armée. Tous deux ont été très bien notés tout au long de leur carrière,⁵ notamment pendant leur affectation en Hongrie. Ils ont également combattu lors de la Première Guerre mondiale, Tony Albord en France, puis à l'armée d'Orient; André Hallier en France durant toute la guerre. En outre, ils présentent des spécificités dans leur carrière qui expliquent probablement leur désignation pour la

⁴ Sur ces aspects, cf. *Bâtir une nouvelle sécurité. La coopération militaire entre la France et les États d'Europe centrale et orientale de 1919 à 1929*, Vincennes, CEHD-SHAT, 2001, 705 p.

⁵ Comme en témoigne leurs dossiers administratifs conservés au S.H.D.

Hongrie: Albord a combattu dans les Balkans et Hallier est le fils du général Eugène Hallier qui a commandé la mission militaire française à Vienne en 1919. Par ailleurs, André Hallier a été affecté après la guerre à l'état-major de l'armée tchécoslovaque placée jusqu'en 1926 sous commandement français, puis de juillet 1921 à janvier 1922 à la commission de contrôle interalliée en Hongrie. Il a été à ce titre chargé d'assurer le respect des dispositions du traité de Trianon. Albord, de son côté est proche de deux officiers généraux dominant le haut-commandement français à la fin des années 1930: Maxime Weygand, ancien généralissime et commandant en chef du front oriental depuis septembre 1939 et Alphonse Georges, commandant en chef du front du nord-est en janvier 1940.

Afin de ne pas mettre en péril leur statut diplomatique, les deux officiers ont collecté du renseignement ouvert et n'ont pas pratiqué d'espionnage.⁶ Leurs sources d'information ont été de deux ordres: la lecture de la presse hongroise, des périodiques généraux et spécialisés, et les contacts dans la société hongroise, avec les officiels et la population. On relèvera que les deux officiers parlaient l'Allemand mais pas le Hongrois. Ils utilisaient assez fréquemment le Français dans les milieux de la Cour et dans l'armée, mais avaient aussi recours en cas de besoin à des interprètes.

Dans la perspective de cette étude, on laissera de côté les aspects proprement militaires de leur activité. Malgré la défaite française de 1940, cette dimension demeurerait pourtant essentielle car les officiers, mis à part leur rôle de représentation de l'armée française, devaient également informer en priorité l'état-major de l'armée de la situation de l'armée hongroise. On se contentera de relever que les deux hommes ont plaidé, en vain, à des moments très différents, pour que la zone balkanique ne soit pas laissée aux seuls affrontements entre Allemands et Russes, mais qu'elle permette la constitution d'un front oriental. Albord était présent avant la défaite française: ses rapports adressés à Paris, conservés dans son fonds privé plaident en faveur de l'ouverture d'un second front en Europe du sud-est et rencontrent l'approbation écrite de Weygand, commandant en chef à Beyrouth du théâtre de la Méditerranée orientale, qui l'encourage dans ses lettres personnelles à aller dans ce sens dans les rapports officiels.⁷ De même, Hallier exprimait son dépit en 1944, que les généraux Alexander et Juin qui pensaient depuis l'Italie

⁶ Traditionnellement, ces pratiques clandestines de recueil de l'information relevaient des attachés militaires adjoints, fonction dont le statut a été fixé par l'instruction ministérielle du 3 février 1934. Il semble qu'il n'y ait pas eu d'attaché militaire adjoint en poste à Budapest entre 1939 et 1945.

⁷ SHD, DITEEX, 1 K 408, fonds privé du général Tony Albord, lettre manuscrite „personnelle” du général Weygand au lieutenant-colonel Tony Albord, 6 janvier 1940. 1. Dans le dossier personnel d'Albord figure dans sa notation à la date du 8 octobre 1940, la mention suivante du général Hanoteau: „Avait toutefois surestimé semble-t-il la capacité guerrière des états balkaniques et les possibilités d'une intervention efficace des franco-britanniques dans ces régions”.

pousser vers Belgrade, puis Budapest n'aient pas été suivis par le haut-commandement allié qui avait préféré débarquer en Provence.⁸

Dans des situations politiques et militaires affaiblies les deux pays ne pouvaient de toute façon pas prétendre jouer un quelconque rôle militaire. Il reste que les analyses plus globales d'Albord et d'Hallier, politiques et diplomatiques, présentent un certain intérêt dans la perspective d'une analyse des représentations, en conservant à l'esprit le rôle prégnant du contexte politique.

On relève en premier lieu la difficulté des deux officiers à accepter les critiques hongroises du système politique français. Albord a évoqué après la guerre le fait qu'en septembre 1940, lors de sa dernière entrevue avec le régent Horthy, alors que l'attaché militaire allait partir pour le Levant, son interlocuteur avait déclaré: „Alors, frappant brusquement du poing sur la table et avec du dépit dans la voix, mon interlocuteur s'écria: «Mais, bon Dieu, qu'ont donc fait les militaires de votre pays aux heures graves?...». Je pouvais partir; j'avais bu le calice jusqu'à la lie”.⁹ Moins de deux ans plus tard le jugement d'Horthy demeurait le même, Hallier plaçant dans sa bouche le propos suivant, tenu le 20 septembre 1942, lors de sa première entrevue avec Horthy: „La France a perdu la guerre, parce que l'Armée n'a pas, dans la nation, la place qui lui revient”.¹⁰ En filigrane pointait la critique du système démocratique. La vision générale de la Hongrie commune aux deux hommes était clairement négative: les deux officiers décrivaient un pays économiquement et socialement archaïque, marqué encore par la féodalité, perdu dans des rêves de grandeur – les descriptions baroques des réceptions à la Cour revenant à plusieurs reprises –, cherchant passionnément la révision des traités de paix de 1919-1920. Ce jugement de fond était complété par une analyse à plus court terme sur la situation du pays dans le contexte de guerre. La Hongrie était présentée comme hésitante et tiraillée, de plus en plus ouvertement attirée par l'Allemagne en 1940, puis par le camp allié à partir de 1944. Hallier fut ainsi l'objet, à partir de l'été 1944 d'une approche du régent Horthy qui lui proposa un plan de résistance intérieure auquel serait associé le millier d'évadés français dont Hallier avait la charge en Hongrie.¹¹ L'image l'emportant tout au long de la guerre était celle d'un pays faible et velléitaire penchant, selon les circonstances, vers le plus fort.

Dans les souvenirs des deux officiers reviennent de façon récurrente des jugements sur le caractère hongrois traduisant un lieu commun propre à l'époque,

⁸ S.H.D. DITEEX, 1 KT 255, général André HALLIER: *Mes souvenirs de Hongrie 1942-1945*, s.d. (écrit au cours de l'hiver 1945-1946), XIV/1.

⁹ SHD, DITEEX, 1 K 408, fonds privé du général Tony Albord: *Prague-Budapest 1939-1940*, s.l.n.d. dactyl. 156.

¹⁰ S.H.D. DITEEX, 1 KT 255, général André Hallier: *Mes souvenirs de Hongrie 1942-1945*, s.d. (écrit au cours de l'hiver 1945-1946), 5/4.

¹¹ *Ibid.* XIV/3.

celui du „*caractère national*”, hérité de la culture humaniste du XIX^e siècle. Le jugement très négatif qui est formé commande en grande partie leur attitude avec leurs relations hongroises. Chez Albord, le jugement est pour le moins lapidaire: „*Les Hongrois seraient-ils donc vraiment de «faux héros» ainsi que les allemands les qualifient eux-mêmes assez ironiquement? Tous leurs copieux discours, leurs propos orgueilleux, leurs réminiscences historiques ne seraient-ils, après tout, que pure vantardise de gens n'ayant même pas encore effectivement réalisé l'état de liberté que leur a procuré Trianon?*”¹² ajoutant, plus loin, à propos de l'ensemble du peuple: „*D'une intelligence très moyenne, indolents et mous, lents dans leurs réactions, dans leurs décisions, dans leurs travaux [...]*”¹³ La formulation était plus euphémisée chez Hallier. A un officier hongrois lui affirmant que les peuples hongrois n'étaient pas majeurs, Hallier répondait: „*Certes tous ces petits pays de l'Europe orientale, environnés de puissants voisins, hypothéqués par des minorités irréductibles, affaiblis par des siècles de servitudes sont mineurs....*”¹⁴ avant de relever que le pays en 1944 attendait la libération russe avec impatience. Mais au cours des tensions de l'été 1944, Hallier se rapprochait du registre d'Albord: „*[...] en ces heures troubles de conspiration et d'incertitude politique le Magyar est toujours glorieux, irrésolu, impétueux, prolix*”¹⁵

Ces jugements rapides renvoyaient tout à la fois à une approche essentialiste des peuples et à une perspective partielle liée à la nature même de leur mission. Les deux hommes, dont il faut rappeler qu'il ne parlaient pas le Hongrois, avaient pour mission d'observer d'abord les milieux militaires et politiques et non la société hongroise qu'ils avaient par ailleurs peu d'occasions de fréquenter. Albord n'y a jamais marqué un quelconque intérêt et cela était pour Hallier un élément très secondaire. Malgré cela la durée de son séjour et sa capacité d'observation l'amenaient parfois à des constats assez justes, notamment sur la société de Budapest dont il sortait très peu. Hallier relevait ainsi le poids numérique de la population juive tout en la surestimant dans la mesure où il indiquait qu'elle formait la moitié de la population de la capitale.¹⁶ il y avait d'ailleurs dans cette surestimation, comme dans de nombreuses allusions aux juifs hongrois, un antisémitisme latent chez cet officier.¹⁷ Hallier était par ailleurs très étonné du nombre de mariages mixtes, notamment dans la bonne société de Budapest.

Même dans leurs observations techniques sur l'armée hongroise, Albord et Hallier relevaient en premier lieu l'ampleur de leur soumission à l'Allemagne.

¹² SHD, DITEEX, 1 K 408, fonds privé du général Tony Albord, Rapport au ministre de la Défense nationale et de la Guerre, 18 avril 1940. 1.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ S.H.D. DITEEX, 1 KT 255, général André HALLIER: *op. cit.* XIV/3.

¹⁵ *Ibid.* XIV/4.

¹⁶ Pour 2 millions dans l'ensemble du pays sur un total de 14 millions.

¹⁷ S.H.D. DITEEX, 1 KT 255, général André HALLIER: *op. cit.* XII/7.

Ainsi, Albord évoquait en octobre 1939: „[...] les membres du haut commandement hongrois actuel, oubliant les déboires et les mortifications subis par leurs prédécesseurs au cours de la guerre de 1914-1918 au contact du Grand État-Major allemand, songent – et surtout depuis la campagne de Pologne qui les a remplis d'admiration – à une collaboration avec l'Allemagne”.¹⁸ Hallier était dans le même état d'esprit tout en faisant des remarques plus fines sur les différentes composantes de l'armée magyare distinguant en 1942-1943, la *Honved*, progressivement nazifiée par l'entrée des Souabes et la „*K und K*”, marquée par l'héritage impérial résistant à toute emprise idéologique. Hallier insistait particulièrement sur la poussée des immigrés allemands dans l'appareil d'Etat hongrois.

Les historiens savent qu'une véritable analyse critique doit s'intéresser à ce qu'un document dit, mais aussi à ce qu'il omet. De ce point de vue, les observations de ces deux officiers de renseignement tant dans leurs rapports officiels que dans leurs documents personnels où par définition, l'écriture est plus libre, surtout lorsqu'ils sont, comme c'est le cas ici, postérieure aux événements relatés, sont marquées par des silences assourdissants. Le point le plus net est l'absence de remarques sur la situation des juifs hongrois: Albord ne dit pas un mot sur la législation antisémite datant de 1938 et 1939. Hallier ne dit rien non plus sur les développements qu'elle connut en 1941. De même il cite les propos d'Horthy tenus au nouvel ambassadeur de France, Jules Brévié, en 1943 lors de la remise de ses lettres de créance et reprend la thèse du régent sur le libéralisme de la Hongrie avec les Juifs.¹⁹ Sur un autre plan, Albord n'a rien dit sur la poussée des Croix Fléchées en juin 1939 et pas un commentaire n'a été fait par lui sur le rapprochement assez net engagé avec l'Allemagne avant 1940. Il est toujours resté sur la perspective d'une germanophilie tactique s'expliquant par des raisons psychologiques, sans jamais évoquer la formalisation du rapprochement entre les deux pays. Hallier fut de même très silencieux sur l'engagement assez fort de la Hongrie, notamment sur le plan militaire, aux côtés de l'Allemagne à partir de 1942. A l'inverse, il n'a pas évoqué les contacts du président du conseil Kallay avec les Alliés alors que ceux-ci étaient notoires. Dans la phase crépusculaire de la régence, Hallier omet de signaler l'action de Horthy en juillet 1944 pour interrompre la déportation des juifs.

Les quelques extraits cités ici ont témoigné d'une vision globalement très dépréciée de la Hongrie, recouvrant, avec des nuances, un mépris net d'Albord et un peu plus d'empathie de la part d'Hallier, les deux officiers se rejoignant

¹⁸ SHD, DITEEX, 1 K 408, fonds privé du général Tony Albord, Rapport au ministre de la Défense nationale et de la Guerre, 30 octobre 1939. 2.

¹⁹ Tout juste donne-t-il quelques informations sur la déportation des juifs hongrois en 1944 cf. sur ce point notre étude: *The French Military Secret Services and the Holocaust, 1940-1945: Omission, Blindness or Failure?*, IN: David BANKIER (ed.): *Secret Intelligence and the Holocaust*, Enigma books-Yad Vashem, Jerusalem-New York, 2006. 171-186.

toutefois dans leur vision globale de „l'âme" hongroise. Le phénomène du jeu de miroirs était malgré cela bien réel: ce que traduisent les écrits de ces deux officiers pour l'historien est moins une réalité hongroise que, par une mise en abyme, la traduction de l'affaiblissement bien réel de la France. On peut ajouter à ce premier constat deux autres observations touchant à l'exercice de fonctions de renseignement. Du point de vue du métier d'attaché militaire, aucun des deux officiers n'a reçu de directive particulière: il n'y a pas eu avant leur départ, ni pendant leur mission, d'orientation de la part des autorités supérieures ou hiérarchiques sur la nature du renseignement à recueillir. On remarquera également qu'Albord comme Hallier, et ce, avant même la défaite de la France, ne se sont pas limités à remplir leur rôle technique, à savoir collecter du renseignement militaire. Ils ont spontanément transmis du renseignement politique et un renseignement d'ambiance qui n'est fondamentalement pas très différent de celui transmis par les diplomates.²⁰ La teneur des renseignements collectés tient en grande partie à la capacité d'immersion de l'officier de renseignement: de ce point de vue, malgré ses œillères, Hallier a témoigné de meilleures qualités. Les biais culturels déformant le regard son bien connus des spécialistes du renseignement.²¹ En l'occurrence les deux officiers sont arrivés à Budapest avec des idées simples dont ils ont cherché la confirmation dans ce qui les entourait, plutôt que leur remise en cause. En outre un mode de pensée holiste dû à leur formation classique et militaire les a empêchés d'appréhender la complexité du pays dans lequel ils se trouvaient. Lorsque l'on prend la mesure des différents aveuglements d'Albord et Hallier, il apparaît enfin sans conteste que l'officier de renseignement ne peut trouver ce qu'il ne cherche pas,²² d'où *a contrario* l'importance de l'orientation par les autorités supérieures. Le renseignement des attachés militaires français en Hongrie lors de la guerre illustre clairement le drame de l'auto-orientation associé à des préjugés culturels particulièrement forts.

²⁰ Cf. sur ce point notre dossier d'habilitation: *Au cœur de l'État: le renseignement, le politique et la formation de l'État secret dans la France contemporaine (XIX^e-XX^e siècles)*, sous la direction de Jean-François SIRINELLI, Sciences-Po, 2007. et notamment dans le mémoire principal: *L'État secret, l'information et le renseignement en France au XIX^e siècle. Contribution à une histoire du politique (1815-1914)*, les passages consacrés aux attachés militaires dans les parties II, III et IV.

²¹ Cf. Len SCOTT and Peter JACKSON: *The Study of Intelligence in Theory and Practice*, Intelligence and National Security, vol. 19. n° 2, Summer 2004. 139-169.

²² Pour une autre illustration de cas de figure, cf. notre étude: *Ce que le renseignement ne peut pas dire. La surveillance de l'«adversaire intérieur» dans la France des années 1960*, communication au colloque *Subversion, anti-subversion, contre-subversion*, organisé par Olivier DARD et François MARCOT au Centre régional universitaire lorrain d'histoire de l'Université de Metz, 9-10 avril 2008 (Riveneuve éditions, à paraître en 2009).

István Majoros

*L'image de la Hongrie en France des années 1890 à la fin de la
Première Guerre mondiale*

O n a déjà beaucoup écrit sur Trianon en Hongrie et cette question a fait couler beaucoup d'encre dans l'historiographie hongroise. Cependant celle-ci s'avère être encore aujourd'hui politiquement épineuse. Les historiens hongrois affirment avec conviction à propos de Trianon que la Hongrie n'était alors pas bien connue en Occident et en France, que les informations étaient insuffisantes sur ce pays. Une telle lacune constituerait l'une des clefs explicatives du traité de Trianon. C'est pourquoi notre étude se propose d'examiner la période 1890-1920 pour confirmer ou réfuter cette version des choses.

Avant d'examiner si les informations sur la Hongrie sont vraiment suffisantes dans les décennies précédant la Grande Guerre, quelques précisions s'imposent. Il est assez difficile d'imaginer que l'élite politique française de l'époque ait été complètement ignorante sur cette question. Pourquoi? Parce que la Hongrie fait alors partie de la Monarchie des Habsbourg et qu'à partir du compromis de 1867 entre Autrichiens et Hongrois, elle est devenue un pays déterminant dans la Double Monarchie. L'Autriche-Hongrie est l'une des grandes puissances d'Europe, l'une des puissances de la Pentarchie, ce qui explique que non seulement Vienne mais l'autre partie de l'empire, la Hongrie historique ait aussi gagné en importance aux yeux des grandes puissances du continent.

Après le compromis, Gramont, ambassadeur de France à Vienne, décide en accord avec Andrassy, le président du conseil hongrois, d'ouvrir un consulat à Pest. Le ministre des Affaires étrangères de l'empire, Beust, ne s'y oppose pas. En 1868 ce consulat commence à fonctionner sous la direction de Pierre Castellan,¹ qui envoie régulièrement des rapports sur Pest et la Hongrie.

Mais il faut faire une différence entre la société française dans son ensemble et les hommes politiques. Celle-ci n'est pas bien informée sur la Hongrie, ni sur les autres pays d'Europe centrale et orientale. Dans la première moitié du XIX^e siècle les voyageurs hongrois en font quelquefois avec stupéfaction le constat. Bertalan Szemere – président du conseil en 1849 au temps de la guerre d'indépendance – à Paris en 1837 doit expliquer à ses hôtes que la langue hongroise n'est pas un dialecte slave ou germanique et qu'il n'est pas vrai que tous les Hongrois parlent en latin.² Mais la situation de ce point de vue n'est

¹ DIÓSZEGI, István : *La France et la Hongrie après le compromis austro-hongrois de 1867*, Specimina Nova, Pécs, 1999. 10-11.

² SZEMERE Bertalan: *Utazás külföldön*. Válogatás Szemere Bertalan nyugat-európai naplójából (Voyage à l'étranger. Choix du Journal de Bertalan Szemere sur l'Europe occidentale), Helikon, Budapest 1983. 220-222.

pas meilleure en Europe centrale. Les Tchèques ne sont connus avant la Première Guerre mondiale que des seuls universitaires et l'expression „tchécoslovaque” est souvent confondue avec les mots *yougoslave* et *hongrois*.³ Raoul Chélarad reconnaît dans son livre, *La Hongrie contemporaine*,⁴ que ce pays se trouve parmi les pays les moins connus en Europe. C'est pourquoi il lui consacre un gros livre présentant son folklore, son économie, son histoire et ses curiosités touristiques. L'image de la Hongrie dans ce livre est alors très positive.

Au tournant du siècle plusieurs auteurs s'intéressent à la Hongrie. Une collègue française,⁵ Catherine Horel, parle même d'un lobby hongrois. Mentionnons tout d'abord les noms d'Émile Doumergue, Victor Tissot, André Dubosq... qui font une comparaison entre la Hongrie et la France. Ils examinent les révolutions et le patriotisme dans les deux pays et constatent qu'il y a des ressemblances entre Hongrois et Français quant aux passions, à la vivacité ou à la volubilité. „*Nous détestons les Allemands, les Hongrois détestent les Allemands donc les Hongrois et nous sommes semblables*” – trouve-t-on écrit sur les deux peuples.⁶ Selon Doumergue les Hongrois ressemblent aux Français du sud de la France.⁷ Et un autre auteur voit dans les Hongrois les Français de l'Europe centrale.⁸ Il ne faut pas oublier non plus qu'en 1895 est créé à Budapest le Collège Eötvös sur le modèle de l'École normale supérieure. Ce collège a institutionnalisé la francophilie dans la capitale hongroise. Catherine Horel constate qu'avant la Première Guerre mondiale ce groupe ou lobby hongrois peut un peu contrebalancer le lobby slavophile représenté par Louis Léger, Ernest Denis, Louis Eisenmann,⁹ mais ce groupe magyarophile n'a pas d'influence dans la vie politique.

Au tournant du siècle on trouve également des informations relatives à la Monarchie Austro-Hongroise et à la Hongrie dans les documents diplomatiques français. L'éventualité d'un démembrement de l'empire y est plusieurs fois envisagée, en raison de l'âge de François-Joseph et de sa mort probable. Le lieutenant-colonel Moulin, attaché militaire français à Saint-Pétersbourg dans sa lettre à Freycinet, ministre de la guerre, examine tout

³ MARÈS, Antoine: *Paris-Prague, des relations culturelles inégales, 1918-1938*. IN: *Regards croisés et coopération en Europe au XX^e siècle*, sous la direction d'Elisabeth du RÉAU, Presses de la Sorbonne Nouvelle, Paris 1996. 18-21.

⁴ CHÉLARAD, Raoul: *La Hongrie contemporaine*, Joseph Kugelmann, imprimeur-éditeur, Paris 1891. 5.

⁵ HOREL, Catherine: *De l'exotisme à la modernité: un siècle de voyage français en Hongrie*, Budapest 2004.

⁶ HOREL: 141.

⁷ „*Les Hongrois ont beaucoup de ressemblances avec les Français, surtout avec les Français du Midi. Ils en ont la vivacité, l'ardeur, l'imagination, l'exubérance, l'éloquence, même la façon de parler; il parle facilement, et avec passion*” DOUMERGUE, Emile. *La Hongrie calviniste*, Société d'édition de Toulouse, Toulouse, 1912. cité par HOREL: 143.

⁸ HOREL: 143.

⁹ Ce groupe slavophile a servi bien les intérêts des Slaves à la fin de la Première Guerre mondiale.

d'abord les rapports franco-russes après l'incident de Fashoda, et pose la question du sort de la Double Monarchie. Il juge que la mort de François Joseph mettrait la France en danger, mais sans préciser la nature de cette menace.¹⁰ En mars, le lieutenant-colonel Moulin pose de nouveau la question de la Monarchie dans une lettre à Freycinet car les cercles militaires en Russie sont très intéressés par cette question.¹¹ Le commandement militaire en Russie s'attend à l'annexion des provinces allemandes de l'Autriche par l'Allemagne après la mort de François Joseph. On fait donc le calcul que la Hongrie se constituera en royaume indépendant, et que le sort de la Bohême sera identique. La diplomatie française pronostique que la Russie recevra la Bukovine et la Galicie, et que la Transylvanie sera concédée à la Roumanie. Une nouvelle triplice composée de l'Allemagne, de la Hongrie et de l'Italie apparaîtra. Le lieutenant-colonel se préoccupe de cette question dans un document de mars 1900 estimant que l'Allemagne pourrait être intéressée par la création d'une Hongrie et s'allier avec elle contre la Russie.¹² Ces calculs, ces estimations devinrent totalement caducs, puisque François-Joseph déjoua les plans de ceux qui s'attendaient à sa mort probable en n'allant rejoindre ses ancêtres dans la crypte des Capucins qu'en 1916.

La question du démembrement de la Double Monarchie est aussi posée dans les revues politiques. W. Beaumont publie une longue étude sur la Monarchie Austro-Hongroise dans les *Questions diplomatiques et coloniales*.¹³ Il constate que l'hétérogénéité de la Monarchie n'est pas une chose unique en Europe et que cet empire en Europe centrale est un facteur déterminant pour l'équilibre entre grandes puissances mais aussi pour la France. La lutte entre les minorités nationales de l'empire est très exagérée et il pense qu'une solution fédérale peut résoudre le problème. Pour conclure, l'auteur constate que la Double Monarchie est viable mais aussi facteur majeur de paix sur le continent européen puisqu'elle constitue un empire tampon entre mondes slave et germanique.

En 1907 René Henry présente Budapest, sa vie parlementaire et la situation des minorités nationales.¹⁴ Jenő Rákosi, membre de la chambre haute du parlement hongrois et directeur du Budapesti Hírlap lui accorde un entretien dans lequel il affirme qu'il n'y a pas une magyarisation forcée, mais que c'est la culture hongroise qui assimile en Hongrie les minorités. Il reconnaît que la loi prescrit l'utilisation de la langue hongroise dans les écoles, mais parmi les quatre mille instituteurs, il y en a deux mille qui ne parlent pas Hongrois. C'est donc la magyarisation- dit Rákosi.

¹⁰ Saint-Pétersbourg, le 25 janvier 1899. *Documents diplomatiques français* (1871-1914) 1^{er} série (1871-1900), (DDF), tome XV. Imprimerie nationale, Paris 1959. document 48.

¹¹ Le 18 mars 1899. DDF 1^{er} série (1871-1900), tome XV. Paris 1959. document 115.

¹² DDF 1^{er} série (1871-1900), tome XVI. Appendice.

¹³ Juillet-décembre 1900. *Le problème austro-hongrois et sa portée européenne*, 86-93.

¹⁴ HENRY, René: *La situation politique en Hongrie: notes prise à Budapest*, Questions diplomatiques et coloniales. Revue de politique extérieure, le 1^{er} mars 1907. 257-269.

Dans la *Revue politique et parlementaire* A.-E. Horn écrit souvent sur la Hongrie, présentant la vie politique du pays.¹⁵ On peut donc constater qu'à partir des années 1890 les informations sur la Hongrie augmentent en France.

Dans la période entre 1887 et 1918 c'est avec succès que la diplomatie française se sert de l'arme financière dans un but politique. Cette arme est très efficace dans la formation de l'alliance franco-russe au début des années 1890, ou dans les rapports franco-italiens et dans la création de l'entente franco-britannique. Il semble que cette arme ait été inaugurée au moment des emprunts hongrois et autrichiens sur le marché financier de Paris entre 1907 et 1911.

La France est très intéressée financièrement par l'Autriche-Hongrie à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle, surtout par les fonds d'État et les chemins de fer.¹⁶ Le marché parisien accepte plusieurs emprunts hongrois sans aucun problème, mais Paris ne veut pas lutter contre les influences des banques allemandes dans ce pays. La diplomatie française refuse de se servir de l'arme financière pour diminuer l'importance de l'alliance entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Au demeurant, le marché financier le plus important de la Monarchie reste l'Allemagne.¹⁷ Malgré cela les hommes politiques hongrois essayent de trouver des emprunts à Paris, même si ces emprunts affaiblissent l'alliance avec Berlin. Ferenc Kossuth¹⁸ tente de trouver des crédits à Paris pour rendre l'industrie hongroise indépendante de l'Autriche.¹⁹ „*Depuis la visite de Caillaux à Pest, Fontenay*²⁰ *a parlé avec Kossuth d'un rapprochement politico-économique entre la France et la Hongrie. Kossuth aurait promis en contrepartie d'user de son influence*²¹ *«pour neutraliser l'Autriche-Hongrie dans la Triplice»...Clemenceau trouve quand même l'affaire trop chère. Il aurait déclaré en apprenant ces négociations: «Fontenay est un imbécile, il faut le rappeler aussitôt que possible».*” - écrit Brockdorff-Rantzau, conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Vienne, sur les efforts de Kossuth.²² Finalement la Hongrie ne reçoit pas de crédit de Paris, parce que la Russie proteste contre l'admission à la côte des emprunts hongrois. La diplomatie russe estime que cet emprunt serait utilisé pour préparer une guerre contre la Russie.²³ „...on parle

¹⁵ Cette revue fut publiée le 10 du chaque mois.

¹⁶ La valeur des investissements de la France en Autriche-Hongrie s'élève à deux milliards de francs.

¹⁷ POIDEVIN, Raymond: *Les Relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne 1898-1914*, Paris 1969. 55. IN: POIDEVIN, Raymond: *Finances et relations internationales 1887-1914*, Armand Colin, Paris 1970. 94-95.

¹⁸ Le fils de Kossuth Lajos, gouverneur-président de la Hongrie, le 14 avril-11 août 1849.

¹⁹ POIDEVIN: 95.

²⁰ Consul général de France.

²¹ Le leader du Parti d'indépendance.

²² Vienne, 14 septembre 1908. POIDEVIN: 96.

²³ „*L'ambassadeur de Russie est venu demander s'il était exact qu'il fût question d'émettre des emprunts autrichien et hongrois en France. Il a fait observer que, dans la situation inquiétante qui existe actuellement, donner de l'argent au gouvernement austro-hongrois et l'aider à sortir de ses difficultés financières, ce serait faire disparaître ainsi les principales*

depuis quelque temps de l'émission éventuelle d'un emprunt d'État autrichien et hongrois en France. La réalisation d'une telle opération sur notre marché serait de nature à nous créer de très sérieuses difficultés du côté de la Russie. Je me propose de vous donner à ce sujet des explications verbales détaillées, mais il m'a paru utile de vous mettre d'ores et déjà en garde contre les sollicitations dont vous pourriez être l'objet de la part des établissements financiers susceptibles de s'intéresser à l'émission d'un emprunt de la monarchie austro-hongroise." – écrit Selves,²⁴ ministre des Affaires étrangères le 3 janvier 1912 au ministre des Finances. La Hongrie figure donc souvent dans les rapports diplomatiques entre 1907 et 1912 grâce à ces tentatives d'emprunts.

La troisième partie de notre étude s'intéresse à la Première Guerre mondiale et à l'issue de cette guerre. En 1916 un petit livre sur les Balkans est publié dans lequel on trouve des remarques surprenantes sur la Hongrie.²⁵ L'auteur, un membre de la *Société d'Économie Politique de Paris*, présente les peuples yougoslaves qui regardent la France comme leur seconde patrie. C'est pourquoi il est dans l'intérêt de la France „d'exiger l'indépendance politique définitive de tous les Yougoslaves et de s'en faire à tous les points de vue de fidèles alliés”²⁶. À propos de l'attentat de Sarajevo il remarque en ce qui concerne la Hongrie : „Le dictateur Tisza, le véritable complice de Guillaume II, rêvait sans nul doute de refaire la Hongrie de Mathias Corvin avec Constantinople comme capitale. Il prévoyait la fin des Habsbourg, il visait une Magyarie toute puissante qui aurait asservi les Slaves et les Roumains de l'Adriatique à la mer Noire. Dans „sa tête en feu”, Magyars et Prussiens auraient dominé chacun une portion du monde.” Et il poursuit sur l'avenir de la Hongrie : „La Hongrie de demain redeviendra dans l'histoire aussi petite que la Serbie sera grande!”²⁷ Je pense il n'est pas nécessaire de commenter plus avant ces propos. Cet avis extrême s'explique sans doute par la Première Guerre mondiale. Mais cet extrait montre bien aussi que l'ambiance a changé en France au détriment de Hongrie. Au lendemain de la Grande Guerre on trouve beaucoup de documents sur ce pays. Bien sûr on n'en présentera ici que quelques-uns pour ne pas déborder les limites de notre étude.

À partir des années 1990 l'Institut d'Histoire de l'Académie des sciences publie des documents du Quai d'Orsay sur l'histoire du bassin des Carpates

garanties du maintien de la paix”. – peut-on lire dans la note du ministère des Affaires étrangères. Paris, 22 décembre 1911. Peu de temps après Selves, ministre des Affaires étrangères, écrit à l'ambassade de France à Saint-Petersbourg : „L'ambassadeur de Russie est venue me voir hier. Il m'a notamment entretenu des bruits qui circulaient relativement à un emprunt autrichien et il a manifesté l'impression fâcheuse que produirait le concours que donnerait la France alliée.” POIDEVIN: 101.

²⁴ POIDEVIN: 101-102.

²⁵ REY, Augustin A. : *La question des Balkans devant l'Europe. Vues historiques et diplomatiques, deuxième partie*, Jules Meynial, Paris 1916.

²⁶ REY: 7.

²⁷ Op.cit. 29-30.

entre 1918 et 1932, en quatre volumes sous la direction de Magda Ádám.²⁸ Les deux premiers volumes concernent Trianon.²⁹

„L'occupation par les Alliés du territoire austro-hongrois fournit à l'influence française une occasion excellente de s'établir et de s'enraciner définitivement dans ces pays.” – peut-on lire dans un document de novembre 1918. Et plus loin : „Notre objectif politique doit être ...chez les Magyars...faire prédominer dans la nouvelle république hongroise (magyare) l'influence française, et profiter de la préférence que les Magyars nous ont témoignée en demandant à être occupés plutôt par nous.”³⁰ Mais l'occupation de Budapest n'a pas lieu. On peut trouver une allusion à ce fait dans le télégramme³¹ de Franchet d'Espèrey en décembre 1918 dans lequel le général remarque à propos de Károlyi Mihály³² qu'il représente „l'autorité locale”, donc qu'il n'y a pas d'anarchie dans le pays, c'est pourquoi il ne faut pas pousser avec lui les choses à l'extrême. Mais „agissons à temps à son égard dans des limites strictes” – écrit-il et il ajoute : „La Hongrie est battue et avant de nous demander la paix elle a été un de nos plus acharnés adversaires, elle doit donc payer comme les autres États de la Monarchie Dualiste.” Le gouvernement communiste arrivé au pouvoir en mars 1919 est perçu par le général Lobit commandant l'Armée de Hongrie comme un gouvernement „de tendance nettement nationaliste” qui semble „posséder l'énergie nécessaire pour maintenir l'ordre tout en prenant appui sur le parti ouvrier et en cherchant alliance avec les soviets russes”.³³ Un rapport daté du 2 avril 1919 présente la déception de Károlyi et des Hongrois face à l'abandon du pays et parce que la Hongrie et Presbourg sont livrés aux nationalités et démantelés. C'est pourquoi on en veut aux Français.³⁴ Mais au début de 1920 les jugements de Paris sur la Hongrie commencent à changer. „Tout l'équilibre de l'Europe

²⁸ Le cinquième volume (sur la période entre 1927 et 1932) est cours de publication.

²⁹ *Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpates 1918-1932*. Rédacteur en chef de la série : Magda Ádám. Volume I. octobre 1918 - août 1919. Documents recueillis par Magda Ádám, György Litván, Mária Ormos. La préparation de ce volume fut établie en collaboration avec Zoltán Dercze, Katalin Litván et István Majoros sous la direction de Magda Ádám. Akadémiai Kiadó, Budapest, Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise des Sciences, 1993. (DDFHBC vol. I.). *Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpates 1918-1932*. Rédacteur en chef de la série : Magda Ádám. Volume II. Août 1919 - juin 1920. Documents réunis par Magda Ádám, György Litván, Mária Ormos. Ce volume a été réalisé avec la collaboration de Katalin Litván et István Majoros sous la direction de Magda Ádám. Akadémiai Kiadó, Budapest, Institut des Sciences Historiques de l'Académie Hongroise des Sciences, 1995. (DDFHBC vol. II.).

³⁰ DDFHBC vol. I. document 30. *Note sur la politique française en Autriche-Hongrie*.

³¹ DDFHBC vol. I. document 80. Franchet d'Espèrey, commandant en chef des Armées alliées d'Orient au général Henrys, commandant l'Armée française d'Orient, Szaloniki, le 13 décembre 1918.

³² Président du conseil en automne 1918 et président de la république au début 1919.

³³ DDFHBC vol. I. document 259. Belgrád, le 23 mars 1919. Le général de Lobit au général Pruneau, commandant la 17^e Division d'Infanterie Coloniale à Temesvár.

³⁴ DDFHBC vol. I. document 311. Le Chef d'Escadrons de Maleissye-Melun à Clemenceau, Vienne, le 2 avril 1919.

centrale repose nécessairement sur la Hongrie : la carte le montre avec évidence, et l'histoire le prouve avec éclat.” – peut-on lire dans la note de la direction des Affaires politiques et commerciales.³⁵ „*Tandis que Vienne n'échappera sans doute pas à une diminution peut-être très sensible, Budapest a plutôt, après une courte période de transition, des chances de grandir. Sa position géographique extrêmement favorable lui permettra de tirer profit de l'essor de tous les pays voisins...Le Danube et les chemins de fer assureront l'essor de son commerce. Comme centre financier, elle n'a qu'à gagner de son émancipation des influences viennoises et allemandes, de sa fonction nouvelle de distributrice du capital occidental et allié dans l'Europe danubienne et balkanique.*”- et plus loin : „*La France est la marraine de cette nouvelle Europe. Si elle veut la faire vivre, elle ne peut pas se désintéresser de la Hongrie. Contre Berlin, Vienne ou Rome, c'est à Budapest, que se défendent Prague et Belgrade et aussi Varsovie et Bucarest. Même, dans la complexité du monde d'aujourd'hui, la Hongrie est un élément essentiel de questions comme celles de l'Adriatique et de la Mer Noire, de problèmes tels que l'Asie-Mineure, le Caucase, l'Ukraine et la Russie*”. Comment expliquer ce changement dans la politique française à l'égard de la Hongrie? En 1920 Paléologue, secrétaire général du Quai d'Orsay et Millerand, président du conseil tentent une intégration danubienne avec Budapest comme centre de cette région pour empêcher le retour de l'influence allemande en Europe centrale. Ces efforts français suscitent la critique des pays voisins de la Hongrie et Benès, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie commence à organiser la Petite Entente contre la politique française. Ensuite à l'automne 1920 des changements s'opèrent au Quai d'Orsay et le nouveau secrétaire général, Philippe Berthelot renonce à soutenir la Hongrie accepte et appuie la Petite Entente.

Ainsi, l'image de la Hongrie a beaucoup varié depuis la période qui précède la Première Guerre mondiale, pendant la guerre et jusqu'aux années 1920. On peut donc affirmer qu'avant la Grande Guerre les informations sur la Hongrie ont été suffisamment abondantes et que lors des décisions de Trianon les questions stratégiques ont bien été déterminantes et non le manque d'informations. Après Trianon la Hongrie n'a pas été bénéficiaire du système de Versailles ce qui a par la suite influencé l'image que la France de l'entre-deux-guerres se faisait d'elle, mais c'est déjà est une autre histoire.

³⁵ DDFHBC vol. II. document 150. Paris, le 5 janvier 1920.

Jean-Pierre Moisset

*Catholique et juive, fascinante et inquiétante:
Tünde Szentes en Hongrie et en France, 1949-2005*

Tünde Szentes est une hongroise longtemps installée en France qui fonda, en 1982, une communauté religieuse originale voulant marier le catholicisme et le judaïsme. Bien des itinéraires hungaro-français sont plus célèbres que le sien, et on peut ajouter que beaucoup d'entre eux sont plus appropriés pour célébrer les relations entre nos deux pays en raison des valeurs émancipatrices qu'ils véhiculent. En effet, l'itinéraire de Tünde Szentes a rapidement perdu son côté étonnant pour prendre un tour de plus en plus inquiétant. Ce sont moins ses engagements que ses activités à la tête de sa communauté qui lui valurent de graves ennuis. Tünde Szentes a rencontré sur son chemin en France les organisations luttant contre les phénomènes sectaires, la justice républicaine et les autorités catholiques. Étrange personnage donc. Un personnage à cheval sur deux cultures nationales, sur deux religions, et flirtant avec les limites du droit civil comme du droit canonique.

L'itinéraire très controversé de cette Hongroise est délicat à aborder. Il se heurte en particulier au problème des sources. Faute de documents d'archives communicables, il faut se rabattre sur la documentation imprimée ou sur des sources orales. N'ayant pu interroger des témoins de cette histoire qui s'est déroulée dans l'est de la France,¹ loin de mon domicile, j'ai dû me résoudre à n'utiliser que des sources imprimées ou électroniques, largement diffusées et aisément consultables. Ces sources, en langue française, sont de deux types. Le premier est constitué par les entretiens que Tünde Szentes a accordés. Il s'agit du livre où elle raconte son itinéraire,² et accessoirement du chapitre d'un ouvrage collectif où elle répond à des questions du même ordre.³ Le second type de sources auquel j'ai eu recours est la presse, profane ou catholique, quotidienne ou magazine, française le plus souvent mais aussi suisse. Les articles de presse se rapportant au sujet sont identifiables grâce à Internet pour les plus récents ; pour les plus anciens, ils le sont grâce au dossier rassemblé par le Service national des relations avec le judaïsme au sein de la CEF

¹ Je pense en particulier à deux ecclésiastiques: Mgr Thierry Brac de la Perrière, l'évêque auxiliaire de Lyon qui fut chargé du dossier; le P. Grégoire Fülöp, arrivé comme séminariste à Paris en janvier 1949, ordonné prêtre en 1951, et nommé aumônier des Hongrois dans le sud-est de la France par le cardinal Gerlier après avoir accueilli et soutenu les réfugiés hongrois arrivés en France après l'écrasement du soulèvement de 1956.

² MYRIAM (Mère), *Petite Sœur Juive de l'Immaculée* (propos recueillis par Emmanuel Haymann), Lausanne, Favre, 1985, 200 p.+ photographies.

³ DELAFOSSE Christine (entretien avec Mère Myriam): *Une double vocation*, IN: Michel CREPU - Bruno TILLIETTE (dir.): *La scène catholique. Dans la bataille du sacré*, Autrement, Paris, 1992. (1^{ère} éd. 1985.), 75-85.

(Conférence des Évêques de France).⁴ Quoique incomplète, cette documentation permet d'aborder l'histoire, inédite, de Tünde Szentes en France. Quels en sont les enjeux historiques? Si l'aspect interculturel n'est pas à négliger dans un événement scientifique franco-hongrois, ce sont surtout les enjeux religieux qui retiendront ici mon attention. Parmi ceux-ci, la notion de „secte” ainsi que l'évolution de l'attitude épiscopale sur ce plan ne sont pas les moindres. Pour le montrer, je retracerai tout d'abord le parcours de Tünde Szentes de la Hongrie à la France (1949-1982), puis son entrée dans l'histoire (1982-1985), et enfin l'accusation de dérive sectaire ayant entraîné la fin de ses activités religieuses en France (1985-2005).

I. De la Hongrie à la France (1949-1982)

La première partie de l'existence de Tünde Szentes se déroule dans la Hongrie communiste, où elle naquit en 1949 au sein d'une famille distinguée de Budapest. Les frustrations et les humiliations qu'elle y subit la conduisent à concevoir le projet de s'exiler, et c'est vers la France qu'elle se tourne.

Des souvenirs de la guerre aux épreuves du communisme

Au cours de son enfance et de son adolescence, Tünde Szentes découvre en discutant avec ses amis, ses camarades de classe et certains membres de sa famille que ses parents avaient sauvé des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle apprend, en particulier, que sa mère a collaboré personnellement avec le diplomate suédois Raoul Wallenberg. Arrivé en juillet 1944 à Budapest comme premier secrétaire de la Légation de Suède, Raoul Wallenberg y avait mené une vaste action de sauvetage en délivrant à des juifs des passeports suédois simplifiés et en les abritant dans les bâtiments achetés ou loués par le royaume de Suède. Emma Szentes, la mère de Tünde Szentes, portait le voile gris de la Croix-Rouge suédoise et secondait Raoul Wallenberg dans ses actions de sauvetage, ce qui lui valut d'être arrêtée plusieurs fois par les Croix Fléchées. Cette histoire, Emma Szentes ne l'a pas transmise à ses enfants. Hantée par le souvenir des drames qu'elle avait vus et qu'elle n'avait pas pu empêcher, elle en parlait peu. La jeune Tünde en prend donc connaissance par morceaux, petit à petit.

En revanche, elle ne met pas longtemps à comprendre le caractère antireligieux du régime⁵ qui avait emprisonné le cardinal Mindszenty à la fin de

⁴ CNAEF (Centre National des Archives de l'Église de France), CEF, Service national des relations avec le judaïsme, 120 CO 96 (dossier de presse). Le dossier n'a pas pu être intégralement consulté car les articles annotés ne sont pas communicables aux chercheurs.

⁵ Nicolas BARDOS-FELTORONYI: *Églises et État au centre de l'Europe. Réflexions géopolitiques*, L'Harmattan, Paris, 2000. 94-96. 157-158. Victor KARADY: *Ethnicité et religion dans l'histoire sociale contemporaine de la Hongrie*, IN: Thomas SZENDE (dir.): *La Hongrie au XX^e siècle: regards sur une civilisation*, L'Harmattan, Paris, 2000. 62-63. Jean-Marie MAYEUR

l'année 1948, quelques mois avant sa naissance. Tünde Szentes est elle-même élevée dans la religion catholique. Ses parents, Emma et Gezá Szentes, sont peu pratiquants mais leur fille n'en développe pas moins une foi personnelle très intense. Aussi vit-elle très mal les méthodes employées à l'école par les serviteurs les plus zélés du régime communiste pour dissuader les enfants de croire en Dieu. À l'endoctrinement qui blesse sa jeune foi catholique s'ajoutent les brimades qui s'abattent sur elle car son tempérament fougueux la pousse à exprimer publiquement la foi qui l'habite. Punitons, privations, moqueries visent à la contraindre au silence, à l'isoler. Dans cet environnement hostile, des enfants s'en prennent à elle. À l'école primaire, certains l'affublent du surnom méprisant de *Bibliás lány*, c'est-à-dire „petite fille de la Bible”.⁶ Les discriminations et les vexations antireligieuses l'indignent, mais le caractère entier de Tünde et sa ferveur la préservent de la pression ambiante. Cette petite fille qui passe déjà des heures en oraison rêve de devenir religieuse, quoique les congrégations religieuses féminines aient été dissoutes en Hongrie.

L'appel de l'étranger

Après l'échec de l'insurrection de 1956, sa famille, comme tant d'autres, subit la répression qui s'abat sur le pays. La colère de la jeune fille contre le régime communiste n'en est que plus grande. Elle songe de plus en plus à partir à l'étranger afin d'y poursuivre ses études musicales. Tünde Szentes, en effet, est une brillante musicienne admise au Conservatoire national en dépit du handicap que constituait le manque de docilité familial à l'égard du régime. Adolescente, elle donne des concerts et joue pour la radio à Budapest mais rêve du Conservatoire de Paris. Elle connaît déjà un peu le français qu'elle apprend au lycée, même si sa première langue est le russe, ce qui était alors recommandé. Mais le choix de la France comme pays d'accueil n'est pas dû seulement à cette considération linguistique. Tünde Szentes précise elle-même pourquoi ce pays l'attirait: *Je voulais gagner la France, le pays de la liberté, le pays des Lumières*.⁷

On remarquera cette représentation de la France, au demeurant assez classique. Elle provient d'une catholique fervente, alors que Lumières françaises visèrent le catholicisme et que les libertés modernes furent conquises de haute lutte au XIX^e siècle contre une Église qui n'avait pas renoncé à sa domination sur l'État et sur la société. Mais c'est la jeune victime d'une dictature, brimée dans son sentiment religieux, qui s'exprime ici.

À dix-neuf ans, après plusieurs tentatives infructueuses, elle obtient enfin une bourse d'étude de neuf mois dans le cadre des échanges culturels franco-hongrois. Nous sommes au mois de mai 1968. Les médias hongrois expliquent

et al. (dir.): *Histoire du christianisme*, t. 13. *Crises et renouveaux (de 1958 à nos jours)*, Desclée, Paris, 2000. 390-395.

⁶ MYRIAM (Mère): *Petite Sœur Juive...*, 63.

⁷ *Idem*, 75.

alors que les Français se soulèvent contre le général de Gaulle et qu'ils s'apprêtent à basculer dans le camp socialiste. À Budapest, Tünde Szentes passe des heures à l'église où elle prie pour la France qu'elle aime tant: *Seigneur, protège-les, ils sont complètement fous, ils ne savent pas ce qu'ils font; Seigneur, protège la France.*⁸

Le choc des cultures

Lorsqu'elle arrive à Paris en septembre 1968, Tünde Szentes est hébergée dans un foyer de religieuses. Trois ans après le concile Vatican II et quelques mois après les événements de Mai, l'heure est au changement dans l'Église catholique en France. La jeune hongroise est désorientée par ce qu'elle constate. Les tenues vestimentaires des sœurs françaises et du prêtre qui vient les voir la choquent. Alors que tous peuvent afficher leur consécration à Dieu, les unes ont modernisé leur habit et l'autre ne peut être identifié comme ecclésiastique que par une petite croix qu'il porte sur sa tenue civile. En outre, le manque d'intérêt des pensionnaires pour les débats religieux la déçoit. Les débats eux-mêmes sont frustrants pour Tünde Szentes. Le prêtre parle de psychanalyse et de priorité au développement du Tiers Monde, et il banalise le concubinage. Pour une jeune catholique ardente venant d'une Église du silence où des prêtres sont persécutés, tout cela est bien fade. En fait, c'est tout le visage du catholicisme français qui la dépote. Elle s'en explique ainsi: *Le dimanche matin, à la messe, je ne reconnaissais plus les offices que j'avais aimés en Hongrie. Je voyais des fidèles debout, discutant entre eux, ne priant pas. J'étais à genoux et autour de moi, même pendant l'action de grâce, les gens bavardaient, regardaient leur montre. L'intérieur même de l'église avait changé. En Hongrie, il y avait des bougies, des fleurs partout, sur l'autel des nappes impeccablement blanches lavées bénévolement par les femmes, des statues toujours repeintes avec amour. Ici, tout avait disparu. Même les statues. [...]*

On me refusait même l'absolution sous prétexte que je n'avais pas commis de fautes assez graves. C'était une chose impensable en Hongrie. [...]

Je ne retrouvais plus cette ferveur que j'avais rencontrée naguère chez les croyants. Tout était terriblement tiède. Les sermons n'invoquaient pas Dieu mais nous parlaient de la justice du monde, de la guerre du Viêt-nam qui faisait alors rage. Et toujours de l'argent, des quêtes incessantes et indécentes. Et ce bruit, ce bruit qui montrait l'indifférence des fidèles. On ne pouvait rester après la messe pour se recueillir, les gens s'interpellaient d'une porte à l'autre, c'était une caricature de la religion que j'avais aimée. [...] L'inconséquence des croyants m'a horrifiée.⁹

⁸ Idem, 76-77.

⁹ Idem, 80-81.

Tünde Szentes avait souffert pour sa foi au cours de sa jeunesse hongroise. Elle se souvenait des prêtres de son pays qui, au moment de la communion, disaient à des enfants que le Christ avait donné son sang pour le salut des hommes et qu'eux aussi devaient se tenir prêts à donner leur sang pour Lui et pour leurs frères. Avec de tels souvenirs, la découverte du catholicisme français est une désillusion. Au Conservatoire, le choc des cultures est vif également. La course au bien-être matériel et le mépris de la France par certains étudiants la choquent. Elle qui se faisait une haute idée du „*pays de la liberté*” est médusée par ce qu'elle entend. Le propos d'un étudiant la sidère: „*La France, je m'en fous! Le drapeau français, je lui crache dessus!*”.¹⁰ Il faut dire que le milieu étudiantin est alors en pleine effervescence post soixante-huitarde.

Malgré ces déceptions, la jeune hongroise entend demeurer en France. La prolongation de son visa lui étant refusée, elle demande l'asile politique et l'obtient. Elle reste ainsi dans son pays d'élection où elle se tourne de plus en plus vers la prière et la méditation de la Bible. Elle intervient auprès de groupes chrétiens pour parler de la Hongrie, ou pour donner des récitals de piano, et participe à des pèlerinages ainsi qu'à des retraites afin de mieux connaître l'état de vie auquel elle aspire, celui de religieuse.

La rencontre décisive

La rencontre de la mystique Marthe Robin compte beaucoup pour Tünde Szentes, mais sa rencontre la plus décisive est celle du P. Marie-Dominique Philippe. Elle fait la connaissance de ce dominicain français à l'occasion d'une retraite sur l'eucharistie, à Poissy. Aussitôt, elle voit en lui un véritable homme de foi, fervent, habité par Dieu. Aussi décide-t-elle en 1973 de se rendre en Suisse pour y suivre ses cours de philosophie, à l'université catholique de Fribourg. Elle y demeure sept ans, poursuivant de longues études et travaillant comme secrétaire de rédaction du P. Marie-Dominique Philippe.

Dès son arrivée en Suisse, elle lit la vie du P. Maximilien Kolbe, ce qui la bouleverse. Ce franciscain polonais avait pris volontairement la place d'un père de famille dans le bunker de la faim à Auschwitz. Tünde Szentes est envoûtée par ce qu'elle découvre: „*j'ai lu sa mort à genoux, en pleurant*”, écrit-elle.¹¹ Célèbre pour avoir ainsi donné sa vie, le P. Kolbe était animé par une immense dévotion mariale. Ayant consacré son existence au service de Marie, il avait fondé en ce sens la Milice de l'Immaculée, un mouvement d'évangélisation qui avait connu un rayonnement considérable dans les années 1930. Aussi la jeune hongroise rejoint-elle dès 1973 le groupe local de la Milice de l'Immaculée, alors moribond. Elle remplace son nom, aux relents militaires, par „*Mission de l'Immaculée*”, et lui redonne vie en recrutant une dizaine de jeunes gens. Devenue une laïque consacrée, elle projette maintenant de fonder une section

¹⁰ Idem, 81.

¹¹ Idem, 102.

religieuse de la Mission de l'Immaculée, comme le voulait le P. Kolbe. Elle en rédige le programme de vie et le soumet en 1979 au supérieur général des Franciscains, qui l'approuve. Il reste à s'installer quelque part.

II. L'entrée dans l'histoire (1982-1985)

Déçue par certains aspects de la société française, l'exilée hongroise découvre tout de même sa voie auprès du P. Marie-Dominique Philippe. C'est dans son sillage qu'elle entre dans l'histoire, en fondant une communauté religieuse dont il est le père spirituel.

Une communauté de laïques à l'essai

Le choix de Tünde Szentes se porte sur un village bourguignon situé dans le diocèse d'Autun, à Rimont précisément. Il va de pair avec l'établissement au même endroit de la Communauté Saint-Jean, récemment fondée par le P. Philippe. L'évêque d'Autun, Mgr Le Bourgeois, met à la disposition de la Communauté Saint-Jean et des Missionnaires de l'Immaculée un petit séminaire fermé depuis 1978.¹²

L'installation à Rimont, en 1982, est le véritable point de départ de l'histoire des Petites Sœurs de l'Immaculée Mère de l'Église, Médiatrice de toutes grâces – c'est leur nom. Les jeunes femmes revêtent un habit aux couleurs mariales, le bleu ciel et le blanc. Leur supérieure, Tünde Szentes, porte le nom de Mère Marie-Catherine. Elles vivent dans l'austérité et consacrent un long temps quotidien au silence absolu et à l'oraison: deux heures et demie. L'évêque leur accorde un agrément provisoire, *ad experimentum*. Il ne s'agit donc pas d'un nouvel ordre religieux, mais d'une nouvelle communauté de laïques à l'essai dans le diocèse d'Autun; d'ailleurs, elle n'apparaît pas dans l'annuaire diocésain.¹³ En attendant une hypothétique reconnaissance canonique, la communauté à l'essai voit le nombre de ses membres augmenter pour atteindre une dizaine au bout d'un an.

La découverte du judaïsme

L'année même de l'installation à Rimont, la jeune supérieure âgée de trente-trois ans fait un pèlerinage en Israël, sous la direction du P. Philippe. Elle y

¹² Diocèse d'Autun, Chalon et Mâcon, *Annuaire 1983*, Typoffset Impressions, Autun, 1983. 92. *À la rencontre de la Communauté Saint-Jean*, Église d'Autun, Chalon & Mâcon, n° 3. 5 novembre 1982. 63-66. *Dix-huit ans de vie diocésaine*, Église d'Autun, Chalon & Mâcon, n° 8. 20 avril 1984. 216. *La Congrégation Saint-Jean d'Octobre 1975 au décret d'Érection*, Église d'Autun, Chalon & Mâcon, n°18. 26 septembre 1986. 474-477. Sur la Communauté Saint-Jean: Madeleine ROUVILLOIS: *Diffusion d'un ordre religieux nouveau*, IN: Jean-René BERTRAND - Colette MULLER (dir.): *Religions et territoires*, L'Harmattan, Paris, 1999. 225-242.

¹³ Diocèse d'Autun, Chalon et Mâcon, *Annuaire 1983*, Typoffset Impressions, Autun, 1983. Et annuaires suivants.

ressent une vive émotion et un profond amour pour le peuple juif, si lié à la naissance du christianisme et que sa mère avait contribué à épargner au moment de la Shoah. Elle n'a plus qu'une idée: revenir. De retour en Europe, elle rencontre sa mère de passage en Suisse et s'ouvre à elle de l'intensité de son expérience en Israël. Bouleversée, celle-ci lui révèle alors un secret bien gardé: jeune mère de famille juive à Budapest, elle s'est convertie au catholicisme en 1938 afin que ses enfants échappent à l'antisémitisme qui sévissait déjà en Hongrie. Depuis, vivant dans la hantise de nouvelles persécutions, elle s'est tue. Tünde Szentes découvre ainsi qu'elle est juive elle-même. Elle en éprouve une immense joie. „*En une seconde, une foule d'événements de mon enfance me sont revenus à la mémoire et ont été éclairés d'un jour nouveau*”, écrit-elle.¹⁴ Elle se souvient notamment que sa grand-mère ne mangeait pas la même chose qu'elle et parlait un drôle d'allemand, et comprend maintenant pourquoi. Sa vie bascule. Pour toujours, elle veut rester solidaire de son peuple.

Peu après son retour à Rimont, elle se plonge avec délice dans la religion juive „*que Jésus et Marie pratiquaient*”.¹⁵ Éblouie par sa découverte, la jeune femme décide de vivre pleinement le judaïsme, tout en demeurant catholique. Elle commence par changer son nom de religion et choisit „*Myriam*”, un nom aux racines hébraïques que portait la sœur de Moïse. L'évêque d'Autun, Mgr Le Bourgeois, y consent. La communauté elle-même change de nom. Ses membres sont désormais les Petites Sœurs d'Israël, Filles de l'Immaculée Médiatrice de toute grâce. Des éléments de la religion juive entrent dans la communauté et se juxtaposent aux référents catholiques. Le rouleau de la Torah et le chandelier à sept branches sont posés sur l'autel. Les incantations quotidiennes font place à des prières juives comme le *Shema Israël* (Écoute Israël). Dès le mois d'août 1983, la règle est révisée de manière à intégrer l'observance des lois alimentaires juives. Et le vendredi soir, Mère Myriam allume les lumières du Chabbath, quitte son habit bleu ciel et blanc pour revêtir une robe de fête, puis se rend à la synagogue de Chalon^s/Saône. Mère Myriam va jusqu'à porter une étoile de David sur son habit religieux, avec la croix, voulant signifier ainsi que les juifs ont été crucifiés eux aussi.

Ce tournant vers le judaïsme pose un problème de fond: comment concilier les deux religions? L'intéressée affirme qu'il n'y a pas de contradiction, que Jésus a vécu en juif, et que juifs et chrétiens attendent toujours le Messie. On peut objecter que les attentes des juifs et des chrétiens sont différentes, mais laissons de côté ce débat théologique pour constater le défi que représente la réception d'un tel discours. Du côté chrétien, Jésus a été déjudaisé dès les origines de l'Église; du côté juif, Jésus a été dévalorisé en raison des violences subies en son nom. Cela étant, les choses ont évolué depuis le concile Vatican

¹⁴ MYRIAM (Mère): *Petite Sœur Juive...*, 123.

¹⁵ Idem, 162.

II. Il règne même une certaine mode pour Israël et le judaïsme dans les communautés nouvelles des années 1970-1980. Par exemple, nombre de communautés charismatiques se sont dotées d'un nom se référant à l'Ancien Testament pour exprimer leur quête des origines chrétiennes et de l'Église primitive: Puits de Jacob, Lion de Juda, Arche d'Alliance, Rocher d'Israël.¹⁶

Dans ce contexte qui a profondément changé, l'accueil n'est pas négatif, sauf dans la frange passéiste du christianisme.¹⁷ Le P. Philippe ne fait pas obstacle au cheminement qui commence, et Mgr Le Bourgeois fait preuve de „bienveillance”.¹⁸ Initialement tout du moins, car l'évêque d'Autun considère que Mère Myriam va bien loin sur le chemin qu'elle découvre, notamment en refusant catégoriquement de travailler à l'évangélisation des juifs. En outre, le recrutement de jeunes femmes désorientées le laisse perplexe. Du coup, les relations se tendent.¹⁹ On remarquera que lorsqu'un état de la vie religieuse locale est présenté dans le bulletin diocésain, en 1984, rien n'est dit sur la communauté de laïques établie par Mère Myriam.²⁰ Quant aux sœurs de la communauté, elles suivent Mère Myriam comme un seul homme. Enfin, du côté la communauté juive on apprécie que Mère Myriam ne fasse pas de prosélytisme et on se réjouit de voir en elle une nouvelle alliée dans le combat contre l'antisémitisme.

La notoriété

La supérieure des Petites Sœurs d'Israël se fait rapidement connaître bien au-delà de la Bourgogne. Ce qui retient l'attention n'est pas le fait qu'elle ait fondé en 1982 une communauté catholique, mais son judaïsme découvert et revendiqué à partir de l'année suivante. À l'heure où les passerelles entre les religions sont encouragées, la rencontre entre le catholicisme et le judaïsme que réalise Mère Myriam dans son couvent intrigue et séduit.

En quelques mois, la jeune femme d'origine hongroise sort de l'anonymat. La presse relate son parcours. Pas seulement la presse religieuse comme *Tribune juive*,²¹ mais aussi la grande presse comme *Le Nouvel Observateur* et *France-Soir Magazine*. À l'étranger, des journaux s'intéressent à elle. On parle d'elle en Israël bien entendu, mais aussi en Suisse, en Italie, en Angleterre. Elle donne des conférences aux États-Unis dès la fin de l'année 1983, à New-York,

¹⁶ Olivier LANDRON: *Les communautés nouvelles. Nouveaux visages du catholicisme français*, Le Cerf, 2004. 15-24.

¹⁷ Yves DAOUDAL: *Juives et catholiques. I. L'apostasie de Mère Myriam*, Itinéraires, n° 301. 1986. 69-82.

¹⁸ MYRIAM (Mère): *Petite Sœur Juive...*, 175.

¹⁹ Gérard MILHES: *Mère Myriam et ses petites sœurs au tribunal de l'Église*, Lyon Libération, mercredi 21 octobre 1987. 6-7. Les faits rapportés sont antérieurs.

²⁰ *La vie religieuse en Saône-et-Loire*, Église d'Autun, Chalon et Mâcon, n° 14. 13 juillet 1984. 386-399.

²¹ Emmanuel HAYMANN: *La passion juive de Mère Myriam*, Tribune juive, n° 781. 15-21 juillet 1983. 4-11. Nombreuses photographies.

à Los Angeles, entre autres. Les éditions Pierre-Marcel Favre, établies à Lausanne, réalisent avec elle un livre d'entretiens qui paraît au mois de mars 1985. Au mois de décembre de la même année, ce sont les éditions Autrement qui donnent à la jeune femme l'occasion de faire connaître son itinéraire dans un volume sous forme de kaléidoscope du catholicisme français. Le personnage séduit par ses idées, par son „rayonnement”, par sa personnalité „charismatique”,²² mais à peine entrée dans l'histoire religieuse, Mère Myriam entre aussi dans l'histoire judiciaire.

III. L'accusation de dérive sectaire (1985-2005)

Si l'horizon des Petites Sœurs d'Israël s'obscurcit, c'est parce que le soupçon de dérive sectaire plane de plus en plus au dessus de leur communauté, dans une France où l'État commence à s'intéresser de près à la question.²³ Ce soupçon est difficile à éloigner, tant les agissements de Mère Myriam sont durablement controversés. À l'inverse, il est difficile à étayer en raison de la tentation du silence dans les rangs catholiques, et surtout en l'absence d'une définition juridique de la notion de „secte”. Sur ce point, familles, évêques, politiques, journalistes et savants étalent leurs différences. Le résultat est l'installation d'un malaise qui dure vingt ans.

Les premières difficultés

Dès 1985, certains passages du livre d'entretien donné par Mère Myriam laissent entrevoir son grand ascendant sur les sœurs. Les propos rapportés de sœur Marie-Annie, par exemple, peuvent éveiller les soupçons sur la fragilité des membres et sur l'emprise de la supérieure: *Nous avons la grâce d'avoir une mère qui allait découvrir le judaïsme et nous apprendre ainsi à mieux le connaître. Notre Petite Mère, pour nous, c'est notre maman, c'est elle qui nous a tirées d'où l'on était et nous étions toutes paumées à différents degrés.*²⁴

Étrange aussi est l'insistance de Mère Myriam à dire à deux reprises que les sœurs de la communauté ont adopté *librement* les différents points de la révision de la règle.²⁵ Curieuse est une question posée par l'interviewer à la supérieure: „*Les petites sœurs ont-elles le droit à la parole?*”²⁶ Naturellement, Mère Myriam dément toute absence de liberté, mais plus que sa réponse, attendue, c'est la question qui est intéressante: elle montre que le doute existe.

²² DELAFOSSE Christine (entretien avec Mère Myriam): *Une double vocation*, art. cité, 76.

²³ Alain VIVIEN: *Les sectes*, Odile Jacob, Paris, 2003. 178. L'auteur, élu national socialiste, avait remis un rapport sur le sujet au Premier ministre en février 1983. Il fut publié la même année par La Documentation française.

²⁴ MYRIAM (Mère): *Petite Sœur Juive...*, 8-9.

²⁵ Idem, 150-151.

²⁶ Idem, 173.

En 1985 toujours, une sœur– Diane de Talencé– a déjà quitté avec fracas la porte du couvent en accusant Mère Myriam d’user de pressions psychologiques et même physiques.²⁷ C’est une mère célibataire, riche mais en rupture familiale, qui affirme avoir été manipulée pour acheter une maison et pour avoir signé un bail de location de cinquante ans en faveur de la communauté, laquelle en fait l’un de ses locaux. La maison se trouve dans la Loire, à Saint-Jodard, localité où est installé depuis 1983 le noviciat des Frères de Saint-Jean (également dans un petit séminaire désaffecté). L’ancienne Petite Sœur d’Israël porte plainte devant les tribunaux civils et décrit la communauté comme sectaire.²⁸

En 1986, le ciel commence véritablement à s’assombrir. Mère Myriam ayant exprimé le souhait d’obtenir une reconnaissance canonique pour sa communauté, une religieuse est chargée par l’évêque d’Autun de procéder à une enquête dans le couvent. Au mois de juin de la même année, Mgr Le Bourgeois reçoit une lettre l’informant de graves dérives à l’intérieur de la communauté. Les co-auteurs de la lettre, cinq familles de membres de la communauté ainsi qu’une ancienne sœur, dénoncent: l’immédiateté de l’admission et de la prise d’habit; la rupture brutale des relations avec l’entourage; la pression psychologique exercée par la supérieure, entraînant une dépendance; les vexations, humiliations et sévices corporels; l’alimentation carencée; l’absence de couverture sociale; le cumul des responsabilités de Mère Myriam. Ces accusations recourent partiellement le rapport d’inspection commandé par l’évêque, lequel indique une „*dépendance très marquée des sœurs envers leur supérieure*”. Enfin, en décembre 1986, des brutalités contre une Petite sœur d’Israël sont constatées par une ursuline de Fribourg dans un collège où Mère Myriam et plusieurs sœurs étaient hébergées. Un rapport commandé par l’évêque de Lausanne, Genève et Fribourg est transmis à Lyon.²⁹

Saisi par les familles ayant co-rédigé la lettre à l’évêque d’Autun, le tribunal ecclésiastique de Lyon est conduit à se prononcer, non sur le statut de la communauté mais sur le bien-fondé éventuel des plaintes reçues. Au terme d’une enquête de plus d’un an, son jugement est rendu au mois de septembre 1987. S’il écarte le soupçon de violence physique, il établit l’autorité abusive exercée par Mère Myriam et conclut à l’inaptitude de celle-ci au supérieurat d’un groupe de vie consacrée. Quant à l’avenir de la communauté après ce jugement mitigé, il n’est pas entre les mains des juges de l’officialité mais

²⁷ Henri TINCQ: *La conversion de Mère Myriam*, Le Monde, dimanche 25 - lundi 26 octobre 1987.

²⁸ Gérard MILHES: *Mère Myriam et ses petites sœurs au tribunal de l’Église*, art. cité. Louis PRALUS: *Tempête sur les Petites sœurs d’Israël*, La Tribune de Saint-Étienne, mercredi 27 octobre 1987.

²⁹ Xavier TERNISSIEN: *Enquête sur des dérives sectaires au sein de l’Église catholique*, Le Monde, 27 janvier 2001. Laurent GRZYBOWSKI: *Des gourous dans les couvents*, La Vie, n° 2894. 15 février 2001. 28. Cyril DEPRAZ: *Des violences au sein d’une communauté catholique font craindre une grave dérive sectaire*, Protestinfo, Agence de presse protestante, n° 0168. 31 mai 2001.

appartient à l'autorité épiscopale. Les Petites Sœurs d'Israël paraissent alors mal partie, l'évêque d'Autun ayant déjà jugé que l'expérience n'était pas concluante.³⁰ D'ailleurs, aucun des bulletins diocésains n'a présenté cette expérience depuis qu'elle a commencé, pas même celui de la deuxième quinzaine de juin qui consacrait quatre pages aux Sœurs de Saint-Jean,³¹ juste avant que la renonciation de Mgr Le Bourgeois à ses fonctions à la tête du diocèse d'Autun ne soit acceptée par le Saint-Siège.³²

Un répit

À moitié condamnée moralement par l'officialité, lâchée par son ancien évêque, la supérieure n'abandonne pas pour autant la partie. Elle déclare qu'on la persécute parce qu'elle est „une sale juive, une immigrée et une socialiste”.³³ La contre-offensive est habile car elle joue sur des sentiments de culpabilité présents dans le catholicisme français, ainsi que sur le goût médiatique pour de tels thèmes. De fait, Mère Myriam sème le doute dans l'esprit de certains journalistes, à l'instar de celui de *Libération* qui écrit: *La minceur des arguments sur lesquels le tribunal de l'Église veut établir les fondements de sa décision risque bien d'installer le doute sur le bien-fondé de cette accusation et d'accréditer, en revanche, les accusations d'antisémitisme lancées par les sœurs.*³⁴

Afin d'obtenir les actes du procès engagé contre elle, ce que le droit canonique ne permet pas, Mère Myriam se lance dans une grève de la faim, le mercredi 30 décembre 1987. À l'intérieur d'une caravane placée devant l'archevêché de Lyon et entourée par trois Petites Sœurs d'Israël, elle suscite l'intérêt et la compassion des curieux.³⁵ Le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, cède-t-il à la pression? Ou bien ne conçoit-il de dérives sectaires qu'en dehors de l'Église catholique, à l'instar du reste de l'épiscopat, et de bien des Français?³⁶ Ou encore laisse-t-il parler sa sollicitude particulière pour le judaïsme et les juifs?³⁷ Toujours est-il qu'il

³⁰ Gérard MILHES: *Pas d'indulgences pour sœur Myriam et sa communauté*, Lyon Libération, 29 octobre 1987.

³¹ «Suivre l'Agneau». *La Communauté des Sœurs apostoliques de Saint-Jean*, Église d'Autun, Chalon & Mâcon, n° 13. 26 juin 1987. 327-330. La Communauté Saint-Jean a vu apparaître en son sein deux communautés féminines en 1983: les Sœurs de Saint-Jean, contemplatives et cloîtrées, résident à Saint-Jodard; les Sœurs apostoliques de Saint-Jean résident à Rimont, davantage tournées vers le monde.

³² Mgr Le Bourgeois est alors âgé de 76 ans. Sa renonciation est acceptée le 31 juillet 1987.

³³ Henri TINCQ: *La conversion de Mère Myriam*, art. cité.

³⁴ Gérard MILHES: *Mère Myriam et ses petites sœurs au tribunal de l'Église*, Lyon Libération, mercredi 21 octobre 1987. 7.

³⁵ Jean-Louis SAUX: *La grève de la faim de Mère Myriam à Lyon*, Le Monde, dimanche 3 - lundi 4 janvier 1988. 5.

³⁶ On observera que Gérard Milhes, journaliste à Libération, avait rédigé deux mois plus tôt un papier insistant sur l'hypothèse antisémite et négligeant l'hypothèse sectaire.

³⁷ Sur ce sentiment particulier, voir: Cardinal DECOURTRAY (entretiens avec Nicolas Domenach et Maurice Szafran): *Le testament inachevé*, Flammarion, Paris, 1994. 123-160.

assure „de sa bienveillance pastorale l'association des Petites Sœurs d'Israël et ne la considère pas comme une secte”; c'est suffisant pour que Mère Myriam cesse sa grève de la faim au bout de cinq jours, le dimanche 3 janvier 1988.³⁸ Si elle a été partiellement désavouée par l'officialité, du moins n'a-t-elle pas été sanctionnée par le cardinal Decourtray.

Les doutes subsistent chez certains journalistes comme celui de *La Gazette de Lausanne* qui voit derrière elle une femme séduisante et brillante, mais dominatrice et manipulatrice.³⁹ Cela étant, la situation de Mère Myriam s'améliore dans l'Église catholique. Le 18 février 1991, le premier jugement de l'officialité est annulé en appel. L'annulation se fonde sur l'absence de qualité des parents des victimes pour ester en justice devant une officialité étant donné qu'ils ne sont pas titulaires du droit violé.⁴⁰ Aussi, lorsque cardinal Decourtray concède à la communauté controversée le statut d'association privée de fidèles le 8 septembre 1994, la voie semble dégagée pour Mère Myriam. À la suite de cette victoire synonyme de légitimité, la communauté de Mère Myriam est rattachée spirituellement à aux frères et sœurs de Saint-Jean, en 1995: du coup, elle se donne comme nouveau nom celui de Sœurs mariales d'Israël et de Saint-Jean. Or, ni sous ce nom, ni sous l'ancienne appellation, la communauté de Mère Myriam n'est mentionnée dans la liste des cent soixante douze mouvements sectaires dressée par une commission d'enquête parlementaire dont le rapport sur le sujet paraît en 1996.⁴¹ Certes, ce rapport reposant principalement sur un travail effectué par les Renseignements généraux, et fort redevable à la militance antisecte, est très critiqué par la communauté des chercheurs en sciences sociales dès sa parution.⁴² Mais quelles que soient les controverses qui l'entourent, constatons que ce rapport ignore la communauté des Petites Sœurs d'Israël.

Du scandale à la condamnation

Le répit est de courte durée: il cesse en 1998. Cette année voit deux événements marquants se produire, l'un en France, l'autre en Hongrie. En France, devant l'absence de soutien épiscopal, des familles et des amis de religieux et de religieuses se regroupent en association afin de venir au secours

³⁸ Cité dans Louis DE COURCY: *Mère Myriam s'assagit*, La Croix, 5 janvier 1988.

³⁹ Ian HAMEL: *Mère Myriam ou le martyre médiatique*, La Gazette de Lausanne, vendredi 5 février 1988, 2.

⁴⁰ *Enquête sur les dérives sectaires au sein de l'Église catholique*, Le Monde, 29 janvier 2001.

⁴¹ Alain GEST (préfacé par): *Les sectes en France*, rapport parlementaire, Paris, Patrick Banon, 1996, 33-38.

⁴² Massimo INTROVIGNE - J. Gordon MELTON (dir.): *Pour en finir avec les sectes. Le débat sur le rapport de la commission parlementaire*, Dervy, Paris, 1996, 355. À compléter par une analyse sereine du débat et de ses acteurs: Jean-Pierre CHANTIN: *Des «sectes» dans la France contemporaine, 1905-2000. Contestations ou innovations religieuses*, Privat, Toulouse, 2004, 113-120.

des personnes victimes d'abus de pouvoir dans certaines communautés. Ainsi est formée l'AVREF (Association Vie Religieuse Et Famille). La communauté dirigée par Mère Myriam est tout particulièrement visée. En Hongrie, le scandale éclate le 13 août 1998 à Sur, une bourgade située au nord du lac Balaton. Les Petites Sœurs d'Israël y sont en charge d'un presbytère, et elles se servent de cette fonction pour recruter. Ce jour-là, des parents désireux de récupérer leur fille enrôlée de force, selon eux, en viennent aux mains avec Mère Myriam, avec le P. Philippe qui l'accompagne, ainsi qu'avec des sœurs. Les médias hongrois dénoncent les méthodes de l'association, laquelle est chassée du diocèse et de Hongrie.⁴³ L'aumônier des Hongrois dans le sud-est de la France depuis un demi-siècle, le P. Grégoire Fülöp, dénonce les méthodes de Mère Myriam. Lorsqu'elle se rend en Hongrie, explique-t-il, elle parcourt les villages et attire des jeunes filles en leur promettant une belle vie en France, avant de leur ôter le moyen de fuir. „J'ai signalé à l'autorité ecclésiastique, écrit-il encore, le cas d'une demoiselle hongroise, dont les parents n'ont plus de nouvelles depuis sept ans. Ils ne savent même pas si elle est en France”.⁴⁴

La communauté de Mère Myriam n'en poursuit pas moins ses activités. Elle continue à recruter en France, mais aussi en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie. Elle reçoit d'ailleurs le soutien d'un évêque slovaque, le 2 février 1999. Mgr Kojnok, évêque de Roznava, reconnaît la communauté de Mère Myriam comme institut de vie consacrée. Cette reconnaissance aide Mère Myriam à faire face aux accusations qui continuent de s'accumuler, tant en ce qui concerne les méthodes de recrutement (prise d'habit quasi immédiate sans possibilité de rencontre avec la famille) qu'en ce qui concerne les pratiques à l'intérieur la communauté (censure du courrier, insultes, brutalités, etc.).

Tout se précipite à partir de 2001. Au mois de janvier, Mgr Vernette reconnaît dans la lettre d'information de l'épiscopat que „les dérives sectaires peuvent exister”⁴⁵ à l'intérieur des communautés catholiques, tout en restant très prudent dans la qualification d'un groupe comme secte. Au mois de février, l'hebdomadaire chrétien *La Vie* présente à ses nombreux lecteurs le fruit de sa propre enquête sur des dérives sectaires dans l'Église catholique. Intitulé „Des gourous dans les couvents?”,⁴⁶ le dossier vise cinq communautés religieuses récentes parmi lesquelles celle de Mère Myriam. Au mois de mars, l'archevêque de Lyon, Mgr Billé, reprend le dossier des Sœurs mariales

⁴³ Xavier TERNISSIEN: *Enquête sur des dérives sectaires au sein de l'Église catholique*, Le Monde, 27 janvier 2001. Le Progrès, mercredi 6 avril 2005.

⁴⁴ Grégoire FÜLOP (abbé), Agence France Presse, 18 mars 2005.

⁴⁵ Jean VERNETTE (Mgr): *L'Église catholique et les sectes*, SNOP, n° 1086. 15 janvier 2001. 18. Vicaire général de Montauban, Mgr Vernette († 2002) est surtout connu comme le spécialiste catholique des sectes. Auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet, il exerce en 2001 la fonction de Secrétaire du service national „Pastorale, sectes et nouvelles croyances” qu'il avait lui-même fondé en 1980. Son titre de „monseigneur” correspond à la distinction honorifique de „prélat de Sa Sainteté” qu'il a reçue.

⁴⁶ *La Vie*, n° 2894. 15 février 2001. 26-34. 51-53.

d'Israël et de Saint-Jean et ordonne une nouvelle enquête canonique. De son côté, le parquet de Roanne s'intéresse aussi à la „*quarantaine de sœurs*” qui vivent autour de Mère Myriam. Son enquête préliminaire permet d'établir des faits inquiétants concernant certaines religieuses, notamment plusieurs hospitalisations psychiatriques.⁴⁷

Au sein de la hiérarchie catholique, l'heure est désormais à un examen critique des dérives touchant certaines communautés religieuses françaises. Ainsi, l'Assemblée générale des responsables des religieux et religieuses en France réunie à Lourdes (2-4 décembre 2002) met à l'ordre du jour la question suivante: „*Vie religieuse et violence. Quel témoignage? Quelle mission?*”. Les textes de deux intervenants sont publiés peu après dans le bulletin du secrétariat de la CEF.⁴⁸ Dans ce nouveau climat, Mgr Barbarin, nommé archevêque de Lyon en 2002, est amené à se prononcer. Ce prélat, qui fut étudiant du P. Marie-Dominique Philippe dans sa jeunesse, qui attache une importance capitale à ses relations avec la communauté juive,⁴⁹ charge l'un de ses collaborateurs de réaliser un examen des communautés bénéficiant dans le diocèse du statut d'association privée de fidèles. Au terme d'une enquête de près de deux ans, le primat des Gaules prend une décision vigoureuse. Le 15 mars 2005, la sanction tombe. „*En vertu de son devoir de vigilance et en vue du bien commun diocèse*”, l'archevêque de Lyon met fin par décret au statut dont bénéficiait dans son diocèse les Sœurs mariales du Fils Bien-Aimé et du Paraquet, nouvelle appellation de la communauté dirigée par Mère Myriam.⁵⁰ La mesure, qualifiée de „*rare et grave*” par l'archevêché,⁵¹ retire aux sœurs le droit de porter leur habit dans les bâtiments du diocèse et les invite à un temps de discernement dans un autre monastère. La trentaine de sœurs de Saint-Jodard et Mars est concernée.⁵² Puis, au mois de juillet, c'est la gendarmerie

⁴⁷ Xavier TERNISSIEN: *L'Église se dote d'un service pour lutter contre les dérives sectaires*, Le Monde, 16 mai 2001. 10.

⁴⁸ Jacques ARENES: *Anthropologie de la violence et vie religieuse*, Documents épiscopat, n° 9. juin 2003. 9 p. Bruno-Marie Duffé (abbé): *Pour une approche théologique des situations de violence*, Documents épiscopat, n° 13. septembre 2003. 11 p. À comparer avec la réaction de l'épiscopat à la publication en 1996 de l'ouvrage collectif intitulé *Les naufragés de l'Esprit. Des sectes dans l'Église catholique*, lequel dénonçait les dérives de plusieurs communautés catholiques issues du Renouveau charismatique: „*Veut-on accréditer le fait qu'il y aurait des sectes dans l'Église catholique? Le sous-titre semble l'indiquer et nous ne pouvons l'admettre*”. La documentation catholique, 16 juin 1996. n° 2140. 598.

⁴⁹ Gilles BERNHEIM - Philippe BARBARIN: *Le rabbin et le cardinal. Un dialogue judéo-chrétien d'aujourd'hui*, Stock, Paris, 2008. 32. 51. 52.

⁵⁰ Archevêché de Lyon, chancellerie, décret donné à Lyon le 15 mars 2005 par Philippe card. Barbarin archevêque de Lyon. La décision est très sobrement annoncée, sans commentaire, dans le bulletin diocésain: *Église à Lyon*, n° 5. 6 avril 2005.

⁵¹ Conférence des évêques de France, *Les Petites Sœurs mariales du Fils-bien-aimé et du Paraquet* [en ligne], 23 mars 2003. http://infocatho.cef.fr/fichiers_html/archives.deuxmilcinqsem.semaine12/25nx12eglise, (consulté le 9 juin 2008).

⁵² Agence France Presse, 18 mars 2005.

qui s'en mêle en pénétrant dans les deux couvents afin d'y faire des investigations.⁵³

Que conclure au terme de ce parcours singulier entre deux pays et deux religions, aux confins du permis et de l'interdit? Deux choses. En premier lieu, la notion de „secte” est fuyante. L'État, l'Église catholique et les différents acteurs du débat sont d'accord pour dénoncer le danger sectaire, mais divergent pour apposer sur les mêmes communautés l'étiquette infâmante de „secte”. Les divergences d'appréciation existent même au sein de l'Église catholique puisque les pratiques de Mère Myriam ont été acceptées par le cardinal Decourtray avant d'être désapprouvées par le cardinal Barbarin sans que, en apparence tout du moins, le comportement de l'intéressée se soit notablement modifié; et finalement, il s'est trouvé un évêque slovaque pour accueillir la communauté et lui donner une légitimité dans l'Église catholique. En second lieu, l'évolution épiscopale sur les ratés de l'institution catholique est manifeste. La concomitance chronologique de la prise de conscience du risque sectaire avec la repentance publique, ou avec la dénonciation de la pédophilie parmi des membres du clergé, est frappante. Tout s'est joué autour de l'an 2000. Il a fallu du temps, beaucoup de temps, mais la hiérarchie épiscopale française a finalement pris ses distances en quelques années avec ce qui l'empêchait de parler d'un certain nombre d'errements touchant le clergé ou le monde des religieux et des religieuses. L'excès de confiance qui faisait douter de la possibilité que de telles dérives puissent se produire dans une institution aussi régulée et hiérarchisée que l'Église catholique n'est plus de mise.

Que reste-t-il aujourd'hui de la communauté de Mère Myriam? En France, la page est tournée faute de soutien épiscopal. En revanche, la protection de Mgr Kojnoc lui permet de bénéficier du statut de congrégation religieuse de droit diocésain en Slovaquie (diocèse de Rožnava), et donc de poursuivre ses activités. C'est ainsi que la communauté de Mère Myriam vient d'ouvrir un site Internet, le 20 octobre 2008. Ce site à la tonalité défensive s'adresse à: *ceux qui veulent connaître la vérité et ne pas se contenter d'une campagne partielle de dénigrement systématique menée par un tout petit groupe agissant pendant que Mère Myriam et les Sœurs Mariales gardent le silence et se laissent diffamer sans mot dire.*⁵⁴

Le dossier, que ce soit sur Internet ou dans l'Église catholique, reste très sensible. Son examen, esquissé ici, est à poursuivre avec de nouvelles sources.

⁵³ Agence France Presse, 6 juillet 2005.

⁵⁴ <http://tunde-szentes-doc.monsite.orange.fr/>, memento (consulté le 12 novembre 2008).

Viktória Müller

*Relations franco-hongroises dans le domaine de l'économie
(1940-1944)*

Si les relations franco-hongroises étaient hostiles entre les deux guerres,¹ la situation s'est améliorée un peu au début de la Seconde Guerre mondiale quand la Hongrie s'est déclarée „non-belligérante”. Les puissances occidentales ont beaucoup apprécié et très favorablement salué le comportement de la Hongrie. Entre la France et la Hongrie, il n'y a pas eu de déclaration de guerre, ainsi les relations diplomatiques entre les deux pays ont été maintenues. La direction politique de la Hongrie, avec Pál Teleki² à sa tête, a cherché à éviter la rupture ouverte avec les puissances occidentales. La France, à partir de l'été 1940, a été représentée par le gouvernement de Vichy, ayant établi une politique de collaboration avec l'Allemagne. La Hongrie et la France étaient donc toutes les deux des pays satellites de l'Allemagne, mais au statut différent. La Hongrie n'était pas occupée (du moins pas avant le 19 mars 1944), la France, elle l'était. Néanmoins, dans chaque pays, il y avait un gouvernement „indépendant” et ils avaient choisi la collaboration.

L'économie des deux pays a été marquée par l'empreinte de l'Allemagne, et par le rôle accru de l'Etat.³ L'édifice économique du régime de Vichy a été construit sous le signe du dirigisme, du corporatisme et de la rationalisation industrielle. Le 16 août 1940, l'Etat français promulgue la loi sur l'organisation provisoire de la production industrielle qui crée les Comités d'organisation.⁴

En France, la collaboration économique découle d'abord de la dette de guerre théoriquement fixée par l'armistice de juin 1940, mais en fait définie progressivement et de façon unilatérale par les Allemands qui établissaient arbitrairement le taux du franc par rapport au mark. Cette dette, censée correspondre à l'entretien des troupes d'occupation, a été en moyenne de 400 millions de francs par jour. L'emploi du terme de „collaboration économique” signifie que la politique prédatrice de l'Allemagne s'est effectuée sous administration française comme conséquence désastreuse de l'armistice de 1940.

¹ Surtout à cause de la Petite Entente. C'est un système d'alliances signées en 1920 et 1921 par la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie pour maintenir les nouvelles frontières (celles de la Hongrie) en Europe centrale. La France a soutenu ces alliances pour prendre l'Allemagne à revers.

² Pál Teleki, premier ministre de Hongrie (1920-1921; 1939-1941)

³ Les fournitures de la France vers l'Allemagne entre juin 1940 et décembre 1941 s'élèvent à 70 milliards de francs dont plus de 40 milliards de produits manufacturés divers. Pour certaines industries, comme par exemple les industries mécaniques, automobiles et électriques, les prélèvements atteignent 70% de la production de la zone occupée où se concentre l'essentiel des usines françaises. CATALA, Michel: *Les politiques françaises vis-à-vis de l'Espagne*. Thèse Paris I. Paris, 1995. 548. et 553.

⁴ En 1941 on compte environ 80 comités, en 1944 ils seront plus de 240. L'année de leur dissolution officielle est 1946. Henry ROUSSO: *Vichy – L'événement, la mémoire, l'histoire*, 2001. 79. et 82-83.

En octobre 1940, on comptait en France un million de chômeurs, conséquence de la désorganisation complète de l'économie due à la débâcle. Rapidement après l'armistice, le gouvernement de Vichy a décidé d'autoriser les entreprises françaises à accepter des contrats avec les Allemands. Les commandes allemandes seront le principal moteur du redémarrage de l'économie française. Le nombre de chômeurs était descendu à 125.000 en 1942, et à la Libération, il était pratiquement nul. De façon générale, avec les indemnités d'occupation, l'Allemagne arrive à faire travailler l'agriculture et l'industrie française en grande partie pour son compte: en 1943, d'après les statistiques de l'Office central de la production industrielle, 100% de l'industrie aéronautique, 100% de la grosse forge, 80% des BTP,⁵ 60% de l'industrie du caoutchouc travaille pour le compte de l'Allemagne. Les chiffres sont probablement surévalués, mais ils donnent un ordre de grandeur correct. La pression allemande sur l'activité industrielle est indéniable.⁶ Pendant l'occupation, l'économie française s'est donc mise tout entière au service de l'effort de guerre allemand, même si les problèmes ne manquaient pas: pénurie quasi totale des matières premières et des approvisionnements industriels.

Jusque dans les premiers mois de 1942, ce sont essentiellement les ressources physiques de l'économie française qui intéressaient l'occupant. Les Allemands cherchaient à se procurer en France les ressources dont ils avaient le plus besoin, en particulier certaines matières premières: charbon, fer, cuivre, aluminium. Durant la „*guerre totale*”, ce sont les besoins en main-d'oeuvre qui ont conditionné l'attitude des Allemands.⁷ Il faut néanmoins ajouter que l'Etat et les industriels français ont non seulement subi la contrainte allemande, mais ont encouragé les échanges franco-allemands dans le cadre de l'intégration de l'économie française dans la „*nouvelle Europe*”.⁸

En Hongrie, c'est l'entrée en guerre du pays qui a ouvert une nouvelle étape dans l'histoire de l'économie hongroise: bien qu'à la suite du programme de Győr en 1938 le gouvernement ait déjà commencé à développer l'industrie et l'armée,⁹ la participation active à la guerre aux côtés des Allemands a remarquablement élargi ce mouvement et a largement contribué à la reconversion de l'économie civile en économie de guerre.¹⁰ L'intervention de l'Etat dans le domaine économique est devenue de plus en plus forte, surtout au

⁵ Bâtiments et travaux publics

⁶ ROUSSO (2001): 108.

⁷ ROUSSO (2001): 148-149.

⁸ CATALA (1995): 554. ROUSSO (2001): 81.

⁹ Le programme de Győr, les conséquences des arbitrages de Vienne et les commandes de guerre des partis belligérants ont déclenché une conjoncture économique en Hongrie. En 1939, en une seule année, la production industrielle a augmenté de près de 24% (fabrication de machines 53,2%, métallurgie 54,3%) *Magyarország gazdaságtörténete a honfoglalástól a 20. század közepéig*, Budapest, 1996. 439. BEREND T. Iván - RÁNKI György: *A magyar gazdaság száz éve*, Budapest, 1972. 204. 217.

¹⁰ L. NAGY Zsuzsa: *Magyarország története 1919-1945*, Debrecen, 1991. 86.

sujet des matières premières. A la suite des difficultés du ravitaillement – dues en partie aux exigences croissantes de l'Allemagne¹¹ –, les nouvelles mesures prises par le gouvernement sont restées inefficaces (blocage des produits agricoles, nouveau régime des prélèvements, production des plantes industrielles à titre obligatoire, augmentation des superficies ensemencées en plante industrielle de 5 à 7%)¹². En 1943, les prix ont triplé par rapport à ceux d'avant-guerre et la situation n'a cessé de s'aggraver sous l'ombre de l'Allemagne.¹³ Depuis l'ouverture du conflit germano-russe en juin 1941, la situation de la Hongrie s'est modifiée surtout du point de vue industriel. L'Allemagne est incapable de fournir à la Hongrie des produits chimiques et des textiles artificiels en quantités comparables à celles qu'elle lui livrait précédemment. Pour maintenir son industrie, la Hongrie prospecte de nouveaux pays qui seraient en mesure de lui fournir des matières premières contre des produits agricoles en excédent.¹⁴

Les relations entre deux pays peuvent s'épanouir dans plusieurs domaines. Quand il n'y a pas de possibilités pour approfondir les relations politiques directes, alors les relations culturelles et économiques peuvent aider à maintenir de bons contacts au travers d'une liberté souvent illusoire. Elles ont ainsi un rôle primordial et peuvent servir à trouver des points communs afin d'établir une sorte d'alliance, comme par exemple face à l'expansion de la culture allemande en Hongrie.¹⁵ Robert de Dampierre¹⁶ arrive en Hongrie le 14 août 1940 pour représenter les intérêts de la France de Vichy comme ministre plénipotentiaire. C'est un fonctionnaire de Vichy qui, peu à peu, devint l'ami

¹¹ En 1941, d'après les conventions commerciales signées avec l'Allemagne, la Hongrie s'est engagée à exporter en Allemagne 50% de son superflu de blé et de seigle, 80% du maïs et 100% des oléagineux et une grande quantité des matières premières. *Magyarország története 1918-1919 1919-1945 II. kötet* (Budapest, 1988) p. 1136. et 1137.; BEREND T. – RÁNKI p. 212. Quand la Hongrie a signalé à la France ses difficultés concernant l'exportation des produits agricoles (septembre 1942), la Direction du Commerce Extérieur note les suivants: « Cette position correspond peut-être à une attitude qui leur est imposée par leurs obligations à l'égard des pays de l'Axe. » AN F¹⁰ 5185 le 29 septembre 1942 Direction du Commerce Extérieur

¹² *Magyarország gazdaságtörténete a honfoglalástól a 20. század közepéig* (Budapest, 1996) p. 444-445; BEREND T. – RÁNKI p. 208 et 218.

¹³ BEREND T. – RÁNKI p. 209.

¹⁴ LAPLAGNE, Pascal: *Les relations bilatérales entre la France et la Hongrie pendant la Seconde Guerre mondiale*, Mémoire de maîtrise à l'Université Paris I. Panthéon-Sorbonne, 1999. 71. *Magyarország gazdaságtörténete a honfoglalástól a 20. század közepéig*, Budapest, 1996. 439.

¹⁵ MÜLLER Viktória: *Robert de Dampierre – Un acteur des relations franco-hongroises (août 1940-décembre 1942)*, Relations internationales, n° 107. Paris-Genève, 2001. 375-383. MÜLLER Viktória: *Francia-magyar kulturális kapcsolatok (1940-1944)*, Öt kontinens. Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei. ELTE, Budapest, 2004.

¹⁶ DAMPIERRE, Robert de (1888 – 1974) – licencié ès lettres et en droit, diplômé de l'École des sciences politiques. Il a occupé plusieurs postes diplomatiques à l'étranger (Vienne, Rome, Belgrade, Ottawa, ...) ainsi qu'à Paris dans l'administration centrale. Il est arrivé à Budapest le 14 août 1940 et a démissionné le 4 novembre 1942. Il a quitté la Hongrie en 1945. Il a fini sa carrière comme ambassadeur extraordinaire à Stockholm (1948 – 1952).

des Hongrois et l'ennemi des Allemands, surtout à partir du mois de novembre 1942. Toutefois même avant cette date, il a œuvré pour entretenir de bonnes relations entre la France et la Hongrie.

Toutes les tentatives culturelles étaient en même temps des tentatives d'indépendance vis-à-vis de l'Allemagne, donc une sorte de résistance gouvernementale que les Français et les Hongrois partageaient, surtout après novembre 1942. Le soutien des évadés français en constituait un point remarquable.¹⁷ C'est l'année 1942 qui apportera de grands changements de ce point de vue. André Hallier,¹⁸ nouvel attaché militaire auprès de la Légation de France, arrive en Hongrie en septembre. Dans ses souvenirs, il rapporte: „*J'ai l'heureuse fortune d'arriver au moment où la politique hongroise évolue. En protégeant les évadés français, M. De Kállay (Premier ministre de Hongrie) pense mettre de très bonnes cartes dans son jeu. La période des grandes victoires allemandes prend fin. La Hongrie comprend que l'Allemagne ne pourra pas gagner la guerre et elle ne remplit plus sans réserve son rôle de satellite*”.¹⁹

Il y a une autre forme, beaucoup plus modeste, de résistance à l'Allemagne: le soutien des relations commerciales franco-hongroises, et cela malgré les protestations allemandes. L'Allemagne a notamment protesté contre le traité commercial franco-hongrois de mars 1941, tout simplement parce qu'elle avait besoin des provisions venant de Hongrie.²⁰ Les Hongrois et les Français se sont alliés contre l'Allemagne pour sauver le traité. C'est Dampierre qui a proposé cette coopération.²¹

Dans cette situation, les relations économiques franco-hongroises – quelque modestes qu'elles soient – ont joué un rôle important. Les échanges commerciaux entre la France et la Hongrie depuis la guerre ont été marqués par un double caractère.²² Ils ont été constamment renoués, malgré les événements qui les entravaient. Ils ont été fréquemment critiqués, malgré les efforts dont ils ont témoigné.²³ Les événements de guerre avaient transformé la situation des échanges franco-hongrois. D'une part, les demandes de la France étaient

¹⁷ MÜLLER Viktória: *L'action d'André Hallier en Hongrie en faveur des évadés français. (Souvenirs d'un attaché militaire 1942-1945)*, Specimina Nova, Pécs, 2000. 53-64.

¹⁸ HALLIER, André-Adolphe (1892 – 1988) – attaché militaire à la Légation de France à Budapest entre septembre 1942 et mai 1945.

¹⁹ Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT) T255

²⁰ DOMBRÁDY Lóránd: *A magyar gazdaság és a hadfelszerelés 1938-1944*, Budapest, 1981. 97.

²¹ Magyar Országos Levéltár (MOL) (Archives nationales – Budapest) K63 100 cs. 11/7.

²² Le 10 juin 1940, le Journal Officiel publie la liste des maisons considérées comme ennemis ou comme jouant vis-à-vis de l'ennemi le rôle de personnes interposées et résidant dans les pays neutres. La Hongrie figure sur cette liste avec deux sociétés: „*Continental*” gumiáru Kereskedelmi kft. Budapest, Mercedes Benz Automobil A.G.R.T. Budapest MOL K69 656. cs. XIV. dosszié.

²³ Archives Economiques et Financières (AEF) – Savigny B 32 859 Rapport de vérification sur les échanges commerciaux entre la France et la Hongrie.

accrues, d'autre part, les possibilités de règlements étaient moindres à cause de l'obligation de limiter les dépenses en devises et les sorties d'or. Le cours des opérations militaires, l'arrêt des communications ferroviaires et l'entrée en guerre de l'Italie ont suspendu les rapports économiques entre la France et la Hongrie. La situation des échanges est restée déséquilibrée.²⁴ En dépit de tout cela, la Légation de France en Hongrie a entretenu un attaché commercial, M. Poujol puis M. Malgrat, qui devait cerner les besoins des Hongrois et faire des offres.

Etant donné que le commerce extérieur de la Hongrie est dominé par l'Allemagne et l'Italie dans la proportion de plus de 80 % (voir le tableau ci-joint), la France exporte vers la Hongrie beaucoup de produits, mais dans des quantités raisonnables. Au moment de la mise en place du régime de Vichy, un accord commercial et de paiement franco-hongrois était déjà en vigueur depuis des mois (accord du 27 février 1940). Quand l'accord est arrivé à

<i>Années</i>	<i>Exportation (mille tonnes)</i>	<i>Exportation en Allemagne (mille tonnes)</i>
1938	362,4	358,3
1939	574,1	568,6
1940	646,4	641,2
1941	764,0	714,7
1942	1026,0	926,1
1943	896,9	870,9
1944	692,3	687,7

NAGY András: *Magyarország külkereskedelme*
(Le commerce extérieure de la Hongrie) 1919-
1945, Budapest, 1961. 237.

expiration fin septembre 1940, M. Poujol rapporte qu'il ne serait pas sans inconvénient de procéder à une prolongation automatique de cet accord de paiement en raison de l'excédent des ventes hongroises au début de l'année qui ont abouti à une créance assez importante sur la France.²⁵ Selon M. Poujol, si la France maintient le système en vigueur, elle ne peut pas espérer procéder sur la base du troc à des achats susceptibles de faciliter le ravitaillement du pays. De plus, le franc n'étant pas coté, la base même de l'accord de paiement faisait défaut.²⁶ Le ministère des Finances a demandé au gouvernement hongrois de fixer par accord un taux de change, en signalant que la Suisse venait d'accepter le cours du franc à 10 francs pour un franc suisse. Le ministère des Finances voulait savoir si la Hongrie était disposée à reprendre sur cette base l'application de l'accord.²⁷

²⁴ AEF – Savigny B 32 859 Rapport de vérification sur les échanges commerciaux entre la France et la Hongrie

²⁵ La créance de la Hongrie à l'Office, qui atteint 27 239 000 francs provient des versements faits par la Régie en exécution de l'accord spécial sur les tabacs. Comme compensation aux achats de tabac, la France est disposée à faciliter la livraison à la Hongrie des phosphates et des tourteaux d'arachide prévus par ce dernier accord. Ces livraisons permettraient d'apurer le compte créditeur hongrois à l'Office de Paris. Archives Economiques et Financières (AEF) – Savigny B 32859 – 32862 Lettre du 18 octobre 1940 du secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères au secrétaire d'Etat aux Finances

²⁶ AEF - Savigny B 32859 – 32862 Lettre du 10 octobre 1940 du secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères au secrétaire d'Etat aux Finances

²⁷ L'accord porterait notamment sur les échanges suivants: achats par la France – sorgho (25.000 tonnes), oeufs (5.000 quintaux), volailles (8.000 quintaux); ventes à la Hongrie – phosphates, tourteaux d'arachide, vin blanc, raphia, liège, fibres de coco, truffes. Les échanges

En septembre 1940, devant l'absence de cotation commerciale de la devise française et aussi longtemps que la France ne possédera pas de base stable sur le marché des changes, elle ne pourra procéder que par troc. Une devise stable comme le franc suisse ou le dollar sont acceptés par les deux parties. Durant cette période, la Hongrie possède un solde en sa faveur de 20 millions de francs et la question de la liquidation de ce solde devra être réservée et étudiée à part et ne pas avoir d'incidence sur les achats de matières premières alimentaires destinées à la France.²⁸

„Chaque heure fait surgir des possibilités, et je ne doute pas que, si le mouvement des échanges est repris entre la France et la Hongrie, sur la base du troc, d'autres horizons plus vastes encore ne soient ouverts.” - écrit l'attaché commercial Pujol dans une note au ministère des Finances.²⁹

Le 21 septembre 1940, l'attaché commercial auprès de la Légation de France en Hongrie, fait savoir au ministère des Finances de Vichy que la société Weiss Manfréd³⁰ demande à être autorisée à vendre en France quelques milliers de bicyclettes contre de la ferraille.³¹ D'ailleurs, la France vend fin 1940 plus de 5.000 tonnes d'aluminium³² à la société Weiss Manfréd, 495 tonnes de plomb et 2.000 balles de raphia de Madagascar.³³

Le renouvellement de l'accord de paiement reste un sujet de négociation même en décembre 1940. La Hongrie ne veut plus accepter le régime du *clearing*. Le gouvernement hongrois, connaissant les difficultés de la France en matière d'exportation, craint un accroissement du solde du *clearing*³⁴ alors que la Commission des Accords Commerciaux s'est déclarée disposée à admettre le règlement des graines de semence livrées par la Hongrie, par

devraient s'équilibrer en valeur. AEF – Savigny B 32859 – 32862 Lettre du 18 octobre 1940 du secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères au secrétaire d'Etat aux Finances

²⁸ AN F¹² 10289 Note du 21 septembre 1940 de la Légation de France à Budapest au ministre des Finances.

²⁹ AN F¹² 10289 Note du 21 septembre 1940 de la Légation de France à Budapest au ministre des Finances.

³⁰ La première industrie hongroise est celle de l'armement avec l'entreprise Weiss Manfréd qui investit 22,2 millions de pengós. DOMBRÁDY Lóránd: *The hungarian war economy and industry during the second world war*, Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae 33. Budapest, 1987. 123-125.

³¹ AN F¹² 10289 Note du 21 septembre 1940 de la Légation de France à Budapest au ministre des Finances.

³² L'aluminium était l'un des produits jugés stratégiques par les Allemands (ainsi que le fer, la bauxite et l'aéronautique). Pour ces produits, les négociations ont abouti à de véritables commandes forcées ne laissant au marché français qu'une part réduite, voire nulle: une sixième dans l'aéronautique jusqu'en novembre 1942, puis rien ensuite; moins de la moitié pour la bauxite et l'aluminium. Pour ces deux derniers produits, la pression allemande a pu s'exercer bien que les principales ressources se soient trouvées en zone „libre”. ROUSSO (2001): 224. et 225.

³³ AN F¹² 10289 Contrôle téléphonique de 6 décembre 1940.

³⁴ AEF – Savigny B 32859 – 32862 Hongrie – Négociation en vue de la conclusion d'un nouvel accord de paiement.

la voie du *clearing* germano-hongrois.³⁵ La réaction de M. de Lavarene, directeur des Finances extérieures et des changes à la proposition est la suivante: „...la procédure me paraît particulièrement regrettable en raison des inconvénients d'ordre tant politique que commercial qu'elle présente. Le Département a toujours estimé qu'il convenait que la France gardât sa pleine liberté en ce qui concerne ses règlements commerciaux et financiers, avec les pays tiers et que l'inclusion de règlement de cet ordre dans le cadre des règlements franco-allemands ne devrait être admise qu'à titre tout à fait exceptionnel et pour des motifs particulièrement pressants (ravitaillement agricole).”³⁶

Comme l'accord du 27 février 1940 n'a pas été prolongé, les échanges commerciaux entre la France et la Hongrie étaient limités après le 1^{er} octobre 1940 à des opérations de compensation privée (équilibrées en valeur).³⁷ Les produits hongrois exportés en France ne rentrant pas dans la catégorie de ceux dont le Reich demandait livraison, ces opérations n'ont pas eu d'obstacles.³⁸

Les produits dont la Hongrie aurait eu besoin étaient le caoutchouc, le liège, l'huile, les truffes, les arachides, les ferrailles, le plomb, le phosphate, le raphia, les textiles coloniaux, le cacao, le carbonate de soude, les livres et les films.³⁹ En Hongrie, les livres français coûtent moins cher que les livres allemands et leur demande est de plus en plus croissante. La question financière semble être réglée par la garantie de la Banque Nationale de Hongrie „pour affecter une partie des avoirs qu'elle possède en France au règlement des achats de livres et films français”.⁴⁰ Dampierre écrit dans un compte rendu en janvier 1941: „...le public hongrois s'intéresse plus que

³⁵ AEF – Savigny B 32 859 – 32 862 Note du 27 décembre 1940 pour la Direction des Accords Commerciaux.

³⁶ AEF – Savigny B 32 860 – Note du 18 janvier 1941 pour la Direction du Commerce extérieur.

³⁷ Une première compensation a été réalisée au mois de novembre 1940 par échange de 153 tonnes de volailles contre 3.000 tonnes de raphia. La valeur de cette opération s'élevait à environ 4 millions de francs. Une deuxième compensation a été conclue à la fin du mois de décembre 1940. Elle concernait la fourniture de 464 tonnes de volailles contre 500 tonnes d'aluminium, pour une valeur de 12 millions de francs. AEF – Savigny B 32 859 Rapport de vérification ...

³⁸ AEF – Savigny B 32 860 Lettre du 20 mars 1941.

³⁹ En octobre 1940, le ministre plénipotentiaire en Hongrie, Robert de Dampierre a fait savoir au secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères qu'un certain nombre de films français, vendus en Hongrie ont été expédiés pendant les derniers jours qui ont précédé l'entrée en guerre de l'Italie et la suspension des communications entre la France et la Hongrie. Ils n'ont pas encore reçu de permis d'importation, ni par conséquent été dédouanés. Ainsi les cinémas sont privés de films français, tant appréciés du public hongrois, et la place est laissée libre aux films allemands et américains. AEF – Savigny B 32859 – 32862 Lettre du 23 octobre 1940 du secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères au secrétaire d'Etat aux Finances; MAE Guerre 1939-1945 Oeuvres 75. *Cinéma* Lettre de Dampierre à Baudouin le 28 septembre 1940.

⁴⁰ Archives du ministre des Affaires étrangères, Paris (MAE) Guerre 1939-1945 Œuvres vol. 105. Livres. Lettre de Dampierre à Laval le 30 novembre 1940.

jamais aux produits de l'esprit français".⁴¹ La diffusion du livre français a un caractère capital pour le maintien des positions intellectuelles françaises en Hongrie. Suite aux efforts de Dampierre, la diffusion des livres et des journaux s'améliore au cours de l'année 1942.⁴²

<i>Tableau des principales compensations effectuées entre la France et la Hongrie en 1941</i>			
Produits hongrois	Ffrs	Produits français	Ffrs
Janvier Volailles 500T Choucroutes 80T	13.217.000 300.000	Janvier Pneumatiques 40T Raphia 200T Aluminium 300T	2.047.000 2.920.000 8.550.000
Avril Pommes de terre de semence – 1.000T Semences potagères Volailles 185T	1.668.000 537.000 6.500.000	Avril Pneumatiques 20T Phosphore 10T Raphia 250 balles Raphia 3.000 balles	1.225.000 450.000 530.000 6.500.000
Octobre Chevaux 1.500 têtes	38.250.000	Octobre Pneumatiques 60 T Francs suisses	14.400.000 23.850.000
Novembre Pommes de terre de semence 5.000T Graines potagères Huile combustible 500T Huile de graissage	11.040.000	Novembre Phosphates 12.000T Créances financières	9.600.000 1.440.000
TOTAL	71.512.000	TOTAL	71.512.000

AEF – Savigny B 32 861 Tableau du 19 janvier 1942

En échange des produits mentionnés plus haut, la France pourrait se procurer en Hongrie les produits suivants: volaille, chevaux de boucherie, foie gras, graisse d'oie, choucroute, bois, tabac, conserves de viande de mouton, vélo, tracteurs, batteuses, lampes à incandescence, sorgho, produits pharmaceutiques,⁴³ chevaux de culture.⁴⁴

Si la première période de guerre a été marquée par l'accentuation des importations, et la période de „*post-Armistice*” par la reprise des échanges, la période de juin 1941 à juin 1942 est marquée par la raréfaction progressive des marchandises françaises de contrepartie. D'après une lettre du 4 janvier 1941 du Commerce Extérieur des Achats et Ventes à l'étranger, il n'existe aucune possibilité de règlement entre la France et la Hongrie, mais il y a des négociations en cours ou envisagées avec la Hongrie.⁴⁵

⁴¹ MAE Guerre 1939-1945 Oeuvres 93. Traductions – Copyrights. Annexe à la lettre Service des Oeuvres n° 1 en date du 7 janvier 1943.

⁴² En 1943, un livre sur cinq publiés d'un auteur étranger était français (en 1941 cette proportion était de 14%, en 1942 17%).

⁴³ L'industrie pharmaceutique hongroise (Chinois, Richter Gedeon Müvek) est de réputation mondiale, ainsi que les lampes à incandescence de Tungstam. L. NAGY (1991): 114.

⁴⁴ AN F¹² 10289 Note du 21 septembre 1940 de la Légation de France à Budapest au ministre des Finances.

⁴⁵ AEF – Savigny B 32 860 Lettre du 4 janvier 1941 du Commerce Extérieur des Achats et Ventes à l'étranger.

Les échanges franco-hongrois ont été rarement effectués par voie directe entre les deux pays. Aux différentes étapes des opérations, le territoire suisse a souvent servi de relais pour l'engagement des négociations, la passation des contrats et l'acheminement des marchandises. Comme les chargés de mission ne pouvaient ni se déplacer d'un pays à l'autre, ni se téléphoner, les relations furent complètement suspendues après l'Armistice, et ne se sont rétablies que très lentement et très difficilement.⁴⁶

Malgré toutes les difficultés, on peut voir l'évolution très favorable des échanges commerciaux entre les deux pays au cours de 1941 et surtout au début de 1942. La valeur totale des échanges est de 67 millions de francs en 1936, de 200 millions en 1941 et de 150 millions pendant les 6 premiers mois de 1942, en dépit des difficultés de transport croissantes.⁴⁷

La France est classée pour le public hongrois dans le camp des anglo-saxons. Dans les notes parlant des relations franco-hongroises dans le domaine de la culture et de l'économie, les diplomates ne manquent pas de signaler que le comportement amical des Hongrois ne concerne pas le gouvernement, mais tout le peuple français.⁴⁸ Par conséquent, les Hongrois prennent bien soin de ne

<i>le commerce extérieur de la France avec quatre pays en 1944 en mille francs</i>					
<i>importation</i>					
<i>Pays</i>	<i>Commerce général</i>	<i>Commerce général</i>			
		<i>Objets d'alimentation</i>	<i>Matières nécessaires à l'industrie</i>	<i>Objets fabriqués</i>	<i>total</i>
<i>Hongrie</i>	369.141	293.273	50.337	26.064	369.674
<i>Allemagne</i>	4.775.638	212.789	1.846.666	2.747.905	4.807.360
<i>Roumanie</i>	206.405	110.527	85.139	662	196.328
<i>Slovaquie</i>	3.204	-	9	3.195	3.204

AEF – Savigny Tableau général du Commerce extérieur année 1944; Commerce extérieur avec ses colonies et des pays étrangers, Paris, 1946. 58.

pas porter atteinte aux affaires françaises. Ils essaient même de privilégier les échanges franco-hongrois car ces deux pays se trouvent dans une situation assez paradoxale par rapport à l'Allemagne (Voir le tableau ci-dessus).

Pour acquérir des intérêts français, l'Allemagne pratique des cessions et prises de participation à l'étranger. C'est ainsi que le 7 mai 1942, la Dresdner Bank s'empare des actions françaises et anglaises (18 % - 18 %) de la Banque générale de crédit hongroise et devient la plus grande actionnaire de la deuxième plus importante banque de Hongrie après la Banque commerciale hongroise.⁴⁹

⁴⁶ AEF – Savigny B 32 859 Rapport de vérification...

⁴⁷ AN F¹⁰ 5185 Direction du Commerce Extérieur le 29 septembre 1942. BEREND T. – RÁNKI: 221.

⁴⁸ MOL K64 98. cs. 11. Francia-magyar viszony (le rapport franco-hongrois).

⁴⁹ ROUSSO 2001 p. 155.; AEF – Savigny B 32 864

Différents contrats sont conclus entre la France et la Hongrie entre 1942 et 1944. D'après les négociations du 21 mars 1942 à Genève, la Hongrie exporte des graines de semences et d'autres produits de ravitaillement (poules, poulets) contre une compensation pneumatique, des graines de choux fourragers, des phosphates et

<i>le commerce extérieur de la France avec quatre pays en 1944 en mille francs</i>					
<i>exportation</i>					
<i>Pays</i>	<i>Commerce général</i>	<i>Commerce général</i>			
		<i>Objets d'alimentation</i>	<i>Matières nécessaires à l'industrie</i>	<i>Objets fabriqués</i>	<i>total</i>
<i>Hongrie</i>	34.666	8.743	6.286	19.637	34.666
<i>Allemagne</i>	22.433.332	3.894.229	3.297.379	15.226.221	22.417.829
<i>Roumanie</i>	62.018	1	26	6.199	62.018
<i>Slovaquie</i>	1.755	1.665	-	90	1.755

AEF – Savigny Tableau général du Commerce extérieur année 1944; Commerce extérieur avec ses colonies et des pays étrangers, Paris, 1946. 58.

des francs suisses.⁵⁰ Au cours de l'année 1943, l'un des produits les plus importants à exporter en France reste la graine de semence. Les accords commerciaux entre la France et la Hongrie étaient sans cesse marqués à devenir de véritables opérations de troc.⁵¹ La Hongrie exporte fin 1942 du tissu contre du phosphate, du plomb tunisien et du minerai marocain. Cette fourniture hongroise s'élève à 29.750.000 francs dont 80% sera compensée par des fournitures françaises et 20% par le moyen de créances françaises bloquées en Hongrie.⁵²

Afin de faciliter les échanges entre les deux pays, le gouvernement hongrois a autorisé l'exportation vers la France les marchandises hongroises suivantes : pulpes de fruits, légumes desséchés, graines d'arbre, plantes médicinales, plumes pour parures, films, livres et périodiques. De son côté, le gouvernement français a autorisé l'exportation de certaines marchandises: truffes, produits divers de construction mécanique et électrique, produits chimiques et pharmaceutiques, parfumerie.⁵³

En 1943, rentrant d'un voyage en Hongrie, un membre de l'Association Internationale rapporte aux Affaires Etrangères que la guerre n'a pas changé du tout la Hongrie qui donne une impression d'aisance, elle est toujours l'île de la paix où la France et les intérêts français (dont les affaires) sont respectés au plus haut point. Il convient particulièrement de souligner l'accueil fait aux prisonniers de guerre français évadés d'Allemagne.⁵⁴ L'attitude de la Hongrie à l'égard de la France

⁵⁰ AN F¹⁰ 5185 Entretiens de Genève, le 21 mars 1942

⁵¹ AN F¹² 10794 Lettre du 16 décembre 1941 du secrétariat d'Etat à la production industrielle.

⁵² AN F⁶⁰ 804 Lettre du 13 août 1942 de la Direction du commerce extérieur ; Lettre du 6 mai 1942 de la Compagnie Commerciale d'exportation et de compensation.

⁵³ AN F¹² 10368 Arrangement du 31 octobre 1943 avec la Hongrie.

⁵⁴ MAE Guerre 1939-1945 Londres-Alger vol. 1116. Questions économiques Lettre du 19 juin 1943 de Baudouin à Massigli.

s'explique à la fois par des motifs chevaleresques et des considérations politiques. Le gouvernement hongrois espère avoir ainsi des points positifs pour l'après-guerre.

Jusqu'au 21 avril 1943, les opérations commerciales avec la Hongrie se traitaient par la voie de la compensation privée. A partir de cette date, en vertu d'un accord commercial,⁵⁵ il est ouvert auprès de l'Office des Changes et de la Banque Nationale de Hongrie un compte intitulé „*Affaires Courantes*” permettant de régler 80% du prix des marchandises en francs français, 20% étant versé au compte „*créances financières françaises*”.⁵⁶ A la date du 31 mars 1943, la situation de la compensation privée franco-hongroise se traduisait par un solde débiteur pour la France de 20.696.000 francs.

Après l'invasion du 19 mars 1944 de la Hongrie par les Allemands, la régression de l'économie hongroise s'est accélérée. Les principales raisons à citer: les frais d'occupation, la participation militaire accrue, la déportation massive des juifs, l'exploitation totale des ressources du pays, les bombardements.⁵⁷ Après cette date, il est donc difficile d'avoir des traces d'échanges commerciaux avec la France. Toutefois le 12 avril 1944, un échange de chevaux pur sang français contre des produits alimentaires hongrois a eu lieu.⁵⁸ En effet, d'après une note du 29 avril 1944, le régime des relations commerciales entre la Hongrie et les pays étrangers ne semble pas devoir être modifié, les accords financiers et commerciaux en vigueur seront maintenus.⁵⁹ La France n'exportait plus de produits industriels en 1944 et 1945 et les échanges français se faisaient essentiellement avec ses alliés occidentaux, alors que la Hongrie était toujours sous dépendance allemande jusqu'au début d'avril 1945.

⁵⁵ Marchandises hongroises: graines d'arbres, choucroute, légumes desséchés, tomates concentrées, escargots, paille de sorgho, mousses végétales, plumes et duvets, balais de bouleau, plantes médicinales, produits de l'industrie artisanale (nattes, paniers...), pièces détachées pour machines agricoles, lampes à incandescence et leurs pièces détachées, serrures et cadenas, articles en faïence, articles en carton moulé, articles d'optique, produits pharmaceutiques, dents artificielles, films impressionnés, timbres-poste, livres et périodiques. Marchandises françaises: graines d'arbres, graines d'oeillets, truffes, plantes médicinales, chardons cardères, produits et déchets végétaux, gélatine et colle, gazes à bluter, machines diverses et leurs pièces détachées, outils divers, produits chimiques et de teinture, produits pharmaceutiques et médicaments préparés, parfumerie, bas de soie, films impressionnés, livres et périodiques, timbres-poste. Lettre du premier ministre Kállay au chargé d'Affaires de France, Christiane de Charmasse le 21 avril 1943 MOL K69 655. cs. I-K-11.

⁵⁶ „*En vue de faciliter les échanges de marchandises entre nos deux pays, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement Hongrois est d'accord pour que les marchandises hongroises qui seront exportées vers la France dans la limite des possibilités, soient réglées en Francs français par l'intermédiaire du Compte 'Affaires Courantes' prévu par les lettres échangées. (...) les marchandises françaises seront réglées par l'intermédiaire du même compte.*” Lettre du premier ministre Kállay au chargé d'Affaires de France, Christiane de Charmasse, le 21 avril 1943 MOL K69 655. cs. I-K-11. AN F¹² 10930 Texte du 21 avril 1943 de l'arrangement franco-hongrois. AN F¹² 10 368 Accord financier du 21 avril 1943.

⁵⁷ BEREND T. – RÁNKI p. 220.

⁵⁸ AN F¹⁰ 5187 Lettre du 12 avril 1944 du secrétaire au ravitaillement

⁵⁹ AEF – Savigny B 32 862 Note du 29 avril 1944.

Dominique Picco

La Hongrie dans les bibliothèques des maisons d'éducation pour filles dans la France du XVIII^e siècle

Quelle est donc l'image qu'un Français ayant fait quelques études, pouvait se faire de la Hongrie à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle?" La réponse à cette question clôt le chapitre que Béla Köpeczi consacre à l'image de „la Hongrie dans la littérature géographique et historique française” dans son ouvrage sur les relations entre les deux pays à l'aube du siècle des Lumières, paru à Budapest en 1971.¹ Cette interrogation peut-elle être étendue aux Françaises „ayant fait quelques études”?

Au cours du XVIII^e siècle, les contenus de l'éducation délivrée par les couvents recevant des écolières et des pensionnaires s'élargissent progressivement à la littérature, aux langues étrangères mais aussi à l'histoire et à la géographie. Ces deux dernières disciplines jugées, dès la fin du siècle précédent par Fénelon dans son *Traité de l'éducation des filles* (1687), utiles à condition qu'elles soient mises au service de l'histoire sainte, deviennent progressivement autonomes. Dans ces institutions, l'enseignement était délivré par des religieuses qui, comme n'importe quel éducateur, devaient maîtriser les connaissances à transmettre à leurs élèves ce qui supposait une certaine culture historique et géographique.

Depuis une trentaine d'années, la culture des religieux et religieuses françaises du siècle des Lumières a fait l'objet de nombreuses études d'historiens français, notamment par Marie-Hélène Froeschlé-Chopard et Bernard Dompnier. Cependant, dans le cas des ordres à vocation enseignante, les chercheurs ne se sont guère interrogés sur la transmission de leur culture aux élèves, surtout dans le cas des filles, partant sans doute de l'idée que leurs besoins se réduisaient à la lecture, à l'écriture et au calcul. Pourtant les religieuses des ordres à vocation enseignante – surtout les ursulines et les visitandines- doivent faire face à l'évolution des temps: leurs établissements fonctionnent de moins en moins comme des pépinières de religieuses mais doivent éduquer et instruire des femmes qui vivront dans le siècle. Ces enseignantes possèdent donc de nouveaux savoirs acquis par leurs propres lectures: elles les transmettent par leurs cours, les livres qu'elles font lire ou via d'autres supports pédagogiques.

Les savoirs sur la Hongrie, un pays qui suscite l'intérêt les élites cultivées vu sa situation de frontière avec le monde musulman et ses relations avec la France,² sont donc utilisés ici comme „*champ d'expérimentation*” pour

¹ Béla KÖPECZI: *La France et la Hongrie au début du XVIII^e siècle*. Étude d'histoire des relations diplomatiques et d'histoire des idées, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1971. 564.

² Béla KÖPECZI: *Hongrois et Français. De Louis XIV à la Révolution française*, éd. CNRS, Paris, 1983.

réfléchir à la transmission des savoirs entre les enseignantes et leurs élèves dans les maisons d'éducation pour les filles dans la France du XVIII^e siècle.

Délimitation du corpus

Dans son *Traité des études*, publié en 1728, Charles Rollin résume en ces termes l'objectif essentiel depuis la réforme catholique de l'éducation des filles: „les filles deviendront mère de famille; et si elles ont eu le bonheur d'être bien instruites dans leur jeunesse, elles communiqueront le même avantage à leurs enfants”.³ Cet ouvrage, considéré aujourd'hui comme l'un des „best-sellers” de la littérature à visée pédagogique du début du siècle des Lumières, figure rarement dans les fonds des bibliothèques des institutions religieuses tournées vers l'éducation des filles, preuve parmi d'autres que ces établissements seraient en retrait par rapport aux débats animant la société du temps quant aux objectifs et aux méthodes propres à l'éducation féminine.

Quelles institutions pour quel enseignement?

Au XVIII^e siècle, à l'exception des contemplatives, toutes les communautés religieuses peuvent accueillir des élèves. Ainsi, parmi les 80 couvents parisiens recensés par Martine Sonnet, 71 participent de près ou de loin à l'éducation des filles.⁴ Cependant celle-ci est surtout le fait d'ordres „spécialisés” nés au moment de la réforme catholique, des ordres de charité s'occupant des filles pauvres, la congrégation Notre Dame, les ursulines et les visitandines. Dans les premiers (Filles de la Croix, Sœurs de Saint Charles ou Dames de Saint Maur) l'enseignement délivré gratuitement a pour principal objectif de christianiser, d'enraciner la foi en ces fillettes et, au-delà, dans leurs familles.⁵ Les apprentissages étant secondaires et fort limités -lire, écrire, compter et parfois un savoir-faire professionnel-, ces institutions semblent à l'écart des disciplines concernées par notre étude.

Dans les autres maisons, des écolières suivent des cours à la journée tandis que vivent, derrière la clôture, des pensionnaires qui fournissent un revenu non négligeable aux couvents concernés: dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les pensions contribuent à la moitié des revenus ordinaires de la Visitation de la rue du Bac, à Paris et à 42% de ceux de la communauté de Bordeaux.⁶ Dans ces établissements, la situation est extrêmement variable, depuis les maisons où les élèves ne restent qu'un an -parfois même juste quelques semaines pour préparer leur

³ Ch. ROLLIN: *Traité des études*, F. Didot frères, Paris, 1863, vol. 1. 61.

⁴ M. SONNET: *L'éducation des filles au temps des Lumières*, Cerf, Paris, 1987.

⁵ M. FIEVET: *L'invention de l'école des filles. Des amazones de Dieu aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Imago, Paris, 2006.

⁶ Ph. LOUPES: *L'apogée du catholicisme bordelais, 1600-1789*, Mollat, Bordeaux, 2001. 93 à 99.

première communion- à celles qui délivrent une formation religieuse solide à de futures religieuses, en passant par des institutions prestigieuses à forte connotation mondaine, où le prix des pensions est très élevé comme, le Penthémont ou l'Abbaye aux bois à Paris.⁷ La Maison royale de Saint Louis située à Saint-Cyr près de Versailles, est un cas unique car, depuis sa fondation par Louis XIV en 1686, deux cent cinquante élèves issues d'une noblesse moyenne, y sont entièrement prises en charge par l'État pendant plus de dix ans et dotées à leur sortie.

Au siècle des Lumières, l'éducation féminine conventuelle fait l'objet de nombreuses critiques conduisant certains penseurs à réclamer que les contenus soient étoffés en particulier en direction de l'histoire et de la géographie. Pour Charles Rollin, „l'étude la plus propre à orner l'esprit des jeunes demoiselles, et même à leur former le cœur, est celle de l'histoire. Elle leur ouvre un vaste champ qui peut les occuper utilement et agréablement pendant plusieurs années”.⁸ Ce pédagogue élabore pour ces disciplines une progression similaire à celle proposée par Fleury et Fénelon à la fin du siècle précédent: il faut commencer par l'histoire sainte -nécessaire pour ôter „la sécheresse des catéchismes où les mystères sont détachés des faits”⁹ –, „accompagnée [...] de la géographie et de la chronologie”¹⁰ – avant d'envisager l'étude de l'histoire profane -grecque, romaine et moderne. À la différence de l'enseignement délivré dans les collèges jésuites, il faut, selon lui, privilégier l'histoire de France: „l'ordre naturel les conduira à celle de leur pays, qui doit les intéresser davantage que les histoires des Grecs et des Romains, et qu'il est honteux à tout bon Français d'ignorer”.¹¹ Sur ce point, Charles Rollin rejoint Mme de Maintenon qui, plusieurs décennies auparavant précisait dans un de ses écrits pédagogiques: „il est juste de connaître les princes de sa nation, pour ne pas brouiller la suite de nos rois et leurs personnes avec les princes des autres empires, dont il convient aussi qu'elles aient une légère connaissance pour ne pas prendre un empereur romain pour un empereur de la Chine ou du Japon, un roi d'Espagne ou d'Angleterre pour un roi de Perse ou de Siam; mais tout cela sans règles ni méthode, et seulement pour n'être pas plus ignorants que le commun des honnêtes gens”.¹²

⁷ F. ROUSSEAU: *Histoire de l'abbaye de Penthémont. Mémoires de la société de l'histoire de Paris et de l'Île de France*, Paris, 1918. tome XLV. voir aussi Comte de LUPPE: *Les jeunes Françaises au XVIII^e siècle*, À la revue française, Paris, 1932. 60 à 66.

⁸ ROLLIN: vol.1. 82.

⁹ *Idem*, 83.

¹⁰ *Idem*, 89.

¹¹ *Idem*, 104.

¹² M^{me} de MAINTENON: *Instruction aux religieuses de Saint-Louis, juin 1696*, IN: Th. LAVALLEE: *Lettres et entretiens sur l'éducation des filles*, Charpentier, Paris, 1861, t. 1. 231. Voir aussi D. PICCO: *L'histoire pour les demoiselles de Saint-Cyr 1686-1793*, IN: STEINBERG et J.-C. ARNOULD (textes réunis par): *Les femmes et l'écriture de l'histoire, 1400-1800*, Publications des universités de Rouen et du Havre, Mont-Saint-Aignan, 2008. 493 à 511.

Certains établissements hument l'air du temps et -sans doute pour ne pas perdre une partie de leur clientèle- cherchent à s'adapter à la demande des familles d'un enseignement diversifié. Ainsi, les Dames du Calvaire écrivent-elles: „*nous nous sommes laissées persuader que les jeunes filles qu'on nous confiait étaient nées pour le monde et nous nous occupons à leur inculquer les devoirs qu'elles doivent remplir dans la société et à leur procurer les connaissances et les agréments qui peuvent les y faire distinguer*”.¹³ Il est indéniable que, dans certaines maisons parisiennes, les fillettes bénéficient alors d'une instruction plus étendue englobant littérature, langues étrangères, histoire et géographie.

Quelles sources?

Dans les ordres féminins, même les plus orientés vers l'éducation des filles, il n'existe aucun plan d'éducation comparable au *Ratio studiorum* des jésuites. Les constitutions des ursulines ou des visitandines ne disent presque rien des contenus éducatifs et, le plus souvent, le programme des études tient en une seule phrase. Chez les ursulines provençales, il faut „*leur enseigner les mystères de la foi, les instruire à recevoir les Sacrements, les faire prier au temps qu'il faudra, les reprendre de leurs fautes, leur enseigner de lire, d'écrire, de coudre et faire toute sorte d'ouvrage et fonctions honnêtes qu'on jugera utile à leur condition*”.¹⁴ En se limitant à ces sources normatives, il est tentant de conclure à une grande similitude avec les rudiments enseignés dans les écoles charitables; l'historien doit donc chercher ailleurs des informations précises quant au contenu des enseignements dispensés dans ces établissements.

Quelques écrits d'élèves et d'enseignants ont été conservés. Le précepteur de la comtesse de Walburge, pensionnaire au Calvaire, rue de Vaugirard, rapporte dans une lettre aux parents de la jeune fille que Mme de Saint Julie, l'une des maîtresses, „*donne des instructions communes sur la religion, la géographie et l'histoire*”.¹⁵ Des quelques semaines passées à la congrégation Notre Dame pour préparer sa première communion, Manon Phlipon, future Mme Roland, se remémore les moments où mère Sainte Sophie „*qui n'était point étrangère à l'histoire*” la „*prenait en particulier*” pour lui faire „*répéter la grammaire, suivre la géographie, extraire de morceaux d'histoire*”.¹⁶ Dans ses *Mémoires*,

¹³ SONNET: 258.

¹⁴ F. BOURGOING: *Règles et constitutions pour les Ursulines de la Présentation Notre Dame, Ordre de Saint-Augustin*, Lyon, 1643. Cité dans C.-A. SARRE: *Vivre sa soumission. L'exemple des ursulines provençales et comtadines, 1592-1792*, Paris, 1997. 301.

¹⁵ H. WUNDERLICH: *Studienjahre des Grafen Salm-Refferscheidt (1780-1791)*. Ein Beitrag zur Adelserziehung am Ende des Ancien Régime, Heidelberg, 1984. cité par SONNET: 124.

¹⁶ Mme ROLAND: *Mémoires*, Paris, éd. 1867. 50.

sans doute fort romancées, Hélène Massalka, future princesse de Ligne, arrivée de Pologne en 1771 à l'âge de neuf ans, et placée au couvent de l'Abbaye-aux-Bois raconte qu'on lui enseigna catéchisme, lecture, écriture, calcul, musique, danse mais aussi géographie et histoire. À dix ans, elle savait déjà, dit-elle, „[l'] *histoire ancienne, l'histoire de France, et la mythologie très bien [...]*”.¹⁷ Là encore, de telles sources ne renseignent ni sur les contenu précis ni sur les méthodes utilisées.

Restent donc les supports pédagogiques, livres et cartes, dont les archives conservent quelques listes plutôt concentrées sur la fin du siècle. Le 17 janvier 1783, l'inventaire de l'école de charité de la paroisse Sainte Hippolyte de Paris est l'occasion de dresser la liste des ouvrages serrés „*dans une grande armoire*” dans l'entrée de la maison.¹⁸ Les inventaires établis lors des saisies d'écoles buissonnières parisiennes – ces écoles clandestines tenues par des particuliers et traquées par le chapitre de la cathédrale – contiennent parfois une liste de livres: sur les vingt inventaires de classe de filles connus, dix-sept possèdent de trois à cinquante livres.¹⁹ Enfin, il est traditionnel que les biographies mortuaires des visitandines mentionnent les livres trouvés dans leur cellule, sans que l'on sache quel usage en était fait, personnel ou collectif.²⁰ Les listes les plus nombreuses et les plus célèbres sont celles de la période révolutionnaire. En effet, à partir de la suppression des ordres religieux, à l'automne 1790, leur mise sous séquestre conduisit à inventorier tous leurs biens y compris les livres. Ces catalogues, lorsqu'ils ont été conservés, ne peuvent être exploités sans un certain nombre de précautions mises en exergue par les travaux de Marie-Hélène Froeschlé-Chopard et Dominique Varry.²¹ Bien souvent, à l'instar de Saint-Cyr,²² les commissaires n'ont fait que réutiliser

¹⁷ L. PEREY: *Histoire d'une grande dame au XVIII^e siècle: la princesse Hélène de Ligne*, Paris, 1887.

¹⁸ Établissements desservis par les Filles de la Charité, Archives nationales (ci-après AN) S 6160.

¹⁹ F. LANGLOIS: *L'enseignement primaire payant à Paris à la fin de l'Ancien régime, les petites écoles, 1770-1790*, organisation, enseignants, enseignements, mémoire de maîtrise, Université Paris X, sous la direction de R. MANDROU, 1975. Voir aussi SONNET: 222 à 228.

²⁰ R. BONS: *Lire et écrire chez les religieuses de l'Ouest aux XVII^e et XVIII^e siècles*, IN: B. DOMPNIER et M.-H. FROESCHLE-CHOPARD: *Les religieux et leurs livres à l'époque moderne*, Presses universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand, 2000. 255 à 275.

²¹ M.-H. FROESCHLE-CHOPARD: *Les inventaires des bibliothèques ecclésiastiques témoins de l'évolution intellectuelle et spirituelle des religieux*, *Revue d'histoire du livre*, 2000, tome 86. 493 à 512. et *Une porte ouverte sur la lecture des religieux*. Les catalogues de leurs bibliothèques à l'époque révolutionnaire, *Livre et culture du clergé à l'époque moderne*, *Revue d'histoire du livre*, 1997. tome 83. 15 à 23. D. VARRY: *Les confiscations révolutionnaires*, *Histoire des bibliothèques françaises*, t. III. Les bibliothèques de la révolution et du XIX^e siècle, Paris, 1991. 9 à 27. et *Les bibliothèques de l'Eure confisquées sous la Révolution française*, Ferney-Voltaire, Centre d'étude du XVIII^e siècle, 2005.

²² Le procès-verbal de l'inventaire du 20 juillet 1790 indique que les commissaires ont „*cottés [sic] et paraphés au bas de chacune des pages*” un catalogue de bibliothèque

des listes antérieures, sans vérifier que les livres étaient toujours présents dans les rayons: ces inventaires donnent donc un aperçu assez flou des possibilités de lecture à une date donnée. Par ailleurs, les archives possèdent bien moins de catalogues pour les couvents de femmes par rapport aux institutions masculines: sur les 60 fonds répertoriés dans les archives départementales de l'Eure, les deux tiers appartiennent à la seconde catégorie.²³ Doit-on pour autant en conclure que nombre de maisons féminines ne possédaient aucun livre? Par ailleurs, le libellé des inventaires révèle que certains livres n'intéressaient pas les enquêteurs à cause de leur sujet ou de leur faible valeur marchande: sur les 1.200 volumes de la bibliothèque de la Visitation du Mans, ils ne donnent que 34 titres, le reste n'étant que „*petits livres de piété et autres bouquins de peu de valeur [...] beaucoup d'offices divins à l'usage de la maison*”.²⁴

Le fond Saint-Cyr des Archives départementales des Yvelines conserve une collection unique de cartes de géographie découverte en 1990 dans les caves du château de Versailles et rapidement identifiée comme appartenant au matériel pédagogique de l'institution royale.²⁵ Certaines de ces cartes figurent dans les inventaires des classes de 1790²⁶ et s'apparentent presque toutes à de la géographie historique.²⁷ Parfois montées sur un cadre en bois,²⁸ elles sont de grand format et étaient sans doute accrochées au mur des classes. Ce fond renferme également des cartes de petite taille en un ou plusieurs exemplaires et, en particulier, vingt portefeuilles contenant deux séries de six livrets identiques.²⁹ Chaque dossier contient au moins une carte et un texte imprimé, parfois en sus un feuillet manuscrit. Sur la couverture figurent titre, numéro de bande³⁰ (de 1 à 5) et parfois numéro de leçon (de 1 à 35).

Si l'enseignement de l'histoire et de la géographie existe bien dans certaines maisons d'éducation féminine, il demeure le privilège des filles issues des élites

existant. Ceci explique que sur l'inventaire des bibliothèques de 1790, figure en marge la date de 1776. Archives départementales des Yvelines (ci-après ADY) 3Q80 et D 118 et 119.

²³ D. VARRY: *Les bibliothèques de l'Eure...* 117 à 125.

²⁴ R. BONS: 257 à 259.

²⁵ ADY D sup 1 à 261. Voir D. PICCO et K. TAYLOR: *Géographie à l'usage des demoiselles de Saint-Cyr*, Itinéraires spirituels, enjeux matériels en Europe, Mélanges offerts à Philippe Loupès, Pessac, PUB, 2005. 149 à 178.

²⁶ ADY, D 134 à D 137.

²⁷ Seules deux cartes ne sont pas liées à la géographie historique: le *Nouveau plan de la ville et faubourgs de Paris*. de B. Jaillot, géographe, prenant en compte toutes les modifications urbaines jusqu'en 1717, ADY. D sup. 250 et la Carte d'Europe dressée pour l'usage du Roy publiée vers 1780 par Guillaume Delisle, premier géographe de sa Majesté, ADY D sup. 253.

²⁸ Carte de Palestine, Paris, 1767. ADY D sup. 252. Une reproduction de cette carte figure dans: *Les demoiselles de Saint-Cyr, maison royale d'éducation 1686-1793*. Catalogue de l'exposition présentée aux Archives départementales des Yvelines, Somogy/Éditions d'art, 1999. 54.

²⁹ ADY, D sup. 1 à 210 et 217 à 222. Certaines séries sont lacunaires.

³⁰ Groupe de dix élèves au sein d'une classe.

de la société et, faute de plan d'études, ne peut être étudié qu'à partir des supports pédagogiques à la disposition des enseignantes et des élèves, à savoir les livres et, dans le cas particulier de Saint-Cyr, les cartes de géographie

Le contenu des bibliothèques

Les inventaires révolutionnaires sont donc les seules sources assez nombreuses et relativement homogènes permettant de constituer un corpus de référence pour une étude sur les savoirs des religieuses enseignantes et leur possible transmission à leurs élèves.

De petites bibliothèques peu fournies en livres profanes

Les informations relatives aux bibliothèques des congrégations enseignantes féminines fournies par les séquestres révolutionnaires sont très inégales. Parfois, comme chez ursulines d'Evreux,³¹ les commissaires ne signalent aucun livre; ailleurs les livres ont bien été répertoriés, mais les procès-verbaux ont disparu. Ainsi à Bordeaux, si les inventaires des bibliothèques des visitandines³² et des ursulines³³ sont attestés, ils n'ont pu être retrouvés et seules les listes des rares ouvrages possédés par la communauté Notre Dame (six titres) et le couvent des bénédictines (45 livres) sont conservées.³⁴ Quand les sources existent, elles attestent que ces bibliothèques rassemblaient un nombre très inégal d'ouvrages. Chez les ursulines, les chiffres varient de 129 à Besançon jusqu'à 1700 à Saint Denis en passant par 200 à Gisors et aux Andelys, 250 à Avignon, 400 à Pont-Audemer, 600 au Mans; M.-H. Froeschlé-Chopard³⁵ évalue la moyenne des 61 inventaires utilisables, datant de 1790, à 405 volumes. Chez les visitandines, le nombre des livres semble avoir été plus important et se situe entre 111 à Besançon et 1200 à Tours et au Mans, avec un peu plus de 450 ouvrages à Dôle et à Montferrand et 947 à Chaillot ce qui -pour les 22 inventaires exploitables remontant à 1790- place la moyenne à 728 volumes.³⁶ Ces chiffres situent les bibliothèques féminines très en deçà de leurs homologues masculines: dans l'Eure, par exemple, la moyenne de celles-ci tourne autour de 1.300 livres, avec un fond de plus de 4.000 ouvrages chez

³¹ D. VARRY: *Les bibliothèques de l'Eure...*120.

³² Ch. TAILLARD: *Le monastère de la visitation de Bordeaux de 1640 à 1792*, Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde, 1988-89. 47 à 111.

³³ D. JARACZEWSKI: *Le couvent des ursulines de Bordeaux*, TER, Université Bordeaux 3, sous la direction de F. CADILHON, 1999-2000.

³⁴ Bibliothèque municipale de Bordeaux (ci-après BMB) Fonds patrimoniaux, Ms 847.

³⁵ M.-H. FROESCHLE-CHOPARD: *Les bibliothèques des monastères de la Visitation. Images d'un ordre religieux*, IN: B. DOMPNIER et D. JULIA (études réunies par): *Visitation et visitandines aux XVII^e et XVIII^e siècles*, 2001. P.U Saint-Étienne, Saint-Étienne, 335 à 355.

³⁶ Ibidem.

les bénédictins de Saint Nicolas de Verneuil,³⁷ chiffre certes bien faible par rapport aux 40.000 volumes de la bibliothèque des Oratoriens de Paris. Cette modestie de la place des livres dans toutes les communautés féminines peut s'expliquer par la crainte du clergé de l'influence des mauvaises lectures sur les femmes: face au risque janséniste, la vigilance des évêques est extrême. Ainsi dans ses ordonnances de juin 1715, le vicaire de Mgr de Vintimille exige des supérieures qu'elles lui remettent: „*un catalogue de tous les livres de la communauté et des particulières pour être par nous approuvés. Après quoi, nous leur défendons à toutes d'en recevoir, acheter et introduire aucun qui n'ait été de nous vus et approuvés*”.³⁸ Certaines bibliothèques de couvents éducatifs paraissent d'autant plus exceptionnelles par leur taille. Entrent dans ce cas de figure les grands couvents parisiens comme Port-Royal et la Maison royale de l'Enfant-Jésus qui possèdent plus de 2.000 livres, mais aussi Saint-Cyr où, en 1790, on dénombre 6.341 livres dont 1.344 titres différents, pour 10.208 volumes.³⁹

À de rares exceptions près, parmi les ouvrages recensés, il est quasiment impossible de distinguer ceux qui étaient destinés aux élèves de ceux à l'usage des religieuses; la bibliothèque des ursulines de Montferrand où 46 ouvrages sur 461 sont destinés explicitement à l'usage des maîtresses est exceptionnelle.⁴⁰ Lors de l'inventaire des fonds de Port-Royal, les bibliothèques de classe sont sommairement explorées: elles contiennent de l'histoire romaine et ancienne, „*et autres [matières] nécessaires pour l'éducation des jeunes demoiselles pensionnaires*”.⁴¹ Chez les ursulines du Mans, les livres des élèves sont conservés dans une pièce différente de ceux de la communauté.⁴² Même chose à Saint-Cyr, où les livres des élèves sont rangés dans les armoires de chacune des quatre classes et donc répertoriés en 1790 à la suite du mobilier et d'autres objets, pédagogiques ou non.⁴³ Ailleurs, si le procès-verbal sépare les deux catégories de livres, cela résulte toujours de leur lieu de rangement et non de la volonté des commissaires: au fil de leurs pérégrinations dans l'espace du couvent, ils notent au fur et à mesure ce qu'ils trouvent.

À en croire quelques conseils de lecture, il n'y aurait eu aucune matière profane parmi les titres recommandés aux élèves. Ainsi chez les ursulines de Paris (Saint-Avoye) une „*liste des livres que la maîtresse générale permettra aux*

³⁷ D. VARRY: *Les bibliothèques de l'Eure...*121.

³⁸ Archives départementales des Bouches du Rhône 1G445, cité par C.-A. SARRE: 276.

³⁹ H. JACQUEMIN: *Livres et jeunes filles nobles. L'exemple de la Maison Royale de Saint-Louis de Saint-Cyr (1686-1793)*, Presses de l'Université d'Angers, Angers, 2007.

⁴⁰ H. LASSALAS: *Chez les ursulines de Montferrand, Le monastère et le pensionnat, Vocations d'Ancien Régime. Les gens d'Église en Auvergne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Revue d'Auvergne, 1997. 137.

⁴¹ AN S 4517.

⁴² Voir R. BONS: 258.

⁴³ ADY, D 134 à D 137.

enfants de lire” renferme 25 ouvrages pieux et édifiants.⁴⁴ Pourtant, parmi les livres saisis au cours du siècle dans les écoles buissonnières parisiennes, deux titres sur dix sont profanes – un sur quatre en nombre d’exemplaires – et quatre classes de filles sur les dix-sept inventoriées contiennent des ouvrages sortant du champ de la piété et de l’édification. L’école la plus innovante est tenue par le sieur et la Dame Le Prince de Beaumont:⁴⁵ l’inventaire, daté du 31 août 1780, contient sept titres profanes dont *l’Instruction sur l’histoire de France et romaine* par Le Ragois, un *Recueil des époques de l’histoire de France* et la *Géographie moderne* de l’abbé de La Croix, à côté de traités d’éducation, de civilité ou d’orthographe. À partir des catalogues révolutionnaires, il s’avère difficile d’évaluer la part précise du livre non religieux. L’inventaire des meubles de la Maison royale de l’Enfant Jésus de la rue de Sèvres à Paris, daté du 27 février 1790, signale par exemple, „une bibliothèque domestique d’environ 2000 volumes de piété, d’histoire et autres propre à l’éducation, dans ce nombre il y a plusieurs exemplaires répétés”.⁴⁶ Lorsqu’une liste identifie avec un minimum de précision les livres, elle permet alors le calcul de la part respective des différentes catégories d’ouvrages. Les livres religieux, c’est-à-dire les vies de saints, prières, méditations et autres manuels d’édification – et non la théologie, matière trop savante pour les femmes – représentent alors 70 à 80% des fonds. La proportion varie à Saint-Cyr entre 70% pour la bibliothèque des religieuses et 54% pour celles des classes.⁴⁷

Finalement, on peut penser que l’habitude – et sans doute le goût – des lectures pieuses liée à l’état religieux, jointe à l’accumulation des livres sur plusieurs décennies tend à marginaliser les quelques ouvrages non religieux. Il paraît donc impossible de tirer de ces sources aucune conclusion quant aux lectures réelles des enseignantes et de leurs élèves à la fin du XVIII^e siècle.

Quelques livres d’histoire et de géographie

La célèbre *Instruction sur l’histoire de France et romaine* de Claude Le Ragois contient, alors que son titre ne le laisse pas prévoir, un abrégé de géographie par demandes et réponses.⁴⁸ Voilà bien le signe qu’au XVIII^e siècle, la frontière entre les deux disciplines, histoire et géographie, est très perméable et que des informations sur un pays comme la Hongrie peuvent être abritées par des titres d’histoire et de géographie.

À partir des inventaires contenant des références précises, soit au minimum un titre, ont été recensé treize ouvrages susceptibles de contenir quelques

⁴⁴ *Constitutions du monastère de Sainte Ursule de Paris*, (Sainte-Avoye), 1708, Bibliothèque Mazarine, manuscrit 3357.

⁴⁵ Il s’agit de la fille de l’auteur des célèbres contes. Voir F. LANGLOIS: 92.

⁴⁶ AN S 7051-7052.

⁴⁷ D. PICCO: *L’histoire pour les demoiselles de Saint-Cyr 1686-1793*, 500 à 502.

⁴⁸ BMB, H 8414 (édition Amsterdam et Paris, 1777).

éléments sur la Hongrie. Appartenant aux bibliothèques des ursulines de Montferrand, des religieuses de Notre Dame et des bénédictines de Bordeaux et surtout de Saint-Cyr, leurs dates d'édition – lorsqu'elles sont connues – s'échelonnent entre 1639 et 1774.⁴⁹ Vient s'y ajouter le fascicule „*Hongrie*” conservé en cinq exemplaires dans le fond des cahiers de géographie de Saint-Cyr et dont la carte est datée de 1719.⁵⁰ À l'exception de ce dernier document atypique et anonyme, ils ont tous été écrits par des ecclésiastiques, depuis les plus connus – à savoir le géographe allemand Philippe Cluvier (1580-1623), Claude Le Ragois, précepteur du duc du Maine et mort en 1683, l'abbé d'Expilly (1719-1793)⁵¹ – jusqu'aux plus obscurs, en passant par l'abbé Nicolle de la Croix (1704-1760), Dom Joseph Vaisette (1685-1756) un bénédictin de la congrégation de Saint-Maur ou encore l'abbé de Gourné, prieur de Notre Dame de Taverny. Non seulement tous ces ouvrages n'ont pas la même taille – les in octavo côtoient les in folio – mais ils sont en un ou plusieurs volumes et n'atteignent donc pas tous le même degré de complexité. D'un côté, la *Géographie historique ecclésiastique et civile ou description de toutes les parties du globe terrestre* de Dom Vaisette envisage de manière très précise, en quatre tomes de 500 pages, tous les continents⁵². De l'autre *Le Géographe, manuel* d'Expilly, petit format de poche est présenté en ces termes par l'auteur dans la préface: „*J'espère qu'on trouvera en ce petit volume un précis de ce que la géographie a de plus intéressant et de plus nécessaire dans le commerce ordinaire de la vie. Ce Géographe Manuel, offre un guide utile aux voyageurs. Quant aux personnes sédentaires, elles pourront suivre sur la carte, sans s'égarer, les routes que je leur ai tracées et parcourir des pays immenses en très peu de temps*”.⁵³ Rien à voir avec les objectifs de la *Méthode pour apprendre facilement la géographie*, tels qu'ils figurent dans la préface de l'édition de 1746: „*entre les diverses choses, que les personnes qui voient le monde sont obligées de savoir, la Géographie est une des plus nécessaires. Car dans la conjoncture où nous sommes en Europe, peut-on sans la géographie parler pertinemment des affaires du temps et raisonner quand, et comment une armée peut passer d'une province en une autre...N'est-ce pas la géographie qui nous fait connaître l'intérêt qu'ont les Princes de faire la guerre ou de ne la*

⁴⁹ Ces ouvrages ont pu être consultés, mais pas toujours dans les éditions correspondants aux inventaires – lorsque ces derniers en donnent une – aux Fonds patrimoniaux de la Bibliothèque municipale de Bordeaux dont une partie des collections résulte du versement de saisies révolutionnaires. La liste précise figure en annexe.

⁵⁰ ADY D 175 à 180.

⁵¹ Jean-Joseph Expilly (1719-1793) auteur *De la population de la France* (1765), il parcourut une partie de l'Europe en recueillant de nombreuses observations sur les pays visités. Ces ouvrages très précis et fort exacts sont encore très appréciés au XIX^e siècle.

⁵² J. VAISSETTE: *Géographie historique ecclésiastique et civile ou description de toutes les parties du globe terrestre*, Paris, 1755. BMB, H 5956.

⁵³ J.-J. EXPILLY: *Le géographe, manuel contenant le description de tous les pays du monde*, Paris, 1740. BMB, H 5671.

faire pas et pourquoi ils se rangent plutôt d'un côté que d'un autre? Sans la géographie peut-on bien entendre l'histoire et en parler qu'imparfaitement?"⁵⁴ Coexistent donc dans ce corpus deux catégories très différentes d'ouvrages, d'un côté ceux qui s'adressent à des débutants, jeunes ou collégiens, de l'autre ceux dont le public est plus savant tel le célèbre grand dictionnaire de Louis Moreri et son supplément.⁵⁵ Grâce aux inventaires de Saint-Cyr qui distinguent la bibliothèque de la communauté de celles des classes, on constate que les ouvrages savants sont réservés aux religieuses, tandis que dans les classes sont rangés les livres plus petits et plus modestes en termes de connaissances. L'ouvrage sans doute considéré comme le plus utile est celui de Robbe puisqu'il figure en six exemplaires dans la bibliothèque de la classe bleue⁵⁶ peuplée d'élèves âgées de 16 à 18 ans⁵⁷ alors que la lecture des autres est réservée aux religieuses et aux Noires, soit aux demoiselles qui se préparent au noviciat et, pour certaines, à une carrière d'enseignante. Certains ouvrages sont clairement destinés à la jeunesse, ainsi la *Géographie moderne* de La Croix a été composée pour „aider la jeunesse”⁵⁸ des deux sexes car „la géographie n'a que des fleurs; c'est ce qui fait qu'on prend tant de soin d'en procurer la connaissance aux jeunes personnes de l'un et l'autre sexe”.⁵⁹ Ces auteurs n'excluent pas du tout les pensionnaires des couvents de la lecture de leurs écrits, bien au contraire. „Je n'en excepte pas”, écrit Lenglet de Fresnay, „les jeunes personnes du sexe, qu'on élève dans les Communautés ou dans les Couvents. Elles pourront en moins de deux mois, sans presque aucune peine, prendre des principes, qu'il est honteux d'ignorer”.⁶⁰ L'usage de telles lectures leur paraît fort utile au beau sexe au point pour l'un d'entre eux de dédier son ouvrage à Mademoiselle Crozat⁶¹ et qu'un autre affirme que les jeunes filles „ne sauraient se passer de cette science, [...] dans la lecture des histoires, des romans, des gazettes des voyageurs et d'autres sortes de relations”.⁶²

⁵⁴ ROBBE: *Méthode pour apprendre facilement la géographie*, Paris, 1746. BMB, H 5748.

⁵⁵ L. MORERI: *Le grand dictionnaire historique ou le mélange curieux de l'histoire sacrée et profane*, Paris, 1718. BMB, H 1840 et Supplément au grand dictionnaire historique, généalogique, BMB, D 679.

⁵⁶ Ce manuel est en un exemplaire chez les Noires et en deux dans la bibliothèque de la communauté.

⁵⁷ La géographie était enseignée dès la classe jaune mais sous une forme ludique. L'inventaire de cette classe signale „un livre de jeu de la géographie”, ADY D135.

⁵⁸ Nicolle de La CROIX: *Géographie moderne*, Paris, 1777. BMB, H 5708.

⁵⁹ Ibidem.

⁶⁰ Lenglet de FRESNAY: *Géographie abrégée par demandes et réponses*, 1774. BMB, H 5716.

⁶¹ Le FRANÇOIS: *Méthode de géographie abrégée et facile dédiée à Mlle Crozat*, Paris, 1734. BMB, H 5711.

⁶² La CROIX: *Nouvelle méthode pour apprendre la géographie*, 5 vols, 1717. 3^e éd, BMB, H 5706.

La Hongrie dans ces livres

Pour Béla Köpeczi, à l'instar de la presse et des écrits politiques, „*les manuels d'histoire et de géographie sont mis au service de la propagande officielle*”⁶³ défendant la politique de Louis XIV en Hongrie et son choix de soutenir les Mécontents dans leur lutte contre les Habsbourg. Cet historien a consacré une étude approfondie à l'image de la Hongrie véhiculée par la littérature géographique et historique qui s'appuie sur certains ouvrages présents dans les bibliothèques étudiées mais il ne s'aventure pas au-delà du premier quart du XVIII^e siècle.⁶⁴

Images de la Hongrie

La dimension visuelle est très présente dans l'éducation au XVIII^e siècle. „*Les images*” écrit Charles Rollin „*sont très propres à frapper l'imagination des enfants et à fixer leur mémoire: c'est proprement l'écriture des ignorants*”.⁶⁵ Cette valorisation de l'image n'est pas une nouveauté pédagogique du siècle des Lumières puisque dès les années 1680 Fénelon encourageait les pédagogues à en faire usage.⁶⁶ Dans le corpus d'ouvrages retenus, seule la *Nouvelle méthode pour apprendre la géographie* du sieur La Croix contient une figure intitulée *Hongrois*.⁶⁷ Trois personnages habillés dans un costume traditionnel d'influence orientale se côtoient, deux hommes et, un peu en arrière, une femme. Les deux hommes, facilement identifiables à la noblesse grâce à leurs vêtements, portent des bottes, une veste longue à brandebourgs, une cape – à revers de fourrure pour l'un d'entre eux qui arbore aussi, au côté, un sabre courbe. Tous deux portent le chapeau, l'un, une toque rigide ornée d'une plume et d'un rebord de fourrure, l'autre, le *kalpac*, fréquent en Transylvanie. La femme aux mains cachées dans un manchon porte une jupe longue, un voile et une toque garnie d'une plume et d'un bijou juste au dessus du front. Il s'agit là d'une représentation très conventionnelle de la noblesse du pays.

Alors que Béla Köpeczi ne dit mot de l'iconographie des Hongrois diffusée en France, il constate la multiplication des cartes qui y sont publiées à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle, se disant même „*surpris de leur richesse*”.⁶⁸ Cette floraison cartographique se retrouve dans les livres étudiés: plus de la moitié d'entre eux sont dotés d'au moins une carte et deux autres estiment leur usage nécessaire. Ainsi dans la préface de sa *Géographie*, Lenglet de Fresnoy

⁶³ B. KÖPECZI: *Hongrois et Français...*, préface.

⁶⁴ B. KÖPECZI: *La France et la Hongrie...*, 514 à 564.

⁶⁵ Ch. ROLLIN: 62.

⁶⁶ FENELON: *Traité sur l'éducation des filles*, Paris, Klincksieck, 1994. 60.

⁶⁷ La CROIX: vol 4. gravure non paginée.

⁶⁸ B. KÖPECZI: *La France et la Hongrie...*, 527.

donne la liste des cartes qu'il faut avoir sous les yeux pour suivre plus aisément son propos.⁶⁹ De même, en tête de l'édition 1766 de la *Géographie moderne* de Nicolle de la Croix, l'éditeur précise que, depuis l'édition définitive de 1762, ce livre s'accompagne d'un atlas - soit d'une série de cartes format in quarto-indispensable à sa lecture.⁷⁰ Les cartes incluses dans les autres livres sont parfois très floues sur la Hongrie, sa localisation, le tracé de ses frontières, ses fleuves et ses villes. L'ouvrage de l'abbé de Gourné, par exemple, contient une carte de *L'Europe des S^{rs} Sanson* qui ne mentionne pas la Hongrie.⁷¹ Sur les six autres cartes, plus ou moins détaillées, du continent européen figurent toujours les noms Hongrie et Bude, parfois des limites territoriales.⁷² Certains livres proposent des cartes régionales incluant tout ou partie de la Hongrie: *La Turquie en Europe* dans les ouvrages de La Croix⁷³ et de Vaissette,⁷⁴ *L'empire d'Allemagne* dans celui de Robbe.⁷⁵ Seuls deux de ces manuels et le fascicule Hongrie en usage à Saint-Cyr offrent à leur lecteur une carte de la seule Hongrie. La plus ancienne – dessinée par Nicolas de Fer à la fin du XVIII^e siècle – et intitulée *Le grand royaume de Hongrie ou partie septentrionale de la Turquie d'Europe* prend place dans le manuel de Robbe au sein du chapitre sur l'empire d'Allemagne.⁷⁶ La seconde, datée de 1719, appartient au matériel pédagogique des classes de Saint-Cyr et inclut l'espace le plus vaste, du golfe de Venise à la mer Noire.⁷⁷ Quant à la publication de Vaissette, elle s'appuie sur une cartographie renouvelée: sa carte du *Royaume de Hongrie* signée Robert de Vaugondy, porte la date de 1749. Outre des progrès dans la connaissance des territoires et dans les modes de représentations de l'espace, cette dernière carte prend en compte des changements de terminologie liés à des évolutions politiques, la „Hongrie turc [sic]” est devenue „Basse Hongrie” et la „Hongrie chrétienne”, „Haute Hongrie”.⁷⁸

La présence de ces cartes s'explique à la fois par le goût des lecteurs du temps pour la cartographie, par ses progrès au cours de la période, mais répond

⁶⁹ Ce sont des cartes générales (mappemonde, Europe, Asie, Amérique, etc.); il n'est pas fait mention d'une carte particulière de la Hongrie. Lenglet de FRESNAY: *préface* X.

⁷⁰ Nicolle de La CROIX: *op. cit.*

⁷¹ Abbé de GOURNE: *Géographie méthodique ou introduction à la géographie ancienne et moderne à la chronologie et à l'histoire*, Paris, 1743. 2 vols. BMB, H 5956.

⁷² Sur la carte simplifiée à l'usage des enfants, de l'Europe tirée de la *Géographie élémentaire* de Robert, figurent le nom de la Hongrie et la ville de Bude, F. ROBERT: *Géographie élémentaire à l'usage des collèges avec un précis de la sphère et des cartes*, Paris, 3^e éd., 1779. BMB H 5749.

⁷³ La CROIX: après la page 356.

⁷⁴ Dom J. VAISSETTE: fin du volume 1.

⁷⁵ Robbe: après la page 324. On retrouve le dessin des frontières occidentales et le nom de la Hongrie sur la carte *L'empire d'Allemagne divisé en ses dix cercles et austres estats* du fascicule Allemagne utilisé à Saint-Cyr. ADY, D 169 à 174.

⁷⁶ ROBBE: après la page 334.

⁷⁷ Cahier Hongrie, *op. cit.*

⁷⁸ Dom J. VAISSETTE: fin du volume 1.

aussi à des préoccupations pédagogiques. Pour Lenglet de Fresnay, „on doit avoir l'attention de ne jamais faire répéter la leçon de géographie sans montrer d'abord à son élève, et sans lui faire montrer ensuite sur la carte de l'endroit, qui fait le sujet de la leçon du jour. C'est le moyen de fixer par les yeux l'imagination des jeunes gens”.⁷⁹ Observer une carte est, selon Nicolle de la Croix, „un exercice aussi utile qu'agréable” car il permet „de voyager sur la carte, en se demandant à soi-même quel chemin il faudrait prendre par exemple de Paris à Rome”.⁸⁰

Textes sur la Hongrie

Parmi les ouvrages répertoriés dans les différentes bibliothèques conventuelles, certains sont très laconiques sur la Hongrie. Dédié au comte de la Marche et aux princes, l'ouvrage de l'abbé de Gourné ne dit mot de la Hongrie dans un premier volume pourtant largement consacré à l'Europe, préférant focaliser son propos sur le Portugal et l'Espagne.⁸¹ *L'Introduction à la géographie tant nouvelle qu'ancienne* de Cluvier est à peine plus bavard. En effet, cet ouvrage – contrairement à ce que son titre pourrait laisser penser – ne s'intéresse qu'à la géographie antique et se contente de citer la Hongrie comme étant l'une des parties de l'ancienne Dacie. Quelques pages plus loin l'auteur mentionne cependant l'origine du peuplement de la Hongrie: „depuis les peuples qui avaient occupé les contrées de la Pannonie, les Hongres se mêlèrent avec les Saxons, à cette occasion, le langage est entremêlé de l'un et de l'autre idiome, de ces deux peuples, Saxons et Hongres. Cette contrée qui est jointe à la rivière du Patisse se nomme Hongrie”.⁸²

Tous les autres livres consacrent de une à dix de pages à la géographie et à l'histoire de la Hongrie. Le texte le plus court fait partie de l'abrégé de géographie situé en appendice de *l'Instruction sur l'histoire de France et romaine*,⁸³ le plus long – mais aussi le plus structuré – appartient à la *Géographie* de Dom Vaissette.⁸⁴ La longueur du texte n'est en rien significative d'un intérêt plus ou moins grand d'un auteur pour la Hongrie, mais découle simplement de la nature, du format et du nombre de tomes, sans publier le public auquel il s'adresse. Étant données les différences de volume des informations, il paraît

⁷⁹ Lenglet de FRESNAY: *préface* IX.

⁸⁰ Nicolle de la CROIX: *préface* XV.

⁸¹ Abbé de GOURNE, *op. cit.*

⁸² Ph. CLUVIER: *Introduction à la géographie tant nouvelle qu'ancienne*, Paris, 1639. chapitre. XVII. Des habitants de la Dacie, 333. La bibliothèque municipale de Bordeaux possède l'ex-libris „de la communauté des religieuses bénédictines de Bordeaux”, BMB H 5708.

⁸³ Cl. Le RAGOIS: 415.

⁸⁴ Neuf pages pour la Hongrie proprement dite (Haute et Basse Hongrie), quatre pages sur la Transylvanie et six autres sur le gouvernement ecclésiastique de la Hongrie et des provinces adjacentes. J. VAISSETTE: 283 à 318.

peu opératoire de comparer tous ces textes mais préférable d'écarter d'emblée les plus complets qui, bien que présents dans la bibliothèque des Dames de Saint-Cyr et pouvant jouer le rôle d'ouvrage de référence pour les maîtresses des classes, ne s'adressent pas spécifiquement à un lectorat enseignant. Entrent dans cette catégorie, aux côtés des quatre tomes de la *Géographie* de Dom Vaissette – où la Hongrie occupe une place bien plus modeste que les Etats voisins de la France, la Pologne (50 pages) ou encore la Russie (35 pages) – *le Grand Dictionnaire historique* de Moreri et son supplément qui ont déjà été étudiés soigneusement par Béla Köpeczi dans le cadre de ses travaux sur la littérature géographique et historique française.⁸⁵ Reste donc dix publications „éducatives” où les distorsions quantitatives sont encore grandes: entre une demie et huit pages in octavo.

Les vingt lignes de l'abrégé de Le Ragois,⁸⁶ les réponses aux trois ou quatre questions des manuels de Lenglet de Fresnay⁸⁷ et de Robert⁸⁸ sont le minimum à savoir sur la Hongrie pour un collégien ou une pensionnaire de couvent. Les rudiments communs se limitent aux divisions territoriales et politiques ainsi qu'aux villes, au-delà chaque livre a son originalité: Le Ragois donne les noms allemands des villes, précise le lieu de couronnement des rois de Hongrie et montre un goût certain pour l'anecdote; Robert signale le rattachement de la Hongrie à la maison d'Autriche. Quant à Lenglet de Fresnay, il vante les fameux vins de Tokay et s'intéresse de près à l'histoire récente.⁸⁹ En peu de mots, les deux derniers informent le lecteur sur la nature, les richesses, les religions. Vu par son auteur comme „un guide utile aux voyageurs”, le manuel d'Expilly est un plus bavard que les précédents car il se veut „un précis de ce que la géographie a de plus intéressant et de plus nécessaire dans le commerce ordinaire de la vie”.⁹⁰ Après une introduction situant la Hongrie en taille et dans l'espace, il signale la mauvaise qualité de l'air et des eaux, s'attarde sur les richesses naturelles, puis décrit des Hongrois „courageux, hardis, braves et passionnés pour la guerre”,⁹¹ donne quelques précisions sur leur langue et sur les religions représentées: „La religion catholique romaine est la dominante du royaume de Hongrie. On trouve cependant, dans ce pays, beaucoup de

⁸⁵ B. KÖPECZI: *La France et la Hongrie...* 529-530.

⁸⁶ Cl. Le RAGOIS: 415.

⁸⁷ „Comment divisez-vous la Hongrie?”, „Quelles sont les villes principales de Hongrie?”, „Que remarquez-vous encore dans la Hongrie?”. Lenglet de FRESNAY: 30 - 31.

⁸⁸ „A qui appartient la Hongrie ?”, „Quelle en est la capitale?”, „Nommez les pays annexés à la Hongrie”, „Quelles en sont les capitales?” ROBERT: 108-109.

⁸⁹ „La reine de Hongrie, fille de l'Empereur Charles VI et archiduchesse d'Autriche a rendu à la noblesse hongroise tous les privilèges que l'Empereur Léopold leurs avait ôtés pour quelques révoltes”. Lenglet de FRESNAY: 30.

⁹⁰ J.-J. EXPILLY: 1. L'auteur n'oublie pas quelques informations utiles aux seuls voyageurs, notamment le cours du duc de Hongrie en livres, voir p. 415.

⁹¹ J.-J. EXPILLY: 71.

calvinistes, de luthériens, d'ariens &c".⁹² Avant de passer à la Transylvanie, Expilly énumère les villes et les divisions. La double page de texte du cahier *Hongrie* de Saint-Cyr fait la part belle à l'origine du nom et du peuplement, à la christianisation par Saint Étienne et précise bornes et divisions du pays. Le descriptif n'omet pas de rappeler que les impériaux ont repris Buda aux Turcs en 1686 – année de la fondation de Saint-Cyr – et fait, en ces termes, l'éloge de ce pays de cocagne: „on peut dire assurément que la Hongrie est le meilleur pays de l'Europe; que la terre est fertile en bleds, vins, fruits et pâturages. Il se trouve aussi beaucoup de bétail et de très bons chevaux. On découvre dans ses montagnes des mines d'or, d'argent, de cuivre, d'antimoine et de sel”.⁹³

Les ouvrages plus étoffés s'attardent longuement sur la partie historique de la présentation du pays. En une page et demi, Nicolle de la Croix brosse un rapide tableau depuis l'antiquité jusqu'à la déclaration de l'hérédité du royaume à la maison d'Autriche en 1723.⁹⁴ Deux autres ne disent mot de l'histoire ancienne s'intéressant plutôt à l'histoire récente depuis la bataille de Mohacs jusqu'au début du XVIII^e siècle, citant les principaux épisodes de la lutte contre les Turcs, mais sans jamais rappeler le soutien apporté par la France aux Mécontents. Dans les présentations géographiques de la Hongrie, les livres plus épais s'organisent toujours autour des thématiques de la géographie descriptive, mais en donnant plus d'informations, de détails et d'exemples tant sur la nature, les richesses que sur les habitants et offrant pour certains des listes de villes.⁹⁵ Non seulement certains thèmes sont récurrents, mais les mots employés peuvent être identiques au point qu'il semble que les auteurs aient eu une source commune ou se soient copiés les uns les autres. Ainsi, entre la *Méthode* de Robbe et la *Nouvelle méthode* de La Croix, la parenté est grande. D'un côté: „L'air de ce pays est mal sain et corrompu, ses eaux sont mauvaises et puantes, excepté celles du Danube, et cependant le terroir est très fertile en blés, en vins, en fruits, & en pâturages. On y trouve une grande quantité de bêtes fauves & de gibier et en arrière de très bons chevaux et l'on y pêche une si grande quantité de poissons, que l'on est quelquefois obligé de les donner aux cochons.”⁹⁶ De l'autre, „l'air n'y est pas trop sain, les eaux y sont corrompues, à la réserve de celle du Danube; la terre s'y trouve très fertile en blés, en vins, en fruits en pâturages. Elle abonde extraordinairement en bêtes à cornes, en bêtes fauves, et en toute sorte de gibier; il y a de très bons chevaux, on y pêche une si grande quantité de poisson, qu'on est quelquefois obligé de les donner aux cochons”.⁹⁷ Ces similitudes se retrouvent dans le portrait des Hongrois, avec des traits plus ou moins appuyés. Nicolle de la Croix est le plus concis

⁹² Ibidem.

⁹³ Cahier Hongrie: *op. cit.*

⁹⁴ Nicolle de la CROIX: 603-604.

⁹⁵ Le FRANÇOIS: 290 et ROBBE: 330-331.

⁹⁶ ROBBE: 325-326. Les premières éditions remontent à la fin du XVII^e siècle.

⁹⁷ La CROIX: 338-339. Première édition, 1717.

mais aussi le plus élogieux: „*Les Hongrois ont plus d'inclination pour la guerre que pour les arts et le négoce; ils parlent plusieurs langues, surtout la langue latine qui leur est très familière*”.⁹⁸ Un peu plus longs et très proches sont les paragraphes de la *Méthode* de Robbe⁹⁹ et de la *Nouvelle méthode* de La Croix¹⁰⁰ qui mettent tous deux en avant la hardiesse, le courage des Hongrois mais aussi leur caractère cruel et farouche, leur passion de la guerre, leur haine de la domination et étrangère, ajoutant pour Robbe, „*les personnes de qualité y sont magnifiques et le commun peuple est paresseux*”.¹⁰¹

La Hongrie, pays des confins orientaux de l'Europe, suscite un intérêt certain dans les élites cultivées françaises en raison de sa situation géographique et de ses relations avec la monarchie française. Ce goût se manifeste dans des publications présentes dans les bibliothèques de maisons vouées à l'éducation des filles. Ces ouvrages destinés aux enseignantes et aux élèves -sans qu'il soit toujours possible de les distinguer- brossent un tableau plus ou moins précis de l'histoire, de la géographie et des habitants de Hongrie. À travers ces publications filtrent des ressemblances révélatrices de la circulation en France, d'un ensemble de stéréotypes sur ce pays.

Tout étude sur la composition d'une bibliothèque achoppe sur la question de son usage. Ces livres ont-ils été lus par les enseignantes et/ou par les élèves? Si, à la demande des religieuses, ils ont été achetés, alors on peut penser que, répondant à un besoin, ils ont plus de chances d'avoir été lus. À Saint-Cyr, registres de comptabilité et factures attestent, par exemple, que des livres¹⁰² et des cartes de géographie¹⁰³ ont été acquis tout au long du siècle des Lumières. Mais dans les autres couvents, en particulier dans les plus modestes, avait-on les moyens et le souci d'acheter des livres? Leur présence ne s'explique-t-elle pas alors plutôt par les dons des familles lors des prises de voile?¹⁰⁴ On peut alors douter que des livres profanes, entrées par donation, aient suscité l'intérêt de femmes habituées à des lectures pieuses. Certes la pratique de la lecture appartient au quotidien de la vie conventuelle et on connaît des systèmes de prêt à l'intérieur des maisons. Les constitutions des ursulines du Mans précisent que la soeur bibliothécaire doit tenir „*un catalogue des noms de toutes les sœurs*” et y porter les titres des livres empruntés ainsi que les dates de sorties et retours.¹⁰⁵ À Saint-Cyr, les livres circulent, mais on ignore le fonctionnement

⁹⁸ Nicolle de la CROIX: 604.

⁹⁹ ROBBE: 328.

¹⁰⁰ La CROIX: 339.

¹⁰¹ Robbe: 328.

¹⁰² Voir H. JACQUEMIN: chapitre 2. 53 à 72.

¹⁰³ Par exemple, en mai 1780, la maison règle une facture de 18 livres et 6 sols comprenant des cartes de géographie. ADY D 262. Voir aussi D. PICCO et K. TAYLOR: 166-167.

¹⁰⁴ Voir C.-A. SARRE: 277 et 513-515.

¹⁰⁵ Constitutions de l'institut et compagnie des Religieuses de Sainte Ursule, édition de Rennes, 1717.

pratique du prêt.¹⁰⁶ De plus, même si le prêt existe pour les religieuses, rien ne prouve que les pensionnaires y soient associées.

En admettant que des livres abordant l'histoire et la géographie de la Hongrie aient été lus par les enseignantes, rien ne permet pour autant d'affirmer qu'elles aient délivré un quelconque enseignement sur ce pays. Si tel était le cas, reste alors à savoir comment elles s'y prenaient, en faisant apprendre par cœur ou, suivant les conseils de Rollin, par la lecture, à condition „*qu'elles [ne] se contentent [pas] d'une lecture rapide [...] il faut revenir sur ses pas, et [...] relire plusieurs fois. [...] La plupart des dames se plaignent qu'elles ne retiennent rien de ce qu'elles ont lu ; c'est qu'elles ne se donnent pas la peine de lire comme il faudrait*”.¹⁰⁷

S'il semble bien que dans certaines maisons d'éducation pour filles, les conditions étaient remplies pour que les enseignantes aient, par leurs lectures, des connaissances sur la Hongrie et soient donc en mesure d'instruire leurs élèves, ce n'était pas le cas partout. Charles Rollin signale que des parents devaient prendre „*des maîtres pour enseigner l'histoire*”,¹⁰⁸ ce qui prouve à la fois les défaillances des maîtresses mais aussi le besoin ressenti par les familles de compléter l'instruction de leurs filles songeant à „*quelle ressource ces connaissances ne peuvent-elles pas [...] fournir dans la suite, quand elles seront dans le monde, pour s'occuper solidement et pour n'être pas obligées de se livrer à des visites souvent ennuyeuses, à des conversations froides ou peu intéressantes, à des amusements plus que frivoles, qui deviennent comme nécessaires faute de meilleures occupations!*”.¹⁰⁹

¹⁰⁶ Voir H. JACQUEMIN: chapitre 3. 73 à 78.

¹⁰⁷ Ch. ROLLIN: 1863. vol. 1. 91.

¹⁰⁸ Ibidem.

¹⁰⁹ *Idem*, 104.

DEUXIÈME PARTIE

Études sur l'histoire moderne et contemporaine

Gábor Andreides

*Un regime comunista del blocco sovietico e il suo leader: la visita di
János Kádár in Italia del 1977 e i giudizi italiani sul primo segretario
del POSU*

L'Ungheria sotto la dominazione dell'impero sovietico non ebbe la possibilità di fare e seguire una sua politica estera. Questa politica nel blocco sovietico, sia in Ungheria che negli altri Stati, significò che ogni paese soddisfaceva meccanicamente la volontà e i desideri dell'Unione Sovietica. La rivoluzione ungherese del 1956 diede l'illusione di una certa indipendenza, ma dopo la sconfitta dell'insurrezione l'Ungheria si trovò in un totale isolamento diplomatico. Solo all'inizio degli anni '80 la politica estera ungherese si poté presentare con l'aspirazione di agire indipendentemente e cominciò a separarsi dall'URSS. In questo campo degli affari esteri, oltre ai rapporti con l'Austria e la Germania Federale, l'Ungheria rafforzò l'amicizia e le sue relazioni con l'Italia. Il presente contributo analizza le relazioni italo-ungheresi negli anni Settanta e presenta gli echi della stampa italiana sul ruolo e sulla personalità del primo segretario Kádár.

Negli anni Ottanta la storiografia ungherese per quanto riguarda il sistema kádariano cominciò ad usare una nuova espressione, quella che si compendia nel termine „*restaurazione*”. Questa parola, oltre a descrivere il nuovo regime, alludeva anche a una certa continuità tra il sistema di Rákosi e quello di Kádár. I documenti scoperti dopo la caduta del regime comunista ungherese hanno confermato e confermano ancora oggi questa concezione. János M. Rainer, nel suo libro *A történelemmé vált Kádár-korszak. Dokumentumok a kezdetről, 1956-1957* (L'epoca di Kádár è diventata storia. Documenti sugli inizi, 1956-1957¹), sostiene a tale riguardo: „*Il regime di Kádár che sta per installarsi rappresenta praticamente una piena continuità con il sistema stalinista di Rákosi. Per quanto riguarda invece lo stile ed i meccanismi di potere, la continuità è solamente parziale. [...] La restaurazione diretta da Kádár è il ristabilimento del vecchio sistema in forma moderata.*” A livello terminologico l'altro problema è quello del significato dell'espressione „*conservare cancellando*”.² Il regime non ha ristabilito la dittatura stalinista perché non era questo il suo obiettivo. Ma ha considerato di primaria importanza la ricreazione del governo comunista in forma modificata. Questo vecchio-nuovo regime affrontò moltissimi problemi sia nel campo della politica interna che di quella

¹ Pubblicato in *Évkönyv* 1995, IV (Annuario 1995), 1956-os Intézet, Budapest 1995.

² Pál GERMUSKA: *Miti, illusioni, verità? Il dibattito sul '56 nella storiografia ungherese*, IN: Santi FEDELE e Pasquale FORNARO (a cura di): *L'autunno del comunismo Riflessioni sulla rivoluzione ungherese del 1956*, Istituto di Studi Storici Gaetano Salvemini, Messina, 2007. 72-73.

estera. Il governo ungherese fu progressivamente boicottato nel corso degli anni dai paesi occidentali. Una visita invece aprì la via alla ripresa di regolari rapporti diplomatici fra il Vaticano e l'Ungheria, dando così un grande impulso anche alla normalizzazione dei rapporti italo-ungheresi.

La rivolta ungherese dell'ottobre del 1956 provocò, come è ben noto, fortissime reazioni in Italia e la lotta dei magiari fu seguita con attenzione dal tutto il paese. Nel 1958, a due anni dalla rivoluzione, una seria crisi nei rapporti bilaterali³ fu causata dalla notizia dell'esecuzione degli leader della rivolta ungherese. Dopo 21 anni dalla rivoluzione, e dopo 19 dall'esecuzione di Imre Nagy, János Kádár, segretario di un partito comunista del blocco sovietico, veniva ricevuto con tutti gli onori in Italia. Sembra lecito chiedersi, a questo punto, perché l'Italia e il Vaticano avessero deciso di ricevere con quest'ufficialità un uomo che era stato definito „massacratore”. La ragione era, probabilmente, la seguente: János Kádár era ormai diventato il leader riconosciuto dell'Ungheria. E questo l'Italia e la Santa Sede lo sapevano benissimo.

Un comunista ungherese a Roma

A Roma, il primo segretario del POSU (Partito operaio socialista ungherese) ebbe incontri con i massimi rappresentanti della Repubblica Italiana e della capitale. Ci furono i colloqui con il capo dello Stato, Giovanni Leone,⁴ con il presidente del Senato, Amintore Fanfani,⁵ e con Pietro Ingrao,⁶ allora

³ L'atteggiamento del Governo italiano fu manifestato dal ministro degli Affari Esteri, Giuseppe Pella, davanti ai due rami del Parlamento. „*Con voce pacata e senza mai essere interrotto*”, come riferisce il *Corriere della Sera*, Pella esordì affermando che le esecuzioni avvenute in Ungheria avevano suscitato un sentimento di profonda commozione anche nel governo italiano, che intendeva stigmatizzare quei drammatici avvenimenti e onorare i nuovi martiri che si erano aggiunti al lungo elenco dei caduti per l'indipendenza della patria e per la libertà. Il ministro degli Esteri così continuava il suo fermo discorso: „*Ho l'onore di comunicare di avere subito richiamato il ministro d'Italia a Budapest e di avere deciso di soprassedere alla concessione di gradimento del nuovo rappresentante diplomatico ungherese*”. Il ministro quindi concludeva esprimendo il profondo cordoglio del popolo italiano alla nazione ungherese per la perdita dei suoi capi, nella convinzione che il sangue versato dal popolo magiaro per la libertà non fosse stato versato invano. Gábor ANDREIDES: *Il filo riannodato: la visita di Kádár in Vaticano del 1977*, IN: Santi FEDELE e Pasquale FORNARO (a cura di): *L'autunno del comunismo...*, 117.

⁴ Giovanni Leone (1908-2001), giurista ed esponente di rilievo della Democrazia Cristiana (DC), fu più volte presidente del Consiglio e, nel 1971, divenne il sesto presidente della Repubblica Italiana.

⁵ Il poliedrico Amintore Fanfani (1908-1999), storico dell'economia, „*cavallo di razza*” della DC, ma anche saggista di successo e pittore di grande talento, è stato uno dei più importanti uomini politici italiani del secondo dopoguerra. Fu, fin dagli anni giovanili, una figura centrale del movimento cattolico italiano e, più tardi, del rinnovato Partito popolare, la Democrazia Cristiana.

⁶ Politico e giornalista italiano. Iniziata la sua attività anti-fascista nel 1939, aderì al Pci nel 1940 e partecipò attivamente alla Resistenza. Ininterrottamente deputato tra il 1948 e il 1994, è stato direttore del quotidiano *L'Unità*. Ha partecipato alla fondazione del Partito Democratico

presidente della Camera. Incontrò Giulio Carlo Argan,⁷ sindaco di Roma eletto nella lista comunista, e i capi del Partito comunista italiano, il segretario generale Enrico Berlinguer⁸ e il presidente Luigi Longo.⁹

I pubblicisti scrissero della vita e della vita politica kádáriana sottolineando i punti scuri del curriculum vitae; il ruolo di Kádár nel processo a László Rajk del 1949 e il suo rapporto personale con il primo ministro Imre Nagy. L'organo ufficiale del Partito comunista italiano (PCI), *l'Unità*,¹⁰ diede rilievo al credo della politica del leader magiaro, il concetto „*chi non è contro di noi è con noi*”. L'*Avanti!*,¹¹ giornale del Partito socialista italiano (PSI), parlò del triplice compito della visita: migliorare i rapporti bilaterali con lo Stato italiano, con il PCI, e con la Santa Sede.

La stampa italiana di destra evidenziò soprattutto che l'Italia stava aspettando un politico est-europeo che avrebbe fatto il suo primo viaggio in Europa occidentale. Secondo questi giornali la politica di Kádár era assolutamente adeguata alla diversità e all'incertezza del tempo. Egli governava così perfettamente che sia Mosca, la capitale dell'impero, che il suo popolo, gli ungheresi, erano soddisfatti. Lui, in cambio della politica estera ungherese, riceveva un buon bagaglio delle piccole libertà dall'URSS per consolidare gli ungheresi nella politica, nella cultura e soprattutto nell'economia.

E ci fu veramente moltissima attesa per la conferenza stampa conclusiva della sua visita, tenuta da Kádár al Grand Hotel di Roma il 9 giugno 1977, che concludeva il primo viaggio di un leader del blocco comunista in un paese occidentale e della NATO. Il leader ungherese cominciò con tono familiare ringraziando la stampa italiana per la „*comprensione*” dimostrata nei riguardi dell'Ungheria e aggiunse di aver letto la definizione di „*robot dei compromessi*”, coniata per lui da un giornale. „*Questa definizione non mi offende – disse – perché io credo nei piccoli compromessi che possono portare avanti la causa del socialismo e del mio paese.*”¹²

della Sinistra, pur opponendosi ad essa e staccandosene poco dopo, nel 1993. Dopo le elezioni europee del 2004 ha aderito al Partito della Rifondazione Comunista.

⁷Giulio Carlo Argan (1909-1992) fu critico d'arte, politico italiano primo sindaco non democristiano di Roma nel 1976. Fu eletto come indipendente nelle liste del Pci.

⁸ Enrico Berlinguer (1922-1984), politico italiano, fu segretario generale del Partito Comunista Italiano dal 1972 fino alla morte.

⁹ Luigi Longo, detto Gallo (1900-1980), fu un politico e fervente antifascista italiano. Successe a Palmiro Togliatti alla guida del Pci.

¹⁰ *L'Unità* è un quotidiano della sinistra italiana. Fu fondato nel 1924 dal leader storico Antonio Gramsci. Dal 1924 al 1991 è stato l'organo ufficiale dei comunisti italiani.

¹¹ *Avanti!* è il quotidiano del PSI. Il nome del giornale fu ispirato dall'omonimo periodico della socialdemocrazia tedesca. Il primo numero uscì a Roma il 25 dicembre 1896. Nel 2008 dopo la rinascita del Partito Socialista il giornale ritorna sulle sue posizioni storiche.

¹² *Kádár János sajtótájékoztatója a római Grand Hotelben, 1977. 06. 09.* (Conferenza stampa di J. Kádár al Grand Hotel di Roma, 9 settembre 1977), Magyar Rádió Archívum (Archivio della Radio Ungherese), Dokumentáció D4422/1, Nyilv. Felv.: 77.06.09. Időtartam: 60.00.

Kádár non ebbe difficoltà a rispondere a chi gli aveva chiesto se condividesse i giudizi che Todor Živkov, leader comunista bulgaro e della più incondizionata osservanza della linea sovietica, aveva espresso sull'autorevole rivista „*Questioni della pace e del socialismo*” in merito all'eurocomunismo. Il leader ungherese partiva da un dato di fatto più geografico che politico. „*L'Europa – osservò – va dall'Atlantico agli Urali, per cui europei non sono solo i partiti comunisti italiano, spagnolo, e francese, ma anche quelli sovietico, polacco e della Germania dell'Est, eccetera*”.¹³

Che cosa significava eurocomunismo? Secondo il leader ungherese, era a causa del loro passato storico e della realtà dei rispettivi paesi che i partiti comunisti dell'Europa occidentale avevano preso posizione su temi come quello del „*pluralismo*” e della „*dittatura del proletariato*”. Tutto questo era dipeso, per il leader magiaro, dalla diversità delle situazioni: „*Noi pensiamo che sia naturale – prosegui – che i partiti che lottano in un mondo capitalista per realizzare i programmi socialisti cerchino una loro via conforme ai precedenti e alle particolarità dei loro popoli: è un loro diritto e un loro dovere e noi non intendiamo interferire in ciò, tanto più che il marxismo-leninismo afferma che i popoli finiranno con lo scegliere loro stessi la via al socialismo in maniere diverse*”.¹⁴ In tal modo Kádár poté evitare di prender aperta posizione contro l'eurocomunismo, pur riconfermando per parte sua l'ossequio alle ragioni storiche che nell'URSS e nei paesi dell'Europa orientale avevano portato i regimi comunisti a imboccare la strada del „*centralismo democratico*” e della „*dittatura del proletariato*”. Quanto allo scritto di Todor Živkov di condanna degli „*eurocomunismi*”, Kádár, dopo aver sostenuto di non averlo letto con attenzione, risolse il problema con una battuta tipicamente kádariana: „*Mi chidete se sono d'accordo? Ebbene, tutti quelli che scrivono sanno che talvolta si accorgono, dopo un certo tempo, di non essere più nemmeno del tutto d'accordo con i propri scritti*”.¹⁵

János Kádár concluse, comunque, dicendosi convinto della solidarietà fra i partiti comunisti sia dell'Est che dell'Ovest e augurando a questi ultimi di rovesciare „*il potere dei gruppi monopolistici*”. In tema di rispetto dei diritti umani, il segretario del Partito operaio socialista ungherese si era guardato bene dall'usare toni trionfalistici per descrivere la situazione ungherese: „*Non riteniamo ancora ideale quanto è stato fatto in Ungheria*”, dichiarò, aggiungendo di essere favorevole a un'applicazione „*unitaria*” dell'atto finale di Helsinki.¹⁶

Kádár si era poi dilungato sulle possibilità di intensificare la cooperazione tra l'Italia e l'Ungheria soprattutto nei campi del commercio e dell'economia, ma anche in quelli della cultura e del turismo, definendo „*molto positivi*” sia

¹³ Ivi.

¹⁴ Ivi.

¹⁵ Ivi.

¹⁶ Ivi. Kádár si riferiva chiaramente alla tutela dei diritti umani proclamata nel terzo „*cesto*”.

l'atmosfera che il bilancio dei suoi colloqui romani. Rispondendo alla domanda del «*Népszabadság*» (Libertà del popolo), allora organo ufficiale del POSU, il leader ungherese definì ottimi i rapporti bilaterali italo-ungheresi, anche in presenza di sistemi politici diversi nei due paesi. Nel comunicato congiunto finale venne ribadito, fra l'altro, che le due parti si erano trovate d'accordo sul fatto che „*il rafforzamento della distensione non può essere limitato al continente europeo*”¹⁷ e si confermò una convergenza di punti di vista circa la soluzione da dare al conflitto medio-orientale.

Ovviamente Kádár parlò, nel corso della conferenza stampa, anche del suo colloquio col papa Montini: „*Il Vaticano – disse con un'allusione alla famosa frase di Stalin e in polemica con essa – è un piccolo Stato privo di esercito, ma rappresenta una grande forza morale*”.¹⁸ Gli accordi stipulati con la Santa Sede erano, a suo parere, da considerarsi più che soddisfacenti: le due parti li avevano fino a quel momento rispettati. „*Noi ammettiamo – aggiunse – la libertà della Chiesa cattolica, e di tutte le altre chiese, ad esse chiediamo soltanto di obbedire alle leggi dello Stato e di contribuire alla causa della liberazione dell'uomo*”.¹⁹ Il leader del POSU spiegò anche che l'accordo con le altre chiese e confessioni non cattoliche presenti in Ungheria era stato meno difficile di quello con la Chiesa cattolica perché „*le difficoltà con quest'ultima erano dovute soprattutto all'atteggiamento del cardinal Mindszenty*”.²⁰

Nel campo dei rapporti bilaterali tra Italia e Ungheria ci sono, negli anni Settanta, due momenti importanti da ricordare: il primo è rappresentato dall'incontro di Kádár con i politici e statisti italiani di cui abbiamo detto finora; l'altro è dato dalla visita ufficiale a Roma del primo ministro ungherese, György Lázár, nel 1975.

A cavallo tra i due eventi, la stampa italiana diede largo spazio ai fatti del 1956. Ma lo scopo della maggior parte degli articoli non fu quello di analizzare i momenti della rivolta, bensì di aprire un dibattito politico con il PCI, che allora rinnegò il regime stalinista di Rákosi, giudicando però assolutamente negativa la rivoluzione del popolo ungherese e, di conseguenza, giustificando ancora una volta l'invasione sovietica. Molti scritti cercarono di confrontare le opinioni del PCI all'epoca dei fatti d'Ungheria con le opinioni del momento (con la primavera di Praga del 1968 alle spalle, e con il fenomeno dell'eurocomunismo in atto). Alcuni giornalisti scrissero dello stato d'animo della Repubblica popolare ungherese, affermando che il regime di Kádár era il regime del „*relativismo*”. Ogni cosa in Ungheria e sull'Ungheria era relativa: nel caso ungherese non si poteva parlare di democrazia parlamentare, e neanche di diritti umani, ma era pur vero che gli ungheresi vivevano molto più

¹⁷ *Corriere della Sera*, 10 giugno 1977, 7.

¹⁸ *Ivi.*

¹⁹ *Ivi.*

²⁰ *Ivi.*

liberamente rispetto agli altri popoli dell'Est sovietizzato. E non dobbiamo dimenticare che questo periodo fu il primo in cui sui giornali italiani si potevano già leggere alcune voci ungheresi dell'opposizione a Kádár come, ad esempio, quella dell'ex ambasciatore ungherese József Száll, il quale dopo il suo incarico diplomatico lasciò l'Ungheria, o del giornalista (di origini fiumane) Miklós Vásárhelyi.

E come vedeva lo stato dei rapporti bilaterali il rappresentante ungherese a Roma? In un suo resoconto per Budapest di quel periodo, egli così si esprimeva: „Nella seconda metà del 1977, ma soprattutto negli ultimi tre mesi, la propaganda contro l'Ungheria è meno intensa rispetto alle critiche verso il blocco sovietico in generale. Nell'autunno del 1977 è mancata la consueta campagna sul '56, mentre agli occhi dell'opinione pubblica italiana la restituzione della Corona ungherese ha assunto una grandissima importanza”.²¹

Ma vale la pena, per concludere, di ritornare ancora alla conferenza stampa di Kádár. Per quel che riguarda la presenza delle forze armate sovietiche in Ungheria, il leader del partito-Stato l'aveva messa in rapporto con la situazione mondiale e con la presenza delle forze della NATO nei paesi dell'Europa Occidentale. Il ritiro delle truppe sovietiche dipendeva, secondo lui, dal processo di distensione in atto, „ma, se e quando questo avverrà – precisò il leader del POSU –, non vi sarà nessun cambiamento del regime popolare in Ungheria che ora si è consolidato dopo l'eliminazione di certi errori”.²²

Oggi si evince chiaramente che Kádár non fu un ottimo profeta.

Gli echi della stampa italiana sul primo segretario

Se il nostro compito è quello di analizzare la personalità di Kádár, non è assolutamente inutile raccogliere gli articoli della stampa italiana disponibili su di lui. János Kádár, d'altra parte, visse i suoi 32 anni al potere nel mirino della politica. E i giornalisti italiani, pertanto, non avevano potuto non occuparsi di quel fenomeno che si cominciò a definire „kádárismo”.

La prima intervista italiana con János Kádár fu fatta da Bruno Tedeschi. Fu probabilmente il 26-27 ottobre 1956 che il nuovo segretario del Magyar Dolgozók Pártja (Partito dei Lavoratori Ungheresi) concesse un'intervista all'inviato de *Il Giornale d'Italia*.²³ Alla domanda su quale tipo di comunismo

²¹ *Palotás Rezső római magyar nagykövet jelentése Puja Frigyes külügyminiszternek a Magyarország és a szocialista országok elleni burzsoá propagandáról* (Rapporto dell'ambasciatore d'Ungheria in Roma, R. Palotás al ministro degli Esteri, F. Puja, sull'Ungheria e sulla propaganda borghese contro i paesi socialisti), Roma, 24 gennaio 1978, XIX-j-l-j Külügyminisztérium-Olaszország TÜK 1977-1979, Min. AA.EE.-Italia, Documenti segreti 1977-1979. 110. doboz.

²² *L'indignazione del popolo italiano espressa da Pella al Senato e alla Camera*, Corriere della Sera, 19 giugno 1958. 1.

²³ *Il Giornale d'Italia* è stato un importante ed innovativo quotidiano, fondato a Roma nel 1901 e chiuso nel 1976.

intendesse rappresentare, egli rispose: „*Quello nuovo, nato dalla rivoluzione e che non vuole avere nulla in comune con il comunismo della cricca Rákosi-Hegedűs-Gerő. Il nostro comunismo è ungherese: è una specie di terza linea [...] proveniente dalla nostra rivoluzione nel corso della quale, lo sapete, molti comunisti si sono battuti a fianco degli studenti, degli operai e del popolo.*” Alla domanda se „*il comunismo avrebbe preso una forma democratica*” il segretario del partito rispose: „*La sua domanda è corretta. Vi sarà un’opposizione e non una dittatura; questa opposizione sarà ascoltata perché si esprimerà in funzione dell’interesse nazionale ungherese e non di quello comunismo internazionale.*”²⁴

Nel pomeriggio del 1° novembre, quando Imre Nagy comunicò ad Andropov²⁵ il ritiro dell’Ungheria dal Patto di Varsavia,²⁶ Kádár prese la parola dicendo che approvava a nome della direzione del partito e personalmente la decisione. Quindi proseguì: „*La stampa sovietica ha parlato di controrivoluzione ungherese, qui non ci sono state controrivoluzioni [...] La mia vita si è intrecciata con il partito e con l’URSS e adesso, come ungherese e come comunista, non vedo altra soluzione che prendere le armi e sparare sui carri russi che uccidono gli operai ungheresi*”.²⁷

Qualche mese dopo, il 25 marzo 1957, Sergio Segre pubblicò sulle pagine de *L’Unità* il suo articolo „*I primi passi della rinascita ungherese*”, in cui già parlava della politica del leader ungherese sulle principali questioni del momento. Il 18 aprile il giornale del PCI divulgò anche le opinioni di Kádár per quanto riguarda i problemi internazionali. Alla fine del mese Kádár incontrò a Mosca i leader del PCUS, con i quali si trovò d’accordo a proposito del processo a Imre Nagy.²⁸

Leo Paladini, nell’organo ufficiale del Partito Socialista Italiano *Avanti!*, così commentò la direzione politica di János Kádár: „*Il capo attuale del consiglio ungherese si è avvicinato definitivamente all’opinione interpretata*

²⁴ Federigo ARGENTIERI - Lorenzo GIANNOTTI: *L’ottobre ungherese*, Valerio Levi Editore, Roma 1986. 168.

²⁵ Jurij Vladimirovič Andropov (1914-1984) fu un politico sovietico, nonché segretario generale del PCUS (Partito Comunista dell’Unione Sovietica) dal 12 novembre 1982 alla morte. Dopo la morte di Stalin, nel marzo 1953, Andropov venne degradato ed „*esiliato*” nell’ambasciata sovietica di Budapest da Georgij Malenkov. Andropov giocò un ruolo importante nell’invasione sovietica dell’Ungheria.

²⁶ Il Patto di Varsavia o Trattato di Varsavia fu un’alleanza militare tra i paesi del blocco sovietico intesa a organizzarsi contro l’avversaria Alleanza Atlantica, fondata nel 1949. Il trattato fu elaborato da Nikita Chruščëv nel 1955 e sottoscritto nella capitale polacca il 14 maggio dello stesso anno. I membri dell’alleanza promettevano di difendersi l’un l’altro in caso di aggressione. Il patto giunse a termine il 31 maggio 1991 e fu ufficialmente sciolto durante un incontro tenutosi a Praga il 1° luglio successivo.

²⁷ ARGENTIERI-GIANNOTTI: 169.

²⁸ Gábor ANDREIDES: *La storia dei rapporti italo-ungheresi 1956 -1989*, tesi del dottorato, p. 136. Il volume si trova nella Biblioteca del Dipartimento di Storia contemporanea dell’Università ELTE.

*dagli esponenti della compagnia Rákosi-Gerő. Non è casuale che Kádár al Cremlino, parlando della dittatura del proletariato, abbia sottolineato: dopo il 1948 nel Partito dei Lavoratori Ungheresi è prevalsa la convinzione secondo la quale in Ungheria gli strati di borghesia vengono cancellati proprio come nella rivoluzione bolscevica. Kádár – evidenziava Paladini – promuove queste illusioni, conta sul peggioramento delle condizioni sociali dei diversi strati sociali dovuto alla guerra”.*²⁹

Tre anni dopo, nel 1960, Indro Montanelli scrisse di lui: „Sono convinto che Kádár sia una persona di pensieri nobili, che ha salvato il salvabile, e penso che non abbia potuto agire diversamente. Doveva anche punire, il quale è un compito drammatico. Però la storia non perdona mai. Non dimentichiamo la storia, la verità, e la vita di János Kádár.” L'ex inviato del *Corriere della Sera*,³⁰ uno dei rari esempi di intellettuali veramente indipendenti nell'Italia del dopoguerra, molte volte difendeva con coerenza le sue convinzioni anche di fronte al modo di pensare generale dell'opinione pubblica.

Nel 1961, cinque anni dopo la rivoluzione dell'ottobre '56, una delegazione di giornalisti italiani ebbe la possibilità di fare delle interviste nell'Ungheria postrivoluzionaria. In questa deputazione c'era anche l'inviato socialista dell'*Avanti!*, Luigi Vismara, il quale vide Kádár come un individuo misterioso, un leader del tipo „*amiamo e odiamo*” agli occhi del popolo ungherese. Il primo ministro Kádár, il quale, facendo appello alla coscienza dei suoi connazionali, aveva avviato il rinnovamento del paese, era strumento e vittima nello stesso tempo. „*Chi è veramente János Kádár? Da che parte della barricata sta?*” – si chiedeva il giornalista dell'*Avanti!*, che così continuava: „*Certo che Kádár non è Rákosi, e Chruščëv non è Stalin. Ma dov'è la garanzia che non commetteranno errori gravissimi?*”³¹

La situazione stava migliorando in Ungheria e questo produceva anche un cambiamento favorevole nella rappresentazione di Kádár in Italia. Anzi! Mario Stendardi, esperto del PCI per i paesi dell'Est, in rappresentanza dell'Olasz Magyar Baráti Társaság (Associazione di Amicizia Italo-Ungherese) lanciò l'idea di pubblicare un libro su János Kádár. La casa editrice Rizzoli spiegò la sua scelta con la simpatia nascente in Italia nei confronti di Kádár. Benché la Rizzoli allegasse una lettera di raccomandazione ricevuta dal PCI per rafforzare la sua volontà di pubblicazione, il libro restò solo nella teoria. Luigi Vismara raccontò al suo pubblico anche della paura. Questa sensazione frena e blocca i pensieri sia degli antikádáriani che dei prokádáriani, scrive il giornalista, mentre della caduta di Nikita Chruščëv³² e dell'ascesa al potere di Brežnev³³

²⁹ Ivi.

³⁰ Il *Corriere della Sera* è il primo quotidiano italiano. Fu fondato il 5 marzo nel 1876 a Milano.

³¹ ANDREIDES: *op. cit.* 138.

³² Nikita Sergeevič Chruščëv (1894-1971), eminente uomo politico sovietico, dopo le lunghe lotte per il potere seguite alla morte di Stalin e il breve periodo di leadership di Georgij

che hanno provocato un panico generale in Ungheria diede, per esempio, notizia il quotidiano romano *Il Messaggero*.³⁴ L'opinione pubblica ungherese aveva paura dell'effetto *domino*, cioè tutti erano convinti che la caduta del leader sovietico avrebbe comportato anche la sconfitta di Kádár. Il primo segretario, ritornato dalla Polonia, proprio davanti alla stazione Nyugati esternò le sue riflessioni e i suoi giudizi sui cambiamenti avvenuti nell'Unione Sovietica: „Noi siamo partiti dall'Ungheria domenica scorsa, e ora, otto giorni dopo, ci siamo ritornati. [...] La posizione politica del Partito Socialista dei Lavoratori Ungheresi e del governo della Repubblica Popolare Ungherese nelle questioni non è cambiata e non cambierà per niente”.³⁵

La serietà del problema spinse Kádár ad occuparsi della questione anche davanti al *Plenum* del Parlamento nel 1965. In questo intervento il primo segretario confermò la stabilità della politica del suo paese nei confronti delle idee del XX Congresso del PCUS³⁶ e della politica generale dell'Unione Sovietica. Con questo discorso nacque la leggenda di un Kádár „comunista nazionalista” e nei paesi occidentali si cominciò a pensare che il leader ungherese fosse uno stratega che seguiva la sua politica anche nelle situazioni piene di rischio. Però la scommessa del discorso fu grandissima, in quanto l'amministrazione kádariana non avrebbe sicuramente potuto sopravvivere a una eventuale decisione del nuovo leader dell'Unione Sovietica che intendesse bloccare i rapporti ungaro-sovietici.

Quando, nel 1965, Gyula Kállai sostituì Kádár e divenne primo ministro ungherese *Il Messaggero* diede grande importanza al futuro personale di Kádár e della sua politica. Il giornale romano evidenziò nel suo giudizio il fatto che il cambiamento al posto di premier non fosse inaspettato, perché il trasferimento del „robot dei compromessi” era stato ampiamente previsto. Con le dimissioni

Malenkov, divenne il leader dell'Unione Sovietica. Fu primo segretario del Comitato Centrale del PCUS dal 1953 al 1964 e fu anche il primo leader sovietico a visitare gli Stati Uniti, nel settembre del 1959.

³³ Leonid Ilič Brežnev (1906-1982), fu l'effettivo capo assoluto dell'Unione Sovietica dal 1964 al 1982, anche se all'inizio in collaborazione con altri. Fu segretario generale del PCUS dal 1964 al 1982 e due volte a capo del Presidium del soviet supremo (capo dello stato), dal 1960 al 1964 e dal 1977 al 1982.

³⁴ *Il Messaggero*, fondato nel 1878, è il quotidiano storicamente più importante della capitale italiana.

³⁵ ANDREIDES: *op. cit.* 139.

³⁶ Il XX Congresso del PCUS si svolse dal 14 al 26 febbraio del 1956. Alla fine dei lavori, il segretario Chuščëv, col suo celebre rapporto segreto, denunciò le violenze, le limitazioni alla libertà imposte dal regime di Stalin. Durante la seduta a porte chiuse nell'ultimo giorno del congresso, Chuščëv colse l'occasione per muovere un aspro rimprovero alla politica di Stalin. Ne denunciò il culto della personalità e tutta una serie di crimini commessi da lui e dai suoi collaboratori. Il discorso scioccò i delegati del congresso che, dopo anni di propaganda sovietica, erano convinti della grandezza di Stalin. Dopo un lungo dibattito, il discorso venne reso pubblico nel mese successivo, ma il rapporto completo fu pubblicato solo nel 1989.

di Kádár, sottolineava il quotidiano della capitale, era cominciata la caduta dal potere. Per Kádár la „dolce vita di Budapest” era finita, nella capitale ungherese sarebbe cominciata una politica più decisionale e molto più legata all’ URSS.³⁷

Il Messaggero di Roma sbagliò nella sua previsione. È vero che il leader ungherese fu uno dei più ferventi fedeli e collaboratori del capo sovietico, ma il nuovo leader dell’Unione Sovietica non dimise Kádár, fu semplicemente soddisfatto di vedere in alcuni momenti il primo segretario ungherese messo in situazioni umilianti.

Indro Montanelli lesse con „una certa preoccupazione” il comunicato di stampa delle dimissioni di Kádár. Sulle pagine del *Corriere della Sera* il giornalista toscano spiegò agli italiani le dimissioni e la decentralizzazione del POSU proprio con la personalità kádariana. Secondo Montanelli, cioè, János Kádár era colui che aveva voluto veramente la separazione della carica del capo del partito dalla quella di capo dello governo.³⁸

Montanelli vantava anche l’esperienza personale a proposito di Kádár: „Una mattina, sulle scale del Parlamento, incontrai brevemente Kádár, l’ultimo „riabilitato” dei fatti di Budapest, quando s’era schierato con Nagy. Me lo presentò l’amico ungherese che m’accompagnava. Kádár aveva l’aria sofferente e mi tese la mano senza togliersi il guanto. Più tardi chiesi al mio amico perché – a questo punto anche da Montanelli si presenta un elemento epistolare nell’iconografia kádariana, che appartiene al mondo della leggenda – E lui: deve nascondere le unghie strappate.” Nell’interpretazione di Montanelli, „Kádár sia stato uno dei personaggi eschilei prodotti da quei regimi tenebroso e sanguinari che escludono la scelta fra il bene e il male per lasciare soltanto quella fra il male e il peggio.” Montanelli credeva che il leader ungherese fosse stato fin dall’inizio l’uomo di Mosca. Ma poi, seguendo la sua azione politica e di governo, si convinse di aver sbagliato. Secondo Montanelli, Kádár preferì diventare il boia dei suoi amici piuttosto che del suo paese.³⁹

In collegamento con quest’ultima opinione Montanelli scriverà più tardi, nelle sue memorie, di un incontro avvenuto nel capoluogo lombardo. Un anno dopo l’insurrezione ungherese, incontrò a Milano Béla Király, il comandante dell’esercito ungherese, il quale gli disse: „Voi occidentali non potete capire. Nelle cosiddette democrazie popolari non c’è scelta: sono tutti traditori. O del regime in nome della patria, o della patria in nome del regime”.⁴⁰

A dieci anni di distanza dalla rivoluzione, descrivendo János Kádár, Ettore Petta sul *Corriere della Sera* cominciò ad usare parole come „riformista

³⁷ ANDREIDES: *op. cit.* 140.

³⁸ Ivi.

³⁹ Indro MONTANELLI: *Soltanto un giornalista*, Testimonianza resa a Tiziano Abate, Bur Saggi, Milano, 2002. 186.

⁴⁰ Ivi, 189-190.

moderato” e „*centrista*”. Nel patrimonio ideologico di Kádár il comunismo e il proletariato avevano ruolo importante, ma bisognava capire che dopo la rivoluzione, nel deserto politico, non poteva fare politica come prima della rivolta del '56. In questi anni nasce il concetto politico „*Chi non è contro di noi, è con noi*”, che per decenni determinerà la direzione politica del primo segretario.⁴¹

Negli anni Settanta la figura di Kádár nella stampa italiana è già consolidata, piena di sicurezza di se stesso. Ovviamente ci sono quotidiani che lo descrivono ancora come „*massacratore*”, ma il tono della maggior parte dei giornali italiani cambia. Nel frattempo erano arrivate in Italia le notizie dei successi economici ungheresi, dei risultati per quanto riguardava il miglioramento del livello di vita. Però – facevano ricordare i quotidiani – tutto aveva il suo prezzo. Nel caso ungherese il conto era quello di rinunciare ai diritti umani. La „*baracca più allegra*” del blocco sovietico era rimasta sempre fedele all'internazionalismo del proletariato e alle esigenze dell'Unione Sovietica.

Gli analisti di politica ungherese si trovavano d'accordo sul fatto che il successo della politica kádariana fosse basato sulla politica dei „*due fronti*”. Pietro Sornani Sornani??? scriveva sulle pagine del *Corriere della Sera* in occasione del ventesimo anniversario: „*L'intelligenza ungherese oggi è dell'opposizione soltanto nelle conversazioni del bar, l'opposizione a Kádár è quella della sinistra nuova, che vuole trasformare il socialismo, non cancellarlo. Nel paese si sente pessimismo e delusione. [...] Gli ungheresi hanno appreso che non potevano essere contro l'Unione Sovietica, non si poteva trattare della restaurazione della borghesia, neanche di vero rinnovamento del sistema...e le illusioni finali sono state cancellate dall'invasione della Cecoslovacchia nel 1968. Il miracolo realizzato da Kádár durante questi due decenni è stato quello dell'arte del compromesso*”.⁴²

Sei mesi prima della visita ufficiale di Kádár in Italia *Il Giorno* di Milano sintetizzava così le caratteristiche del regime ungherese: „*La via kádariana verso il socialismo è un capolavoro di tattica, che è costituito da iniziative coraggiose e da piccole grettezze, in cui ci sono chiari e scuri che si mescolano.*”⁴³ La particolarità principale del kádarismo, secondo gli analisti politici, era quella del bilanciamento, il che significava che il leader ungherese non rispondeva mai no a Mosca, ma il suo sì veniva sempre accompagnato da un „*ma*” o da un „*invece*”. Nel 1978 Frane Barbieri cercò di indovinare il segreto del kádarismo. Il giornalista italo-jugoslavo sottolineò la doppia faccia della politica di Kádár: „*Su Kádár i giudizi sono tanti. Ci sono quelli che lo considerano l'oppositore più bravo e brillante dei sovietici, mentre altri lo*

⁴¹ ANDREIDES: *op.cit.*, p. 141.

⁴² Ivi, 142.

⁴³ Ivi, 143.

giudicano il servo più bravo e brillante dei sovietici.” Non c’erano mai le ragioni sufficienti per confermare l’uno o l’altro dei giudizi. E anche negli anni Ottanta le opinioni sulla sua figura non cambiarono rispetto agli anni precedenti: *„In Ungheria János Kádár è diventato profeta perché poteva equilibrare la sovranità limitata con il benessere finanziario”*.⁴⁴

Due anni dopo, in occasione della visita ufficiale in Ungheria del ministro degli Esteri degli Stati Uniti George Shultz, la stampa italiana diede ancora una volta rilievo alla particolarità del sistema kádariano rispetto agli altri regimi comunisti: l’Ungheria risultava indubbiamente legata politicamente e militarmente all’URSS, ma economicamente viveva in una condizione molto più libera. Nel 1986 il *Corriere della Sera* pubblicava un articolo particolarmente interessante sulla personalità di János Kádár. Dino Frescobaldi sottolineava: *„L’Ungheria di oggi, dopo 30 anni dalla rivoluzione, è il posto di rivincita storica”*, riferendosi ai turisti sovietici quando questi guardavano i negozi ungheresi pieni di merce ponendosi la domanda *„Nel ’56 abbiamo vinto noi, o hanno vinto loro?”*⁴⁵

Nel 1988 Adriano Guerra faceva già sul quotidiano comunista il riassunto della vita politica del primo segretario ungherese: *„per lui non era facile comprendere che la strada conosciuta e seguita non senza successi, non sarebbe stata praticabile. [...] Oggi la situazione è cambiata e quello che è successo ormai non basta. La tattica dei piccoli passi deve essere sostituita da una avanzata”*.

Più tardi Enzo Biagi, nel suo *Dizionario del Novecento*, così si esprime indicando la leggenda più diffusa dell’iconografia kádariana: *„Ho passato una giornata accanto a János Kádár. Ho ascoltato suo discorso: diceva che non devono esistere cittadini di prima e di seconda categoria, indipendentemente dal fatto che scrivano la parola Dio con la maiuscola o senza. Passeggiava nei corridoi del Parlamento, sulle corsie amaranto, sotto i lampadari sfolgoranti. Era gonfio, teso, cereo. Io guardavo le sue mani: hanno una storia. Conobbero prima la fatica del lavoro dei campi, poi hanno guidato i tram gialli che sferragliano sulle strade di Budapest, poi hanno compilato ordini di sciopero, poi il ministro dell’Interno Mátyás Rákosi ha giudicato le mani del compagno Kádár, vecchio combattente della causa operaia, che avevano conosciuto le catenelle dei nazisti, mani viscido, di un titoista, di un traditore. Allora un poliziotto le ha tenute ben strette e un altro poliziotto ha strappato tutte le unghie a János Kádár perché confessasse la sua eresia, le sue colpe. Poi hanno sottoscritto decreti di armistia. Chissà se hanno segnato anche la condanna di Nagy e del colonnello Maléter, i due capi dell’insurrezione, o se lo hanno fatto soltanto per procura. Poi si sono impegnate a cancellare il ricordo di quelle vicende. Ha detto a un militare che si procurava favori sessuali illeciti: „Non si può far l’amore a spese della classe lavoratrice”*⁴⁶.

⁴⁴ Ivi, 143-144.

⁴⁵ Ivi, 145.

⁴⁶ Enzo BIAGI: *Dizionario del Novecento*, RAI-Rizzoli, Milano 2001. 171.

János Kádár guidò per 32 anni il POSU e l'Ungheria. Fu lui a dare il nome all'epoca che caratterizzò l'Ungheria dal 1956 al 1988. Dall'Occidente il paese delle „piccole libertà” sembrava un'isola parzialmente diversa. La stampa estera non poteva fare facilmente interviste al primo segretario. Kádár le concesse soltanto quando ebbe intenzione di darle. Inizialmente l'Italia vedeva Kádár come „traditore”, „massacratore” e „boia” della nazione. Con il consolidamento del regime la situazione cominciò a cambiare. Si diffuse la notizia di un leader comunista che non sempre e non in ogni caso diceva sì ai sovietici. Con il diffondersi della leggenda del comunista nazionalista ci si scordò piano piano del fatto che lui era semplicemente un leader che viveva soltanto per il partito e per il comunismo e che dietro la politica da lui portata avanti c'era sempre, in qualche modo, l'Unione Sovietica.

Ramachandra Byrappa

Federalism in India

„Insight into India’s political structure and its colonialist traits”

Federalism in India is more a well publicized project than a working reality. Like democracy and much published principles of Gandhian equality and self-determination, federalism in India is no more than a statement of good intention. Pandit Nehru and the small clique of political opportunists freely spoke of India’s diversity of cultures and ethnicities but when it came to creating a federal framework to accommodate this multiplicity of aspirations for nationhood they were less than willing to look around for best practice. Instead they repeatedly made the excuse of India’s specificity and the need to find a ‚home-grown’ solution. The best examples of federalism are often stated to be those where there is a strong in-built tendency towards administrative and institutional decentralization; where local political self-definition is strongly reinforced by a corroborative local administration and fiscal system. In India, however, the idea of local government did not come to prominence until the 1990s. One therefore has to ask oneself the question that: if all the fundamental elements of federalism are absent, what is the appropriate word or adjective to describe the form of the Indian political structure? At closer attention one might discover that although the Indian situation might not be that ugly as historic logic leaves us to think, it is non-the-less deeply disturbing. Since a careful examination of the nature of federalism in India will forcefully lead us to ponder upon the colonial state of the sub-continent. One is left to consider the real possibility that colonialism did not end with the withdrawal of Britain from the Indian sub-continent. On the contrary, it might have been deepened and intensified, leaving no possibility for federalism in India to gain credibility.

Before going into the heart of the matter I have to alert the reader that the study of Indian history is filled gaps, false assumptions, misplaced sympathy and wishful thinking. This means that objective inquiry will assume diverting from long established „*tendencies*” in the study of Indian history. To begin with there was an explosion of good intension from scholars, like the rest of India observers, since it was thought that India gained independence through non-violence. Given the background of the World War Two bloodbath, non-violence was a very commendable thing. Added to this there was a ‚poor country’ assiduously trying to build a democratic system when everywhere it was considered to be a rare commodity. So whatever out-of-the-norm action was forgiven as a ‚*false-step*’ of an infant democracy, it would have been deeply irresponsible to aim criticism against it. This was topped-up by the charisma of Gandhi and Nehru who commended esteem and respect at home and abroad, and directing criticism against them was almost treated as

sacrilege. In this respect the popularity of Mahatma Gandhi was used as a protective shield behind which all murky dealings were possible. Finally let us not forget the fact that like all *‘long and arduous’* independence struggles the Congress, as a spear-head movement, had supportive groupings all over the world. These groups in the United States and Europe were mainly dominated by left-leaning, Fabian, intellectual circles where academic participation was high. Therefore one can easily assert that critical evaluation of Indian history was for long marred by sympathy for Congress leaders. This is one of the reasons why post-independence history of India very much resembles the *‘official’* history of India – the great Indian leaders who forced the cruel and corrupting British out of India. But the immediate period surrounding independence and the creation of the Indian Union was toned-down; it is very sparse and stands like the pillars of the ruins of the Greek Pantheon.

For our purpose, the period spanning from *‘Government of India Act 1935’* to 26 January 1950, when the Indian Union (the Indian Federal State) came into being is very important. This might partly explain the nature of India’s federalism. Let us start by considering the following argument: Imperial Britain did not colonize one single entity called India. There were literally hundreds of small entities, kingdoms, principalities and semi-empires collected and collaged into the Indian Empire of Great Britain. The fact that the Mogul empire was piecemealed and conquered by the British does not mean there was one India. The Mogul Empire was mainly spread across the Gangetic plain. The kingdoms of Punjab to the north-east and Marathas to the south had put a strong resistance to the invaders and were late comers to the Indian Empire. The British Empire in South Asia was a loose administration; it was an umbrella organization of crown appointed commercial activities, conquered territories, protectorates and conscripted allies. The common objective of pushing the British out of South Asia cannot itself give legitimacy to a post-independence territorial integration. The colonial administration had a clear and pressing dilemma on its hands: should the Indian Empire be transformed into a new *‘Federal’* State or should it broken-up into a multitude of viable states?

The negotiations leading to the enactment of the *‘Government of India Act’* in 1935 tried to engage this realty but failed to provide any clear-cut answers. The novelty of the act however was its direction towards federalism as a political structure that India should adopt before gaining Independence. But the importance of this move was undermined by the fact that State structure was still colonial, and with impending war in Europe, Britain strengthened its administrative control rather scaling it back. The breathing space to the new federal aspiration was constricted by Britain’s war preparation in Europe. The central administrative organs became more important than at the height of the conquest and consolidation. The so called All India Services became ever more important. One of these services called the Imperial Police Service took strong foothold with indisputable presence even in the remotest corners of the *‘British*

Provinces'. The Indian Imperial Police consisted of an Inspector General, Deputy Inspectors General, District Superintendents and Assistant District Superintendents. The Subordinate Police Service in each province consisted of Inspectors, Sub-Inspectors, Head Constables and Constables. Although the colonial authorities had an array of instruments of law and order enforcement at their disposal they preferred, for internal administration, to rely heavily on the District-level services to keep order. This minute administrative detail was going to have a profound, if not fatale, influence on the Federal State of post-independence India.

The tradition of District Administration was brought to India by the British, who adapted it to the pre-existing Tehsils and the Talukas from Mughal Rule in India. (During Akbar's reign the authority at the district was placed in the hands of a Foujdár).¹ During the British Rule the Deputy Commissioner of the district was the most powerful officer of the empire, responsible for the collection of revenues and for the maintenance of law and order.² The *'federal experiment'* under *'Government of India Act'* of 1935 was showing its true colors. Political decentralization was countered by administrative centralization – a corner stone to the power structure that would continue even after the British-Rule in India came to an end. It is important to remark that: given the practical reality of central authority most provinces refused to subscribe to the idea of federalism. Even symbolic existence of federal approach was abandoned with re-establishment of provinces being ruled by governors who were appointed by the central colonial organs. The District as an organ of central power will be analyzed at length at a later stage of this paper when we look into the workings of the federal state after 1950.

The failure of the *'Government of India Act'* of 1935 does not mean that a more enlightened project for federal state would be put forward. One of the hurdles to the British conception of federalism was Congress itself. From the on set the Congress movement refused to integrate the word *'federal'* into the 1935 constitution, and this objection remained as India became an *'union state'*.³ When the British negotiators proposed discussions on their federalist conception, the Congress leaders refused to take part in any Round Table Conferences organized to this extent. This in part was due to Congress's own constitutional preparations summed-up in the *'Nehru Report'*, presented at the annual session of the Congress in December 1927. *'The government structure*

¹ See KEIGHTLEY, Thomas: *A history of India, from the earliest times to the present day*, Whittaker, London, 1847. 29. This book is now available at google books.

² For an in-depth study on the administration of district see BHAGWAN SHARMA, Jai: *History and Problems of District Administration in India*, Studies in Public Administration, Sarup, 2003. (I-III Vols). Or see BRAIBANTI, Ralph: *Asian Bureaucratic Systems Emergent From the British Imperial Tradition*. Pacific Affairs, Vol. XL, No. 3/4 (Autumn, 1967-Winter, 1967-1968), 347-348.

³ MATHEW, George; JAIN, L. C.: *Decentralisation and local governance: essays for George Mathew*, Orient Longman, New Delhi, 2005. 91.

envisaged by the Nehru report was unitary rather than federal in form”⁴ In the words of Sumitra Kumar Jain: „[...] on the whole, the Nehru Committee recommendations were for a centre-oriented constitution. The committee was inspired by a strong and stable constitutional system, which, in view of the country's history and existence of divisive forces, should be capable of maintaining national unity [...]”⁵ (Here I have to alert the reader to the fact that Sumitra Kumar Jain makes references to divisive forces of the country as if India was a unitary state even before the British rule! He does not consider the possibility that ‚divisive forces’ can be interpreted as nations struggling for self-determination.)

The reason Congress refused to embrace Federalism was evident. Adopting the federalist principal would mean accepting the 500-something principalities and kingdoms, some of which were bigger than France in geographical terms. What irritated the Congress was that the princes enjoyed a high degree of sovereignty under the British rule, although it brought about widespread economic difficulties at the same time. The idea of a nation was more in line with the kingdoms than the all inclusive super structure that Pandit Nehru and colleagues were hastily putting together. This relative strength of the Rajas was demonstrable during the period prior to the ‚*Government of India Act of 1935*’. „*Both British officials and Indian nationalists pursued princely allies, but the princes, for better or worse, exercised significant autonomy throughout the protracted constitutional negotiations, inaugurated in 1927 and finally suspended in 1939. It reveals the difficulties that the princes encountered in any effort to present a united front, as well as the multiple constituencies in Britain with conflicting agendas in India.*”⁶ The Rajas were satisfied to take part in some sort of loose political structure, similar to the one they had established with the British colonial regime. They would have accepted the idea of a loose federation or confederation. But they were not willing to dissolve their monarchical (autocratic) authority in favor of something more binding but without foreseeable assurances on autonomy. From the point of view of the princes it was not a matter of their own person; some of them were deeply concerned about the future of their subjects. The people were against the ‚white’ invaders and wanted them to leave the region. It was a collective wish that the British ‚quit’ the region but people were not rebelling against their much honored and ‚beloved’ Rajas, although some of them crooks. One should not forget that this popular legitimacy of kings or princes was never in question.

⁴ JALAL, Ayesha: *Self and Sovereignty Individual and Community in South Asian Islam Since 1850*, Routledge, London, 2000. 303.

⁵ JAIN, Sumitra Kumar: *Party politics and centre-state relations in India*, Abhinav Publications, New Delhi, 1994. 69.

⁶ RAMUSACK, Barbara: *The Indian Princes and their States*. In: *The New Cambridge History of India*. Cambridge University Press, Cambridge and London, 2004. 245

If one looks at the map of Colonial India, to the bare eye it might seem that a patchwork of more than 40% of the territory was in the hands of the princes. At least from the Third Round Table Conference in London (Nov.–Dec. 1932) there was talk of the Princes getting at least 40% of the seats in the federal legislature which shows their territorial importance.⁷ For the British, leaving alone the princes had an undeniable advantage of reducing the cost of overall administrative burden; like this the colonial occupiers could maximize their attention on the conquered territories. What is important to see in this context is that the kingdoms and princely states were not conquered, officially or unofficially they were not part of *Colonial India*. Ramusack notes: „*The importance of the British renunciation of an aggressive policy of direct annexation can be overemphasized since some changes in territory continued. After 1858, however, the number of states and their boundaries remain relatively constant until 1947 and it is useful to observe their evolution over the long durée, even though much of the scholarship on individual princely states is usually limited to a few decades or the reign of an individual prince.*”⁸ The withdrawal of Britain from the region would reinforce this stark reality. From point of the princes this was all too evident. But given the geographical situation and the world political order at the time the princes were willing to go as far as accommodating to a new *federal* structure. They thought, or were led to believe that the departing colonial power would add its weight to such an arrangement. Even until 1942 the British government under the Labour Party was giving guarantees to the princely states that their territorial integrity would be defended by land, sea and air.⁹ But they were proven wrong, since as Congress increasingly started to occupy the political landscape the British were as usual realistic and felt it wiser to dump their princely *baggage*. This quick reversal of the situation can be found in the eruption of the Kashmir conflict in October 1947 when neither the *British guarantees* nor the *Standstill Agreements* with newly created India and Pakistan worked.¹⁰

The angle of thought of Congress was in favor of a structure that would totalize political and economic power in the hands of a few at the centre, in New Delhi. The Congress movement and its financiers were not in accord with the political configuration envisaged by the princes. Several issues were working for Congress and giving credibility to their mission of creating one India. Seeing that they had very little *peoples* legitimacy or no extensive ground organization concurrent to that of the Communist Party of India, Congress was decided to give itself an ideological legitimacy. The main theme was political, social and economic modernization – a fight against age old

⁷ RAMUSACK: 262.

⁸ RAMUSACK: 170.

⁹ RAMUSACK: 268.

¹⁰ JAYAPALAN, N.: *Foreign policy of India*. Atlantic publishers and Distributors, 2001. 239.

structures of backwardness, which definitely included the system of princely states. This move to modernization was laying down the foundation for a very centralized system. We will briefly examine the real reasons behind this new ideological move.

Firstly, we have to comprehend Nehru's drive towards *„social democracy*'. Frank Moraes analyzing the ideological content of the Indian Constitution came to the following conclusion: *„Nehru was specially interested in the enumeration and drafting of these directive principles, since it had always been an article of faith with him that political democracy was incomplete without economic and social democracy. Significantly, in his speech on the Objectives Resolution he recalled the revolutionary examples of only three countries – America, France and Soviet Russia.”*¹¹ For the purpose of the present study we have to realize that these countries at the time were practicing *„entrenched*' centralization. In the case of America (USA) Nehru was influenced by the economic interventionism (New Deal) of President Roosevelt. France was a good example of central control where President Charles De Gaulle's regime was trying to put forward an economic policy to give France an air of *„Great Power*'. Given the fact the Pandit Nehru also dreamt of giving India a *„global presence*', pursuing the path of post-1945 France was all too evident. But the example of Stalin's Soviet Union was more promising, thus his wish to see India as a *„Union State*' rather than a *„Federal Republic*'. The Soviet Union is a good example of central planning and by following this path India would consolidate itself rather than fall to pieces. The so called *„Soviet*' republics were autonomous if it were not for the Five Year Plan system of economic control. Whatever the political form was penciled in the draft of the new constitution the move towards centralization was inevitable in view of Nehru's plans for the economy.

Like all *„presentable*' socialists Nehru commissioned the seven richest businessmen of the Crown Colony and one economist (who was close to the Tata Family) to conceptualize the future Five Year Plans.¹² National Planning Committee (NPC) was set up by Jawaharlal Nehru in 1938 as think Tank. The NPC came up with the so called *„Bombay Plan*' in 1944. In the words of Prof Dwijendra Tripathi (quoted in The Hindu Business Online): *„The authors of the document recognized the need for planned development, emphasized state ownership and control of key industries, and concurred with the idea of a*

¹¹ MORAES, F.: *Jawaharlal Nehru – a biography*. Jaico Publ. House, Bombay (Mumbai), 1959. 434.

¹² THAKURTA, Paranjoy Guha: *Bombay Plan and mixed-up economy*. IN: The Hindu Businessline.com, Tuesday, Sep 07, 2004; the author enumerates the following as the participants who conceptualize the Bombay Plan - J. R. D. TATA, Ghyanshyam Das BIRLA, Purushottamdas THAKURDAS, Lala Shri RAM, Ardeshir DALAL, A. D. SHROFF and Kasturbhai LALBHAI, assisted by economist John MATHAI who was close to the Tata group. The URL to the article is <http://www.thehindubusinessline.com/2004/09/07/stories/2004090700010800.htm> (2009-08-11).

centrally directed authority to ensure successful implementation of the economic plans. Although they assigned a legitimate role for the private sector in the future economic set-up, they candidly conceded that it would have to function under tight state direction."¹³ This meant that State-level and local initiative would be circumvented in favor of New Delhi and the powerful business community.

Big business had an interest not only in centralization but also in the creation of one big national market where they could set their own rules. In the words of A. Vaidyanathan: „*During the colonial era, government's economic policies in India were concerned more with protecting and promoting British interests than with advancing the welfare of the Indian population. The administration's primary preoccupation was with maintaining law and order, tax collection and defence. These activities absorbed the bulk of the meager public revenues. As for development, government adopted a basically laissez-faire attitude. The government supported and encouraged large investments in building the railway network.*"¹⁴ Native businessmen had watched this cozy relationship with envy. They very much wanted to make a repeat of this pattern of relationship, but this time they pulling the levers. The central logic of the Bombay plan was that the Central Government decides on the scope of the projects and delegates the realization to the few private conglomerates. This requires that the privilege system elaborated by the colonial rule be maintained – thus the need to centralize the administration of the economy. The idea of federal states participating, either on the decision-making level or on the implementation level were conveniently forgotten.

Added weight was given to the forces of centralization by Mahathma's pronounced fight against '*untouchability*', the practicalities of which were picked up by Dr. Ambedkar. Mahatma Gandhi on his triumphal arrival from South Africa (1915) quickly realized that something was missing from Congress's struggle against the British – popular participation. There was no theme that was drawing in big crowds. People were accustomed to rulers coming and going, borders displaced as numerable conquerors moved up and down the Indian plains. Thus something new was needed to grab their attention. Gandhi came up with an ingenious and novel idea to draw the crowd – a freedom fight against all in injustices, especially social ones. Anthony Parel summarizes it as follows: „*Indeed, when Gandhi looks at the real world, he often sees people with no apparent harmony, a world of destitution, domination, and humiliation. This can occur for Indians living under colonialism, untouchables trapped by ancient assignments, women allotted their inferior places, the unemployed deprived of taking care of themselves, or the modern consumer held hostage to exploding desires. Gandhi's focus on*

¹³ THAKURTA: see n. 12.

¹⁴ KUMAR, Dharma and DESAI, Meghnad (editors): *The Cambridge Economic History of India*, Volume II, c.1751-c.1970, Cambridge University Press (CUP) – UK, 1983. 947.

real people with real needs in concrete situations means that he seldom wanders into the realm of political perfectionism. Rather, he speaks to how the current institutional arrangements of society and the economy enlarge or diminish the ability of individuals to govern themselves.”¹⁵ Gandhi was aiming to bring about a social revolution and he succeeded in putting at the heart of agenda topics like ‘untouchability’.

Unfortunately the Mahatma did not have a magic formula to bringing tangible results. This was passed on to people like Pandit Nehru, V. Patel and in the case of untouchables to Dr. Ambedkar. Dhananjay Keer provides us with proofs of what was going on in Ambedkar mind: *„The article (by Dr. Ambedkar) asserted that if the protection of the Britishers were withdrawn, those who did not condescend to look at the Untouchables would trample upon them. In another article Ambedkar stated that the Swaraj wherein there were no fundamental rights guaranteed for the Depressed Classes, would not be a swaraj to them. It would be a new slavery for them.*”¹⁶ Ambedkar felt that social issues like that of the untouchables have to be dealt with at national level; otherwise he thought the cause would be lost. *„Dealing with the suggestions for village Governments (favorite theme of the Mahatma), Ambedkar said that the village was a sink of localism, a den of ignorance, narrow-mindedness and communalism and added that the village republics had been the ruination of India. He was glad, he proceeded, that the Draft Constitution had discarded the village and adopted the individual as its unit.*”¹⁷ It was evident that key members of the Congress like Dr. Ambedkar were more inclined to build a new nation on social lines, a conceptual nation that would disregard existing regional or local forms of identity. *„Ambedkar made his first speech in the Federal Structure Committee [...] He told the Princes that the Federal Structure Committee could not blindly give to the States what they wanted. This put the Maharaja of Bikaner on his legs, and he replied that nor could the States sign a blank cheque either. Ambedkar, emphasizing his point, said that before a State was allowed to join the Federation, it must prove that it had necessary resources and the capacity to give its citizens a civilized life, and the main condition laid down by Ambedkar was that the States' representatives to the Federal Assembly should be chosen by election and not by nomination.*”¹⁸ Ambedkar it seems refused to treat the situation of the Untouchables as ‘trans-national’ question. The Untouchable were in a sense a social community that cut across nations in the India Subcontinent. He feared that power of ‘numbers’ would be lost if too much power was concentrated in

¹⁵ PAREL, Anthony J.: *Gandhi, freedom, and self-rule*. Lexington Books, Lanham – USA, 2000. 51.

¹⁶ KEER, Dhananjay: *Dr. Ambedkar: Life and Mission*. Prakashan Private Limited, Bombay, 1990³. 41.

¹⁷ KEER: 409.

¹⁸ KEER: 409.

the States. From his point of view there was every reason to shift power in favor of the Center, where the Untouchables could stamp their will and wishes. So the period prior to the independence of ,*British India*' is fundamental to the examination of federalism in India, since the notion of federalism assumes that states of equal status willingly coming together to form a federal entity. This is not the case of India.

India is officially presumed to have gained independence on 15th August 1947, an assumption that a lot of historians too frequently make. This leaves many to treat the political developments hence onwards as internal ,*adjustments*' of a newly formed nation – a judgment that is deeply prejudicial to objective inquiry of history of this very particular region. What in fact happened was that ,*British Provinces*' (a little more than 50% of today's India) was given the status of ,*Dominion*' with Lord Mountbatten acting as its Governor General.¹⁹ What happens from August 1947 right up to 1950 is the British Dominion of India setting in motion a period of conquest to acquire the remaining 50% of the territory.

What is presented as the ,*accession*' of independence on 14 August 1947 can at the same time, given deeper historical research, be interpreted as the biggest, fastest and cheapest act of colonization ever in recent times. In the words of Barbara Rumsack: „*By December 1947 Patel began to pressure the princes into signing Merger Agreements that integrated their states into adjacent British Indian provinces, soon to be called states or new units of erstwhile princely states, most notably Rajasthan, Patiala and East Punjab States Union, and Matsya Union (Alwar, Bharatpur, Dholpur and Karauli).*”²⁰ For kingdoms like ,*Mysore*' ,*Hyderabad*' and ,*Punjab*' decolonization actually meant outright colonization without replacement, although it had distinctive culture, history and well refined language. In the case of the kingdom of ,*Punjab*' division, disarray and dispersion were the consequences of decolonization. Here was a territory, where all Muslims, Sikhs and Hindus peacefully lived next to one another for hundreds of years, being devoured by two new comers to the region – India and Pakistan.²¹ Pandit Nehru, a man known for generosity and sensitivity towards the weak and oppressed, did not see the need for Sikhs to have their own official language – the Punjabi. But he saw it logical and necessary to raise Hindi, still new and poorly developed language, to the status of the ,*official*' language for all India – a bright example of decolonization, and the birth of federalism with ,*Indian*' characteristics. And by the time the Indian Constitution came into effect (26th January 1950)

¹⁹ Revised Statute from *The UK Statute Law Database: Indian Independence Act 1947* (c. 30, found at the following URL http://www.england-legislation.hmso.gov.uk/RevisedStatutes/Acts/ukpga/1947/cukpga_19470030_en_1 (2009-08-14)

²⁰ RAMUSACK: 273.

²¹ SINGH, Pritam: *Federalism, Nationalism and Development – India and the Punjab Economy*, New York, Routledge, 2008. 27.

„Sardar Vallabhbhai Patel, with extensive experience in the states’ people’s politics of Gujarat, and V.P. Menon, his administrative deputy, secured integration with skill, determination, and Mountbatten’s active collaboration. Integration was not a foregone conclusion but once the process began it was carried through with extraordinary rapidity.”²² This instance of the history of India is one of the most disturbing and needs to be given consideration.

The new nation ,*India*’ had a fantastic appetite for swallowing-up nations which were several centuries its seniors, with Napoleonic ease. Here were a group of cotton-cladded gentlemen, grey-headed, soft-spoken, devoted to peace and democracy on earth, committing acts worthy of despots. One of Pandit Nehru’s opposition to the princely states was the absence of democracy. He considered it impossible for democratic institutions to co-exist with the sovereign privileges of Princely Rule. One could readily subscribe to this if it were not for one minor detail: the people (or the subjects of the raja in question) were never consulted through plebiscite or referendum. In almost all of the cases the Prince and close advisors were given a veiled ultimatum to pool-in with the new Union state or accept forceful take-over. Were the brave ,*freedom fighters*’ scared to apply a decent dose of democracy to their actions? The answer is all too evident. The fathers of the biggest democracy in world were fearful of democracy and its consequences. Later on we will see this tendency continue through the use of instruments like ,*President’s Rule*’ and ,*Emergency*’ wiping out all illusions about Indian Federalism.

The immediate political consequence of this ,*blitz nationalism*’ was that all nations which were under the protection of the ,*British Raj*’ were no longer nations – they became ,*sub-nation*’ entities which were not worthy of the trust of the central authority in New Delhi. Balraj Puri explains that this was partly due to: „[...] the fear generated by the partition of the country about centrifugal potentialities of subnational identities.”²³ He goes on to explaining that: „The urge for unity – treated as being synonymous with uniformity – was very strong in the initial years of independence as can be seen from the way princely states were treated. Under the India Independence Act, they were required to cede only three subjects – defence, foreign affairs, and communications – to the centre. The legislature of each state was free to decide its constitutional relations with the union government. But nationalist sentiments within the states and what could be called coercive persuasion of Sardar Patel at the centre forced the states to accept the constitution that was being framed for the erstwhile British Provinces”.²⁴ Whatever the constitution might emanate as ideal form of coexistence, the central power base was keen to maintain the colonial administrative structure and in many instances increase the grip on the newly ,*conquered*’ states. Federalism it seems was a non-starter from the beginning.

²² RAMUSACK: 247

²³ MATHEW; JAIN: 91.

²⁴ MATHEW; JAIN: 92.

In order to ,totalize' power at the centre the central government and the Congress aristocracy had several means at its disposal: constitutional, economic and administrative. These three categories can be complemented by the all engulfing and omnipresent propaganda on the exploits of the ,freedom fighters' against whom any contestation will be considered as ,un-national' activity. This meant that federal concept was very nominal and an incremental centralization was adopted at its place – a strategy that was sometimes tacitly facilitated by the constitutional ambiguities. Whenever the constitution went against the designs of the centre, more potent means were found in order to show the outside world that everything done is constitutionally (legally) viable and thus should be accepted as such.

One would like to suppose that a liberal minded socialist would not be akin to means used by Joseph Stalin or a more dogma oriented Mao Zedong. But one is unfortunately deceived, since Pandit Nehru thought that the British were too liberal towards the princes and the non-occupied territories. In his mind the constitution has to be the instrument of the Centre. Anton Pelinka elaborates: „As a result of the worry on the part of the Congress Party led by Nehru that the states could gain too much jurisdiction to the detriment of the union and Indian national interests, the Indian constitution contains provisions that enable intervention in the states by the federal government. For this reason, the constitution provides for a state governor for the states who is intended to counterbalance the chief minister and the majority of the state assembly that legitimates the latter. Governors are representatives of the federal government in the individual states, even vis-à-vis the state governments.”²⁵ In short, very little has changed since British rule. Saying that the State governors are used by the central government has also meant that they became instruments of the Congress Party which had a total control of the federal state and its institutions – the interests of the Congress Party and of the federal State were invariably inter-twined.

In the pseudo-colonial situation of the Indian political system one would think that the notoriously independent judiciary in general and the Supreme Court in particular will give meaning to federalism by defending the constitutional rights of the States in the face of a dictatorial central government. Pratap Bhanu Mehta despairs: „The Supreme Court in particular carries enormous authority. But despite this, constitutionalism remains a fragile aspiration. For one thing, the courts have used their powers to facilitate a modus vivendi rather than articulate clear constitutional principles. [...] The institutional weakness of the Indian judiciary makes it unlikely that judicial principles will carry the due weight of authority in society at large any time soon.”²⁶ This apart, it has to be said that the

²⁵ PELINKA, Anton (translated by Renée SCHELL): *Democracy Indian style – Subhas Chandra Bose and the creation of India's political culture*, Transaction Publishers, New Brunswick, 2003. 121.

²⁶ CHOPRA, Pran: *The Supreme Court versus the constitution: a challenge to federalism*. Sage, New Delhi, 2006. 173.

Supreme Court, like the constitution, is part of the newly created Republic of India. It is a matter of survival for it to keep the status quo of the new diktat from the Centre. It is thought that loosening of the centers grip on the states would further weaken the judicial framework. The Supreme Court obediently stays silent when President’s Rule (direct rule by the central government) is imposed on a union state, by the request of its governor.

Rabindra Kumar Sethy enumerates the states that fell victim to President’s Rule (Article 356 of the constitution): „*Besides PEPSU (Patiala and East Punjab States Union) and Andhra (newly created state out of Madras) the major victim of use of Article 356 was Kerala (created under S.R:C. by the fusion of Travancore and Cochin princely ruled states).*”²⁷ On 31st of July 1959 the Central Government of Pandit Nehru announced that it will impose President’s rule in the State of Kerala. Mr. Namboodripad, the then Prime Minister of Kerala State, was leading a government dominated by communists and was determined to undertake profound reforms that intended to modernize the states’ economy, which would in time ensure social equality. One of his actions consisted in setting a program of land redistribution and a parallel program of nationalization of the water supplies. This was the instance when he was toppled by the Centre by means of President’s Rule. Strange that a man so entrenched in socialism as Pandit Nehru should be troubled by an enterprising communist as Namboodripad. Sethy continues: „*The imposition of President’s Rule in all cases was technically not sound. It exposed the intolerant attitude towards non-Congress governments.*”²⁸ This became a general rule as B.D. Dua concludes: „*In 1991–2, the central government used presidential suspensions in both Meghalaya and Manipur to make room for Congress (I) coalition governments in these states. In April 1992, it imposed presidential rule in Nagaland and sacked the Nagaland governor, M.M. Thomas, for accepting the advice of his non-Congress chief minister, without prior consultation with the centre, to dissolve the state legislative assembly.*”²⁹

Maybe the Pandit was not to be blamed. Sethy makes very critical incursions into the matter under examination but fails to assess the problem in the perspective federalism or question of nationhood. The Kerala question sheds light on the darkest designs of ‚*politico-industrial complex*’ that the Congress Party put in place during the early 1950s. By 1959 Mrs. Indira Gandhi, daughter of Pandit Nehru, was in full control of the Congress Party and some would say even the government. The case of Kerala was dangerous in the eyes of Madame Gandhi for several reasons.

²⁷ SETHY, Rabindra Kumar: *Political crisis and president’s rule in an Indian State*. New Delhi, A.P.H. Pub. Corp, 2003. 71-72.

²⁸ SETHY: 73.

²⁹ DUA, B. D. and MANOR, James: *Nehru to the nineties – the changing office of prime minister in India*. C. Hurst & Co. 1994. 46.

Firstly, there was the immediate danger that the landowners (especially the tea plantation owners) would withdraw their support to the Congress which would lead to tumbling of Congress's feudal power structure. One has to note that like some religious organizations, the Congress Party gained control of the masses through local feudal lords who enjoyed predominant economic power in any given electoral constituency. Thus the protection of this small but powerful community of landowners was very much in to protecting a *'client-customer'* relationship that the Congress Party enjoyed with the landowners. This was especially true in the former princely states where Congress had little or insignificant echo.

Secondly, there was fear that if the communists succeed then Congress would have lost all possibility of political *'entrenchment'*. By small practical steps the communists in India were blowing an ideological blow to Jawaharlal Nehru's much spoken socialist thinking. In short the communists were building realistic support to the idea that Pandit Nehru's socialism was humbug. If realized this would rob a key element of Congress's strategy to build a *'popular'* party (at this juncture the reader should know that in the 1950s Congress was still a badly structured, northern-based upper middle-class party). In this way well organized and pragmatic communist parties would gain the upper hand.

Thirdly, one realizes that, contrary to popular projections, the communists in Kerala treasured a deep feeling of nationhood. All the panoply of their actions and reforms were consciously or unconsciously designed to strengthen the *'Keralite'* nation, which can be considered as a coherent and neatest example of nationhood. Since ethically, linguistically, culturally and historically the *'Keralite'* nation displayed a high degree of ethnic harmony. Namboodripad's economic reforms meant that nationhood could be transformed into a real, viable and even prosperous *'nation-state'*; and this would set a dangerous precedent, especially in Punjab and Andhra where a similar situation could be witnessed.

Finally, the evolution of strong federal states would put in danger the interests of the big Business Houses in two manners. At the first instance strong and contending federal states would put halt or slow-down the monopolistic tendencies of big business interests, since they would be more likely to support local enterprises. In the case of Kerala, the communist government was going even further; it envisaged nationalizing elements of the economy which were vital to the development of the Keralite nation. Furthermore, 60 years of central government behavior has shown that its main function was to divert resources away from the states in favor of Big Businesses. The emergence of strong union states would interrupt resource accumulation at the centre; which then redistributed them to big businesses in various forms and measures. The pressure on Congress to maintain a strong control on the acquired territories was very high. After all Congress would have been nowhere without the

financial and media support from Big Businesses.³⁰ But even discounting Big Business, for strong men of Congress and Madame Gandhi in particular the situation in Kerala and likewise were difficult to digest. The next 50 years of almost uninterrupted rule of the Congress Party has been an unrelenting effort to subjugate the non-British Provinces of the South Asian peninsula by all means at their disposal.

Apart from the arsenal provided by the constitution the Centre has a wide panoply of financial and economic levers that keep States in check; in an acute dependency. The tax sharing system is devised in such a way that the states get only a third of the tax revenue while the centre reserves two thirds for itself. It has to be noted that although the federal government gives back half of its revenues as designated grants, but nothing is sure. The main problem is that the centre decides on what taxes can be levied and most of the lucrative elements like VAT are more favorable to the centre. As one specialist puts it: *„The centralist state’s anti-redistributive bias can be seen ,from a number of tax deductions it has allowed in respect of the individual income tax and the frequent exemptions granted. In contrast with the centre’s excess of tax revenue over its revenue expenditure, the revenue from the state taxes has been generally less than one-half of their expenditure.”*³¹ To bridge the gap the states have to pander to center’s generosity and goodwill. And help would be forthcoming to only states that show political obedience if not allegiance. *„The rationale for federalism in India is cultural and social, rather than economic, and the federation is highly centralized in order to counterbalance centripetal social forces. [...] The states assert their autonomy for cultural and political reasons, but remain financially dependent upon the centre.”*³²

One might be tempted to argue that the states can get round this hurdle by temporarily borrowing from the open market. But here too the centre steps in since it regulates how much and in what form states can borrow to finance their deficits: *„The centre has used the opportunity thus provided to allocate the lion’s share of market borrowing to itself. Over the 35-year period 1951–1985, the centre has raised a net amount (measured by the total market loans raised less the market loans repaid) of Rs. 34050 crores as market loans. In contrast, the state governments have raised no more than around Rs. 5800 crores. This financial imbalance on this account is the logical extension and another clear manifestation of the centralist bias inherent in the Indian constitution.”*³³

³⁰ CHOPRA, Pran Nath and BAKSHI, S. R.: *Quit India Movement – British secret documents*. Interprint, 1986. 76.

³¹ SINGH: 85.

³² BLINDENBACHER, Raoul and KOLLER, Arnold (Editors): *Federalism in a Changing World. Learning from Each Other*, Mc Gill-Queen’s University Press, Montreal-Canada, 2003. Paper (077352603X) 9780773526037, 494. (The International Conference on Federalism 2002 was held in Saint Gallen, Switzerland from August 27-30, 2002.)

³³ SINGH: 92.

Furthermore, the Planning Commission fixes ‚quotas’ on what states can borrow. And this is done in a completely arbitrary manner, without clearly defined rules or standards. What this leads to is an asphyxiation of development by state (provincial) agencies. This leaves the Congress sponsored business trusts to fill the vacuum for their own benefits without concern to the common good. These trusts cannot be hindered by the state-level administration since the federal government has its own administrative layer which neutralizes any local administrative initiative. Furthermore, state governments cannot implement policies which are not approved by the center for lack of structures of implementation.

The federal state, true to colonial of the British Rule, has maintained the position of the district administration which is centrally controlled. K. S. Rao, a specialist in the matter puts it as following: *„The District Collector is the ultimate boss of the district, responsible for every single event which happens in his jurisdictional area. In spite of the size of the districts, attendant lethargy and complexity and corruption, the institution of the District Collector is one of the most powerful ones in the country.”*³⁴ Unlike the United States and Germany where State-level administration is in the hands of the state authorities, a vital part of the state administration is in the hands of the federal government. This makes the state (province) look like a political egg-shell without controlling anything or little within its bounds. What is more, the District as an administrative unit is seen by some as a political instrument of central government: David Potter has this to say: *„From the early 1970s onwards, it seemed that loyalty to the Prime Minister and the party in power in New Delhi began to become part of the IAS reward structure. [...] The Emergency, imposed by Indira Gandhi in 1975, drove home these tendencies. Evidence which appeared in the Shah Commission of Inquiry Reports after the Emergency suggested that many district officers’ obediently carried out the instructions emanating from politicians and administrative heads issued on personal or political considerations.”*³⁵ Any semblance of impartiality evaporated. The true colonial nature of India’s administrative structure resurfaced. As B.D. Dua explains: *„Political support for the IAS may also be more precarious now, as a stronger commitment to democracy continues to spread and deepen amongst India’s lower classes, thereby making the ‚imperial hauteur’ of the ICS tradition appear increasingly anachronistic to increasing numbers of voters. Ending the ICS tradition may then become a political issue, and then a Prime Minister and his/her party might finally act to dismantle the colonial framework within India’s post-colonial bureaucracy.”*³⁶

³⁴ RAO, K. S. and SHARMA, M.: *Indian Administration*, Anmol Publications Pvt. Ltd, New Delhi, 2003. 402.

³⁵ DUA; MANOR: 87.

³⁶ DUA; MANOR: 93.

As we have seen the Congress Party and in general the Central Authorities in New Delhi have used a nominally federal structure to embed a formidably cunning and in many ways brutal form of colonialism. As B.D. Dua puts it: „*What India has practiced so far is a mockery of federalism, the consequences of which are for all of us to see in Punjab, Jammu & Kashmir and Assam, and in the northeastern states of India.*”³⁷ The main traits of a democracy, politically effective and economically efficient, are that where people are empowered to attain a high degree of ‚*self-determination*’. If true, this would have indeed given federalism in India an opportunity to lay roots. Paradoxically democracy does not serve the federal principle in India. One of the reasons for this can be that like federalism it has a nominal role. Democracy does a fine job of covering-up the colonial tensions in India's political structure; where the real power lies with the centre, which controls the administrative apparatus and a myriad of economic levers. One of the reasons why the central aristocracy, especially the Congress party, is not committed to federalism in India is because of their refusal to address the ‚*nationality*’ question. From their perspective giving full federal powers to the states would pave the way towards a full and formal demand for nationhood. Many states where leftist parties have a strong presence, political pressure to open-up the debate is growing.³⁸ If there were a Bismarckian federal approach adopted in India, where the Centre and the Union States would share equal status, then demands for statehood might recede. But the colonial nature of India's political and administrative structure does not give signs of recess.

³⁷ DUA; MANOR: 46.

³⁸ Rajendra VORA: *Indian democracy - meanings and practices*, New Delhi Sage Publications, 2004. 344.

László Diószegi

The Western Powers and the Danubian Basin in the 1930's

There is a sizable literature on the integration plans relating to the Danube Basin. The attention of researchers, however, has not focused so far on the ideas suggested by certain politicians from the area in question, by politicians of the Great Powers, as well as by economic experts, during and after the Great Depression of 1929-1933. These ideas were discussed extensively in those days. In the course of my research, I have studied relevant materials of the Hungarian National Archives and of the Public Record Office in Great Britain, i.e., the reports by the Ministers and the analyses prepared by the experts.

The peace treaties drawn up at the Paris Peace Conference fundamentally altered the map of Central Europe. In the Danube Basin, which had formed a unit until World War I, seven small states were established in 1919. All of them jealously guarded their economic and political independence. This independence may have been mere illusion, a statement that may be corroborated by the following facts. With the exception of Czechoslovakia, the economies of the countries in the area had become exhausted during World War I, and foreign loans were needed to revive them. Those great powers with traditional influence in the area were likely to embark upon fresh activities. The financial reorganization of the countries in the area resulted in an economic upturn lasting four to five years, achieving some improvement compared to the chaotic years of World War I. But no country was in a position to recover its prewar prosperity; the reconstruction, based on the boom of Western Europe, proved ephemeral, the unstable pillars were destroyed by the Great Depression, beginning in 1929.

Due to the Great Depression attitudes of the politicians of the countries in the Danube Valley underwent certain changes. The leading politicians of the successor states had to admit that the external menace was more imminent than they had anticipated under the extraordinary circumstances of the postwar years. They were also compelled to realize that the divided Danube Basin was incapable of resisting probable German expansion; even the hoped-for French support might not alter the balance of forces. Hungary had to recognize that the policies aimed at the total revision of the Trianon Peace Treaty brought no result whatever in the course of ten years, and the said menace threatened her as well. The economic depression brought home to all parties that the former „*great area economy*” had at one time shielded the countries involved from the unexpected, at least to some extent. The conclusions pointed all sides in the same direction: instead of isolation more open foreign and economic policies must be initiated. Events promising progress in the right direction must be accepted; moreover, even the small states must come up with new ideas.

Czechoslovakia was the first of the countries in the Danube Valley to come forward with a plan for economic unification. The influential Czechoslovak foreign minister, Eduard Beneš, was the protagonist of the plan. He presented a proposal in November, 1931, which underwent some changes later on. Originally it envisaged a customs union of Austria, Czechoslovakia, and Hungary.

The economic advantages to the projected Vienna-Prague-Budapest triangle were obvious, for the most advanced territories of the former Austro-Hungarian Monarchy would have become economic partners again. Yugoslavia and Romania were not included in the plan of Beneš'. The reason for their omission was that these countries were German-oriented due to their economic interests; they had been opposed to the German-Austrian customs union only as a result of strong French pressure.

Of course, the proposal did have political motives, too. Eduard Beneš, whose political career had started in the Monarchy, was fully aware that Germany and the Soviet Union were going to have the greatest influence on the Danube Basin. The Czech politician considered German imperialism as the main danger; he was convinced that the only protection against it was a unified Danube Valley, at first at the economic and later at the political level, oriented towards France and Great Britain.

The Hungarian attitude towards the Beneš plan was motivated by the depressing economic situation she was enduring and by her traditional anti-Little Entente feelings.¹ In Austria it was not only partisans of the German orientation who had reservations about the idea, but also those who were concerned for democracy, because they saw in the plan an opportunity for a Habsburg restoration.² The Great Powers – especially Italy – opposed the plan for a customs union, because it jeopardized her own economic opportunities and would easily give way to French influence. Because of the intensification of the French-German conflict, Germany firmly opposed the Hungarian-Czechoslovakian-Austrian move.³ All these facts together sentenced the Beneš plan to death; its failure was also significant in revealing that the countries in question could not overcome the obstacles which separated them.

The British government had its own views regarding the economic reconstruction of the Danube Basin, too; however, due to domestic political difficulties and to problems with the dominions, Central Europe could not become a priority of British diplomacy. Elements of the traditional balance-of-power politics did nevertheless influence the actions of those directing foreign policy. Consequently, Beneš' plan had no sooner disappeared from the diplomacy scene than the Foreign Office elaborated a structure which, by

¹ National Archives of Hungary (Hereafter: NAH) K 63. France 1932.

² NAH K 63. France 1931.

³ NAH K 63. Germany 1931.

replacing the abortive Austrian-German customs union and the rest of the decayed plans, might have invigorated the vegetating economies of the countries in the Danube Valley.⁴

The proposal by the British Foreign Office was inspired, indeed, by specific British economic interests. Great Britain was still the greatest investor in Central Europe, with a top figure of 8.597 million francs, surpassing to a great extent France (with a capital of 3.034 million francs), while the United States, with investments of 7.684 million francs, was relegated to second place.⁵ No doubt, the proposal by the Foreign Office also envisaged the protection of British capital invested in Central Europe. Nevertheless, it was not difficult to discern balance-of-power considerations in the proposal. London wished to preempt both excessive French influence in Central Europe, and German expansion towards the East.

The plan envisaged a customs union to include Hungary, Austria, Czechoslovakia, Romania, Yugoslavia, and Bulgaria.⁶ The historian, in search of motives, is convinced that the Foreign Office remembered the Austro-Hungarian Monarchy, the strong East Central European power; the suggested customs union might have been a kind of economic revival of the Monarchy.

The British note was rejected by Berlin as well as by Rome.

The German refusal was based first of all on economic considerations. According to the tenets of German economic policy, Southeast Europe was to become the number one export market of Germany. Consequently, the planned customs union was considered contrary to German interests by the Wilhelmstrasse. In addition to the economic considerations, significant political factors influenced their negative stand. The British had stated in the plan that the new system might allow for the abortive German-Austrian customs union too. The Germans had to discard the plan of that customs union; they refused to consider any new plan to solve Austrian problems by excluding Germany.⁷

Nor was an Italian rejection in doubt, for the British plan threatened the Italian-Hungarian-Austrian bloc under review at the time. A couple of days before the arrival of the British note, Mussolini and Grandi had conferred with István Bethlen about widening the Brocchi system and about the possibility of creating the customs arrangement. Realization of the British plan might have led to the failure of the formation led by Italy.

⁴ KAISER, David E.: *Economic Diplomacy and the Origin of the Second World War. Germany, Britain, France, and Eastern Europe 1930-1939*. N. J. Princeton University Press, Princeton, 1980, 46.

⁵ ORMOS Mária: *Franciaország és a keleti biztonság, 1931-1936*. (France and Eastern Security) Budapest, 1969. 100.

⁶ NAH K 63. 448/50.

⁷ RÁNKI György: *Gazdaság és külpolitika. A nagyhatalmak harca a délkelet-európai gazdasági hegemóniáért (1919-1939)*. (Economy and Foreign Policy. The Great Powers' Struggle for Economic Hegemony in Southeastern Europe, 1919-1939) Budapest, 1981. 190.

The London proposal was not very well received in the countries involved either. The governments of the Central European countries did not receive official notification of the plan, hence they tried to obtain information in Rome and Berlin. They were ready to cooperate, but the customs union was considered burdensome. Influenced by improving Franco-British relations, Paris reacted in a positive way. Later on, however, French diplomats noted that the British proposal for a customs union was unrealistic.⁸

After the failure of the Czechoslovak and British proposals, the initiative was seized by France, the country most actively involved in post-war reorganization. Learning from the failure of the earlier proposals, French Foreign Minister André Tardieu wanted to ensure a positive reception for his ideas before they were brought to the public. Since his policy was based on the ideology of grandeur, was inherently anti-German and was expected to go against Italian interests, he turned to the British for support. Although not easy, this diplomatic maneuver seemed at least feasible. The proposal of the customs union, aimed at saving British capital, showed that Britain was once again interested in what was happening in the Danubian basin.

On 5th March, 1932, Tardieu sent a memorandum to the Great Powers in which he proposed the establishment of a preferential customs system involving Austria, Czechoslovakia, Hungary, Yugoslavia and Romania in order to remedy the economic crisis in Central Europe. Bearing in mind the opposition to be expected on the part of the Germans and Italians, the memorandum put great emphasis on demonstrating total agreement with the English point of view. Tardieu knew perfectly well that in a continental battle between equal powers the last word would be coming from Britain.

The Tardieu plan put Germany in a difficult position.

There was no doubt that they would oppose the proposition. A few months before the conference of Lausanne, the Wilhelmstrasse was not too keen on the idea of an open conflict with France.⁹ At the same time German foreign policymakers feared that France would actually succeed in carrying out the plan.¹⁰ Their fear was enhanced by the arrogant and self-confident way the plan was presented and by the fact that Germany was not even invited to attend preliminary talks. The talks „*in a very sharp tone*” between Tardieu and Posse in Geneva pointed in the same direction.¹¹ During the meeting the leader of the French Ministry of Foreign Affairs declared that he would insist on realizing his plan regardless of the circumstances. „*Meanwhile I do not understand,*” said Tardieu, „*that in the present conditions when the inevitable retrieval of the German back interest can only be realized with French help how can the German government hesitate whether to join my plan or not. I do not*

⁸ NAH K 63. 448/50.

⁹ RÁNKI: 190.

¹⁰ RÁNKI: 191.

¹¹ NAH K 63. 448/50.

understand what advantages Germany sees in opposing it. We are on the right track and we will achieve our goals."¹²

In order to resolve this dangerous situation the German Foreign Ministry used a common strategy of classic diplomacy: seek an ally and attempt to disunite the opposing alliance. There were two potential allies to consider, Britain and Italy. But Britain had been involved in the establishment of the plan and often showed indifference towards conflict within Europe from across the English Channel. Therefore Berlin focused its attention on Rome. Kálmán Kánya, Hungarian ambassador in Berlin, wrote in his dispatch of 9th March: *„The Foreign Ministry seems to be putting particular emphasis on the clarification of the Italian point of view and was glad to find that the Italian view, as reflected in the memorandum appearing in the press, does not correspond to that of Tardieu but in fact sharply criticizes it in many respects.*"¹³

After this German politicians seized every opportunity to express their total agreement with the Italian government. In the official German answer published on 15th March there are also signs that the German point of view was in agreement with the Italian attitude and in fact in some respects even took the wishes of the Italian government into consideration.¹⁴

The other element of the German strategy was disrupting the unity of the future French alliance. German embassies were instructed to take every opportunity to emphasize the economic and political disadvantages of the plan and to underline the advantages of potential relations with Germany.¹⁵ During a meeting with Lajos Walko, Shoen, the ambassador of Germany in Budapest, declared: *„Germany has always wanted to help but in the recent past she could not manage due to her own economic difficulties. Now the German government has decided to put the wheat-preference into effect. Because of the discrepancies in livestock prices they cannot yet make any promises concerning the export of livestock but this is only temporary.*"¹⁶ The ambassador's statement covered every element of the German strategy: *„Tardieu's new plan is not at all suitable for the economic rehabilitation of the countries along the Danube. The financial aid with probably strict repayment conditions to be given by France primarily to Austria and Hungary can only resolve the problem for the time being. Meanwhile Germany would be willing to provide immediate support to Austria and the agrarian countries along the Danube by paying higher prices for agricultural products, which in relation with the Italian-Hungarian and Austro-Hungarian agreements by Brocchi can improve the situation in a more efficient way than the Tardieu plan, which is limited to*

¹² KAISER: 48.

¹³ NAH K 63. Franciaország 1932.

¹⁴ NAH K 63. 448/50.

¹⁵ RÁNKI: 191.

¹⁶ NAH K 64. 1932/42/130.

political considerations. It is aimed at blocking Germany from Southeastern Europe and forcing Austria and Hungary to join the Little Entente. The political nature of the plan is also reflected by the fact that it does not want to include Bulgaria into the Danube combination, even though Bulgaria would be glad to join and even asked for it in Paris, while Germany is all for the Bulgarian request. Therefore in this respect as well they acted in complete agreement with Mussolini. – Tardieu wants to take advantage of the grave financial situation of the countries along the Danube and is hoping for the collapse of the German economy to take place within a few months, in which case he could be setting his conditions. But he will be disappointed in this respect, because no matter how difficult a situation Germany could be in, it is still strong enough to fulfill its responsibilities towards the other countries: Brüning, just like in the matter of reparations, will once again make a stand and his views will conquer sooner or later...”¹⁷

Of course, Berlin was well aware that pompous words were not enough to prevent the countries of the Danube from accepting the proposed cooperation. On 3th March, the day after the French proposition was published, Rieth, German ambassador in Vienna, appeared at the Ballhausplatz and declared that the German government was willing to initiate talks with Austria concerning a trade agreement based on preferential customs tariffs.¹⁸ Lajos Walko wrote, in a letter dated 6th March, about how in the talks between the Austrian and Hungarian central banks the matters regarding clearing were suddenly resolved to the great advantage of Hungary.¹⁹ The Germans offered to put into effect a preferential agreement with Romania as well.²⁰

Following these preparations Germany gave an official answer to the Tardieu memorandum on 15th March. They clearly stated that the Tardieu plan was not suitable to bring about the improvement of the economic situation in the countries of the Danube, for the new united market would not be able to offer enough demand for agrarian products. They also declared that the other reason why the German government was unable to accept the plan was that it would block Germany from the markets of Southeastern Europe. The German government, said the memorandum, was willing to cooperate in resolving the crisis in the Danube countries. As opposed to the French plan offering mutual trade preferences, they proposed that all the industrial countries except Czechoslovakia should provide one-sided preferential treatment to all of the countries along the Danube. The preference would affect industrial goods in the case of Austria and agricultural products in the rest of the countries.²¹ Another document shows that this system was regarded by Berlin as temporary; it was to last as long as there was no larger

¹⁷ NAH K 63. 448/50.

¹⁸ NAH K 63. 448/50.

¹⁹ NAH K 58. III/6.

²⁰ NAH K 63. 448/50.

²¹ NAH K 63. 448/50.

territorial bloc which would include Germany as well.²²

There were important differences between the French and the German plans. According to Walko, Germany was primarily concerned with excluding competition from Czech industry, while France was trying to strengthen the Czechs. The Foreign Minister was therefore in the belief that there was little chance for agreement.²³

In Paris the German proposal was received with considerable suspicion since the similarities between the new idea and the Austro–German customs union plan were obvious. The French declared that the matter needed to be looked at closely and seriously. This in the language of diplomacy meant that they had rejected the German proposal. The French answer closed down the possibility of an agreement between Paris and Berlin for good.

In the German Foreign Ministry the news concerning the Tardieu plan was summarized as follows: „*Germany sees no possibility of joining the French plan if it remains unchanged. Therefore we will attempt to weaken the attraction of the anti-German French plan through the efficient propagation of our own views as described above and to pave the way for a solution that takes the interests of the German economy and policy into better consideration.*”²⁴

It would have been difficult to make predictions concerning the Italian attitude towards the Tardieu plan. The Danubian basin had a most important but not exclusive role in the foreign policy of Mussolini. Yet Italy simply could not hope to control the area exclusively without German or French involvement. This would not only have required the rival great powers to relinquish their rights, which would have been unimaginable, but also an unattainable strong economy for Italy. Therefore the Mediterranean power had to make do with second place. In the course of the quarrels between the French and the Germans, they took every opportunity to turn the events to their advantage. In the matter of the Austro-German customs union they took sides with Paris but, as we saw, left leeway for a potential cooperation with the Germans. They were in continuous contact with the countries along the Danube and, while France, Germany and England were coming up with various significant but doomed plans, were able to introduce an economically less significant but undoubtedly politically very advantageous measure, the Brocchi system.²⁵ It was to be expected that the Palazzo Chigi would keep the Italian interests in mind concerning the Tardieu plan as well, and as long as the outcome of this scheme was compatible with their goals, Paris could count on the support of Rome.

The first Italian reactions following the publication of the Tardieu plan were

²² NAH K 64. 1932/42/168.

²³ NAH K 64. 1932/42/168.

²⁴ NAH K 63. France 1932.

²⁵ MÁRKUS László: *A Károlyi Gyula kormány bel- és külpolitikája.* (The Domestic and Foreign Policy of the Gyula Károlyi Government) Budapest, 1968. 204.

not negative. Count Dino Grandi remarked that Italy would not keep away from any constructive economic formation in the Danubian basin. At the same time the Foreign Minister added that he was counting on Germany's collaboration as well.²⁶

The official Italian answer was sent to Paris on 7th March. On first reading the memorandum seemed heartening, but a closer look at it showed that the reaction from the Palazzo Chigi contained little valuable information concerning the Tardieu plan. Instead of having Italy take sides, Grandi elaborated on the Italians' ideas and emphasized how much Italy was interested in the region. The document stated that considering Italy's geographical position and ties with the Austro-Hungarian Monarchy she would not give up on intensive economic relations with the countries of the Danubian basin. It underlined the importance of the special agreements between Italy, Austria and Hungary. It declared that even though the French plan did have its advantages, under the given circumstances the solution to be promoted should be an immediate and separate form of aid. The Palazzo Chigi did not agree with the French point of view concerning the measures to be taken. This is why Grandi brought up the idea that the Great Powers – France, Britain, Italy and Germany – should attend the negotiations along with the five countries of the Danubian Basin.²⁷

The background of this proposal was outlined by Italy's ambassador to Prague, Pedrazzi, to his Hungarian colleague. He said that the French and Czech view that the Great Powers should be absent from the negotiations in order to maintain the equilibrium was merely trickery. What it really meant, said the ambassador, was that the Little Entente would make use of the advantage thus acquired at the expense of Austria and Hungary.²⁸

The remark concerning the *modus procedendi* was a masterly step in the chess game on the part of the Palazzo Chigi. Grandi, cleverly concealing it with procedural matters, took it for granted that Germany should be included among the great powers. Even though this opposed a key point of the French proposal it was non-committal towards Germany and did not eliminate a potential agreement with Paris. Italian politicians did not exclude the possibility that Berlin and Paris could come to some sort of deal. Ministerial Chief Secretary Guariglia was informed that a formal agreement had been made between Tardieu and Brüning in Geneva about postponing matters of reparation until after the elections in France and Germany.²⁹ This is why it had become increasingly important for Italy to strengthen the position she held among the countries of the Danubian Basin.

The Brocchi deal was signed on 23rd February after long negotiations. Grandi and Walko both denied that the signing of the agreement was a quick

²⁶ NAH K 63. 448/50.

²⁷ NAH K 63. Germany 1932.

²⁸ NAH K 63. 448/50.

²⁹ NAH K 64. 1932/42/180.

reaction to the Tardieu plan,³⁰ even though in light of the circumstances that seemed highly probable. On the occasion of a meeting held in Rome on 8th March, Grandi told Walko that despite the unfavorable change in the Austrian attitude, Italy was still in favor of realizing the customs union of the three countries. In reaction to the concerns of the Hungarian minister, he also mentioned the possibility of an eventual Italian-Hungarian customs union. Walko's realistic answer, that it was hardly possible to create a successful customs union without a common border, forced the inventive Italian minister to come up with a new variant.³¹ This time he proposed a system with the participation of Italy, Hungary and Yugoslavia.³² The Gyula Károlyi government was not averse to anything but expected genuine economic benefits and financial aid instead of just high-sounding promises. Yet it was characteristic of the economic relations between Italy and Hungary expert Alfred Nickl, head of the economics department of the Foreign Ministry, should make the following remark: „*I have never hidden my views on the value of the Brocchi system. I did not and could not have any illusions regarding the chances of deepening it to our serious advantage.*”³³

Following the publication of the Tardieu plan the tendencies towards cooperation between Italy and France were to be felt for a few days only. The events justified the opinion of András Hory, Hungarian ambassador in Rome, who thought that the Italian answer was an attempt on the part of the Palazzo Chigi to sabotage the plan instead of opposing it.³⁴ This seems to be supported by the fact that despite the answer, Foreign Minister Grandi tried to avoid a meeting with the French. He did not even go to Geneva but sent De Michelis, the director of the International Agricultural Institute, in his place.³⁵

In order to understand the steps taken by Grandi we have to analyze the power axes that had developed in the meantime. It had become clear that Germany was against the proposal and tried to seek the support of Italy to prevent the realization of the plan. In Paris, however, there was no reaction to the contents of the Italian answer. Tardieu gave such priority to convincing Britain that he turned the policy of the Quai d'Orsay completely in this direction.

There was no doubt about the outcome. The Hungarian ambassadors' dispatches in the spring of 1932 showed that they had to deal with increasingly friendly Italian-German relations. In his report of April 13 András Hory said that during his talks with Guariglia the words of the Chief Secretary of the Palazzo Chigi reflected the strong ties with Germany concerning the solution to

³⁰ NAH K 63. 448/50.

³¹ NAH K 64. 1932/42/179.

³² NAH K 64. 1932/42/157.

³³ MÁRKUS: 270.

³⁴ NAH K 63. Germany 1932.

³⁵ NAH K 63. 448/50.

the problems of the countries along the Danube.³⁶ Referring to the confidential information coming from the Chief Secretary of the Ballhausplatz, Lajos Ambrózy wrote, „*the intimacy of the Italo-German cooperation is so intense that it goes beyond any predictions and involves disarmament as well as the Danube problem.*”³⁷ The Hungarian ambassador in Rome evaluated the approaches between Berlin and Rome as follows: „*In certain matters – such as the problem of the countries in the Danubian Basin – the cooperation can be regarded as fact. Otherwise the Italians would not miss a chance to attract the sympathy of the Germans. Establishing more relations with Germany still seems to be an immediate goal of Italian foreign policy.*”³⁸

Seeing that an alliance between Germany and Italy was taking shape, France could only hope for the support of Britain. Even before his plan was made public, Tardieu could not have had any illusions about the reaction of Berlin and Rome, therefore he looked primarily to Britain for support.

The game started out with good omens. It was encouraging to see that as a result of the failure of the customs union plan and the re-evaluation of the economic policy towards the dominions, Britain seemed willing to accept the economic system based on preferential customs in the countries of the Danubian Basin. Another encouraging factor was the fact that Paris and London managed to come to terms concerning procedure.³⁹ The Austrian ambassador in Britain reported concerning these events that between the French and the British government considerable approaches had been made concerning the Tardieu plan.⁴⁰ The similarity of ideas was also reflected by the fact that the British government made a proposal on 22nd March to hold a conference in London with the purpose of discussing the issue of the Danube countries.⁴¹

Even though improving, Franco-British relations were not completely free of problems. The decisions reached by the British government were preceded by long internal debates. The British politicians saw that the system in Central Europe as envisaged by the French had come to a political as well as a financial and economic crisis.⁴² Opinions were divided concerning the method for putting an end to the crisis. The central problem was accepting or rejecting preferential customs. The matter was further complicated by the fact that if the Tardieu plan was realized Austrian and Czech goods were to enjoy significant advantages over British goods. Foreign Minister Sir John Simon, in favor of cooperation with France, declared that Britain could well make this small sacrifice in order to restore peace in Central Europe. Walter Runciman, heading the Board of Trade,

³⁶ NAH K 63. 448/50.

³⁷ NAH K 63. Germany 1932.

³⁸ NAH K 63. Germany 1932.

³⁹ NAH K 64. 42/155.

⁴⁰ NAH K 63. 448/50.

⁴¹ KAISER: 50.

⁴² NAH K 63. 448/50.

thought that Britain was entitled to damages in exchange for relinquishing her advantages. Runciman, who was Minister between 1931 and 1937, was a great defender of the traditional interests of the country and was completely against Britain increasing her presence in the Danubian Basin.⁴³

The British cabinet discussed the issue in a session of 16th March. According to the consensus, Britain was more interested in the stabilization of Central Europe than insistence on a most-favored-nation-clause. Therefore the cabinet accepted the proposal of Sir John Simon and decided in favor of the preferential system without prejudice while relinquishing the most-favored-nation-clause.⁴⁴ At the same time the government authorized the Foreign Minister to initiate talks between the Great Powers and the Danubian countries about holding a conference. The government, however, adopted a separate measure stating that any financial implications of the matter would be the subject of further governmental discussions.⁴⁵

The latter measure showed that there were limits to the flexibility of the British and that the forces suggesting a reserved policy would still do everything in their power to enforce their views. They had the opportunity to do so because there was no agreement even among British foreign policy experts concerning the policy towards the countries of the Danube.

According to Sir Horace Humbold, British ambassador in Berlin, whose opinion was shared by Owen O'Malley, head of the East European department of the Foreign Office,⁴⁶ the strengthening of German influence in the region was a necessary process and only a logical consequence of existing economic relations. This is why it would not be wise to hinder Germany, the historically and geographically most important partner in the region, in its natural tendencies. If Germany was forced out of the market in the Danubian Basin, continued the ambassador, then she would probably try to penetrate further into the Russian market and it could also be expected that she would appear as a competitor in British-dominated markets such as the Far East and the Middle East, or even those of the British Commonwealth. According to Humbold, from the British point of view it would be unwise to let France take over the region, for French hegemony had never been based on real economic pillars and could easily collapse in the future.

Although this argument seemed logical, it was not accepted by Sir Orme Sargent, head of the Central European department of the Foreign Office. In his opinion the suggested preferential system would not exclude Germany from the market in the Danubian Basin, for if this was a consequence of a preferential system then Britain would be the first to find itself in a disadvantageous position relative to its dominions; indeed this was the time when London had recently

⁴³ KAISER: 49.

⁴⁴ Public Record Office [Hereafter PRO] Prem 4.

⁴⁵ Public Record Office [Hereafter PRO] Prem 4.

⁴⁶ KAISER: 51.

reorganized its commercial ties earlier based on the concept of free trade.

Sargent thought it was necessary to control both the *Anschluss* and the *Drang nach Osten* and he therefore highly recommended every plan that would strengthen the economy in the countries of the Danubian Basin. This excellent diplomat was convinced that German hegemony would bring absolutely no advantage over that of the French, for it would cause an immediate conflict between the economic and the political forces which would be just as threatening to the peaceful, national development of the region as any other factor which would turn it into the stage of a diplomatic battle between France and Germany. This is why he recommended the peaceful depolitization of the issue, meaning that a stable Danubian Basin could be created to prevent interference by Germany and/or France.

Sargent noted that the resolution of the Danubian Basin problem was made more difficult by traditional mutual German-French suspicion, as a result of which the Germans would have rejected any proposal made by the French. Therefore he believed it was a political mistake and a main obstacle to the reorganization of the Danubian region that Tardieu took the initiative over from Britain for internal electoral reasons and published his proposal.

The arguments of this Foreign Office official was based on the traditional British balance of powers, policy. From the point of view of Britain neither French nor German expansion would be desirable and since the political union of the Central European region was out of the question, a measure bringing economic unity and preventing the eastward movement of the continental great powers seemed to be the best solution. Naturally Sargent was aware that the establishment of cooperation was extremely difficult due to the complicated and deep-rooted local rivalry and problems, but in the given situation he saw no better way out. His proposal was supported by the permanent under-secretary at the Foreign Office, Sir Robert Vansittart.⁴⁷

Tardieu sensed the indecision on the part of the British government and did all he could to influence the final decision in a way that would benefit France. On 4th April he travelled to London in order to talk with his British colleagues in person. Naturally the Germans and Italians found out about the secret meetings held two days before the conference scheduled for April 6, and they did not hesitate to bring this up.⁴⁸ This made the British even more cautious and reserved. In the memorandum preparing the meeting they emphasized that any allusion to a Franco-British agreement before the four-party conference was to take place should be avoided. They thought it was particularly important for the French not to use any political arguments. Finally the memorandum severely criticized the French government which „*did not give anything but advice, moreover it doubled the customs tariff rate on Austrian imports.*”⁴⁹

⁴⁷ PRO FO 371/15922.

⁴⁸ PRO FO 371/15919.

⁴⁹ PRO FO 371/15920.

In the course of the MacDonald-Tardieu meeting quick decisions were made about the countries participating in the action, about the extent of the proposed preferences and a number of less significant matters. The only debate concerned the subject of procedure. Tardieu wanted to raise the 40 million dollars necessary for reconstruction with the help of British banks; this Macdonald categorically opposed. This useless argument finally led to the diplomatically doubtful result of „*the British government will look into the proposal*”. In the light of the preceding events, there was no doubt that Britain would not be willing to pay for French expansion.⁵⁰

The French minister felt that the attempts to approach the British were not completely successful. He did not have any illusions concerning the London conference either. He had one political step left to take, which was to stay away from the negotiations.⁵¹ His surprising action was motivated by domestic politics. Through his absence he reduced the significance of the conference and therefore that of the expected failure.

The conference dealing with the French offer finally took place in London on 6th April. Most representatives were delegated by the host country. The delegation was led by Prime Minister Ramsay MacDonald, who had met Tardieu in person during the days preceding the conference. It was believed that his French colleague had convinced him of the necessity of realizing the plan.⁵² Foreign Minister Sir John Simon, who had a decisive role in the British relinquishing the most-favored-nation-clause, was present at the negotiations.⁵³ Another member of the British delegation was Sir Walter Runciman who in turn had done all he could to keep Britain from all action in Central Europe.⁵⁴ Finally, Chancellor of the Exchequer Neville Chamberlain was there; he had acknowledged the economic necessity of the Danuban Basin collaboration,⁵⁵ but suggested that Britain should abstain for financial reasons.⁵⁶

The Italian delegation was led by Dino Grandi. The fact that the Foreign Minister travelled personally to London caused general surprise, since he had been known for being very reserved. His appearance was motivated by political reasons. The meeting held on 4th April between Tardieu and MacDonald caused general tension among the Italians; since they feared a potential alliance between London and Paris they thought it was necessary to put Grandi's personal prestige into scale in order to jeopardize the plan.⁵⁷

Germany was represented by Deputy Foreign Minister Bernard von Bülow

⁵⁰ PRO FO 371/15920.

⁵¹ NAH K 63. 448/50.

⁵² NAH K 63. 448/50.

⁵³ KAISER: 49.

⁵⁴ KAISER: 49.

⁵⁵ KAISER: 49.

⁵⁶ RÁNKI: 202.

⁵⁷ NAH K 63. 448/50.

and Ministerial Director Posse. Both politicians were staunch supporters of German expansion into Southeastern Europe.⁵⁸ Only prevention of the plan's execution would be considered as a successful result by them.

From France it was Finance Minister Pierre Flandin who arrived in London. He disposed of the documents of the preliminary meeting between the British and the French and in light of these he had no reason to be too optimistic.⁵⁹

The conference was centered around an argument between the French and the Germans. Bülow was the first to speak up. The German delegation was so worried about the mysterious meeting between the French and the British that they even forgot to use the traditional courteous rhetoric of diplomacy. Immediately coming to the point, they asked Flandin to elaborate on the French proposal, since the memorandum sent to their government was too vague to be the basis of serious discussions. In his answer the French Finance Minister used all his rhetorical skills to prove that the establishment of the plan was made necessary by the catastrophic conditions in the countries of the Danubian Basin. He emphasized that the proposal, which was an elaboration of an initiative of the British government, served the best interest of all of Europe. He later explained that, judging from the experience with the Czechoslovakian loan of 600 million issued in February, financial circles were unwilling to put up loans until some efficient measures were taken in the other areas of the economy. The solution lay in intensively increasing the internal turnover in the countries of the Danubian Basin, he said, but the participating four nations had to provide access for the rest of the goods. It was also up to the great powers, he concluded, to give financial aid to the Danubian countries in time to prevent insolvency.

Bülow reacted very sharply to the French speech. He declared that the plan, as it has been proven before on several occasions, was doomed. Trying to solve the problem of the countries by the Danube, he continued, is like sewing more and more patches on a piece of clothing that nevertheless continues to fall apart. The crisis, he stated, was not only a local problem, but a crisis of the entire European reorganization.

The German Deputy Foreign Minister did not agree with the French view even regarding the details of the plan. He doubted whether the mutual preferences would solve the problem of selling agricultural products. In his view the French plan would only be an experiment with a dubious outcome. And Germany, said Bülow, had neither the trade surplus nor the extra money to finance such experiments.

On the second day Flandin tried to prove once again that the plan made sense. He pointed out that within the framework of bilateral agreements, France was buying approximately one hundred thousand tons of cereal from Hungary, Yugoslavia and Romania per annum. This amounted to about 10% of the

⁵⁸ RÁNKI: 199.

⁵⁹ NAH K 63. 448/50.

yearly gross product of these countries. He said this could be an example to be followed by the other great powers. The reorganization, he added, served the best interests of Germany and Italy as well, since if the region was to collapse that would mean the end of the Southeast European market for Italy and Germany too. Finally he came up with the French trump card. He declared that the countries involved could not count on France for financial support as long as there was no economic stabilization of the type envisaged by the plan.

Shifting the discussion towards the economic aspect was to no advantage for Bernard von Bülow. He replied that Germany was in no position to sacrifice 10% of its trade for the benefit of the countries of the Danubian Basin. This declaration did not really harmonize with what he had said the day before. That is, if the preferences could not solve the market problem of the countries of the Danube, then Germany had nothing to fear concerning its own opportunities. But if the commercial interests of Germany were to suffer serious damages, then there was no doubt that the preferential system was efficient. However, the Deputy Minister was not bothered by the logical inconsistency of his own arguments. His task was not to sign an advantageous economic agreement but to make sure that the plan would fail.

Grandi, the Italian representative, spoke three times only. For him it was already clear on the first day that he did not really need to expose himself. He was mostly trying to promote the already urged five plus four meeting. In this he basically served the interests of the Germans without coming into open conflict with the French.

The attitude of the British could be characterized as benevolently neutral. Ramsay MacDonald was still trying to emphasize on the third day that in the event of a satisfactory agreement Britain was willing to relinquish the most-favored-nation-clause. Yet the British politicians were not willing to take sides in the quarrel between the Germans and the French. Their opinion was only expressed at a theoretical level.⁶⁰

Tardieu, seeing that Germany and Italy were getting involved in the substance of the plan, instructed Flandin to conclude the negotiations.⁶¹

So the conference folded without any tangible results. Diplomatic circles assigned the failure to the German and Italian opposition.⁶² The German Foreign Ministry had expected this and was even prepared for the French to seek revenge at the Lausanne conference dealing with matters of reparations. This handicap was counterbalanced by the success of having jeopardized the French plan which was a threat to German interests.⁶³

The failure of the London conference foreshadowed the failure of the Tardieu plan. Naturally the Foreign Office was not surprised by this result.

⁶⁰ NAH K 63. 448/50.

⁶¹ NAH K 63. 448/50.

⁶² NAH K 63. 448/50.

⁶³ NAH K 63. 448/50.

Analysts had envisaged a possible failure even before the conference and outlined the alternatives for British foreign policy. The question was how fatal would the failure of the Tardieu plan be with regard to the region and all of Europe and whether or not Britain should take an initiative in the matter.

The report preparing the governmental decision was produced by Foreign Minister Sir John Simon on April 22. According to this, the collapse mentioned in the Tardieu plan would really be a slow process lasting for several months, beginning with a payment moratorium and only later turning into a political crisis following the insolvency of the national currencies. The Foreign Minister did not consider this unavoidable and thought it was highly unlikely that such an event would have a major effect on Europe or Britain. The potential loss would be the foreign investors' money, the sum of which (51.4 million pounds for the French, 80.5 million for the British) did not justify, as the Foreign Minister said, „*the necessity of throwing our existing money after the lost sum or to prepare for a crusade in the course of which we could easily come into conflict with Germany and Italy.*” The analysis showed the probability that as Germany got stronger, the struggle between Germany and France for the Danubian Basin would pick up once again, therefore it would be important for the British government not to give up supporting the Danube cooperation plans. In case Britain could not prevent Germany or France from gaining ground, then the lesser of the two evils for London would be the defensive French presence instead of the aggressively expanding Germans.

The analysis finally suggested taking sides with the French but in a reserved way. There could be no doubt about the decision of the Cabinet now, since the view of Sir John Simon this time was supportive of the ideas of Runciman's, who had proposed a passive attitude. There is a document from the Cabinet Office, however, that suggests internal arguments, according to which Sir Orme Sargent and Sir Robert Vansittart, following the decision, resented the fact that it had not been first approved by the Central European department of the Foreign Office. But it obviously results from the above that nothing could have altered Britain's decision passivity. Instead of dealing with the unhistorical „*what would have happened if...*” aspect we will just stick to the facts. These two officials, well aware of the Central European situation and the dangers of German expansion, gave a precise forecast of the World War to come as early as the spring of 1932.⁶⁴

The failure of the Tardieu plan meant the end of a short era that pointed in the direction of Central European cooperation. After the temporary tendencies of collaboration in European politics, once again the forces of separation were strengthened. Lajos Walko, a realistic politician in favor of the *rapprochement* told the foreign affairs committee of Parliament on August 8, 1932: „*As far as the economic situation in Europe is concerned, it is going towards further*

⁶⁴ PRO FO 371/15992.

isolation. The problem of finding a financial equilibrium, the autarchic tendencies and protectionism aimed at keeping down the price levels resulted in further import prohibitions and deterred the trade policy from its normal route.⁶⁵ The small countries of Central and Eastern Europe, which were slowly recovering from the euphoria caused by political and economic independence, did not have much reason to be optimistic concerning their future.”

Once the economic crisis was over, the countries of Europe and the smaller states of the region had to face the power ambition of a strengthened Germany. During the time of German conquests the above-mentioned problems lost their topicality. In the post-war era the region's economy and the problems of autarchy regained their timeliness for a short period but then the region fell victim to Soviet occupation. The changes that have occurred in the recent past brought back the old problems. The West seems as little inclined to support a solution to the crisis in Central Europe as it was 60 years ago. It seems that the legislators of Britain, France and the rest of the Western European countries are still unable to recognize that excluding the eastern part of Europe from the integration process is not merely an „*Eastern issue*”. It is especially worthwhile to give this some thought when the United States, through strategic investment, has recently integrated Mexico, a country that is much less developed but shows more economic potential than the Danubian Basin, and therefore took a huge step forward in finally overtaking the hesitating Western European countries in the economic race. Considering all this, the author believes that examination of the plans made in the 1930's goes well beyond the history of ideology.

⁶⁵ NAH K 63. 448/50.

Tamás Goreczky

*Stefan Burián, ein ungarischer gemeinsamer Minister der
Habsburgermonarchie im Spiegel der österreichischen
Memoirenliteratur*

Bis nach dem Zweiten Weltkrieg gliederten sich in allen Staaten die für die zwischenstaatlichen Beziehungen zuständigen Dienste in drei Bereiche: in den Ministerialdienst, den diplomatischen Dienst und den Konsulardienst. Der diplomatische Dienst war zunächst dem Adel vorbehalten und zwar aus zwei etwa gleich wichtigen Gründen: Die adelige Herkunft garantierte einerseits die weitgehend auch für das Amt nötige Bildung und Sprachkenntnisse, andererseits die Ausstattung der Amtsträger mit den erforderlichen eigenen materiellen Mitteln.¹

All dies war es auch zu der Zeit der Österreichisch–Ungarischen Monarchie nicht anders. Auch das Ministerium des k. u. k. Hauses und des Äußeren bestand aus drei Dienstbereichen: dem diplomatischen, dem konsularischen und dem Ministerialdienst, d. h. die Zentrale am Ballhausplatz. Diese drei Dienste waren in Österreich-Ungarn, so wie anderswo zwar durch unterschiedliche Eintrittsbedingungen voneinander getrennt, aber die Trennung war nie absolut. Bei besonderer Tüchtigkeit oder bei Bedarf an speziell für einen Problemkreis ausgebildeten und erfahrenen Beamten war eine Übernahme in jeden der drei Dienste jederzeit vorstellbar. Absolventen der Orientalischen Akademie bzw. der ab 1898 als k. u. k. Konsularakademie bezeichnete Institution begannen ihre Karriere im konsularischen Dienst. Da das Auslandsvertretungssystem der Monarchie ziemlich flexibel war – zumindest im Vergleich zum heutigen Auswärtigen Dienst der Republik Österreich –, wurden viele Konsuln aus der konsularischen Laufbahn in den diplomatischen Dienst übernommen. Viele Absolventen der Orientalischen Akademie und nachmaligen Konsularbeamten brachten es zu Spitzenfunktionen, zum Beispiel Heinrich Freiherr von Haymerle und Stefan Graf Burián von Rajecz – beide waren Zöglinge der Orientalischen Akademie und bekleideten später den Ministerposten des k. u. k. Hauses und des Äußeren.²

Die Sprache der Diplomatie war bis 1918 Französisch und zwar ein möglichst perfektes, an den Regeln der Académie Française gemessenes

¹ PFUSTERSCHMID-HARDTENSTEIN, Heinrich: *Die Orientalische - und spätere Konsularakademie 1848-1918. Eine frühe Fachhochschule im Zeitalter der Industrialisierung, 250 Jahre – Von der Orientalischen zur Diplomatischen Akademie in Wien*, Hg. von Oliver RATHKOLB, Innsbruck-Wien-München-Bozen, 2006. 77-78.

² PFUSTERSCHMID-HARDTENSTEIN: 79. AGSTNER, Rudolf: *Die Direktoren, Hörer und Hörerinnen der Orientalische Akademie und der Konsularakademie 1754-1941, 250 Jahre – Von der Orientalischen zur Diplomatischen Akademie in Wien*, Hg. von Oliver RATHKOLB, Innsbruck-Wien-München-Bozen, 2006. 406.

Französisch. Dies war die Hochsprache des europäischen Adels und meistens nur von denen beherrscht, die sie im Elternhaus gelernt hatten. Die Repräsentanten des höheren Adels hatten auch den Vorteil, dass sie abgesehen von der deutschen Sprache wenigstens für den täglichen Umgang meistens eine der anderen Landessprachen aus ihrer Jugendzeit kannten, da sie von Böhmen bis Kroatien oder von Galizien bis Trentino ihre Güter hatten, und beginnend mit der Kinderfrau im Haushalt unter Bediensteten aus der lokalen Bevölkerung aufgewachsen waren. Das war auch ein Grund für die Dominanz dieser Familien im diplomatischen Dienst.³

Der Großteil der magyarischen Diplomaten kam aus dem Reihen der Aristokratie. In den Kreisen der ungarischen Hochadel war eine Menge gebildeter, talentierter und energischer Männer zu finden. Man muss sich nur seit dem Ausgleich die vielen Staatsmänner, Diplomaten und Politiker vergegenwärtigen, die im eigenen Land, wie im Dienste der Doppelmonarchie wirkten. Vielleicht überschätzten die Magyaren die Bedeutung ihres Vaterlandes und betrachteten es als Großmacht, unabhängig von Österreich, die es doch keineswegs war. Allerdings, wenn sie von Budapest an den Ballhausplatz nach Wien übersiedelten, dann verlor sich bald diese nationale Einschätzung, und sie blieben wohl gute Ungarn, wurden aber auch gute Diplomaten der Doppelmonarchie.⁴

Während der Amtszeit des Julius Grafen Andrássy begann die Karriere Stephan Buriáns. Er wurde in Stampfen (Stomfa) in der Nähe Pressburgs am 16. Jänner 1851 geboren. Er gehörte nicht zum historischen Adel Ungarns, in seiner Ahnentafel ist der Eintrag „*zumeist unbekannter, minderer ungarischer Adel*“ zu lesen, dennoch musste er unter einem besonders glücklichen Stern geboren werden, denn 67 Jahre später trat dieser Sohn einfacher Pressburger Advokaten aus dem Staatsdienst als Graf und Ritter des Goldenen Vlieses aus.⁵

Stefan Burián begann 1872 nach dem Abschluss der Konsularakademie vorschriftsmäßig ganz unten seine diplomatische Laufbahn, als er zum Vizekonsul in Alexandria ernannt wurde. Da die Ungarn zu dieser Zeit im diplomatischen Korps stark unterrepräsentiert waren, verhalfen ihm die ungarischen Politiker am Ballhausplatz, zuerst der Außenminister Julius Graf Andrássy, dann der Sektionschef Benjamin Kállay, um die Parität zu verbessern, zu einem steilen Aufstieg. Seine ungarischen Mentoren lenkten so seine Laufbahn, dass er überwiegend im östlichen Europa arbeitete. Die wichtigeren diplomatischen Vertretungen und Gesandtenposten, wo er

³ PFUSTERSCHMID-HARDTENSTEIN: 92-93. Vgl. GODSEY, William D. Jr.: *Aristocratic Redoubt – The Austro-Hungarian Foreign Office on the Eve of the First World War*, West Lafayette, Indiana, 1999.

⁴ NAUMANN, Victor: *Profile – 30 Skizzen aus den Jahren des Weltkrieges nach persönlichen Begegnungen*, München-Leipzig, 1925. 253 ff.

⁵ SZABÓ Zsolt: *Der Anteil des ungarischen Adels an dem gemeinsamen österreichisch-ungarischen Außendienst vom Jahre 1867 bis 1895*, Innsbruck, 1962. 200.

aufgrund seiner Erfahrungen und breiten Belesenheit die Zusammenhänge zwischen der Großmachtpolitik und der Nationalitätenfrage erfuhr, waren Bukarest, Belgrad, Moskau, Sofia und Athen.⁶

In Bukarest und Belgrad bekleidete er das Amt eines Vizekonsuls, in Sofia war er als Konsul tätig, anschließend stand er als Generalkonsul an der Spitze der Moskauer Vertretung. Bisher ist der diplomatische Lebensweg Stefan Buriáns eine ganz durchschnittliche Laufbahn zu nennen, die große Wendung geschah 1887, als er zum diplomatischen Agenten und Generalkonsul in Sofia ernannt wurde. Diesen für die Monarchie so wichtigen Posten bekleidete er bis 1896, als er für ein knappes Jahr die Leitung der österreichisch-ungarischen Vertretung in Stuttgart als außerordentlicher Gesandter übernahm. Schließlich wurde er zum Gesandten und außerordentlichen Minister in Athen ernannt.⁷

Der theoretisch ausgezeichnet ausgebildete Diplomat konnte aus dem Beamtenapparat erst dann als potentieller Ministerkandidat in die politische Sphäre wechseln, als er die Tochter des wichtigsten Vertrauten Franz Josephs in Ungarn, des Generals Géza Baron Fejérváry ehelichte. Bald wurde Burián in die Rang eines Barons erhoben und diese hohe Anerkennung signalisierte die Möglichkeit einer politischen Karriere am Hofe. Nach dem Ableben des Langzeitministers Benjamin Kállay ergab sich 1903 diese Gelegenheit.⁸

Als der gemeinsame Finanzminister Benjamin Kállay im Juli 1903 starb, wurde Stefan Burián von Athen zurückgerufen und vom Monarchen zum gemeinsamen Finanzminister ernannt. Als Nachfolger Kállays wollte er Bosnien-Herzegowina zu einem modernen Staat umgestalten, und er versuchte mit großen Anstrengungen die Länder aus der mittelalterlichen Rückständigkeit herauszuheben. Die Landesregierung unter der Leitung von Kállay und später Burián spielte in den okkupierten Ländern eine wichtige zivilisatorische Rolle. Kállay und Burián betrachteten Bosnien nicht als eine Kolonie, sondern vielmehr als einen Musterstaat und behandelten es auch auf diese Weise.

Die Auffassungen der zwei gemeinsamen Finanzminister bezüglich der bosnischen Nationalitätspolitik und des politischen Systems aber klappten weit auseinander. Nach seinem Amtsantritt traf Burián sofort Maßnahmen, die als typische Offenbarungen einer ehrgeiziger Politiker gelten. Er revidierte sofort einige grundlegende Thesen seines hoch angesehenen Vorgängers. Der promuslimische Kurs und die Förderung der bosnischen Nationsbildung wurden aufgegeben. Die bosnische Sprache ließ er 1907 offiziell zum Serbokroatischen umbenennen. Auch die Ausarbeitung und die Einführung des parlamentarischen Vertretungssystems in Bosnien im Jahre 1910 waren mit

⁶ RESS Imre: *Ungarn im gemeinsamen Finanzministerium*, Kaiser und König 1526-1918: eine historische Reise, Wien, 2001. 93.

⁷ Haus, Hof- und Staatsarchiv (HHStA), Administrative Registratur (AR), Personalia (F4), Kart. 44.: Stefan Burián

⁸ RESS: 93.

dem Namen Buriáns verbunden, die die Grundlagen für das politische Leben Bosniens und der Herzegowina bis zum Zusammenbruch der Monarchie legte.⁹

Während seiner Amtszeit ereignete sich die Annexion Bosniens, die zu einer der schwersten Krisen der Vorkriegszeit, zur Annexionskrise führte. Was die Rolle und die persönliche Verantwortung Buriáns in der Krise betrifft, war er der erste, der an einer gemeinsamen Ministerratssitzung im Dezember 1906 die Annexion Bosniens und der Herzegowina vorschlug. In der Ausführung der Annexion aber spielte er als gemeinsamer Finanzminister keine wichtige Rolle. Wie er in seinem Tagebuch am 31. März 1909 ein wenig enttäuscht bemerkte: „*Ich war der Columbus der Annexion, Aehrenthal deren Amerigo Vespucci.*“¹⁰ Seine Dienste wurden vom Herrscher immer anerkannt, trotzdem musste er 1912 vom gemeinsamen Finanzministerposten abdanken, denn ein ungarischer Staatsangehöriger, Graf Leopold Berchtold wurde zum Minister des Äußern ernannt und nach dem dualistischen Gewohnheitsrecht sollte der Monarch statt des ungarischen gemeinsamen Finanzministers einen österreichischen Minister ernennen.

Einer der bedeutendsten Kritiker der gemeinsamen finanzministerialen Tätigkeit Stefan Buriáns war der österreichische Politiker und Balkan-Experte, Joseph Maria Baernreither. Nach einer Reise in Bosnien im Mai 1909 kennzeichnete er so in seinen Erinnerungen die in den annektierten Provinzen herrschenden Zustände: „*Die okkupierten Länder wurden bisher wie eine Art Außenwerk der Monarchie verwaltet, und sie waren de jure durch die Gesetze vom Jahre 1880 dem Einfluss der beiden Regierungen unterworfen. Tatsächlich aber regierte Kállay ziemlich frei. Er verlangte kein Geld, das Interesse der beiden Parlamente und der Delegationen war gering. Seine Erfolge deckten ihn. Jetzt ist es aber ganz anders. Die bisherige Form der Angliederung der beiden Länder an die Monarchie genügt nicht mehr. Der Zug nach Autonomie ist in Bosnien sehr stark, aber ebenso stark die Forderung, dass man hier nicht mehr Bürger zweiter Klasse sein will, dass man teilhaben will an den Verhandlungen der Delegationen, mitsprechen will über Gut und Blut der bosnischen Bevölkerung. Bei der Durchführung der Annexion wurde, um den Prozess nicht zu erschweren, an den öffentlichen Rechtsverhältnissen der annektierten Länder nichts geändert, und der status quo aufrechterhalten. Das ist aber auf die Dauer ein unhaltbarer Zustand. Auch die Finanzen Bosniens melden sich um so dringender, als die notwendigen Reformen Geld kosten und daher auch die Finanzfrage einer reinlichen Lösung bedarf.... Wir haben in Bosnien die geeigneten Männer, ein großes Reformprogramm durchzuführen, aber auf allen liegt wie ein Alp das Regime Burián.*“¹¹

⁹ RESS: 93.

¹⁰ Tagebuchaufzeichnung vom 31. März 1909. Báró Burián István naplói 1907-1922, Budapest, 1999. 21.

¹¹ BAERNREITHER, Joseph M.: *Fragmente eines politischen Tagebuches – Die südslawische Frage und Österreich-Ungarn vor dem ersten Weltkrieg*, Hg. von Prof. Joseph REDLICH, Berlin, 1928. 113.

Baernreither übte nicht nur an der bosnischen Situation, sondern auch an der Person Buriáns Kritik. In seinen Memoiren brachte er häufig seine Unzufriedenheit zum Ausdruck. Auch der Vergleich zwischen den Persönlichkeiten Buriáns und seines Nachfolgers, Benjamin Kállays ist besonders bemerkenswert: *„Buriáns Kenntnisse von den Verhältnissen des Landes, und zwar bis in die Details, sind sehr groß. Er kann stundenlang darüber dozieren wie ein Professor. Bei einem Zwiegespräch mit ihm fühlt man sich immer angeweht von der Luft ein es wissenschaftlichen Seminars. Es ist oft ganz interessant, ihn anzuhören, nur muss man vergessen, dass es sich um aktuelle Politik handelt, und darf nicht erwarten, dass auf das Reden auch ein Handeln folgen soll. Man regiert in einem Lande mit einer so lebhaften phantasiebegabten Bevölkerung nicht ohne einen Funken von Begeisterung, ohne Mitgefühl und ohne Temperament, zudem in einem Augenblicke, in dem alles hochgespannt voll Erwartung ist der Dinge, die kommen sollen. Burián ist nicht der Mann, sieh in eine Volksseele hineinzudenken, ein Erziehungswerk zu leiten und darum handelt es sich hier. Ein Mann wie er kann keinen Eindruck auf das Denken und Fühlen eines Volkes machen, weil er ihm fremd gegenübersteht. Er hat keine Nerven, aber auch kein Blut. Man kann sich keinen größeren Gegensatz denken als zwischen ihm und Kállay. Dieser, man mag über ihn sagen, was man will, war eine Gestalt voll Leben, eine Führernatur. Seine Autorität beruhte auf sein er Persönlichkeit, mit der er den Begg so gut wie Serben und Kroaten imponierte.*

Eine solche suggestive Kraft hätte jetzt nach der Annexion sich für die modernen Zwecke einsetzen müssen. Burián ist steif und unnahbar. Jeder, der zu ihm kommt, geht wie erkaltet von ihm weg. Er hat in Bosnien nie eine öffentliche Ansprache gehalten, zwischen ihm und der Bevölkerung hat es nie einen Kontakt gegeben, weder im Guten noch im Schlimmen. Wo er erschien, trat er als der steinerne Gast auf, als der er in der Delegation saß und später als Minister des Äußern unsere deutschen Bundesgenossen zur Verzweiflung brachte. Von ihm kann ein Anstoß zu einem Aufschwung im Lande nicht ausgehen. Im Ganzen hatte ich den Eindruck, dass man hier gespannt erwartet, was sich aus der Annexion für das Land entwickeln wird. Aber gewiss ist in dies er Richtung keine Zeit mehr zu verlieren.“¹²

Als Stefan Burián 1915 zum Minister des Äußern ernannt wurde, kam er mit mehreren Führungsbeamten am Ballhausplatz in Kontakt, die in ihren Memoiren über ihn gedachten. Einer dieser Beamten war Alexander Freiherr von Musulin, der sich in seinen Erinnerungen viel verständnisvoller gegenüber ihm zeigte und auch die Schwierigkeiten in Betracht zog, die Stefan Burián in Bosnien-Herzegowina bekämpfen musste.

„Im Jahre 1908“, so Musulin, „war Graf Burián gemeinsamer Finanzminister und als solcher Verwalter der okkupierten Provinzen. Die

¹² BAERNREITHER: 113-114.

Schwierigkeiten seiner Verwaltung waren groß. In Bosnien und der Herzegowina galt es, die drei Bevölkerungselemente, die Serben, die Mohammedaner und die Kroaten, die ungefähr im Verhältnis wie 3 zu 2 zu 1 standen, zu einer gedeihlichen Existenz neben- und womöglich füreinander zu veranlassen, es galt die friedliche Durchdringung des Landes mit westeuropäischem Geiste weiterzuführen und zu vollenden, den Assimilierungsprozess zwischen den alten Ländern der österreichisch-ungarischen Monarchie und den neu erworbenen Gebieten zu fördern, schließlich und vor allem, der serbischen Agitation entgegenzutreten, die nach der Thronbesteigung der Karageorgevic zunächst in den okkupierten Provinzen mit Tatkraft und Geschick in Szene gesetzt worden war.

Auch im politischen Kampfe ist die Defensive eine undankbare Rolle und die Offensive hat leichteres Spiel. Die serbische Offensive, die serbische Werbearbeit unter den Serben der okkupierten Provinzen hatte zudem eine äußerst günstige Plattform. Man konnte in Belgrad mit Recht darauf hinweisen, dass die Besetzung der serbischen Schwesterlande jenseits der Drina seitens Österreich-Ungarns nur eine provisorische sei, dass das Schicksal dieser Länder keineswegs entschieden wäre, dass die Serben der okkupierten Provinzen die legitime Hoffnung hätten, über kurz oder lang an das serbische Königreich angeschlossen zu werden, dass es sich also darum handle, sich für diese kommenden Tage vorzubereiten und zu rüsten.

Graf Burián hatte diese Argumentation, so wie die Dinge standen, wenig entgegenzusetzen. Er konnte nicht an den Patriotismus der Bevölkerung der okkupierten Provinzen appellieren, die dank der Monarchie durch mehr als dreißig Jahre die Segnungen westeuropäischer Kultur genossen hatten, denn es gab kein staatsrechtliches Band zwischen Bosnien und der Herzegowina und den übrigen unter dem Zepter der Habsburger vereinigten Herrschaftsgebiete. Graf Burián konnte auch nicht mit der entsprechenden Energie, den unter den Serben der okkupierten Provinzen auftretenden Tendenzen, sich dem Königreiche zuzuwenden, entgegentreten und tat er es, so hatte er keinen eigentlichen Rechtstitel hierzu, denn zu staatsbürgerlicher Treue sind die Bewohner eines okkupierten Landes der okkupierenden Macht gegenüber nicht verpflichtet.¹³

Im Sommer 1908 brach die Jung-Türkische Revolution aus. Das alte autokratische Regime in Konstantinopel wurde gestürzt und eine repräsentative Verfassung in der Türkei ins Leben gerufen. Für den Verwalter der okkupierten Provinzen ergaben sich daraus neue Schwierigkeiten und Bedrängnisse.

Stefan Burián hatte bereits vor dem Ausbruch der jungtürkischen Revolution, im April 1908, dem Herrscher ein Memorandum unterbreitet, in dem er in seiner Eigenschaft als Minister für Bosnien die Notwendigkeit der

¹³ MUSULIN: *Das Haus am Ballplatz – Erinnerungen eines österreichisch-ungarischen Diplomaten*, München, 1924. 163-164.

Annexion auseinandergesetzt und ausführlich begründet hatte. Aehrenthal war damals dagegen gewesen und hatte seinerseits eine Denkschrift für den Monarchen ausgearbeitet, in der er Buriáns Anregung vom Standpunkt der auswärtigen Politik bekämpft hatte. Die Sache war ad acta gelegt worden, bis der Ausbruch der jungtürkischen Revolution ihn zwang, seinen Negationsstandpunkt aufzugeben, wobei die Überlegung, dass man den Bewohnern der okkupierten Provinzen nicht die Freiheit versagen kann, die die Pforte nur für die türkischen Staatsangehörigen in Aussicht genommen hatte, für Aehrenthal maßgebend war.¹⁴

Zwischen der Türkei einerseits und Bosnien und der Herzegowina andererseits gab es nach der Okkupation vom Jahre 1878 kaum mehr eine politische Verbindung. Der einzige staatsrechtliche Kontakt war noch der, dass in den Moscheen der okkupierten Gebiete für den Sultan als Landesherrn gebetet wurde und dass, der religiöse Chef der Mohammedaner in Bosnien und der Herzegowina sich seine Investitur in Konstantinopel holen musste. *„Ließ man nun den Dingen ihren Lauf“*, schreibt Musulin, *„so lag die Gefahr nahe, dass zu diesen wenig in Erscheinung tretenden und relativ ungefährlichen Bindungen eine neue kam: Bosnien und die Herzegowina konnten Delegierte wählen und sie in das Zentralparlament nach Konstantinopel entsenden. Es ist ohne weiteres einleuchtend, dass damit ein für die Okkupationsmacht unhaltbarer Zustand geschaffen worden wäre.“*¹⁵

Andererseits war Musulin auch davon überzeugt, *„es war aber ebenso unmöglich, Bosnien und die Herzegowina auch weiterhin rein bürokratisch und absolutistisch zu regieren, wenn alle übrigen Länder der Türkei des Segens der parlamentarischen Einrichtungen teilhaftig geworden waren. Berief man aber wieder in den bloß okkupierten Ländern einen Landtag ein, so lief man Gefahr, dass derselbe, oder wenigstens eine Minorität desselben, angesichts des staatsrechtlich unentschiedenen Zustandes der beiden Provinzen Beschlüsse fasste, die mit den Interessen der Monarchie unvereinbar waren.“*¹⁶

Er war der Ansicht, dass die Lösung, die endlich die Regierung der Monarchie wählte, war eben noch das kleinste Schlechte: *„Dieser ganze Komplex von Erwägungen hat es Graf Burián geraten erscheinen lassen, bei Graf Aehrenthal anzuregen, dass eine diplomatische Aktion unternommen werde, um die, wenn auch unbefristete, so doch provisorische Okkupation von Bosnien und der Herzegowina in eine definitive Annexion zu verwandeln. Durch die Annexion, die definitive staatsrechtliche Einverleibung der okkupierten Provinzen, sollte die Möglichkeit geboten werden, die Bewohner derselben zu staatlichem Patriotismus zu erziehen, es sollte die Voraussetzung geschaffen werden, der serbischen Werbearbeit auf rechtlicher Grundlage mit*

¹⁴ HANTSCH, Hugo: *Leopold Graf Berchtold – Grandseigneur und Staatsmann*, Bd. I, Graz 1963. 106-107.

¹⁵ MUSULIN: 164.

¹⁶ MUSULIN: 164-165.

mehr Erfolg entgegenzutreten, es sollte endlich die Vorbedingung erbracht werden für die Konstituierung eines bosnisch-herzegowinischen Landtages, für die autonome Selbstverwaltung der beiden Provinzen und für die Beteiligung des heimischen Elementes an der Regierung des eigenen Landes.

*Die Anregung des Grafen Burián begegnete bei Graf Aehrenthal bereitwilligem Verständnis um so mehr, als er auf einem anderen Wege schon selbst zu der Überzeugung gelangt war, dass über kurz oder lang die Annexion der okkupierten Provinzen sich als eine unabweisliche Notwendigkeit darstellen würde.*¹⁷

Nach dem 1912 erfolgten Tod Aehrethals wurde Leopold Graf Berchtold von Franz Joseph zum Außenminister ernannt. Der Herrscher betrachtete ihn als Ungar, woraus es hervorging, dass er das Verbleiben Baron Buriáns als gemeinsamen Finanzminister für unmöglich hielt, da nicht zwei Ungarn in dem gemeinsamen Ministerrat sitzen könnten. Berchtold bedauerte den Verlust eines „so klugen, erfahrenen und verdienten“ Mannes, wies auch darauf hin, dass er selbst kein vollwertiger Magyar sei, schlecht Ungarisch spreche und eine österreichische Erziehung genossen habe. Franz Joseph blieb aber bei seiner Meinung und nominierte Bilinski zum Nachfolger Buriáns.¹⁸

Buriáns Rolle darf weiterhin nicht übersehen werden, da es feststeht, dass niemand einen größeren Einfluss auf Stephan Tisza ausübte als er. In einem Brief vom 27. November 1925 schreibt Johann Graf Forgács in Beantwortung einiger Fragen an Berchtold: „Tatsächlich war Tisza von allen Ministern derjenige, der nach dem Sarajewoer Attentat am meisten zur Mäßigung riet und dessen Verantwortungsgefühl den Krieg scheute.“ Die gegensätzliche Richtung repräsentiert Stürgkh, Bilinski und Burián. Nach der schamlosen, hetzerischen Haltung der serbischen Diplomatie und Presse nach dem Attentat war auch Tisza zu den schärfsten Maßnahmen, eventuell zum Krieg entschlossen, besprach detailliert das Ultimatum. Den Stimmungsumschwung Tiszas zur Schärfe beeinflusste auch Burián, auf den er sehr hörte. In dieser Frage zeigte sich Burián konsequenter als Tisza, da der Erstere vielmehr von den außenpolitischen Interessen der Gesamtmonarchie geleitet war, während der Letztere auch ungarischen binnenpolitischen Fragen berücksichtigen musste.¹⁹

Der ungarische Ministerpräsident, László Lukács hatte 1913 seine Abdankung eingereicht, und Stephan Graf Tisza war zu seinem Nachfolger ernannt worden. Sowohl Tisza, als auch Burián waren Männer, die ihrer Meinung immer Geltung verschaffen wollten. So war denn auch der erste Weg des neu ernannten Ministerpräsidenten von Schönbrunn in den Strudelhof, wo er Berchtold seine Wünsche unterbreitete: „Zusammenstellung der wichtigeren Depeschen der letzten zwei bis drei Monate, Herstellung eines regeren

¹⁷ MUSULIN: 165.

¹⁸ HANTSCH: 248.

¹⁹ HANTSCH: 585-586. (Bd. II.)

Kontakt mit dem Ballhausplatz und Fühlungnahme mit dem Belvedere“. Tisza gab also gleich von Anfang an zu verstehen, dass er an der Gestaltung der Außenpolitik der Monarchie teilnehmen will. Die beiden Staatsmänner standen zwar gut miteinander, aber der feinfühlig und vorsichtige Diplomat hatte doch nicht geringe Mühe, sich neben dem robusten und aktiven Tisza zu behaupten, der noch dazu in der Person Buriáns als Minister am Allerhöchsten Hoflager einen verlässlichen Man hatte, der über eine eingehende Kenntnis in der Balkanfrage verfügte.²⁰

Es kamen im Kreise Berchtolds auch Männer zu Wort, die eine Ausdehnung Rumäniens für die Monarchie als gefährlicher bezeichneten als ein Großserbien. Solche Warnungen kamen meist von ungarischer Seite, von Burián zum Beispiel, was vermuten lässt, dass auch Tisza dieser Meinung war. Berchtold fühlte sich durch die vielen Rücksichten, die er nehmen zu müssen glaubte, an Händen und Füßen gebunden. Er litt geradezu körperlich unter dieser täglichen Spannung, die ihm schlaflose Nächte und böse Träume verursachte und an seinen Nerven zerrte. Berchtold wurde seines Amtes überdrüssig.²¹ In den schwierigsten Tagen der italienischen Krise im Jänner 1915, als in den führenden Kreisen der Monarchie scharfe Debatten über die Abtretung des Trentino Italien geführt wurden, notierte er am 5. Jänner in seinem Tagebuch: *„Angesichts italienischer Komplikation und Schwierigkeit, Situation durch Aussprache zu klären, ungeheure Verantwortung bezüglich dieser Pourparlers und ungünstige Vorbereitung durch Bülow's Geschwätz, möchte Seinen Majestät bitten, Burián an meiner Stelle zu nominieren.“*²² Nach einer Besprechung mit Tisza über seinen Nachfolger zeichnete er in seinem Tagebuch auf: *„Ich wollte noch sagen, dass Burián der beste Mann für die Nachfolgeschaft wäre, hielt mich jedoch zurück, dies zu sagen, denkend, dass Tisza vielleicht selbst auf dem Ballplatz einziehen wollte!“*²³

Nachdem Tisza mit Berchtold über dessen Nachfolger gesprochen hatte, fuhr er am 10. Jänner 1915 nach Schönbrunn und berichtete dem Herrscher in diesem Sinn. Franz Joseph aber entgegnete: *„Ich habe es mir auch schon gedacht, aber ich habe nur einen, der dazu fähig ist und weiß nicht, ob er von Budapest wegkommen kann“*. Tisza verstand, dass der Monarch über ihn gesprochen hatte, erklärte aber, in Budapest bleiben zu müssen, schlug aber gleich Burián vor, den er seit eineinhalb Jahren immer mehr schätzen gelernt hatte und mit dem er als seinen engen und guten Freund immer harmonisch zusammenarbeiten konnte. Außer Burián käme nur noch Pallavicini in Frage. Tisza hatte den Eindruck, dass der Kaiser gegenüber Burián misstrauisch war.²⁴

²⁰ HANTSCH: 434.

²¹ TUCZAY László: *Die Magyarischen Diplomaten im Dienste der österreichisch-ungarischen Monarchie vom Jahre 1895 bis 191*. Innsbruck, 1972. 44-45.

²² HANTSCH: 714.

²³ HANTSCH: 721.

²⁴ HANTSCH: 723.

Am nächsten Tag erschien Berchtold in Schönbrunn. Das Thema der Audienz war dasselbe wie einen Tag vorher. Auf Berchtolds Frage, ob Tisza Seiner Majestät einen Kandidaten vorgeschlagen hatte, sagte er: „*Ja, den Burián, was halten Sie von ihm?*“ Berchtold gab eine überzeugte Schilderung aller trefflichen Eigenschaften Buriáns und bemerkte speziell auch, dass er immer seine eigene Meinung habe und keine Schwierigkeiten kenne, auch dass er bisweilen auf Tisza Einfluss nehme und nicht die Ansichten des Letzteren einfach adoptiere. „*Das wäre viel Wert*“, meinte Seiner Majestät.²⁵

Von Schönbrunn begab sich Berchtold zu seinem väterlichen Freund, dem Fürsten Montenuovo, um ihn von der Unabänderlichkeit seines Entschlusses zu informieren. Er sprach mit ihm auch über seinen Nachfolger. „*Ich sagte, ich schätze Burián sehr hoch ein als intelligent und redgewandt, als klaren Kopf und willensstarken Charakter. Er habe aber etwas gar zu Theoretisches und Professorenhaftes, sei abgeschlossen und weltfremd, und schätze meines Erachtens die Realität der Dinge nicht immer ein, vielleicht eben wegen seiner hohen Begabung, die er in advokatorischer Weise zur glänzenden Verteidigung der in seinem Gehirn konstruierten theoretisch richtigen, aber mit der realen Welt nicht immer harmonisierenden Ideen verwertet. Dahinter haben wir die kraftvolle Gestalt Tiszas, eine unerschrockene Kampfnatur, der, nicht in Wien anwesend, außer Kontakt mit der diplomatischen Welt, alle geheimen Informationen, die täglich hier einlaufen, verspätet erhält, überall eingreifen und Sporen geben will. Wie wird dieses Werkel zusammengehen? Wird diese streitbare Vertretung nicht des Guten zu viel machen und eine Politik treiben, die sich zu hohe Ziele steckt und die ungenügende Hilfsmittel zu deren Erreichung übersieht?*“²⁶

Auch Montenuovo hielt es schließlich für besser, Tisza selbst zur Übernahme des Amtes zu bewegen, als es zu einer „*Doppelherrschaft*“ kommen zu lassen. Er zog sich sofort seinen Frack an und fuhr nach Schönbrunn, um dem Kaiser einen Gedanken zu ‚suggerieren‘. Franz Joseph schien diese Kombination zu passen, aber Tisza lehnte ab. „*Er fühle sich nicht berufen für hiesigen Posten. Abgesehen davon, dass er nicht wisse, ob er die Erwartungen, die in ihn gesetzt werden, zu erfüllen imstande waren, fühle er seine Anwesenheit in Budapest notwendig.*“ Die Bedenken gegen Burián teilte er insofern, als er in dessen großen Dialektik und Rhetorik ein gewisses Gefahrenmoment erblickte, aber er sehe in ihm doch „*eine sehr bedeutende Persönlichkeit*“. So wurde denn am nächsten Tag, dem 13. Jänner 1915, Stefan Burián zum Minister des Äußern ernannt.²⁷

Seit sechs Monaten stand schon die Monarchie in Kampf gegen einen um die doppelte Zahl überlegenen Feind und verteidigte die Karpathenpässe in einem äußerst blutigen Kampf, als Burián das Amt des Grafen Berchtold

²⁵ HANTSCH: 724.

²⁶ HANTSCH: 724-725.

²⁷ HANTSCH: 725.

antrat. Letzterer fühlte sich seine Aufgabe nicht mehr gewachsen, er sah, dass die Situation einen Mann erforderte, der dieser nervlich gewachsen war, mit „*einer Art Leichtherzigkeit, eine solche Situation durchzuhalten*“.²⁸ Auch ist es anzunehmen, dass Berchtold geneigt war, dem Drängen der Deutschen, Trient den Italienern zu überlassen, nachzugeben, was aber für Franz Joseph unannehmbar war: Er wollte lieber abdanken, als eine Provinz ohne Kampf abtreten.²⁹

Die Phalanx stand fest, die sich gegen die italienischen Ansprüche wendete. Burián, Tisza und Stürgkh waren sich in dieser Frage einig. Das Schwanken zwischen Ablehnung und Nachgiebigkeit, das man Berchtold zum Vorwurf machte, sollte ein Ende haben.³⁰

Seiner prinzipiellen Auffassung entsprechend, versuchte Burián, die italienische Aspirationen durch eine hinhaltende Politik zu bekämpfen, in der Hoffnung, dass ein großer Erfolg auf dem Schlachtfeld das Verhandlungsmoment für die Monarchie günstiger gestalten und die weitgehenden Forderungen des italienischen Kabinetts zurückdämmen würde. Noch vor seiner Ernennung zum Minister des Äußern riet Burián Berchtold, betreffend Abtretung Trentino, nicht nachzugeben.³¹

Schon früher hatte Burián Berchtold erklärt: „*Die Abtretung des Trentino würde ein Spundloch sein, durch das das ganze Fass ausgeleert würde*“. In diesem Sinne riet er dem Außenminister, er solle, wenn Avarna mit dem Trentino komme, „*vor Staunen und Entsetzen im Fauteuil zusammensinken, um das Ungeheuerliche seines Verlangens dem Botschafter vor Augen zu führen*“.³²

Allerdings glaubte die öffentliche Meinung in Cisleithanien gerne, dass Burián als Ungar mit Freude die diesseitige Reichshälfte zu verkleinern bereit wäre. Wie tief die Wurzeln des Misstrauens gegen alles Ungarische im Gedanken auch der intelligenten Deutschösterreicher gegriffen hatte, beweist Joseph Redlich, wenn er in seinem Tagebuch schreibt: „*Ganz³³ sagt mir, der Grund der Demission Berchtolds sei, dass Berchtold sich weigere, in die Abtretung des Trento zu willigen, die man in Berlin verlangt: Er will kein Minderer des Reiches sein. Burián-Tisza verkleinern Cisleithanien, wie es scheint, ganz gerne. Wenn dann Burián später sich weigern wird, Siebenbürgen abzutreten, kann man ja vielleicht wieder einen Österreicher finden, der Ungarn verkleinern hilft.*“³⁴

²⁸ *Schicksalsjahre Österreichs 1908–1918: Das politische Tagebuch Joseph Redlichs*, Bd. II, bearbeitet von Fritz Fellner, Graz-Köln, 1954. 19.

²⁹ SZABÓ: 220.

³⁰ HANTSCH: 725.

³¹ MUSULIN: 256.

³² HANTSCH: 716, 720.

³³ Dr. Hugo Ganz, Korrespondent der „*Frankfurter Zeitung*“ in Wien. TUCZAY: 50.

³⁴ *Schicksalsjahre Österreichs 1908–1918: Das politische Tagebuch Joseph Redlichs*, Bd. II. 8.

Burián hatte es nicht leicht. Die Deutschen drängten nach Konzessionen an das noch neutrale Italien und Rumänien. Berchtold zitiert in seinem Tagebuch eine gelegentliche Bemerkung Buriáns, die, wie er schreibt, „mich erschreckte“: „Wenn Deutschland uns im Stiche lässt und Italien das Trentino in Aussicht stellt, können wir dasselbe tun und Deutschland im Stiche lassen, welches uns Brauche“. Die hielt Berchtold für falsch. „Deutschland könne sich immer eher auf unsere Kosten mit Russland verständigen, als wir auf Kosten Deutschlands mit England. Russland werde den Krieg wegen England nicht fortsetzen, wenn es alles erreicht hat, was es braucht!“³⁵

Die territorialen Forderungen Italiens waren keineswegs präzisiert. Der italienische Außenminister, Baron Sonnino erklärte, dass „solange Österreich-Ungarn nicht die Verhandlungsbasis von Gebietsabtretungen annehme, er nichts präzisieren noch ausschließen wolle, weder Trentino, noch Triest, Istrien oder anderes“. Diese Forderungen konnte kein Staatsmann der Monarchie akzeptieren, wenn man bedenkt, dass die Monarchie in ihrem Existenzkampf stand.³⁶

In Berlin glaubte man, um den Preis von Süd-Tirol die dauernde Neutralität Italiens versichern zu können. Doch das war nur eine Vermutung. Der italienische Außenminister hatte für seine Kompensationsansprüche eine Art „gleitender Skala“ ausgedacht, die sich aber lediglich in aufsteigender Linie bewegte, immer höher und höher, je prekärer die Situation Österreich-Ungarns wurde und je weiter die Rüstung Italiens fortschritt. Burián erlebte peinvolle Tage und Stunden. Er erkannte von Beginn an, dass es sich bei den mit den Italienern geführten Verhandlungen um „eine Schraube ohne Ende“ handle.³⁷

Am 16. Januar 1915, zwei Tage nach dem Amtsantritt Buriáns, traf in Wien eine Mission aus dem deutschen Hauptquartier ein, bestehend aus dem Botschafter Fürsten Wedel und dem in Wien lange als bayerischer Gesandter tätig gewesenenen Grafen Podewils, mit dem Auftrag, der k. u. k. Regierung und insbesondere Burián, als neuen Minister zu Konzessionen zu bewegen. All dies nützte nichts. Buriáns feste Überzeugung durch die Abtretung nichts erreichen zu können, wurde von deutscher Seite schlecht aufgenommen. Mit den Deutschen hatte Burián öfter die Gelegenheit, Gedankenaustausch zu pflegen. So besuchte er Bethmann-Hollweg am 7. 5. 1915 in Teschen, am 25. 5. d. J. im Hauptquartier zu Pleß, während er am 25. 6. denselben in Wien empfing. Ihre Meinungen über Abtretungsfragen klafften aber weit auseinander.³⁸

In Wien ging es um territoriale Konzessionen, diesmal an Rumänien. Weder Burián noch Tisza waren dafür zu haben, so dass das Treffen in Wien sich ziemlich kühl gestaltete. Burián lud die deutschen Staatsmänner gar nicht zu

³⁵ HANTSCH: 727.

³⁶ BURIÁN, Stephan Graf: *Drei Jahre aus der Zeit meiner Amtsführung im Kriege*, Berlin, 1923. 26.

³⁷ BIBL, Viktor: *Der Zerfall Österreichs*, Bd. II: *Von Revolution zu Revolution*. 501-502.

³⁸ BURIÁN: 27-29, 57.

sich ein. Er sah im Falle Siebenbürgens oder der Bukowina kein geeignetes Mittel, Rumänien neutral zu erhalten. „*Es wäre*“, schreibt er, „*das Signal zu weiteren Erpressungen im großen und kleinen gewesen*“. Er kannte die Auffassung Bratianus, der an den Sieg der Entente keinen Augenblick lang zweifelte. Dieser wollte mit möglicherweise wenig Opfern im günstigsten Augenblick mit den Siegern gehen. Auch in der polnischen Frage kam es zu Meinungsverschiedenheiten zwischen Burián und den deutschen Verbündeten, die anfangs geneigt waren, Kongresspolen einzuverleiben, was für die Monarchie unannehmbar war.³⁹

Burián hatte auch schwere Bedenken gegen die von der deutschen Kriegsmarine gestellten Forderungen nach dem uneingeschränkten U-Boot-Krieg, da er wusste, dass dieser Schritt die Vereinigten Staaten in das feindliche Lager treiben würde.⁴⁰

„*Nachdem Baron Burián in das graue Haus eingezogen war*“, schreibt der Diplomat Heinrich Lützow, „*habe ich dasselbe viel seltener betreten als unter seinem Vorgänger. Burián mit seiner fahlen Totenmaske, seinem starren Blick hinter einem riesigen Zwicke, seiner pedantisch professorenhaften Vortragsweise hatte bei weitem nicht die Anziehungskraft des Grafen Berchtold, der, wie immer man von ihm als Politiker denken mag, gesellschaftlich ein Charmeur war. Der arme Burián hatte in einem seltenen Maße die Gabe, seine Mitmenschen zu langweilen, und hauptsächlich aus diesem Grunde entschloss sich Kaiser Karl immer nur ungern, ihn zu berufen. Auch dem deutschen Reichskanzler ging er mit seinen langatmigen belehrenden Auseinandersetzungen stark auf die Nerven. Das Verhältnis zwischen den beiden war nicht gut. Bethmann Hollweg fragte mich einmal, wo der Mann eigentlich her sei, worauf ich ihm lediglich die Antwort geben konnte, Fürst Festetics habe mir einmal gesagt, Burián sie der Sohn eines kleinen Pressburger Advokaten. „So, so“, entgegnete der andere, „er ist der Sohn eines Advokaten, jetzt begreife ich vieles!*“⁴¹

„*Bald nach seinem Amtsantritt*“, schreibt ein anderer Memoirenverfasser, Viktor Naumann, „*hatte ich Gelegenheit, Baron Burián kennen zu lernen. Ich habe während der Zeit seiner beiden Ministerien so manche Gespräche mit ihm geführt – und wie es seine Art war, machte mir Burián in einem tief durchdachten Vortrag die ganze Lage Europas klar, wie er sie sah. Er sagte: ‚Wir müssen auf den letzten Grund der Dinge kommen‘ – und er versuchte es wirklich zu tun. Die boshafte Wiener behaupteten einmal, Baron Burián hätte drei Tage hindurch keine Empfänge abgehalten, denn er hätte erklärt, ‚er müsse die Geschicke der Welt ordnen‘. Man missverstehe mich nicht, Burián war ein sehr geistvoller, sehr kluger Kopf, aber eben keine aktive Natur. Aus*

³⁹ SZABÓ: 51.

⁴⁰ BURIÁN: 157.

⁴¹ LÜTZOW, Heinrich Graf von: *Im diplomatischen Dienst der k. u. k. Monarchie*, 1971. 233.

Theorien bildete er sich seine Meinung und ließ sich schwer von dieser Meinung abbringen.

*Burián war ein schlichter, einfacher Mann, der fast wie ein deutscher Universitätsprofessor aussah. Er war der Mann der Studierstube – eine Art Einsiedlerkrebs, der nur zwei Vertraute im Ministerium besaß, Musulin und Mérey, und auch diese sah er immer seltener und seltener. Berchtold, dem jede Theorie verhasst war, Burián, der sich in Theorien gerne einging. Burián lebte für sich allein. Er sann alle Probleme durch und wieder durch, ehe er zur Tat schritt – und er ließ sich in diesem Nachdenken nicht stören.*⁴²

Ironisch zitiert Berchtold einen angeblichen Ausspruch Bismarcks: „Glücklich das Land, das einen Mann wie Burián besitzt.“ In seinen Memoiren fügt er hinzu: „Schon in der Orientalischen Akademie, wo Burián von seinen Studienkollegen der ‚muskulöse Burián‘ zu benannt wurde, war er dafür bekannt, wenn es darauf ankam, der ganzen Klasse mutvoll die Stirn zu bieten.“⁴³

Ähnlich äußert sich Buriáns Nachfolger im gemeinsamen Finanzministerium, Ernst Koerber. „Burián“, sagt er zu Redlich, „redet wie ein Buch, alles klingt sehr gescheit, aber eine Diskussion der Grundlagen seiner Schlüsse lehnt er unerschütterlich ab. Nach meinen Informationen und meiner Auffassung steht die Sache so und so – damit ist jedwedem anderen Urteil bei ihm der Weg versperrt“.⁴⁴

In Berlin war man der Auffassung, dass mit Burián nichts anzufangen war. Es war nur mehr eine Frage der Zeit, wann Burián entweder dem Druck Deutschlands nachgibt, oder selber abtritt. So geschah es; am 21. Dezember 1916 reichte Burián seine Abdankung ein, und Ottokar Graf Czernin übernahm die Leitung am Ballhausplatz.⁴⁵

Nach anderthalber jähriger Tätigkeit, wegen der unglücklichen Sixtus-Affäre legte Czernin am 14. April 1918 sein Amt zurück. Obwohl er zu seinem Nachfolger Stefan Tisza vorschlug, wurde am nächsten Abend Stefan Burián vom Kaiser Karl nach Budapest bestellt. Als neueste Nachricht verlautete an diesem Tag, dass Burián telegraphisch nach Budapest berufen wurde. Jeder fragte sich, was das zu bedeuten habe, aber schon am nächsten Tag war das Rätsel gelöst, als bekannt wurde, dass Stefan Burián zum Nachfolger Czernins ausersehen sei. Auf der Rückfahrt von Alcsuth⁴⁶ hat ihn der Kaiser aufgefordert, das geleerte Amt Czernins überzunehmen. Burián sträubte sich anfangs dagegen, empfiehl andere Kandidaten, konnte aber den Herrscher von seinem Vorhaben nicht abbringen. Er, über ihn der Herrscher einmal in

⁴² NAUMANN: 231-233.

⁴³ HANTSCH: 472-473.

⁴⁴ zitiert nach: SZABÓ: 226.

⁴⁵ TUCZAY: 58.

⁴⁶ Kaiser Karl war am 15. 4. 1918 mit Sztérényi und Arz nach Gödöllő zur Jagd gefahren, am 16. 4. 1918 mit Tisza, Burián und Lobkowitz nach Alcsuth. HANTSCH: 818.

vertraulichem Gesellschaft sagte, dass „*das war wohl der dümmste Kerl am Ballhausplatz*“, wurde vom selben Herrn am 16. April 1918 auf diese verantwortungsvolle Stelle berufen. In Wien machte es in vielen Kreisen einen schlechten Eindruck, ebenso in Berlin, wo man ihn nicht ausstehen konnte. Burián verkannte nicht die großen Schwierigkeiten, die ihm in den Weg gelegt wurden, und meinte, es sei nicht unmöglich, dass er in 24 Stunden wieder demissioniert werden müsse. Er demissionierte nicht gleich, sondern blieb bis 24. Oktober 1918 Außenminister.⁴⁷

Die vielleicht genaueste Meinung von der Person und gemeinsamen ministerialen Tätigkeit Stefan Buriáns wurde vom berühmten General, Moritz Freiherrn von Auffenberg-Komaróv verfasst. „*Bei unsern wiederholten längeren Gesprächen gewann ich den Eindruck*“, schreibt Auffenberg in seinen Erinnerungen, „*dass Burián zweifelsohne ein weit über das gewöhnliche Maß versierter Mann sei. Gebildet und sprachengewandt, studierte er jedes Vorkommnis mit Eifer und Gründlichkeit. Fehler, die der Oberflächlichkeit entstammen, dürften ihm wohl kaum je passiert sein. Trotz langjähriger Konsulatsdienstzeit war Burián doch mehr Theoretiker geblieben. Seine Gelassenheit und Ruhe waren von Langeweile oft schwer zu unterscheiden, was nicht ausschloss, dass er am Konferenztisch nervös wurde, wenn man ihn beispielsweise in seinen Dissertationen unterbrach oder wenn er merkte, dass sie nicht zogen. Verständnis für die großen Ziele der Monarchie konnte man ihm nicht absprechen, spezifisches Magyarentum nicht vorwerfen, aber als Lenker des Staatsschiffes in stürmischster Zeit konnte ich ihn mir nicht leicht vorstellen.*“⁴⁸

Stefan Burián starb am 20. Oktober 1920 in Wien.

⁴⁷ HANTSCH: 818-819.

⁴⁸ AUFFENBERG-KOMARÓV, Moritz Freiherr von: *Aus Österreichs Höhe und Niedergang – Eine Lebensschilderung*, München, 1921. 138.

Háda, Béla

A 2003-as iraki konfliktus a szövetségi kapcsolatok dimenziójában

Már Thuküdidész, „*A peloponnészoszi háború*” című klasszikus ókori történeti mű szerzője is megállapította, hogy a háborúknak vannak okai, és indokai.¹ S ezek általában közel sem azonosak. E máig érvényes tételt húzza alá, hogy Irakban mind a mai napig pontosan azt sem sikerült felmutatni, amivel a háború amerikai szellemi atyjai a baathista rendszert megsemmisítő háború megindítását indokolták: az iraki sivatagban se tömegpusztító fegyverekre, se nukleáris eszközökre, se a régió stabilitását és Eurázsia biztonságát veszélyeztető katonai potenciál nyomaira nem bukkantak, s napjainkban már nem is várják a korábban megfogalmazott vádak igazolását.²

Az Amerikai Egyesült Államok Irakkal szembeni tervei közismerten heves nemzetközi viták kereszttüzébe kerültek a 2001. szeptember 11-i terrortámadást követően. E nézeteltérések szorosan kapcsolódtak a terrorizmus ellen meghirdetett offenzív washingtoni politika kritikai értékeléséhez, amely – különösen napjaink iraki eseményeinek tükrében – máig nem engedte nyugvópontra jutni azokat. A második iraki háború számos érdeket érintett, a gazdasági kapcsolatok, a stratégiai viszonyok, vagy a nemzetközi jogi diskurzusok terepén belül is. Ezek eredményeképpen a Szaddám-rezsim elleni amerikai fellépés már az előkészítés fázisában aktivitásra készítette az önmagukat leginkább érintettek tekintő államok kormányait, melyek többek között szövetségi kapcsolataik újraértékelésével igyekeztek képviselni saját érdekeiket. E tekintetben maga az USA járt az élen, mivel külpolitikai teoretikusainak egy része távolodást javasolt a hagyományos szövetségi filozófiától.³ Az neokonzervatív kormányzat évei alatt (különösen 2001 szeptemberét követően) egyre erősebbé vált az amerikai szövetségi politika „*pragmatikusabb*” megközelítése, mely felülvizsgálva a bipoláris korszak örökségét újabb, ad hoc szövetségek felé tájékozódik aszerint, hogy mely országok hajlandóak az USA aktuális kül- és biztonságpolitikai elképzeléseit a legodaadóbban támogatni.⁴ E gyakorlat teljes mértékben megfelel a hatalmi politika logikájának. Ugyanezen logika határozott érvényesítése ugyanakkor a korábban említettekkel összhangban válaszreakciókra készítette Európa és Ázsia országait. E tanulmány az iraki háborúnak az eurázsiai szövetségi

¹ THUKÜDIDÉSZ: *A peloponnészoszi háború*, Ford: Muraközy György, Európa, Budapest, 1985.

² A tévedést hivatali idejének végnapjaiban maga George Bush is elismerte, de a sokak által feltételezett tudatosságot az amerikai kormányzat máig tagadja.

³ NYE, Joseph Jr.: *U.S. Power and Strategy After Iraq*, IN: *Foreign Affairs*, Vol. 82, Issue 4, Jul/Aug, 2003.

⁴ A kormányzaton belül Donald Rumsfeld és Paul Wolfowitz voltak ennek fő szószólói. Ld. pl.: KISS J. László: *Német külpolitika és az iraki válság- változás a folytonosság útján?*, *Külügyi Szemle*, 2007/2-3. 86-115, 92.

ségi viszonyokra gyakorolt hatásait jellemzi, az érintett, Washingtonnal kiemelt partneri viszonyt ápoló országok nézőpontjainak ismertetésével.

A NATO az ikertornyok árnyékában

A harmadik évezred fordulójára az Észak-atlanti Szerződés Szervezete képviselte a világ legerősebb katonai szövetségét. Akkor 19 tagállama közül 3 rendelkezett atomfegyverekkel és vétójoggal az ENSZ Biztonsági Tanácsában, valamint 6 volt tagja a G8 csoportnak. E nyugati védelmi tömb általános vélekedés szerint pusztán technikai és stratégiai fölényével képes elrettenteni minden korunkban elképzelhető fegyveres agressziót. A World Trade Center és a Pentagon épülete ellen intézett megrázó erejű támadások azonban egy olyan ellenség arcát mutatták meg, amelyet a nyugati társadalmak soraiban sokáig nem vettek igazán komolyan. Az események pszichikai hatása egyértelmű és számítható volt: a döbbenet és felháborodás jogos érzése (kiegészülve a veszélyeztetettség tudatával) megerősítette a nyugati országok stratégiai szövetségét. A NATO állásfoglalásait ennek megfelelően a szoros egység dominálta. Európa országai ezt az adott körülmények között az egyetlen vállalható magatartásnak tekintették, mely az Egyesült Államokhoz fűződő viszonyuknak is leginkább megfelelt. Ennek szellemében a szövetség tagállamai életbe léptették a washingtoni szerződés sokat emlegetett 5. cikkelyének rendelkezéseit.⁵ Tették ezt annak ellenére, hogy a történetek katonai szempontú értelmezését kétségkívül súlyos bizonytalanság lengte körül. Az európai szövetségesek kiállításának erkölcsi és politikai jelentősége hallatlanul nagy volt, a vele járó valós katonai kockázat viszont kicsi. A NATO államok túlnyomó része ugyanis nem rendelkezett olyan eszközök felett, melyekkel valóban hatékonyan tudta volna támogatni az USA-t egy a kontinentális területüktől több ezer kilométer távolságban végrehajtandó katonai műveletben,⁶ miközben a „saját” háborúi mellett 2001-et követően a világ számos országában támogatott antiterrorista műveleteket az általa meghatározott, több, mint 65 terroristaszervezettel szemben.⁷ Az Egyesült Államok lényegében nem is vette igénybe a szövetségesei által felajánlott kollektív katonai támogatást. Az általános hangulatnak megfelelően a „*terrorizmus elleni háború*” nyitányát jelentő, 2001. október 7-én megindult afga-

⁵ A szerződésnek a szerződő államok kollektív védelmi kötelezettségét előíró cikkelye. Szövegét ld.: HALMOSY Dénes (szerk): *Nemzetközi szerződések 1945-1982*, Közgazdasági és Jogi könyvkiadó- Gondolat, Budapest, 1985. 172-178., 176.

⁶ Az ehhez szükséges képességek hiánya már az 1999. évi koszovói háború idején is látványosan megmutatkozott, rávilágítva Amerika és az európai partnerei között fennálló asszimetriákra. Ez az állapot éles kritikák forrása lett Washington részéről. Ld.: RYAN C. Hendrickson: *NATO After September 11: Explaining the Alliance's Persistence*, International Studies Association, Chicago, 2007. 3.

⁷ Erről: DEDEOGLU, Beril: *Fighting Terrorism and Intervention: Paradoxes and Misunderstandings*, Perceptions- Journal of International Affairs, Volume X. No 4. 2005. 147-173. 161.

nisztáni hadműveletek még nem is váltottak ki jelentősebb nemzetközi ellenkezést, éles ellentétben az USA Irakkal szembeni terveivel. Az európaiak hozzáállásának megértéséhez fontos szem előtt tartanunk, hogy az „*öreg kontinens*” országainak érdekei korántsem azonosak az amerikai nemzeti érdekekkel. Ez még akkor is világosan érezeti hatását, ha a washingtoni diplomácia mindent elkövet annak érdekében, hogy lépéseit az emberiség, vagy a nyugati civilizáció egyetemes értékeinek összefüggésébe helyezze. Az európaiak legnagyobb része e missziós felfogás mögött azonban amerikai hatalmi motivációkat lát, melyekhez annak megfelelően alakítja ki viszonyát, ahogy saját nemzetállami érdekei pillanatnyilag kívánatosá teszik. Álláspontjukat tovább erősítette, hogy az univerzalitás örve alatt az utóbbi években megtett amerikai kül- és katonapolitikai lépések – történeti perspektívából szemlélve – jól felismerhetően illeszkedtek a hatalmi politika évszázados logikájához, még ha az ideológiai megalapozás (terrorizmus elleni háború) tartalmazott is újszerű elemeket. Ezen ideológia alapján az is kétséges tette az Irak elleni fellépés jogosságát, hogy vezető amerikai politikusok már igen hamar, láthatólag érdemi tájékozódás és mérlegelés nélkül érvelni kezdtek a szükségessége mellett. Mint később kiderült, Donald Rumsfeld védelmi miniszter már a szeptember 12-i nemzetbiztonsági tanácsi ülésen szóba hozta az arab állam megtámadásának kérdését.⁸ Három nap múlva Condoleezza Rice akkori nemzetbiztonsági főtanácsadó ugyan ezen a fórumon megerősítette a miniszter nézetét. A washingtoni politikai kommunikáció mindent elkövetett annak érdekében, hogy az afganisztáni háború legitimitását „*továbbvezetve*” az Irak ellen tervezett fellépését azzal egy logikai rendszerbe illessze.⁹ E gondolkodásmódot azonban a világ több meghatározó országa, köztük néhány NATO tagállam sem fogadta el.

I. A német-francia opposíció

A nyugati szövetségi rendszeren belül megmutatkozó nézeteltérések az európai államok részéről jelentkeztek. Franciaország, Belgium és Németország már az afganisztáni vállalkozás kapcsán is a visszafogottabb álláspontot képviselték, bár nem vonták kétségbe az amerikai fellépés jogosságát.¹⁰ Az afganisztáni háború deklaratív lezárását¹¹ jelentő 2001. december 16-a és az iraki hadműveletek 2003. március 19-i kezdete között eltelt 15 hónap alatt azonban e három ország részéről már lényegesen kritikusabb hozzáállás volt tapasztalható.

⁸ Az iraki háborúról szeptember 11-ét megelőzően már voltak elképzelések a Pentagonban. Az elképzelést a védelmi miniszter és helyettese Paul Wolfowitz együtt menedzselték. Ld.: WOODWARD, Bob: *Bush háborúja*, Bookmark, Budapest, 2003. 59.

⁹ ANDOR László - TÁLAS Péter - VALKI László: *Irak - háborúra ítélve*, Zrínyi, Budapest, 2004.

¹⁰ ROSTOVÁNYI Zsolt: *Az iszlám világ és a nyugat*, Corvina, Budapest, 2004. 251.

¹¹ Bár Afganisztán területének túlnyomó részét ellenőrzésük alá vonták a szövetséges (nyugati és helyi) erők, a háborús állapotokat nem sikerült teljesen felszámolni, amit az újabb és újabb hadműveletek is bizonyítanak.

tó. E kritikai attitűdnek alapelemét jelentette az amerikai katonai fellépés elutasítása az arab országgal szemben, melyet politikai és nemzetközi jogi érvek segítségével képviseltek. A vita már a politika alapvető törvényszerűségei miatt is kétarcú volt: A „*Mi az államok legszélesebb közösségének érdeke szerinti legcélszerűbb magatartás*” kérdésfeltevése által sugallt egyetemes dimenzió dacára végig megfigyelhető volt az érintettek specifikus érdekeinek dominanciája az álláspontok mögött. Erről itt annyit tűnik célszerűnek megjegyezni, hogy Washington szempontjai között a stratégiai megfontolások rajzolódnak ki a legélesebben. Bár a világ széles közvéleménye nem alaptalanul sejtette az iraki olaj feletti ellenőrzést az amerikai magatartás hátterében, a háború okát a pusztán gazdasági haszonban megjelölni súlyos (bár máig gyakran felmerülő) leegyszerűsítés volna. Az iraki jelenlét az USA számára az amúgy sem szerény katonai és politikai súlyának további növekedését ígérte egy a jelenlegi nemzetközi folyamatok szempontjából meghatározó jelentőségű térségben. Az amerikai törekvések ezen a ponton ütköztek a legerőteljesebben az említett európai hatalmak, de Oroszország és Kína érdekeivel is. A gyakorlati politikai érvek mellett a neokonzervatív Robert Kagan a politikai filozófia és a világszemlélet különbözőségeit is hangoztatja, amikor Európa és Amerika eltérő hozzáállását magyarázza.¹² Bár lehet, hogy a nemzetközi rendszer megítélése tekintetében a két erőközpont szinte „*külön bolygón él*”, a gyakorlatban azonban az iraki háború elutasítása az érintett társadalmakban nem csak a politikai elit szintjén jelentkezett. Ezt bizonyítja az a 2002. őszén készült felmérés is, mely szerint a német és francia válaszadók több, mint 70%-a a világbékét veszélyeztető tényezőt látott az USA politikájában.¹³

Franciaország számára a De Gaulle-i külpolitikai örökség mindmáig élő példa. Központi tézise a francia nagyság (*grandeur*) eszméje, mely az ország önálló nagyhatalmi státuszát feltételezi, mely ugyan korlátozott, de szinte a Föld minden részén megnyilvánuló önprojekciós képességgel kell hogy párosuljon. Ennek dacára a francia államot is elérte az a huszadik század második felére jellemző tendencia, mely a hagyományos európai nagyhatalmak fokozatos világpolitikai térvészteseként jellemezhető. Ennek következtében Párizsból ma már nem egy három kontinensre kiterjedő világbirodalmat igazgatnak, hanem egy olyan középhatalmat, mely leginkább csak az euro-mediterrán térségben tud meghatározó szerepet játszani, egyedülállóan dominánsnak azonban még itt sem nevezhető. Ennek súlyos konklúziói különösen annak a ténynek a tükrében vonhatók le, miszerint Franciaországot megmaradt külbirtokai folytán olyan konfliktushelyzetek is közvetlenül érinthetik, melyek a világ Európától távol eső térségeiben zajlanak le. Amerika befolyásának növekedése csak tovább szűkíti az önálló francia politika mozgásterét a világban, ráadásul ez eset-

¹² KAGAN, Robert: *Of Paradise and Power- America and Europe in the New World Order*, Alfred A. Knopf, New York, 2003. 3.

¹³ Idézi: TUNANDER, Ola: *War on Terror and the US Transformation of World Order*, International Security Today, SAM Papers No. 1/2006. Ankara, 187-204.

ben pont egy olyan térségben, mellyel az országnak hagyományosan széles körű gazdasági kapcsolatai is vannak, és a francia geopolitikai elképzelések egyik – ha nem a leginkább – kitüntetett terepe. Ennek nyomán Párizs állásfoglalását az USA egyoldalú fellépésének kritikája¹⁴ és az ENSZ szerepének hangsúlyozása dominálta.¹⁵ Bár Jacques Chirac és kormánya is mindent megtett egy hasonló értelmű, közös európai állásfoglalás megszületéséért, a meghatározó államok közül lényegében csak Németország helyezkedett hasonló álláspontra. Párizs és Berlin nézetazonosságát e kérdésben az Elysée-szerződés aláírásának 40. évfordulója alkalmából 2003. január 22-én rendezett ünnepségen nagy nyilvánosság előtt is megerősítették,¹⁶ noha ekkor már néhány napja a felek biztosak lehettek benne, hogy az amerikai támadásra mindenképpen sor kerül.¹⁷

A német külpolitikai magatartás interpretációjánál immár évtizedes formula a „világháború szindróma”, a náciizmus és a holocaust terhes politikai és szellemi öröksége. Nézetem szerint ez ma már elégtelen magyarázat, a német hozzáállás okait tekintve azonban csak részben rokonítható Franciaországgal. Németország az európai integráció óriása, napjainkban a világ egyik legjelentősebb gazdasági hatalma. Egy szempontból azonban olyan, mint maga az EU: pénzügyi gigász, de katonai törpe. Ha az Egyesült Államok fegyveres erejét felhasználva harcol ki magának politikai eredményeket Ázsiában, azzal Németország rövid és középtávon még annyira sem tud versenyezni, mint francia partnere. Gerhard Schröder kancellár kormánya a belpolitika színterén sem tudta volna keresztülvinni az amerikai politika támogatását, a Bundestag pártjainak merev ellenállása és a társadalom általános hangulata miatt. Berlinben tehát éppúgy idegenkedtek az iraki krízis katonai megoldásától, mint Párizsban.¹⁸ Ugyanakkor a fent leírtak alapján is világos, hogy míg Párizsban (a francia hatalom egzisztenciális érdekeit is szem előtt tartva) a neo-gaullista, multilaterális megoldásokat előtérbe állító érvek domináltak, addig Berlinben erősebben jelentek meg a valóban pacifista szempontok.¹⁹ Végeredményben mindez sajátoosan közös platformra helyezte a két európai hatalmat Oroszországgal, viszont

¹⁴ A francia kormány már 2003. elején, Villepin francia és Powell amerikai külügyminiszterek négyesemkötői megbeszélése nyomán tisztában volt azzal, hogy Irak amerikai lerohanása immár elkerülhetetlen. Ld.: GAZDAG Ferenc: *Franciaország és az iraki konfliktus*, Külügyi Szemle, 2007/2-3. 116-133. 119.

¹⁵ Ez az elem a későbbiekben is hangsúlyos maradt Párizs állásfoglalásaiban. Ld.: RICHBURG, Keith B.: *France, Germany Reject U.S. Plan ;U.N. Role in Iraq Deemed Insufficient*, Washington Post Foreign Service, Friday, September 5, 2003.

¹⁶ MOENS, Alexander: *The Foreign Policy of George W. Bush: values, strategy and loyalty*, Ashgate Publishing Company, 2005. 186. A szerző sajnós félrevezetően fogalmaz, amikor a szerződés 25. évfordulójának megünneplését említi. Az egyezmény háttéréről és történetéről ld.: GAZDAG Ferenc: *A francia-német együttműködés évtizedei - negyven éves az Elysée-szerződés*, Európai utas, Az európai együttműködés folyóirata, XIV. évfolyam, 50. szám, 2003/1. 21-24.

¹⁷ GAZDAG (2007/2-3): 119.

¹⁸ Bővebben: KISS J. László i.m.

¹⁹ GAZDAG (2007/2-3): 127.

valamelyest távolította az európai államok azon széles körétől, melyek késznek mutatkoztak támogatni Washington politikáját, ami végső soron a német-francia duó részleges elszigeteléséhez vezetett.

II. Az Egyesült Királyság és az „Új Európa”

Az európaiak nagyobbik csoportjánál e követő magatartást egyértelműen az Irak ügyéhez nem, vagy csak nagyon áttételesen köthető egyéni nemzetállami törekvések indokolták. Az európai államok legnagyobb része nem rendelkezett részletes információkkal Irak katonai képességeit, hagyományos és „speciális” fegyverkezési lehetőségeit illetően. Azt viszont egyik fővárosban sem volt nehéz belátni, hogy az USA nézőpontjának elfogadása objektív politikai (esetleg gazdasági) hasznot hozhat, különösen a NATO-hoz újonnan csatlakozott, esetleg csatlakozásra váró kelet-európai országok számára. A katonai szövetség vezérhatalmának e folyamatban döntő szava volt, amellyel nagyban meghatározta az érintett kis- és középállamok biztonságpolitikai lehetőségeit. Ez a szempont még annak ellenére is érvényre jutott, hogy a kelet-európaiakat gazdasági értelemben sokkal szorosabb szálak fűzték az EU-hoz (és a német-francia centrumhoz), mint Amerikához, felzárkózásukban tehát inkább számíthattak az előbbi, mint az utóbbi támogatására.

Persze az Irakkal szembeni amerikai politikának nem csak a feltörekvő országok körében, hanem nyugatabbra is voltak hívei, teljessé téve ezzel a nyugati szövetségi rendszer megosztottságát. Közülük Nagy-Britannia számított a legaktívabbnak. Tony Blair munkáspárti kormánya – szembesülve az ezredforduló gazdasági és társadalmi valóságával – újbaloldali, ún. „harmadik utat” kereső politikai kibontakozásra törekedett.²⁰ Ennek társadalmi áldozatait London egyebek mellett aktív és sikeres külpolitikával kívánta ellensúlyozni. Ma már évtizedes stratégia az Egyesült Királyság részéről, hogy az Egyesült Államok „farvizén evezve” erősebb szerephez jusson a világpolitika színpadán annál, mint ami saját kapacitásából következne. Az európai államok hatalmi potenciáljának eróziója ugyanis a szigetországot is sújtotta.²¹ Emellett felmerülhet egy másik vetülete is a brit magatartásnak, mely – főként kormányzati körökből – azt hangsúlyozta, hogy az ország igazodó politikája alkalmas lehet az USA belső befolyásolására, az unilaterális törekvések enyhítésére.²² Az utóbbi évek tapasztalatai nyomán azonban igen egyértelmű, hogy ez a számítás brit részről súlyos illúzióknak bizonyult, mely végső soron (egyebek mellett) Blair kormányfői székébe került. Egy másik bizonytalan pont a brit magatartást illetően, hogy milyen mértékben tekinthették megalapozottnak a Downing Street-en az

²⁰ KRAMER, Steven Philip: *Blair's Britain After Iraq*, Foreign Affairs, Vol 82, Issue 4. Jul/Aug 2003.

²¹ GÁLIK Zoltán: *Illúziók és elvesztésük: Nagy-Britannia kísérlete a befolyásgyakorlásra*, Külügyi Szemle, 2007/2-3. 48-85.

²² Uo. 51.

amerikai szövetséges Irak ellen felhozott vádjait. A kormány „bizonyítékai” az iraki fegyverkezésről csak látszólag ad erre magyarázatot. Egyes szerzők megállapításai szerint Tony Blair hitt az iraki fenyegetés tényében, még akkor is, ha adott pillanatban ezt nem tudta kellőképpen alátámasztani. Más megközelítések a hatalmi politikai motivációkat hangsúlyozzák, nem zárva ki az ezzel összeegyeztethető humanitárius szempontokat sem.²³ A jelenkori nemzetközi rendszerben betöltött szerepétől függetlenül az Egyesült Királyság egy olyan hatalom, amely – köszönhetően történelmének – a világ különböző térségeiben rendelkezik széles körű hadviselési tapasztalatokkal, és amely korunk egyik legfejlettebb katonai rendszerét tartja működésben. Meggyőződésem szerint elképzelhetetlen, hogy egy ilyen állam vezetői ne legyenek tisztában egy nukleáris fegyverkezési program anyagi és technikai követelményeivel, vagy egy korszerű, a szélesebb térség államait fenyegetni képes haderő napi igényeivel. Bár Irak egy rövid időszakig különösen jelentős katonai tényezőnek számított, az 1990/91-es válságot követő embargó olyan mértékben kezdte ki e potenciál még meglévő alapjait, hogy az ország még hagyományos eszközeinek működőképességét sem tudta hosszú távon fenntartani. Ezek ismeretében Londonban aligha „hihettek” az iraki veszélyt bizonygató amerikai véleményeknek. Tény viszont, hogy az Egyesült Királyság kiállása amerikai szövetségese mellett minden belpolitikai következmény ellenére erősítette azt az elterjedt képet, mely szerint a szigetország egyike a legaktívabb szereplőknek a globális hatalmi politika színpadán. Ugyanakkor az érem másik oldala, hogy London magartartása lehetetlenné tette egy egységes EU álláspont kialakítását a válsággal kapcsolatban, ezáltal erősítve a közösség belső megosztottságát, és bátorítva az amerikai álláspont felé hajló gyengébb európai államokat.

A Times és a Wall Street Journal 2003. január 30-án publikálta a „*Nyolcak levele*”-ként emlegetett dokumentumot,²⁴ mely elnevezésével szemben egy elvi politikai nyilatkozat. Az aláíró nyolc NATO tagállam²⁵ e rövid deklarációval egyértelműen kiállt az USA helyzetértékelése mellett. A nemzetközi legitimitáció igénye szempontjából ez igen hasznos gesztus volt Washington számára, ugyanakkor élesen rávilágított az iraki-kérdés megítélésében fennálló európai nézetkülönbségekre. Ez utóbbi nemcsak a vitát éllezte ki, de lépéskényszerbe hozta a szövetség kelet-európai, csatlakozásra váró szomszédait is, akik bizonyítani akarták elkötelezettségüket a demokrácia és a közös értékek védelmére. Ennek nyomán született meg február 5-én a „*vilniusi tizek*” külügyminiszeri nyilatkozata,²⁶ mely a nyolcak leveléhez hasonló álláspontot tükrözött. Ezzel a német-francia

²³ Bővebben: ANDOR – TÁLAS - VALKI: 171-175.

²⁴ *Wall Street Journal*, 30. Jan. 2003.

²⁵ Spanyolország, Portugália, Olaszország, Egyesült Királyság, Cseh Köztársaság, Magyarország, Lengyelország és Dánia.

²⁶ Aláírói: Albánia, Bulgária, Horvátország, Észtország, Lettország, Litvánia, Macedónia, Románia, Szlovákia és Szlovénia. Szövegét ld: *Statement of the Vilnius Group Countries*, <http://www.mfa.gov.lv/en/news/press-releases/2003/feb/2868/>, letöltve: 2009. 10. 20.

álláspont gyakorlatilag nyíltan elszigetelődött Európában, amely szintén nem eléggé átgondolt, ingerült reakciókat szült Párizs részéről. Eltekintve azonban némi diplomáciai szópárbajtól, az európai államok közti összetett kapcsolatrendszer igényeit szem előtt tartva – ahogy az várható volt – a dolognak nem lett komolyabb következménye. A fenti két dokumentum jelentőségét megszületésük napjaiban jelentősen felülértékelték, ma már azonban némileg megoszlanak a vélemények e tekintetben. Jogos észrevétel, hogy a kelet- és kelet-közép európai államok hasonló „*igazodó*” politikája előre számítható volt, minthogy e nemzetek leginkább így tudják kompenzálni jelentéktelen világpolitikai szerepüket, és biztosítani a maguk számára a nyugati szuperhatalom figyelmét. S bár Washington nem volt teljesen hálátlan, napjainkra azonban világossá vált, hogy a kitarító szövetséges szerepéből adódó lehetséges gazdasági előnyöket a legtöbb érintett fővárosban (így Budapesten is) alaposan túlbecsülték.

A történetek minden bizonnyal legproblematisabb vonása, hogy az iraki kérdés Európán belül leginkább az egyes államok hatalmi törekvéseinek, vagy a gyengébb országok helyezkedési kényszerének taktikai játékterévé vált, ahol a politikai döntések mögött ténylegesen nem, vagy csak több más szempont mellett figyelhető meg az iraki katonai képességek, vagy a helyi lakosság sorsa iránt érzett aggodalom. Fontos tanulsága mindennek, hogy egy jövőbeli, saját és hiteles európai kül- és biztonságpolitika kialakításához igencsak célszerű a hasonló szituációk kizárása, minthogy az nem csak Európa együttműködési képességét, hanem annak elvi alapjait is kérdésessé teszi.

III. Törökország

Az európai szövetségesek közül külön figyelmet érdemel az Irakkal szomszédos, így a krízis kapcsán saját egyedi biztonságpolitikai megfontolásokkal is rendelkező Törökország magatartása. Az Európa és Ázsia határán fekvő állam speciális hozzáállását több kulcstényező alakította, a helyi társadalom háborúellenes hangulatától kezdve az iraki törökök iránt érzett aggodalomig.²⁷ Mindezek között a legfontosabb a Török Köztársaság megszületése óta akut biztonság- és társadalompolitikai problémaként ismert kurd-kérdés volt. A Kurd Dolgozók Pártjának (PKK) „*zászlaja*” alatt tevékenykedő kurd fegyveres csoportok észak-iraki bázisaikról rendszeresen fenyegetik az ország biztonságát. Ankarában komoly veszélyként értékelték az észak-iraki kurd területek esetleges függetlenné válását, melyet a háború fejleményeit, vagy Irak föderalizálását kihasználva láttak elérhetőnek a helyi vezetők részéről. Ez a szuverén állam bázisa lehetne egy olyan, a PKK által is képviselt irredenta politikának, mely Törökország területi integritását is veszélyeztetné. Minthogy ennek kizárására a Szaddam-rezsim tökéletesen alkalmas volt, a háború céljai csak részben felel-

²⁷ Minderről bővebben: N. RÓZSA Erzsébet: *Az iraki konfliktus és a tágabb Közel-Kelet*, Külügyi Szemle, 2007/2-3. 152-199.

tek meg Ankara érdekeinek.²⁸ A török kormányzat a várható iraki katonai lépések miatt is aggodott, melyekkel szemben a NATO védelmét kérte. Ugyanakkor az Egyesült Államokkal fenntartott évtizedes szövetségi viszony ellenére a törökök megtagadták a befogadó nemzeti támogatást az Irak ellen induló amerikai erőktől, és nem tették lehetővé a területükről kiindulva tervezett északi front megnyitását sem, kiváltva ezzel Washington kritikáit.²⁹ Bár a török kormányzati és katonai tisztviselők végig nagy odafigyeléssel kezelték az amerikai megkereséseket,³⁰ jól érzékelhetően saját szempontjaik voltak Irak kívánatos jövőjét illetően. Nagyrészt ennek tudható be, hogy Törökország érdemben nem vállalt szerepet az iraki hadműveletekben. Noha ennek nyomán az amerikai-török viszony látszólag azóta sem érte el korábbi minőségét,³¹ a két ország között számos területen továbbra is zavartalan a szoros együttműködés. A törökök „*Irak-politikája*” és „*kurd-politikája*” tehát ezer szállal kapcsolódik egymáshoz, melynek biztonságpolitikai konzekvenciáit igen széles konszenzus övezi a török kormányzati és katonai eliten belül. Az ebből adódó permanens feszültség kezelése és a közvetítés a török és kurd szövetségesei között igen összetett feladat az USA számára,³² melynek sikerétől azonban mai szemmel a térség hosszú távú stabilitása függhet.

IV. A háború után

Az észak atlanti szövetséget egybetartó közös stratégiai érdekek természetesen jóval erősebb köteléket jelentenek az európai és észak-amerikai államok között, semmint azt az iraki krízis eltérő megítélése tartósan kikezdhetné. 2008-ra újra helyreállt a NATO politikai egysége, amit a nyugati hatalmak élén bekövetkezett, vagy folyamatban lévő vezetéváltások is gyorsítottak. A megváltozó légkört mi sem példázza jobban, mint az amerikai-francia diplomáciai közeledés. A Jacques Chirac-ot az Élysée palotában váltó Nicolas Sarkozy látványos gesztusokkal bizonyította, hogy lezártnak tekinti a korábbi vitákat,³³ sőt,

²⁸ Irak és Törökország között korábban is létezett az együttműködés a kurdok politikai törekvéseinek visszaszorítása érdekében.

²⁹ A török magatartás problematikájáról ld. pl.: GORDON, Michael - TRAINOR, Bernard E.: *Cobra II- The Inside Story of the Invasion and Occupation of Irak*, Vintage Books, New York, 2007. 126-134.

³⁰ FRANKS, Tommy - Mcconnell, Malcolm: *American Soldier*, Regan Books, New York, 2004. 407-408.

³¹ Barack Obama elnök 2009. tavaszi ankarai látogatásának egyik célja volt az amerikai-török együttműködés szorosabbra vonása, egyebek mellett az iraki rendezés kérdésében is. A hosszú távon érvényesülő eredmények jóslására azonban itt nem vállalkozhatunk.

³² Erről: SNELL, Jeffrey S.: *The US, Turkey, Iraq and Iraqi Kurdistan: A Framework for Success in Northern Iraq*, Research Report, USAF Air War College, 2008.

³³ Bár az új elnök egy 2007. augusztus 27-i beszédében azt is kijelentette, hogy az iraki konfliktussal kapcsolatban Franciaország nézetei nem változtak. LÁZÁR Gergely: *Franciaország geopolitikai törekvései a posztbipoláris korban*, Külügyi Szemle, 2007/4. 164-203.

az iráni regionális hatalmi törekvések megítélésében szinte teljes egészében hasonló nézeteket vall, mint amerikai kollégája. Ugyanakkor joggal emlékeztethetünk a francia-amerikai közeledés és konfrontálódás ciklikus jellegére, mely során a „*baráti összeborulás*” rendszerint az első komolyabb vitás kérdés felmerülésig tart.³⁴ Ennek ismeretében hiba lehet a jelenlegi amerikai-francia viszony túlértékelése. Angela Merkel nagykoalíciójának kormányra kerülése után a korábbi, jóval kevésbé harcias német opozíció sem okozott már feszültséget Berlin és Washington kapcsolataiban, és az európai államok korábban parázs vitákat kiváltó nézeteltérései sem bizonyultak meghatározónak az érintett országok kapcsolatainak további fejlődése szempontjából. Brüsszel részéről komolyabb kritikák egyedül Lengyelországot és Csehországot érték, ezek azonban nem annyira az iraki kérdésben elfoglalt álláspont, hanem az amerikai politikával szembeni gyakran túlzottan kritikátlan, míg az európai integrációs folyamatokat nemzetállami megfontolásból gátló magatartásuk körül kristályosodtak ki. Törökország érzékelhetően kritikussabb hozzáállása nyugati partnereinek politikájához sem okozott mostanáig látványosabb feszültségeket. Tény ugyanakkor, hogy Irak helyzetének alakulását a NATO tagállamok közül legközvetlenebbül Törökország érzékeli. A török hadsereg 2008. évi észak-iraki hadműveletei pedig azt is világossá tették, hogy az ország nem marad passzív szemlélője a biztonságpolitikai érdekeit érintő fejleményeknek. Az iraki-török határvidék bizonytalansága és a kurd gerillatevékenység miatt nehezen kérdőjelezhetjük meg a sajátos török szempontok létjogosultságát, különösen annak ismeretében, hogy a beavatkozásnak nemzetközi jogi alapjai is vannak.³⁵ Biztonságpolitikai szemszögből mindez akkor is igaz, ha elismerjük a kurd etnikum jelenleg valóban roppant méltánytalan helyzetét.

Oroszország és az USA ázsiai partnereinek viszonya az iraki konfliktushoz

I. az iraki kérdés moszkvai szemmel

Bár Oroszország nem tartozik sem a nyugati szövetségi rendszerhez, sem az Egyesült Államok ázsiai szövetségeseinek sorába, az iraki eseményekkel kapcsolatos hozzáállása és dilemmái a német-francia nézetekkel való azonosulásra ösztönözték. Ezért célszerűnek tűnik néhány mondat erejéig kitérnünk rá. Oroszországnak az iraki konfliktus során tanúsított magatartása lényegesen különbözött az 1999. évi koszovói válság idején tapasztaltaktól. Nem csak a kard-

³⁴ TÜRKE András István: „*Bilan*”: *A Sarkozy-féle új francia kül- és biztonságpolitika irányvonalai*, Magyar Külügyi Intézet-Tanulmányok, 2008/21. (június) 5.

³⁵ A török fél többnyire három államközi szerződésre hivatkozva vezeti le a határvidéki hadműveletek jogszerűségét. Ezek az 1926. évi török-iraki határszerződés, az 1946. évi barátsági és jószomszédsági szerződés, valamint az 1984. évi biztonsági egyezmény a határtérségre és az itteni tevékenységre vonatkozó pontjai. Ld.: KESKIN, Funda: *Turkey's Trans-border Operations in Northern Iraq: Before and after the Invasion of Iraq*, Research Journal of International Studies, Issue 8 (November), 2008. 59-75. 63-64.

csörtető nyilatkozatháború maradt el, de a kezdeti – és jól kalkulálható – orosz ellenkezés is lényegesen mérsékeltebbnek látszott a francia álláspontnál.³⁶ Moszkva számításait két fontos szempontrendszer határozta meg: Egyrészt az Egyesült Államokhoz fűződő kedvező viszony, és a terrorizmus elleni nemzetközi fellépés (nem utolsó sorban annak csecsenföldi relációi miatt) elsődrendű orosz érdekek tünt fel, másrészt az országnak szem előtt kellett tartania szerény közel-keleti kapcsolatrendszerének állapotát. Ez utóbbi még a szovjet korszak öröksége, csakúgy, mint a térséggel kapcsolatos moszkvai tervek. Az USA-éval összevetve az orosz jelenlét a Közel-Keleten azonban máig igen szerény, a folyamatok érdemi befolyásolásának lehetőségét nem biztosítja a Kreml számára. Oroszország szempontjából tehát a legfőbb probléma az amerikai hatalmi befolyás további kiterjedésének lehetősége volt, mely az unilaterális cselekvés útján haladva könnyen figyelmen kívül hagyhatja a leginkább regionális hatalomnak számító orosz állam érdekeit, mely lassacskán még azokat a képességeit is elveszítheti, melyek terén még paritást tudott felmutatni az Egyesült Államokkal.³⁷ E tekintetben az amerikai-orosz kapcsolatok alakulása a putyini kormányzat minden nimbusza ellenére határozott kudarcc,³⁸ melynek következtében Moszkva érdekei és véleménye sok téren figyelmen kívül hagyhatónak tünt Washington szemében. E körülmények nem tették lehetővé, hogy a háborút követő néhány év alatt az amerikai megszállás tényével kiegyezve a két ország viszonya számottevően javuljon, minthogy a feszültséget generáló kérdések köre (Ukrajna, Kaukázus-térség, kelet-európai rakétavédelmi rendszer) messze túlterjedt Irakon. Ugyanakkor Oroszország saját kaukázusi politikájának belbiztonsági következményeit szem előtt tartva alapjában véve nem vehette el a „terrorizmus elleni háború” amerikai ideáját, mely lehetőséget biztosított számára arra, hogy párhuzamosságokat mutasson ki a csecsenföldi hadműveletek és az USA biztonsági törekvései között.³⁹ Ebből következően Moszkvának oly módon kell próbálkoznia hatalmi igényeinek érvényesítésével a közel-keleti térség vonatkozásában is, hogy az amerikai beavatkozás ideológiai háttérét nemigen vonhatja kétségbe. Figyelembe véve azonban a térségbeli amerikai politika valós mozgatórugóit, nézetünk szerint ez a jövőben sem tűnik megoldhatatlan feladatnak. A kettőzres évek végére az orosz hatalmi potenciál, és ezzel összefüggésben az ország érdekérvényesítő képessége érzékelhető erősödést mutat az évtized eleji állapotához képest. Ennek, valamint a neokonzervatív külpolitikai stílustól való washingtoni távolodásnak köszönhe-

³⁶ DEÁK András György: *Az iraki konfliktus és Oroszország*, Külügyi Szemle, 2007/2-3. 134-151.

³⁷ Ezen a téren a nukleáris paritást szokták a leggyakrabban emlegetni, melyet az Európába telepíteni tervezett, majd a 2009-ben hivatalba lépett demokrata párti kormány által politikai szinten végül elvetett amerikai rakétavédelmi rendszer világosan megkérdőjelezett volna.

³⁸ DEÁK András György: i.m.

³⁹ ARKADY, Moshes: *Uncertain Partnerships; Russia's Relations with NATO and EU After the Double Enlargement*, International Security Today, SAM Papers No 1/2006. 167-186. 171.

tően az orosz-amerikai partnerség napjainkban kiegyensúlyozottabbnak tűnik, mely azonban még nem hoz megoldást Moszkva fent említett dilemmáira.

II. India

India érintettségét az Öböl-térség politikai folyamataival összefüggésben az emelkedőben lévő ázsiai hatalom növekvő energiaigénye és az ország geostratégiai adottságai magyarázzák. A dél-ázsiai óriás és az USA közötti közlekedés Bill Clinton 2000. márciusában lezajlott látogatása óta folyamatos, napjainkra pedig szoros stratégiai szövetséggé fejlődött, melynek látványos elemeként Washington egy 2006. március 2-án született egyezményben elismerte az ország nukleáris státuszát.⁴⁰ India a fejlődő kapcsolatok ellenére azok véleményét osztotta, akik az Irakkal kapcsolatos feszültséget az ENSZ keretein belül akarták kezelni.⁴¹ Az ország saját hatalmi aspirációi folytán egyedi szempontokkal rendelkezik, melyek egyszerre feltételezik az Egyesült Államokkal, mint a világ vezető hatalmával létrehozandó minél barátságosabb és konstruktívabb viszonyt, és e hatalom túlzott térnyerésével szembeni ellenérdekeltséget is. Irak amerikai megszállását követően e kimondva-kimondatlanul is egyensúlyozást igénylő politika kettős nyomás alá került. Egyik oldalról az amerikai szövetséges számolt nagyobb mértékben Újdelhi hosszú távú közreműködésével, elsősorban az Irak meggyengülését követően növekvő súlyú Iránnal szemben, másrészt pedig az Indiai-óceán Távolsági-Keletre vezető hajózási útvonalainak ellenőrzésében, mely a Kínával szembeni amerikai politika fontos ütőkártyája lehet. Valójában azonban fölöttébb kétséges, hogy az indiai kártya egyáltalán benne van a pakliban. Mindezzel párhuzamosan ugyanis még 1998. végétől egy regionális együttműködés igénye is felmerült, amely moszkvai kezdeményezésre Oroszország, India és Kína háromhatalmi együttműködését kívánta intézményes formában megteremteni, nem mellesleg az amerikai unilaterális külpolitika ázsiai ellensúlyaként.⁴² Az orosz-indiai stratégiai együttműködési nyilatkozat 2000. októberében született meg, a partnerség azonban egészen napjainkig nem vált valódi, szoros szövetséggé. Ennek egyrészt a Kína és India között feszülő számos vitás kérdés, másrészt az amerikai barátság már említett kiemelt fontossága szabott gátat. Oroszországhoz hasonlóan India is osztja az iszlám fundamentalizmus elleni küzdelem törekvését,⁴³ és egyre inkább érdekeltté válik a közel-keleti energiahordozó-importban

⁴⁰ Levi, Michael A.; Ferguson, Charles D.: *U.S.- India Nuclear Cooperation, A Strategy for Moving Forward*, Council on Foreign Relations Press, Council Special Report No 16. 2006.

⁴¹ Éppen az ENSZ mellőzése miatt India nem vállalt részt az iraki béketeremtésből. ALLEN, Mike-LOEB, Vernon: *U.S. Wants Larger U.N. Role in Iraq*, Washington Post, Wednesday, September 3, 2003.

⁴² NÉMETH Iván: *Az orosz- indiai- kínai háromoldalú együttműködés*, Külügyi Szemle, 2007/4 szám, 123-139.

⁴³ A terrorizmus általában is az egyik legkarakteresebb belbiztonsági probléma Indiában, melynek kezelése mindennapi kihívás. A 2008. novemberében végrehajtott Mumbai-i támadássorozat újfent rávilágított erre a tényre.

is. Ez utóbbi igényét jelen állás szerint legbiztosabban az USA-val egyeztetve tudja kielégíteni. A dél-ázsiai hatalom ugyanakkor ódzkodik attól, hogy a megerősödött Iránnal szembeni amerikai politika hídfőállásaként szerepeljen, és az orosz-amerikai viták során sem állhat túl vehemensen hatalmas barátjának oldalára, minthogy (az említett hármas együttműködésnek hála) hadseregének technikai eszközeit túlnyomó részben továbbra is Oroszországból szerzi be. Az iráni kapcsolat jelentőségét tovább növeli Újdelhi szemében, hogy a stratégiai fontosságú szénhidrogének szállítása többnyire az iszlám államon keresztül valósulhat meg,⁴⁴ és az ellátás biztonságához hosszú távon is elengedhetetlennek tűnik a térség viszonylagos stabilitása. India tehát nem érdekelt sem az Iránnal való konfliktusban,⁴⁵ sem az Öböl-térség destabilizálódásában.

Ezek figyelembevételével röviden azt állapíthatjuk meg, hogy bár az iraki háborúnak volt egyfajta áttételes hatása az amerikai-indiai viszonyra, India várhatóan az elkövetkező években is az egyensúlyra fog törekedni szövetségi politikájában, saját specifikus érdekei miatt kerülve a túl szoros elköteleződést.

III. Az Öböl-menti monarchiák

A Perzsa-öböl mentén igen változatos fogadtatása volt a Szaddám-rezsim megdöntésére irányuló amerikai elképzeléseknek. Bár az Egyesült Államok a hivatalos (ha nem is mindig túl transzparens) politika szintjén számíthatott Jordánia, Szaúd-Arábia, Kuvait, Bahrein, Katar és az Egyesült Arab Emírségek támogatására,⁴⁶ az alattvalók a szélesebb arab világban uralkodó véleményeket osztva igen nagy ellenszennvel figyelték a nyugati háborús készülődést. Ennek mögöttes tartalma éppúgy magába foglalta az iraki arabokkal szembeni szolidaritás érzését, mint az USA helyi befolyásának további növekedéséből adódó geopolitikai aggodalmakat. Tény, hogy a szóban forgó államokban élt egyfajta (az idő haladtával egyre megalapozatlanabb) fenyegetettségérzet a bagdadi kormánnyal szemben, mely a nyolcvanas évektől az öböl-háborúig terjedő időszak iraki politikájának emlékének alapult.⁴⁷ Ezen túlmenően az USA-hoz is elsődleges fontosságú érdekek fűzték őket, melyek elégnak bizonyultak ahhoz, hogy a háború katonadiplomáciai előkészítését végző Tommy Franks tábornok barátságos és együttműködő partnerekre találjon a helyi vezetők körében.⁴⁸ Minthogy az öböl-

⁴⁴ MALEKI, Abbas: *Iran – Pakistan - India Pipeline, Is it a Peace Pipeline?*, Audit of the Conventional Wisdom, Massachusetts Institute for Technology, September 2007.

⁴⁵ Részletesebben: KRONSTADT, Alan K.; KATZMAN Kenneth: *India-Iran Relations, and U.S. Interests*, CRS Report for Congress, Congressional Research Service, August 2. 2006. és MITRA, Pramit; HATÉ Vibhuti: *India-Iran Relations: Changing the Tone?*, South Asia Monitor Number 92, Center for Strategic and International Studies, Washington, 2006.

⁴⁶ GORDON, Michael R.; Macfarqhar, Neil: *Iraq's Neighbors Seem to Be Ready to Support a War*, The New York Times, December 2. 2002.

⁴⁷ Irán, Kuvait és Szaúd-Arábia katonai fenyegetést is érzékelt az említett időszakban Irak részéről.

⁴⁸ Bár esetenként tettenérhető volt a helyi kormányok aggodalma is. Ld.: FRANKS, Tommy-Mcconnell, Malcolm, im.

menti arab államok nem rendelkeznek igazán számottevő katonai potenciállal,⁴⁹ és természetesen a saját társadalmuk hangulatára is tekintettel kellett lenniük, tevéleges katonai részvételükre nem kerülhetett sor. A biztonságpolitikai érintettségük azonban nyilvánvaló, és ezen a téren a háború minden bizonnyal több problémát hívott életre a számukra, mint amennyit megoldott. Bár kétségkívül megszabadultak a Szaddam-kormányzat már-már messianisztikusan offenzív arab nacionalizmusától, egyszerre elveszítették azt a regionális kiegyensúlyozó tényezőt, mely egyszerre gátolta az iráni politikai és ideológiai térnyerést, s tartotta fenn az állam egységét a belső feszítő erők (olykor kétségkívül megbocsáthatatlanul erőszakos) elfojtása által.⁵⁰ A baathista iraki kormányzat bukásával emellett az arab nacionalizmus egyik utolsó bástyája dőlt le, melynek helyére az ideológiai küzdőtéren leginkább az iszlám fundamentalizmus különböző formái nyomulhatnak be. Ma az iraki biztonság komplexitása, a kurd- síita- és terrorizmus-dilemmák szövevénye sokkalta összetettebb biztonsági kihívások elé állítja a térség államait, mint korábban bármikor. Ebben a tekintetben alighanem inkább hátrányosan módosult a helyzetük. Az amerikai jelenlét pedig tovább erősödött a Perzsa-öböl vidékén, mely joggal töltheti el aggodalommal a helyi „szövetségeseket” akiknek a demokrácia és az emberi jogok érvényesülése tekintetében szintén volna miről elszámolniuk.⁵¹ Ugyanakkor a felborult erőegyensúly Iránnal szembeni kiegyenlítéséhez nélkülözhetetlen az említett amerikai politikai és katonai jelenlét, míg az iraki állam nyugati elvárásoknak megfelelő konszolidálása sem képzelhető el a térség államainak és az Arab Ligának a tevéleges közreműködése nélkül. A stratégiai igények tekintetében tehát egymásra utaltság figyelhető meg a felek között, ami távlatilag is valószínűsíti tartós, és a helyzettől függően szoros együttműködésüket. Az iraki háborúnak ebben a tekintetben – az ismert káros, vagy éppen újszerű következmények mellett- egyfajta integráló hatást is tulajdoníthatunk.

Összegzés

Az Amerikai Egyesült Államok szövetségi kapcsolatai minden korábbi feszültség ellenére ma szilárdabbnak tűnnek, mint a háborút megelőző időszakban. Ez különösen az ázsiai partnerek vonatkozásában szembeötlő.⁵² A nyugati kapcsolatrendszer normalizálódása végbement, egyes kelet-európai szövetségesekhez (Csehország, Lengyelország, Románia) pedig szorosabb szálak fűzik

⁴⁹ A számokról ld. MILLER, David: *Conflict Iraq: Weapons and Tactics of the US and Iraqi Forces*, MBI Publishing Company, 2003. 9.

⁵⁰ RUSSEL, James A.: *Strategy, Security and War in Iraq: The United States and the Gulf in the 21st Century*, Cambridge Review of International Affairs, Volume 18, Number 2, July, 2005. 283-301. 283-284.

⁵¹ E folyamat már a hadműveletek előkészítésével megkezdődött, a felvonulás során ugyanis jelentős szerep hárult az USA helyi támaszpontjaira. RUSSEL, James: 291-293.

⁵² GREEN, Michael J.: *The Iraq War and Asia: Assessing the Legacy*, The Washington Quarterly, Spring, 2008. 181-200.

Washington, mint korábban. A kettőezres évek második felére sikerült kiépítenie a stratégiai szövetséget Indiával is. Irak ügye végül korántsem okozott olyan tartós és elviselhetetlen anomáliát a nemzetközi kapcsolatokban, mint ahogy azt többen jóslták. Noha kétségtelen, hogy a háború előkészítését a politika által motivált kapkodás és sok tekintetben szűklátókörű megközelítések jellemezték,⁵³ valamint a jelenlegi iraki helyzet sem tükrözi még a legkisebb jóindulattal sem az USA által favorizált állapotot, a média által időről-időre felkapott vereségelméletek mai szemmel eléggé túlzónak tűnnek. Az Egyesült Államok a 2003-2009-ig terjedő időszak mérlegét megvonva nem tekinthető vesztes félnek, még akkor sem, ha az évtized második felében kibontakozott helyi polgárháború megoldására (csakúgy, mint a háború kezdete óta felmerült számos problémára) nem volt igazán hatékony akcióterve.

A Szaddám- rendszer megdöntésére irányuló hadműveletek sikerrel zárultak. A sikertelenség képét a háborús célok hibás kommunikációja erősítette fel, amely nem katonai feladatokat helyezett előtérbe, hanem a „*terrorizmus elleni küzdelem*” megfoghatatlan politikai programját ismételte. Nem meglepő tehát, hogy a 2009. januárjában hivatalba lépett Barack Obama elnök azonnal átlást foglalt az iraki stratégia felülvizsgálata mellett. Az új államfő és stábjja mindezt egységes külpolitikai keretben vázolta fel, melyben kiemelt hangsúlyt kapott az USA nemzetközi kapcsolatainak fejlesztése, nem utolsósorban a felesleges konfliktusforrások felszámolásával párhuzamosan. Noha Obamával kapcsolatban a mai napig sokféle, és gyakran a legnagyobb jóindulattal is igencsak túlzó elvárás fogalmazódik meg, a korábbi neokonzervatív külpolitikai paradigma felülvizsgálata eddig érzékelhetően jótékony hatást gyakorolt az észak-atlanti és a kelet-nyugati kapcsolatrendszerekre is. Európa számára fontos jelzése volt ennek, hogy az amerikai-európai kapcsolatok fejlesztésének szándékát Joseph Biden alelnök is kifejezte 2009. február 7-én, a müncheni biztonságpolitikai konferencián megtartott beszédében.⁵⁴

Résumé

The 2003 Iraqi Conflict in the Dimension of the Alliance Relations

The war of United States against Iraq initiated in 2003 practised a powerful effect onto the international relations, between them onto Washington's allied relations. The European states formed a judgement on the situation differently. While France, Germany and Russia opposed the unilateral military action

⁵³ Bővebben: KEMÉNY János: *Az Iraki Szabadság-hadművelet tervezése*, Nemzet és Biztonság- biztonságpolitikai szemle, I. évf. 8. szám, 2008. 32-42.

⁵⁴ SHERWELL Philip: *Joe Biden tells Munich conference: „US will talk to Iran and ally with Russia against terror”*, Telegraph.co.uk, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/northamerica/usa/4549330/Joe-Biden-tells-Munich-confernece-US-will-talk-to-Iran-and-ally-with-Russia-against-terror.html> , 07 February 2009. letöltve: 2009. 10. 21.

United Kingdom, Spain and smaller NATO member and candidate for membership states favoured it. The debate caused tenseness in the European states' contacts. The points of view differing in the row of USA's Middle East partners were born. This study takes the viewpoints that inspired the more important eurasian partner countries' different points of view into consideration.

Artur Cesar Isaia

*Spiritism and the Proclamation of the Republic in Brazil**Third Revelation and the revolutionary triad*

In 1857, the emerging of The „*Book of the Spirits*” determined the beginning of the so-called Pentateuch, the five works in which Allan Kardec¹ codified Spiritism. Born to a family of jurists, from the liberal middle class of Lion, Kardec’s background was compromised with the revolutionary ideals of the 18th century. He went to school at the renowned Pestalozzi Boarding School, in Yverdon and believed the trust in education to be a means of social transformation towards a free, laic society where everybody would be entitled to the prerogatives of citizenship.

In accordance with the post revolutionary conjuncture of the 19th century, the codification of Spiritism presented a remarkable composition capacity with a constellation of ideas ranging from liberalism to socialist utopias, going through positivism and evolutionism.² Comtist Positivism, which was extremely important in the codification work, appeared in the methodology determined by Kardec for the observation of the contacts with the spirits. According to Rudolf Otto, while searching for the historicity of what is established by faith, Ceres Medina carried out a study that evidences the importance of Augusto Comte in Kardec’s Work, especially regarding the explanation of the ‚communications’ between the living and the dead. To the author: „*Comte’s idea that ‚the acquisition of a new meaning would reveal a new class of facts, of which we have no idea now’, must have been constituted to Kardec as a stimulus for the follow up of his investigations, even more than the scientific doctrines, in spite of their differences, they are gradual variations resulting from the analysis of the facts of singular orders, but which happen according to the invariability of natural laws. It was fit to look for the new law which led to scientific improvement.*”³

¹ Denizard Hyppolyte Leon Rivail was his name. The pseudonym Allan Kardec, evoked the celtic past in France. According to the ‚revelation’ of the spirits, this was the identity of Rivail in a past incarnation among the Celts. To authors like Aubrée and Laplantine, this identity revealed the attempt to annul the burden of the Catholic and Christian past in France, requesting the help of a pre-Cristian past and of a people that defended the reincarnationist belief. AUBRÉE, Marion - LAPALANTINE, François: *La table, le livre et les esprits*, JC Lattès, Paris, 1990. The five works that compose the Pentateuch are: *The Spirits’ book*, published in 1857; *A Book on Mediums*, published in 1861; *The Gospel According to Spiritism*, published in 1865; *Heaven and Hell*, published in 1865 and *Genesis*, published in 1868.

² About Spiritism’s successful composition of different post-revolutionary ideas and interests, refer to: ISAIA, Artur Cesar: *Espiritismo, conservadorismo e utopia*. IN: PINTO, Elizabete & ALMEIDA, Ivan A.: (orgs.) *Religiões: tolerância e igualdade no espaço da diversidade*, Fala Preta, São Paulo, 2004.

³ MEDINA, Ceres: *O pensamento kardecista*. IN: CONSORTE, Josildeth, Gomes; COSTA, Márcia Regina. *Religião, política, identidade*, Educ, São Paulo, 1988. 59.

We endorse this position, although we emphasize that, besides being linked to positivism, on one hand, Spiritism's extreme capacity for adaptation, with a very different point of view of ideas and interests created by the post-revolutionary world, and, on the other, the ability for memetics that it will have, revealing the success these ideas will achieve, adapting and creating new meanings in many different contexts of post-1789 French Spiritism.⁴ Besides, we cannot forget that, if Kardec turned to experimenting as a way of certifying the spirit's survival, this procedure only confirmed the power of an extra-material plan. That way, even being influenced by positivism, Spiritism will not endorse the complete autonomy of post-revolutionary Science. In spite of denying the gap between matter and spirit, the codification work recognized a superior order, ruling the world and history. Science was now seen as being able to reveal the creation work with clarity, certifying the 'truths' announced by the „*third revelation*”.⁵ The attempt of fusion between Science and revelation made the codification work confirm that the refusal to scientific knowledge equaled denying God's work,⁶ abandoning the modern opposition between scientific and sacred. Christine Bergé points out the peculiarity of the Spiritist proposal, able to escape the tendency to polarization between Science and Religion announced by Max Weber in respect to modernity.⁷ The great arrangement of Spiritism, in its composition with 19th century Science, was to Lewgoy, along with the recognition of a theological degree with superiority over the matter, the acceptance of the experimental possibility to certify such supremacy.⁸

Kardec tried to make a synthesis between „*divine revelation*” and „*Scientific evolution*”, contrary to the 19th century scientific materialism, as well as to the inheritance of the dualistic, Platonic or Kantian models. Betting on a rational, natural and scientific explanation to all the phenomena, Kardec tried to provide the belief with scientific substrate, endorsed by experimental observation, at the same time that, through the ‚*evidence*’ of the survival of the spirit, he tried to associate the western thought to the religious belief in new

⁴ For a study on the relationship of Spiritism and the point of view of post-revolutionary ideas, refer to: ISAIA: (n. 3.) AUBRÉE - LAPLANTINE: (n. 2.)

⁵ The spiritist's codification work was presented as the third revelation, which came after those of Moses and Jesus Christ.

⁶ KARDEC, Allan: *Oeuvres Posthumes*, Dervy, Paris, 1978. 133.

⁷ „*La versant positiviste étant alié au versant spiritualiste, on peut noter ici que le spiritisme échappe à cette forme de loi générale que Max Weber énonce: Tout accroissement de rationalité dans la science empirique s'accompagne d'un déplacement de la religion qui de plus en plus passe du domaine du rationnel à celui de l'irrationnel.*”. BERGÉ, Christine: *La voix des esprits. Ethnologie du spiritisme*, Métailié, Paris, 1990. 67.

⁸ LEWGOY, Bernardo: *Os espíritos e as letras: um estudo antropológico sobre cultura escrita e oralidade no Espiritismo Kardecista*, USP, São Paulo, 2000. (Social Anthropology Doctoral Thesis) 75.

bases. The task suggested by Kardec, undoubtedly, came close to Comte's attempt to associate reason with emotion through moral superiority and positive knowledge. To Comte, positive knowledge should perform the unitive role between reason and emotion that Catholicism had performed, with its ascendancy in the feudal society.⁹ Another common point between both was in respect to the dominant role of education, being able to build the new moral power proposed by Comte, as well as the future society preconized by Kardec. We cannot forget that, in both cases, the leading role of the literate elites was emphasized. In Spiritism they had the role of spreading the knowledge of the 'laws', which explained the origin and destiny of humanity, nature and History, in a Unitarian manner, denying the gap between the physical and the spiritual world. Thus, the Spiritist codification work will preach the inevitability of progress, being all humanity and the physical world subject to the „*great law of evolution*”. The outstanding presence of the evolution law in the spiritist discourse points out the familiarity of the Kardecist codification with the post-revolutionary thought. Aubrée and Laplantine show the contemporaneity of the codification with the works of Darwin, Maine, Huxley, Coulanges and Morgan, which, apart from peculiarities, endorsed the evolutive idea, which bet on the improvement of humanity. To Aubrée and Laplantine, Spiritism created its own interpretation of the 19th century evolutionism.¹⁰ Thus, at the same time that it created a new meaning for evolution, from a moral point of view (the following stages would be essential to sweep ignorance and egoism from the face of Earth), it unified the evolutive process, whose laws would reach all creation, subjecting the living as well as the dead. We think that the creation of this new meaning of evolutionism by the 19th century Spiritism needs to take into account the peculiar interpretation of the history in it, as well as the theodicy made explicit by it. In those two points the matter of human suffering, whose inevitability indicated an also inevitable utopia, was re-dimensioned. They are both fundamental for us to understand the huge possibilities of the composition of Spiritism as a social point of view engendered in a post-revolutionary period, as well as its capacity to adapt to different contexts of the 19th century French Spiritism.

At the same time that, in its own way, Spiritism tried to bring knowledge and revelation together again, it brought an interpretation of history which was extremely close to modernity, with a macro explanatory characteristic. Spiritism's recognition of the inevitability of progress as the meaning of human life, led to the need of confronting the sociopolitical propositions with the „*great law of evolution*”. Thus, Spiritism preached that if reactionaries, those linked to the ancient privileges of a world dominated by throne and altar, slowed progress down, they could never hinder it. Progress' enemies are seen

⁹ COMTE, Auguste: *Discurso sobre o espírito positivo*. IN: *Os pensadores*, Abril Cultural, São Paulo, 1978. 75-76.

¹⁰ AUBRÉE - LAPLANTINE: 57-59.

by the work of codification as „*pauvres êters que Dieu châtiara: ils seront reversés par le torrent qu'ils veulent arrêter*”.¹¹ Within this concept, the fights for the extinction of the old system will be saluted by Spiritism as essentially linked to the overwhelming movement of history. It would be fit for man to adapt his interference in the public sphere to the laws that rule the universe and history. An intervention based on these laws would call to attention the extinction of the differences of birth, laicization of the Estate, fights for sexual equality, for the universalization of education, totally endorsing the revolutionary triad. The allusion to the ideals of equality, fraternity and freedom is often present in the 19th century Spiritist media, clearly showing its intension to join Spiritism with the post-1789 victories. Nevertheless, Spiritism did not endorse the revolutionary fight, facing the necessary changes to adapt human institutions to the divine order, within a processual perspective based on education; of „*improvement of the masses*”, according to the „*laws of harmony which rule the universe*”. If the most radical revolutionary fight is not endorsed by Spiritism, that is due to its processual and evolutionary vision on history, associated with a messianic conception of Science and of education (another approximation with Comte), able to adapt human institutions to the divine purposes. When Spiritism endorsed the revolutionary triad and opposed itself to the „*social convulsions*”, it fully agreed with the French post-revolutionary ideas, aimed at the preservation of order, against the barricade spectacle. Thence, the possibility to join an economy based on political proposals, going from the 19th century liberalism to positivism. These proposals were all familiar to the post-1789 „*romantic prudence*”, pointed out by Paulo Mercadante¹² and were present in the conciliatory proposals (apart from its peculiarities) of thinkers such as Benjamin Constant, Victor Cousin, François Guizot and even Augusto Comte. If the Jacobinic ‚*excesses*’ were execrated, along with the socialist revolutionarism, Spiritism explicitly endorsed the idea of a Republican, laic Estate, which would grant to all the people full citizen rights. The Republic started being seen as a victory of the human spirit, totally predictable through divine laws expressed in nature and ‚*disclosed*’ through the codification work. As a victory and as a ‚*certificate*’ of the act of rendering the law of progress effective, the republic was now connected to the Spiritist codification work, making the opposition stronger, explored by the Kardecist tenet between the legitimist past, represented by the Catholic church and the present and future, which consecrated the liberties defended by Spiritism. This connection is so evident that the codification work makes praise to liberal interpretation of citizenship explicit. This condition is as natural as that of man as an individual or family member. All human actions which compromise divine moral precepts. Referring to the extension of the divine laws to all

¹¹ KARDEC, Allan: *Le livre des esprits*, Dervy, Paris, 1996. 347.

¹² MERCADANTE, Paulo: *A consciência conservadora no Brasil*, Saga, Rio de Janeiro, 1965.

dimensions of life, Kardec stressed the need for man to morally engage his life, in the public and in the private sphere as well. In order not to raise his „*karmic debts*”, there could not be any contradiction among the citizen committed to public welfare, the man who fights for survival and the good head of the family: „*In all men there are three characteristics: the one of the individual, the one of the being committed to his own interests; the one of the family member and the one of the citizen. Under these three characteristics, man can act as a criminal or with virtue. That is, he can be virtuous as the head of the family and at the same time act as a criminal while being a citizen and vice versa. (...) And as we say, there are the typical faults of the individual and of the citizen; the expiation of the first do not lead to the expiation of the latter... The virtues of public life do not coincide with those of private life...*”.¹³

With a proposal which directly endorsed civic values, Spiritism carefully examined in its discourse the defense of the republican order, seen as a symptom of the new man and the new Earth announced by the spirits. The compromising of the Spiritist doctrine to the civic virtues, with the praise to citizenship, stressed its opposition to Catholicism, considered a fortress of preservation of the ancient privileges. To the catholic tenet, full of rural and monarchist references, Spiritism will oppose a symbolic arsenal which is extremely familiar to urban sociability and to the defense of equality, fraternity and freedom. During the 19th century, Catholicism preached a more pessimistic view of the modern world, seeking shelter in the defense of tradition and the strengthening of its mastership and authority. On the other hand, Spiritism had a discourse with stressed confidence in progress, in the intransigent defense of Science as an epistemological way to prove the „*third revelation*” and in the post-revolutionary political formulas. Especially in France, in the second half of the 19th century, when the Catholic Church reinforces its position within the Estate, under the Second Empire, Spiritism will count on expressive anti clergy allies: masons, republicans, socialists, liberals, positivists. The writer Léon Denis was a mason and a socialist which radicalized the colors of the Spiritist anticlericalism after Kardec’s death, in 1869. This republican anticlericalism, which succeeded the catholic superiority in the Second Empire, reached its culminating point with the anticongregationist laws from 1901 to 1904 and with the laicization of the French Estate in 1905. Within this context, Léon Denis showed Combes, then, the President of the Council, the contribution of Spiritism to the laicization of the French Estate and Education.¹⁴

Spiritism and the Republic in Brazil

The importation of Spiritism to Brazil was followed by another signification of it, which, with remarkable capacity, fit into a socio-cultural context, different from that of the second half of the 19th century. In a proslavery

¹³ KARDEC, Allan: *Oevres Posthumes*, Dervy, Paris, 1978. 128.

¹⁴ AUBRÉE - LAPLANTINE: 75.

society, which insisted on the maintenance of typically stagnated legal or symbolic contents, a proposal with emphasis on urbanity and on the virtues of citizenship, such as Spiritism's, was far from representing a foreign and disordered body. Spiritism, which admirably succeeds in Brazil, certifies the doctrine's capacity for adaptation in a completely different context from the original one, disclosing a long-term re-elaboration, in which its followers established a fluent dialogue with the new cultural reality. This phenomenon is fully observable with the advance of Spiritism in the religious Brazilian market, which happened, chiefly, from the second quarter of the 20th century on. In the conjuncture which the Republic of Brazil was born, the panorama was different. Spiritism was far from being seen as a mass phenomenon, its importation and the cultivation of its ideas happened, mainly, within a literate elite, in a country with a high level of illiteracy. On the other hand, in Brazilian soil, Spiritism had to move on to very complex identity games, trying to run away from discredit and from being pushed to the edges of society. In France Spiritism's main opponents were Church and materialism, whereas in Brazil, it had to fight against the equalization of its practices with the African cultural universe and, in the long run, get accustomed to the predominance of the catholic tenet, lived by a big part of the population in a way which was not necessarily sacramental and institutional.¹⁵

In Brazil, Spiritism's discourse of progress would have to live together with the preexisting contact with the dead, familiar to some African groups.¹⁶ This brought a serious problem to rising Spiritism, since, in a proslavery society, it provoked extremely serious symbolic interdictions.

It is fit to notice that the importation of Spiritism was the work of a literate elite, initially centered in Salvador and then in Rio de Janeiro, during the

¹⁵ For a study on the importance of Catholicism in the Brazilian culture, refer to: SANCHIS, Pierre: *O campo religioso será ainda hoje o campo das religiões*. In: HOORNAERT, Eduardo: *História da Igreja na América Latina e no Caribe. 1945-1995*, Vozes, Petrópolis, 1995. *O repto pentecostal à cultura católico-brasileira*. Revista de Antropologia. (37) USP, São Paulo, 1994. QUEIROZ, Maria Isaura Pereira de: *Identidade nacional, religião, expressões culturais: a criação religiosa no Brasil*. In: SACHS, Viola et al.: *Brasil versus Estados Unidos, religião e identidade nacional*, Graal, Rio de Janeiro, 1988.

¹⁷ The mediumistic trance, which Bastide denominated as „*mystical incorporation of the spirits*” was not at all a common practice among Africans who had arrived in Brazil. For Bantus, the contact with the spirits was something culturally acceptable, linked to the cult of their ancestors, whereas to the Yorubans, the same thing represented a tabu. Bastide already showed the opposition between Candomblé from Bahia (with Yoruban features) and the possession by the spirits of the dead. Even in the case of the cult of the Eguns (dead people), there is only evocation of these dead people and never the incorporation. On the other hand, the familiarity of the Bantus with the world of the spirits, through their ancestors appears to be linear with the appearing of Umbanda (in which there is incorporation of the spirits), in the southeast of Brazil. See BASTIDE, Roger: *As religiões africanas no Brasil*, Pioneira, Rio de Janeiro, 1971. SANTOS, Juana Elbein dos.: *Os nagôs e a morte*, Vozes, Petrópolis, 1976. CARNEIRO, Edson: *Candomblés da Bahia*, Tecnoprint, Rio de Janeiro, 1970.

second half of the 19th century. Thus, the previously consulted sources show us the work of the detractors of Spiritism in emphasizing, in various ways, a supposed bond with the African symbolic universe. This bond between Spiritism and black culture appeared chiefly in the medical, catholic and juridical discourses, which were eager to disqualify its practices.¹⁷ In the turning of the 20th century, this bond is present in the adoption, by the Brazilian elite, of racial theories as the interpretative key to national reality. Lilia Schwarcz¹⁸ analyzed the production of some names, centered in institutions such as ethnographic museums, the Historical and Geographical Museum and the Medicine and Law Schools. The mixing of races as an inhibitor factor of the country's progress was already present in the pessimistic point of view of foreign travelers such as Buckle, Agassis and Gobineau since the first half of the 19th century. To Schwarcz, this pessimistic point of view was succeeded by the evolutionist-scientific social analysis model, typical of the working elites of the last quarter of the 19th century.¹⁹ Thus, we can evaluate the games that were established within Spiritism, which developed an identity effort with progress and civilization, and the prejudices circulating among society, as well as the discourses considered the vanguard of the country's knowledge.

At the same time that the elites which imported Spiritism made public a discourse considered to be in syntony with the ideas of progress and evolution, they needed to neutralize important voices, which reinforced the interdicts against the doctrine, referred to the connection with the delay of the worst existing in society. This connection with the lowermost layers of society clearly appears in *Bahia Ilustrada*, at the second half of the 19th century, where Spiritism is presented as the „*Caucasians' Candomblé*”.²⁰ At the first half of the 20th century, the stigma of black culture was fundamental in the identity effort of the first intellectuals of Umbanda in Brazil. These both took over the processual, evolutive and republican reading of national history, proposed by spiritists, and tried to represent Umbanda, in opposition to black ‚*primitivism*’, going towards the social expectations and prejudices.²¹ This connection between Spiritism and delay, through black culture, would be reinforced by the ‚*scientific*’ interdicts of the work of Nina Rodrigues, in respect to the black

¹⁷ Among the recent studies that have worked on the peculiarities and the re-elaborations suffered by Spiritism in Brasil, refer to: AUBREE - LAPLANTINE: (n. 2.). STOLL, Sandra Jacqueline: *Entre dois mundos: o Espiritismo da França e no Brasil*, USP, São Paulo, 1999. (tese de doutoramento em Antropologia). GIUMBELLI, Emerson: *O cuidado dos mortos. Uma história de condenação e legitimação do Espiritismo*, Arquivo Nacional, Rio de Janeiro, 1997.

¹⁸ SCHWARCZ, Lilia Moritz: *O espetáculo das raças. Cientistas, instituições e questão racial no Brasil. 1870-1930*, Companhia das Letras, São Paulo, 1993.

¹⁹ SCHWARCZ: 28.

²⁰ APUD MACHADO, Ubiratan: *Os intelectuais e o Espiritismo*, Lachâtre, Niterói, 1996. 100.

²¹ On the identity effort of the first intellectuals of Umbanda, refer to: ISAIA, Artur César: *Ordenar progredindo: a obra dos intelectuais de Umbanda no Brasil da primeira metade do século XX. Anos 90*, UFRGS, Porto Alegre, (11): 97-120. 1999.

culture as well as to the mixing of races, seen from the racial and cultural points of view. Though Afro-Brazilians appear as an object of Science in the work of Silvio Romero, they will appear in a systematic manner, with a unique classificatory effort, in Nina Rodrigues'. As a danger to the civilized Caucasian society, the 'contagion' (genetic and cultural) with Afro-Brazilians could stain, degenerate and cause the retrogressive development of the Brazilian people.

„The Aryan civilization is represented in Brazil by a weak minority of the Caucasian race, who was put in charge of defending it. Not only from anti social acts – the crimes – of their own representatives, but also against the anti social acts of the inferior races, whether they be true crimes in the concept of these races, or, on the contrary, manifestations of conflict, of the fight for existence between the superior civilization of the Caucasian race and the outlines of civilization of the conquered or submitted races...”.²²

The danger of 'contagion' of Afro-Brazilians in society, through the familiarity with the invocation of the dead appears in Brazilian literature in the turning of the century. We will take as an example, the novel of Coelho Neto and the chronicle of João do Rio. In the work of Coelho Neto (who went from a detractor to a follower of Spiritism), in the novel *Turbilhão*, it's a former slave, Felicia, who convinces her master to go to a spiritist session using an argumentative game. The author describes the desperation of the master because of her daughter's disappearing and the way the former slave 'plays' with the situation to take her to a house in the suburbs, where the spirits were invoked. The session was described by the author as the propitious place for the appearing of mental disorders. The former slave, who ends up completely crazy, is the connection between acceptable values (those of the good God-fearing mother and housewife, and a practitioner of devotional Catholicism) and marginal ones (the obscure cult of the dead, home for the dangerous and potentially pathological classes). Felicia, who had lost her sailor son, symptomatically during the Armada Rebellion, emphasizes, not only the connection with the obscure world of the dead, referred to the idiosyncrasies of her race, but also with the past, with persistences obstinately present in Brazil in the beginning of the 20th century. Thus, the expression with which the slave referred to her master: „*minh'ama*” (my master) is very revealing, stressing the connection between Felicia and archaic, enslaver and monarchist Brazil.

In contemporary Brazilian historiography, it was the duty of Murilo de Carvalho to study the dissociation between the popular classes of Rio de Janeiro at the end of the 19th century and the symbolic republican universe.²³

²² NINA RODRIGUES, Raimundo: *As raças humanas e a responsabilidade penal no Brasil*, Livraria Progresso, Salvador, 1957. 162.

²³ CARVALHO, José Murilo de: *Os bestializados. O Rio de Janeiro e a República que não foi*, Companhia das Letras, São Paulo, 1987. CARVALHO (1987). *A formação das almas. O imaginário da República no Brasil*, Companhia das Letras, São Paulo, 1993. CARVALHO (1993).

To this author, the republican tendencies failed to create a tenet which would move people, to whom the symbols and values of citizenship appeared in opposition to the net of meanings which was secularly a reference in their lives.

In a perspective entirely reflected on the racist obsession that sank into a good part of the thinking Brazilian elite of the end of the 19th century, Raimundo Nina Rodrigues, whose importance was fundamental, not only in respect to Anthropology, Law and Legal Medicine, but Public Opinion itself, lamented the divorce among the huge majority of Afro-Brazilians and mestizos and the Republic of Brazil. Writing about what he considered to be „*the epidemic madness of Canudos*”, Nina Rodrigues assured that Afro-Brazilians, as well as the backcountry people, lacked „*the mental capacity to comprehend and accept the substitution of the real representative of power by the abstraction which it faced – the law.*”²⁴ The revolutionary potentiality of Afro-Brazilians and of the backcountry people was explained through the crystallization of their ‚*fetichism*’, which lead them to the margins of citizenship, of the codified behavior inherent to the republican order. It was such ‚*fetichism*’ that took them to a fixed form of government, such as Monarchy, taken as a characteristic of a less developed stage of civilization. Thus, Afro-Brazilians and the backcountry people submerged in a primitive mentality, lacked a king, a boss, a leader:

„[...] for a very long time yet the president of the republic, the presidents of the states, the local political leaders, will be your king. Like the clergyman and the images, in their religious inferiority, continue to be your gods. They will be monarchists like they are fetichists, less because of ignorance than because of an insufficient or incomplete intellectual, ethical and religious development.”²⁵

To Nina Rodrigues, Afro-Brazilians, the backcountry people and madmen were absorbed in a primitive mental state, in an essentially mythological dimension, and thus unable to recognize the rules of the republican society. As a consequence, this position led to his theory about, on one side, the danger of Afro-Brazilians and, on the other side, about the need to revise the republican Penal Code, introducing its penal irresponsibility.²⁶

The representation of the republic being very closely attached to civilization and progress, apart from the due peculiarities of proposals, was spread among the theoretical lines of thought of the Brazilian republicanism studied by José Murilo de Carvalho.²⁷ What the author denominates as „*sociocratic republic*”, of a positivist inspiration, of Benjamin Constant

²⁴ NINA RODRIGUES, Raimundo: *Coletividades Anormais*. Civilização Brasileira S.A. Rio de Janeiro, 1939. 69.

²⁵ NINA RODRIGUES: (n. 25.)

²⁶ For an analysis of the school of Nina Rodrigues in Brazil, refer to CORREA, Marisa: *As ilusões da liberdade. A escola de Nina Rodrigues e a Antropologia no Brasil*, EDUSF, Bragança Paulista, 1998.

²⁷ CARVALHO (1993): (n. 24.)

Botelho de Magalhães, as well as the „*liberal republic*”, of Quintino Bocaiúva, of North American inspiration, qualified as necessary ways for Brazil to get out of the monarchist stagnation.

The connection among Spiritism, black culture and denial of citizenship appears, equally, in the chronicles of Paulo Barreto, best known as João do Rio. In *As religiões do Rio* (The Religions of Rio), the author develops a very peculiar reasoning, with the purpose of differentiating the Spiritism practiced by the republican elite from the one experienced by the „*dangerous people*”, in the margins of citizenship. The author opposed a Frenchlike, experimental Spiritism, practiced by the Brazilian Spiritist Federation (FEB), to another, marginal and peculiar to the social danger of the popular classes. João do Rio stresses the ‚degradation’ suffered by French Spiritism, when in contact with the belief of Afro-Brazilians, which, in Brazilian soil, „*substitutes witchcraft and magic*”.

„*Rio is full of spiritist houses, of little mysterious rooms where death and the unknown are explored. This peaceful city, which, 50 years ago, celebrated only the celestial court and had witchcraft and Afro- Brazilian slaves as its supreme mysteries, is today, like Byzantium, the city of a hundred religions, it resembles Rome of Heliogabalus, where all doctrines separated from the general opinion and all beliefs existed. Spiritism was spread among the people, was established, substituting witchery and witchcraft. Apart from the rare groups where it takes place with relevant honesty, the infamous and the knaves are its agents. Mediums exploit credulity, the sessions hide vile things and from each of these niches of fetichism, madness arises and hysteria emerges. The gullible and sincere who believe themselves to have mediumistic qualities, end up as victims of scoundrels who have healing storehouses for the exploitation of the credulous; knavery and shamelessness hide the living misfortunes with the holy protection of spiritualism. When we start studying this world of insane people, it is like slowly going down a bottomless, torturing abyss.*”²⁸

The elitist view of the author, syntonized with the racial theories circulating in the beginning of the republic, evidenced the ‚*danger*’ of „*Low Spiritism*”, which, from his view, tried to ‚pollute’ civilization with the ‚*fetichism*’ of Afro-Brazilians. Afro-Brazilians and the „*presumptuous mulattos*” who practiced the invocation of the dead, are described by João do Rio in an intimate relation with crime and madness, evidencing the coherence between the author’s point of view and the predominant racial theories at that moment, which stressed the danger of the contact of Afro-Brazilians with civilization. Thus, when the centers of „*Low Spiritism*” were not linked to crime, exploitation and „*the most shameless immorality*”, they were seen as „*houses for the manufacture of madnesses, leading helpless ladies to hysteria.*”²⁹

²⁸ RIO, João do: *As religiões no Rio*, Nova Aguilar, Rio de Janeiro, 1976. 163-164.

²⁹ RIO: (n. 29.)

On the other hand, the Kardecist Spiritism, practiced by the elite which attended the Brazilian Spiritist Federation, appeared in João do Rio, acquainted with the privileges of civility and progress, able to congregate members of the republican elite. If it were not for the use of the expression „*Low Spiritism*”, with which the spiritists centered in the Federation did not agree (to them there was a unique Spiritism, the one codified by Kardec, opposed to the practices familiar to the Afro-Brazilian symbolic universe), we could see in the chronicles of João do Rio a connection with the legitimating effort of the first Brazilian Spiritists, insisting on the literate, scientific and modern aspect of the doctrine. Therefore, João do Rio, in his visit to the Brazilian Spiritist Federation, registers important names as followers of the doctrine. Names connected to republican life, which, in his opinion, set the distinctive tone of the evocation of the dead among those qualified by the author as ‚*sincere*’. The connection between the new republican elite and Spiritism is already evident with the mention of the name of Quintino Bocaiúva, signer of the Republican Manifest of 1870 and the key aspect for the legitimation of the movement on November 15th, 1889.³⁰ Another name referred by João do Rio and of high proximity to the republican government was that of Marechal Francisco Raimundo Everton Quadros. He was the president of the Military Club in the mandate of the first civil president, Prudente de Moraes, commander of the Military School of Praia Vermelha, and one of the greatest assistants of Floriano Peixoto during the Rebellion of 1893-1894, having commanded the military operations in Paraná.³¹ He was the first president of the Brazilian Spiritist Federation, founded in 1884, in the effort to centralize the fight of the different spiritist societies through the institutional confirmation of the doctrine and against the privileged status enjoyed by Catholicism during monarchy.³² João do Rio equally mentions, as followers of Spiritism, generals Girard and Piragibe, of great proximity to the republican government. The first, chief of a disastrous governmental brigade in the Canudos Campaign, according to the record of Euclides da Cunha,³³ and the second, a prominent figure within the governmental forces, in the effort to maintain the military order during the Rebellion of the Vaccine.³⁴

Besides the names mentioned by João do Rio, the connection between the first spiritists and the Republic of Brazil appears repeatedly in the biographies of men such as Antonio Pinheiro Guedes, senator and member of the

³⁰ To José Murilo de Carvalho, the presence of a civil leadership such as Bocaiúva’s on the 15th of November was fundamental to try to make the movement look less militarized. CARVALHO (1993): 49.

³¹ VER WANTUIL, Zeus: *Grandes espíritas do Brasil*. Rio de Janeiro, FEB, 2002, 326-332.

³² DAMAZIO, Sylvania: *Um pouco da história do Espiritismo no Rio de Janeiro*, Fundação Casa de Rui Barbosa, Rio de Janeiro, 1994. 8.

³³ CUNHA, Euclides da: *Os sertões*. Martin Claret, São Paulo, 2003.

³⁴ CARVALHO (1987): 108.

Constituent Assembly which elaborated the letter of 1891; Augusto José da Silva, a doctor and a republican political chief in the countryside of Minas Gerais; Bitencourt Sampaio, a historical republican, who accompanies Quintino Bocaiúva in the signing of the Manifest of 3rd December 1870; and it is also the case of cognominated „Brazilian Kardec”, Adolfo Bezerra de Menezes Cavalcanti. Cavalcanti was a person who exemplifies the new meaning given to Spiritism in Brazil,³⁵ who, when member of a group of representatives of the Liberal Party in the Empire, took over the abolitionist and republican campaign.³⁶

The existence a body of political, social and economic ideas and of common enemies, the defense of the lay Estate and of the Republic, caused rising Spiritism to approach Masonry in the second half of the 19th century. Referring Alcindo Guanabara as the prototype of the politician with such profile, Ubiratan Machado writes: „Mason, Spiritist and Republican could be the triple boundary to identify the political-social-religious behavior of remarkable men of the imperial decadence in opposition to Catholic reactionism.”³⁷ On the other hand, the connection between Spiritism and Masonry was not only circumstantial. Between both there was an important cultural connection, through the cohabitation in a universe of meanings. Thus, the conception of work as the springboard for human progress, associated with other conceptions, such as construction and harmony, seen in a cosmic perspective, appear repeatedly in the spiritist work of codification and in the Masonic ideals. An example of this connection is in the document which codifies Freemasonry, the „Constitutions of Anderson”. This document consolidates the Masonic idea, in which work appears as a means to human progress and to an indispensable instrument to the search of truth.³⁸

The idea of continuous evolution, of perfection through work, without revolutionary frights, which characterizes the social proposal of Spiritism, clearly appears in its opinion regarding the abolitionist matter. Entirely endorsing the abolitionist fight, the official Body of Brazilian Spiritism, *The Reformer*, defends the need for former schooling for Afro-Brazilians, in order to hinder their liberation from threatening civilized social contact.³⁹ The same processual opinion, contrary to the revolutionary fight, but concerned about being syntonized with the ideals of equality, fraternity and freedom, appeared in regard to the proclamation of the republic. The law of progress appeared as a criterion able to evaluate and make the sociopolitical proposals feasible:

³⁵ WARREN, Donald: *A terapia espírita no Rio de Janeiro por volta de 1900*. Religião e Sociedade. 11(3), 1984.

³⁶ Biographical data of these first spiritists are registered in WANTUIL, Zeus.: (n. 32.)

³⁷ MACHADO: 146.

³⁸ Ver LIGOU, Daniel: *Dictionnaire de la franc-maçonnerie*. Vendôme, Presses Universitaires de France, 1987. On the relation between Masonry and Spiritism, refer to: ISAIA: (n. 3.)

³⁹ *O Reformador*. Rio de Janeiro, 15^{de} abr. de 1896, 01.

„Our duty before one of these human cataclysms is to confront them through the spiritist standard: the law of progress; if it is conform, to praise it and help it and, if it is not, stigmatize it and fight it.”⁴⁰

The republic, being considered by Brazilian spiritists „the means of Arquimedes for the obtainment of high human destiny”⁴¹ was entirely in accordance with „the laws of progress”. As for its proclamation in Brazil, *The Reformer* did not spare adjectives to compliment a movement, whose lack of popular order seems to have set the distinctive tone:⁴² „Congratulating the Provisory Government on the brilliant result of the bloodless triumph, we express to each of its members in private, our gratitude and recognition of intelligent efforts, care and abnegation with which each one concurred for the pacific solution of the most fearful politico-social problem.”⁴³

Within the Provisory Government, the Spiritist newspaper became clearly fit as an important agent to make the republican idea feasible in Brazil: „Fighting for its members, scattered all over Brazil, in the rows of freedom in peace; aware of having contributed slowly and gradually, without disturbances, to the modification of trends and transformation of political ideas; the Spiritist Federation couldn't remain indifferent to the achievement of its promises, especially because of the nature of the purest democracy, which you inspired on the movement, adjusting to the solid foundation of the confraternization of the peoples and the greatness of the United States of Brazil.”⁴⁴

Endorsing the effort of 19th century French Spiritism to present the „third revelation” in total syntony with the revolutionary victories of 1789, Brazilian spiritists saw the adoption of the republic as a symptom of the „evolutionary progress” proposed by the work of codification. They bonded to what Nicolau Sevcenko denominates as a „Promethean effort” of the intellectual generation at the end of the 19th and beginning of the 20th century, allured by the idea of a republic which promoted progress and was supported by Science.⁴⁵ Stressing what was understood as its divorce from the liberation of the human spirit, Monarchy was seen upon remaining attached to the official religion and being contrary to an existing social order among the ‚civilized’ peoples, distinguished by „civic equality”, „leveling of rights”, „evolution of man through work”, and „freedom of thought.”⁴⁶ The connection among Monarchy, ultramontanism and slavery appeared subliminally in the pages of *The*

⁴⁰ *O Reformador*. Rio de Janeiro, 01 de dez. de 1889, 01.

⁴¹ *O Reformador*. Rio de Janeiro, 01 de dez. de 1889, 01.

⁴² On the absence of popular order in the movement which lead to November 15th, refer to: CARVALHO (1987): (n. 24.)

⁴³ Message from the Provisory Government of the United States of Brazil. *O Reformador*. 01 de julho de 1889. 04.

⁴⁴ *O Reformador*. 01 de julho de 1889, 04.

⁴⁵ SEVCENKO, Nicolau: *Literatura como missão. Tensões sociais e criação cultural na Primeira República*, Brasiliense, São Paulo, 1983. 84-89.

⁴⁶ *O Reformador*. 01 de julho de 1887, 01.

Reformer. This, many times, expressed itself by codes when stressing the opposition between monarchy-Catholicism-delay and republic-Spiritism-progress. Spiritism preached that the public existence of the revolutionary triad would be a task both for education and charity, which spread all over the world by it, would annul the injustices inherited by the old regime. Within this perspective, Everton Quadros opposed the *pride*, represented by the addictions of the past, to regenerative charity, brought with progress, certified by the beginning of Spiritism. Pride would be crushed, symptomatically, by a feminine figure. Everton Quadros, representative of the republican vanguard of the Brazilian staff of officers from the second half of the 19th century, used the feminine figure. This figure was familiar to representations which were common to the symbolic habitat of republicans and positivists, in which women appeared, among other things, associated to the republic, humanity, science, evolution and virtuousness: „*It (pride) will be crushed at the feet of humanity regenerated by Science and by virtuousness, fulfilling the old biblical prophecy – the monster of evil will succumb under a woman’s feet.*”⁴⁷ Everton Quadros, who was close to the republican soldiers, upon falling back on the feminine figure, regenerator of evil, evoked a very present symbolic resource, in the republican campaign, as well as in the Catholic and positivist tenet⁴⁸ Still hesitantly, but richly allegorical, „*status quo*” is attacked as „*moral prison*”, which gets in the way of the irresistible movement of history, in the message *dictated*’ by the spirit of writer José de Alencar, in September, 1888:

„*Oh, my adored motherland [...] one day, maybe soon, who knows? [...] the darknesses of moral prison which threaten your power and hinder your movements, will be beat by the rays of the splendid sun of freedom [...] Wait a little more and the hand that indicates the eras of the peoples, will move and you shall see the day of regeneration.*”⁴⁹

Even in a difficult conjuncture for the relationship between Spiritism and the Republic, such as the promulgation of the Penal code of 1890 was, which criminalized spiritist activities, comparing them to magic and cartomancy, the republican profile of the Brazilian Spiritist Federation was reaffirmed. In this occasion, it was in the name of republican principles of the lay Estate and freedom of beliefs, consecrated by decree number 119, from 1890, and taken over by the vanguard of Brazilian Spiritism, that the Spiritist Federation carried on its protest against the Provisory Government.⁵⁰ The republic’s superiority

⁴⁷ *O Reformador*. Rio de Janeiro, 15 de abril de 1884, 01.

⁴⁸ For a study on the importance of the feminine allegories evoking freedom, revolution and Republic among Brazilian republicans, refer to: CARVALHO (1993): 75-96.

⁴⁹ *O Reformador*. Rio de Janeiro, 01 de nov. de 1888, 01.

⁵⁰ For further information, refer to the Editions from November and December of 1890, as well as the one from January, 1891 of *O Reformador*.

For a study on the opinion of FEB (Brazilian Spiritist Federation) about the promulgation of the Republican Penal Code, refer to GIUMBELLI: 79-87.

was never doubted. On the contrary, people turned to the need of rendering the republican principles effective.

The reading of the Brazilian Spiritist Federation newspaper at the end of the 19th century clearly shows that, far beyond sheer assistencialism to the poor and the peculiarities of its insertion in the religious Brazilian market, Spiritism developed an effort to become fit as a non-contemptible ally of the forces contrary to the perpetuation of monarchy. Placing itself in close contact with discourses that defended the superiority of the republic, the vanguard of the Spiritist Federation linked the „*third revelation*” to a processual and evolutionary reading of national history in close relation with the Brazilian republican discourse of several political positions.

Balázs Juhász

*La concezione storica del fascismo ne Il balilla Vittorio di Roberto
Forges-Davanzati¹*

Questo studio - attraverso l'analisi di alcune tematiche di un libro di testo del Ventennio – si prefigura lo scopo di presentare come si manifesta in queste la concezione storica del fascismo. Il materiale analizzato non è un testo qualunque, ma è un „*testo unico*”, cioè usato nella quinta classe elementare di tutte le scuole del regno. L'autore, Roberto Forges-Davanzati,² era un esponente di secondo piano del fascismo, che con il „*testo*

¹ Questo studio è la versione ridotta della tesi difesa al Dipartimento di Italianistica dell'Università ELTE di Budapest nel semestre autunnale dell'anno accademico 2008/2009.

² Nacque a Napoli, il 23 febbraio 1880. Laureatosi in lettere all'Università di Napoli nel 1901 lavorò come giornalista. Cominciò ad occuparsi di politica molto presto e proveniente dal sindacalismo rivoluzionario, da questo passò direttamente tra le file dei nazionalisti. Era nella redazione del settimanale „*L'idea nazionale*”, ne divenne addirittura il direttore tra il 1914 e 1915. Durante la prima guerra mondiale servì come ufficiale d'artiglieria, meritando una medaglia di bronzo al valor militare e divenne anche Grande Ufficiale dell'Ordine della Corona d'Italia nell'11 luglio 1923. Partecipò come membro della delegazione italiana alla Conferenza delle nazionalità soggette all'Austria-Ungheria, tenuto a Roma tra l'8 e il 10 aprile 1918. Presente a Roma, al Viminale nei giorni della Marcia su Roma, era testimone di come il fascismo salì al potere. Sebbene a quel tempo Forges-Davanzati fosse nettamente avverso al fascismo, le sue avversità sparirono presto, infatti già il primo gennaio 1923 faceva parte della delegazione nazionalista che doveva preparare la fusione con i fascisti. Insieme a Corradini e Maraviglia ebbe dal comitato centrale dell'Associazione Nazionalista Italiana la delega ufficiale di lavorare nella commissione mista il 21-22 gennaio. Dopo la fusione si posizionò sull'ala estremista del fascismo, ma questa non era una scelta esclusiva, infatti collaborava poi anche con lo stesso Bottai, scrivendo articoli nella „*Critica fascista*”. La sua carriera politica toccò i vertici a partire dal 1924, quando rifiutava la candidatura nel „listone” fascista, per tenersi pronto a compiti anche non parlamentari, e questo suo gesto fu presto ricompensato con la nomina tra il 22 e 24 aprile 1924 da parte del Gran Consiglio a far parte del direttorio provvisorio, insieme a Cesare Rossi, Alessandro Melchiori e Giovanni Marinelli. Naturalmente questo significava che diventava pure membro del Gran Consiglio. Il „quadrumvirato” fu trasformato in un direttorio di 15 membri il 7 agosto 1924, ma Forges-Davanzati faceva parte anche di questo. Egli conservava una posizioni di potere anche con l'avvento di Farinacci a segretario del partito, siccome dalla fine di giugno Farinacci fu coadiuvato da un direttorio di sua nomina, di cui faceva parte pure lo stesso Forges-Davanzati, che lo stesso Farinacci riuscì a legare a sé. Nel 1925 fu anche uno dei firmatari del manifesto gentiliano degli intellettuali fascisti e il 28 dicembre assunse la direzione de „*La Tribuna*”. Nel 1926 polemizzava, proprio in quanto direttore de „*La Tribuna*” con Giovanni Gentile a proposito della sua collaborazione con intellettuali anche non fascisti nel redigere l'*Enciclopedia Italiana*. Contemporaneamente, nel 1926 si pronunciò su due conferenze a Pisa e a Firenze sul rapporto tra fascismo e cultura, durante le quali rappresentava la concezione estremista del fascismo. Le polemiche si svolsero anche sulle colonne del „*Fascismo e cultura*”. Nel 1931 partecipava con il suo giornale all'attacco contro l'Azione Cattolica. Nel 1929 partecipava alla stesura del Testo Unico di Stato nelle classi elementari, e dopo quest'esperienza sul campo della propaganda, assolto con successo, dal 27 settembre 1933, iniziò a condurre la trasmissione de „*Le Cronache del regime*”, una trasmissione radiofonica di propaganda dopo il giornale radio serale. Negli anni '30 non ebbe più grande peso nella vita

unico” dava la parte migliore di sé, compilando un'opera di propaganda, che amalgama un po' tutti i correnti del fascismo, ma rimanendo ancora entro i limiti della linea ufficiale.

Il tema è largo, infatti il „*testo unico*” svolge diverse tematiche da cui possono essere desunte informazioni su il fascismo come rappresenta il passato, ma per mancanza di spazio nei quadri di questo studio illustrerò solo alcune di queste, naturalmente dopo aver presentato l'opera. Lo scopo di quest'analisi è la presentazione di come il fascismo aveva sfruttato e insieme anche mitizzato alcuni elementi della storia d'Italia, per poterli utilizzare alla legittimazione del proprio potere, non tralasciando l'analisi di come appare nel libro la figura dello stesso Mussolini, per finire con due tematiche emblematiche, cioè con la presentazione dell'emigrazione e la colonizzazione, che non sono solo tematiche „*mitiche*”, che influivano molto sulla politica dello stesso fascismo, ma dicono anche molto sull'ottica da cui il fascismo faceva vedere il periodo liberale agli studenti.

Durante l'analisi metto a confronto *Il balilla Vittorio* con un'opera classica della letteratura infantile italiana, infatti *Il balilla Vittorio* riprende per molti versi le soluzioni già usate con successo mezzo secolo prima dal *Cuore* di Edmondo De Amicis. Le due opere sono simili non solo nella loro struttura, ma anche perché scritte come „*libri ufficiali*”, infatti il *Cuore* fu scritto nel 1886 proprio perché voluto dall'editore Treves, che aveva capito l'importanza politica dell'opera di De Amicis.³ Naturalmente il *Cuore* non ispirò solo la scrittura de *Il balilla Vittorio*, infatti, l'imitazione di questo tipo di libro propagandistico fu particolarmente popolare con l'intensificazione dei sentimenti nazionalistici.⁴ Fu proprio questo nazionalismo ad essere poi sfruttato anche dal fascismo. Durante lo studio confrontando le due opere intendo sottolineare

politica, infatti la sua nomina a senatore il 24 febbraio 1934 non comportava reale potere. Morì il 1 giugno 1936. INT1 FORGES-DAVANZATI Roberto IN: Senato della Repubblica <http://notes9.senato.it/web/senregno.nsf/e38f2b0082a26247c125711400382e85/3a49c995f0b30a3d4125646f005bce4b?OpenDocument> (2008. 10. 18.); INT2 *Mostra "A scuola col Duce" a Cernobbio (CO)*. Introduzione di Elena D'AMBROSIO. http://www.anpi.it/musei/mostra_ascuola_colduce_2.htm (2008. 8. 26.); AA. VV. 1994. 407, 449.; ASOR ROSA, Alberto: *La cultura In Storia d'Italia Volume quarto Dall'Unità a oggi 2*. Einaudi, Torino, 1975. 1244, 1469, 1484, 1485.; BUCHIGNANI, Paolo: *La rivoluzione in camicia nera. Dalle origini al 25 luglio 1943*. Mondadori, Milano, 2006. 31, 49. DE FELICE, Renzo: *Mussolini il rivoluzionario 1883-1920*. Einaudi, Torino, 1965⁶. 382.; DE FELICE 1966. 369, 447, 504, 576, 596, 656, 792.; DE FELICE, Renzo: *Mussolini il fascista II. L'organizzazione dello Stato Fascista 1925-1929*. Einaudi, Torino, 1968². 57-60. DE FELICE, Renzo: *Mussolini il duce I. Gli anni del consenso 1929-1936*. Einaudi, Torino, 1974². 254. LUPO, Salvatore: *Il fascismo. La politica in un regime totalitario*. Donzelli Editore, Roma, 2005. 130, 199. TRANFAGLIA, Nicola: *La stampa del regime 1932-1943. Le veline del Minculpop per orientare l'informazione*. Bompiani, Milano, 2005. 423.

³ BRIOSCHI, Franco-DI GIROLAMO, Costanzo: *Manuale di Letteratura Italiana*. vol. 4. Bollati Boringhieri, Torino, 1996. 535.

⁴ Vedi per esempio *Allieve di Quarta: Il «Cuore» delle bambine* di Ida Finzi, alias Haydée, studiato da PIZZI 1999. 271-279.

principalmente le differenze concezionali, ottenendo un quadro delle differenze tra l'ideale liberale del fine '800, descritto dal De Amicis, e quello fascista, presente nell'opera del Forges-Davanzati.

Il romanzo

Il fascismo, giunto al potere, effettuò in breve tempo una radicale riforma scolastica, conosciuta col nome di Riforma Gentile. Questa, non soddisfò pienamente le mire autoritarie del regime e dopo il superamento della crisi Matteotti e con la conseguente fascistizzazione dello Stato il sistema gentiliano doveva essere cambiato per poter inserire la scuola nel nuovo ordine nazionale. Dopo aver svuotato molti elementi della riforma e dopo che sono state create organizzazioni esterne allo stesso mondo scolastico, è cominciata anche la fascistizzazione della scuola. Il primo passo era la creazione dell'Opera Nazionale Balilla, il quale assunse la funzione dell'educazione, lasciando alla scuola solo quella dell'istruzione, una scissione solo fittizia, e fatta solo per poter giustificare la creazione dell'Opera Nazionale Balilla,⁵ infatti l'ONB invase prontamente anche il campo dell'istruzione con la creazione delle proprie scuole professionali e tecniche. Dopo aver garantito un controllo dall'esterno della scuola e contemporaneamente alla fascistizzazione degli insegnanti,⁶ si procedeva alla riforma diretta della stessa: con la legge del 7 gennaio 1929 vennero poste le norme per la compilazione e l'adozione del Testo Unico di Stato nelle singole classi elementari. Della Commissione, nominata dal ministro della Pubblica Istruzione, per dirigere e coordinare il lavoro di compilazione, facevano parte tra l'altro Nazareno Padellaro (Provveditore agli studi di Roma), il poeta Angiolo Silvio Novaro, le scrittrici Grazia Deledda, Ornella Quercia Tanzarella e l'autore del testo esaminato, Roberto Forges-Davanzati. I testi dovevano essere sottoposti a revisione ogni tre anni, ma le modifiche erano minime, anche perché già i primi libri rispecchiavano fedelmente le direttive ministeriali e poi perché i testi dovevano passare da un figlio all'altro senza ulteriori spese. La stampa e la vendita erano a cura del Provveditorato Generale dello Stato a mezzo della Libreria dello Stato. I primi testi furono presentati a Mussolini da Balbino Giuliani il 21 aprile 1930⁷ ed entrarono in vigore dall'anno scolastico 1930/31. „Era previsto un

⁵ D'ora in poi ONB. ZAPPONI, Niccolò: *Le organizzazioni giovanili del fascismo 1926-1943*. Storia contemporanea XIII (1982) n. 4-5. 598.

⁶ Il 1 febbraio 1929 ai maestri delle scuole elementari fu imposto il giuramento di fedeltà al regime fascista, poi esteso ai docenti medi e anche ai professori universitari. AA.VV.: *Storia d'Italia. Cronologia 1815-1990*. De Agostini, Novara, 1994. 426.; il 28 marzo 1930 il Gran Consiglio stabilì che i rettori delle università e i presidi di facoltà e di scuole medie siano scelti fra i docenti iscritti al partito da almeno cinque anni. AA.VV. 1994. 431.

⁷ Attenzione alla data! Il natale di Roma non era solo una ricorrenza qualsiasi, ma il giorno della leva fascista, quindi il giorno quando i futuri lettori del „testo unico” fossero scalati di rango nelle file dell'ONB o del Partito Nazionale Fascista! Vedi FORGES-DAVANZATI,

solo testo per ciascuna delle prime due classi e due testi separati (libro di lettura e sussidiario) per le tre classi rimanenti.”⁸ Il testo, che seguiva l'alunno dalla prima fino alla quinta elementare, non era adatto solo a manipolare tutte le materie a scopo di propaganda, ma rappresentava anche la perfetta convergenza tra fascismo e provvidenzialismo cattolico.⁹

Il libro della quinta classe elementare, cioè *Il balilla Vittorio* è composto fondamentalmente di due parti: la prima è il racconto romanzato di un anno del balilla Vittorio, la seconda è un'appendice con note, dati tecnici e informazioni supplementari, ordinate per tematiche e seguendo l'ordine di comparsa di queste nel romanzo. Conformemente a quanto è stato già scritto, l'autore ha modificato pochissimo il testo fino al 1936, anno della sua morte, quando oltre ad aver aggiornato alcuni dati ha aggiunto due capitoli – insomma 36 pagine –, diversi sia per stile che per impostazione dai precedenti, celebranti la vittoria coloniale. L'ultima edizione, quella fatta per l'anno scolastico 1937/38 rispecchia questa nuova impostazione.

L'edizione originale de *Il balilla Vittorio* si divide in 12 capitoli numerati, suddivisi a loro volta in letture più brevi, anch'essi aventi dei titoli. I due capitoli aggiunti più tardi non sono numerati, e non sono suddivisi in parti più piccole. Questi saranno trattati separatamente. L'opera ricalca il *Cuore* ma nonostante i numerosi tratti comuni, ne differisce moltissimo. Il romanzo narra le avventure di uno studente della quinta elementare, Vittorio Balestrieri, dall'inizio del luglio 1930 alla fine del luglio 1931. Il racconto si ambienta principalmente a Roma e a Castelgiorgio,¹⁰ vicino a Bolsena, ma per i frequenti spostamenti del protagonista, dei suoi familiari e dei suoi compagni di classe, ad eccezione delle colonie viene presentato quasi tutto il territorio del Regno d'Italia. Gli scopi didattici ed educativi non sono per niente celati, il che non è neppure necessario, visto che si parla di un libro di testo. Come anche nel *Cuore*, il protagonista è presentato in modo complesso da più persone e da più punti di vista, ma il tutto è meno soggettivo, anche perché il narratore è quasi sempre esterno. Siccome la narrazione assume un tono più l'estraneo, quindi più obiettivo, perciò è anche più autorevole. Il lessico nel *Cuore* è molto semplice, con una sintassi quasi elementare che è propria di un ragazzo di circa 10 anni, mentre ne *Il balilla Vittorio* la sintassi è complessa e lo stile è quasi letterario. In tutte le due opere compare il dialetto, ma Forges-Davanzati di passi dialettali ne usò molto di più del De Amicis.

I primi due capitoli si ambientano nell'Umbria, dal terzo all'undicesimo capitolo il protagonista è principalmente a Roma e nel dodicesimo capitolo si

Roberto: *Il balilla Vittorio*. La libreria dello Stato, Roma, A XV. [1936]. 231-235.

⁸ INT2 (2008. 8. 26.)

⁹ RICUPERATI, Giuseppe: *La scuola nell'Italia unita* In *Storia d'Italia, Volume quinto, I documenti*, 2. Einaudi, Torino, 1973. 1720.

¹⁰ Ne *Il balilla Vittorio* compare sempre la forma Castelgiorgio, mentre oggi si usa quella di Castel Giorgio. Nello studio utilizzerò sempre la forma usata dall'autore.

ritorna di nuovo a Castelgiorgio.¹¹ La lista dei luoghi visitati personalmente da Vittorio è molto più ampia di quelli visitati da Enrico, il protagonista del *Cuore*. Tali viaggi di Vittorio, in fondo figlio di una famiglia non proprio agiata, non sembrerebbero veritieri, se l'autore non avesse utilizzato uno stratagemma: nel *Cuore* i parenti di Enrico compaiono poco e gli amici dei parenti ancor meno, invece di Vittorio si conosce molto bene sia la famiglia, sia gli amici di famiglia, quindi l'autore si riserva una più ampia scelta nel poter far viaggiare Vittorio, e sempre con qualcun altro. Le mete sono varie: Napoli, Bolsena, Ostia, Cisterna, Orvieto e molti altri ancora. Poi ci sono i luoghi descritti da qualche compagno o familiare di Vittorio: per esempio l'Abruzzo da due dei suoi compagni, Milano e Rodi dal fratello Francesco, il porto di Valona dal padre Giacomo e così via. Oltre ai luoghi geografici visitati da qualche personaggio devono essere menzionati pure quelli di cui si parla con qualche pretesto. Queste digressioni avvengono per esempio quando si apre un atlante, oppure quando si parla di un esploratore, e sono tutte finalizzate a sottolineare quanto sono bravi gli italiani e quanto sono presenti in tutto il mondo. L'aumento degli orizzonti geografici rende possibile anche la più ampia e diversificata presentazione della vita nell'Italia fascista, rendendo a sua volta maggiori le possibilità della propaganda.

Sebbene i luoghi geografici conosciuti da Vittorio fossero molto più diversificati da quelli visitati da Enrico, nella complessità del sistema dei personaggi, oltre all'aumento del numero di questi, non c'è una così grande differenza. Enrico, a differenza di Vittorio, era il membro di una famiglia piccola, infatti aveva solo un fratello minore e una sorella maggiore di nome Silvia, presenti solo poche volte durante la narrazione. Invece, ne *Il balilla Vittorio* già la stessa famiglia è abbastanza numerosa. Vittorio è il penultimo dei sette figli di Giacomo Balestrieri, un fascista convinto, nato nel 1880, che nella grande guerra ha combattuto come sergente d'artiglieria sia sul Carso che in Albania, e poi è diventato il segretario del comune di Castelgiorgio. Di mestiere ingegnere, ha partecipato ai lavori di bonifica dell'Agro Pontino e questo nuovo lavoro ha reso possibile il trasferimento a Roma di tutta la famiglia. Fascista convinto, insieme a suo fratello Francesco, che poi otterrà il grado di centurione della Milizia, ha partecipato alla Marcia su Roma. Personaggio presente costantemente, quasi più dello stesso padre di Vittorio è lo zio Francesco. Nato nel 1882, è emigrato in Argentina, da dove è tornato

¹¹ La struttura è quella usata anche ne *I Promessi Sposi*: dal livello del paese si passa a quello della città, poi a quello del Regno d'Italia e infine si ritorna al paese. Con questa struttura di circoli in continua espansione l'introduzione di nuovi elementi, quindi la presentazione di nuovi posti e di varie differenze non rompe l'unità, ma la colora. La struttura è identica anche se si osserva la crescita del personaggio, infatti all'inizio Vittorio è ancora immaturo, poi a Roma e durante i viaggi in Italia avviene la sua maturazione ed è a Castelgiorgio che prende la prima decisione da adulto. Tale cambiamento era necessario, infatti nel sistema scolastico creato con la riforma Gentile alla fine della quinta elementare si doveva già scegliere cosa fare nella vita. RICUPERATI 1973. 1716.

solo per sposare nel 1914 la compaesana Barberina. Allo scoppio della prima guerra mondiale zio Francesco è tornato in Italia e come volontario, ha combattuto nella Terza Armata del Duca d'Aosta. Dopo la guerra è ritornato in Argentina per vendere tutto e con sua moglie si è trasferito definitivamente nel luogo natale, Castelgiorgio.

I fratelli di Vittorio si chiamano Luigi, Maria, Fiammetta, Francesco, Venanzio, Vittorio e Romano, nato a Roma, nel 1931. Sono continuamente presenti nel romanzo gli zii, i genitori di Vittorio e il fratello Venanzio. Personaggi adulti aventi grande importanza sono il dottor Vainardi, insieme a zio Francesco, l'emigrato italiano che sta per tornare, cioè Prospero Vitali, e l'ingegnere Riboldi. Il dottore è un personaggio solitario, senza famiglia che quasi adotta come propria la famiglia Balestrieri. E' anche la voce della politica xenofoba e anti-moderna del regime, protettore delle tradizioni rurali, quasi il rappresentante del movimento „*Strapaese*”. Prospero Vitali è il „*figlio prodigo*” che viene a casa, è l'emigrato fattosi quasi argentino che riscopre la sua vera Patria, l'Italia. E' l'impersonificazione di tutto quel male che rappresenta la „*cultura plutocratica*”. L'ingegnere Riboldi compare solo raramente di persona, ma è importante, perché è il personaggio per il quale si conoscono molti. E' quasi un alter-Duce, è il capo che sa tutto di tutti ai lavori delle bonifiche le quale dirige come un comandante.

Le persone del mondo della scuola ne *Il balilla Vittorio* non sono tanto cambiati rispetto a quelli nel *Cuore*. Sono stati solo un po' fascistizzati, ma si osserva la stessa staticità, lo stesso spirito di corpo, la stessa divisione netta tra bene e male, vincitore e perdente che rendono la vita scolastica descritta sia nel *Cuore* come ne *Il balilla Vittorio* molto simile alla vita militare.¹² Il maestro di Enrico, di nome Perboni, è diventato il maestro Umberto Pico, fascista convinto, reduce della Grande Guerra, affiancato dal maestro della quarta, centurione della Milizia, capo della centuria di balilla armata di moschetti. I compagni di classe di Vittorio sono in parte paragonabili a quelli di Enrico. La prima grande differenza tra la classe di Enrico e tra quello di Vittorio è il numero degli studenti, ma questa è la conseguenza di un cambiamento storico, dell'evoluzione del sistema scolastico, quindi in esso non c'è niente di propaganda. La seconda differenza è il maggior numero di studenti non romani. Questa differenza può essere messa in relazione anche con la differenza nell'estrazione sociale degli studenti, infatti, al posto dei figli di operai e di piccoli borghesi, che costituiscono la maggior parte dei compagni di classe di Enrico, ne *Il balilla Vittorio* ci sono figli di ingegneri, di professori di liceo, di imprenditori e così via, quindi per la maggior parte figli di estrazione medio borghese. Roberto Forges-Davanzati nel suo romanzo ha cercato di essere sempre molto veritiero, quindi ha scelto sia una via veramente esistente di

¹² CESARINI, Remo-DE FEDERICIS, Lidia: *Il Materiale e l'Immaginario*. vol. 7. Loescher, Torino, 1981. 842-843.

Roma,¹³ come indirizzo di Vittorio, sia una scuola, che contrariamente a quello di Enrico, è reale, esistente anche oggi¹⁴ e si sa di esso che è una scuola elementare aperta a tutti i ragazzi della zona. La quinta classe della scuola elementare era ancora unica, quindi non essendo la scuola a comportarsi come fattore di selezione, lo è il quartiere, infatti si tratta proprio della zona tra Villa Albani e il Villa Borghese, quindi sul limite del Quartiere Salario, ex Vittorio Emanuele III e quello Pinciano, parte di quella Roma umbertina, che è stata abitata, come lo è ancora adesso, da persone di estrazione medio borghese.¹⁵ La predominanza di tale strato sociale insieme al fattore accentratrice di Roma capitale può essere uno dei motivi principali del grande percentuale di studenti non romani, infatti questi sono in genere molto più mobili degli operai o dei piccoli commercianti. L'altro motivo è puramente propagandistico: il *Cuore* con tutto l'ideale borghese di fine secolo, paternalista e tollerante, con Enrico, l'eroe tipo rappresentante della *medietas* borghese, è sostituito dal „*testo unico*” fascista, con Vittorio protagonista, che proviene dalla terra a cui ritornerà e che ha come scopo nella vita di diventare membro di „*un'Italia di costruttori e di guidatori*”,¹⁶ dove non c'è posto per i „*manovali*”! Quindi si potrebbe dire anche che dall'autore è stata scelta la predominanza di figli di un certo ceto sociale perché questo ceto incarna gli ideali del fascismo. Questa differenza tra „*manovali*” e „*costruttori*” è presente più volte nel romanzo e comporta anche una diversa valutazione dei mestieri. Nel *Cuore* ogni mestiere onesto era considerato sullo stesso livello, ma questo non è per niente vero se si parla de *Il balilla Vittorio*. In questo si possono subito individuare due tipi di mestieri: quelli da „*manovale*”, dove si deve semplicemente obbedire, ma dove c'è la possibilità di essere sfruttati,¹⁷ e quelli da „*costruttori*”, dove ci vuole l'uso dell'intelligenza e dei riflessi pronti. Il termine „*costruttore*” ha anche un senso traslato, infatti con esso viene indicato anche l'azione dei prefetti, che materialmente non costruiscono nulla. Vengono considerati mestieri „*costruttori*” quelli che aiutano l'Italia a diventare grande, quindi sia quelli che contribuiscono a conservare i numerosi primati italiani sul campo tecnico e agricolo, sia quelli che contribuiscono alla vittoria della rivoluzione fascista. „*Manovali*” si diventa se si è ignoranti, quindi il termine non indica dei mestieri in modo specifico, ma il modo di lavorare. Oltre a questa categorizzazione dei mestieri, basato sull'intraprendenza e l'utilità all'Italia, la grande novità presente ne *Il balilla Vittorio* è il peso dato all'agricoltura. Questa

¹³ Via Ofanto 3 scala C interno 15., luogo peraltro familiare allo stesso autore, infatti anche egli era residente di Roma, a Viale Liegi, 48 c, a meno di un chilometro dall'appartamento di Vittorio. INT1 (2008. 10. 18.)

¹⁴ Scuola „*Riccardo Grazioli*”, in Via Tevere 22, 00198 Roma

¹⁵ Sul quartiere Pinciano vedi: GALLERATI, Carlo: *Quartiere Pinciano. Il giardino di Roma*. In *Immobili di prestigio* III (2007) n. 5. 7-10.

¹⁶ FORGES-DAVANZATI 1936. 103.

¹⁷ Vedi poi il capitolo sull'emigrazione.

è considerata come un'arte, una scienza e una fede.¹⁸ Quando si sceglie cosa farà Vittorio nella vita, il fatto di diventare agricoltore è apprezzato da tutti. Tale fascino e considerazione della lavorazione della terra è altamente propagandistica ed è dovuta anche alla politica agricola del regime.

Parlando di mestieri e della politica dell'occupazione del regime, non si deve dimenticare delle possibilità di avanzamento sulla scala sociale. In confronto alla dinamicità propagata nel giudicare i mestieri, ne *Il balilla Vittorio* l'unica via aperta per poter avanzare sulla scala sociale è la carriera militare. Osservando attentamente come vengono presentati i figli e le mogli, appare subito un tratto comune: a parte due casi si dice sempre di che si occupa il padre, oppure il marito. Un passo ancora più significativo del libro è il rimprovero del padre a Vittorio, perché quest'ultimo, quando si è presentato il primo giorno di scuola, non ha elencato dettagliatamente dove ha combattuto suo padre nella Grande Guerra: „...hai taciuto quello che poteva far stimare tuo padre e tuo zio presso i tuoi compagni e presso il tuo maestro, che è stato in guerra...”.¹⁹ Insomma, è necessario far stimare il proprio padre per poter essere stimato dal maestro e dai compagni a scuola! E' espresso in modo molto evidente com'è stato scambiato il paternalismo bonario del *Cuore* in uno stato di minorità dichiarata riservato ai figli e alle mogli ne *Il balilla Vittorio*. Tale condizione è perfettamente consona alla politica familiare del fascismo, basata sul mito del *pater familias*, che vedrà il più grande fallimento nel ripopolamento dell'Agro Pontino.

Gli ultimi due capitoli sono differenti dal resto del libro per diverse ragioni. La loro struttura è diversa, perché prima i capitoli e le letture si susseguirono cronologicamente, ma negli ultimi due i fatti raccontati si svolgono quasi parallelamente, con diversi punti d'incontro e varie ripetizioni. Il „*Dopo sei anni: anno XIV*” è un resoconto dei cambiamenti avvenuti nell'Italia dal 1931, con allusioni alla guerra abissina in corso, mentre „*L'Italia conquista l'Etiopia*” è la dettagliata narrazione della guerra, della reazione italiana alle sanzioni e la narrazione si conclude con la proclamazione dell'Impero. La differenza oltre alla diversa gestione del tempo consiste pure nel diverso trattamento dei personaggi. Nei primi dodici capitoli i personaggi della vita politica non compaiono quasi mai, Mussolini è il padrone incontrastato. Se per caso si parla di qualcuno, non compare il nome, ma solo uno dei suoi titoli. Per esempio Renato Ricci compare per la prima volta nel secondo capitolo, quando parla a Orvieto in occasione di un raduno di balilla. Lui era „*il generale della Milizia che doveva passar la rivista, e (...) era il più giovane di tutti*”²⁰ gli ufficiali della Milizia lì presenti e solo nel nono capitolo si dice che „*è lui il capo di tutti gli Avanguardisti e di tutti i Balilla*”,²¹ quindi è il capo dell'ONB, ma il suo

¹⁸ FORGES-DAVANZATI 1936. 303.

¹⁹ Ibid, 82.

²⁰ Ibid, 33.

²¹ Ibid, 229.

nome non compare nemmeno una volta nel libro. Insomma, nei primi dodici capitoli si ha l'impressione di avere a che fare con degli uomini che ricoprono solo qualche incarico, ma non hanno nomi. Come se non avessero altra identità oltre alla carica ricoperta. L'anonimato dei personaggi è utile anche perché la stessa carica nel tempo è ricoperta da diverse persone, quindi se si considera che il „*testo unico*” è stato concepito come qualcosa di duraturo, in questo modo non si doveva aggiornare i nomi. Questa considerazione sembra essere valida anche perché nei racconti di fatti storici, come del volo su Vienna o della beffa di Buccari²² i nomi sono fissi, non sono più cambiabili, quindi questi, come nel caso degli episodi prima citati, di Costanzo Ciano, di Gabriele D'Annunzio o di Natale Palli compaiono chiari e tondi. Anche negli ultimi due capitoli quando vengono raccontati i fatti storici, per esempio la guerra d'Abissinia, i nomi sono tutti scritti. Anzi, siccome il racconto è particolarmente denso di particolari, sembra addirittura che il menzionare tanti personaggi importanti negli ultimi due capitoli ridimensioni pure l'artificiale grandezza che si attribuiva nei primi dodici capitoli allo stesso Mussolini, ma questo è solo una delle tantissime differenze tra il romanzo originale e i capitoli aggiunti. Questi presentano pure delle inesattezze, che forse sono dovute al poco tempo che ha avuto l'autore nell'aggiornare il proprio testo prima di morire: per esempio il tredicesimo capitolo si svolge il primo giorno dell'Anno XIV, quindi alla fine del 1935, ma Romano quell'anno non poteva avere sei anni, se era nato la primavera del 1931.

Tracciando le relazioni interpersonali si viene a scoprire anche, che tutti gli adulti hanno un'esperienza comune: la Grande Guerra. Il passato di combattenti è così forte, che ancora agli inizi degli anni '30 un posto di lavoro è assegnato a qualcuno – vedi il caso di Giacomo Balestrieri – , perché lo si conosce dai tempi della prima guerra mondiale! Il „*compagno d'armi*” indica una tale relazione interpersonale che catalizza i rapporti umani più di un intero decennio dopo la guerra stessa, quindi non è per niente strano, che gli eventi storici menzionati più volte in un libro della quinta elementare - classe in cui si studia il Risorgimento – sono la Prima Guerra Mondiale e la Marcia su Roma.

La Grande Guerra e le origini del fascismo

Ogni regime cerca di trovare le proprie origini. Se le ha trovate, le strumentalizza e semplificandole ne dà una visione distorta. La propaganda, che facilita questa falsificazione è ancora più efficace se il regime è totalitario, quindi presente in ogni campo della vita del cittadino. La storia dovrebbe essere la scienza che corregge tale sfasature, ma di fronte ad eventi ancora molto vicini nel tempo non è sempre efficace. Tali momenti storici sono più facilmente strumentalizzabili, perché non ancora studiati nella loro interezza.

²² FORGES-DAVANZATI 1936. 273-277.

Il fascismo in parte è nato dai movimenti nazionalisti che sorsero ai tempi della guerra di Libia, ma l'evento più decisivo che ne ha caratterizzato l'aspetto era la prima guerra mondiale, con le ondate di rivoluzioni al suo seguito. Evento noto a tutti, vissuto da migliaia di famiglie, ha suscitato in molti grandi speranze, sia di tipo sociale che di tipo politico. Il clima di tensione createsi, aumentato anche volontariamente, ha reso tali argomenti per molto tempo addirittura intoccabili alla critica storica. La trattazione obiettiva dei punti delicati - come la questione di Fiume, la reale importanza e peso del Biennio Rosso - è diventato ancora più difficile o addirittura impossibile dopo l'avvento al potere del fascismo. I termini, come la „vittoria mutilata”, non sono invenzioni di Mussolini o del fascismo, sono stati semplicemente messi insieme in un sistema più o meno organico, necessario sia per poter spiegare le proprie origini, sia per servirne come filo conduttore del programma politico. Questo sistema è già presente nella sua completezza ne *Il balilla Vittorio*.

Gli eventi che causarono la nascita del fascismo erano ancora molto recenti quando fu scritto il libro. Siccome questi avvenimenti non erano abbastanza nobili, dovevano essere trovati pure le radici antiche, quindi quello che fece il neonato stato italiano con il medioevo, lo fece il fascismo con il Risorgimento che in esso trovò il periodo d'origine. Come prima cosa la Grande Guerra fu considerata come la fine del Risorgimento, concezione già adottata dal corrente nazionalista. Dopo questo si poteva considerare l'operato di Mussolini come la continuazione di quello di Mazzini e di Cavour.²³ Le storie del Risorgimento furono selezionate e per poterli conciliare furono tralasciati alcuni di loro. La figura di Mazzini fu notevolmente ridimensionata, la sua attività di rivoluzionario repubblicano come non fu accettabile ai Savoia, così non la fu nemmeno per Mussolini. Comunque, il suo contributo all'unificazione dell'Italia e il ricordo rimasero lo stesso intoccabili. Cavour è menzionato solo pochissime volte, anche se gli viene riconosciuta la grandezza, ma subito ridimensionata, perché insigniti della stessa grandezza anche Francesco Crispi e Daniele Manin.²⁴ L'eroe incondizionato del Risorgimento è Garibaldi. Gli sono dedicate varie letture ed è immortalata la sua figura di combattente nell'America Latina, di difensore della repubblica romana nel 1849, capo dei „Mille”, e le sue lotte per Roma, quindi vengono ricordate le battaglie di Mentana e di Monterotondo.²⁵ Gli è secondo solo Vittorio Emanuele II, che semplicemente viene chiamato il „Gran Re”.²⁶ Gli episodi menzionati sono per la maggior parte le vittorie, si parla di sconfitta, ma nobilitato in sacrificio solo a proposito di Villa Glori e dei fratelli Cairoli, con l'aggiunta dei nomi di Mentana e di Monterotondo, dicendo, che: „Oggi non conta più tanto di sapere chi si combatté allora, e se i combattimenti furono fortunati. Dobbiamo

²³ FORGES-DAVANZATI 1936. 180.

²⁴ Ibid, 178.

²⁵ Ibid, 141-148, 178-182.

²⁶ Ibid, 281.

*soltanto riflettere che se da allora ad oggi è passato appena il tempo della vita di un uomo, e voi potete venire a esercitarvi su questa collina, (...) ebbene questo lo dovete anche soprattutto a coloro che, essendo in pochi, senza sapere se potevano o no riuscire, hanno combattuto alla disperata, per amore d'Italia e di Roma, come i fratelli Cairoli.*²⁷

Per i caduti del Risorgimento si capisce l'atteggiamento comprensivo, che in effetti non era riconosciuto ai caduti di Dogali, infatti questi - secondo le parole del maestro centurione - possono essere accomunati agli altri caduti solo dopo la seconda guerra coloniale e solo dopo la prima guerra mondiale, tutti e due vinti.²⁸ Si sente tra le righe il risentimento per la sconfitta di Adua, cancellata negli ultimi due capitoli, aggiunti nel 1936, dove si parlava della conquista dell'Etiopia e quindi della „regolazione dei conti”. E poi è naturale che la tragedia nazionale italiana, solo in parte fatta dimenticare dall'acquisto della Libia e della Cirenaica, non compaia nel libro. Nemmeno la guerra libica è esaltata - di questo si parla solo due volte -, sebbene veramente importante nel rafforzamento del corrente nazionalista, che funse anche da culla per il fascismo.

Invece la Grande Guerra è citata innumerevolmente. Si tratta dell'evento che accomuna moltissimi, quindi citato da molti, in varie occasioni, perciò la sua dovrebbe essere una descrizione ampia.

Si parla per la prima volta della prima guerra mondiale nella seconda lettura del primo capitolo, quando Giovanni, il contadino del *Pontone* aspetta il calesse degli zii. Si dice di lui che ha combattuto nella guerra ed era tra i primi fascisti che seguivano zio Francesco quando „*si era dovuto mettere in ordine*” l'Italia.²⁹ Il fatto di mettere accanto, così vicini, e non solo questa volta, la prima guerra mondiale alla Marcia su Roma crea l'illusione come se a queste cose avessero partecipato le stesse persone. Poi si parla della Grande Guerra come dell'evento che ha riavvicinato i fratelli Balestrieri,³⁰ quindi, la guerra, con la minaccia continua di morte, diventa fonte di valori. Inoltre, si legge pure che zio Francesco „*dal Trentino liberato*”³¹ consiglia a Giacomo Balestrieri di chiamare il suo figlio Vittorio, „*perché è nato nella vittoria*”.³² Un altro importante accenno si legge alla fine del secondo capitolo, quando per bocca di un vecchio combattente, fattosi frate francescano, si traccia un paragone tra le parole di San Francesco d'Assisi e la politica agraria di Mussolini, tra l'altro estremamente semplificate: bisogna ritornare alla terra. Con una frase di zio Francesco,³³ questa banalità è collegata a sua volta alle parole dette da Frate

²⁷ FORGES-DAVANZATI 1936. 142.

²⁸ Ibid, 278.

²⁹ Ibid, 9.

³⁰ Ibid, 22.

³¹ Ibid, 22.

³² Ibid, 22.

³³ „*Parli come quando eravamo insieme sul Piave*” FORGES-DAVANZATI 1936. 56.

Domenico, già Gaudenzi, al Piave. Tale accenno ridimensiona anche i movimenti combattentistici di occupazione della terra, di cui in verità si parlava al fronte, e che venne fermato e poi anche osteggiato dal fascismo.³⁴ Nel quinto capitolo, a proposito dei presepi, il maestro Pico racconta una propria esperienza di guerra e sia questa, sia il racconto del volo su Vienna, dove è sottolineata oltre l'audacia, anche il carattere pacifico dell'impresa³⁵ rivela pure che gli italiani si consideravano portatori di giustizia, che vogliono la pace – naturalmente quella giusta – e presuppongono che sia il nemico a chiedere la pace, perché saranno sicuramente gli italiani i vincitori. L'esagerazione sulla bontà degli italiani è naturalmente propagandistica, come lo è stato anche lo stesso volo su Vienna, in verità militarmente inutile.

Si dice sempre quanto sono stati bravi i soldati italiani, ma le loro azioni, le loro rivendicazioni non compaiono, perciò l'apparente molteplicità della presentazione della guerra è in realtà piatta, unilaterale, consistente in alcune brevi frasi, ripetuti da tutti. La propaganda quindi ha vinto sull'obiettività, facendo scomparire uno dei capitoli più intensi di rivendicazione e di progettazione sociale e politica della storia italiana, lasciando mano libera al fascismo di attuare i propri programmi quando o così come volesse. Segno di questa tendenza di svincolamento dai programmi politici dei tempi prima della Marcia su Roma è la narrazione della stessa avventura fiumana e dell'impostazione della figura di D'Annunzio. Egli è presentato solo per le sue avventure guerresche, quindi è apprezzata solo il suo eroismo. Il suo programma politico, realizzato a Fiume non è trattato. Anche quel poco che si dice su Fiume è un segno, infatti indica la scarsa importanza attribuita all'impresa rispetto ad altre avventure d'annunziane, come il volo su Vienna o la beffa di Buccari, dove il poeta non era il protagonista assoluto. Tale ridimensionamento del personaggio non è causale, infatti già ai tempi dell'impresa fiumana Mussolini - non avendo l'intenzione di assecondarsi al Vate, figura in quel momento più carismatica, quindi da mettere in in secondo piano e per altri motivi ancora - fu molto prudente nel sostegno a D'Annunzio, creando numerosi attriti tra i due.³⁶ A proposito della questione di Fiume vale la pena di prendere un altro spunto. Nell'ottavo capitolo, a proposito dell'assedio di Gaeta, si dice che è il luogo, „*dove gli italiani hanno combattuto per l'ultima volta fra di loro*”.³⁷ L'assurdità di questa frase, anche se non si pensa a episodi non menzionati, come ad Aspromonte, inconciliabile con il culto garibaldino, è evidente, se si parla di Fiume. Erano di nazionalità italiana sia i legionari di D'Annunzio, sia i soldati sotto il comando del futuro maresciallo d'Italia, Enrico Caviglia, che ricevette dal suo rivale Badoglio l'ingrato compito di riportare l'ordine in città. Allora chi era responsabile per il cosiddetto „*Natale*

³⁴ LUPU 2005. 47-49, 96-100.

³⁵ FORGES-DAVANZATI 1936. 273-274.

³⁶ LUPU 2005. 48.

³⁷ FORGES-DAVANZATI 1936. 200.

di sangue”?³⁸ A proposito di Edoardo Meazza, uno dei „martiri” del fascismo, si dice che è „caduto a Fiume per mano di mercenari antitaliani”!³⁹ Inoltre, nell'Appendice del libro, nella parte che parla in particolare dei „Caduti della guerra e della rivoluzione” c'è un breve accenno anche al Meazzi, di cui si scrive: „Il gruppo del rione Savoia è intitolato a Edoardo Meazzi. Tenete degli arditi, decorato di quattro medaglie al valore, legionario fiumano, cadde il marzo del '22 combattendo a Fiume contro gente assoldata dal traditore Zanella.”⁴⁰ Soluzione ingegnosa! Del conflitto tra l'esercito regolare italiano con i fiumani, come anche della stessa avventura fiumana non si parla nel libro, ma dei caduti fascisti, che lottavano contro Zanella sì! Riccardo Zanella è lo stesso un italiano, anche irredento, ma propugnatore dell'indipendenza di Fiume, quindi anche difensore del patto di Rapallo, perciò antitaliano, infatti contro l'unione con l'Italia, realizzato poi dal Trattato di Roma del 1924. In tal modo *Il balilla Vittorio* accantonando un punto delicato riesce a sfruttare la questione fiumana, ma non come un episodio di conflitto internazionale, risolto dai governi liberali, ma come un conflitto tra irredentisti e indipendentisti, risolto dal fascismo, rendendo gli irredentisti di prima degli „eroi” e i loro avversari dei „traditori”.

Delle origini intellettuali del fascismo si trova poco ne *Il balilla Vittorio* e quei due uomini di cui si parla nel libro erano morti già prima della prima guerra mondiale. Alla fine del settimo capitolo, presentando la Romagna, tra i figli famosi di quella parte dell'Italia è citato pure Alfredo Oriani, chiamato „solitario anticipatore dei tempi della guerra e del Fascismo”⁴¹ e nel nono capitolo, a proposito di un sommergibile battezzato col suo nome, si parla pure di Filippo Corridoni, descritto come vicino ai lavoratori e i soldati, tra i primi affiancatori di Mussolini.⁴² Naturalmente Corridoni e Oriani possono essere messi in relazione con il fascismo, ma non erano né suoi anticipatori, né suoi sostenitori. Oriani teorizzava sì, uno stato forte, aveva veramente formulato un programma politico nazionalista, autoritario e imperialista ed era anche sostenitore della „missione dell'Italia”, ma non era né moderno, né rivolto verso il futuro, infatti era un critico della „morale industriale”. Morto prima della nascita dello stesso fascismo, Oriani poteva essere considerato al massimo il padre dei nazionalisti, da cui in seguito hanno ripreso alcune tematiche i fascisti.⁴³ Lo stesso Corridoni, da sindacalista rivoluzionario, era sì, vicino a Mussolini, ma lui è arrivato solo all'interventismo di sinistra e non

³⁸ QUIRICO, Domenico: *Generali. Controstoria dei vertici militari che fecero e disfecero l'Italia*. Mondadori, Milano, 2007. 275-283.

³⁹ FORGES-DAVANZATI 1936. 149.

⁴⁰ Ibid, 395.

⁴¹ Ibid, 187.

⁴² Ibid, 243.

⁴³ BOBBIO, Norberto: *Profilo ideologico del Novecento*. In: *Storia della Letteratura Italiana. Il Novecento*. Diretta da CECCHI, Emilio-SAPEGNO, Natalino. Garzanti, 2001. 53-56, 70.

al fascismo.⁴⁴ Essendo già morti prima della fine della Grande Guerra, potevano essere strumentalizzati dal fascismo senza intercorrere nella protesta di nessuno.

Della ricerca delle origini manca solo un evento storico: la Marcia su Roma. Questo è importantissimo, perché segna l'inizio di una nuova era. È sullo stesso livello della Pasqua, del Natale, feste religiosi, ma lo stesso spartiacque, e la Vittoria, naturalmente un altro momento cruciale.⁴⁵ Se si pensa pure che i fascisti sono passati da Napoli per andare a Roma, e ne *Il balilla Vittorio* la strada tra Napoli e Roma è considerata segnata da Dio,⁴⁶ anche la stessa marcia assume connotati divini. Su di quanto avvenne nella realtà, naturalmente non si legge molto. La frase più comune usata sia per le azioni degli squadristi è: „quando s'era dovuto mettere ordine in paese”,⁴⁷ che in verità non dice nulla di concreto e quindi indica solo che il fascismo ha combattuto contro il disordine. Si legge qualcosa di più solo in un passo del primo capitolo, quando parlando della storia di Giacomo e Francesco Balestrieri si legge che nel '20 „la guerra era rinnegata, la vittoria dimenticata, la terra agitata dalla perpetua ribellione, che si sapeva peggiore nelle città dove non c'era più autorità.”⁴⁸ Poi, su cosa fece lo zio Francesco: „poiché proprio al Monticchio c'era un focolare di ribellione rossa s'impegnò a fondo per riprendere casa e terra, piantatosi nei due poderi finitimi che aveva comprati. (...) fu dei primi a riprendere l'animo e il costume dei combattenti e dare ascolto alla riscossa che Mussolini bandiva da Milano.”⁴⁹ Praticamente è la descrizione del Biennio Rosso e dei primi anni del movimento fascista, dal punto di vista del fascismo agrario. Il rinnegamento della guerra presuppone l'accettazione della tesi della „vittoria mutilata”, poi potrebbe essere riferita anche al rafforzamento alle elezioni del 16 novembre 1919 delle posizioni del partito socialista, partito contro l'intervento in guerra. L'agitazione della terra è il riferimento alle occupazioni delle terre, di cui probabilmente era vittima lo zio Francesco. Nelle città c'era l'autorità, solo che queste erano spesso governate da amministrazioni socialiste! Appunto, uno dei primi obiettivi delle squadre fasciste era l'occupazione delle città, avvenuto con l'occupazione dei palazzi municipali, dopo aver assunto il controllo negli spazi pubblici simbolici o istituzionali e nei quartieri dove i popolari e i socialisti erano forti. Naturalmente nel libro non si trova nessun accenno ai popolari, e delle altre vittime dello squadristico, infatti

⁴⁴ Vedi il „Primo manifesto-appello del Fascio rivoluzionario d'azione internazionalista” (5 ottobre 1914), firmato da Corridoni. Il suo interventismo è lontanissimo dal fascismo. DE FELICE 1965.679-681.

⁴⁵ Per esempio Vittorio e i suoi compagni di classe vedono al Planetario il cielo alla notte di questi eventi, definiti nei secoli le grandi vicende. FORGES-DAVANZATI 1936. 251.

⁴⁶ Vedi: „La strada percorsa da Ulisse, dal progenitore dei Roma, dal fondatore della Chiesa, è una strada segnata da Dio.” FORGES-DAVANZATI 1936. 198.

⁴⁷ Ibid, 9.

⁴⁸ Ibid, 23.

⁴⁹ Ibid, 24.

loro non sono inseribili nella versione ufficiale della lotta contro i „rossi”.⁵⁰ Naturalmente l'azione fascista, bandita da Mussolini, e seguita anche dallo zio Francesco, è giusta e necessaria, reazione a qualcosa da condannare nel nome degli ideali per cui si è combattuti nella guerra, quindi è un „mettere ordine in paese”.⁵¹ E perché avevano vinto i fascisti? Perché, come dice lo zio Francesco, „con noi è stato il popolo (...) di campagna e di città”.⁵² Ma com'è descritto il fascismo? In cosa consiste l'eredità ricevuta dagli eventi storici considerati alla propria origine?

L'atto di nascita del fascismo è la riunione del 23 marzo 1919 a Piazza San Sepolcro a Milano. Tale incontro è descritto ne *Il balilla Vittorio*, sia direttamente sia per mezzo di allusioni. Questo è paragonato all'impresa dei „Mille” e Mussolini è un alter Garibaldi. Si sottolinea come mai „i cammini rapidi e meravigliosi” che segnarono il compimento dei „piccoli principi dei grandi avvenimenti”, non sono imputati alla fortuna, ma alla „forza improvvisa e potente che unisce colui che comanda cose buone e giuste a un popolo che le aspetta”.⁵³ Stando a questo la presa di potere era un evento naturale, aspettato da tutti, senza nessuno al contrario. Allora chi erano „i rossi”, contro i quali si doveva combattere? Chi sono gli italiani che non accettano come proprio il regime fascista? Sono i „traditori” e gli „antitaliani” di cui si è parlato a proposito di Fiume. Perché alter Garibaldi? Il fascismo si considerava una rivoluzione, quindi la tradizione garibaldina poteva essere individuata come premessa dello stesso fascismo.

Comunque s'individua subito un particolare: quando si parla dei fratelli Cairoli,⁵⁴ per quanto si legge, essi non sapevano se la loro impresa poteva riuscire o no, e infatti, sono falliti. Di Garibaldi e di Mussolini non si può dire questo, infatti erano riusciti nei loro intenti o perlomeno non si legge dei loro fallimenti. Quindi, il Destino non ha premiato tutti i „garibaldini”, ma solo quelli „veri”: Garibaldi e Mussolini. La somiglianza tra i due è evidenziata anche dal ruolo rivendicato dal fascismo di aver unificato e di aver liberato l'Italia. Si legge più volte, che „dopo la Vittoria e la Marcia su Roma, l'Italia è tutta unita”,⁵⁵ oppure „Roma, che abbiamo liberata con la nostra Marcia”,⁵⁶ e così via. Anche a proposito di questa presunta continuità del fascismo con il Risorgimento e con il garibaldinismo è evidente la superficialità del paragone: il fascismo era un corrente di unificazione dell'Italia solo in quanto ha soppresso le diversità e perciò - almeno sulla carta - ha reso tutti o fascisti, o „antitaliani” e ha „liberato” Roma proprio da quel liberalismo che Garibaldi e

⁵⁰ ALBANESE, Giulia: *La marcia su Roma*. Laterza, Roma-Bari, 2006. 22-23.

⁵¹ FORGES-DAVANZATI 1936. 9.

⁵² Ibid, 220.

⁵³ Ibid, 181.

⁵⁴ Ibid, 142.

⁵⁵ Ibid, 34.

⁵⁶ Ibid, 86.

il Risorgimento li hanno instaurato. L'Italia divisa e gelosa dei campanili e delle torri, che il fascismo pretendeva di aver unificato era del passato già prima che Mussolini fosse nato.⁵⁷

Uno dei motivi con cui il libro spiega la vittoria del fascismo è che questo ha manifestato il volere degli italiani. Spiegazione comprensibile, infatti senza nemici la vittoria è assicurata. Invece la velocità della presa di potere è dovuta al fatto che „Mussolini sa comandare le cose che tutti sentono essere per il bene di tutti, oggi e domani.”

E ancora: „Il potere di Mussolini, fondatore e Duce del Fascismo, è potere fatto di volontà, di disciplina e di obbedienza, come è stato di quanti hanno fondato, in tutti i secoli, regole semplici di bene.”⁵⁸

Stando a questo il fascismo, inteso come rivoluzione, è esistito solo perché è stato un movimento comandato da Mussolini, che impersonifica il volere degli italiani. Quindi dell'eredità garibaldina è stato ripreso solo il culto per l'Eroe, incarnato da Mussolini, l'uso della dittatura, tra l'altro intesa in modo diversissima da quella garibaldina, e il fascismo si considera un insieme di ordini e decisioni mussoliniani, eseguiti ed eseguibili da tutti, considerati buoni e eterni, solo perché formulati da Mussolini. Quindi lo stesso regime è dittatorico e gerarchico, ma lo stesso considerato giusto, perché ha Mussolini come capo, il depositario del bene comune, che richiede solo obbedienza e disciplina. Lo stesso volontarismo è in realtà obbedienza cieca e la stessa intraprendenza è limitata solo al risolvere nel modo migliore i comandi del Duce.

La presentazione e la “canonizzazione” di Mussolini

Il protagonista assoluto del regime fascista e dell'Italia è Mussolini. Egli è continuamente presente nel romanzo, lo si menziona prima dello stesso re. Appare per la prima volta nel primo capitolo, quando Vittorio chiede prima di addormentarsi, se lo vedrà quando andranno a Roma.⁵⁹ L'episodio non sarebbe per niente strano, infatti ogni bambino ha qualche idolo che vorrebbe vedere e in una famiglia fascista è normale che questo eroe sia Mussolini, ma la madre nel rispondergli usa parole insolite, infatti dice: „Lo vedrai certamente, se lo meriterai. Mussolini ha davanti agli occhi tutti i ragazzi e sa ogni cosa di loro, e li fa premiare solo quando sono buoni e forti.”⁶⁰

Insomma gli attribuisce un onniveggenza che in genere è attribuita solo a Dio. Dopo un inizio del genere non sorprende nessuno se alla fine del secondo capitolo, quando si legge di Mussolini per la prossima occasione, c'è scritto: „Duce sempre presente ai buon italiani”,⁶¹ espressione che chiaramente

⁵⁷ FORGES-DAVANZATI 1936. 34.

⁵⁸ Ibid, 181.

⁵⁹ Ibid, 19.

⁶⁰ Ibid, 19.

⁶¹ Ibid, 56.

ricalca la formula cristiana di „*Dio sempre presente ai ...*”. Naturalmente Mussolini, da persona laica, non può essere descritto con soli connotati religiosi, ma tali formule sono state usate perché mezzi di espressione di un potere che precedentemente è stato possibile attribuire solo a Dio, quindi precedentemente presenti solo nel linguaggio ecclesiastico.

Le sue sembianze parlano per sé: ha la „*faccia forte, gli occhi rotondi d'aquila*”, (...) *il (...) viso sembra di pietra e il suo sguardo arriva lontano, fino alle ultime file.*”⁶² L'immagine è chiaramente idealizzata, infatti tutti gli aggettivi sono metafore antichissime. L'aquila, il simbolo di Zeus, poi di Giove, ha gli occhi chiaroveggenti. La pietra è dura, costante, immutabile, e se poi si pensa al nome dell'apostolo Pietro, cioè la pietra, su cui si basa la Chiesa... Quindi, lo stesso personaggio, sul dorso di un cavallo, è ieratico, con la faccia impassibile, con lo sguardo che arriva fino alle ultime file, quindi è onniveggente, le sue decisioni non possono essere discussi quindi si tratta di una guida indiscutibile, e il suo sguardo si sente anche quando ormai è andato via, quindi è onnipresente.

Anche la sua biografia è un'opera d'arte della propaganda, infatti oltre a menzionare le origini romagnole⁶³ si dice che: „*E' nato povero, ha avuto una vita dura anche da fanciullo, ha studiato, e s'è dovuto guadagnare il pane lavorando come muratore in terra straniera; è stato col popolo, ha combattuto in guerra e nelle piazze, e così è arrivato al comando della Nazione.*”⁶⁴

A parte le evidenti bugie, come la questione dello studio, la vicinanza al popolo, oppure il racconto degli anni passati in Svizzera, il curriculum è completo e sostanzialmente vero. Quel che segue invece, è altamente propagandistico: „*Credi tu che oggi non abbia pene e sofferenze come ne ha avute in passato? Egli ha e le avrà, poiché pensare alla sorte di tutto il popolo italiano, educarlo, guidarlo, provvedere al bene di esso in mezzo a difficoltà grandi, significa prendere per sé pene e sofferenze di tutti*”.⁶⁵

Mussolini è quindi una figura di *alter Christus*, infatti prende su di sé la sofferenza e le pene del popolo italiano per poterlo guidare, educare e provvedere al suo bene. E' descritta la figura di *pater familias* più nobile che si possa trovare, cioè il *pater patriae*, che da martire del suo popolo, virtù di abnegazione, si è preparato consapevolmente per poter guidare un giorno la propria nazione. Quando si parla del Palazzo Chigi, il luogo dove lavorava Mussolini prima di trasferirsi a Palazzo Venezia, posto, dove istituzioni e idee del regime sono state maturate, si apprende pure che Mussolini non ha solo un'empatia sovrumana, ma anche un fisico eccezionale, in quanto egli lavora per l'avvenire degli italiani anche quando questi già dormono. Insomma si tratta in tutti gli effetti di un superuomo, con un carattere cristiano, un intelletto

⁶² Ibid, 91.

⁶³ Ibid, 184-188.

⁶⁴ Ibid, 162.

⁶⁵ Ibid, 162.

unico, quindi uno, che merita di essere oggetto di culto.

Sul suo potere e ruolo istituzionale c'è un altro pezzo citato, infatti egli, „*il Duce mandatoci da Dio (...) è insieme costruttore e pilota, che costruisce lo Stato e lo conduce.*”⁶⁶ Quindi, messo divino, non è solo il rettore dello stato, ma anche la fonte di potere, che dovrebbe essere il re! Tale incongruenza è celata dalla formula di Capo del Governo, quindi ufficialmente Mussolini è un ministro nominato dal re.

Monarchia e Chiesa – al servizio della legittimazione del fascismo

Il fascismo e la monarchia costituivano la „*diarchia*”. Sul piano istituzionale il re aveva maggiore importanza del Capo del Governo, e in teoria, fino al 4 giugno 1940 era anche il comandante supremo sia dell'esercito che della Milizia,⁶⁷ quindi si aspetterebbe che ne *Il balilla Vittorio* la figura del re fosse presente quanto quello di Mussolini, ma non è così. In più, il libro riflette in modo veramente eccellente la contraddittoria relazione del regime con la monarchia.

Ne *Il balilla Vittorio* compaiono o si parla di quasi tutti i membri della famiglia reale che comparvero in pubblico. Oltre al re, la regina Elena, la regina Margherita, morta da quattro anni, e i principi ereditari Umberto e Maria José, si parla pure di quasi tutti i membri del ramo Savoia-Aosta.⁶⁸ Questi ultimi, quindi i fratelli Amadeo e Aimone d'Aosta, come anche loro zio, Luigi Amadeo d'Aosta sono rinomati per le loro imprese africane, quindi non per meriti politici o militari, ma per essere bravi esploratori. Il loro relegamento sistematico su campi secondari serve anche a compensare la troppa importanza acquisita dal Savoia-Aosta più famoso e anche più sfruttato del fascismo: Emanuele Filiberto, il comandante della Terza Armata. Fin qui *Il balilla Vittorio* segue in linea generale la politica familiare del re, che coincide con la stessa strategia dell'autore nel muovere i personaggi. Il problema è che da Mussolini viene messo in secondo piano anche lo stesso re. Il sovrano o i principi ereditari compaiono quattro volte nel libro. Due volte affiancati da Mussolini, le altre due volte il fascismo è presente solo attraverso qualche nome o accenno. Si parla del re per la prima volta quando si passa accanto a Villa Savoia, ora Villa Ada.⁶⁹ Vittorio Emanuele III è presentato come un uomo coscienzioso nello svolgere i propri compiti e quasi onnisciente - per questo verso è simile a Mussolini - infatti „*sa sempre tutto di quello che vede e di cui gli parlano*”.⁷⁰ Comunque, subito dopo aver parlato del re si parla subito di un

⁶⁶ FORGES-DAVANZATI 1936. 103.

⁶⁷ BIANCHI, Gianfranco: *25 luglio crollo di un regime*. Mursia, Milano, 1963. 527.

⁶⁸ Si menziona solo uno dei membri dei Savoia-Genova, il Duca di Pistoia, e solo nel capitolo quattordicesimo, quindi nella parte aggiunta dopo. FORGES-DAVANZATI 1936. 354.

⁶⁹ FORGES-DAVANZI 1936. 96.

⁷⁰ Ibid, 96.

opera del fascismo, quasi compensando la „*digressione monarchica*”. La seconda occasione di leggere su Vittorio Emanuele III è quando si racconta della prima volta che il re, questa volta con la regina Elena e i principi ereditari, è stato ricevuto dal papa.⁷¹ Questa era uno di quelle visite di protocollo che seguirono la firma dei Patti Lateranensi. Forges-Davanzati sfrutta subito la possibilità di lodare Mussolini, in quanto artefice del Concordato, quindi colui che ha reso possibile quella visita. Perciò, in verità, questa volta non si parla della famiglia reale, ma di Mussolini, a cui oltre a tutti gli italiani è grata anche la famiglia reale e si sente subito traballare la „*diarchia*”. La terza occasione di sentir parlare della famiglia reale è il racconto della Befana di Mussolini.⁷² Questa volta compare la „*Principessa*”, cioè Maria Josè consegna il dono ai primi due chiamati, ma il suo gesto è subito minimizzato dall'elogio fatto a Mussolini. L'ultima volta quando si parla della famiglia reale è la parata in occasione della Festa dello Statuto.⁷³ Il re passa in rivista le truppe, la regina e le principesse stanno sulla tribuna reale, mentre il principe Umberto fa lo stesso a Torino, accompagnato dalla principessa Maria. E' evidenziato il profondo rapporto tra il re e l'esercito e il modo di presentare tale rapporto ne *Il balilla Vittorio* è molto simile al *Cuore*, dove ad accompagnare Enrico a vedere il sovrano di allora, Umberto I, è il padre di Coretti, vecchio soldato e compagno d'armi del re, mentre Vittorio va alla parata con Farosio e suo padre, un colonnello mutilato della prima guerra mondiale.⁷⁴ E' un'occasione di festa monarchica, risuona il „*Viva il Re!*” al posto di „*A noi!*”, suona la fanfara reale e la *Marcia reale*, non si sente *Giovinezza*, viene elogiata la fede monarchica dei Carabinieri e di alcuni reparti, ma sfila anche il battaglione d'assalto della Milizia e accanto al re c'è Italo Balbo, il ministro dell'Aeronautica, uno dei quadrumviri della Marcia su Roma! La presenza del fascismo si sentiva anche in quell'occasione.

Il re è lodato per due delle sue qualità: per la sua coscienziosità e per essere stato così vicino all'esercito e ai soldati durante la guerra. Naturalmente questo non è niente rispetto al vero e proprio culto che si è formato intorno a Emanuele Filiberto, Il Duca d'Aosta, e comandante della Terza Armata. Lui è descritto in breve, con le parole di Giacomo Balestrieri: „*credente, soldato, fascista*”.⁷⁵ Il Duca è continuamente esaltato per essere stato il comandante della Terza Armata, ma allo stesso era anche un fervente nazionalista e anche congiuratore.⁷⁶ Mai amato dal cugino, ambiziosissimo e offeso, il duca e sua moglie erano legatissimi al fascismo (oltre agli stessi nazionalisti), quindi

⁷¹ Ibid, 119-120.

⁷² Ibid, 152-154.

⁷³ Ibid, 284-292.

⁷⁴ DE AMICIS, Edmondo: *Cuore*. Newton Compton editori s.r.l., Roma, 1994. 95-98.

⁷⁵ FORGES-DAVANZI 1936. 315.

⁷⁶ Si vedano le numerose congiure - tutte di stampo irredentista, militare, e nazionalista - a cui era o si diceva che fosse implicato. ALBANESE 2006. 4, 6, 12, 18.

rappresentarono un pericolo alla stessa monarchia. Utilizzati per ricattare il re prima della Marcia su Roma, dopo non servivano più, essendo troppo ingombranti per poter riallacciare i rapporti con i Savoia sul trono, quindi il duca fu costretto a rassegnarsi al ruolo di semplice „*reduce di lusso*”.⁷⁷ Quindi, era veramente sia *fascista* che *soldato*, e almeno per la tradizionale religiosità richiesta ad ogni membro della dinastia Savoia era anche *credente*. Quindi fin qui *Il balilla Vittorio* dice il vero. Dove si ritrovano tratti propagandistici, quindi sul rapporto del duca con il re, Roberto Forges-Davanzati non ha scritto niente di falso, perché ha semplicemente ricopiato il testamento, destinato al pubblico, quindi già ritoccato da Emanuele Filiberto stesso.

C'è anche un altro membro della famiglia reale che nutriva grandi simpatie per il fascismo. Si tratta naturalmente della regina madre, morta nel 1926, cioè della regina Margherita. Lei viene menzionata ne *Il balilla Vittorio* proprio per questo motivo, infatti quando la corte di Vittorio va all'adunata tenuta in occasione dell'anniversario della Marcia su Roma, passano accanto al palazzo dove Ella trascorse i suoi ultimi anni. In questo caso le frasi scritte sono assolutamente vere: lei benedisse veramente i giovani in camicia nera, cioè gli squadristi, che si dirigevano a Roma, ed era veramente consolata dalla Marcia su Roma, infatti appoggiava i fascisti.⁷⁸

La monarchia aveva anche la sua arma, tradizionalmente monarchica, cioè l'esercito, la marina e i carabinieri. L'aeronautica è nata con la prima guerra mondiale, ed è stata riconosciuta come arma separata durante il fascismo, quindi non aveva una lunga tradizione alle spalle. Di questa non è sottolineata nemmeno la fede monarchica. I carabinieri sono l'esempio per eccellenza della fedeltà, come si legge pure nella lettura „*Nei secoli fedele*”, dove si parla della morte eroica del carabiniere Scapaccino.⁷⁹ Questo è uno delle letture, dalle quali non traspare nessun segno che in Italia ci sia al potere il regime fascista. Trapela invece un grande rispetto per i carabinieri, in quanto simboli di fedeltà, di coraggio e di sacrificio. Sono l'incarnazione di quel modello di obbedienza, che si esigeva anche dai balilla. E' proprio per questo motivo che iniziano a comparire le citazioni dal „*decalogo del milite*” nelle letture sui carabinieri, che poi saranno riprese anche dopo.

Stando a quanto scritto ne *Il balilla Vittorio*, questa presenta la „*diarchia*” vigente ufficialmente in Italia tra la monarchia e il fascismo fortemente sbilanciata a vantaggio dell'ultimo. Anzi, al re e alla famiglia reale, come alla stessa monarchia e agli istituti monarchici viene dedicato solo il minor spazio possibile, e anche questo diventa di meno se si pensa alla lode della defunta regina Margherita e dell'appena allora morto Duca d'Aosta, che sono dipinti come sostenitori del fascismo. Mussolini aveva bisogno della monarchia

⁷⁷ QUIRICO 2007. 297-298.

⁷⁸ Sul suo filofascismo e sull'udienza concessa il 18 ottobre 1922 ai tre dei quattro quadrumviri andati a Bordighera vedi DE FELICE 1966. 313.

⁷⁹ FORGES-DAVANZI 1936. 134-135.

proprio per quell'unico scopo che traspare da *Il balilla Vittorio*, cioè per legittimare il proprio potere. La „diarchia”, dalle leggi fascistissime fino alla caduta stessa del fascismo fu fortemente sbilanciata a favore di Mussolini, che riuscì a relegare il sovrano su un piano puramente simbolico, senza potere. La monarchia quindi – tra l'altro troppo forte per poter essere rovesciata, ma troppo debole per sbarazzarsi da solo del fascismo – divenne uno dei sostenitori del fascismo e insieme alla Chiesa contribuì a legittimarne il potere.

Tale sfruttamento si vede anche nei rapporti con la Chiesa, o almeno da come è rappresentata questa ne *Il balilla Vittorio*. Mussolini, sebbene prima di salire al potere fosse stato ateo dichiarato e fervente anticlericale, già dal 1921, quindi ancora prima della marcia su Roma i suoi commenti sulla Chiesa, la fede cristiana e specialmente su quella cattolica erano assolutamente conformi alle aspettative. E' stata ribadita diverse volte la fedeltà alle tradizioni religiose,⁸⁰ tanto da creare quasi il binomio italiano-cattolico.⁸¹ L'avvicinamento – una scelta politica – è stata facilitata anche dall'ascesa al soglio pontificio del cardinale Achille Ratti, che era uno dei membri più conservatori del collegio cardinalizio. Questa circostanza rendeva sicuramente più facile la riconciliazione tra Stato e Chiesa, che sotto il liberalismo per vari motivi era pressoché impossibile.⁸² La volontà di rappacificazione era espressa già da tempo⁸³ quando il 4 ottobre 1926 è stato incaricato dal consigliere di stato Domenico Barone di preparare le trattative con la Santa Sede. La data - simbolica, in quanto festa di San Francesco d'Assisi – è menzionata pura ne *Il balilla Vittorio*, come la prima volta che il legato del Papa abbia salutato un ministro dell'Italia fascista.⁸⁴ La Conciliazione era un evento importantissimo, infatti metteva fine alla cosiddetta „questione romana”. Mussolini ne era consapevole, quindi ha pubblicizzato tale sua „opera” forse anche più di tutte le altre. Questa rendeva Mussolini il continuatore dell'operato di Cavour e di Mazzini, in quanto pose termine al conflitto con il Papa sorto per la contesa di Roma e anche realizzatore della scelta di Manzoni, che pure da cattolico credente ha votato per Roma capitale.⁸⁵ Questa rappacificazione è importante anche per trovare le radici dell'Italia, infatti la Chiesa trasmetteva alla posterità anche le tradizioni di Roma e di quell'Impero, che doveva essere resuscitato da Mussolini. Tale integrazione e sintesi era simbolizzata sia dall'incontro di due poteri, appunto Mussolini e il Papa, che poteva avvenire solo a Roma, ma anche da monumenti riutilizzati nei diversi secoli, come l'obelisco sormontato dalla croce su Piazza San Pietro, dalla cui sorte si legge la sintesi della

⁸⁰ Per esempio MUSSOLINI, Benito: *Opera Omnia*. A cura di E. e D. SUSMEL. XXII vol. La Fenice, Firenze, 1951-1963. 19, 100, 198. [d'ora in poi MOO]

⁸¹ Per esempio vedi: MOO XXIII. 83; MOO XXII. 435.; MOO XXIV. 13.

⁸² ORMOS Mária: *Mussolini*, I. volume. PolgART, Budapest, 2000². 274.

⁸³ Vedi la lettera di Mussolini ad Alfredo Rocco del 4 maggio 1926 su MOO XXII. 400-401.

⁸⁴ MOO XXII. 407-408.; FORGES-DAVANZATI 1936. 55.

⁸⁵ *Ibid*, 179-180.

continuità dell'impero romano.⁸⁶

L'Italia del romanzo è il Paese del dopo-Conciliazione, quindi totalmente diverso dal *Cuore*, dove la religiosità e la Chiesa hanno un peso definitivamente minore nella vita di Enrico. Lo stesso *Il balilla Vittorio* inizia con la gita a Bolsena e con la visita della Basilica di Santa Cristina e quindi con il racconto del miracolo di Bolsena.⁸⁷ Per Vittorio la messa domenicale è una cosa naturale e immancabile, invece Enrico la domenica va in giro con qualcuno, oppure ospita a casa i compagni di classe. La religiosità di Vittorio è più marcata anche perché proviene da un ambiente contadino, dove l'attaccamento alle tradizioni, quindi anche alla fede e agli eventi religiosi sono più forti che in città.⁸⁸ Ne *Il balilla Vittorio* compaiono diverse manifestazioni della fede, come la celebrazione delle feste religiose, la partecipazione alla messa della domenica, la confessione e la comunione, la fede nei miracoli, il racconto della vita di santi e così via. Naturalmente queste manifestazioni in sé non sono interessanti, ma siccome sono legati alla politica, sono anche segni di una scelta consapevole e perciò anche manifestazioni della propaganda. Su tutte queste manifestazioni si può dire che sono legati e anche sfruttati dal fascismo: durante il racconto del miracolo di Bolsena è sottolineato che il prete che non credeva all'Eucarestia era straniero, quindi dall'episodio traspare anche la celebrazione della fede degli italiani, infatti l'incredulità che ha causato il miracolo poteva essere solo di uno straniero,⁸⁹ l'innocente preghiera della sera nella Chiesa dei Santi Vincenzo e Anastasio a Trevi è anche l'occasione per rivedere nella testa i momenti principali dello spettacolo dei canterini romagnoli e a Vittorio oltre alla musica viene in mente la casa natale di Mussolini,⁹⁰ oppure i francescani e poi i salesiani, che predicano il ritorno alla terra sono sfruttati anche come sostenitori della politica agricola di Mussolini.⁹¹

Quindi la Chiesa e la Fede sono presenti nel libro più per essere sfruttati dalla propaganda, che per essere celebrati in sé. Anche la stessa politica ecclesiastica di Mussolini insegna, che la Conciliazione gli era opportuno, in quanto capitale politico, e per poterlo sfruttare non esitava a violarne i principi, se gli era comodo e utile.⁹²

L'emigrazione, lo „sfruttamento” degli italiani

L'emigrazione come tematica compare sia nel *Cuore* di Edmondo De Amicis, sia ne *Il balilla Vittorio* di Roberto Forges-Davanzati. Tutti i due i libri

⁸⁶ Ibid, 111.

⁸⁷ Ibid, 5-6.

⁸⁸ Per esempio Enrico non andava in chiesa per pregare „*ad petendam pluviam*”. Ibid, 13.

⁸⁹ Ibid, 5.

⁹⁰ Ibid, 189.

⁹¹ Ibid, 55-56, 301-308.

⁹² Se veda il conflitto per il controllo della gioventù italiana, sottratto alla Chiesa, anche contro quel che si è pattuito prima di firmare i Patti Lateranensi. ZAPPONI 1982. 592-597, 608, 614.

parlano dell'emigrazione prima della prima guerra mondiale, ma con diversi connotati e per scopi totalmente differenti.

De Amicis non parla dei veri motivi dell'emigrazione, ma la presenta come il risultato delle disgrazie di singole persone, quindi non come conseguenza di un più grande problema sociale e economico, perciò il fenomeno non sembra tanto massiccio, e allarmante. Si capisce quest'impostazione, infatti lo scopo del De Amicis, parlando della propria epoca, non era l'ingrandimento dei problemi, ma la loro presentazione subito affiancata da un pizzico di comprensione.

Al contrario, l'opera fascista s'accosta alla tematica da un diverso punto di vista. Quel, che sembrava scontato all'epoca di De Amicis, che l'Italia è sovrappopolato, e quindi l'emigrazione serve, ed è un valido rimedio ai problemi sociale, non poteva essere nemmeno pensato durante il regime. Il fascismo aveva bisogno di uomini. Con la „*battaglia del grano*” voleva assicurarsi l'autonomia dai paesi stranieri, con la bonifica integrale sconfiggere il nemico interno e potenziare la produzione agricola, e così rendendo possibile l'aumento demografico, canalizzare i flussi migratori verso destinazioni consoni alla politica ufficiale, quindi – se è possibile – mandarli come coloni in Africa o a Pontina, magari a Rodi e nei posti più svariati possibili. Con una politica espansionistica, colonizzatrice e mirante all'aumento demografico, considerato un'importante premessa del successo, non potevano esistere persone superflui. Ascoltando il fraseggiare della propaganda fascista, sembra che l'emigrazione non si sia nemmeno esistito durante il regime, che fosse solo un fenomeno del „*Italietta liberale*”. Al contrario. Dopo il peggiorarsi della situazione economica in tutta l'Europa devastata dalla prima guerra mondiale, si è seguita un'intensissima ondata di emigrazione diretta principalmente verso gli Stati Uniti, che si è fermata solo quando quest'ultimo, per ragioni e con leggi che non costituiscono il tema di questo studio, ha bloccato l'immigrazione. Tale decisione ha influito anche sull'emigrazione italiana. Contemporaneamente al rinchiudersi dell'America del Nord, è avvenuta l'ascesa al potere del fascismo, causando tra l'altro l'innalzamento del percentuale dei fuorusciti politici, che potevano andare in Europa, ma anche in Argentina, o in Brasile. Il fascismo non ha fatto altro, che ha cercato di canalizzare il flusso degli emigranti con un più rigido controllo da parte degli organi statali,⁹³ potendo così chiamare il fenomeno spontaneo come progettato e voluto dallo Stato. Sebbene l'ammissione dell'esistenza del fenomeno dell'emigrazione era contraddittorio al regime, il come considerare l'emigrazione precedente alla guerra, non causò nessun problema. Anche per questo *Il balilla Vittorio* parla dell'emigrazione solo come un fatto compiuto, e menziona per la prima volta la tematica quando presenta i fratelli Balestrieri. Da allora zio Francesco si porterà indietro continuamente i riferimenti al suo passato da emigrato. L'unico Paese descritto come meta degli italiani è

⁹³ LUPU 2005. 351.

l'Argentina, caratterizzata come un luogo dove si può fare fortuna,⁹⁴ e dove l'italianità può essere custodita anche perché aiutata da missionari, come i Salesiani.⁹⁵

Oltre ai pochi riferimenti il romanzo non parla più dell'emigrazione vera e propria, ma delle cause mitizzate di questa e quindi indirettamente anche dei meriti del fascismo, che ha „liquidato” l'emigrazione. Il romanzo parla sempre di emigranti analfabeti, o di poco studio, definiti come „manovali”.⁹⁶ Gli italiani comuni, andati a trovare lavoro fuori dell'Italia, considerati come manovali, presuppongono l'esistenza anche di una categoria più generale di servi sfruttati dalle grandi potenze, quindi dall'esistenza degli oppressi consegue subito anche l'esistenza delle „nazioni di gente che sa comandare”,⁹⁷ perciò i complessi rapporti internazionali sono semplificabili a una dicotomia di forti e di deboli, di comandanti e di obbedienti. L'identificazione con tale visione semplicistica si vede anche dal fatto, che oltre a riversare la responsabilità dell'emigrazione sulle nazioni verso le quali si è indirizzata, le nazioni forti non vengono condannate per i presunti torti.

Cause più concrete, come per esempio i problemi economici, non vengono menzionati e tutto il fenomeno diventa qualcosa voluto dagli stranieri. Quindi il fascismo „liquidando” l'emigrazione non l'ha fatto risolvendo dei problemi economici, ma rendendo forte l'Italia, impedendo così l'intromissione delle nazioni sfruttatrici nella vita degli italiani.

A proposito dell'emigrazione, tra le innumerevoli mancanze del romanzo nel presentare obiettivamente il fenomeno, c'è anche quello, che non distingue tra emigranti temporanei e permanenti. Gli italiani o sono ritornati definitivamente dall'Argentina, come zio Francesco, o si sono ambientati e fattosi quasi argentini, come Prospero Vernali. Egli è l'incarnazione dell'italiano corrotto dai costumi stranieri, che deve essere convertito al fascismo. È la personificazione del mondo materialista, infatti si è staccato dalla terra, considerata da lui ingrata e difficile ed è divenuto commerciante e misura tutto con i pesos argentini e con il dollaro americano.⁹⁸ Il rapporto con la terra è importante pure nel caso di Prospero, infatti l'allontanamento dall'Italia è simbolizzata con l'allontanamento dalla terra, e lo stesso, il ritorno è suggellato dall'acquisto di un podere a Tuoro del Trasimeno.⁹⁹

L'Africa e la colonizzazione

Sebbene fosse stato continuamente presente nella memoria collettiva per mezzo di immagini, cartoline, stampe, racconti, francobolli, medaglie e per non parlare dei

⁹⁴ FORGES-DAVANZATI 1936. 21.

⁹⁵ Ibid, 302.

⁹⁶ Ibid, 75-76.

⁹⁷ Ibid, 76.

⁹⁸ Ibid, 219.

⁹⁹ Ibid, 297.

nomi dati per commemorare eventi o personaggi resi famosi dalla prima guerra coloniale,¹⁰⁰ il culto dell'Africa e il colonialismo non era molto popolare tra la popolazione. Comparvero lapidi, monumenti, ci furono pure cambi nella toponomastica delle strade, specie dopo la guerra libica,¹⁰¹ ma l'impresa era partita male e quindi mal si addiceva celebrare Adua. Anzi, questo nome era impronunciabile, un „*incubo*”, anche ne *Il balilla Vittorio* viene nominato solo due volte: nell'undicesimo capitolo, perché il nonno dell'avanguardista Adolfo Vincenti è morto là, e la battaglia è inserita nel riassunto dei sacrifici della famiglia di Adolfo per l'Italia e le sue colonie,¹⁰² e nell'ultimo capitolo, aggiunto più tardi, dove si parla della „*regolazione dei conti*” quindi della vendicazione degli „*affronti*” della prima guerra coloniale italiana.¹⁰³ Dopo la guerra italo-turca le cose sembravano cambiare, ma l'euforia nazionale per la campagna vinta era molto effimera e infatti, era il fascismo che riuscì ad unificare tutte le energie per impegnarle sul terreno della „*storica missione civilizzatrice*” dell'Italia, e anche questo avvenne solo con la guerra etiopica.¹⁰⁴

Nel „*testo unico*” le colonie sono presenti, come anche la „*missione civilizzatrice*” dell'Italia, ma non sono così importanti, come sembrerebbe consono a un regime apertamente imperialista e nazionalista. La spiegazione è semplice: dopo la Marcia su Roma le colonie italiane praticamente o non valevano niente, oppure non esistevano. Le costose spedizioni militari per ristabilire l'ordine e il controllo italiano erano finiti solo nel 1932, quindi dopo che era uscita anche la seconda generazione dei testi unici.¹⁰⁵ Il cambiamento di toni che si registra leggendo i due capitoli aggiunti dopo la conquista dell'Etiopia è evidente, infatti si sente altissimo il fervore coloniale e la fierezza per l'impresa militare ben riuscita.

Quel che è presente nel romanzo originale si potrebbe definire semplicemente il racconto della „*missione civilizzatrice*”, infatti gli episodi con espliciti rimandi alle guerre coloniali sono pochissimi. Oltre ai passi, quando viene semplicemente menzionato il nome delle colonie, bisogna menzionare un'occasione molto carica di informazioni e di allusioni. Si tratta del racconto di uno dei sorvoli dell'Adriatico, infatti Giacomo Balestrieri, durante la prima guerra mondiale, avuta una licenza di dieci giorni, ricevette un passaggio in aereo e così poté vedere dall'alto sia l'Albania, sia l'Italia. Egli racconta a Vittorio le sue esperienze mettendo a confronto „*l'Albania, che oggi aiutiamo a ordinarsi, ad avere strade, ponti, canali*”,¹⁰⁶ con la terra stravolta e simile a un

¹⁰⁰ Vedi sull'argomento LABANCA, Nicola: *L'Africa Italiana*. IN: ISNENGHI, Mario: *I luoghi della memoria: simboli e miti dell'Italia unita*. Laterza, Roma-Bari, 1996. 261-271.

¹⁰¹ LABANCA 1996. 279-285.

¹⁰² FORGES-DAVANZATI 1936. 294.

¹⁰³ Ibid, 338.

¹⁰⁴ DEL BOCA, Angelo: *L'impero*, IN: ISNENGHI, Mario: *I luoghi della memoria: simboli e miti dell'Italia unita*. Laterza, Roma-Bari, 1996. 420-421.

¹⁰⁵ DEL BOCA 1996. 421.

¹⁰⁶ FORGES-DAVANZATI 1936. 83.

viso trasfigurato all'Italia, tutta ordinata, con le terra che avevano perfezioni geometriche, capendo „quanto male avevano fatto a quella terra e a quella gente quattro secoli di inerte, pesante dominazione musulmana”.¹⁰⁷ L'episodio è un piccolo gioiello di millanteria. Chiamare „aiuto” la graduale trasformazione in protettorato dell'Albania è niente se si pensa alla succinta e anche per questo efficace presentazione del mondo musulmano: inerte e pesante, quindi l'Italia da conquistatore diventa liberatore se mette piede su un territorio dominato dai musulmani e con i lavori eseguiti diventa addirittura civilizzatrice del popolo „liberato”! Appare la stessa attività civilizzatrice dalla lettura „La civiltà fascista”¹⁰⁸ in cui Prospero Venali ammira le nuove strade che spingono Napoli verso l'occidente e vede anche l'opera di risanamento avviato dal fascismo.

Gli accenni più significativi sulla colonizzazione italiana si leggono negli ultimi tre capitoli del romanzo originale. Nel nono capitolo, quando la centuria di Vittorio passa accanto l'obelisco dei caduti di Dogali si parla per la prima volta della prima guerra coloniale,¹⁰⁹ e questa, secondo il libro, è stato combattuto per la conquista dell'Eritrea. Passando sopra questa chiara falsificazione della storia, infatti Dogali e Adua erano avvenuti dopo la fine della della conquista dell'Eritrea, nel corso di un tentativo di penetrazione nell'Etiopia,¹¹⁰ si osserva anche una rivalutazione degli stessi eventi, infatti se lo scopo dei colonizzatori era solo la conquista dell'Eritrea e questa non era persa dopo la sconfitta da parte degli etiopi, il fatto di essere stati sconfitti poteva avere una rilevanza molto minore di quella datagli prima, durante il periodo liberale.

Nell'undicesimo capitolo, Tronti, uno dei compagni di classe di Vittorio, nel suo ultimo diario racconta la storia di un avanguardista dell'Eritrea, terza generazione di italiani su quella terra, con il nonno capitano morto ad Adua, e il padre tenente colonnello, comandante di un battaglione di ascari, veterano della prima guerra mondiale, caduto nella Tripolitania. La storia, oltre ad essere commovente, simbolizza anche la fedeltà degli italiani alla patria, il loro attaccamento alle colonie, e l'attaccamento degli ascari al loro comandante. Una storia convenzionale di eroicità, ma anche la prima volta che si parla del comportamento di un „indigeno”, di un ascario. Egli è su un piano inferiore al suo comandante, siccome è un soldato e rimane accanto ai figli del suo comandante dopo la morte di quello perché gli è stato detto così. Il suo comportamento quindi non è da valutare su un piano umano, ma piuttosto su

¹⁰⁷ Ibid, 83.

¹⁰⁸ Ibid, 218-220.

¹⁰⁹ Ibid, 278.

¹¹⁰ Le conquiste italiane nell'Etiopia sono state riconosciute dallo stesso Menelik nel trattato di Ucciali, poi il 5 gennaio 1890 viene istituita la colonia dell'Eritrea su questi territori, che verranno a loro volta riconosciuti anche nella pace di Addis Abeba del 24 ottobre 1896. AA.VV. 1994. 223, 226, 255.

quello militare, fatto di obbedienza e di onore. Il suo gesto in questo modo perde molto della sua grandiosità, e anche la figura dell'ascaro rimane su un livello molto semplificato di soldato. In tutto il libro non si legge nient'altro sulle popolazioni indigene delle colonie, e gli studenti delle elementari, nella seguente lettura, intitolata „*Le nostre Colonie*”¹¹¹ si separano dal maestro proprio con l'immagine delle colonie, della cui popolazione non sanno niente, ma le quali sanno essere reso fertile dopo essere state diventate italiane.

La missione civilizzatrice dell'Italia è presente ne *Il balilla Vittorio* su due livelli. C'è quello laico, statale e quello religioso, effettuato dai salesiani. Di quello statale si legge nella lettura già menzionata sulle colonie, dove seguendo il filo logico iniziato con la medaglia d'oro di Riccardo Grazioli, si legge che questo giovane è caduto nella guerra libica, quindi si passa all'elenco di tutto quel di bello che l'Italia ha fatto per le colonie, finendo col dire che: „*Amare e vivere la vita delle colonie nostre è amare l'Italia mediterranea e oceanica; amare l'Italia in tutti gli italiani che, esploratori, soldati, agricoltori, hanno dato la vita per le regioni dell'Africa divenute nostre.*”¹¹²

L'ambizione ci sta e come la storia ha mostrato, quest'ambizione coloniale era stata in parte esaudita neppure tanti anni dopo, con la conquista dell'Etiopia e con la nascita dell'Impero.

Un esempio a se è costituito da Rodi e dal Dodecanneso. Siccome durante la crociera dell'estate del 1931 è stata visitata da Francesco, uno dei fratelli di Vittorio, anche la città di Rodi, si può leggere pure delle opere di miglorie fatte qua dall'Italia. La lettera di Francesco in cui riassume le sue esperienze dipinge un'immagine dell'isola ricca e totalmente assoggettata all'Italia, i suoi abitati, bisognosi d'aiuto dopo secoli di abbandono, imparano a coltivare la terra dalle famiglie italiane che c'arrivano.¹¹³ Insomma l'isola è presentata come in ritardo nello sviluppo, perciò la conquista italiana anche qui è presentata come missione civilizzatrice, e l'immigrazione italiana è chiamata aiuto alla popolazione.

L'attività missionaria dovrebbe essere invece qualcosa di universale, non solo italiana, infatti è svolta da uomini del clero, ma parlando di un ordine religioso di origine italiana, cioè dei salesiani, fondati da un piemontese, Don Bosco e di due preti italiani martirizzati in Cina, il regime presenta quest'attività caritativa e di evangelizzazione come un contributo non cattolico, ma italiano. Addirittura nell'undicesimo capitolo, i salesiani sono lodati perché portano ovunque la lingua e lo spirito italiano, e hanno missionari, educatori e martiri italiani. Vengono nominati pure due martiri: San Luigi Versiglia e San Callisto Caravario.¹¹⁴ Sebbene sia falsa la restrizione ai soli italiani del merito di quest'attività missionaria, siccome questa non viene contraddetta, ai lettori sembra vera, quindi costituisce un ulteriore motivo di orgoglio per gli italiani.

¹¹¹ FORGES-DAVANZATI 1936. 295-296.

¹¹² Ibid, 295.

¹¹³ Ibid, 324-327.

¹¹⁴ Ibid, 307.

Tutta questa raccolta di prova del primato degli italiani è coronato dagli ultimi due capitoli aggiunti dopo la conquista dell'Etiopia, che parlano di imprese vere, perciò confermano tutto quello che è stato asserito prima sul primato degli italiani. In essi c'è la descrizione minuziosa della campagna abissina, un lungo elenco di scontri e di vittorie, una digressione sulle sanzioni e la loro accoglienza in Italia e infine, sull'ultima pagina, un breve elenco delle decisioni presi dall'Italia per migliorare la sorte del popolo etiopico. Oltre alla narrazione dei fatti,¹¹⁵ in questi capitoli si trova pure il programma dell'espansione coloniale italiano che già prefigura lo scontro con gli inglesi ed i francesi: „Bisogna che l'Italia mediterranea della Libia, l'Italia eritrea del Mar Rosso, l'Italia somala dell'Oceano Indiano, siano tutto una continuità...”¹¹⁶

Tale ambizione non poteva essere appagato da niente meno, che dalla proclamazione dell'Impero.

Il mito di Roma e dell'Impero

Nel romanzo Roma è quasi sempre presente, sia come luogo geografico, dove si svolge il romanzo, si come luogo simbolico. In quanto simbolo dell'antichità romana, è anche la fonte di numerosi prestiti, come del *fascio littorio*, della terminologia latina, dei termini *disciplina* e *dittatura*... L'idea di Roma del fascismo è fortemente condizionato anche dal rapporto con la Chiesa. Sono ormai lontani i tempi delle grandi manifestazioni anticlericali dell'Italia liberale, addirittura, dopo la Conciliazione è stata abolita anche la festa del XX Settembre. La Chiesa, da nemico combattuto diventa con i Patti Lateranensi alleato, e tale alleanza in pochissimo tempo viene pure sfruttata. La stessa conquista di Roma perde il filo anticlericale, avviene pure una revisione del Risorgimento, così il papato non è più considerato il nemico del processo di unificazione.

La festa per antonomasia di Roma, cioè il natale di Roma, è stato usurpato dal fascismo. Questo, rivendicando l'eredità romana ne ha adottato anche la festa, celebrando quel giorno la leva fascista, quindi rendendo il natale di Roma pure l'occasione di rinnovo dello stesso fascismo. Il regime ha sfruttato in modo abbastanza coerente l'eredità romana, infatti oltre alla data della festa, il fascismo ha cercato di ricollegarsi alla romanità pure nell'uso dei nomi: *coorte*, *manipolo*, *seniore*, *console*, e sebbene questi termini nell'antichità avessero un significato diverso dall'uso che ne fecero i fascisti, il contesto in cui vennero usati era lo stesso. Pure lo stesso termine, con cui viene chiamato Mussolini, quindi il „Duce”, è una parola di origine latina poi italianizzata, che per la sua

¹¹⁵ Naturalmente questi non costituiscono l'elenco completo di tutte le imprese della guerra etiopica, infatti si parla solo dei successi italiani, la visione degli eventi è unilaterale, ma non potrebbe essere altrimenti, siccome la stessa narrazione è un'opera della propaganda fascista.

¹¹⁶ FORGES-DAVANZATI 1936. 340.

vaghezza di significato, e per l'impossibilità di poter essere corrisposto a qualche carica ben precisa, era assunto quasi come *cognomen* da Mussolini, come aveva fatto prima Ottaviano quando è diventato „Augustus”.¹¹⁷

La stessa città di Roma, con i monumenti dell'antichità, ispirava subito nel visitatore una nostalgia per il passato. Per la monarchia dei Savoia, anche per quest'incombente presenza delle età passate era difficile trovare il giusto rapporto con la Capitale per antonomasia. La repubblica poteva essere scartata come periodo a cui rapportarsi, come anche il breve periodo dei re, finito in un modo tanto inglorioso, quindi il modello poteva essere solo l'Impero, ma questo, dopo i fallimenti della politica coloniale, volta a creare un impero, poteva solo far risalire meglio la mediocrità del Regno d'Italia rispetto alle glorie dell'Impero Romano.¹¹⁸ Il fascismo cercando le proprie origini storiche ha solo fatto propria l'unica scelta possibile, cioè l'impero romano, e l'ha riconosciuto come la propria premessa. Si consideri anche che per la politica estera italiana di forza e di potenza – anche se di „cartapesta” – la ricreazione dell'Impero romano non era una meta impossibile e con la politica estera degli anni '20 e della prima metà degli anni '30 l'Italia era riuscita ad occupare un peso veramente determinante tra le potenze europee, quindi l'accettazione dell'impero romano come modello a cui rifarsi ormai non era più ridicolo. Dopo aver fatto la pace con il papato, accanto all'Impero poteva essere riconosciuta l'importanza nella storia d'Italia anche della Chiesa. Questa dal 1929 non avanzava più pretese su Roma, e sebbene fosse un'organizzazione universale, aveva la sede a Roma, in Italia, quindi poteva essere accettata anche come italiana, perciò il papato da nemico è diventato motivo d'orgoglio dell'Italia.¹¹⁹

Ne *Il balilla Vittorio* si parla di Roma sempre riferendo a questi tre ruoli che ricopre: è continuamente menzionata per essere la capitale d'Italia, perché centro della cristianità e per essere stato il centro dell'Impero romano. Questi suoi tre aspetti appaiono continuamente e intrecciandosi in modi diversi. E' evidente l'intento del Forges-Davanzati di mostrare Roma come luogo d'incontro di civiltà, quando accoppia ogni volta i monumenti dell'antichità con quelli della cristianità¹²⁰ mentre non tralascia nessun occasione per proclamare Roma Capitale. Naturalmente l'incontro e la simbiosi di aspetti così importanti può avvenire solo a Roma¹²¹ e questa sua unicità è affiancata sia dall'indistruttibilità del suo mito,¹²² sia dalla capacità di cambiare le persone.¹²³

¹¹⁷ GIARDINA, Andrea – VAUCHEZ, André: *Il mito di Roma. Da Carlo Magno a Mussolini*. Laterza, Roma-Bari, 2000. 222.

¹¹⁸ GIARDINA-VAUCHEZ 2000. 185-189.

¹¹⁹ Per l'italianizzazione della Chiesa e degli santi erano stati riportati esempi nel capitolo sugli „Eroi”.

¹²⁰ Vedi FORGES-DAVANZATI 1936. 89-90, 223, 111.

¹²¹ „un incontro di due poteri, come questo, non può avvenire che in un solo luogo del mondo, e si chiama Roma” FORGES-DAVANZATI 1936. 111.

¹²² Vedi: „Roma non si distrugge e vive eterna” Ibid, 111.

¹²³ Vedi: „A Roma ogni italiano si perfeziona.” Ibid, 25.

Anche ne *Il balilla Vittorio* l'unico cambiamento, cioè l'evoluzione del protagonista, avviene a causa delle sue avventure nella capitale, e la stessa nascita del fratellino, chiamato non a caso Romano, non è altro che il simbolo della trasformazione di Vittorio da bambino in adulto.¹²⁴

Un riferimento concreto a Roma, come potenza coloniale si trova solo negli ultimi due capitoli del libro, che non facevano parte del romanzo originale. Nei primi dodici capitoli infatti Roma non è utilizzato per ribadire precise mire politiche, ma solo per infondere nel lettore un orgoglio per un presunto primato degli italiani, discendenti dei romani. Nell'ultimo capitolo, si riporta una parte del discorso di Costanzo Ciano alla Camera dei Deputati, tenuto il 7 dicembre 1935, secondo il quale: „*Resisteremo senza esitazioni; accetteremo le sofferenze con gioia, perché senza patimenti non c'è grandezza. Non era forse questa l'insegna di Roma? Resisteremo nel nome di Roma, che ha varcato i millenni.*”¹²⁵

Questi passi, sull'impresa etiopica, individuano la via verso la grandezza nella conquista dell'Etiopia, quindi Roma ormai è un esempio concreto, non è più l'immagine di un impero storico, ma di uno che sta per rinascere, e questa continuità tra i due imperi è possibile per la stessa eternità di Roma! Dopo aver detto questo si può enunciare pure la necessità, che „...*l'Italia mediterranea della Libia, l'Italia eritrea del Mar Rosso, l'Italia somala dell'Oceano Indiano, siano tutto una continuità, solidamente conquistata nel nome di Roma.*”¹²⁶

Il dado è tratto, il fascismo ha proclamato la sua politica coloniale nel nome di quel impero, che cercherà di far resuscitare proprio con l'atto finale descritto ne *Il balilla Vittorio*, quindi con la proclamazione dell'Impero.

Conclusionione

In questo studio è stato descritto come compare ne *Il balilla Vittorio* la visione mitica della storia italiana, della prima guerra mondiale e della vittoria, come anche la „*spiegazione*” di come sia arrivato al potere il fascismo. E' stato studiato come viene costruito pezzo per pezzo il mito di Mussolini, cioè si parla del „*mito del Grande Uomo*” e anche come sia considerato egli l'origine delle

¹²⁴ I segni per poter identificare Romano con il processo di maturazione dello stesso Vittorio: egli apprende la notizia dell'arrivo di un fratellino solo qualche giorno dopo aver saputo che la famiglia si trasferirà a Roma, e inizia proprio quel giorno la maturazione di Vittorio, infatti sapendo che fra poco non sarà l'ultimo nato, perderà i suoi privilegi e dovrà „*crescere*”; della venuta di Romano si sa già dal primo giorno di gravidanza, perché la notizia viene comunicata al desinare della trebbiatura, che non è posteriore alla metà di agosto, e da questo momento ci sono un po' più di 9 mesi fino all'ultima domenica di maggio, quando nasce Romano; il felice evento avviene proprio quella sera, quando Vittorio ripensa all'anno scolastico che sta per finire e inizia a meditare sul proprio futuro, quindi proprio quella notte, quando egli dà i primi sintomi di essere maturo.

¹²⁵ Ibid, 351.

¹²⁶ Il passo è stato evidenziato da me. FORGES-DAVANZATI 1936. 340.

„*opere*” del fascismo. Si è parlato tra l'altro del Concordato, dell'emigrazione e quindi anche del mito di Roma e di quello dell'Impero. E' caratteristica di tutti questi temi, che sembrano essere trattati in un modo scientifico, ma la veridicità è solo una parvenza ed è solo il modo di rendere il libro un ottimo prodotto della propaganda. In realtà i temi presentati sono trattati da uno o al massimo due punti di vista, quindi sono visti in modo omogeneo, perciò tali tematiche non compaiono nel libro per far pensare, ma per assicurare che i lettori apprendano il messaggio della propaganda fascista su di un certo argomento.

Nello studio è stata trattata anche come siano stati storpiati informazioni, scorci di pensiero, per poter poi motivare la missione civilizzatrice dell'Italia fascista e come siano riportati a prova di questo motivi artificiali, come lo stesso passato riscritto in chiave fascista. Sebbene il romanzo originale avesse una finale più generale, infatti augurava „*semplicemente*” che tutti gli studenti di quinta elementare trovino la loro strada nel fascismo, con l'aggiunta degli ultimi capitoli prendevano corpo proprio quei miti di potenza e di grandezza che secondo la retorica fascista era dovuto all'Italia.

Lo studio tratta un romanzo che ha un valore di fonte primario sulla propaganda, sull'educazione e su molti vari aspetti del regime. La sua analisi non è per niente completa, e varrebbe la pena di esaminare *Il balilla Vittorio* da molti altri punti di vista, come anche confrontarlo con gli altri testi unici. Sebbene fossero stati scritti su molti aspetti del fascismo degli studi approfonditi, i testi scolastici sono ancora un segmento trascurato della storia del ventennio. Questo compito non poteva essere fatto nell'ambito di questo studio, ma quest'opera potrebbe fungere anche da motivazione per la continuazione dell'analisi di questo segmento del regime fascista.

Kemény, János

*A Bush-adminisztráció, az Amerikai Hírszerző Közösség,
és az iraki háború megindításának indokai*

Az iraki háború előzményei körül sok kérdés, sőt rejtély húzódik meg. A legtöbbet vitatott közülük talán az, hogy milyen információk alapján jutott az amerikai vezetés arra a következtetésre, hogy támadni kell. Az alábbiakban erre próbálok választ találni. Ehhez vissza kell menni 2001. szeptember 11-ig, a New York-i és washingtoni merényletekig. Ezeket követően nem csupán a közvélemény bizalma rendült meg a Hírszerző Közösségben, hanem a Bush-adminisztráció legfelsőbb szintjein levőké is.

George Tenet CIA-igazgató a 2001. szeptember 11-én történektől azt a tanulságot vonta le, hogy „*Nem engedhetjük, hogy valaha is újra meglepjenek bennünket!*”¹ Első reakcióként sokakban fogalmazódott meg az a vélemény, hogy a hagyományos hírszerző szervek és módszereik nem adnak megfelelő védelmet az al-Káida jelentette kihívás ellen. A másik, ennél jóval áttételesebb következmény az volt, hogy egy felfokozott és felgyorsult munkafolyamat indult be a nemzetbiztonsági döntéshozatal legfelső szintjén, ami áttért az alsóbb szintekre is. James Risen, a The New York Times nemzetbiztonsági kérdésekkel foglalkozó újságírója így írt erről: „*Bush és a legmagasabb rangú tanácsadói a kormányzatban lázas munkalétkört alakítottak ki. Az elnök jelezte, hogy mit szeretne, és a munkatársak külön elnöki utasítás nélkül is értették, mit kell tenniük. A döntéseket gyorsított eljárásban hozták.*”²

Dick Cheney alelnök vezetésével megindult az új veszélyforrások felmérése,³ amelynek eredményeként a terrorizmus, a tömegpusztító fegyverek és a „*lator államok*” között létrejehető (vagy létrejött) kapcsolat – a „*nexus*” – lépett a fenyegetési sorrend első helyére.⁴ A „*nexus*” jegyében folytatódott az ellenségkeresés. A 2002-es, az Unió állapotáról mondott beszédében Bush elnök kifejtette, hogy Irak, Irán és Észak-Korea jelenti az amerikai vezetés szemében a legnagyobb veszélyt. Ha hinni lehet Bob Woodward újságírónak, aki már több kötetet is megjelentetett az iraki problematikával kapcsolatban, Észak-Korea és Irán csak mellékszereplő, a beszéd tulajdonképpeni címzettje Irak volt.⁵ Woodward szerint Donald Rumsfeld védelmi miniszter már a szeptember 11-ei terrortámadásokat követő ülések egyikén javasolta, hogy erődemonstráci-

¹ TENET, George - HARLOW, Bill: *At the Center of the Storm – My Years at the CIA*, HarperCollins, 2007. 304-305.

² RISEN, James: *State of War – Die geheime Geschichte der CIA und der Bush-Administration*, Wilhelm Heyne Verlag, 2006. 72.

³ WOODWARD, Bob: *A támadás terve*, Geopen, 2004. 39.

⁴ GELLMAN, Barton: *Angler – The Shadow Presidency of Dick Cheney*, Allen Lane, 2008. 226.

⁵ WOODWARD (2004): 104-105.

óként csapást kellene mérni iraki célpontokra is.⁶ Richard Clarke, a Nemzetbiztonsági Tanács terrorizmusellenes főkoordinátora szerint Paul Wolfowitz védelmi miniszterhelyettes közvetlenül a támadások után beszélt arról, hogy szerinte ilyen merényletet csak állami támogatással lehet kivitelezni, és ő Irakot sejteti a háttérben.⁷ Bush elnök hasonlóan vélekedett, hiszen ő kérte arra Clarkeot, hogy vizsgálja meg, lehetett-e köze Iraknak a támadásokhoz.⁸

A „*nexus*hoz” kapcsolt vagy kapcsolódó államok közül Irak középpontba helyezése volt a legkézenfekvőbb az USA számára. Az Észak-Korea elleni katonai fellépés olyan pusztító háborúhoz vezethetett volna, amit senki sem mert kockáztatni. Irán jól szervezett hadsereggel rendelkezik, szövetségesei segítségével aszimmetrikus válaszcsepásokat hajthatott volna végre a közel-keleti régióban, és akár azon túl is. Pakisztán, amely a tálib rezsim felemelkedését lehetővé tette, és ahova feltételezések szerint a tálibok és az al-Káida sok vezetője menekült, ekkor már amerikai szövetséges volt. Maradt tehát Irak, ahol az amerikai haderő (és technikai hírszerzés) a repüléstilalmi zónák fenntartása miatt számottevő mértékben jelen volt. Az ország hadereje a korábbihoz képest romokban hevert: az Irán elleni, majd a kuvaiti háború elpusztította katonai eszközeinek – többek között az iraki légierőnek – a jelentős részét. Az ENSZ-szankciók a megmaradt eszközöket is pusztulásra ítélték.

George Tenet szerint az amerikai logika egyszerű volt: amennyiben a szankciók nem érik el a kívánt célt – volt rá esély, hogy így legyen –, Szaddam újra a tömegpusztítófegyver-programjain fog dolgozni. Abból indultak ki, hogy az USA hatalmas árat fizetett azért, hogy nem tett meg mindent az al-Káida megállításáért. Ezen már nem tud változtatni, de Irakkal kapcsolatban nem követheti el ugyanezt a hibát, mert az ár itt még nagyobb lesz. Soha sem beszéltek azonban közvetlen fenyegetésről, mindig csak arról, hogy Szaddam előtt kell cselekedni.⁹

Alapos indok nem volt a támadásra, mivel nem lehetett bizonyítani, hogy Iraknak bármi köze lett volna a 2001. szeptember 11-ei merényletekhez, vagy más Amerika-ellenes tevékenységhez. Potenciális fenyegetés elleni lépést csak alapos indokkal, hírszerzési információkra támaszkodva lehet végrehajtani. Egy feltételezés – vagy inkább szándék – hírszerzési információkkal való alátámasztása demokratikus államban – ahol a hírszerzés és a politika közvetlen kapcsolatát nehéz körülírni – nem szokványos.

Az Amerikai Hírszerző Közösség és Irak

Hírszerzési szempontból Szaddam Husszejn rendszere nem volt egyszerű terület. A rendszert egy kiterjedt biztonsági hálózat támogatta, ami nem volt túl-

⁶ WOODWARD, Bob: *Bush at War – Amerika im Krieg*, DVA, 2003. 65.

⁷ CLARKE, Richard A.: *Against All Enemies – Inside America's War on Terror*, Free Press, 2004. 30.

⁸ Uo. 32.

⁹ TENET: 304-305.

zottan hatékony, de a puccsok és lázadások megakadályozására, illetve leverésére tökéletesen elegendőnek bizonyult. Öt jelentős szolgálat állt Szaddam rendelkezésére. Ezeknek megvoltak a maguk feladatai, ugyanakkor minden feladatkör több szolgálathoz is tartozott. Az így létrejött versennyel biztosította Szaddam azt, hogy egyik szervezet sem volt elég erős ahhoz, hogy a hatalmát veszélyeztesse. A szolgálatok feladatai közé tartozott az elnök védelme, a külföldről jövő fenyegetések semlegesítése, a disszidensek megfigyelése és üldözése, a rezsimmelens mozgalmak letörése, a puccskísérletek megakadályozása és a tömegpusztítófegyver-programok álcázása. Szaddam ügyelt rá, hogy a szolgálatok tagjai a saját, vagy az övével szövetséges törzsekből kerüljenek ki. Minden szolgálatnak volt egy belső ellenőrző részlege, amely közvetlenül a szervezet igazgatójának jelentett, az igazgató pedig egyenesen az elnöki palotának. A biztonsági szerveket Szaddam kisebb fia, Kuszáj felügyelte.¹⁰

Az Amerikai Hírszerző Közösségnek minimális emberi hírszerzési erőforrása volt Irakon belül. Bob Woodward információi szerint mindössze négyen dolgoztak az országban az amerikaiaknak.¹¹ A tömegpusztító fegyverekkel kapcsolatos legjobb forrás az USA számára az UNSCOM (United Nations Special Commission, Egyesült Nemzetek Különleges Bizottsága) volt. Az UNSCOM 1998-as kiutasítása után nem volt megfelelő eszköz az Amerikai Hírszerző Közösség kezében az iraki tömegpusztítófegyver-programokkal kapcsolatos feltételezések megerősítésére.

A Bush-adminisztráció és Irak

Az USA vezetői minden alkalmat kihasználtak Irak ostromozására. Dick Cheney alelnök a Külföldi Háborúk Veteránjainak Nashville-i gyűlésén, 2002 nyarán mondta a következőket: „Az elmúlt évtizedben Szaddam konzekvensen megszegte az ENSZ-egyezményeket. Az iraki rezsím valójában azzal volt elfoglalva, hogy növelje a képességeit a biológiai és vegyi fegyverek terén. És folytatják a nukleáris fegyverprogramjukat, amit nagyon régen kezdtek el. (...) Tudjuk, hogy Szaddam nukleáris fegyverek megszerzésére törekszik. (...) Hogy mennyi időre lesz hozzá szüksége, nem tudjuk.” Hozzátette még, hogy „Az idő nem nekünk dolgozik. A tétlenség veszélye most sokkal nagyobb, mint a cselekvésé”.¹²

2002. szeptember 8-án Condoleezza Rice nemzetbiztonsági tanácsadó a CNN Late Edition című műsorában ezt mondta: „Tudjuk, hogy Irak aktívan

¹⁰ MARASHI, Ibrahim al-: *Iraq's Security and Intelligence Network: A Guide and Analysis*, Middle East Review of International Affairs (MERIA), Vol. 6, No. 3. 2002 szeptember, <http://meria.idc.ac.il/journal/2002/issue3/jv6n3a1.html> 2002.

¹¹ WOODWARD (2004): 126.

¹² *Full text of Dick Cheney's speech*, The US vice president, Dick Cheney, delivered this speech to the Veterans of Foreign Wars (VFW) national convention in Nashville, Tennessee, The Guardian, 2002. augusztus 27.

dolgozik nukleáris programjának fejlesztésén. (...) Tudjuk, hogy megvan az infrastruktúrája, megvannak a nukleáris tudósai ahhoz, hogy nukleáris fegyvert készítsen. (...) Mindig lesz bizonytalanság annak meghatározásában, hogy milyen gyorsan lesz képes a fegyvert elkészíteni. Nagyon nem szeretnénk, hogy a bizonyíték – a füstölgő pisztoly – egy gombafelhő legyen”¹³

Bush elnök 2002 októberében, az Ohio-i Cincinnati-ben tartott beszédében megismételte a pisztolyos hasonlatot: „*Amerikának nem szabad figyelmen kívül hagyni a gyülekező veszélyeket. A veszély egyértelmű jeleit látva nem várhatunk a végső bizonyítékra, a füstölgő pisztolyra, ami egy gombafelhő formájában jöhet.*”¹⁴ A beszéd utalásokat tartalmazott a veszély közvetlenségére, az Irak és az al-Káida közötti kapcsolatra, és itt hangzottak el először a később Powell külügyminiszter ENSZ BT előtti beszédében feltűnést keltő vádak is.

„*A brit kormányzat tudomást szerzett arról, hogy Szaddam Husszein a közelmúltban jelentős mennyiségű uránt akart beszerezni Afrikában.*”¹⁵ – Ez a sok problémát okozó mondat először szintén George W. Bush szájából hangzott el 2003 januárjában, az Unió állapotáról mondott beszédben. Az volt vele az alapvető gond, hogy az Amerikai Hírszerző Közösség már korábban figyelmeztette a Fehér Házat, hogy nem tartja hitelesnek az információt, és ezért az elnök Cincinnati-i beszédéből a CIA kérésére ki is vették a vonatkozó szövegrészt.¹⁶ – Később ennek kapcsán alakult ki a Valerie Plame-ügy, ami komoly belpolitikai vihart kavart, és az alelnök egyik közeli munkatársának bíróság általi elítéléséhez vezetett.

Közös az idézett kijelentésekben, hogy már az elhangzásuk pillanatában sem volt mögöttük megfelelő hírszerzési információ. A politikára és a hírszerzésre gyakorolt hatásuk ugyanakkor igen jelentős. Thomas Ricks amerikai újságíró az amerikai katonai hírszerzés egy munkatársát idézte azzal kapcsolatban, hogy Dick Cheney beszéde hogyan hatott rájuk: „*Az alelnök felállt és azt mondta, hogy biztosak vagyunk benne – hát, kik vagyunk mi, hogy megkérdőjelezzük? ... A sok fallal a rendszerben jó esély van arra, hogy az ő pozíciójában lévő ember olyasmit lásson, amit más nem*”.¹⁷

Mindez aktív sajtóérdeklődéssel párosult. Több újság, köztük a The New York Times cikksorozatokkal jelentkezett, amelyeket száműzetésben élő irakiak csoportjai támogattak. Az Iraki Nemzeti Kongresszus (Iraqi National

¹³ CNN LATE EDITION with Wolf Blitzer, Interview With Condoleezza Rice; Pataki Talks About 9-11; Graham, Shelby Discuss War on Terrorism, 2002. szeptember 8-án került adásba, <http://transcripts.cnn.com/TRANSCRIPTS/0209/08/le.00.html> 2002

¹⁴ *George Bush's speech on Iraq*, The Guardian, 2002. október 7. <http://www.guardian.co.uk/world/2002/oct/07/usa.iraq>

¹⁵ Transcript of State of the Union, Part 8: Iraq, 2003. január 29. <http://edition.cnn.com/2003/ALLPOLITICS/01/28/sotu.transcript.8/>

¹⁶ SANGER, David A.: *A Shifting Spotlight on Uranium Sales*, The New York Times, 2003. július 15. Letöltve: 2003. július 17. 2003.

¹⁷ RICKS, Thomas E.: *Fiasco – The American Military Adventure in Iraq*, Penguin Books, 2006. 51.

Congress – INC) pl. egy iraki őrnagyot közvetített ki a DIA-nak, aki mobil biofegyver-laboratóriumokról beszélt. A DIA nem adott hitelt a hallottaknak, az INC ennek ellenére elérhetővé tette az őrnagyot a Vanity Fair című újság számára, amely közzétette az állításokat.¹⁸

NIE

A Nemzeti Hírszerzési Értékelés (National Intelligence Estimate – NIE) valamely nemzetbiztonsági kérdés legmértékesebb írott elemzése. Az első NIE-k az 1950-es években láttak napvilágot. NIE készítését több helyről is kezdeményezhetik: a végrehajtó hatalom magas szintjeiről, a kongresszusból és a katonai vezetésből. Miután egy NIE-t sikerrel kezdeményeztek és engedélyezték az elkészítését, a Nemzeti Hírszerzési Tanács (National Intelligence Council – NIC) egy tisztje koordináló szerepet kap a munkában. Ezután egy bonyolult koordinációs procedúra veszi kezdetét, amelyben az Amerikai Hírszerző Közösség minden tagja részt vesz. A folyamatba a Hírszerző Közösségen kívül dolgozó szakértőket is bevonhatnak. A folyamat során az elemzők az elérhető információk alapján konszenzusos véleményt alakítanak ki. Amennyiben ez nem sikerül, lábjegyzetben vagy egyéb módon közlik az eltérő álláspontokat. Az elkészült anyagot a koordináló nemzeti hírszerzési tiszt a Nemzeti Külföldi Hírszerzési Bizottsághoz (National Foreign Intelligence Board – NFIB) továbbítja. Az NFIB-t a Hírszerző Közösség magas rangú vezetői alkotják a CIA igazgatójával az élen. Az NFIB fogadja el a végleges verziót.¹⁹

2002 szeptemberében, az Irakkal kapcsolatos kongresszusi szavazás közeledtével több kezdeményezés történt NIE készítésére. 2002. szeptember 9-én Richard Durbin illinois szenátor levelet írt George Tenet CIA-igazgatónak azt kérve, hogy a Hírszerző Közösség készítsen NIE-t és egy nyilvános összefoglalót a közvélemény számára.²⁰ 2002. szeptember 10-én Bob Graham, a szenátus hírszerzési bizottságának elnöke kérte, hogy vizsgálják meg az „*iraki tömegpusztítófegyver - programokat és a hordozórendszereik fejlesztésére vonatkozó programok állapotát, az iraki hadsereg állapotát, beleértve a felkészültségét és hajlandóságát a harcra, egy esetleges amerikai támadás hatásait az Irakkal szomszédos országokra, és Szaddam lehetséges reakcióit egy amerikai rezsimváltási kísérlet esetén*”.²¹ 2002. szeptember 17-én Carl Levin demokrata szenátor, a szenátus védelmi bizottságának elnöke is NIE-t kért Tenettől, különös tekintettel az iraki tömegpusztító fegyverekre.²²

Tenet 2002. szeptember 12-én utasította az NIC-t arra, hogy két kulcsfontosságú kérdésre adjon választ: 1.) Vannak-e Szaddamnak tömegpusztító fegy-

¹⁸ TENET: 328-329. és SSCI Report 2004. 248.

¹⁹ SSCI Report 2004. 9-11.

²⁰ TENET: 322.

²¹ TENET: 322-323.

²² SSCI Report 12.

verei? 2.) Ha nincsenek, mikorra tehet szert rájuk? A munkafolyamat, amely normál esetben 6-10 hónapot vett volna igénybe, az októberi szavazás miatt három hétig se tartott. Egyes politikusoknak még ez a tempó is lassú volt, beleértve Graham szenátort.²³

Az időhiány miatt az elemzőknek korábbi jelentésekre kellett hagyatkozniuk. Tizenkét hírszerző közösségi elemzés adta az NIE gerincét. Szeptember 23-án ment ki az első verzió a szolgálatokhoz átnézésre. Két nappal később egy napos koordináló ülésre került sor az ügynökségek között. A kiegészítéseket a következő napon beépítették a szövegbe, és újból körbeküldték több ügynökségnek. Október 1-jén volt az NFIB-ülés. Nehezítette a munkát, hogy sokszor magas szintű technikai részleteket kellett volna megvitatni, amire egyszerűen nem volt idő.²⁴

A kongresszusi szavazás előtt röviddel elkészült az NIE, amely az *Irak folytatódó tömegpusztítófegyver-programjai* címet viselte. A gyors munka vége az lett, hogy az NIE a szenátus hírszerzési bizottsága szerint „túlzó, vagy nem megfelelően alátámasztott információkra épült. A komoly hibák, főként az elemzői vonalon, a rendelkezésre álló információk eltorzításához vezettek”.²⁵

Az NIE nagy bizonyossággal állította a következőket: a) Irak folytatja és egyes területeken szélesíti a nukleáris, biológiai, vegyi és rakéta programjait az ENSZ BT-határozatokkal ellentétesen; b) Irak rendelkezik tiltott vegyi és biológiai fegyverekkel és ezekkel felszerelt rakétákkal; c) Irak képes egy éven belül nukleáris fegyvert készíteni, ha megfelelő hasadóanyaghoz jut.²⁶

Az NIE közepes bizonyossággal állította, hogy Iraknak nincs nukleáris fegyvere, de megfelelő nyersanyagok birtokában képes lenne előállítani, és 2007-2009 tájáig meg is fogja tenni.

NIE alacsony bizonyosságúnak mondott válaszokat adott a következő kérdésekre: 1.) Milyen esetben vetne be Szaddam tömegpusztító fegyvereket? 2.) Milyen esetben indítana titkos támadásokat a kontinentális Egyesült Államok ellen? 3.) Szaddam végső elkeseredésében hajlandó lenne-e megosztani a biológiai és vegyifegyver-technológiákat az al Káidával?²⁷

2002. október 4-én, három nappal az NIE átadása után a központi hírszerzés igazgatója egy ún. fehér könyvet hozott nyilvánosságra *Irak tömegpusztítófegyver-programjai* címen. A könyv és az NIE kulcsfontosságú következtetései szinte teljesen megegyeztek. A fehér könyv egy 2002 májusában indított folyamat eredménye volt. Ezt az anyagot is az NIC készítette a CIA közel-keleti és dél-ázsiai osztályának segítségével.²⁸ Az eredeti megrendelő a helyettesek tanácsa volt²⁹ (ez az ame-

²³ TENET: 322-323.

²⁴ Uo. 324.

²⁵ SSCI Report, 14.

²⁶ Iraq's Continuing Programs for Weapons of Mass Destruction – Key Judgments, 2002 október, 5. o. <http://www.fas.org/irp/cia/product/iraq-wmd.pdf>

²⁷ Uo. 5.

²⁸ SSCI Report 286-287.

rikai nemzetbiztonsági tanácshoz kapcsolódó testület, amely a nemzetbiztonsági szempontból fontos minisztériumok és ügynökségek második embereit vagy helyetteseiket tömöríti), szövegét nem publikálták.³⁰ Most viszont a közvélemény meggyőzése céljából az NIE eredményeivel frissítve nyilvánosságra hozták.³¹ Ebben a légkörben került sor az amerikai kongresszusban az Irak elleni határozat elfogadására. Ez egy hónappal az időközi választások előtt volt, amikor a nemzetbiztonsági kérdések fontos szerepet kaptak a választási kampány tematikájában.

Powell beszéde

2003. február 5-én Colin Powell külügyminiszter beszédet tartott az ENSZ Biztonsági Tanácsa előtt az Irak által képviselt fenyegetésről. A Fehér Ház célja az volt, hogy egyfajta Adlai Stevenson-i – Stevenson az USA ENSZ nagykövete volt a kubai válság idején, és híressé vált BT-prezentációjában a szovjet rakétatelepítések mutatva be a világnak – pillanatot teremtsen³² a még kételkedőket az ENSZ BT-ben és a szövetséges kormányzatokban a maga oldalára állítsa.

A beszéd megszületésének előzményei a következők: A CIA a Nemzetbiztonsági Tanács utasítására 2002 decemberében kezdett hozzá egy prezentáció elkészítéséhez. A CIA igazgatóhelyettese és a tömegpusztítófegyver-ügyért felelős nemzeti hírszerzési tiszt december 28-án prezentálta az eredményeket a Nemzetbiztonsági Tanácsnak. A Tanács nem volt vele megelégedve, és arra kérte a CIA-vezetést, hogy dolgozza át a bemutatót, tegyen bele az NIE-ből származó, illetve azóta érkezett friss információkat. Ekkor vált világossá, hogy a Nemzetbiztonsági Tanács nyilvános prezentációra készül.³³

2003. január 28-án tudta meg a felelős nemzeti hírszerzési tiszt, hogy Colin Powell fogja tartani az előkészítés alatt álló prezentációt. Powell több napot töltött azzal, hogy a CIA segítségével átnézze a rendelkezésre álló információkat és a rájuk épülő prezentációt.³⁴ A beszámoló tartalmazott új elemeket a korábbi hírszerzési jelentésekhez képest. Megadta pl. az állítólagos iraki atomprogramban alkalmazandó mágnesek súlyát,³⁵ és azt állította, hogy az iraki vezetés a koalíciós támadás megindulása utánra parancsot adott Észak-Irak, Kuvait és Izrael elleni csapások végrehajtására vegyi és biológiai fegyverekkel.³⁶ A beszéd legérdekesebb része a terrorizmussal foglalkozott. Az erre vonatkozó egyik anyagot azonban nem a Hírszerző Közösség készítette, hanem feltételezhetően az alelnök irodájából érkezett.³⁷

²⁹ Uo. 288.

³⁰ A fontos különbségeket lásd: SSCI Report 294.

³¹ Iraq's Weapons of Mass Destruction Programs, 2002

³² WOODWARD (2004): 325-326.

³³ SSCI Report, 239.

³⁴ SSCI Report, 241.

³⁵ Uo. 242-243.

³⁶ Uo. 251.

³⁷ TENET: 372.

A külügyminiszter ragaszkodott ahhoz, hogy a CIA igazgatója kísérje el a prezentációra.³⁸ Powell a beszédében kijelentette: „Minden állítás, amit ma teszek, források által alátámasztott állítás, mégpedig megbízható források által. Ezek nem vádak. Amit ma adunk: tények és következtetések, amelyek biztos információkon alapulnak”.³⁹ A szenátus hírszerzési bizottsága által végrehajtott későbbi vizsgálat azt állapította meg, hogy a „Központi Hírszerző Ügynökség (CIA) által átadott vagy megerősített információ Powell külügyminiszter beszédében túlzó, félrevezető vagy hibás volt”.⁴⁰ Fontos, hogy Colin Powell a prezentáció megtartásával személyes jó hírrel és tekintélyvel állt az Irak elleni fellépés mellé.⁴¹

Átpolitizálási vádak

Az átpolitizálással kapcsolatos talán leghíresebb dokumentum a 2005-ben nyilvánosságra került „Downing Street Memo”-nak keresztelt brit kormányzati jelentés. Ez egy brit küldöttség amerikai látogatásáról készült politikai elemzés, amit kiszivárogtattak a sajtónak. Matthew Rycroft, a miniszterelnök külügyi tanácsadója írta 2002 nyarán a következőket: „Érezhető változás volt a hozzáállásban. A katonai beavatkozást immár elkerülhetetlennek tartják. Bush el akarja távolítani Szaddamot, a tömegpusztító fegyverek és a terrorizmuskapcsolat miatt. A hírszerzési információkat azonban a politika köré szabják”.⁴² George Tenet szerint Sir Richard Dearlove, az MI6 akkori főnöke azt állította, hogy kijavította a politikával kapcsolatos megjegyzést, mert nem értett vele egyet, de leszögezte, hogy már 2002-ben látszott, hogy a háború elkerülhetetlen. Nem a tömegpusztító fegyverek, hanem a közel-keleti politikai realitások megváltoztatásának igénye miatt. Véleménye szerint nem szabászatról, hanem a hírszerzési információkkal való laza bánásmódról volt szó politikai körökben, elsősorban az alelnökkel kapcsolatban.⁴³

A Silberman-Robb bizottság a CIA politizálási problémáit vizsgáló ombudsmani jelentést idézi az ügyben: „Az Irak kérdésén dolgozó elemzők nagyobb nyomásnak voltak kitéve, mint bármilyen más elemzők a CIA történetében, abban az értelemben, hogy addig nem látott mennyiségű elemzést kellett készíteniük, szokatlanul hosszú időn át, a legmagasabb rangú tisztségviselők számára”.⁴⁴ A bizottsági jelentés szerint azonban mindez nem befolyásolta az elemzők álláspontját.

³⁸ WOODWARD (2004): 346. és TENET: 375.

³⁹ Powell's speech 2003

⁴⁰ SSCI Report, 253. o.

⁴¹ WOODWARD (2004): 325. 348-349.

⁴² The secret Downing Street memo, Times Online, 2005. május 1. <http://www.timesonline.co.uk/tol/news/uk/article387374.ece>

⁴³ TENET: 309-310.

⁴⁴ WMD Commission: The Commission on the Intelligence Capabilities of the United States Regarding Weapons of Mass Destruction, Report to the President of the United States, 2005. március 31. 189. http://www.wmd.gov/report/wmd_report.pdf

Paul Pillar, volt CIA-tisztviselő szerint az igazság a két állítás között van. Szerinte az Amerikai Hírszerző Közösségben dolgozók már jóval 2003 márciusa előtt érzékelték, hogy az Egyesült Államok hadba fog lépni Irak ellen. A Hírszerző Közösség elemzői – akik aszerint mérik a sikert, hogy a politikai vezetés miként viszonyul a jelentéseikhez – egyértelműen látták, hogy a Bush-adminisztráció legfelsőbb szintjein figyelmen kívül hagyják azokat az elemzéseket, amelyek a véleményükkel ellentétesek, viszont támogatják azokat, amelyek alátámasztják őket. A tömegpusztító fegyverekkel foglalkozó elemzésekénél a hiányos információk miatt nem volt nehéz egyik vagy másik irányban elfogultnak tűnni. Keskeny ösvényen kellett mozogni az elemzőnek ahhoz, hogy ne lépje át az objektivitás határát.⁴⁵ A bizottság által nyomásgyakorlásnak minősített közvetlen utasításra a jelenlegi ismeretek szerint nem került sor.

Az átpolitizáltság érzetét a politikai döntéshozók érdeklődése és kérdései keltették. A folyamatos kérések eltorzították a képet, felnagyítottak olyan dolgokat, amelyeknek nem volt jelentőségük.⁴⁶ Ennek egyik következménye az önmegtévesztés volt, hiszen a döntéshozók megfélemlélhettek arról, hogy egy bizonyos kérdéstről azért hallanak annyit, mert ők maguk ezt preferálják. A másik – szintén kedvezőtlen – következménye az a dolognak, hogy az ilyen tárgyakban készített elemzések időt és erőforrást vonnak el más területekről.⁴⁷

Konklúzió

Elméletben az Amerikai Hírszerző Közösség feladata titkos információk gyűjtése, hitelességük ellenőrzése és más forrásokkal való együttes elemzése. A hírszerzési információknak komoly hatásuk lehet a döntéshozatalra, ezért a hírszerzés nem minden helyzetben tudja megőrizni a politikán kívül állás látszatát. A problémák általában sokkal világosabbak, mint a megoldási lehetőségek, ezért a Hírszerző Közösségnek elvben nem szabad semmilyen politikai ügy mellé állnia sem nyíltan, sem burkoltan, mivel ezzel a döntéshozatali folyamatban valóban elveszítené a semlegességét, nemcsak annak látszatát.⁴⁸

Paul Pillar szerint a Bush-adminisztráció politikája ezt a modellt állította feje tetejére azzal, hogy a hírszerzési információkat nem a meghozandó döntések kiindulópontjaként használta fel, hanem a már meghozott döntések közvélemény előtti megindolására.⁴⁹

A Hírszerző Közösség nagyon aktívnak mutatkozott a háború előtti periódusban. Richard K. Betts szerint, aki az Amerikai Hírszerző Közösség történetének szakértője, 2001. szeptember 11-e előtt a hírszerzés túl kevés összefüggést ismert fel, az iraki háború előtt pedig túl sokat igyekezett felismerni, ezért

⁴⁵ Pillar 2006

⁴⁶ Uo.

⁴⁷ Uo.

⁴⁸ Uo.

⁴⁹ Uo.

olyan helyen is kapcsolatokat látott, ahol nem voltak.⁵⁰ Klasszikus hírszerzési szempontból vizsgálva információgyűjtési és elemzési szinten egyaránt történtek hibák – megfelelő információk hiányában ezek elkerülhetetlenek. Ez vezetett oda, hogy a háború előtti légkörben egyetlen felelős elemző sem állíthatta teljes bizonyossággal, hogy Irak nem rendelkezik tömegpusztító fegyverrel.

Az elemzések jelentős része az iraki rezsim korábbi viselkedéséből vont le következtetéseket. A tapasztalatok arra intették az elemzőket, hogy számoljanak Irak jó álcázó képességével. Az ENSZ fegyverzetellenőrzési bizottsága, az UNSCOM 1992-1998 között macska-egér játékot játszott az irakiakkal. Míg közben az UNSCOM sok mindent sikerrel feltárt a programokról, az irakiak obstruktív hozzáállása azt az érzetet keltette, hogy nem számoltak el mindenről. A Silberman-Robb bizottság találóan írta le a helyzetet, amikor így fogalmazott: „*Ha valaki úgy csinál, mintha rejtegetne valamit, nehéz arra a következtetésre jutni, hogy valójában nincs semmi rejtegetni valója*”.⁵¹ Az UNSCOM nem kapott megnyugtató válaszokat például arra a kérdésre, hogy mi történt sok tömegpusztítófegyver-programhoz beszerzett alapanyaggal. Az 1991 előtti iraki tömegpusztítófegyver-programokról ismert adatok és az UNSCOM által feltárt információk között olyan hatalmas volt a szakadék, hogy a nyugati hírszerző szervezetek nem lehetett meggyőzni arról, hogy leálltak a programok.⁵² Érthetetlennek, sőt értelmetlennek tűnt az egész, az elemzők egyszerűen nem tudtak vele mit kezdeni.⁵³

Csupán a háború után derült fény Irak gyanús viselkedésének hátterére. Irak sok esetben próbált meg illegálisan kettős felhasználhatóságú eszközöket beszerezni (vagyis olyanokat, amelyeket lehet békés célokra és tömegpusztító fegyverek előállításához is használni). A háború után egyértelművé vált, hogy Irak azért próbálkozott illegális csatornákon, mert az ENSZ által előírt engedélyeztetési folyamat nagyon körülményes és lassú volt, és emellett bizonytalan kimenetelű.⁵⁴

A háború után derült ki az is, hogy Szaddam az elrettentési képesség látzatának fenntartásával regionális ellenségeit igyekezett sakkban tartani. Ez *a kecske is jóllakik, és a káposzta is megmarad* jellegű stratégia volt: az Egyesült Államok és a nemzetközi közvélemény irányába azt igyekezett bizonyítani, hogy nincsenek tömegpusztítófegyver-programjai, az irakiakkal és a szomszédos országokkal pedig azt akarta elhitetni, hogy ez a képesség a rendelkezésére áll. Valamilyen szinten az USA is az elrettenteni való országok csoportjába tartozott.⁵⁵

⁵⁰ Betts 2007. 114-115. o.

⁵¹ WMD Commission 155.

⁵² BETTS, Richard K.: *Enemies of Intelligence – Knowledge and Power in American National Security*, Columbia University Press, 2007. 116-117.

⁵³ Uo. 120.

⁵⁴ Uo. 120.

⁵⁵ Uo. 120.

A történetek tanulságát George Tenet így fogalmazta meg: „*Nagyon ironikus az egész. Ha Szaddam megengedte volna az ellenőröknek, hogy szabadon kutathassanak az országban, nem találtak volna semmit, és megszűntek volna az ENSZ-szankciók. Ha így lett volna, a mai napig palotában élhetne. Szankciók nélkül pedig azon lenne, hogy tömegpusztító fegyverekre tegyen szert. A háború előtt mi nem tudtuk, hogy ő blöfföl, ő pedig azt nem tudta, hogy mi nem*”.⁵⁶

Résumé

The Activities of the American Intelligence Community Prior to the Iraq War

The essay intends to show the problems the Intelligence Community faced in the months before the start of Iraq war. It shows that the difficulties faced by the Intelligence Community were not simple but very difficult and multifaceted. They were of internal and external nature and the external pressures came from Iraq and the U.S. alike. But the essay's main focus is on the internal problems and it tries to give an explanation on how it became possible to arrive at the disastrous conclusions that made the war against Iraq in part possible. The essay draws on a wide range of publicly available English language literature and incorporates memoirs, congressional reports, speeches, studies and newspaper articles alike.

⁵⁶ TENET: 333.

David Adam Ligeti

Der Zusammenbruch des österreichisch-ungarischen Heeres im Jahre 1918 laut der Bestätigungspapiere von Arthur Arz von Straussenburg

Am 1. August 1919 wurde die Ungarische Räterepublik gestürzt. Bis zu dieser Zeit wurde das Territorium des Ungarischen Königreichs größtenteils durch die Franzosen, Rumänen, Tschechen und Serben besetzt. In dieser schwierigen Situation wollte die neue ‚konterrevolutionäre‘ Regierung untersuchen, welche Ursache zur Niederlage der ehemaligen Armee von Österreich-Ungarn geführt hatte. Deswegen wurden sogenannte Bestätigungsverfahren gegen die Generäle und Offiziere der alten k. u. k. Armee eingeleitet. Dieses Verfahren wurde darum eingeleitet, weil mehrere ehemalige k. u. k. Generäle und Offiziere in der Zeit der Räterepublik an der Seite der ungarischen Roten Armee kämpften. Ungarn hat nämlich in der Zeit der ersten Ungarischen Republik (von 16. November 1918 bis 21. März 1919) den 2/3 Teil seines Gebietes verloren, die Räterepublik hat die Landesverteidigung organisiert, deswegen traten mehrere ehemalige k. u. k. Offiziere der ungarischen Roten Armee bei. Trotz der Landesverteidigungsintention der Räterepublik führte das neue ‚weiße‘ Regime einen Kreuzzug gegen den Bolschewismus. Deswegen wollte die neue Macht wissen, wie sich die Offiziere während der Räterepublik verhalten hatten. Die juristische Grundlage schaffte dafür eine Verordnung des Ministeriums für Landesverteidigung.¹

Im Laufe dieses Prozesses musste auch der ehemalige k. u. k. Generaloberst Arthur Arz von Straussenburg (1857–1935) seine ‚Bestätigungspapiere‘ dem Komitee vorweisen. Er war in den Jahren 1917-1918 der letzte Generalstabschef der Doppelmonarchie Österreich-Ungarn. In unserem Aufsatz möchten wir anhand der Bestätigungspapiere von Arz die Ursachen rekonstruieren, die zu dem Zusammenbruch führten. Bevor wir diese Dokumente näher kennenlernen würden, stelle ich das Leben von Arz kurz vor.

Arz wurde im Jahre 1857 in Hermannstadt (heute: Sibiu, Rumänien), in Siebenbürgen, also in dem damaligen Königreich Ungarn geboren. Nach juristischen Studien trat der siebenbürgische Sachse der Armee als Freiwilliger bei. 1878 wurde er Leutnant und von 1882 diente er im Generalstab. Zwischen 1885 und 1887 war er Student der Kriegsschule in Wien, die für die Ausbildung der Offiziere des Generalstabes verantwortlich war. Im Jahre 1912 wurde Arz zum Feldmarschallleutnant² ernannt, und diesen Rang hatte er auch zu Beginn des Großen Krieges. Arz war einer der erfolgreichsten österreichisch-ungarischen Generäle im Ersten Weltkrieg, 1914-1915 nahm er

¹ Honvédelmi Minisztérium, 1919. évi Rendeleti Közlöny 52. sz.

² So nennt man in der Monarchie den Rang des Generalleutnants.

an den blutigen Schlachten der Ostfront teil, sein VI. Armeekorps gehörte zu den besten Verbänden der Zentralmächte beim Durchbruch von Gorlice. Er hatte die langen Monate des Sommerfeldzuges 1915 – der mit der Eroberung von Brest-Litowsk beendet hat – unter unmittelbaren Befehl August von Mackensens gefochten.³

Im Jahre 1916 wurde er – schon als General der Infanterie – Kommandeur der 1. Armee, die Siebenbürgen gegen Rumänien verteidigte. Obwohl nur 34.000 Soldaten am Anfang des gegnerischen Angriffs unter seiner Befehlsgewalt standen, konnte Arz bis zur Gegenoffensive der Zentralmächte erfolgreich verteidigen. Nachdem Kaiser Franz Joseph I. am 21. November 1916 gestorben ist, vollzog der neue Herrscher, Karl I., bedeutende Änderungen. So musste Franz Conrad von Hötzendorf die Leitung des Generalstabes übergeben und Arz wurde als Vertrauensmann von Karl I. der neue Generalstabschef am 2. März 1917. Trotz Arz' militärischer Erfolge war diese Beförderung unerwartet. Es war interessant und ungewöhnlich, dass der katholische Karl I. einen evangelischen General der Infanterie (am 26. Februar 1918 wurde Arz zum Generaloberst befördert) für diese Position auswählte. Trotzdem freute sich nicht das Heer über der Ablösung von Conrad, die Entscheidung des Kaisers bewährte sich glücklich: Arz konnte seine Aufgabe sehr gut besorgen. Er trat an die Spitze des Generalstabskorps „mit Freude und Stolz“.⁴ Sein Charakter war ganz ungewöhnlich in dem Heer, der von einem deutschen Verbindungsoffizier so kennzeichnet wurde: „Mit seiner liebenswürdigen, dem frohen Lebensgenuss zugeneigten Natur, seiner großen Anpassungsfähigkeit und seiner nie um ein Wort verlegenen Beredsamkeit wusste sich Arz in allen Lagen zu finden, ohne sonderlich durch sie belastet zu werden. Sein Lieblingsspruch ‚Ich kenne keine Schwierigkeiten‘ hätte auch dahin umgeformt werden können: ‚Ich umgehe alle Schwierigkeiten‘. Er war ein heiterer, anregender Lebenskünstler, der mit witzigen, häufig sehr geistvollen Bemerkungen Schwarz in Weiß umzudeuten verstand, auch im Widerspruch nie Liebenswürdigkeit verlor, aber allen seinen Einwendungen und Gegenvorstellen selbst das Gewichtige und Beachtung Heischende nahm, ein Mann für schönes Wetter und sorgenlose Stunden.“⁵ Arz war daneben ein charmanter und gut aussehender Mann, ein angenehmer Kamerad, der auch für den jungen Kaiser als Sinnbild diente.⁶

Bevor wir die Bestätigungspapiere von Arz betrachten, lohnt es sich, die historischen Ereignisse, die zum Zerfallen der Monarchie leiteten untersuchen.

³ ARMINIUS: *Feldherrnköpfe 1914/18*. Leipzig, 1932. 129.

⁴ Österreichisches Staatsarchiv, Kriegsarchiv, Militärkanzlei Seiner Majestät 69-2/9-6 de 1917 (ÖStA KA MKSM)

⁵ CRAMON, August von: *Unser Österreichisch-Ungarischer Bundesgenosse im Weltkriege. Erinnerungen aus meiner vierjährigen Tätigkeit als bevollmächtigter deutscher General beim k. u. k. Armeoberkommando*. Berlin, 1922. 134. ÖStA KA Nachlass (NL) B/180 Nr. 4. 119.

⁶ ARMINIUS: 130.

Nach verlustreichen Schlachten und schweren eigenen Niederlagen war Österreich-Ungarn zumindest auf den ersten Blick am Ende des Jahres 1917 in einer vielversprechenden Position. 1915 wurde Serbien erobert und das von seinen Niederlagen geschwächte Russland wollte nach der oktobrischen Revolution von 1917 an der Seite der Entente nicht weiterkämpfen, weswegen auch Rumänien am 22. Dezember 1917 um Waffenstillstand bitten musste. Außerdem wurden die italienischen Truppen bei Karfreit (Caporetto)⁷ am Ende von 1917 schwer geschlagen und die Truppen der Zentralmächte drangen bis zum Fluss Piave vor. Nach den elf blutigen, unentschiedenen Schlachten, die am Isonzo stattgefunden haben, war der Sieg von Caporetto ein bedeutender Wendepunkt an der Südwestlichen Front. Die italienische Armee erlitt eine katastrophale Niederlage und büßte etwa 800.000 Soldaten ein. Die Hälfte davon waren Versprengte und ca. 300.000 gerieten in Gefangenschaft. Die Kriegsbeute war ebenfalls unglaublich groß: 3152 Geschütze, 1732 Minenwerfer, 3.000 Maschinengewehre und 300.000 Gewehre wurden von den Zentralmächten erbeutet.⁸ Dieser gewaltige Sieg war teilweise Arz zu verdanken: er hat an der Spitze der AOK den Kriegsplan ausgearbeitet, der die Katastrophe des italienischen Heeres verursachte, so das k. u. k. Heer in Kooperation mit der deutschen Armee einen bedeutenden Triumph erringen konnte. Arz war auch ein energischer Kommandant: trotz der Bitte des Kaisers, die die Nützung der giftigen Gase an der Front verbot, die deutsch-österreichische-ungarischen Truppen starteten ihren Angriff bei Caporetto mit dem Gasschießen der Artillerie. In seinem Neujahrgruß von 1918 fasste Arz die militärische Ereignisse von 1917 dem kaiserlichen Ehepaar so zusammen: *„Im Osten wurde der vaterländische Boden befreit. Die Waffen ruhen dort und es eröffnet sich die Aussicht auf einen segenbringenden, gerechten Frieden. Im Südwesten aber wurde unter euer Majestät glorreicher Führung der Feind entscheidend geschlagen und in wilder Flucht über unsere Grenzen zurückgetrieben.“*⁹

Der Reichtum der oberitalienischen Ebenen an Weizen und Wein blendete die Führungsspitze der Monarchie, und die Soldaten dachten, dass sie den Feind vernichtet hätten.¹⁰ Die italienische Armee stand tatsächlich am Rande des Zusammenbruchs, deswegen mussten britische und französische Divisionen nach Italien versandt werden. Als schließlich am 3. März 1918 der Friedensvertrag von Brest-Litowsk unterzeichnet wurde, trat auch Russland aus dem Krieg aus. Infolgedessen erhofften sich die Mittelmächte die Rohstoffe

⁷ Diese Schlacht nennt man auch als Durchbruch von Flitsch-Tolmein, wir benutzen doch lieber den italienischen Name, Caporetto; es wurde auch als die 12. Isonzoschlacht genannt.

⁸ Arthur ARZ von Straussenburg: *Zur Geschichte des Grossen Krieges. Aufzeichnungen von Generaloberst Arz*. Rikola Verlag, Wien-Leipzig-München, 1924. 185. (ARZ 1924)

⁹ ÖStA KA MKSM de 1917 36-4/32.

¹⁰ BAUER, Ernest: *Der Löwe vom Isonzo. Feldmarschall Svetozar Borojević de Bojna*, Verlag Styria, Graz-Köln-Wien, 1985. 88.

von Polen und der Ukraine zu sichern. Nach dem Sieg über Russland konnte sich Deutschland nun auf seine entscheidende Offensive gegen Frankreich konzentrieren. Außerdem kehrten die Kriegsgefangenen der Mittelmächte aus Russland zurück, damit verstärkte sich auch das Kriegspotenzial der Mittelmächte. Allein in Österreich-Ungarn kamen bis zum 29. April (1918) ca. 370.000 ehemalige Kriegsgefangene zurück.¹¹ Die Ausgangslage der Mittelmächte schien damit zumindest auf den ersten Blick die Ausgangslage der Mittelmächte sehr vielversprechend.

Trotz dieser Siege war die Situation der Doppelmonarchie am Anfang des Jahres 1918 stark angespannt. Die Soldaten waren müde und demotiviert, weil das Hinterland den nötigen Nachschub nicht produzieren konnte. Die Landwirtschaft konnte weder die Armee noch die Bevölkerung versorgen, weswegen die Soldaten an der Front hungern mussten. 1918 brauchte die Monarchie täglich 513 Waggons Mehl, aber davon fehlten ca. 100 Waggons.¹² In dieser Lage konnte auch der enttäuschend verlaufende Aufschwung des Getreidebestandes der Ukraine nicht mehr helfen. Bis zur Ende des Krieges trafen nur 42.000 Wagons Lebensmittel aus der Ukraine ein, und davon waren ca. 15.000 Wagon – Schmuggelware.¹³ Im letzten Kriegsjahr 1918 lag das Durchschnittsgewicht der Soldaten nur bei rund 50 kg, was auch auf die nur 200 g Fleisch pro Woche zurückzuführen war, die sie erhielten.¹⁴ Nicht nur der Mangel an Rohstoffen verursachte Probleme, sondern auch der Transport. Am 31. Oktober standen beispielsweise über 2.000 Waggons an Lebensmitteln in Tschechien, die für Österreich bestimmt waren, wurden aber doch nicht transportiert.¹⁵ Die Kriegsindustrie konnte dazu die materiellen Verluste nicht ersetzen, die Lage wurde durch den Fakt gekennzeichnet, dass die k. u. k. Armee im Jahre 1918 größtenteils von jener Kriegsbeute lebte, die sie bei der Caporetto-Schlacht erbeutet hatte.

Eine andere Schwierigkeit war die tobende Malaria an der Südwestlichen Front, die ganze Divisionen kampfunfähig machte. Weil die Bekleidung mangelhaft war und die Wäsche fehlt, die Malariafiebernde müssen nackt warten, bis ihre Fetzen gewaschen und getrocknet sind.¹⁶ Zusammenfassend war die Lage der Doppalmonarchie nicht hoffnungslos bis Juni 1918, obwohl der Mangel des Ersatzes, die entstehende Lebensmittelkrise und die materielle Unterlegenheit verschlechterten die Siegeschancen der Doppelmonarchie.

¹¹ KOC SIS András: *A k. u. k. hadsereg az első világháborúban. (Tények, vélemények)*. PhD Dissertation, Eötvös Loránd Universität, Budapest, 2001. (Im Handschrift).

¹² General LANDWEHR: *Hunger. Die Erschöpfungsjahre der Mittelmächte 1917/18*. Amalthea Verlag, Zürich-Leipzig-Wien, 1931. 31.

¹³ LANDWEHR: 203.

¹⁴ ARZ, Arthur, Generaloberst Baron: *Kampf und Sturz der Kaiserreiche*. Johannes Günther Verlag, Wien und Leipzig, 1935. 105. (Arz 1935) SRÉTER István: *A badeni hadseregfőparancsnokság 1918 októberében és a hadsereg felbomlása*, Budapest, 1922. 6.

¹⁵ LANDWEHR: 302.

¹⁶ ÖStA KA NL B/180 Nr. 4. 120.

Die erschöpfte Monarchie musste aber eine neue Offensive gegen Italien vorbereiten, weil die Deutschen den entscheidenden Sieg am Westen nicht erreichen konnten. Die letzte Offensive von Österreich-Ungarn brach an der Piave – die in der kritischen Zeit der Überquerung plötzlich anschwell – nach anfänglichen Erfolgen im Juni von 1918 zusammen.¹⁷ Die Verluste waren grauenhaft: etwa 150 000 Soldaten wurden verloren. Die Niederlage untergrub die Moral der Truppen. Die 27. Infanteriedivision wurde beispielsweise durch Granaten der italienischen Artillerie bei ihrem Angriff auf den Monte Grappa dezimiert. Die Division galt bis dahin als eine der besten, aber nach dieser Niederlage war die Moral der Soldaten gebrochen. Im Oktober waren sie unter den Ersten, die den Dienst versagten.¹⁸

Wir können feststellen, dass die Moral jener Formationen im Hinterland schlechter war, als diejenige der an der Front stehenden Verbände.¹⁹ Dieses Faktum wird durch eine Meldung vom 30. September 1918 befestigt: „Allgemein wird bemerkt, daß jene Truppen, welche seit langem in schweren Abschnitten stehen, ungleich härter sind als jene, welche im Hinterlande oder bei der Ostarmee eingeteilt waren, und welche den Krieg für sich schon als beendet erachteten.“²⁰ Ähnliches Phänomen war in Deutschland zu beobachten, wo die im Hinterland stehenden Matrosen am Anfang November 1918 gegen die Regierung meutern.

Nach der Niederlage an der Piave im Juni 1918 konnte Österreich-Ungarn nicht mehr offensiv auftreten, die Kräfte der Doppelmonarchie reichten nur noch für die Defensive. Trotz dieser Niederlage war die Südwestliche Front haltbar, die größte Bedrohung für die Monarchie kam vom Balkan-Kriegsschauplatz. Die Junischlacht bewies auch der Entente, dass die k. u. k. Armee noch unverletzt und etwa gleich stark war wie die in Norditalien stehenden gegnerischen Verbände.²¹ Nachdem die Truppen der Entente allerdings die bulgarische Front am 15. September durchgebrochen hatten, wurde die Lage von Bulgarien hoffnungslos,²² deswegen bot es am 29. September Waffenstillstand an. Nach dem Austritt von Bulgarien musste die Türkei auch am 30. Oktober kapitulieren und dieses Ereignis näherte nun auch Österreich-Ungarn und Deutschland heran, weil ihre Hinterländer nach der Niederlage ihrer Verbündeten bedroht wurden. Trotz der Siege und der Ausscheidung von Bulgarien und der Türkei dachten die Feldherren der Entente, dass der Krieg noch weiter andauern würde. Der Oberbefehlshaber der

¹⁷ ARMINIUS: 134.

¹⁸ KOCSIS: 201.

¹⁹ SACHSLEHNER, Johannes: *Összeomlás. Az Osztrák-Magyar Monarchia 1918. október 28-án*. Athenaeum 2000 Kiadó, Budapest, 2007. 49-50.

²⁰ KERCHNAWE, Hugo: *Der Zusammenbruch der österr-ungar. Wehrmacht im Herbst 1918*. I. F. Lehmanns Verlag, München, 1921. 24.

²¹ BAUER: 105.

²² KERCHNAWE: 15.

Ententetruppen in Frankreich, Ferdinand Foch dachte, dass den Krieg erst 1919 beenden werden würde und meinte, zu diesem Sieg brauche er noch 100 amerikanische Divisionen.²³

Doch in Folge des Zusammenbruchs von Bulgarien und der Türkei, und die materiellen Unterlegenheit von Deutschland und Österreich-Ungarn schaffte die Möglichkeit für die Entente den Krieg auf dem balkanischen Kriegsschauplatz zu gewinnen. Der Kommandeur der Entente-Truppen auf dem Balkan, Franchet d'Esperey wollte einen ‚Alexanderzug‘ über Budapest und Wien auf Berlin durchführen.²⁴ Der Zusammenbruch von Bulgarien und der Türkei löste eine Kettenreaktion aus; im Laufe dieses Prozesses mussten die Zentralmächte die Kämpfe nach einigen Tagen später stilllegen.

Obwohl die Armee der Monarchie im späten Sommer von 1918 überall am fremden Boden stand, war die Lage Österreich-Ungarns grässlich. Seit Ende 1917 entflammten immer mehr Meutereien im Hinterland: Beim 34. Schützenregiment (Teschen) warfen die Soldaten Granaten auf die Offiziere, im Mai 1918 verweigerten das 80. und das 17. Infanterieregiment den Dienst. Um die Meutereien im Hinterland einzudämmen, musste Österreich-Ungarn sogenannte ‚Assistenzformationen‘ organisieren: nur in Tschechien wurden allerdings 9 Bataillone mit diesem Ziel eingesetzt, größtenteils mit deutschen und ungarischen Mannschaften.²⁵ Neben den Meutereien erhöhte sich auch die Zahl der Deserteure, im August war ihre Zahl 80.000 in dem Land.²⁶ Die ehemaligen Kriegsgefangenen, die aus Russland heimkehrten, wollten auch nicht wieder kämpfen. Die nationale Unruhe steigerte sich und deswegen musste Karl I. am 16. Oktober ein Manifest ausgeben, in dem es verkündet wurde, dass Österreich zu einem föderalen Staat umgebildet werden solle. In dieser Föderation hätten die Volksstämme ihre eigenen, staatlichen Gemeinschaften gebildet.²⁷ Obwohl die ursprüngliche Absicht des Kaisers die Stabilisierung von Österreich war, erhöhte dieser Schritt nur weiter die entstehende Verwirrung. Das Manifest beschleunigte nämlich noch die katastrophale Auflösung der Armee, so versagte zum Beispiel die 57. Marschkompanie am 28. Oktober den Dienst, weil sie aufgrund der Unabhängigkeit von Galizien erklärten, dass sie für Österreich nicht weiterkämpfen wollten.²⁸ Nach der Beurteilung von Arz demoralisierte das Manifest vorwiegend die Slaven, aber daneben wiederholten auch die Ungarn öfter, nicht für Österreich weiterzukämpfen.²⁹ Ähnlich wie Borojević musste

²³ *Österreich-Ungarns letzter Krieg 1914-1918. Siebenter Band. Das Kriegsjahr 1918.* Verlag Militärwissenschaftlichen Mitteilungen, Wien, 1938. 483. (ÖUIK)

²⁴ ÖUIK: 765-766.

²⁵ GALÁNTAI József: *A Habsburg Monarchia alkonya. Osztrák-magyar dualizmus 1867-1918.* Budapest, Kossuth Könyvkiadó, 1985. 342. (GALÁNTAI 1985)

²⁶ AGGHÁZY Kamil-STEFÁN Valér: *A világháború 1914-1918.* Budapest, 1934. 276-277.

²⁷ GALÁNTAI (1974): 416.

²⁸ HL Personalia, Arz: 63.

²⁹ Borojević kritisierte auch aus diesem Grund das kaiserliche Manifest. SACHSLEHNER: 80-81.

auch Arz feststellen, dass dieses Manifest die Moral des Heeres untergrub.³⁰ Gleich vieler anderer Offiziere dachte Arz, dass die Ausgabe des Manifestes in dieser Situation vorwiegend ein Wahnsinn war.³¹ Außerdem war diese staatliche Reform verspätet: zwei Tage früher – am 14. Oktober – entflamte in Tschechien ein General-Streik und die k. u. k. Regierung hatte die Kontrolle verloren.³² Ende Oktober 1918 entstanden Nationalräte in der Monarchie, welche die Kerne der neugeborenen Staaten bildeten. Die Doppelmonarchie wurde vernichtet.

Nach dem Zerfall des Hinterlandes konnte man den Zusammenbruch des Heeres nicht mehr verhindern. Trotz der Schwierigkeiten war die Lage der k. u. k. Truppen nicht aussichtslos. Die Entente hatte in dieser Zeit 51 italienische, 3 englische, 2 französische und 1 tschechoslowakische Division, insgesamt 704 Bataillonen und 7.700 Geschütze.³³ Die Monarchie hatte auf dem Papier zwar 60 Divisionen an der Südwestlichen Front, aber nur 25 Divisionen in voller Gefechtsbereitschaft. Trotz dieses Faktes war das Verhältnis der kämpfenden Truppen nur 1:2 für die Entente. Früher, 1915 etwa, hatte die Monarchie die Isonzo-Front trotz einer zahlenmäßigen Unterlegenheit von 1:6 mit Erfolg verteidigt. Die Lage von Österreich-Ungarn war auf den ersten Blick nicht ganz hoffnungslos.

Im Jahre 1918 war aber die Ausrüstung der Entente viel besser als früher. Die mehrtägige Artilleriesvorbereitung vor dem Sturm der Infanterie wurde unnötig, weil durch Bomber und Panzer der schnelle Angriff ermöglicht wurde. So konnte die Verteidigung den nötigen Nachschub und Verstärkung zu den gefährdeten Frontstrecken nicht senden.

Nachdem sich die deutschen Offensiven im Westen festgelaufen hatten, und die Truppen der Entente erfolgreiche Gegenangriffe ausführten, wurde das Schicksal der Monarchie auch an der Südwestlichen Front besiegelt. Am 24. Oktober 1918 begann die italienische Armee ihre Offensive gegen die österreichisch-ungarischen Stellungen an der Südwestlichen Front. In den ersten Tagen war die Verteidigung erfolgreich, aber am 28. Oktober wurde die ganze Front gestürzt. In der Schlacht von Vittorio Veneto erzielten die Angreifer einen entscheidenden Sieg. An diesem Tag wollte Karl I. nach Südtirol fahren, um die Meutereien zu zügeln, und „*dem Chaos an der Front Einhalt zu tun*“.³⁴ Arz sprach sich gegen diese Reise aus, weil er dachte, dass es als Flucht des Kaisers interpretiert und die Lage verschlimmern würde. Neben den Meutereien gingen verwirrende Gerüchte wie ein Lauffeuer um, unter anderem wurde erzählt, dass der Kaiser ein Trinker sei. Solche Klatsche zerstörten die Reputation des

³⁰ FARKAS Márton: *Katonai összeomlás és forradalom 1918-ban. A hadsereg szerepe az Osztrák-Magyar Monarchia felbomlásában*, Akadémiai Könyvkiadó, Budapest, 1969. 285.

³¹ SRÉTER: 12.

³² GALÁNTAI (1985): 348.

³³ ÖUIK: 535.

³⁴ ARZ (1924): 356.

Herrschers weiter und man stand diesem Prozess machtlos gegenüber.³⁵ Der Durchbruch der Frontlinie am 28. Oktober erschütterte zudem die Moral der österreichisch-ungarischen Armee: Nach diesem Misserfolg drang das Armeeoberkommando (AOK) darauf, um einen Waffenstillstand zu bitten.

Am 3. November wurde das Abkommen schließlich in Padova festgelegt und der Krieg wurde für die k. u. k. Monarchie, die zu dieser Zeit nicht mehr existierte, beendet. Nachdem der Waffenstillstand geschlossen worden war, gerieten ca. 360.000 Soldaten der ehemaligen Doppelmonarchie in die Kriegsgefangenschaft. Der Rest des Heeres löste sich auf, und die Disziplin der Formationen lockerte sich noch weiter. Deswegen wurden Plünderungen und Raub im Hinterland alltäglich. In Ungarn kam es in Folge dieses Prozesses zur Katastrophe: der Staat hatte kein Heer in der Zeit, als die feindlichen, neuentstandenen Länder Ungarn angegriffen haben. Die Auflösung der ehemaligen ungarischen k. u. k. und Honved-Verbände war die unmittelbare Vorgeschichte, die zum Friedensvertrag von Trianon führte.

Arthur Arz von Straussenburg wurde im Dezember 1918 pensioniert, lebte danach in Wien, spielte also keine Rolle während der Zeit der Räterepublik. Die ungarischen Beauftragten interessierten sich vielmehr für die Umstände der Auflösung der österreichisch-ungarischen Armee. Jedenfalls wurde Arz nicht des Verrates verdächtigt, trotzdem „*bemüht Verantwortung die Armeeoberkommando in der Auflösung des Heeres*“.³⁶ Diese Katastrophe war das Vorspiel der erfolglosen ungarischen Landesverteidigung von 1918-1919.

So sollte der Generaloberst a. D. seine Antworten am 28. September 1919 von Wien nach Budapest senden. Dieses Aktenbündel befindet sich heute im Ungarischen Kriegsarchiv (Hadtörténeti Levéltár) in der Abteilung der ‚*Personalia*‘, das Aktenmaterial besteht aus ungefähr 60 Folien.

Die an den Generaloberst gerichteten Fragen waren folgende:³⁷ 1.) Welche Maßnahmen wurden durch Arz im Oktober von 1918 eingeleitet, um die ungarischen Grenzen zu verteidigen? 2.) Wie wurden diese Maßnahmen durchgeführt? 3.) Was verhinderte die ungarischen Soldaten heimzukehren? 4.) Welche Maßnahmen wurden eingeleitet, um die ungarischen Soldaten an der Südwestlichen Front abzulösen? 5.) Wie wurden diese Maßnahmen durchgesetzt? 6.) Wann ordnete Arz den allgemeinen Rückzug an? 7.) Wann beendete der Oberbefehl ihre Wirkung in Baden? 8.) Warum und welche Maßnahmen wurden eingeleitet, um die ungarischen Truppen in Österreich zu entwaffnen? 9.) Wer verließ die Frage über die Staatsform bei den Verbänden? 10.) Welche Berichte kamen zu dem Oberbefehl über die Lage und über den Zustand der ungarischen Truppen an? 11.) Welche Wirkung rief das Manifest von Karl I. an der Front hervor? 12.) Sonstige Fragen.

³⁵ ARZ (1924): 380–381.

³⁶ „[...] *mulasztások terhelik a hds. főparancsnokságot a hds. felbomlásában*“. Hadtörténeti Levéltár (Ungarisches Kriegsarchiv), Personalia VII 188/3. doboz, Arz Artur 6. (HL Personalia, Arz)

³⁷ HL Personalia, Arz: 35.

Das Bestätigungskomitee machte Arz für die folgenden Ereignisse verantwortlich:³⁸ a) Die Verteidigung der ungarischen Grenzen sei für das AOK nicht wichtig genug gewesen (mit einer besonderen Hinsicht auf die Verteidigung der Donau-Linie). b) Die mehrfache Amnestie für die desertierenden tschechischen Soldaten. c) Solche Aussagen wie z. B. „*Wir haben den Krieg verloren*“³⁹ demoralisierten die Truppen an der Front. Nach der Meinung der ungarischen Kommission hatte das Eingeständnis des Kaisers und Arz, dass der Krieg verloren sei, die Katastrophe beschleunigt. Die Kommandeure der Armee hätten die Berichte über die Erschütterung der Kampfmoral nicht ernst genug genommen. d) Der Befehl des ungarischen Kriegsministers, Béla Linder am 1. November, in dem er die sofortige Heimkehrung der ungarischen Truppe befahl. e) Die abweichende Deutung des Waffenstillstandes von Padova. f) Wie beurteilt Arz die Verantwortung Karls I?

Arz schob in seiner Antwort die Verantwortung des Generalstabes für den Zusammenbruch ab. Er habe die Verstärkung der Balkan-Front im Oktober 1918 vorgeschlagen, aber der Zusammenbruch Bulgariens habe eine unhaltbare Situation geschaffen, so dass er die Räumung von Albanien, Montenegro und Serbien hätte anordnen müssen.⁴⁰ Dieser Schritt sei mit der Räumung der Ukraine ergänzt worden, weil die dort stationierenden Truppen auf den Balkan transportiert werden sollten.⁴¹ In dieser Lage konnten aber die Zentralmächte keine zusätzlichen Truppen auf den Balkan senden: vielmehr hatte Deutschland seine Kräfte von der Türkei und von der mazedonischen Front schon früher abziehen müssen, um die Westfront zu verstärken. Letztendlich hätte jede Verstärkung auf dem Balkan in diesem *circus vitiosus* wiederum den Zusammenbruch einer anderen Front verursacht.

Arz traf Maßnahmen zur Verteidigung der unteren Donau und er bat am 1. November Graf Károlyi diese Linie zu verstärken, aber der ungarische Ministerpräsident antwortete ihm nicht.⁴² Károlyi war ungarischer Ministerpräsident seit 31. Oktober, der auf einen annehmbaren Frieden im Sinne des 14-Punkte-Programmes von Wilson hoffte. Deswegen wollte er die Feindseligkeiten sofort einstellen und ordnete am 1. November an, dass die ungarischen Truppen die Waffen ablegen und unbewaffnet zurückkehren müssten.⁴³ Schließlich verteidigten die Balkan-Front nur 23,5 Divisionen unter dem Oberbefehlshaber Feldmarschall Hermann Kövess.⁴⁴ Diese Kraft war – auf dem Papier – größer als die der Monarchie gegen Serbien 1914 gesendet hat,

³⁸ HL Personalia, Arz: 6-7.

³⁹ So fasste István Tisza, der ehemalige Ministerpräsident die Lage in dem ungarischen Parlament am 17. Oktober zusammen.

⁴⁰ HL Personalia, Arz: 14.

⁴¹ ARZ (1924): 308-309.

⁴² HL Personalia, Arz: 18.

⁴³ AGGHÁZY-STEFÁN: 299.

⁴⁴ GALÁNTAI József: *Magyarország az első világháborúban*, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1974, 428. (GALÁNTAI 1974)

aber die tatsächliche Stärke der Formationen war nicht gleichwichtig mit deren, welche die Monarchie 1914 gegen Serbien ins Feld geführt hatte.

Nach der Meinung von Arz wäre es ein großer Fehler gewesen, wenn die ungarischen Truppen aus der Südwestlichen Front abgezogen worden wären. Trotz seiner Überzeugung ordnete er dennoch am 26. Oktober den Heimkehr der 27. Infanteriebrigade und der 38. Honveddivisions an.⁴⁵ Die nötigen Neuordnungen wurden aber mehrmals durch Transportschwierigkeiten verhindert, weil Meutereien den Verkehr erschwerten. Außerdem waren mehr oder weniger Arz' Hände wegen der Unzuverlässigkeit vieler Truppenteile gebunden. Aus diesem Grund war eine bedeutende Umgruppierung unmöglich. Daneben waren die Kommunikationsmöglichkeiten zwischen Baden und der Front in sehr schlechtem Zustand: Feldmarschall Boroević konnte sich beispielsweise von Udine nur über große Umwege mit der Heeresleitung in Verbindung setzen.⁴⁶

In Kenntnis dieser Fakten glaubte Arz im Gegensatz zu den Vertretern der neugeborenen Nationalarmee, dass die ungarischen Soldaten an der Piave genauso Ungarn wie an anderen Fronten verteidigen würden. Dieses Festhalten sagte Karl I. am 26. Oktober aus,⁴⁷ und am folgenden Tag besiegelte es Arz auch: „*Jene ungarländischen Truppen aber, die derzeit nicht benöthigt werden und in Italien stehen, mögen tapfer und heldenmütig im Kampfe ausharren, weil sie an der Piave ebenso wie an Grenze ihres engeren Vaterlandes den heiligen Boden Ungarns schützen.*“⁴⁸ In diesem Punkt wich die Meinung von Offizieren des unabhängigen Ungarns und des ehemaligen Generalstabschefs markant ab, obwohl bereits früher im Laufe des Krieges die Verteidigung von Ungarn ein wichtiges Ziel des Generalstabes gewesen war, wie z. B. in den Fällen von Gorlice 1915 oder von Siebenbürgen 1916. Natürlich sah die Heeresleitung die Lage von Ungarn aus einem anderen Blickwinkel als die ungarischen Offiziere: Sie war schließlich für die Verteidigung der ganzen Monarchie verantwortlich und nicht nur für Ungarn.

Im Herbst 1918 wollte die AOK die ungarischen Truppen beruhigen, dass der Heimat keine Gefahr aus der Richtung von Serbien und Rumänien drohen würde.⁴⁹ Obwohl in der Fachliteratur betont wird, dass der Wunsch der ungarischen Soldaten auf Heimbeförderung nicht allgemein war und nicht von allen Verbänden vertreten wurde,⁵⁰ sollten wir die auftauchenden nationalen Gegensätze ernst nehmen. Besonders stark war der Gedanke verbreitet, dass der Krieg für Ungarn nach Russlands Austritt beendet war und hernach Ungarn nur auf die Pression seiner Verbündeten weiterhin kämpfte.⁵¹ Der Krieg gegen Italien war lediglich eine

⁴⁵ KERCHNAWE: 158.

⁴⁶ BAUER: 125.

⁴⁷ HL Personalia, Arz: 21.

⁴⁸ HL Personalia, Arz: 45.

⁴⁹ HL Personalia, Arz: 22.

⁵⁰ FARKAS: 286-287.

⁵¹ KERCHNAWE: 108.

Frage von höchster Wichtigkeit für Österreich, schon wegen der Fiaskos von 1859 und 1866, als die Italiener nur mit einer anderen Großmacht siegen konnten und wertvolle Gebiete in Norditalien verlangten. Wegen der Ereignisse von 1848/49 war aber für Ungarn Russland der ‚*Urfeind*‘. Diese Unterschiede der Prioritäten erschwerten auch die Lage der Doppelmonarchie.

Nach der Meinung von Arz wurde die nötige Neuordnung der Truppen von der Piave rechtzeitig begonnen, aber das entstehende Chaos konnte man nicht mehr kontrollieren. Feldmarschall Borojević ordnete den allgemeinen Rückzug am 28. Oktober an,⁵² die am Anfang auch geordnet verlief. Nachdem Karl I. die Lage als aussichtslos beurteilt hatte, wollte er den Rest des Heeres retten, deshalb ordnete er an diesem Tag um 15⁴⁵ Uhr an, die Waffenstillstandsverhandlungen zu beginnen.⁵³ Arz meinte ebenso: *„der Kampf müsse sofort eingestellt werden, jede Minute der Verzögerung könne Tausenden, ja vielleicht Hunderttausenden das Leben kosten, eine Schuld, die wohl niemand auf sich laden will“*.⁵⁴ Der ehemalige Generalstabschef machte das Hinterland für den Zusammenbruch der Armee verantwortlich. Deswegen sprach Arz das AOK von der Verantwortung frei, obwohl er schon am 1. September erklärt hatte, sofern sich der Nachschub der Armee nicht verbessern werde, ähnlich traurige Ereignisse wie in Russland eintreten.⁵⁵ In diesem Sinne telegraphierte Arz auch Paul von Hindenburg: Die Lage der Truppen sei unhaltbar und es bestehe die Gefahr, dass sich der Bolschewismus leicht verbreiten könne.⁵⁶ In diesem Sinn meinte Arz 1919, dass Karl I. trotz seiner falschen Entscheidungen sehr viel Leben gerettet habe, weil er den Kampf rechtzeitig aufgegeben hatte und seine Macht nicht durch einen blutigen Bürgerkrieg behalten wollte.

Über die Abrüstung der Armee teilte Arz mit, dass er durch die Verfügung von Karl I. und durch die Anweisung des ungarischen Landesverteidigungsministers Béla Linder ausgeführt worden war. Linder war Oberst der Artillerie der k. u. k. Armee, aber er trat auf der politischen Bühne als Pazifist auf. Um das Wohlwollen der Entente zu gewinnen, ordnete er am 1. November an, dass die ungarischen Truppen ihre Waffen niederlegen sollten. Vertrauend auf die 14 Punkte von Wilson hoffte Linder ähnlich zu Károlyi auf einen entgegenkommenden Frieden. Dieser Befehl erhöhte noch das entstehende Chaos an der Südwestlichen Front und beschleunigte den Zerfall des Heeres. Die Armee war schon ganz zerrüttet als am 6. November der Kaiser nach dem Waffenstillstandsvertrag anordnete, dass nur 20 Divisionen in der Front gehalten werden sollten.⁵⁷ Natürlich konnte das Armeekommando diese

⁵² ARZ (1935): 23. BAUER: 106.

⁵³ ARZ (1924): 345. SACHSLEHNER: 175. FARKAS: 352.

⁵⁴ ÖUIK: 723.

⁵⁵ HL Personalia, Arz: 34.

⁵⁶ SACHSLEHNER: 130-131.

⁵⁷ HL Personalia, Arz: 47.

Demobilisierung nicht ausführen,⁵⁸ zu dieser Zeit war der Herrscher nicht mehr der Oberbefehlshaber des Heeres. In der kritischen Lage trat Karl I. das Generalkommando an Arz am Tagesanbruch des 3. November durch diesen Befehl – den er persönlich übergeben hat⁵⁹ – ab: „*Lieber Generaloberst Baron Arz! Ich ernenne Sie zu Meinem Armeeoberkommandanten.*“⁶⁰ Arz wollte aber nicht die Verantwortung übernehmen, deswegen übergab er das Oberkommando dem Feldmarschall Hermann Kövess. Diese Tat von Karl I. zeigte die Verlegenheit und die Erbitterung des jungen Herrschers und vielleicht kann man die Übergabe der Kommandantur verstehen, aber in dieser betrübenden Situation war sie unglücklich: es steigerte die Verwirrung nur noch weiter.

An diesem Punkt arbeitete der Generaloberst seine eigene ‚*Dolchstoßtheorie*‘ aus. Nach seiner Meinung wurde die Monarchie – ähnlich wie Deutschland – durch das Hinterland gestürzt. Obwohl die Armee auf feindlichen Boden gestanden habe und sie den feindlichen Angriffen hätte widerstehen können, solange sie nur auf die Unterstützung des Hinterlandes hätte zählen können. „*Dank der Tapferkeit und des Heldenmuthes der Truppen gelang es den Feind überall über die Grenzen zurückzuwerfen u. in Feindesland einen festen Damm aufzurichten, an dem sich die feindlichen Angriffe immer wieder brachen. Wenn dieser Damm durch die Wellen zersetzender Einflüsse des Hinterlandes unterwaschen wurde, bis er endlich barst so trifft die Schuld nicht die Führung.*“⁶¹ Diese Meinung wiederholte Arz auch wieder im Jahre 1935, als er in seinem Werk „*Kampf und Sturz der Kaiserreiche*“ die Meinung des letzten Außenministers der Doppelmonarchie Graf Andrássy zitierte: „*Die ungarische Regierung hatte den Wahnsinn begangen, die ungarischen Truppen die Waffen niederlegen zu lassen. Inmitten der heftigsten Angriffe und des blutigen Gemetzels hatte die Armee den Gnadenstoß im Rücken erhalten.*“⁶² Arz meinte, dass ein ähnliches Manifest nach dem Krieg durchgesetzt worden wäre: „*Ich betonte aber bei allen gegebenen Anlässen mit besonderem Nachdrucke, daß die treue Hingebung aller Völker und Volkssichten und die großen Opfer, die sie an Gut und Blut gebracht hatten, unbedingt Belohnung finden müßten, doch all dieses müßte dem gewiß bald zu erhoffenden Frieden vorbehalten bleiben.*“⁶³ Graf Czernin, der ehemalige Außenminister der Doppelmonarchie schob die Schuld für den Zusammenbruch ebenfalls auf das Hinterland ab: „*Wir haben den Krieg verloren, aber nicht durch Verschulden der Armee, sondern, weil die innere Front versagte.*“⁶⁴ Mehrere Deutschen machten ganz direkt Karl I. – so teilweise Arz – verantwortlich für die Katastrophe.⁶⁵

⁵⁸ ARZ (1924): 380.

⁵⁹ ÖStA KA NL B/1000 Nr. 479/9.

⁶⁰ ARZ (1924): 368. vgl. ÖStA KA, Nachlass Arz B/63 Nr. 2. (ÖStA KA NL B/63)

⁶¹ HL Personalia, Arz: 33-34.

⁶² ARZ (1935): 117.

⁶³ ARZ (1935): 107.

⁶⁴ ARZ (1924): 330.

⁶⁵ ZARNOW, Gottfried: *Verbündet? Verrat!* Berlin, 1935. 13. „*Wir erkennen heute [im Jahre 1935] die Fäden, die in der Wiener Hofburg zusammenliefen: Verrat von Staat gegen verbündete*

Wie wir früher schon festgestellt haben, war der Befehl von Linder einer der neuralgischsten Punkte des Zusammenbruchs. Der ehemalige k. u. k. Oberst, der in diesen Tagen zum Kriegsminister von Ungarn avancierte, befahl am 1. November den ungarischen Truppen die Waffen abzulegen. Nach der Leugnung (Nichtanerkennung) von Arz, musste Linder seinen Befehl am Tagesanbruch von 2. November wiederholen.⁶⁶ Das ungarische Bestätigungskomitee wollte wissen, welche Wirkung dieser Befehl hatte. Arz prophezeite, dass der Befehl ein furchtbares Chaos zur Folge haben werde. Obwohl der Generalstabschef die Ausführung des Befehls bis 21 Uhr am 2. November verweigerte,⁶⁷ legitimierte der Befehl dennoch das Verlassen der Front. Manche Divisionen desertierten die italienische Front zerfiel. Es ist interessant, dass sich die konterrevolutionäre Mentalität der neugeborenen ungarischen Armee in diesem Punkt der Meinung von Linder anschloss: Manche Offiziere verglichen die von der Südwest-Front desertierenden Soldaten mit den ungarischen Soldaten von 1848, die vom Ausland heimkehrten um für die Unabhängigkeit zu kämpfen.⁶⁸

Die Entscheidung von Linder vergrößerte noch die Furcht der neuen ungarischen Regierung, die befürchtete, dass die ausgerüsteten, heimkehrenden Soldaten zu Banditen werden oder die Regierung von Károlyi stürzen könnten. *Volente nolente* gab dieser Befehl dem Heer der Monarchie den endgültigen Gnadenstoß. Deswegen ordnete Linder an, dass die Soldaten ohne Waffen heimzukehren hatten,⁶⁹ die regulären Truppen sollten entwaffnet werden. Er hoffte, dass Ungarn durch nur die französischen und englischen Truppen besetzen werde, und die Entente einen annehmbaren Frieden schließe.⁷⁰ Wie wir bereits früher betont haben, gehörte zu dieser Zeit die öffentliche Sicherheit im Hinterland der Vergangenheit an. Außerdem hatte die neue ungarische Regierung Angst vor der Möglichkeit, dass die heimkehrenden Soldaten sie selbst stürzen würden. Es ist interessant, dass es in Österreich ähnliches befürchtet wurde, deswegen wollte die neue Regierung auch die kaiserlichen Soldaten fernhalten.⁷¹ In Ungarn erklärte der Minister für die volkstümliche Angelegenheiten, Oszkár Jászi seine Befürchtung, die von den Soldaten ausginge, weil sie des zivilen Lebens entwöhnt waren. Jászi befürchtete, dass das soziale Elend im Hinterland, auf das die Heimkehrenden treffen würden, noch ernsthafter werden könnte.⁷²

Staaten, Verrat gesalbter und gekrönter Personen an ihresgleichen, Verrat als ein gebräuchliches Mittel, Vorteile zu erschleichen und den Waffenbrüder zu überlisten. Der Deutsche Soldat geht nach dem Verrat und Zusammenbruchs seines Volkes groß und schön in die Geschichte der Welt seine Gegner als Nutznießer der Hinterlist und des Verrats.“

⁶⁶ FARKAS: 365.

⁶⁷ FARKAS: 373. SRÉTER: 25.

⁶⁸ SRÉTER: 19.

⁶⁹ SALAMON Konrád: *Nemzeti önpusztítás, 1918-1920: forradalom-proletárdiktatúra-ellenforradalom*, Korona Könyvkiadó, Budapest, 2001. 63-64.

⁷⁰ ÖStA KA Op. Geh. Karton 476. Nr. 2090.

⁷¹ Arz (1924): 378.

⁷² SALAMON: 59-60.

Übrigens bewegte die Soldaten an der Front kaum die Frage nach der zukünftigen Staatsform. Das AOK wollte die Meinung der Truppen zu dieser Frage wissen, aber die Soldaten waren apathisch und interessierten sich nicht für solche Probleme.⁷³ Wie in anderen Fällen, waren die kämpfenden Truppen loyaler gegenüber der Monarchie als das Hinterland.

Wie wir bereits früher erwähnt haben, gerieten bis zum 4. November ca. 360.000 Soldaten in Gefangenschaft. Die Ursache dieser großen Zahl war, dass die Italiener das Waffenstillstandabkommen anders auslegten als die österreichisch-ungarischen Offiziere. Von 15 Uhr des 3. November wurden die Bedingungen des Waffenstillstandes durch die österreichisch-ungarische Armee angenommen, aber das Einstellen der Feindschaften folgte erst sechsunddreißig Stunden später.⁷⁴ Inzwischen drangen die Truppen der Entente bis zur Linie von „*Stilfserjoch-Malé-Mende-Salurn-Val Sugana-Pontebba-Aquileja-Grado am Adriatischen Meere*“ vor,⁷⁵ und dieser Vormarsch wurde durch die österreichisch-ungarischen Soldaten nicht mehr verhindert. Viele von ihnen gerieten in Gefangenschaft, weil die Italiener alle feindlichen Soldaten, die hinter der früher erwähnten Linie waren, welche die Italiener bis 15 Uhr 4. November erreichten, zu Kriegsgefangenen erklärten. Die italienischen Soldaten wollten für die Niederlage von Caporetto Rache nehmen.

Die AOK war hilflos, der Katastrophe zu entgehen. In dieser Lage hatten die Kommandeure der Bataillone und Regimenter die bedeutendste Rolle, weil das Hauptquartier in Baden machtlos war. Allerdings konnten manche Verbände die Gefangenschaft vermeiden und als geordnete Formation heimkehren.⁷⁶ Das Maß der Katastrophe steigerte die Tatsache, dass die Italiener die Gefangenen nicht versorgen konnten, deswegen „*forderten Hunger, Kälte, Elend und Krankheit enorme Opfer*“.⁷⁷ Nach der Meinung von Arz war die Oberste Heeresleitung bis zum 12. November handlungsfähig, obwohl sie schon am 4. November paralysiert war. Arz konnte aber keine befriedigende Antwort geben, warum der Generalstab gegen die ungehorsamen Truppen nicht vorgegangen war, obwohl das Gefühl von „*finis Austriae*“ schon am 28. Oktober grassierte.⁷⁸ Eine mögliche Antwort ist, dass die Ordnungsmachenden Truppen weitere militärische Kräfte erfordert hätten, was in dieser Lage unmöglich war. Außerdem wurden im Herbst 1918 die bisher zuverlässigen und kampffähigen Bosnier, Kroaten unzuverlässig, so war die zersetzende Rolle der Tschechen nicht so bedeutend wie früher. Wir können feststellen, dass dieser Waffenstillstand ein trauriger Abschluss der

⁷³ SRÉTER: 22.

⁷⁴ ARZ (1924): 371.

⁷⁵ ARZ (1924): 378.

⁷⁶ z. B. Es gelang dem XXVI. Korps, der unter dem Befehlshaber Aurél Stromfeld stand. SALAMON: 62.

⁷⁷ ARZ (1924): 378.

⁷⁸ SACHSLEHNER: 129-130.

Führertätigkeit von Arz war.⁷⁹ „Als ihn die Kaiserin in jenen trüben Novembertagen fragte, ob er nicht ein Regiment zur Bewachung von Schönbrunn aufbringen könne, hatte er mit einem schmerzlichen Nein antworten müssen. Das war das Ende.“⁸⁰

Obwohl Arz seine Verantwortlichkeit für die Katastrophe leugnete, zerbrach unter seinem Oberbefehl die Armee der Habsburgischen Monarchie. So war die Rolle des letzten Generalstabschef in dieser Katastrophe zweifelhaft: Arz und seine Armee stürzten wegen der Wirkung der Umstände, die nicht zu beeinflusst werden konnten. Trotz dieses Faktes breitete das Bestätigungskomitee seinen enthebenden Beschluss am 9. Dezember 1920 unter, und Arz wurde am 14. Mai 1921 freigesprochen.⁸¹ Arz ist im Jahre 1935 in Budapest gestorben.

⁷⁹ ARMINIUS: 136.

⁸⁰ GLAISE-HORSTENAU, Edmund: *Der letzte Generalstabschef der k. u. k. Wehrmacht*, Neues Wiener Tagblatt, 30. April 1924. Nr. 119. 1-3.

⁸¹ HL Personalia, Arz: 34.

Zoltán Maruzsa

„1968” and its effect on the countries of the Soviet Bloc

Hundreds of conferences and events analyzing the political events of 1968 were held worldwide in the past months. The majority of these dealt with the western student riots and their effects on society. Not by coincidence: the events which took place 40 years ago are considered – especially in Germany – as a change of generation, which laid the foundations of today’s world. However, I see it as a serious problem that the international conferences dealing with these events only present the French, German and American student riots, sometimes the intervention in Czechoslovakia is mentioned, but I have not found a summary which analyzed the effects of the riots of 1968 on the countries of the Soviet Bloc. I wish to make up for this shortage with this current paper.¹ During my research I primarily used the contemporary reports of the Embassies of the Hungarian People’s Republic held at the State Archives of Hungary as sources. Based on these, it can be preliminarily stated that 1968 did not only generate significant student movements – and sometimes riots – in the countries of the western world, but also in the eastern and southern countries of Europe as well. These events triggered state response in almost every country, with the specific aim of intensifying control over university students, and which resulted in the strengthening of the extant social system.

The general reception of the western European student riots and protests in the countries of the Soviet Bloc

Before examining the effect of student riots and protests on certain countries, it is advisable to look at what Moscow and its allies thought about the western events and the similar processes happening in their countries.

In my opinion, the official point of view regarding western student riots can be excellently observed through the news published by the state owned and controlled media. A summary of this has been published recently.² According to this, the state was moderately enthusiastic about the western clashes: on the one hand they naturally welcomed the protest and considered them as events reflecting the deep crisis of the capitalist world and emphasized that western university students demonstrate against the outdated higher education and

¹ The presentation containing the results of the research was held at the University of Vienna on May 15, 2008, the study will be published in German at the University of Vienna Department of Contemporary History in a volume titled *„1968 als Ereignis und Symbol wissenschaftlicher und gesellschaftlicher Konfliktzonen”*.

² ILLÉNYI Balázs: *A helyzet fokozódott. A 68-as diákmozgalmak a hazai ifjúsági sajtóban* (The student movements of 1968 in the youth press in Hungary), *Heti Világgazdaság*, 2008. május 28. 51-53.

reactionary social structure, and they blamed the student leaders who rejected the help offered by communist parties. On the other hand, for example in Poland, due to the university demonstrations, which started and which were defeated in March 1968 – thus before the western protests – the state was unable to clearly support the western protests. It has also made the appreciation of the events more complex, that some of the western demonstrators obviously sympathized with the Chinese cultural revolution (which was condemned by Moscow) – or at least with the idealized picture of it appearing in the western media – and Mao Zedong, who at the time had bad relations with the Soviet Union.

At the same time, the leaders of the states of the Eastern Bloc were worried that the example of western demonstrations will be contagious and similar events may occur east of the Iron Curtain. When following Poland, similar events took place in Czechoslovakia and Yugoslavia as well, this worry seemed valid and resulted in state measures. Since protests occurred in states providing the relatively most freedom, the response was the strengthening of the party state and the increase of control over citizens. A special field of these measures was the reform of higher education, the primary aim of which – as we will see – has been the increase of political influence over state owned and party – controlled universities and colleges in every communist country since 1947/48.

Following this review, we should examine what events similar to western student riots took place in these countries. We can categorize the countries to be examined into two groups: countries where specific protest took place (Czechoslovakia, Yugoslavia, Poland), and those where such events did not take place, but based on diplomatic sources, the political leadership issued different preventive measures (Bulgaria, German Democratic Republic, Hungary, Romania, Soviet Union). Albania – which was also led by communists, but which oriented towards the Maoist China – is an interesting exception. No protests or riots took place at the only university of Albania, and diplomatic sources have not reported on state measures connected to the examined topic.

Czechoslovakia

I believe that the Czechoslovakian reforms and the events of the military intervention which followed them are widely known, so I do not wish to go into details regarding these antecedents. We can state that before the Soviet intervention of August 21, 1968, partly the reformer wing of the Czechoslovakian Communist Party started to put the programme of „*socialism with a human face*” into practice, however it came into being mostly at universities among the young people at the universities, and this social group was one of the most important supporters of the implementation of the reforms.³

³ JUHÁSZ József: *1968 Jugoszláviában és Csehszlovákiában (1968 in Yugoslavia and Czechoslovakia)*. IN: BARTHA Eszter-KRAUSZ Tamás (ed.): *1968 – Kelet-Európa és a világ*

Following the military intervention by five member states of the Warsaw Pact – as soon as the stabilization of the new system made it possible – a series of measures were born, which aimed at increasing control over universities and university students. As a first step, countrywide – but especially at Charles University in Prague – several hundreds of university students and professors were discharged by the disciplinary committees established at certain faculties. The general trend was the almost total elimination of the autonomy of state owned universities; the strengthening of party organisations operating at universities and the increase of their influence; the multitude of organisational changes at universities, colleges and the academy, which made the change of cadres easier; and the development of ideological education, namely, the education of Marxism-Leninism was made obligatory. The report points out that: *„the field of education, within these the internal situation at secondary schools, colleges and universities is still deranged. The main problem is caused by the right wing political activism of the students and the weak influence of the party and state politics. [...] The influence of the communist party has to be strengthened in all levels, at the work of the national committees, at the given institutions, faculties [...] the appointment of university rectors, deans and the heads of important institutes will be directly influenced. According to the party resolutions which were in effect previously, the appointment of university professors and private tutors will also be controlled.”*⁴

A separate report was about the establishment of the Institute of Marxism-Leninism, which operated under the direct control of the party and which replaced the eliminated Institute of Social Sciences at the university in Prague. This new institute supervises the ideological education of universities.⁵

The Hungarian Embassy made an expressly interesting compilation, when it sent the full aspect system of the screening of 1969 to Budapest, which was extended to every employee and university publications and students: though I am unable to discuss the document in details due to the reasons of extension, but for example we know it from here that dormitory cards were introduced at this time in Czechoslovakia in order to prevent the infiltration of adverse elements into dormitories. It was also made obligatory to keep records of the visitors of students living in dormitories and of students who arrived home after

(1968 – *Eastern Europe and the World*). L'Harmattan-ELTE BTK Kelet-Európa Története Tanszék, Budapest, 2009. 84.

⁴ Magyar Országos Levéltár (MOL) XIX-J-1-j (Hungarian National Archives, Archives of the Ministry of Foreign Affairs) XIX-J-1-j-Csehszlovákia-7t.-002834-1969. The report of the Hungarian Embassy in Prague dated August 6, 1969 on the situation of the control of education and the start of the 1969/70 school year (*Az oktatásügy irányításának helyzete és az 1969–70-es tanév beindítása*).

⁵ MOL XIX-J-1-j-Csehszlovákia-7t.-00770/5-1969. The report of the Hungarian Embassy in Prague dated October 17, 1969 on the ideas of the Czechoslovakian Communist Party regarding the measures on the fields of education and the Academy (*A CSKP KB. illetékes osztályának elképzelései az oktatás és az Akadémia területén teendő intézkedésekről*).

midnight, and the reception of outsider guests was also prohibited after 18.00.⁶ The extra attention paid on students living in dormitories is not a coincidence: both in France and – as we will see – in Yugoslavia, the dormitories of higher education students were one of the most important locations of the organisation of students.

Yugoslavia

Regarding the Tito led Yugoslavia, we have to emphasize that it did not belong to Moscow’s system of allies since 1948, and though it settled its relations with the Soviet Union in 1955 following series disputes, it did not join the Warsaw Pact. However, since this country was also operated as a single party system led by communists, I considered it worthy of examination.

As I mentioned previously, Yugoslavia is among the countries where serious protests occurred during 1968. The party could feel that tension is increasing among university students: At the 8th congress (February 8–10, 1968) of the Yugoslavian Youth Association, Tito talked about⁷ the fact that western lifestyle attracts youth more and more, against which measures must be made. Marxist education must be strengthened, the proportion of students of worker and peasant origin must be increased at universities (the speech also emphasizes that the proportion of the children of the party elite is too high among university students).

One of the reasons which set off the riots was the failure of the event organised by the Youth Home in Belgrade on June 1, 1968. The programmes titled the *Caravan of Friendship* with the motto of *the microphone is ours* was originally planned to be organized at the university campus, however, the organisers selected one of the rooms at the worker university as rain location. There was great interest, it rained and the location proved to be too small, but the organisers reserved many seats for the functionaries of the communist youth organisations, which enraged university students who had to stay out: first they only threw stones, then fights started between the youth leaders and the discontented students, which was ended by the police.

In the morning of June 3, university students held meetings at several locations then started to march towards the centre of Belgrade. It shows the heterogeneity of the crowd that beside the photograph of Tito, „*monarchist, Rankovichist, Dilasist and other reactionary demands*”⁸ appeared as well. The

⁶ MOL XIX-J-1-j-Csehszlovákia-7t-002834/1-1969. The top secret report of the Hungarian high consul at Bratislava dated November 4, 1969 on the measures to consolidate the situation at colleges (*Intézkedések a főiskolákon kialakult helyzet konszolidálása érdekében*).

⁷ MOL XIX-J-1-j-Jugoszlávia-002701-1968 The secret report of Hungarian Ambassador to Belgrade József Nádasdi dated April 9, 1968 on the event and the content of Tito’s speech.

⁸ MOL XIX-J-1-j-Jugoszlávia-003148-1968 The top secret report titled the visit of Yugoslavian Ambassador Géza Tikvicki (*Tikvicki Géza jugoszláv nagykövet látogatása*) made by János Péter on

police help up the students at an obstacle created by a railway node and an underpass and started negotiations with their leaders. However, due to the tense mood, riot police forces were deployed from one second to the next, during which live firearms were used. We do not know how many people were injured, but according to unofficial reports, the police intervention resulted in 4 deaths. By night – perhaps due to the influence of the successful French strike which resulted in new elections – a general strike was announced at the Faculty of Arts, to which other universities and many artists, authors and public figures joined. When hearing the news, the police blockaded the university campus and larger dormitories, switched off the telephone system at these institutions and stopped electricity at several locations; in many cases violent activities occurred as well. University students established a university guard, spread leaflets, which demanded amnesty, the discharging of police leaders, free press and the introduction of minimum wage. The motto of „*down with the red bourgeoisie*” was clearly a slogan against the party state nomenclature.⁹

Even though university students attempted to maintain the revolutionary mood through a series of events, the strike was out of breath within a week. Naturally, countermeasures of the state played a great role in this, especially the manipulative effect of the state controlled media: reports depicting the strikers as a bunch of criminals, bums and discontent people, who do not want to study, drastically changed the initially sympathetic public opinion on students. When the strike lost its breath, Tito, who formerly evaded publicity, announced changes in a television speech, the main element of which was the introduction of the minimum wage. The well timed speech was popular even among the strikers, and life returned to normal for the majority of students. Naturally, retribution took place: the leaders of the students – like George Vukovity – were discharged from the university, their passports were revoked and they were considered the enemies of the system. Others were dragged into show trials.¹⁰

The situation stayed tense even after the end of the protests, until the dispute about the Czechoslovakian intervention, during which Yugoslavian leaders condemned the action of the troops of the Warsaw Pact, perfected diverted attention from the protests of students.¹¹

July 15, 1968 at the Ministry of Foreign Affairs reports on the events in details (beside other internal political events). In connection with the riots, the author emphasized that the reasons for them are the unsolved (student) problems that had been gathering for years, and stated that the workers supported the demands, but not the method, this is why Belgrade did not turn into a second Paris. He emphasized that there were no nationalist mottoes and the Yugoslavian self governing model was not attacked and stated that even though communist youth organisations tried to influence the events, many people were just going with the flow of events.

⁹ JUHÁSZ: 80.

¹⁰ The top secret report (MOL XIX-J-1-j-Jugoszlávia-49d-002993/2-1968) of the Hungarian Embassy reports on the trials of the university students.

¹¹ MOL XIX-J-1-j-Jugoszlávia-002881/1-1968 The top secret report of Hungarian Ambassador to Belgrade József Marjai dated September 16, 1968 titled the speech of

It is important to emphasize that contrarily to several other countries, Hungarian diplomatic sources do not report on important higher education reforms, however, we can assume that the reforms of 1965-66 towards the self-governing socialism slowed down following the protests because the leaders of the party believed that the riots were the result of liberalization.

Poland

In Poland, the elbow-room of Gomulka continuously decreased following the fall off Khrushchev, and by the late sixties, the opportunities of the Polish way which was achieved in the October of 1956 kept narrowing down, which led to increasing social tension. Discontent came to the surface when authorities banned a popular play due to its anti-Soviet character in January 1968. At the last performance of the play, the university students of Warsaw who protested using the motto „*uncensored culture*” were beaten by the police and 35 protesters were arrested. Several demonstrations were held for the release of the arrested students in Warsaw and in other university cities, during which protests people demanded the freedom of press, the freedom of gathering, free culture and amnesty for the arrested students.¹²

However, the power subdued the demonstration held at the university on March 8 using workers recruited from factories, which resulted in protests in several large cities, primarily in Warsaw, Krakow and Gdansk. Following the speech of Gomulka, in which he unilaterally condemned the protests, university students announced a strike on March 19, which was successfully isolated and soon eliminated by the authorities. Retribution and the seeking of scapegoats followed.¹³

Dizdarevics on the international situation and Yugoslavian foreign policy (*Dizdarevics előadása a nemzetközi helyzetről és a jugoszláv külpolitikáról*) reported on the speech of the aforementioned CC member, in which he condemned the Soviet aggression against Czechoslovakia and declared the results achieved since the 20th congress invalid, and talked about the reviving neostalinism in the Soviet Union. As a response to a question, he said that a Soviet attack against Yugoslavia is not out of the question, for example Bulgaria would like this idea due to the question of Macedonian territorial disputes, but it is afraid to attack the much stronger Yugoslavia alone.

¹² MITROVITS Miklós: *1968 – A lengyel ellenzéki mozgalom fordulópontja* (The turning point of the Polish opposition). IN: BARTHA Eszter-KRAUSZ Tamás (ed.): *1968 – Kelet-Európa és a világ*, L'Harmattan – ELTE BTK Kelet-Európa Története Tanszék, Budapest, 2009. 94-96.

¹³ Österreichisches Staatsarchiv, Archiv der Republik (AdR) (State Archives of Austria, Archives of Republic) 01 POL-II Polen 1968. 126763. The Austrian Ambassador to Warsaw reported in a top secret report dated September 1, 1968 on the cleaning in Polish Foreign Affairs (*Tisztogatások a lengyel külügyben*). In the report, he described the anti-Zionist nature of the retribution. According to the report, since some of the leaders of the Polish student riots were Jewish, the Polish media blamed the riots on Zionists; which perfectly fit to the anti-Israeli propaganda experienced throughout the Soviet Zone following the six-day war of 1967. Within the framework of the anti-Zionist campaign, 8000 members were dismissed from the party and 13,000 people (mostly Jewish) were expelled from Poland within the next three years.

As the first step, a few professors who stood by the students and more than 1.000 students were discharged from the universities, and in order to facilitate the changing of cadres, institutes were organized to replace the departments, the party organisations operating at the universities were strengthened and their influence in the governing bodies of the universities was increased. Also a decision was made about the restoration of the obligatory education of Marxism-Leninism at universities, which was abolished in the autumn of 1956.¹⁴

The Polish parliament soon modifies the law on higher education as well, which sanctified the structural reforms, further restricted the autonomy of the universities and improved the chances of applicants of worker and peasant origins to get accepted to the university within the class based application system. Furthermore it clearly said that: „*the main goal of colleges is to train and educate students to be the conscious builders of socialism*”.¹⁵ It meant an important change that according to the document: „*the new prescriptions of the college law entitle the minister and the rector to make resolutions to immediately discharge students from the university in case of disciplinary fault whether they commit it individually or in a collective. The prescriptions contain special restrictions for cases of serious breach of order or standing up against the interests of the People's Republic of Poland.*”

As we could see in all three countries where protests occurred, happenings similar to western events took place. We should not be surprised by the fact that these were smaller than western movements, since communist states stood up against these movements more effectively than western countries: the chance for organisation was much lower in countries with continuously monitored and supervised citizens than in open societies. The constitutional state did not bind the hands of the police forces, and the state owned media was able to turn the majority of the population against the students within days. Furthermore it is important to state that following the protests, retribution took place and also measures were taken to prevent further riots. However it is still interesting what happened in countries where no violent events took place.

Bulgaria

In Bulgaria the party-state leadership dealt with the question of youth in January 1968: Todor Zhivkov announced his well-known theses on youth at the 9th Congress of the Communist Youth Organisations in Dimitrov, which the

¹⁴ MOL XIX-J-1-j-Lengyelország-7.t.-001739/8-1968 The top secret report of Hungarian Ambassador to Warsaw Béla Némethy dated June 21, 1968 on the situation at Polish universities (*A lengyel egyetemi helyzetről*) describes the reasons of the riots and the retribution.

¹⁵ MOL XIX-J-1-j-Lengyelország-7.t.-003754-1968 The top secret report of Hungarian Ambassador to Warsaw Béla Némethy dated November 23, 1968 on the modification of the Polish higher education law (*A lengyel felsőoktatási törvény módosításáról*).

Central Committee of the Bulgarian Communist Party made into a resolution.¹⁶ These set the following aims in seven points: the strengthening of party leadership, the development of the system of state institutions, making the coordination of youth work more efficient, strengthening the activities of the Communist Youth Organisations, reorganisation of the ideological work and increasing its results, more active participation of youth in the building of socialism, the growth of the population, the achieving of 10 million citizens.

The Bulgarian state power has also implemented measures as a response to the Europe-wide protests. As a result, arrests were made in May: an allegedly pro-Chinese group was ‚uncovered’ at the University of Sofia and 50 people were arrested. The following extract excellently depicts the strictness of state control: *„It illustrates the obscure situation at the State University of Sofia that the Eastern European Institute of the University of Rome offered scholarships to Bulgarian university professors at the beginning of the year. The offer was put on an official way, and as a reply, Italians stepped back saying that ‚if Todor Pavlov (Central Committee member, the president of the Academy) picks the people for the scholarship, he would only send former partisans’. At the end of the university year, a professor from the Italian institute travelled to Sofia as a tourist and contacted the university professors directly and negotiated about the scholarships. Bulgarian authorities were surprised that the majority of the concerned professors did not report on the appearance of the Italian professor and his activities only ceased following the intervention of the security bodies. This is the reason for the replacement of several department heads of the State University.”*¹⁷

In July 1969, the Central Committee made another resolution on educational reform. This aimed at the reorganisation of the institutes of higher education for the purpose of research, the strengthening of the effect of party organisations operating at universities on the leaders of the institution and the development of the ideological work. The reports states clearly: *„[...] The resolution sees patriotic education as the primary direction of the ideological work conducted among the youth, young people must be educated to national pride, internationalism, love of the Soviet Union and the hatred of anti-class theories. Militaristic-patriotic education and the increase of the level of social sciences are emphasized in the educational work. This latter is especially urged at industrial and technical schools, thus fighting the existing primitivism during the education of these subjects. [...] In the future, more emphasis shall be put*

¹⁶ MOL XIX-J-1-j-Bulgária-2t-001128-1968 The top secret report of Hungarian Ambassador to Sofia István Roska dated February 3, 1968 on the summary of the youth theses of Todor Zhivkov (*Összefoglaló Todor Zsivkov ifjúsági téziseiről*). The report analyzes the theses and their effects on 14 pages.

¹⁷ MOL XIX-J-1-j-Bulgária-2t-001379/2-1968 The top secret report of Hungarian Ambassador to Sofia István Roska dated December 13, 1968 on a few recent phenomena of Bulgarian internal politics (*A bolgár belpolitika néhány jelensége a közelmúltban*).

on the more increased ideological education of the youth beside a higher level of professional and scientific education. The aim of this, beside providing Marxist education for the youth, is to decrease the chance of ideological loosening."¹⁸ Another point of this source is also interesting, according to which the party wishes to increase state control over the institutions of higher education by placing the bodies of local and regional public administration and party organisations into the governing bodies of such institutions.

German Democratic Republic

Though specific student protests or riots did not take place in the German Democratic Republic, one of the main locations of western student riots was the German Federal Republic. Furthermore the broadcast of the western German media, which were not controlled by the party state could be received and understood without language barriers throughout the GDR. The leaders of the Socialist Unity Party of Germany were worried about the events. It was also an important factor that serious protests took place in two neighbouring socialist countries, in Czechoslovakia and in Poland. It is not surprising that among countries without protests, the GDR introduced the strictest and widest range of preventive measures, thus among others, a comprehensive reform of higher education. The diplomatic report on this topic states in the introduction: *„The 7th congress of the Socialist Unity Party of Germany dealt with the necessity of the implementation of the reform of higher education. According to the guidelines of the congress, the concerned party and state bodies started the preparation of the reform. The preparatory work went slowly until the spring of this year. But now it has been accelerated. The events that took place at Polish and especially Czechoslovakian universities probably played a role in this. The introduction of the reform of higher education is one of the most important internal political events of the GDR at the moment.*"¹⁹

The most important elements of the reform were the strengthening of the research character of high education, and the further decrease of the autonomy of state controlled universities and colleges through their obligatory integration with nearby factories, the strengthening of the party organisations operating at universities and the ideological work, the preference of technical faculties over humanities and the structural reform including cadre changes. The ambition, according to which, in order to decrease the autonomy of universities, the *„current structure and leadership method of universities changes is not without*

¹⁸ MOL XIX-J-1-j-Bulgária-7t-002886-1969 The top secret report of Hungarian diplomat to Sofia András Sárdi dated August 15, 1969 on the resolution of the Central Committee of the Bulgarian Communist Party on the educational reform (*A BKP KB határozata az oktatási reformról ...*).

¹⁹ MOL XIX-J-1-j-NDK-001923/1-1968 The top secret report of Ambassador's consultant László Perczel dated May 13, 1968 on the higher education reform in the GDR (*Felsőoktatási reform az NDK-ban*). the other quotations used in this chapter are also from this document.

parallels. The rector's office stays, but a social council is established beside it, which consists of the party and mass organisations and the representatives of the factories and institutions cooperating with the university. [...] The social council operating beside the rector's office primarily plays a role in theoretical and political leadership. The personal responsibility of the rector remains the same in directing the educational institution, but he turns to the social council regarding fundamental questions.”

It is an interesting fact about the quoted report that its author surprisingly formulates criticism against the reforms to be introduced: „Naturally the planned reform has its own specific threats as well. The reform bears the threat of the decrease of the level of scientific education. The adaptation of university level education to the demands of the industrial production of a determined region bears the danger of practicism in its narrow sense. It is not yet clear whether the new governing bodies of universities and colleges, the sections and social councils, will be able to cope with the special task of the education of young people, since the circumstances are different in factories compared to colleges. The Ministry for Higher and Professional Education here has stated that if a director is able to supervise ten thousand workers at a factory, he will be even more capable of supervising the activities of a university or college. Such notion underrates the role of the necessary pedagogical training and aptitude. Furthermore, we do not see it clearly, whether the leading technical cadres, who are intensively employed in production, will have enough energy and time to carry out the tasks which are expected from them due to the cooperation with higher education. In the tight melting of universities and productive communities, the ambition to change the hitherto somewhat independent political nature of universities and colleges is visible. The tight cooperation with large factories, which brings about the increase of the number of classes of professional practice results in the fact, among other things, that students will spend more time among workers, which will have a beneficial effect on their political development. During one of our discussions with a Free German Youth functionary made the following remark regarding this subject: ‚the intellectual worker consciousness’ must be formed in students from the beginning.

There is a very edifying statement at the end of the report regarding the reason for the reforms: ‚today in the GDR student movements’ take place for the reform reflecting the party policy. According to the concept of the political leaders, the fight for the introduction of the reform entirely engages and satisfies the students, since it created such a situation at universities and colleges that no one has the time to deal with the Polish or Czechoslovakian events.”

Hungary

Hungary proved to be the island of peace in the examined period for several reasons: this is obviously attributed to the success of the Kadarian

consolidation and the effective activities of the state security bodies. It can be stated that Hungarian public opinion was more interested in the question of the new economic mechanism than western riots, on which the media reported moderately.²⁰ Naturally, the fact that the revolution of 1956 was put down bloodily played a role in this calmness, since no one risked the organisation of protests or riots. Despite this, the Czechoslovakian intervention and the Hungarian participation in it generated a serious echo, and peaceful dispute evenings and forums were organised at the institutes of higher education with many participants.

Due to the fundamental passivity, the Hungarian leadership only took moderate counter-measures which were almost invisible for the public opinion: the ideological educational work at universities and colleges was strengthened, the Political College of the Hungarian Socialist Workers' Party was raised to become a university, the Sociological Research Group was eliminated and the publishing activities of several people were banned. The structural reform of higher education also took place: while in 1965 there were 92 independent institutions of higher education operating in Hungary, despite the new – primarily on the field of technical sciences – institution establishments, their number decreased to 56 by the early seventies due to the structural changes.

Romania

No riots took place in Romania, the efficiently operating party-state control prevented this, however, according to the sources Romanian party leadership was worried about the almost Europe-wide wave of protests. On the plenary session of the Central Committee of the Romanian Communist Party on April 22–25, 1968 – a few weeks after the Polish riots – once again dealt with the issue of educational reform, which had been on the agenda for months. As we can see from the report *„beside the professional aspects of education, the political aspects of education were clearly emphasized at the plenary session. N. Ceausescu states that ,the ideological content of education is not on the level of the current demand of society – and this situation must be seriously examined and the necessary consequences must be drawn in order to improve the educational activity’.*” In regard to this topic, he brings up the issue of the commodity of professors, their responsibilities in dealing with students and says that *„[...] university professors, the teachers of higher education have to handle groups of students.”* One of the director generals of the Ministry of Education mentioned that the education of university students slipped out of the hands of the party, the Communist Youth Association and those directly educating them. It is visible that compared to previous times, the question of

²⁰ FÖLDES György: *1968 és Magyarország* (1968 and Hungary). IN: BARTHA Eszter-KRAUSZ Tamás (ed.): *1968 – Kelet-Európa és a világ*. L'Harmattan – ELTE BTK Kelet-Európa Története Tanszék, Budapest, 2009. 19-27.

the philosophical and ideological education of youth gained more ground. Regarding this idea, the director general of the Ministry of Education stated that according to his opinion, the different confusing ideologies that became popular recently among students made this necessary. However he did not elaborate on this. He mentioned that the former changes in the leadership of the Communist Youth Association happened due to the shortages of the political education of the youth. N. Ceausescu emphasized at the plenary session that *„unfortunately ideological confusion and wrong theories can be felt at social scientific departments, and the problem is not only that no one stands up against this, but permissiveness takes place. [...] We should not forget even for a moment that there are still ideologies serving reactionary and imperialistic forces; these infiltrate from outside and may go through us in different shapes. In my opinion, firm measures are necessary in order to make our higher education the centre of the fight against all of the retrograde, outdated, idealistic, mystic and reactionary ideologies.”*²¹

The measures urged at the Central Committee session appeared in the modification of the Romanian Education Law and stretched to every level of education. Regarding higher education, the primary aim was to increase the efficiency of the ideological work and increased the influence of party organisations operating at universities and colleges over the governance of the institutions and aspired for achieving a higher proportion of roped-in students. Secondly, naturally the increase of the level of education, the development of research and the illusory growth of the autonomy of universities were also included in the law.²²

The Soviet Union

No student protests took place in the Soviet Union during the examined period, however we cannot state that the events happening near Moscow had no effect on the Soviet higher education. This effect can primarily be found on the extension of the education of ideological subjects to foreign students studying in the Soviet Union. Before, these subjects were only obligatory for students coming from socialist countries, but from the 1968/69 university year, every student had to study Marxism-Leninism and political economy during increased number of lessons.²³ This resembles the educational reforms

²¹ MOL XIX-J-1-j-Románia-002221-1968 The top secret report of Hungarian Ambassador to Bucharest József Vincze dated April 29, 1968, on the educational reform being on the agenda of the plenary session of the Central Committee of the Romanian Communist Party (*Az RSZK oktatási reformja az RKP KB április 22–25-i plenáris ülésének napirendjén*).

²² MOL XIX-J-1-j-Románia-002221/1-1968 The top secret report of Hungarian Ambassador to Bucharest József Vincze dated April 29, 1968, on the new educational reform of the Socialist Republic of Romania (*Az RSZK új oktatási reformja*).

²³ MOL XIX-J-1-j-Szovjetunió-00615-1968 The top secret report of the Hungarian Ambassador to Moscow József Szipka dated January 8, 1969, on the education of ideological

implemented by countries of the Soviet zone, even if this ambition was not only due to the student riots but primarily due to the Brezhnev's turn. However, it is typical that as in Poland, aliens (western agents, zionists) were made responsible for the riots which erupted in March 1968, the Soviet leadership has also focused more on monitoring foreign students after 1968. One of the signs for this is the resolution of the Central Committee of the Soviet Communist Party made in July 1969, which says that „*specific measures must be made to decrease the number of foreign students studying in Moscow. Currently, 11,000 out of 26,000 students study in Moscow. These measures must be made primarily for security reasons, since in Moscow, certain embassies make contact with the students studying here and often use them for spying.*” The reason of the resolution is „*to make the work and activities of authorities responsible for selecting and dealing with foreign students more coordinated and planned. [...] Focus should be on the selection of students. In order to improve the work of selection, according to the resolution, the role of Soviet embassies should be increased. [...] It is the task of the Ministry of Higher Education and the Communist Youth Organisations to prepare measures in order to improve the social composition in case of students coming from friendly countries, to make sure that there are as many youth leaders and if possible party members among them as possible. They wish to pay more attention on dealing with the social activities of foreign students. They plan to organise training courses, in which state and social leaders would give lectures.*”²⁴

In parallel with the monitoring of foreign scholarship holders, the Soviet leadership attempted to improve the social composition of higher education students, since the proportion of students of worker and peasant origin did not increase despite the continuous increase of the number of higher education students, which means that in practice they are pushed to the background in contrast to the children of intellectuals and the party elite.²⁵ The introduced measure prescribed a one-year preparatory course for the university entrance exam for the most talented workers of factories and kolkhozes.

Summary

Based on the above, I believe that 1968 cannot be narrowed down to the French, German and American events, since the riots in Czechoslovakia,

subjects for foreign students in the Soviet Union (*Ideológiai tárgyak oktatása a SZU-ban tanuló külföldi hallgatók részére*).

²⁴ MOL XIX-J-1-j-Szovjetunió-00615/1-1969 The top secret report of the temporary Hungarian official in Moscow Ferenc Csaba, dated September 9, 1969, on the resolution of the Central Committee of the Soviet Communist Party regarding foreign students studying in the SU (*Tájékoztatás az SZKP KB-nek a SZU-ban tanuló külföldi hallgatókkal kapcsolatos határozatáról*).

²⁵ MOL XIX-J-1-j-Szovjetunió-003008-1969 The top secret report of the temporary Hungarian official in Moscow Ferenc Csaba, dated September 10, 1969, on a few issues of the higher education of the Soviet Union (*Tájékoztatás a Szovjetunió felsőoktatásának néhány kérdéséről*).

Poland and Yugoslavia did show similarity with the western student riots regarding date, but also regarding their demands. Furthermore, the events of 1968 had consequences in almost all states of the Eastern Bloc. I believe that based on the research we can also state that the states of the Soviet zone reacted to the events similarly: the law on higher education were modified almost everywhere; during which the autonomy of the institutions of higher education were restricted using different methods, cadre changes were made with the help of restructuring, they tried to strengthen party organisations operating at universities and colleges and made the ideological work more intensive.

Zsolt Mészáros

*How to Give Back Stolen Dignity
Assessing John Howard's Aboriginal Policies in Australia*

„I met a man in Darwin jail who had been stolen from his mother at the age of three, sat in the back of a truck and driven for three days through the tropical heat to an institution in Darwin... ...And yet so often I have only ever met with friendship, humour and respect from those same Aboriginal people from whom I might expect anger and hate.”

Australian novelist Richard Flanagan¹

Hundred years ago Australian anthropologists held the following view of the Indigenous people of the Southern continent: „... *aboriginals have furnished the largest number of ape-like characters. The more one investigates the truer does this statement prove to be... ... [they] belong to the group of anthropoid apes – the gorilla, orang, gibbon and chimpanzee.*”²

The local inhabitants of the fifth continent were no more than apes and they were being treated in a similar manner as well. Who would have imagined that a sudden ideological turn sixty years later will lead to the complete legal inclusion of Aborigines into the Australian society? John Howard, the second longest-serving Prime Minister in Australian history, has divided the public with his controversial handling of the Aboriginal problem. Critics accuse him of racism and the denial of the horrendous deeds of the past, while his supporters claim that Howard – instead of pondering on past mistakes - tried to mend the current problems facing the Indigenous population.

To be able to assess Howard's policies in this matter, it is worth taking a look at the history of the Aboriginal-European interactions. The first part of my paper will recapitulate the most important milestones in Indigenous issues in the past hundred years leading up to the Howard administration. The second part will list and analyze the Aboriginal policies and measures taken during the 12-year long Liberal-National Coalition government from 1996 to 2007. The third part will assess and evaluate the effects of Howard's policies on the standard of living of the Aborigines.

Native Populations at the Turn of the 19th Century

The end of the 19th century signaled the beginning of the so-called „*White Awakening*” over Aboriginal issues, i.e. a feeling of guilt over the handling of the local population and during the European colonization of the continent. Nevertheless, the Australian natives had to start out with a handicap compared

¹ Tony ABBOTT: *Howard government didn't say sorry but did a lot more*, The Australian 13 Feb. 2008.

² W. Ramsey SMITH: *Aborigines and Apelike Creatures*, Evening News 12 Jan. 1907.

to other non-white races of the colonized world, as their status was the lowest among all human races. They were considered by many - as mentioned above - equal to a chimpanzee. It was not the opinion of a lunatic, but a widespread notion shared by the Australian intelligentsia. In his haste to collect rare specimens of the Aboriginal races '*destined to extinction*', the curator of the Australian Museum, E.P. Ramsay wrote these lines in his correspondence to James Hector, curator of the Auckland Museum: „*The shooting season is over in Queensland and the 'Black Game' is protected by more humane laws than formerly. So it is impossible to obtain reliable skulls and skeletons.*”³

This passage is an awkward paradox proving that awareness of the injustices was slowly beginning to surface among the white population. Digging up graves and body-snatching were declared illegal by the High Court of Australia in 1908. Nonetheless, this legislation did not prevent gravediggers from continuing to desecrate Indigenous tombs without punishment upon orders of museums and collectors up until the early 1920s.⁴

We could say in a sarcastic tone that the *Aborigines Welfare Act* passed in 1909 was a step up the ladder for Aborigines on their way to receiving equal human status with the rest of the population. From an animal class they were to be promoted to second-class people from 1909 onwards. The Act prohibited the selling of alcohol to Aborigines and punished anyone selling or buying alcohol to them. This paternalistically benevolent act was aimed at mending the problems of the past, i.e. the use of alcohol by the settlers as a tool of subjugation and annihilation of the Indigenous people. The Act was only withdrawn in 1965 as two widely publicized cases stirred public objection.

Albert Namatjira was an Indigenous artist who achieved international fame in the early 1950s and was regarded as a showcase example for a native talent meeting white expectations. In acknowledgment of his achievements, the Australian government granted him full citizenship, thus removing the ban on the purchase of alcohol. All the same, he was arrested and jailed for giving alcohol to his two adult sons and his friends. He died soon afterwards due to maltreatment and depression in prison. A similar fate befell Robert Tudawali, a well-known Aboriginal actor, who was also jailed for possession of alcoholic beverages.⁵

The 1950s: the Era of Pro-Aboriginal Movements and Activists

The Aboriginal issue was brought into the foreground starting only from the 1950s. This was due in large part to the efforts of activists such as William

³ E. P. Ramsay wrote these lines in his correspondence on 28 August 1882 to the curator of the Auckland Museum, James Hector.

⁴ Paul TURNBULL: *Science, National Identity and Aboriginal Body Snatching in Nineteenth Century Australia*, Working Papers in Australian Studies, James Cook University, 1991. 12.

⁵ Scott BENNETT: *Aborigines and Political Power*, Allen & Unwin Australia Pty Ltd. Sydney, 1989. 7-9.

Ferguson, Jack Patten and Charles Perkins. Perkins's '*Freedom Rides*' revealed the injustices suffered by the Indigenous population. In 1965 he rode his bus through several towns of New South Wales, drawing attention to apartheid-like discrimination, such as Aborigines-only sections of cinemas and separated swimming pools for white children. Another activist, Kath Walker embarked on a walking tour calling for equal wages for Aboriginal workers and compensation for lost lands. Several organizations, including the Aboriginal-Australian Fellowship (AAF) and the Federal Council for the Advancement of Aborigines (FCAA) worked hard to stir white consciences.

The pressure on the State administrations caused by the huge publicity and media coverage of these events finally achieved its objective in 1967. The Holt Liberal-Country Government held a referendum on the deletion of the two most discriminating sections of the Commonwealth Constitution: 1.) Section 51: „*The Parliament shall, subject to this Constitution have the power to make laws for the peace, order, and good government of the Commonwealth with respect to... ..the people of any race, other than the aboriginal people in any State, for whom it is necessary to make special laws.*” 2.) In reckoning the numbers of the people of the Commonwealth, or of a State or other part of the Commonwealth, aboriginal shall not be counted.⁶ The referendum on constitutional amendment passed with a 90.77% yes vote, the highest ever recorded, making it clear that the majority of the population wanted to find a solution to the Aboriginal problem. We could say that 1967 was the year when the Aborigines, at least on paper, became full citizens of their own country!

Aboriginal Issues in the Pre-Howardian Politics

The Australian political parties had very similar programs in their Indigenous policies in the pre-1970s era, that of 'assimilation' and integration of the half-castes into the mainstream white community. It was widespread belief that the full-blood Aborigines are doomed to die out and the half-castes needed to be '*saved*'. Thus, the *General Child Welfare* legislation, a cognomen for the infamous child abductions performed by government servants, was introduced to place lighter-skinned Indigenous children in white foster homes or special institutions. According to researchers, one in three to one in ten Aboriginal children were seized and separated from their parents by the Protectors of Northern Territories and Western Australia during the years of the Stolen Generation.⁷

The *White Australia Policy* practiced by the federal government did not only pertain to immigrants, but to the local native population as well. Sterilization and separation from the parents were implemented to '*breed out*

⁶ Ibid. 9-11.

⁷ Data collected by Robert MANNE: *The Stolen Generations*, http://www.tim-richardson.net/misc/stolen_generation.html

the color'. Scientists studying the genetics of mankind proved that Aboriginals originate from the Caucasian, not the Negroid stock, thus making possible the breeding out of the race without atavistic throwback.

The *Aboriginal Tent Embassy* was set up in front of the Parliament building on Australia Day in 1972, presenting a list of demands to the McMahon government. The demands included the compensation for lost land, titles to mining rights and control of the Northern Territory. The Tent Embassy was torn down several times by the government, just to be rebuilt weeks later. The Tent Embassy has become a symbol of Aboriginal resistance to the government's policies.

The 1980s brought promising but unfulfilled election promises. The Australian Labor Party (ALP) promised the natives veto rights over mining, royalties, compensation and protection of sacred sites. Nevertheless, mining companies and rural farmers opposed the land rights grant and exerted pressure on both the ALP and the Liberal Party. As a result, ALP candidate Bob Hawke dropped the promise on veto over mining and phrased the land rights legislation as „*to be implemented voluntarily by the States.*”⁸

1988 was the bicentenary for white settlement in Australia, a year of glory for the Europeans and a year of mourning for the Indigenous inhabitants. The Australian government, in its attempt to show responsibility for the past, convened a consultative conference in Barunga, whose results were to pave the way for Aboriginal self-determination. In 1991, Prime Minister Hawke blocked the mining exploration of Coronation Hill, a sacred site for the Jawryn people, as a sign of goodwill towards the Aboriginal population. This historical decision favoring the Aboriginals against economic interests was acclaimed by the Greens and most of the society, but criticized heavily by the economic actors.⁹

1992 was a landmark in Australian history as the *Mabo decision* made irrelevant the declaration of terra nullius, or „*land belonging to no-one*” which had been the official stance since the commencement of British colonization in 1788, and recognized a form of native title to the traditional lands.¹⁰

The Reign of Prime Minister Honorable John Winston Howard

The Honorable John Winston Howard's four terms in government from 1996 to 2007 followed 13 years of opposition battle in the Australian Parliament. Thus, John Winston Howard came to power well-trained in political slogans and riding on the back of his strong conservative platform: family values, small government, Christian morals, and the virtues of economic liberalism (free enterprise and self-reliance). His staunch pro-Americanism and

⁸ BENNETT: 36.

⁹ F.G. CLARKE: *Australia: a Concise Political and Social History*, Harcourt Brace Jovanovich Publishers, Sydney, 1992. 378.

¹⁰ Australia, High Court of Australia, *Mabo vs. Queensland (No 2)*, 3 Jun. 1992.

views on slowing down Asian immigration and denial of responsibility for Aboriginal problems were often the causes of open controversies.¹¹

With regards to Aboriginal relations, he himself apostrophized the policies of the Liberal-National Coalition government as a *'deeds-not-words approach'* to solving some urgent issues. Nonetheless, critics like Bonnell and Crotty expressed different views on John Howard: „[He] and his conservative allies in government and the media have waged a long campaign to influence the representation and public understanding of Australian history. They have sought to play down the historical harm done to Indigenous Australians... ... [his policies were] motivated by neoconservative ideology imported from the United States, the political interests of the Coalition government, and the personal background and convictions of the prime minister.”¹²

It is true that John Howard's *One Australia* policy was considered racist by his critics.¹³ On the other hand, it was cherished by many as a determined step towards halting illegal immigration. Although the prime minister worked hard to emphasize his concern for Indigenous affairs, his promises tended to be well timed around election years and wore a taint of strong assimilation policies, without much regard for the native cultures and traditions. In this section we will take a look at some of John Howard's most important steps regarding Aboriginal matters and will give an analysis of their results and consequences.

Where is the Love for my People? The Infamous „History Wars”

One of the first measures undertaken by the Coalition government in power was to emphasize the greatness and glory of Australian achievements. The administration intended to paint a more affirming story about the rise of a new, democratic nation, and sought to play down the historical harm done to Indigenous Australians. The most effective way to convey this message was by varnishing the national history curriculum in the education system, where the glorification of Down Under could be best portrayed.

This step immediately aroused criticism from the public and from many academic historians, as well as from institutions like the Australian Broadcasting Corporation and the National Museum of Australia.¹⁴ Along with other worrying issues it was this attempt to taint history that fuelled the

¹¹ Gabrielle MEAGHER and Shaun WILSON: *After Howard's decade, is Australia more conservative?* Australian Review of Public Affairs, 23 Feb. 2006, 12 Apr. 2009 http://www.australianreview.net/digest/2006/02/meagher_wilson.html.

¹² A. BONNELL and M. CROTTY: *Australia's history under Howard, 1996-2007*, Annals of the American Academy of Political and Social Science, 2008. 149-165.

¹³ *One Australia* was an immigration and ethnic affairs policy of the Liberal-National opposition in Australia, released in 1988. The *One Australia* policy proclaimed a vision of „one nation and one future”. It called for a reduction in Asian immigration and opposed a reconciliation treaty with Aboriginal Australians.

¹⁴ BONNELL and CROTTY: 149-165.

quixotic walk of former Australian Football League (AFL) footballer Michael Long to Canberra in 2004, which climaxed in a meeting with John Howard. „Where is the love for my people?” Long asked the Prime Minister but got no clear response.

Bringing Them Home: Inquiry into the Stolen Generation

The legacy of the Stolen Generation is one that will haunt Australian conscience for a very long time. Described by various historians as an act of genocide, it is sure one of the most blasphemed chapters in Australian history. Consequently, no government can avoid dealing with it.

The issue gained spotlight in 1997 when the report called *The Separation of Aboriginal and Torres Strait Islander Children from their Families* (more commonly known by its title *Bringing Them Home*) was made public. The study conducted by the Australian Human Rights and Equal Opportunities Commission brought to light the darkest side of Australian history, the decades of forced separation of Aboriginal children from their parents leading up to the 1960s. The paper lined out a set of recommendations, including an official acknowledgment and apology from the Australian Parliaments towards the Indigenous populations concerned.¹⁵

The Howard administration assured that proper investigation will take place. The Prime Minister admitted that he had been made aware of the report and that „it will neither be uncritically accepted nor summarily swept aside.”¹⁶ In 1999 he moved a *Motion of Reconciliation*, which included an expression of „deep and sincere regret that Indigenous Australians suffered injustices under the practices of past generations, and for the hurt and trauma that many Indigenous people continue to feel as a consequence of those practices.”¹⁷ Nevertheless, it came short of an official apology, which only became reality under Kevin Rudd's Labor government, which succeeded Howard in the 2007 elections.¹⁸

Supporters of Howard claim that his denial to offer a former apology to the Aboriginal population has as one of the principal reasons the risk of reinforcing the victim mindset. He tried to avoid legitimizing the Aborigines shedding of all responsibility for past events, which would allow them to blame the whites

¹⁵ Australia, Human Rights and Equal Opportunity Commission, *Bringing them Home: Report of the National Inquiry into the Separation of Aboriginal and Torres Strait Islander Children from Their Families*, Canberra, Apr. 1997. Appendix 9, http://www.humanrights.gov.au/social_justice/bth_report/report/appendices_9.html.

¹⁶ John HOWARD: *Opening Speech of the Australian Reconciliation Convention*, Australasian Legal Information Institute, 26 May 2000. 4.

¹⁷ Australia, House of Representatives, *Motion of Reconciliation*, Canberra, Official Hansard, 26 Aug. 1999. 9205.

¹⁸ It is worth noting that John Howard was the only living ex-Prime Minister not to be present at the official apology offered by Kevin Rudd on 13 February 2008.

for everything. This would just increase their passivity about their own fate and lead to a loss of personal responsibility over their own lives.

As expat journalist John Pilger puts it, „*the whole sorry thing is really to satisfy the white population, not the black population. The sorry is without much substance unless it is backed by an honest and massive rehabilitation campaign of all resources available to Aboriginal people. Tears will be shed and there will be much emotion, but it will be over by next week.*”¹⁹

All the same, it is the same man who criticized Howard’s integrationist approach and rejection of self-determination for Indigenous people by saying that „*until whites give back to black their nationhood, they can never claim their own, no matter how many flags they fly.*”²⁰

The Native Title Amendment Act of 1998

In 1996 two Indigenous tribes of Queensland were prohibited access from visiting sacred sites on private cattle grazing fields. Representatives of the Waanyi and Wik people took this issue to court and it reached the High Court of Australia in December 1996. In the *Waanyi People vs. Queensland* and the *Wik People vs. Queensland* cases (also known as the *Wik Decision*), the court decided that „*the rights of Indigenous people who can prove a connection to the land can coexist with the rights of the leaseholders (or pastoralists), but where there is any inconsistency between the two, the rights of the pastoralist will prevail.*”²¹ In other words, pastoral leases do not automatically give exclusive possession to the pastoralist, and therefore do not prevent natives from using the land as well.

It was a highly significant decision of the High Court with respect to the long-awaited land rights and compensation process promised to the Aborigines. The Howard government could not bypass this issue either and passed the *Native Title Amendment Act* in 1998 (also known as the *10 point plan*) in response to the *Wik Decision*.

The ten points set out in the Act were as follows: 1.) The National Native Title Tribunal holds absolute authority over claims for Native Title. 2.) State governments are empowered to extinguish Native Title over crown lands for matters of 'national interest'; 3.) Lands providing public amenities exempt from Native Title claims; 4.) Mining and pastoral leases allowed to co-exist with Native Title; 5.) The National Native Title Tribunal can create access to traditional lands rather than granting full Native Title; 6.) A registration test imposed on all claimants; 7.) Removal of the right to claim Native Title in or around urban areas; 8.) Permits government to manage

¹⁹ Abbot, *op.cit.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ Australia, High Court of Australia, *Waanyi People vs. Queensland* and the *Wik People vs. Queensland*, Feb. and Dec. 1996.

land, water and air issues in any site; 9.) Very strict time limits placed on all claims; 10.) Creation of Indigenous Land Use Agreements to promote co-existence.²²

Although the plan was a huge leap forward in land rights reforms, many of the ten points clearly indicated that the state governments retained absolute power over Indigenous lands that were to be 'given back'. In addition, nobody could forget Howard's *One Australia* policy that rejected the concept of Aboriginal land rights: „I abhor the notion of an Aboriginal treaty because it is repugnant to the ideals of One Australia.”²³

26 May 2000: Australian Reconciliation Convention

The millennium year celebrated the *Australian Reconciliation Convention*, which was convened to address the most urgent needs of the Aboriginal societies. The Prime Minister was expected by many again to express a national apology in his opening speech for the 200 years of atrocities committed against the original inhabitants of the continent. Nevertheless, Howard refrained from saying sorry (although all State and Territory Governments did so) and instead personally expressed „deep sorrow” while maintaining that „Australians of this generation should not be required to accept guilt and blame for past actions and policies.”²⁴

Critics stormed Howard for his words but the Prime Minister found console among politicians who opposed the national apology because it would mean an official acceptance of responsibility and guilt, thus making claims of land compensation legally viable. At the convention, Howard instead tried to focus on the cornerstone of his government's Aboriginal policy-making: a renewed national focus on the true causes of Aboriginal and Torres Strait Islander disadvantage. He emphasized three concrete measures taken by his administration: 1.) The government committed itself to improved outcomes in the delivery of programmes and services for Indigenous people. 2.) *Indigenous Business Incentive Programmes* were implemented to boost funding for Indigenous business development and assist economic independence in the Indigenous community. 3.) Through a Commonwealth Government initiative, the Army, the inefficient *Aboriginal and Torres Strait Islander Commission* (ATSIC) and the Department of Health and Family Services were brought together in a pilot program to address water supply and broader environmental health needs.²⁵

²² Australia, High Court of Australia, Native Title Amendment Act 1998 2 Aug. 2002.

²³ Andrew MARKUS: *Race: John Howard and the Remaking of Australia*, Allen & Unwin Pty Ltd. Sydney, 2001. 85-89.

²⁴ HOWARD: 4.

²⁵ HOWARD: 5.

Indigenous Self-determination and the Abolishment of the ATSIC

Self-determination for the Indigenous people was a cornerstone of the pre-Howardian politics. The Hawke and Keating administrations saw Indigenous self-determination as a key step in the reconciliation and the resolution of the Aboriginal question. For this end, the *Aboriginal and Torres Strait Islander Commission* (ATSIC) was set up, along with the recognition of the Aboriginal flag.

Howard, on the contrary, regarded such aspirations as separatist threats within his „one nation, one future” policy. His views of assimilation and integration were completely opposing to the ideas of self-determination and indigeneity. He imposed budget cuts on ATSIC of approximately \$400 million and accused it of misuse of public money and lack of public accountability. In a final move, the Howard government abolished the ATSIC in 2004 and replaced it with a non-representative, government-appointed advisory board, the *National Indigenous Council*.²⁶ This move was acclaimed by the Liberals as the elimination of an inefficient and wasteful institution and at the same time meant the abolishment of the policy of self-determination for the Indigenous population.

At Howard’s initiative more than 250 *Shared Responsibility Agreements* (SRA) were developed at a local level between government and Indigenous communities or families, spelling out what all partners will contribute to implement better social practices. Critics claim that it was another mere attempt of assimilative ‘*surface techniques*’ as Indigenous communities were required to show higher rates of school attendance and literacy in order to receive improved community infrastructure and health subventions. At the same time, the government rejected the previous Labor Government’s substantive *Social Justice Package* and hailed its SRAs as exemplary measures to integrate Aboriginals into the mainstream society.²⁷

Little Children Are Sacred

The terrorist bombings of New York and Bali shifted the focus to Howard’s foreign policy in the early years of the new millennium. Aboriginal affairs were pushed in the background as the country’s national security became the top priority.

On June 16, 2007 the *Little Children Are Sacred*²⁸ report was released. It uncovered serious child abuse and alcohol problems of Aboriginal communities in the Northern Territory. In response to this, the government declared a ‘*national emergency*’ in the area and announced the controversial *Northern Territory National*

²⁶ Andrew GUNSTONE: *The Howard government’s approach to the policy of indigenous self-determination*, MAI Review 2006. 1.

²⁷ The website of the Liberal Party includes the abolishment of the ATSIC and the introduction of the SRAs as some of the greatest achievements of the Howard Government regarding Indigenous Australians. For more results, see the article „*Doing what’s right for Australia*”.

²⁸ *John Howard*, 11 Apr. 2009. Wikipedia, http://en.wikipedia.org/wiki/John_Howard.

Emergency Response, a package of welfare reform, law enforcement measures designed to address child abuse. Below is a short list of the most important measures taken by the Howard government in the largest governmental intervention in the last 40 years of Aboriginal affairs: 1.) widespread alcohol restrictions; 2.) welfare reforms to stem the flow of cash going toward substance abuse and to ensure that funds meant for children's welfare are used for that purpose; 3.) enforce school attendance by linking income support and family assistance payments to school attendance and providing meals for children at school at parents' cost; 4.) introduce compulsory health checks for all Aboriginal children to identify and treat health problems and any effects of abuse; 5.) compulsorily acquire these townships, most of which are held under Aboriginal freehold title, for a leasehold period of five years, possibly without payment of just terms of compensation; 6.) increase policing levels, including requesting secondments from other jurisdictions to supplement Northern Territory resources; 7.) ban the possession of x-rated pornography and introduce audits of all publicly funded computers to identify illegal material; 8.) scrap the permit system (which had been introduced with the recognition of land rights to allow traditional owners to determine who could enter their lands) so that permits would no longer be required for common areas within townships, road corridors and airstrips for prescribed communities on Aboriginal land; and 9.) appoint managers for all government business in prescribed communities to override the decision-making powers of Aboriginal community based organizations and their elected Aboriginal Boards.²⁹

The sheer scale of the policy declaration terrified the public. Many critics of the program, including the *Little Children Are Sacred* report's authors, pointed out that the intervention failed to follow any of the key recommendations of the report. Others argued that the intervention was a 'Trojan horse' for rolling back land rights and retaining Commonwealth control of the territory. The intervention involved an attempt to remove the permit system that allowed Aboriginal communities to control access to their land. It was in line with Howard's long-term goal of bringing an end to Indigenous self-determination (commenced with the abolishment of the ATSIC) and forcefully assimilating the natives into the mainstream culture and lifestyle.

In addition, the intervention painted a dysfunctional and pathological picture about all Aborigines, creating the illusion that all Indigenous parents are child-abusers and careless parents. It was evident that the government plan was about much more than tackling child sex abuse. Some believe the plan and its timing were sly tactics to win over hesitant voters (mostly middle-class white families concerned with child abuse) before the Federal election to be held in November of the same year. In this way, Howard could demonstrate that he really 'cares about those poor, wretched fellas in the North.'

²⁹ Media release by Mal Brough, Minister for Indigenous Affairs, on 21 June 2007. Source: Melinda HIKSON: *A 'National Emergency' in Australia: the Howard Government's Intervention in Northern Territory Aboriginal Affairs*, "Indigenous Affairs, Apr. 2007. 38.

In his speech to the Sydney Institute in 2007, Prime Minister John Howard explained the need for intervention with the following statement: „*There comes a point where the obligations of national governments take over. Action cannot be delayed by concerns that it’s not ‘culturally appropriate’. No culture - and certainly no Indigenous culture - believes child abuse is appropriate...I believe the Australian Government’s obligation to the vulnerable Indigenous children of the Northern Territory is clear, compelling and paramount. Where possible, it’s to give them the chance of a childhood and some hope for the future.*”³⁰

Among Aboriginal activists, the intervention was welcomed with mixed feelings. Noel Pearson, one of the most prominent native personalities, gave his support for the intervention, as it showcased the first sign of the Howard government taking any significant interest in Aboriginal affairs. Pearson, a stern advocate of heavy-handed politics, favored this move as a step forward in dragging Aborigines out of their self-consuming passivity. On the other hand, Long Jack Phillipus, native community Papunya-based local activist, lashed out at the government’s paternalistic policy and called it another superficial attempt at trying to soothe white consciousness of guilt instead of addressing the roots of the problem.³¹ Other native activists affirm that the Emergency Plan is just an attempt to break the back of the locals and is meant to be a threat to the Indigenous people, saying: you will live like us or you will be punished! National Indigenous Television chief executive Patricia Turner said „*she regarded the Northern Territory intervention as an invasion of Aboriginal communities.*”³²

Numbers Not Words: Facts and Figures During Howard’s Terms

Although the hardliner anti-apology stance of the Howard era makes it look like as if Indigenous affairs were totally neglected during this decade, the story is not as one-sided as it seems. It’s rarely acknowledged but no government gave more practical help to Aboriginal people than John Howard’s. Looking at some statistics we are confronted with substantial improvements in the economic indicators:³³ 1.) There was a substantial 67% real increase of money spent on Indigenous-specific programs (from \$1.7 billion in 1995/96 to \$4.0 billion in 2007/2008). 2.) The unemployment rate for Indigenous adults has fallen from 30.0% in 1994 to 12.8% in 2004/05. Over the same period, Indigenous long-term unemployment fell from 14.2% to 5.1%. 3.) Between 1998 and 2005, the percentage of Indigenous students progressing to year 12

³⁰ *Doing what’s right for Australia*, Liberal Party of Australia, 9 Apr. 2009. <http://liberal.org.au/about/documents/RESULTSFORINDIGENOUSAUSTRALIANS.pdf>

³¹ Tim JOHNSTON: *Far-Reaching Policy for Aborigines Draws Their Fury*, Papunya Journal, 24 Aug. 2007.

³² Stuart RINTOUL: *Dodson plea for new way – Demand for end to assimilation fed by fear*, The Australian, 29 Oct. 2008.

³³ SCRGSP (Steering Committee for the Review of Government Service Provision) 2007, *Overcoming Indigenous Disadvantage: Key Indicators 2007*, Productivity Commission, Canberra.

has increased from 32% to 40%. The percentage progressing to year 11 has increased from 52% to 62%. 4.) From 2002 to 2004/05, average incomes for Indigenous people rose 10 per cent. 5.) Spending on Aboriginal health programs quadrupled in the decade from 1996.

On the other hand, we see deterioration in the health and social aspects of Indigenous societies: 1.) Indigenous imprisonment rates increased by 32 per cent between 2000 and 2006. 2.) Indigenous rate for kidney disease was 5 times as high as the non-Indigenous rate in 2001 – in 2004/05 it was 10 times as high. 3.) Between 2001/02 and 2004/05, Indigenous people 65 years and over had increased hospitalization rates for diseases associated with poor environmental health.

In January 2009 the *Centre for Aboriginal Economic Policy Research* (CAEPR) published a socioeconomic report comprising a comparative index that tries to give a thorough insight into the situation of Indigenous populations.³⁴ The report concludes that during the 15-year span since such indices were first calculated in 1991 and 2006, the overall situation of Indigenous communities did not change significantly, only the regional distribution of disadvantages – urban vs. remote areas – had been varying.

The report points out that the changes in the outcome could be attributed to migration. The example of the Alice Springs area serves as a proof, displaying a worsening of the index and at the same time having a strong net inflow of Aboriginals from poorer regions. Taylor points out the caveats of socioeconomic indices created from census data: „*they don't capture all aspects of Indigenous well-being, such as participation in Indigenous cultural activities, access to traditional lands, use of Indigenous language, and observance of Indigenous protocols.*”³⁵

This most recent study concludes by saying that „*if anything, the remote/non-remote disparity was more pronounced using this most recent Census.*”³⁶ Another sad example of such a non-appearing statistic, says the author of the report, is the high positive correlation between socioeconomic disadvantage and the percentage of the population who speak an Indigenous language at home (see figure below).

Nevertheless, the final balance at the end of the Howard administration remains as grim as it was at its beginning. The two recent data below need no comment as they capture the appalling situation in which the original inhabitants of Australia find themselves: 1.) The life expectancy of Indigenous people is estimated to be around 17 years lower than that for the total Australian population (the life

³⁴ The index was based on the following nine variables: (1) employed, (2) employed as a manager or professional, (3) employed full-time in the private sector, (4) completed Year 12 of high school, (5) completed a qualification, (6) 15 to 24 years olds attending an educational institution, (7) individual income above half the Australian median, (8) lives in a house that is owned or being purchased, (9) lives in a house with at least one bedroom per usual resident.

³⁵ J. TAYLOR: *Indigenous Peoples and Indicators of Well-Being: An Australian Perspective on United Nations Global Frameworks*, Social Indicators Research 87, 2008. 111-126.

³⁶ N. BIDDLE: *Ranking Regions: Revisiting an Index of Relative Indigenous Socioeconomic Outcomes*, Centre for Aboriginal Economic Policy Research, 2009. 21.

expectancy at birth is 59 years for Indigenous males compared with 77 years for males in the total population, and 65 years for Indigenous females compared with 82 years for females in the total population); 2.) In 2005, death rates in all age groups were higher for Indigenous people than for non-Indigenous people. The greatest differences were for those aged between 35 and 54, where Indigenous death rates were five to six times those for non-Indigenous people.

Assessment of the Aboriginal Policies of the Howard Administration

The shortest answer to the question of how John Howard's policies went down with the public would be: he was reelected three times! Notwithstanding, it would be a gross generalization to state that the citizens voted him to office for his Aboriginal policies. The economic boom and well-being were the probable causes of his successes, coupled with sympathy for his strict immigration policies and support for the referendum in East Timor.

Another method of checking public satisfaction is through the reaction of people affected by the policy measures. An article in the Financial Times warned of a possible closure of Ayers Rock to tourists in response to the intervention by the Federal government to halt child abuse. The locals claim that it is just a pretext for „*rolling back Indigenous land rights*” The text also mentioned that local families are once again fearing that police deployed „*under the government's plan were coming to take their children away.*”³⁷

Nonetheless, there are those who support the Prime Minister's down-to-the-point approach. Warren Mundine, Labor Party's former national president and an Aborigine, burst out saying that the real challenge in Indigenous policy is to „*get away from all this romantic bullshit about Aboriginal culture and to get rid of this PC crap and confront some very, very tough issues.*”³⁸

The New York Times published an article from the Papunya Journal detailing the reactions of the inhabitants of Papunya, a mostly Indigenous town 170 miles West of Alice Springs. Papunya's overwhelming majority lives on government benefits, with no hopes of breaking out of this devilish situation. Their reaction to the newest government intervention was furious. The locals say that the government is trying to turn them into white people and treats them like little children. Sammy Butcher, founder of Aboriginal Australia's most successful rock group, the Warumpi Band says that „*John Howard's trying to make us into white men.*” Nevertheless, a local inhabitant points out that „*even if some of the policies are misguided, having the government engaged is better than the neglect of recent years.*”³⁹

My personal view on the subject is that the Howard administration changed radically its approach to the Aboriginal issue from the previous governments. It went from 'cooperation on equal terms' politics to a paternalistic, assimilation-

³⁷ *Aborigines hit back at Howard*, Financial Times, 27 Jun. 2007.

³⁸ ABBOTT: *op.cit.*

³⁹ JOHNSTON: *op.cit.*

focused strategy. The first line on the website of the Labor Party of Australia states that „*The Howard Government has moved on from the old approach of 'separating' Indigenous people and their problems and overturned political correctness to focus on results.*”⁴⁰ In other words, the attempts to draw up self-determination for the Indigenous people were dismissed (i.e. the abolition of the ATSIC) and new integration-oriented policies (such as the SRAs and the Northern Territory National Emergency Response) were implemented.

John Howard, in formulating his policies, displayed his firm conviction that Aborigines should take on or at least adapt to the mainstream – better said ‘*white, European, Christian*’ – values and wrote off the former attempts at a unity in diversity approach as fruitless and hypocritical. As we have seen above, the economic indicators back up Howard's decision, but income and employment do not tell the whole picture. During his 12 years as prime minister the health indicators deteriorated, as well as incarceration rates rose significantly among the native inhabitants. Substance abuse, alcoholism and child abuse did not improve either.

Conclusion

Overall, the social cohesion and gap in the living standard between the Indigenous and non-Indigenous population have widened since Howard took office in 1996. In addition, Howard continuously rejected to offer a national apology to the Aborigines, being fearful of its legal consequences of having to compensate them for not only stealing their land, children, culture, but also their human dignity. John Howard's intention on carving out a unique Australian identity has been based on the interrelations of European and Asian cultures, with strong ties to the USA. Unfortunately, the original inhabitants of the fifth continent were forgotten to be included in this list.

To conclude this paper, it is worth contemplating for a while an alternative scenario brought to our eyes by a man of the Murri tribe. As he was standing on the cliffs of Dover, England, he raised his hand and claimed the whole territory for the Aboriginal nation. Unimaginable, isn't it? But why? The native inhabitants of the British Isles have only been living there for a couple of thousand years, nothing compared to the „*Indigenous peoples of [Australia], the oldest continuing cultures in human history.*”⁴¹

⁴⁰ See article *Doing what's right for Australia*.

⁴¹ This fragment ends the first line of the National Apology of the Federal Government, made by Prime Minister Kevin Rudd on 13 February 2008. Source: *Bringing them home*, Wikipedia, 6 Apr. 2009. http://en.wikipedia.org/wiki/Bringing_Them_Home#Government_apologies.

Anna Molnár

Federalismo europeo di Altiero Spinelli

L'intento di questo studio è quello di presentare i pensieri politici di Altiero Spinelli e di spiegare le ragioni per le quali il suo scopo, ovvero la creazione degli Stati Uniti d'Europa, non poteva essere realizzato. Vorrei illustrare la teoria di Altiero Spinelli, uno dei personaggi più notevoli del processo dell'integrazione. L'obiettivo dell'attività politica di Spinelli è sempre stato la creazione della Federazione europea. Dedicò tutta la sua vita alla realizzazione di questo scopo. Fu uno dei cosiddetti „*padri fondatori*” della Comunità, come Monnet oppure Spaak, infatti esercitava una grande influenza sul processo dell'integrazione, anche se il suo progetto non poteva essere compiuto interamente.¹

Non vorrei presentare tutti i temi di cui Spinelli si occupava, come l'analisi della politica estera italiana, le relazioni internazionali, la questione del comunismo oppure del socialismo, ma cercherei di fare un breve riassunto dei suoi pensieri riguardanti la Federazione europea.

Altiero Spinelli aveva una forte influenza sulla politica del governo italiano e indirettamente anche sui politici degli altri Paesi dell'Europa occidentale. Il suo ruolo, nelle vicende europee, va studiato proprio per aver contribuito con le sue iniziative all'allargamento dell'integrazione europea, non in senso territoriale, ma in senso qualitativo.

Integrazione europea

La storia moderna dell'Europa era caratterizzata dalle guerre sanguinose stimulate dal nazionalismo moderno. Soprattutto nella prima metà del nostro secolo tanti intellettuali, come Spinelli, sentivano il reale pericolo che l'Europa distruggesse se stesso.

Tra le due guerre mondiali l'incapacità della Società delle Nazioni nel mantenere la pace condusse al riconoscimento dell'esigenza di un'integrazione europea. L'esperienza del pericolo del crollo della civiltà europea, portò a rafforzare i tentativi ed i movimenti dell'unificazione europea con lo scopo di eliminare i nazionalismi che avevano portato a tali terribili conflitti. Dopo la seconda guerra mondiale divenne chiara la necessità di realizzare tale integrazione.

Alla fine degli anni Quaranta il sistema della politica internazionale subì notevoli modifiche. Parallelamente al confronto sia politico, che economico delle due superpotenze, cioè dell'Unione Sovietica e degli Stati Uniti d'America, i Paesi europei persero il loro ruolo determinante nella politica

¹ Lo studio è stato condotto nell'ambito della borsa di studio Bolyai J. conferita dall'Accademia Scientifica Ungherese

mondiale, divennero Stati cuscinetto per la politica estera delle due superpotenze. Il nuovo assetto internazionale politico accelerava il processo dell'integrazione. Durante il periodo postbellico era largamente condivisa l'idea che l'unico modo per gli Stati europei per riprendere il loro ruolo dirigente e protagonista nel sistema internazionale economico e politico, fosse quello dell'integrazione. Altrimenti i singoli Stati non avrebbero potuto rispondere alle esigenze, che consistevano nelle nuove tendenze di sviluppo. Quindi gli Stati europei erano troppo piccoli da soli contro la minaccia dell'espansione militare sovietico e contro il potere economico giapponese e americano, e sembravano essere umiliati dalla supremazia delle due superpotenze dal punto di vista politico ed economico.

Il Piano Marshall fu annunciato il 5 giugno 1947. Nell'amministrazione americana tanti condividevano l'idea che l'unificazione, cioè la ricostruzione comune potesse essere l'unico strumento per risolvere il problema dato dall'espansione sovietica e di quello del riarmo tedesco. Il rifiuto del Piano Marshall da parte dell'Unione Sovietica e dei suoi paesi satelliti, ossia dei Paesi centro-orientali, era già uno dei primi segni della divisione dell'Europa. Il piano Marshall mise in moto il processo dell'unificazione. I fatti come la nascita del Consiglio d'Europa e la fondazione del patto di Bruxelles nel marzo del 1948, con lo scopo di una mutua assistenza difensiva nel caso dell'aggressione in Europa, contribuivano all'accelerazione del processo dell'integrazione.²

Dopo che l'idea comune di creare l'integrazione europea sia stata largamente diffusa, la questione era: quale strada scegliere per realizzare l'integrazione. Costruire uno Stato federale, confederale oppure cominciare con integrazioni settoriali? A queste domande cercarono la risposta i teorici dell'integrazione.

Durante i primi decenni dell'integrazione la strategia dei politici europeisti era il neofunzionalismo, un approccio graduale, per realizzare l'integrazione in certi settori economici. Secondo Altiero Spinelli, proprio questo modo di procedere, attraverso tappe successive, conduceva al cosiddetto deficit democratico nelle Comunità Europee.³

Eurofederalismo

Durante e dopo la seconda guerra mondiale si formulavano, sull'esempio americano, diversi progetti di costituzione federale, come quello di Kalergi elaborato tra il '43 e il '44 alla Conferenza Pan-Europea a New York, oppure quello di Alexandre Marc presentato al Congresso dell'Union européenne des

² Sulla storia dell'integrazione europea, in generale, cfr T. KENDE: *Európai közzog és politika*, Osiris, Budapest, 1995. G. MAMMARELLA - P. CACACE: *Storia e politica dell'Unione europea, (1926-1997)*, Editori Laterza, Roma-Bari, 1998. 25-30.

³ Sulle teorie dell'integrazione, in generale, cfr. KENDE: 93-79. GLENDA M Patrick: *Political culture*, IN: a cura di L. BARDI: *Le istituzioni politiche della Comunità europea: lo stato del dibattito*, Università Luigi Bocconi, Milano, 1989.

fèdèralistes (UEF) a Roma nel 1948 o il Manifesto di Ventotenne scritto da Altiero Spinelli, che venne diffuso clandestinamente in Italia nel luglio del 1940.

Lungo lo sviluppo storico dello stato si formavano due prototipi dello Stato sovrano: quello federale e quello unitario. Lo Stato unitario esercita il potere pubblico individualmente senza ripartire il proprio potere con nessuna entità politica interna. Lo stato federale invece é costituito da diversi stati con una sovranità parziale. La costituzione federale, infatti, determina sempre precisamente le competenze del governo federale e quelle degli Stati componenti.

Sul Continente europeo – eccetto la Confederazione Elvetica – dopo le rivoluzioni borghesi, si crearono degli Stati nazionali centralizzati secondo il modello francese. Sulla parte settentrionale del continente americano, dopo la liberalizzazione delle colonie, i nuovi Stati americani presero una diversa direzione di sviluppo. In America nel 1787 fu accetta la Costituzione federale, che ebbe un notevole effetto sul sistema costituzionale degli Stati moderni. Secondo gli eurofederalisti il concetto di federalismo avrebbe potuto fornire un'alternativa accettabile per approfondire il processo dell'integrazione europea.

Una Costituzione federale è sempre necessaria per costruire uno Stato federale, nuovo. Ma gli Stati nazionali difficilmente erano pronti a rinunciare alla loro sovranità. Come scriveva Spinelli: *„I governi europei che ricevevano dall’America un pressante appello ad unirsi non avevano nessuna preparazione politica che li rendesse capaci di comprendere quel che c’era da fare. Le esperienze al di fuori del quadro nazionale cui erano abituati, erano quelle coalizioni di guerra, dei comandi unici, della costituzione di autorità specializzate e dirette ad effettuare alcuni servizi imposti dalla guerra. Limitazioni di sovranità, istituzioni federali erano concetti che andavano al di là delle loro capacità d’intendere la politica.”*

Il federalismo è un approccio fortemente istituzionalista. Lo scopo degli eurofederalisti era la creazione degli Stati Uniti d'Europa. Secondo la loro teoria, la società policroma europea sarebbe dovuta essere governata da un governo a più livelli che sarebbe stato regolato attraverso un accordo tra gli Stati membri, dove la ripartizione dei poteri sarebbe stata precisamente regolata e separata, e dove le autorità interne sarebbero state indipendenti dal governo centrale nelle competenze a loro attribuite. Per realizzare la Federazione sarebbe stata necessaria una scelta volontaristica e costituente degli Stati membri.

Gli eurofederalisti pensavano che occorresse rivolgersi ai popoli europei e non agli Stati. Come diceva Spinelli non si poteva aspettare che lo stimolo per la creazione della federazione europea venisse dalla diplomazia, ritenendola incapace per elaborare un progetto costituzionale federale. Spinelli elencava tre motivi per la dimostrazione della sua tesi: 1.) Le diplomazie seguono soprattutto gli interessi degli Stati nazionali. 2.) Il principio delle deliberazioni unanime, che caratterizza le conferenze diplomatiche internazionali, impone compromessi al minimo comune denominatore. 3.) La segretezza dei lavori delle conferenze internazionali impedisce il controllo dell'opinione pubblica che caratterizza invece i sistemi politici di carattere democratico.

L'obiettivo dei federalisti non è stato ancora raggiunto. Oggigiorno ci sono tre organismi con diverse competenze legislative, ma senza la competenza esecutiva adeguata. Non va dimenticato neanche il fatto che l'Unione Europea ancora non può direttamente riscuotere le tasse per il finanziamento dei propri compiti. Le amministrazioni statali pesano ancora più delle istituzioni comunitarie.

I federalisti soprattutto dopo la seconda guerra mondiale esercitavano grande effetto sull'integrazione europea. Altiero Spinelli suggeriva al governo italiano di chiedere l'inserimento nel progetto di Trattato della CED alcuni impegni, quali precedevano le procedure per garantire la subordinazione dell'esercito europeo ad un'autorità politica europea.(art 38.)⁴

L'eurofederalismo perse della sua forza dopo la sconfitta della CED, ma rinasceva con le prime elezioni dirette del Parlamento europeo, anche se il potere a quest'organo conferito, secondo i federalisti, era parecchio debole.. Lo sviluppo dell'integrazione conduceva alla revisione e al ripensamento dei Trattati di Roma, vale a dire all'Atto Unico europeo e al Trattato di Maastricht. Negli anni Ottanta e Novanta l'allargamento qualitativo dell'integrazione è dovuto a questi due atti istituzionali.

Secondo l'opinione dei federalisti tutto il processo sarebbe dovuto essere appoggiato dalla legittimità popolare. I federalisti sottolineavano l'importanza dello sviluppo istituzionale e mettevano in rilievo l'allargamento delle competenze del Parlamento europeo. Nonostante le elezioni dirette del '79, il prestigio del Parlamento nella gerarchia istituzionale non si elevò nella misura aspettata dai federalisti Ancora oggi il Consiglio europeo è l'organo principale decisivo dell'Unione europea.

I federalisti affermavano che la Comunità non aveva un legame diretto con i cittadini, e si metteva – e si mette ancora oggi - in contatto con loro attraverso le istituzioni statali, non avendo organi esecutivi locali. Ma in uno stato federale gli organi centrali nelle loro competenze possono agire senza il permesso e l'intervento delle autorità degli Stati membri. Proprio il fatto che, le istituzioni comunitarie sono altrettanto lontane dai cittadini, stimola „euroscetticismo”.

Federalismo

Per capire i pensieri di Spinelli bisogna conoscere anche le radici della sua teoria, cioè del federalismo. Esistono tre correnti della teoria federalista:⁵ 1.) la teoria kantiana della realizzazione della pace perpetua; 2.) il federalismo integrale; 3.) la teoria classica- politica: di Alexander Hamilton e Jones Madison.

⁴ D. PREDA: *Sulla soglia dell'Unione, La vicenda della Comunità politica europea, 1952-1954*, Editoriale Jaca Book, Milano, 1994. 23.

⁵ Sul federalismo, in generale, G. PASQUINO: *Lo Stato federale*, Il Saggiatore, Milano, 1996. D. I. ELAZAR: *Federalism*, IN: *International Encyclopedia of the Social Sciences*, The Machmillen Company and the Free Press, 5. vol. 1968. 364-356.

Secondo l'opinione di Kant, che fu uno dei più illustri precursori dell'Unità europea, lo scopo ultimo della Federazione è il governo mondiale, l'unica autorità capace di mantenere la pace e di realizzare la „*pace perpetua*”. L'esistenza degli Stati indipendenti comporta la possibilità di nuove guerre, malgrado ai periodi di pace.

Il federalismo integrale aveva le radici nei pensieri di Pierre Joseph Proudhon, che può essere considerato più utopistico di quello costituzionale di Spinelli. Si basa sull'idea che l'autorità più vicina alla gente è più legittima, e le autorità centrali devono avere il meno potere possibile. Questo approccio ritornava in parte nel Trattato di Maastricht nel principio della sussidiarietà.⁶ L'approccio integrale era basato sul concetto della crisi della civiltà. Lo scopo degli integralisti era la riforma globale della civiltà. Infatti nei cambiamenti costituzionali non vedevano il miglioramento del mondo.⁷ Il loro scopo era quello di frammentare la sovranità dello Stato fino ai livelli più bassi. I rappresentanti italiani del federalismo integrale erano: Carlo osseRosselli, Silvio Trentin - antifascisti degli anni Trenta. Loro erano contro la centralizzazione fascista.

Il federalismo come principio governativo era un'invenzione soprattutto americana. I fondatori degli Stati Uniti d'America, come Hamilton, cercavano di creare un bilancio tra la necessità di formare un governo nazionale ed effettivo, e dall'altra parte volevano realizzare il desiderio di mantenere la libertà e l'autonomia delle entità politiche. Nella Costituzione Americana ci sono incorporate le garanzie per assicurare che le decisioni siano prese al livello di governo più vicino possibile alla gente. Ma con il passare del tempo il governo federale otteneva sempre più potere contro le etnie interne, allargando in continuo il proprio potere.

Nel pensiero federalista europeo era sempre richiamato l'esempio americano. Come teorizzava Kenneh C. Wheare nell'ambito del Federal Union Research Institute creato dal Federal Union: „*In un governo federale vi è una divisione delle funzioni di un governo tra un'autorità, generalmente chiamata governo federale che ha il potere di regolare certe materie per l'intero territorio, e un insieme di altre autorità, generalmente chiamate governi degli Stati che hanno il potere di regolare certe altre materie per ciascuna delle parti che costituiscono il territorio(...) Sistema di governo federale significa perciò una divisione di funzioni tra autorità coordinate, autorità che non sono in alcun modo subordinate le une alle altre, né nell'estensione, né nell'esercizio delle funzioni loro assegnate.*” Definisce il federalismo come la „*soluzione idonea per il desiderio di cooperare in alcuni campi, associato con la determinazione di restare separati per ogni altra questione.*”⁸ Secondo

⁶ Nel Trattato di Maastricht il principio di sussidiarietà significa che le decisioni vanno assunte a quel livello (prima di tutto comunitario)dove le informazioni e le condizioni siano sufficienti per realizzare le finalità del Trattato.

⁷ A. SPINELLI: *La crisi degli stati nazionali*, a cura di L. Levi: *Il Mulino*, Bologna, 1991. 35.

⁸ PREDA: 19.

Where una costituzione scritta, una Corte Suprema e l'autosufficienza finanziaria di ciascuna delle autorità coordinate sono le caratteristiche fondamentali del sistema federale. Gli eurofederalisti volevano sempre fedelmente riportare il modello americano per realizzare lo Stato federale europeo.

Nel caso della Federazione il rapporto tra gli Stati membri e lo Stato federale viene regolato dal diritto costituzionale. La sovranità prescinde dallo Stato federale, i membri interni hanno solo una certa autonomia.⁹

La parola „Federazione” deriva dal latino. La parola „foedus” significa accordo, fiducia. Infatti è un accordo che è basato sulla volontà libera, e che deve essere permanente ed irreversibile. La Costituzione determina la struttura dei livelli e la divisione delle funzioni tra i livelli. La Federazione viene governata a due livelli: dal governo centrale, che è un governo democratico e indipendente nella propria sfera, ma anche dai governi degli Stati membri che sono indipendenti nelle loro competenze. Se non esiste una costituzione che determina la Federazione, si tratta di un decentramento e non di una Federazione.

Esistono tanti tipi di federazioni secondo il loro livello di decentramento di potere. Ci sono quelle che sono più vicine ad uno Stato unitario e quelle che hanno le caratteristiche di uno Stato estremamente decentralizzato. In realtà esistono due fondamentali modelli per la realizzazione di uno Stato federale: 1.) Il primo processo quando da Stati sovrani, ossia da una Confederazione si crea uno Stato federale (come nel caso della Svizzera o degli USA). I federalisti europei in pratica volevano seguire questa strada, cioè dai trattati della CECA, CEE e della CEEA credevano di arrivare agli Stati Uniti d'Europa. 2.) Nel secondo caso invece il processo parte da uno Stato unitario, centralizzato, dove lo Stato federale è stato realizzato con decentramento dei poteri e con l'attribuzione dell'autonomia alle entità politiche interne. (Belgio, Cecoslovacchia)

Il motivo più frequente per cui si crea la Federazione è quello militare, soprattutto nel caso di una minaccia aggressiva. La forza militare dipende soprattutto dalle risorse disponibili. Concentrazione delle risorse rende lo Stato più efficace. Questo fenomeno si può osservare in tanti casi (USA, Canada) e anche nel caso della storia della Comunità europea di difesa.

Nella storia si verificavano federazioni false, come furono la Jugoslavia oppure l'Unione Sovietica, che erano fondate sulla struttura di una dittatura e non sull'accordo costituzionale tra le entità componenti.¹⁰

⁹ Giuseppe De VERGOTTINI: *Lo stato federale, precedenti, sviluppi, tendenze*, IN: a cura di A. BARBERA - L. CALIFANO: *Saggi, materiali di diritto regionale*, Magili Editore, Rimini, 1997. 346.

¹⁰ William H. RIKER: *Europea Federalism: The lessons of a past experience*, IN: *Federalising Europe?* a cura di Joachim Jens HESSE - Vincent WRIGHT, Oxford University Press, New York, 1996. 24-9.

La vita e l'attività politica di Altiero Spinelli

Altiero Spinelli nacque in una famiglia borghese, da padre socialista. Da lui apprese la teoria del socialismo, ma successivamente, durante la sua giovinezza scelse il comunismo. Aderì molto giovane al Partito Comunista Italiano¹¹ Per la sua affermazione solida accanto al comunismo durante il regime fascista, nel 1927 fu arrestato e processato per dieci anni di carcere (a Milano, a Roma, a Lucca, a Viterbo e a Civitavecchia), fu recluso fino al 1937. Successivamente passò sei anni di confino a Ponza e a Ventotenne, dove conobbe Ursula Hirschmann che ulteriormente diventò sua moglie.

Spinelli nella sua attività cambiava modalità per raggiungere il suo scopo principale, cioè la realizzazione della Federazione europea, in base alle varie situazioni politiche internazionali. Spinelli distingueva sei cicli della sua attività politica: 1.) l'inizio, quando era ancora confinato e scrisse il Manifesto di Ventotenne Voleva creare un partito rivoluzionario. 2.) Durante il periodo della dopoguerra sino alla caduta della CED Spinelli cercava di agire al livello politico, convincendo i politici europeisti, come Monnet oppure De Gasperi a favore della creazione della Federazione europea. Nel 1943 fondò il Movimento Federalista Europeo che guidò per i successivi 20 anni.

1. Dopo la sconfitta della CED è diventato un „*lupo della steppa*”, viaggiava in Europa per ottenere l'appoggio dell'opinione pubblica, e per far nascere una nuova Europa dal basso.

2. Dopo questa azione infruttuosa si ritirava dalla politica e cominciò ad insegnare al Johns Hopkins University per 4 anni. Successivamente passò 5 anni con la creazione e con la direzione dell'Istituto degli Affari Internazionali di Roma. Questo era il periodo di riflessione.

3. Dal 1970 Spinelli lavorava per la Commissione Esecutiva della Comunità europea. Dal 1976 in poi era un deputato indipendente nella lista del PCI che l'aveva abbandonato durante gli anni di prigionia. Lavorava sempre come Sisifo per realizzare il suo scopo principale, la Federazione europea.

La scoperta del federalismo

In una pagina della sua autobiografia descriveva come aveva preso la strada del federalismo, dopo aver abbandonato quella del comunismo. Nella seconda parte del '39 Ernesto Rossi e Riccardo Boner arrivarono a Ventotenne. Con Ernesto Rossi cominciarono a studiare i rapporti e il ruolo della Società delle Nazioni che precedentemente era fallita. Spinelli e Rossi consideravano la Società delle Nazioni un'organizzazione inconsistente nello sciogliere i conflitti che riproduceva le guerre tra gli Stati nazionali. Lessero le opere di Luigi Einaudi che aveva proposto la realizzazione del federalismo unendo sotto

¹¹ A. SPINELLI: *Come ho tentato di diventare saggio*, Il Mulino, Bologna, 1993. 58.

il potere della legge comune i popoli che erano usciti dalla prima guerra mondiale. Cercavano la risposta alla crisi dello Stato nazionale. Spinelli non fu influenzato dalle idee proudhoniane, ma soprattutto da quelle dei federalisti inglesi e americani e da quelle di Kant. Nella sopravvivenza degli Stati nazionali anche lui vedeva la fine della civiltà europea: l'esistenza degli Stati sovrani diventava la fonte del nazionalismo e la radice dei conflitti.

Spinelli affermava che l'esigenza della guerra e dell'imperialismo apparteneva strettamente alla sovranità statale. E questo problema non poteva essere risolto con le vecchie regole del sistema internazionale. Ci voleva una nuova linea d'ordinamento in quel sistema, cioè il federalismo, per poter eliminare l'aggressività appartenente alla natura degli Stati sovrani. Nel Manifesto di Ventotenne esprimeva la necessità di un nuovo assetto internazionale, senza il quale sarebbe stato inevitabile il ritorno dei vecchi conflitti sul Continente. „*Se la lotta restasse domani ristretta nel tradizionale campo nazionale, sarebbe molto difficile sfuggire alle vecchie aporie.*”¹²

L'altra radice della teoria di Spinelli fu il costituzionalismo americano rappresentato da Alexander Hamilton.¹³ Il caso americano faceva vedere a Spinelli che solo ed esclusivamente la Federazione poteva essere un fatto irreversibile, assicurando l'unità e la pace. Il carattere costituzionale del modello americano rendeva possibile, secondo l'opinione di Spinelli, che il processo dell'unificazione politica fosse pacifica e basata sul supporto dei cittadini. Il governo centrale avrebbe potuto mantenere la pace avendo il monopolio della forza. Secondo Spinelli la Federazione rappresenterebbe la divisione territoriale del potere, mentre la presenza di una forte Corte di Giustizia assicurerebbe la protezione della libertà.

In opposizione ai federalisti integralisti, Spinelli metteva invece in rilievo l'importanza del livello soprannazionale e non quello statale. Secondo Spinelli i problemi non sarebbero stati risolti con la frammentazione della sovranità statale.¹⁴

Nel confino Eugenio Colorni, Ursula Hirschman, Ernesto Rossi e Altiero Spinelli cominciarono a discutere quali fossero i motivi dei conflitti tra gli Stati, e arrivarono alla convinzione che „*tutti questi Stati d'Europa obbedivano sopra ogni altra cosa alla legge della conservazione e dell'affermazione della sovranità. Fossero essi democratici o totalitari erano sempre più nazionalisti, sempre più militaristi, sempre più pianificatori, sempre più dispotici (...) Il comunismo russo era stato una manifestazione assai rozza di questa tendenza, malgrado le sue iniziali tendenze internazionaliste, perchè per realizzarsi era*

¹² A. SPINELLI: *Manifesto di Ventotenne*. IN: a cura di L. LEVI, - S. PISTONE: *Trent'anni di vita del Movimento Federalista europea*, Franco Agnelli Editore, Milano, 1973. 55.

¹³ A. SPINELLI: *Il modello costituzionale americano e i tentativi di unita europea*, IN: *Il progetto europeo*, Il Mulino, Bologna, 1985. 162-151.

¹⁴ A. SPINELLI: *Lettera a Röpke sulla Germania*, IN: a cura di Piero GAGLIA: *Macchiavelli nel secolo XX. Scritti del confino e della Clandestinità. 1941-1944*. 389-383.

*passato attraverso il crollo totale di uno Stato arcaico e ne aveva ricostruito dal nulla un nuovo intorno al partito bolscevico. Più complesso, più capace di utilizzare strumenti di comando già esistenti e di sfruttare cinicamente il diffuso senso patriottico dei cittadini. Diverso era il processo di formazione delle tirannidi in Europa, ma infine il risultato era sensibilmente lo stesso, poiché gli Stati totalitari europei adattarono, come quello sovietico, il metodo del terrore e dell'inquadramento spirituale delle masse, mentre l'URSS scrollava progressivamente da sé le sovrastrutture internazionaliste, diventando anche essa nazionalista".*¹⁵ Secondo Spinelli la Russia con la rivoluzione diventò più militarista, più nazionalista di quanto sia stata prima.

Da queste parole diventa chiaro quali motivi, secondo Spinelli, conducessero alle due guerre mondiali. Uno dei motivi era la trasformazione degli Stati nazionali in dispotismi autoritari. Le guerre mondiali servivano per lui come prove per dimostrare la crisi dello Stato nazionale. La Federazione europea – per Spinelli – significava uno strumento efficace per superare i limiti degli Stati nazionali. Secondo la sua tesi, la realizzazione della Federazione europea era solamente possibile attraverso un passo costituzionale. La sua teoria partiva dalla dichiarazione della crisi dello Stato nazionale, negando il concentramento del potere al livello nazionale.¹⁶ Gli Stati nazionali per lui essendo nemici della libertà, erano „*leviatani impazziti*”,¹⁷ fonti di tutti i conflitti.

L'altro motivo per la necessità di creare l'Europa unita in una Federazione era la ripresa del ruolo che le potenze europee avevano precedentemente svolto nell'ambito della politica internazionale. Esaminando il caso della Francia, Spinelli traeva la conclusione che questi Paesi europei avevano perduto il loro ruolo di potenza mondiale.¹⁸

Manifesto di Ventotenne

All'inizio degli anni Quaranta, visto il fallimento della sovranità statale sotto il dominio della Germania, Spinelli decise di scrivere con Ernesto Rossi un „*Manifesto per un'Europa libera e unita*”. Nel Manifesto lui scrisse sulla crisi della civiltà europea, dell'unità europea come compito preminente del dopoguerra e del partito rivoluzionario per realizzare l'unificazione d'Europa. Ernesto Rossi scrisse il capitolo sulla riforma della società.

Loro due, essendo ottimisti, credevano nella fattibilità immediata del progetto, ma trovarono il rifiuto all'adesione del Manifesto tra i compagni del confino. „*Quel che era per loro inaccettabile, era che si proponesse la*

¹⁵ Op. cit. A. SPINELLI: *Come ho tentato di diventare saggio*, 308-307.

¹⁶ Ivi. 336.

¹⁷ Ivi. 309.

¹⁸ A. SPINELLI: *L'avvenire della Francia*, IN: op. cit., a cura di L. LEVI: *La crisi degli stati nazionali*, 309-301.

Federazione come problema politico della nostra epoca, che si contestasse la possibilità stessa di un consolidamento democratico nazionale, che si pensasse ad un'azione politica giacobina, irrispettosa verso i tradizionali quadri nazionali e decisa a spezzarli."¹⁹ Soprattutto i comunisti attaccarono l'idea di Spinelli. Ursula Hirschmann portò clandestinamente il Manifesto sul Continente, dove fu letto dagli antifascisti italiani. Quando scrisse il Manifesto di Ventotenne, riteneva che le amministrazioni nazionali fossero in tal crisi acuta, da risultar facile a costruire un nuovo assetto politico secondo i principi federalisti considerando questo vuoto di potere.

La fondazione del MFE

Dopo la sconfitta fascista, Spinelli, arrivato sul Continente scrisse le „*Tesi federaliste*” nel 1943, in cui abbandonava i suoi pensieri rivoluzionari. Descrisse l'attività federalista come un movimento, e dopo la caduta di Mussolini, il 27. agosto 1943, per realizzare gli obiettivi espressi nel Manifesto, Rossi e Spinelli fondarono il Movimento Federalista Europeo (MFE) a Milano.²⁰

Il Manifesto di Ventotenne rimaneva la materia ispiratrice del movimento, ma dopo la guerra non era possibile realizzare il progetto di cui aveva scritto in quell'opera. L'azione doveva partire per un'altra direzione.

Dopo la caduta del fascismo, decise di aderire al Partito d'Azione che aveva un programma politico federalista e ne fece parte fino al 1946. Il piano di lavoro del partito, ispirato da Spinelli, richiedeva l'inserimento nella futura costituzione italiana l'impegno alla cessione di sovranità statale a favore di una Federazione europea.²¹ Dopo questo breve periodo Spinelli decise di non aderire più a nessun partito politico e di dedicare la sua vita al movimento federalista.

L'esercizio fondamentale del MFE era quello di mobilitare le forze politiche e i movimenti federalistici degli altri Paesi europei per realizzare l'unificazione appoggiandosi sulle forze popolari. Ma il Manifesto di Ventotenne non diventò il manifesto programmatico del MFE per due motivi principali: 1.) la riforma della società italiana, secondo i membri della MFE, era il compito dei partiti politici e non quello del movimento. 2.) Spinelli vedeva la realizzazione della Federazione attraverso una rivoluzione, cioè il movimento sarebbe dovuto essere un „*partito giacobino*” con carattere rivoluzionario.

Il primo convegno del MFE a Milano accettò il principio del programma di Spinelli, cioè le *Tesi federaliste*. In assenza di un partito federalista, dedicarono il loro lavoro per raccogliere delle rappresentanti di ideologie diverse.²²

¹⁹ Op. cit. A. SPINELLI: *Come ho tentato di diventare saggio*, 314.

²⁰ Op. cit. a cura di Piero GAGLIA: *Macchiavelli nel secolo XX*. Scritti del confino e della Clandestinità, 1941-1944, 39.

²¹ A cura di S. PISTONE: *L'Italia e l'Unità europea*, Lochester Editore, Torino, 1982, 141-140.

²² Op. cit. A. SPINELLI: *Come ho tentato di diventare saggio*, 338.

Nel suo saggio intitolato „*I compiti della politica estera francese*” scriveva, per la prima volta, sul carattere della Costituente che sarebbe dovuta essere composta dai delegati delle Assemblee nazionali e non dai rappresentanti dei singoli Stati, quali per la natura derivata dalla loro funzione difendevano gli interessi statali e non soprannazionali, mentre i delegati parlamentari rappresentavano l’opinione pubblica. Spinelli era convinto che si potesse realizzare la Federazione europea soltanto attraverso la procedura di un organo parlamentare. Non voleva affidare questo compito ad un organo composto di diplomatici i cui interessi sono determinati dagli Stati nazionali; per cui loro possono elaborare solo un trattato di tipo confederale e non federale. Il suo scopo era sempre quello di realizzare la procedura costituente per creare l’Europa federale.²³

Dopo la seconda guerra mondiale con l’affermarsi delle due superpotenze, trasse la conclusione che il progetto dell’unificazione sarebbe rimasto nel „*frigorifero delle utopie*”.²⁴ Ma nel 1948, in un articolo scrisse dell’interesse americano per unificare Europa, e pensava che la Federazione fosse necessaria per diventare indipendenti dal potere militare e economico americano.

I primi anni dell’integrazione europea

Il primo congresso dei movimenti federalisti a livello continentale fu organizzato all’Aja sotto la presidenza di Churchill, che aveva promosso questa occasione nel maggio 1948. C’erano presenti tanti importanti politici e gli esponenti dell’idea federalista. Alla conferenza nacquero delle proposte che erano il frutto di compromessi tra i federalisti e i confederalisti. I federalisti volevano un’Assemblea eletta direttamente dai cittadini e di poteri costituenti. I sostenitori della Confederazione auspicavano invece un’Assemblea con membri delegati dai Parlamenti nazionali.

Come risultato di questi dibattiti, il Consiglio d’Europa fu formato un anno dopo, nel 1949. Era un’organizzazione consultiva – senza potere costituente – con due organi: l’Assemblea consultiva e il Comitato dei ministri.

Dopo il congresso dell’Aja, la questione della sovranità rimaneva nel centro dei dibattiti. I federalisti chiedevano agli Stati la rinuncia alla loro sovranità a favore della Federazione europea. Per i federalisti integrali la realizzazione della Federazione europea significava solo la prima tappa verso il governo mondiale. Altri federalisti integrali pensavano che la Federazione europea sarebbe dovuta essere costituita dalle entità regionali e non dagli Stati nazionali. I confederalisti volevano invece creare una Confederazione europea con il mantenimento della sovranità statale nella sua pienezza. Questi vari approcci finora non si sono avvicinati.

²³ A. SPINELLI: *La federazione europea*, IN: op. cit. a cura di Sergio PISTONE: *Una Strategia per gli Stati Uniti d’Europa*, Il Mulino, Bologna, 1989. 61-66.

²⁴ Op. cit. A. SPINELLI: *Come ho tentato di diventare saggio*, 340.

Malgrado i compromessi, le proposte del congresso dell'Aja resero convinto Altiero Spinelli che la convocazione di un'Assemblea costituente sarebbe stata possibile. Nel 1948 era stato eletto il presidente del MFE e divenne protagonista della lotta per realizzare la Federazione europea, scegliendo la strategia costituente. Spinelli vedeva la difficoltà di creare uno Stato federale, sopranazionale dagli Stati nazionali.²⁵ Si rendeva conto del fatto che il trasferimento della sovranità nazionale a un centro sopranazionale era difficilmente realizzabile per la tradizione storica degli Stati nazionali.²⁶

Nel Manifesto di Ventotenne Altiero Spinelli sosteneva ancora la necessità di una „*crisi rivoluzionaria*” per realizzare un unico Stato federale europeo. Sicché tale crisi non si è manifestata e l'approccio costituente sembrava molto utopistico, lui propose un'altra soluzione nella sua lettera scritta a Camus di „*convocare Assemblee costituenti nei Paesi europei a fine di rivedere e migliorare le strutture politiche che avevano dato prova di poter condurre a degenerazioni*”. Lui riteneva che il loro compito sarebbe stato di dar forma alla Federazione europea.²⁷ Ma anche questa idea pareva utopistica e quelle Assemblee non erano state mai realizzate. Da questo momento in poi si occupava sempre di più del progetto della Costituente. Si trattava della formazione di uno Stato completamente nuovo. Il problema più difficile appariva quello di creare un'Assemblea legittima a deliberare il testo della costituzione federale europea. Cercava di evitare la convocazione di un incontro degli accademici o dei tecnici, preferendo una soluzione di un'Assemblea non degli Stati ma dei popoli, la quale poteva elaborare la costituzione federale che sarebbe però entrata in vigore con la ratifica degli Stati aderenti.

Per i federalisti l'altra questione era quella di definire l'organo che fosse legittimato a convocare una tale Assemblea. Secondo Spinelli gli unici organi legittimati erano i governi degli Stati che avrebbero dovuto iniziare la procedura. In una conferenza preliminare gli Stati avrebbero dovuto elaborare lo statuto, ossia le regole, le elezioni e i compiti di un'Assemblea costituente europea. Da questa conferenza dei governi sarebbe nata l'Assemblea dei popoli. Se almeno sei Stati avessero firmato quel trattato ci sarebbe stata la possibilità di convocare la Costituente per redigere la costituzione federale europea, con la ratificazione successiva degli Stati nazionali.²⁸

In realtà il processo dell'integrazione andava in un'altra direzione. Dopo la seconda guerra mondiale invece della Federazione europea si realizzava gradualmente l'integrazione economica dell'Europa occidentale – come lo

²⁵ A. SPINELLI: *Gli Stati Uniti d'Europa e le varie tendenze politiche* IN: *Dagli Stati sovrani agli Stati Uniti D'Europa*. Firenze, 1950. 47.

²⁶ A. SPINELLI: *Le vie della politica estera italiana*, IN: *L'Europa tra Ovest e Est*. Il Mulino, Bologna, 1990. 42- 44.

²⁷ Op.cit. A. SPINELLI: *Dagli Stati sovrani agli Stati Uniti D'Europa*,

²⁸ Op. cit. D. PREDA: *Sulla soglia dell'Unione, La vicenda della Comunità politica europea, 1952-1954*, 39.

prevedevano i funzionalisti. La pace rese illusoriche le speranze di Spinelli di „*poter spazzare via i vecchi Stati nazionali con un colpo rivoluzionario*”.²⁹ Il ritorno del vecchio assetto politico degli Stati nazionali e le circostanze politiche mondiali misero in moto il processo dell'unificazione economica, funzionalista.

Dopo l'iniziativa del Piano Marshall, Spinelli si impegnava per realizzare il suo obiettivo. Durante questo periodo esprimeva la sua opinione circa l'approccio funzionalista, criticava soprattutto la loro modalità relativa all'unificazione europea.³⁰ Lui, contro tal approccio, rappresentava quello costituzionalistico, proponeva di seguire l'esempio statunitense. Spinelli in un suo saggio criticando il funzionalismo sottolineava che la Federazione era il punto di partenza e non la conclusione del processo dell'unificazione,³¹ come espresso nel suo discorso al Congresso del MFE (Firenze 23-25 aprile 1949).³² Spinelli sulla base della Conferenza di Filadelfia elaborò nel 1950 il suo approccio in tre fasi importanti: 1.) Un ruolo decisivo dei governi nell'avvio della procedura tramite l'attribuzione del mandato costituente alla convenzione, e l'assenza di qualsiasi loro interferenza nel successivo sviluppo della procedura. 2.) L'elaborazione del progetto di costituzione da parte della convenzione con voto a maggioranza. 3.) La ratifica da parte degli organi competenti degli Stati del progetto di cui era prevista l'entrata in vigore per gli Stati ratificanti nel momento in cui 9 su 13 l'avessero ratificato.

Spinelli dichiarò che „*le federazioni sono sempre nate e possono nascere solo come patti fra Stati i quali decidono di rinunciare irrevocabilmente a certi attributi sovrani, confidandoli ad un superiore Stato. Il numero degli Stati che inizialmente aderiranno potrà essere piccolo, i poteri sovrani trasferiti allo Stato federale potranno essere pochi, il potere federale potrà correggersi in un secondo tempo. Ma dovrà esserci il patto iniziale fra Stati ed il trasferimento allo Stato federale di qualche frazione di sovranità.*”³³ Attaccava il funzionalismo anche perchè i governi rinunciavano in parte del loro potere, prendendo le decisioni a livello soprannazionale, senza che ci fosse il controllo democratico soprannazionale.³⁴

Spinelli aspettava che l'Assemblea consultiva del Consiglio d'Europa dovesse compiere il ruolo di una Costituente. Nel 1950 il MFE cercava di influenzare il Consiglio d'Europa con una petizione per il patto di Unione

²⁹ Op. cit. A. SPINELLI: *Gli Stati Uniti d'Europa e le varie tendenze politiche* IN: *Dagli Stati sovrani agli Stati Uniti D'Europa*, 53-57.

³⁰ Op. cit. a cura di L. LEVI - S. PISTONE: *Trent'anni di vita del Movimento Federalista europea*, 117-120.

³¹ A. SPINELLI: *Tedeschi al bivio*, op. cit., a cura di L. LEVI: *La crisi degli Stati nazionali*, 155.

³² Op. cit. a cura di L. LEVI - S. PISTONE: *Trent'anni di vita del Movimento Federalista europea*, 111-126.

³³ A. SPINELLI: *Il cammino e gli ostacoli*, IN: op. cit. a cura di Sergio PISTONE: *Una Strategia per gli Stati Uniti d'Europa*, 65-76.

³⁴ Op. cit. a cura di L. LEVI - S. PISTONE: *Trent'anni di vita del Movimento Federalista europea*, 127-142.

Federale europea in cui proponeva di elaborare un progetto di patto federale dalla parte dell'Assemblea consultiva per dare avvio ad un processo graduale verso l'unificazione federale. La petizione fu firmata anche da De Gasperi. Dopo l'insuccesso avvenne un altro tentativo, quello della CED.³⁵

Il progetto della CED

Gli americani, dopo l'inizio della guerra di Corea, avendo paura che il comunismo prevalesse in Germania, proponevano il riarmo, ma i francesi, per paura della rinascita del militarismo tedesco, cercavano di impedirlo senza avere un potere sufficiente. La questione tedesca rimase irrisolta e anche le due conferenze di Yalta e di Potsdam avevano lasciato aperto il futuro della Germania.

Nel 1950, il primo ministro francese, Pleven, propose la creazione della Comunità europea di difesa (CED). Lo scopo della CED era quello di integrare gli eserciti dei sei Paesi della CECA. In questo modo non sarebbe stato necessario di creare un esercito tedesco indipendente. Pleven così voleva risolvere la questione del riarmo della Repubblica Federale di Germania e la realizzazione dell'autodifesa europea, sottoponendo esercito tedesco ad un'autorità soprannazionale.

I forti sentimenti avversari ai tedeschi da parte dei francesi, da una parte favorivano l'accelerazione del processo dell'integrazione politica, ma dall'altra parte accentuavano il ripensamento di una decisione così irreversibile.

Spinelli invece esprimeva chiaramente in un suo saggio scritto nel 1948 che *„la Federazione europea dei liberi popoli europei è una necessità della civiltà europea per molti motivi. Ma fra questi motivi importantissimo è il fatto che i popoli democratici europei non possono né convivere con uno stato tedesco sovrano, né spezzarlo e colonizzare la Germania. Una Germania democratica, prospera, pacifica e libera non può esistere se non come membro a parità di diritti e doveri in una Federazione europea, la quale a differenza del dominio di tipo coloniale, non deve essere in contraddizione con i valori supremi della nostra civiltà, poiché in essa la forza superiore delle nazioni non è arbitraria, ma*

³⁵ L'UEF dopo un primo periodo, nel quale prevalse l'orientamento federalista integrale, soprattutto per l'opera di Spinelli, l'UEF scelse le posizioni federalisti „istituzionali”, dandosi anche una struttura organizzativa migliore, mentre l'ala integrale, che faceva capo soprattutto al movimento francese „la Federation” abbandonava l'UEF. Quando l'UEF decise di appoggiare la campagna del popolo europeo, alcuni movimenti, soprattutto quello olandese e tedesco lasciarono l'UEF e costituirono l'Azione Europea dei Federalisti, mentre l'UEF si trasformò nel 1959, nel Mouvement Fédéraliste Européen MFE, con una struttura sovranazionale (le sezioni nazionali furono chiamati Commissioni). A seguito della riunificazione delle due correnti avvenuta con il Congresso di Nancy del '72, tutti i movimenti federalisti si riconoscono nell'Union Européenne des Fédéralistes riprese il suo nome originale nel cui ambito la sezione italiana riprese il suo nome: *Movimento Federaista Europea*. IN: A, SPINELLI: *Il Diario europeo 1948-1969*, Il Mulino, Bologna, 1989, 594. Op. cit. a cura di L. LEVI - S. PISTONE: *Trent'anni di vita del Movimento Federalista europea*, 111-126.

sottoposta ad una legge alla cui elaborazione tutti i popoli contribuiscono".³⁶ Secondo l'opinione di Spinelli l'unica alternativa per evitare la rinascita del nazionalismo tedesco era quella della Federazione europea. Spinelli propose il carattere costituente della CED per inserire la Germania in una politica europea e sciogliere le tensioni tra la Francia e la Germania, eliminando le radici del nazionalismo tedesco, cause fondamentali delle guerre mondiali.

De Gaulle affermava che la CED implicasse „*la rinascita dell'esercito tedesco, la prospettiva di un ridimensionamento della nazione francese e la possibilità di un asservimento agli Stati Uniti.*” In molti volevano l'adesione inglese alla CED, come garanzia contro il nazionalismo tedesco.

In Italia l'opposizione di sinistra, i filosovietici, erano contro ogni idea di sopranazionalità. Le resistenze al riarmo della Germania mettevano in rilievo la necessità del controllo democratico relativo alla CED. Secondo i criteri della democrazia, in mancanza di un governo europeo, era impensabile la creazione di un esercito soprannazionale.

Le iniziative di Pleven davano nuove forze ai federalisti che mettevano in rilievo la necessità di un controllo democratico delle autorità specializzate.

Tra il 18 e il 20 aprile del 1951 fu convocata a Lugano una conferenza internazionale dei federalisti, dove decisero una campagna per la realizzazione dell'Assemblea costituente europea. Spinelli fu il responsabile di quest'azione. Un comitato di giuristi (Calamandrei, Naviasky, Scelle, Spinelli - redattore) elaborava un modello di trattato per la costituente.

„Da alcuni giorni sono di ritorno da Lugano, col titolo di delegato dell'UEF per la campagna in favore della Costituente europea. Mi trovo così a dover dirigere un'azione europea, con organizzazioni nazionali scarsamente efficienti (...) È questo forse l'impegno più pazzesco che mi sia mai assunto: condurre un'azione su scala europea, basandomi solo su un pezzo di carta, il progetto di trattato di Lugano. Se l'operazione non dovrà riuscire, penso che non varrà molto la pena che mi occupi ancora di azione federalista. Ma prima di abbandonare l'impresa voglio arrivare fino al limite più disperato.”³⁷

Secondo Spinelli, era impensabile la creazione di un'unificazione economica senza uno Stato federale democratico. Infatti prima della realizzazione della CED era necessaria la fondazione costituzionale dello Stato federale europeo, per cui la costituente anticipata era indispensabile.³⁸

In Germania la Ruhr era sottoposta ad una Autorità internazionale, la Saar era affidata in amministrazione fiduciaria alla Francia con uno statuto speciale. La Germania era divisa, occupata e non aveva esercito. Dopo la seconda guerra mondiale non è stato firmato nessun trattato di pace con la Germania, di

³⁶ A. SPINELLI: *Considerazioni di un federalista sulla Germania*, IN: op. cit., a cura di L. LEVI: *La crisi degli Stati nazionali*, 148-149.

³⁷ Op. cit. A, SPINELLI: *Il Diario europeo 1948-1969*, 1951 maggio 3. 72.

³⁸ Op. cit. D. PREDA: *Sulla soglia dell'Unione, La vicenda della Comunità politica europea, 1952-1954*, 50.

conseguenza questo Paese non aveva nessuna sovranità da perdere. Durante questo periodo sia il governo francese che quello tedesco erano pronti alla creazione di un' autorità politica.

All' influenza di Spinelli, De Gasperi riuscì a convincere gli altri primi ministri europei per inserire nell' articolo 38 del progetto di trattato una garanzia di un quadro politico istituzionale alla Comunità di difesa, non escludendo la possibilità di realizzare la federazione europea.

L' articolo 38. affidava in particolare all' Assemblea provvisoria della CED il compito di studiare: 1.) „*la costituzione di un' Assemblea della CED, eletta su base democratica.* 2.) *i poteri di cui dovrebbe essere investita tale Assemblea. Ma soprattutto, esso definiva i principi ai quali l' Assemblea avrebbe dovuto ispirarsi nel corso dei suoi studi: l' organizzazione di carattere definitivo che si sostituirà alla presente organizzazione provvisoria, dovrà essere concepita in modo da poter costituire uno degli elementi di una struttura federale o confederale ulteriore fondata sul principio della separazione dei poteri e comportante, in particolare, un sistema rappresentativo, bicamerale.*”

In quel momento sembrava che l' Europa prendesse la strada verso uno stato federale. I movimenti federalisti stimolati dalla possibilità dell' articolo 38. cominciarono una nuova campagna per la Costituente europea. Nel 1951, Henry Spaak, presidente dell' Assemblea consultiva, deludendosi dell' inattività e disinteresse di quel organismo diede la dimissione dal suo mandato. Cominciò a lottare per l' Europa federale al di fuori di quell' organizzazione.

La collaborazione tra Spinelli e Spaak cominciò nel dicembre del '51. Spinelli consigliava la formazione di un Comitato d' iniziativa per la Costituente Europea. Egli era convinto che non bastava l' appoggio dei movimenti federalisti e dei politici, ma era importante anche il coinvolgimento di larghi strati sociali. I Comitati furono creati per studiare i problemi giuridici dell' unificazione politica. Il loro presidente era Henry Spaak.

Dopo questi eventi, i nuovi movimenti, come l' Organizzazione francese del Movimento Europeo, il Consiglio italiano, belga, tedesco, olandese, il Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d' Europe, le Nouvelles équipes internationales si sono associati alla campagna. Spinelli ebbe un ruolo notevole nella cooperazione dei diversi movimenti europeistici. Nel 1952, si concentrò ad unire tutti i movimenti isolati a favore della convocazione della Costituente.³⁹

Il marzo del '52 fu organizzata la prima riunione del Comitato dei giuristi. Ci furono presenti: Henry Spaak, Henry Fernay, Cornelius Van Rij, Altiero Spinelli, Lucien Radou, Fernand Dehousse. Il Comitato prese il nome: Comité d' Etudes pour la Constitution Européenne (CECE). Fernand Dehousse fu nominato il segretario del Comitato.

Monnet mandò un memorandum a Schuman il 9 maggio in cui spiegava il suo progetto: secondo lui, l' Assemblea della CECA avrebbe dovuto occuparsi

³⁹ Ivi. 68.

prima di tutto delle istituzioni europee: un parlamento comune bicamerale con una camera eletta a suffraggio universale, un Esecutivo provvisorio e una corte di giustizia.⁴⁰

I governi, soprattutto quello italiano, accettarono il progetto di Spaak, di Spinelli e di Monnet di anticipare la Costituente e di affidare il mandato dell'articolo 38 all'Assemblea della CECA. Il governo statunitense appoggiava questo progetto federativo, era proprio favorevole all'unificazione politica europea. De Gasperi ebbe un ruolo importante nel raggiungere un accordo tra i Sei.⁴¹

Nel '52 Spinelli e Spaak cercarono di convincere i governi dei sei Stati a favore di una Costituente anticipata. La Gran Bretagna era contro la convocazione della Costituente.

Il 26 maggio del '52, a Bonn i rappresentanti delle potenze occupanti sottoscrissero i cosiddetti „*Accordi contrattuali*” che mettevano fine allo stato di guerra tra Germania e gli Alleati occidentali. Questi accordi posizionavano la Germania a pieno titolo tra gli Stati sovrani.

Il 27 maggio del 1952, a Parigi fu firmato il trattato relativo alla CED con l'articolo 38, il quale conteneva la creazione dell'integrazione politica europea. Nel giugno del '52, Spinelli in una lettera aperta del Comitato centrale del MFE a De Gasperi spiegava perchè era così importante la Costituente anticipata: „*L'articolo 38. del trattato della CED non è una garanzia sufficiente per l'effettiva unificazione politica europea. Esso implica anzitutto che il lavoro costituente abbia inizio solo dopo la ratifica del trattato della CED, lasciando un lungo e pericoloso iato, nel quale, mentre non si potrà far nulla per l'Europa le forze antieuropee potranno comodamente svilupparsi. In secondo luogo, l'articolo 38 parla esplicitamente solo della revisione delle istituzioni della CED, rinviando ad un imprecisato momento ulteriore la costituzione delle strutture politiche e soprannazionali. In terzo luogo, l'Assemblea della CED si affida solo il compito di "studiare", mentre la vera e propria elaborazione del patto di unione federale è affidata ad una successiva conferenza diplomatica.*”⁴²

Spinelli così parlava del suo ruolo nella redazione del testo della costituzione: „*Ho inoltre proposto e visto accettare il modo di organizzare lo studio per la costituzione europea. Praticamente ero il solo che avesse preparato qualcosa, prevedo che dovrò essere fino alla fine il motore di tutto questo studio, come lo sono stato per la preparazione dei testi di Lugano*”. „*Di ritorno da Roma ho preparato un promemoria per De Gasperi (...) Sono ora a Parigi (...) Dehousse aveva chiesto che preparassimo un consiglio a Spaak circa le modalità per la convocazione della Costituente. Ho proposto che l'Assemblea consultiva inviti i parlamenti nazionali a nominare i membri della Costituente e a inviarli il primo ottobre a Lussemburgo o a Strasburgo. Ancora una volta mi sono rifatto al*

⁴⁰Ivi. 118.

⁴¹Ivi. 119.

⁴²Ivi. 113.

precedente americano, preconizzando che la Consultiva di Strasburgo faccia quel che ha fatto la Convenzione di Anapolis."⁴³

Spinelli per elaborare e preparare il lavoro della Costituente studiava il modello americano. Collaborava anche con gli studiosi del Harvard University. Secondo lui bisognava stabilire le caratteristiche fondamentali, cioè le competenze minime della Comunità politica, le quali dovevano essere „*la garanzia in ultima istanza delle libertà dei cittadini, la difesa della Comunità, la creazione di un mercato comune delle merci e del lavoro, la politica estera della Comunità almeno per le questioni che rientrano nella sua competenza, il diritto di percepire imposte dai singoli contribuenti*”.⁴⁴

Il 15 settembre del 1952, fu creata la cosiddetta Assemblea ad hoc con 87 membri da cui 78 erano delegati dall'Assemblea della CECA con l'esercizio di redigere il trattato per la Comunità politica europea. Le competenze dell'Assemblea presieduta da Spaak non erano precisamente definite. L'articolo 38 incaricava l'Assemblea della CED a studiare la costituzione di un'Assemblea eletta democraticamente e definire i suoi poteri. Come dice l'articolo 38. „*L'organizzazione di carattere definitivo che si sostituirà alla presente organizzazione provvisoria dovrà essere concepita in modo da poter costituire uno degli elementi di una struttura federale o confederale ulteriore fondata sul principio della separazione dei poteri comportante, in particolare un sistema rappresentativo bicamerale. L'Assemblea studierà ugualmente i problemi risultanti dalla coesistenza di diverse organizzazioni di cooperazione europea già create oppure che lo saranno al fine di assicurarne il coordinamento nel quadro della struttura federale o confederale.*”⁴⁵

Spinelli, non essendo membro dell'Assemblea ad hoc, cercava di influenzare i lavori delle diverse sottocommissioni, poiché era presente ai corridoi di Stasburgo. Nel suo Diario parlava del suo ruolo di consigliere: „*Sono le tre della notte. Dalle quattro del pomeriggio sono al tavolo dell'albergo per redigere tutti gli emendamenti che farei, se fossi deputato all'Assemblea ad hoc. Domani li faccio ciclostilare in un memorandum e li faccio distribuire ai parlamentari che si riuniscono nella Commissione Costituzionale. Mentre scrivevo mi chiedevo chi mi fa fare questo lavoro da cani, solo in tutta l'Europa, per contribuire alla nascita di una Federazione di cui forse un giorno si sorriderà con disprezzo.*”⁴⁶

I governi della Germania e dell'Italia appoggiarono il progetto della Comunità Politica. Ma la ratifica della CED sembrava sempre più difficile in Francia. Il timore del riarmo tedesco rallentava questo processo. Nel '51, all'Assemblea nazionale francese i comunisti ed i gaullisti si erano rafforzati,

⁴³ Op. cit. A, SPINELLI: *Il Diario europeo 1948-1969*, 132.

⁴⁴ Op. cit. D. PREDA: *Sulla soglia dell'Unione, La vicenda della Comunità politica europea, 1952-1954*, 170.

⁴⁵ Ivi. 181

⁴⁶ Op. cit. A. SPINELLI: *Il Diario europeo 1948-1969*, 162.

ma il Mouvement Republicaine Populaire – il partito europeista – perse della sua notevoltezza.

L'Assemblea ad hoc in marzo perfezionava il progetto di statuto della Comunità europea. Durante i lavori raggiungevano soluzioni di compromesso tra una struttura soprannazionale e quella internazionale. Il progetto fu approvato dall'Assemblea ad hoc. Secondo lo statuto erano i popoli e non gli Stati a decidere di creare la comunità di carattere soprannazionale e dichiarata indissolubile, costituiva un'unica entità con la CECA e con la CED, esercitava i poteri conferitile dallo Statuto e dagli Atti ulteriori, in collaborazione con le amministrazioni nazionali.

Nel progetto l'esercizio delle competenze era affidato a cinque istituzioni: il Parlamento, il Consiglio esecutivo europeo, il Consiglio dei ministri nazionali, la Corte, il Consiglio economico e sociale. Il Parlamento aveva il potere di approvare le leggi e i bilanci e di esercitare le funzioni di controllo conferitegli dallo Statuto. Il Parlamento era bicamerale: una Camera dei Popoli e l'altra, ossia il Senato che rappresentava i popoli di ogni Stato. I deputati erano eletti a suffraggio universale diretto, i senatori erano eletti dai Parlamenti nazionali. Il Consiglio esecutivo esercitava funzioni di governo, il suo presidente, rappresentante della Comunità all'estero era eletto dal Senato. Il Consiglio dei ministri aveva l'obiettivo di armonizzare l'azione del Consiglio esecutivo e quella dei governi nazionali. La Corte assicurava il rispetto del diritto dello Statuto, delle leggi comunitarie e dei regolamenti d'esecuzione. Il Consiglio economico e sociale era di carattere consultivo per il Consiglio esecutivo e per il Parlamento. Le competenze della CECA e della CED erano trasferite alle istituzioni della Comunità. La Comunità poteva firmare trattati internazionali e poteva avere relazioni diplomatici. Aveva la competenza di coordinare la politica estera degli stati membri. Aveva il potere di imporre tributi ai cittadini e agli Stati membri. Il bilancio comunitario era proposto dal Consiglio esecutivo e votato dal Parlamento annualmente. Alla Comunità era affidato il compito di realizzare progressivamente un mercato comune secondo il principio della libera circolazione di merci, capitali e persone.⁴⁷

Il 9 marzo del 1953 H. Spaak, presidente dell'Assemblea ad hoc consegnò il progetto elaborato al presidente del Consiglio dei ministri della CECA. Bidault, il ministro francese l'accettò con parole caute, mostrando che non era soddisfatto per il progetto e ci volevano ancora degli emendamenti.

Spinelli accolse il progetto malgrado i suoi difetti, sapendo che tale atto poteva essere il promotore dell'unificazione politica. secondo lui l'*„avviso conforme dei ministri, la definizione incompleta delle competenze militari della Comunità, la ponderazione nelle rappresentanze parlamentari e la rigidità nella revisione costituzionale”* erano i quattro difetti fondamentali del progetto, poiché lasciava la possibilità di creare una Confederazione e non una

⁴⁷ Op. cit. D. PREDA: *Sulla soglia dell'Unione, La vicenda della Comunità politica europea, 1952-1954*, 322.

Federazione. Ma si rese conto che i risultati più notevoli del lavoro dell'Assemblea ad hoc erano l'accettazione della Camera dei Popoli eletta direttamente.

Il marzo del 1953 morì Stalin. La paura dal militarismo sovietico rappresentato dalla politica di Stalin era il promotore del processo dell'unificazione politica e militare. Dopo l'accettazione del progetto della Comunità politica da parte dell'Assemblea ad hoc cominciarono le lunghe trattative tra i governi dei Sei sul progetto. I cambiamenti nella politica internazionale e in quella interna degli Stati promotori, come la Francia e l'Italia (l'allontanamento di Schuman dagli Esteri, la caduta del governo Mayer in Francia e il fallimento elettorale di De Gasperi) resero più incerto il futuro della CED e della Comunità politica. Il cambiamento del clima internazionale conduceva alla caduta della CED e della CPE.

Come afferma Spinelli, l'integrazione era una risposta alla minaccia sovietica. „*la guerra fredda ha obbligato i Paesi del mondo libero a prendere iniziative che hanno avviato una vera e propria rivoluzione nel mondo democratico. (...) Nell'Europa continentale si è avviato il processo dell'unificazione federale.*” La politica di Stalin accelerava questo processo. „*Molti hanno subito questo processo solo in ragione della paura che avevano dell'aggressione sovietica. Non appena questa paura si attenua sono pronti a sollevare di nuovo il capo per arrestare uno sviluppo che odiano dal fondo del cuore con tutte le loro forze.*” La realizzazione della difesa comune divenne così superflua dopo la morte di Stalin.⁴⁸ Ma secondo l'opinione di Spinelli, malgrado la minaccia attenuante, sarebbe stato necessario continuare l'unificazione per rafforzare la civiltà libera.

Spinelli riteneva che il comunismo fosse solo una degenerazione di una rivoluzione democratica.⁴⁹ Il bisogno di espansione permanente, la sospettosità e l'aggressività caratterizzavano la politica estera dell'Unione Sovietica. Secondo Spinelli queste caratteristiche erano le particolarità naturali di un regime totalitario, come quello sovietico.⁵⁰

Malgrado i cambiamenti internazionali, durante il 1954, la CED fu ratificata in quattro Paesi europei: in Germania e nei Paesi Benelux. Ma in Italia e in Francia il processo non andava così facilmente. In Italia il governo Pella collegava la questione della ratifica della CED con quella di Trieste. Cominciarono i negoziati da parte della diplomazia italiana per riprendere Trieste. Nel frattempo il governo italiano decise di aspettare la ratifica della CED in Francia prima di proporla alla Bicamerale. La situazione politica in Francia non era favorevole all'approvazione della CED. Il governo Mendes France portò il progetto della CED all'Assemblea

⁴⁸ A. SPINELLI: *L'Europa dopo Stalin*, IN: op. cit., a cura di Cesare MERLINI: *L'Europa tra Ovest e Est*, 93-94.

⁴⁹ A. SPINELLI: *Meditazioni su una strategia della democrazia*, IN: op. cit., a cura di Cesare MERLINI: *L'Europa tra Ovest e Est*, 144.

⁵⁰ A. SPINELLI: *Le alternative della politica estera degli Stati Uniti d'America*, IN: Ivi. 69-79.

nazionale, ma quella non lo approvò. Questo portò al fallimento dell' unificare l'Europa in una Federazione.

Il risultato del lavoro dell'Assemblea ad hoc era la redazione del progetto di statuto della Comunità politica europea. Dopo la sconfitta della CED, Spinelli era convinto che i governi non fossero più favorevoli alla realizzazione di uno Stato soprannazionale, per cui prese un'altra strada per realizzare il suo obiettivo, ossia cercava di mobilitare l'opinione pubblica dal basso, coinvolgendo l'opinione pubblica e non quella dell'élite politico.

Dopo la creazione della CECA (1952), nel 1957, furono formate la Comunità europea per l'energia atomica (CEEa) e la Comunità economica europea (CEE) Si trattava di organizzazioni con finalità di integrazione prima di tutto economica e non politica. Spinelli riteneva che il Trattato di Roma avesse un carattere pseudo soprannazionale, criticando tutti gli patteggiamenti europeistici dei sei governi.⁵¹

Spinelli scrisse del Trattato le seguenti parole: „*Poiché tutta la sovranità resta nelle mani degli Stati membri, la sua applicazione dipenderà in tutto e per tutto dalla loro buona volontà. Finché ci sarà una congiuntura economica favorevole e uno sviluppo della politica di liberalizzazione, il Trattato funzionerà, poiché gli Stati membri saranno interessati a farlo funzionare. Se la congiuntura cambierà, se lo sviluppo del Mercato comune lederà questo o quello Paese, o questo o quel gruppo economico politicamente predominante in questo o quello Stato, se uno o più Stati giungeranno alla conclusione che per loro è più conveniente sottrarsi agli impegni assunti, tutti gli organi della Comunità potranno ben far sentire le loro ammonizioni e i loro consigli (...) La Comunità andrà in pezzi.*”⁵²

Anche se durante i seguenti decenni la Comunità ebbe un periodo molto difficile, in realtà non succedeva tutto come Spinelli lo prevedeva. Le cooperazioni economiche tra gli Stati membri sembravano più resistenti, degli elementi di divisione. Infatti la Comunità non andò in pezzi neanche durante il periodo della crisi economica mondiale.

Il ritiro dalla politica

Durante gli anni '60 Spinelli passò un periodo di studio e di riflessione sulle relazioni internazionali. Collaborò dal '62 con la rivista, *Il Mulino*. Dall'ottobre di 1962 divenne il „*visiting professor*” al centro bolognese della Johns Hopkins University, dove teneva un corso sulla Comunità europea.⁵³

Negli anni Sessanta si rese conto che la CEE e la sua amministrazione, nonostante le sue aspettative iniziali, erano abbastanza solide, rendendo il

⁵¹ Op. cit. A. SPINELLI: *Una Strategia per gli Stati Uniti d'Europa*, IN: a cura di Sergio PISTONE: 22.

⁵² A. SPINELLI: *Appunti per una biografia*, Il Mulino, Bologna, 1988. 110.

⁵³ Op. cit. A. SPINELLI: *Meditazioni su una strategia della democrazia*, 125.

processo assai irreversibile.⁵⁴ Ma riteneva che il crollo dell'integrazione potesse avvenire in qualsiasi momento per la mancanza delle istituzioni democratiche soprannazionali.⁵⁵

Durante questo periodo cercava di nuovo di influenzare l'élite politico europeo. E tendeva a convincere le forze socialiste che avevano superato il loro rapporto ostile verso l'integrazione europea.

Nell'ambito della Commissione europea

In seguito, attraverso l'attività seguita nell'ambito della Commissione delle Comunità europee e del Parlamento europeo, Spinelli tendeva a realizzare il suo scopo principale: l'Assemblea costituente eletta direttamente con il mandato di elaborare un progetto di costituzione europea, trasformazione di un'Assemblea costituente o attraverso una propria iniziativa tramite un apposito mandato conferito dai governi nazionali, elezione diretta del Parlamento europeo dal contestuale conferimento di un mandato costituente, referendum sul mandato costituente al Parlamento europeo.

Nel 1970 Spinelli divenne membro della Commissione della CEE. Dopo essere divenuto membro della Commissione esecutiva della Comunità pensava che la Commissione potesse assumere il ruolo di guida per accelerare il processo dell'integrazione europea. Il suo scopo principale rimaneva l'attribuzione di un ruolo costituente al Parlamento europeo, connesso con la sua elezione diretta.⁵⁶

Parlava sempre dell'esigenza improrogabile dell'approfondimento dell'integrazione con la creazione di istituzioni più democratiche che potevano essere più efficaci per affrontare i problemi connessi con la crisi economica mondiale degli anni Settanta.

Il progetto del Trattato

Negli ultimi anni di Spinelli aveva un'ultima iniziativa per il rilancio di una riforma della Comunità e per l'attribuzione di un mandato costituente formale al Parlamento europeo.

Dopo aver visto che la Commissione non poteva assumere il ruolo di guida per realizzare la Federazione europea, pensava che il Parlamento europeo sarebbe stato capace di rappresentare tale ruolo, poiché grazie alla sua elezione diretta poteva assumere poteri effettivi per diventare la costituente.

Nel 1976 Spinelli divenne membro del Parlamento europeo, dopo essere stato nominato dalla Camera dei Deputati, dalla quale era stato eletto nel

⁵⁴ A. SPINELLI: *Che fare per l'Europa?* Edizioni di Comunità. Milano, 1963.

⁵⁵ A. SPINELLI: *Rapporto sull'Europa*, Edizioni di Comunità, Milano, 1965. 18-24.

⁵⁶ Op. cit. A. SPINELLI: *Una Strategia per gli Stati Uniti d'Europa*, IN: a cura di Sergio PISTONE: 27.

giugno 1976 come candidato indipendente nelle liste del Partito Comunista Italiano. Fu poi eletto nelle elezioni europee del 1979 e del 1984. La decisione per le elezioni dirette del Parlamento europeo fu considerata dai federalisti come il preannuncio di un processo che avrebbe avvicinato l'unione politica.

Per risolvere la crisi europea, Spinelli proponeva una riforma delle istituzioni, in modo che attraverso gli organi della Comunità si potessero combattere l'inflazione e la disoccupazione. „*Proprio nella prospettiva delle elezioni a suffraggio universale, dobbiamo convincerci che uno dei compiti importanti del Parlamento eletto sarà quello di prendersi la responsabilità di ricominciare a discutere le riforme istituzionali e le riforme politiche da attuare in Europa. Perché solo così potremmo uscire da questo vicolo cieco. Altrimenti né il Consiglio europeo, né i Consigli nazionali saranno capaci di trovarne il modo.*”⁵⁷

Nel 1978 sintetizzò il suo programma elettorale e si dedicò alla riforma del bilancio della Comunità. Esaminava i problemi della CAP nel 1977.⁵⁸ Spinelli dal 1984 fu il presidente della Commissione Affari Istituzionali, creata nel 1982 a seguito dell'iniziativa del Club Coccodrillo.⁵⁹

All'inizio degli anni '80 la necessità di cambiamenti istituzionali fu già espressa largamente nell'ambito della Comunità a causa dell'arresto del processo dell'integrazione e della crescente burocratizzazione della Comunità. La prima manifestazione di una volontà delle riforme istituzionali fu il piano Genscher-Colombo del 1981. Il documento presentato al Parlamento conteneva il bisogno di dare più rilievo al ruolo del Consiglio europeo e più poteri al Parlamento.

Il clima internazionale però non aiutava, ma i principi del piano Genscher-Colombo furono utilizzati in una „*Dichiarazione solenne sull'Unione Europea*” del Consiglio europeo di Stoccarda del 1983. In realtà questa dichiarazione era solo un vago impegno per una maggiore cooperazione. Secondo l'opinione di Spinelli anche questo piano mirava la Confederazione e non la Federazione europea.

Altiero Spinelli, nel 1980, fondò il Club del Coccodrillo a Strasburgo che portò poi gli Stati a ratificare il progetto del Trattato dell'Unione Europea. Spinelli era il promotore di questa organizzazione informale. I 180 membri di questo Club si radunarono per la riforma istituzionale della Comunità. Grazie alla loro iniziativa fu creata una Commissione istituzionale nell'ambito del Parlamento nel 1981. La Commissione fu presieduta da Mauro Ferri, Spinelli fu nominato redattore generale. Durante questo periodo elaboravano il progetto preliminare del Trattato. il progetto di Spinelli venne approvato dal Parlamento con assoluta maggioranza (238 sì, 35 no, 23 astensioni), il 14 febbraio 1984.⁶⁰

⁵⁷ A. SPINELLI: *Risultati del Consiglio europeo di Aja* (1976. 15. dicembre) IN: a cura di Piero VIRGILI: *I discorsi al Parlamento Europeo, 1976-1986*, Il Mulino, Bologna, 1987. 39-44.

⁵⁸ Ivi. 70.

⁵⁹ Op. cit. A. SPINELLI: *I discorsi al Parlamento Europeo, 1976-1986*. 8-16.

⁶⁰ Op. cit. G. MAMMARELLA - P. CACACE: *Storia e politica dell'Unione europea*, (1926-1997), 191-196.

Spinelli voleva sostituire tutti i Trattati precedenti delle Comunità con il nuovo Trattato. La Comunità sarebbe stata trasformata in una vera Unione, quasi federazione. Il Consiglio europeo sarebbe rimasto il più importante organo, ma il Parlamento e la Commissione avrebbero avuto poteri e competenze più simili a quelli degli organi nazionali. Una seconda Camera, il Consiglio dell'Unione, sarebbe stata creata con competenze legislative.

Si trattava non solo della redistribuzione dei poteri tra gli organi comunitari, ma anche tra l'Unione e tra gli Stati aderenti secondo il principio della sussidiarietà. Il Trattato attribuiva all'Unione competenze esclusive sul campo del Mercato comune e dell'agricoltura. La politica estera non faceva parte delle competenze esclusive dell'Unione forse per motivi di tattica. Gli Stati nazionali non avrebbero mai accettato la rinuncia di quel settore.

Secondo la teoria di Spinelli il Parlamento avrebbe dovuto compiere il ruolo della Costituente, ma i Parlamenti nazionali avrebbero dovuto ratificare il Progetto.⁶¹

Il progetto non fu accettato dai governi, fu proprio ignorato al Consiglio di Fontainebleau e dopo un lungo periodo di trattative diplomatiche, i governi approvarono l'Atto unico europeo che entrò in vigore il primo luglio del 1987. L'Atto unico non introdusse cambiamenti istituzionali aspettati da Spinelli. Le innovazioni istituzionali più importanti del progetto non erano state recepite dai governi nell'elaborazione dell'Atto Unico Europeo.

Malgrado la nuova sconfitta di Altiero Spinelli e dei federalisti, durante gli anni Ottanta, cominciò un periodo molto attivo della Comunità che procedeva verso la realizzazione dell'Unione europea. L'iniziativa di Spinelli non fu realizzata, ma ha fortemente contribuito al futuro allargamento qualitativo della Comunità.

Conclusione

Altiero Spinelli era sicuramente uno dei padri fondatori d'Europa accanto a Schuman, De Gasperi, Adenauer, Spaak e Monnet. Le sue lotte, le sue sconfitte e delusioni hanno contribuito all'approfondimento dell'integrazione europea.

Secondo Spinelli il federalismo era una forma di organizzazione che rendeva possibile l'eliminazione dei rapporti di forza della politica, attraverso l'estensione del diritto e della democrazia nella politica internazionale, escludendo dei conflitti militari. Così sarebbe stato possibile estendere la politica interna nella politica internazionale, dove i contatti tra gli Stati nazionali non sono caratterizzati dalle regole della democrazia.

Si occupava sempre della realizzazione della Federazione europea, del ruolo della Costituente, ma non del funzionamento di una Federazione europea esistente. Non definiva mai precisamente che tipo di Federazione avesse immaginato.

⁶¹ A. SPINELLI: *Verso l'Unione Europea*, IN: op. cit. a cura di Sergio PISTONE: *Una Strategia per gli Stati Uniti d'Europa*, 237.

L'Unione Europea è un fenomeno unico, cioè non si definisce né come un'organizzazione internazionale né come uno Stato federale, con contraddizioni istituzionali. Alcuni ancora sostengono che l'integrazione proceda verso la Federazione e mentre altri pensano che sia solo un fenomeno funzionale senza lo scopo federale. Tutto il processo può essere considerato come un compromesso tra i realisti e federalisti. Durante la lunga storia dell'integrazione europea l'Unione europea gradualmente si avvicinava sempre di più alla realizzazione di uno Stato federale; ma finché l'unione non si concretizza in un unico trattato di Costituzione, nel caso dell'Unione Europea non possiamo parlare di una federazione.

Naturalmente quest'ultimo passo, cioè la formazione della Federazione europea, sarà la più difficile da realizzare poiché accettare la costituzione federale comporterebbe la rinuncia a quasi tutta la sovranità degli Stati nazionali a favore di un governo centrale. Forse rimarrà per sempre irrealizzabile, ma certe critiche contro il processo dell'integrazione di Altiero Spinelli sono valide ancora.

Anche se i federalisti avevano immaginato il crollo degli Stati nazionali, questi continuano ancora a sopravvivere e soprattutto mediante il Consiglio dei Ministri i governi nazionali determinano la politica dell'Unione Europea, anche se le istituzioni comunitarie acquistano sempre più potere dagli singoli Stati sovrani.

Géza M. Szebeni

Rebus sic stantibus ...

One of the most burning questions of the early fifties was the place of the Federal Republic of Germany in the western European security architecture. Considering the circumstances of the more and more embittered cold war it became crystal clear that the idea of eliminating Germany from the defense – which would take place on German soil - of the European democracies in case of an eventual world war was no more viable. In October 1949 the German Democratic Republic was born under the aegis of the Soviet Union and this fact greatly contributed to accelerate the Federal Republic of Germany's process of integration into the West.

Adenauer did not fail to broaden this opening – regarding the fact that NATO was established six month earlier the Chancellor was deeply convinced that some military capability was a sort of sine qua non of the reestablishment of Germany's full sovereignty. Since according to the dispositions of the Occupation Statute the foreign policy of the Federal Republic fell under the responsibility of the Western allies, Adenauer very cleverly took the decision to make public his ideas about the possible consequences of the GDR's creation via the international press. He expressed in a multi-cited interview given to the journalist of the Cleveland Plain Dealer (December 3 1949) that he could not agree to the creation of an independent West-German armed force or to the recruitment of „German mercenaries” serving in other nations' armies regarding the enormous lost of men during the second world war, but he was ready to consider a German contribution to the armed forces of a European Federation.¹ He repeated this standpoint at one of his press conferences on December 5 and two days later to the Frankfurter Allgemeine Zeitung.

This „kite flying” raised such an amount of dust that Adenauer issued a special declaration to the press concerning the question of German armed forces. It stated that in his interview to the journalist of the Cleveland Plain Dealer „(...) *The Chancellor Adenauer made clear that theoretically he opposed every form of West German rearmament. He underlined that Germany should concentrate all of her forces on the reconstruction of the country with a special regard on the enormous lost of men during the last war*”. To the question of the journalist „*What would be the federal government standpoint if the Allies asked a participation in the defense of Europe?*” dr. Adenauer answered that if they cling to a German participation in the defense of Europe this participation would be possible in case of extreme necessity and in the form of a German contingent within a European army under European

¹ ADENAUER, Konrad: *Erinnerungen 1945-1953*. Deutsche Verlags-Anstalt GmbH, Stuttgart, 1963. 341.

command. The Chancellor refused the idea of recruiting volunteers in Germany – an army of mercenaries is inconceivable. To the question whether the German industry would be capable to produce weaponry, Chancellor Adenauer answer was „no” because the necessary equipments had been destroyed. If rearmament will take place at all it will only be possible with American weapons. The Chancellor even kept reassuring the CDU in mind at the year closing rally in Düsseldorf declaring that the Federal Republic’s contribution to the defense of Europe would not lessen the anti-war attitude of his government.

Nevertheless at another turn he had to declare in front of the Bundestag’s CDU group that the armed forces were the external signs of sovereignty and a state without army was rated as a second class partner in interstate relations. He particularly emphasized that a German participation of any kind in the European defense could not be based but on total equality. He was convinced that one of the consequences of the German rearmament was full scale sovereignty, security against the forces of the Eastern zone rearmed by the Soviets and at least the creation of the European Federation.² The Chancellor’s view was strongly emphasized by the generally accepted opinion – especially by military circles – that the Soviet menace was real. At the same time the strategic planning of NATO concerning the defense of Western Europe reckoned with a massive Soviet attack.³

In the autumn of 1949 the American state secretary Acheson met Adenauer on the occasion of his first visit to Bonn and the Chancellor’s political vision about Europe created a very good impression for Acheson and following his meeting with Schumacher the leader of the SPD he made it clear that the United States preferences went to Adenauer. For him it was an unambiguous sign of the American support – all the more for the American state secretary did not hide under a bushel that the United States reckon on the Federal Republic was in the defense of Western Europe. Independently of the American support the Chancellor did not over dimension the question considering the fact that his pieces of information on defense matters produced very intense emotions on the French and British side, but he achieved his purpose namely he raised the case of German rearmament considered taboo up to that time. Nevertheless he thought necessary to come back to the problem even in the last month of the year – pondering the matter with a formidable sense of tactic. Once he raised the topic of the Federal Republic’s security pointing to the fact that the „people’s police”⁴ of the GDR as a matter of fact „was no more and no less than a regular army”, another time he harped the question on the pages of the *Neue Zürcher Zeitung* „what is more dangerous –

² ADENAUER: *Erinnerungen 1945-53*, 345

³ Although the ad hoc committee of the CIA, the foreign service and the intelligence services of the Army, the Navy and the Air Force precluded this possibility till 1950. National Security Archives – Cold War documents.

⁴ With heavy weapons and air force.

the Soviet menace against the West or a German military contingent mixed with the armed forces of other nations?"

To the Bundestag he explained that „*Even in the event of the Allies demanding in a categorical form a German contribution to European security, there can be no question whatever of the establishment of a German army. The utmost we would be prepared to consider would be a German contingent within the framework of a European army*”.⁵

In addition to this the Chancellor was convinced that the consequences of the rearmament of the Federal Republic would be sovereignty, security against the Soviet rearmament of the eastern zone and the birth of the European federation.⁶ Although the management of this issue required a thoughtful approach since the greatest part of the society wouldn't hear of German armed forces. Adenauer felt the hostile public opinion and decided to aim at a more modest target and in June 1950 proposed the creation of a Federal police force which could counter-balance the East-German „*people's police*”. This idea fell through the British opposition. Before the break-out of the Korean war the Chancellor confidentially raised the necessity of cautious steps toward the creation of a German military contingent to the three High Commissioners.

This time the Chancellor was convinced that sooner or later a military aggression by the East would take place and consequently he assumed that the rearmament must be executed as soon as possible to discourage the potential aggressor and if this wouldn't be the case Europe and the Federal Republic would at least be prepared to fight. He knew that the German armed force would not be able to solve the problem alone.

In July 1950 Adenauer instructed Hans Speidel⁷ to evaluate the Federal Republic's external security. Speidel repeated in conformity with his earlier analysis that the Soviet conventional forces had an overwhelming superiority, the American nuclear supremacy would be assured till 1952 therefore the NATO forces on the European theater must be reinforced during the two incoming years with 15 German divisions – equipped with both a tactical air capability and a small naval force.

On the road toward rearmament the Chancellor believed that beyond to set up German forces it was equally important to reinforce the Allied forces stationing in Germany and to give Germany formal Western security guaranties. In this regard it was a very important but not sufficient results that the tripartite meeting – the subjects of this meeting were Germany's future and the raise of her quotas of productions – of the foreign ministers of France, Great Britain and the USA on 10 Mai 1950 in London issued a statement among others which stated that the validity of the North Atlantic Treaty was in

⁵ PRITTIE, Terence: *Konrad Adenauer*, Tom Stacey Ltd, London, 1972. 158

⁶ ADENAUER: *Erinnerungen 1945-1953*. 345

⁷ He was the second in command of Rommel of the Afrika Korps, he was involved in the 1944 plot to assassinate Hitler. Since 1948 he had been preparing military analysis for Adenauer.

force for the territory of West Germany. The effects of this decision have been dramatically amplified by the outbreak of the Korean war. The war in Asia created very good possibilities for the Americans and Adenauer to make decisive steps toward a German contribution to Europe's defense - although the Chancellor's sources of information and his scope of action were strongly limited by the fact that the Federal Republic did neither dispose of foreign nor of intelligence services.

Solving the problem regarding the creation of a German military force was a highly complicated issue since President Truman and the State Secretary – in contradiction to the views of the American Chiefs of Staffs – did not endorse the idea of forming German forces with artillery and tanks within the framework of NATO. Nine days before the outbreak of the Korean war the President noticed to his Chiefs of Staffs that their conception was a militarist one and thus unrealizable. He added to this that the French „*would shiver if we considered this question seriously.*”⁸ All of this points to the fact that at that time the American political leadership did not reckon with the rearmament of Germany and did not take into consideration Adenauer's intentions. Strictly speaking five years after the end of the war it was unconceivable in the other western democracies, too.

The Korean War – „*the other component which helped to regain independence and equality*”⁹ – urged the American and British administration engaged to the case of the German demilitarization to take a new standpoint. All the more because the Allied admitted that Germany could not be left out of the defense of Western Europe – since it would have been a pure nonsense that the Allied were fighting on German soil and the German would look at them with hands in their pockets. The Korean War and prior to it the Berlin blockade, the more and more intensive Cold War opened a frightful perspective in international politics. The Soviet military might¹⁰ made absolutely realistic the assumption that Kim Il Soong's conception elaborated to unify the two Koreas by arm could be applied in Europe to solve the „*German question*” – and that possibility shed a new light on the problem.

The American demand on significant increase of the European defense efforts, Churchill's proposal (Adenauer agreed with that) at the European Council on the creation of an independent European armed force with the participation of Germany made it clear that the question of the German rearmament was to be solved without loss of time.¹¹ France could not resist to

⁸ GÖRTEMAKER, Manfred: *A Német Szövetségi Köztársaság története* (History of Federal Republic of Germany), Korona Kiadó, Budapest, 2003. 295.

⁹ Ibid, 294.

¹⁰ They broke the US nuclear monopoly and they easily transferred to China military hardware sufficient to equip sixty divisions which the major part of was handed over to the North Korean armed forces at war.

¹¹ The Assembly even voted in favor of the motion in the ratio of 89 votes for and 5 votes against.

the American plans since her position in Indochina went from bad to worst and the major part of this war expenditures was paid by the United States thus Paris did not have any bargaining position. After the Korean War broke out the American view was promptly modified and made it clear that the American leadership was pondering over possibilities to engage the German in the defense of Europe without giving them decisive weight in shaping the Western European balance of power. In the middle of August 1950 the State Department prepared a memorandum which proposed the creation of a European army which a West-German armed force would be part of. The standpoint of the State Department was reinforced by the Pentagon arguing that an eventual attack of the Soviet panzer divisions could only be halted by the Pyrenees – given the fact that only four American and British divisions were stationing in the Federal Republic. Moreover the British High Commissioner warned Adenauer that the Allied are not able to send thirty divisions in the Federal Republic – and this notice opened frightening perspectives.

At that time Adenauer thought the Federal Republic's position very fragile. The demilitarized, over-populated, occupied country which was even unfit for self-defense found herself in a virtual no-man's land in between the Western and Eastern bloc. He was convinced that the neutral and demilitarized Federal Republic faced the real danger to be sucked by the Soviet field of power by which this letter could obtain a potential overwhelming the American one. Moreover France and Italy would fall like a ripe fruit into Moscow's lap as a result of intrigues of the French and Italian communist parties. On the other hand the sovereign Federal Republic bind with treaties to the West could upset the Russians' calculations. But Europe without unification and integration would fall apart, in that case the Americans would withdraw their troops and in that case the entire continent would drift under soviet influence – without fighting a war. „*They will destroy the Western Christian civilization and the Christianity as well.*” If Germany remains a no man's land she will share Korea's destiny.¹²

Adenauer was convinced that the Soviet Union wanted to repeat the Korean scenario in Europe and when his military adviser draw his attention on the weakness of the Western European military capability, first he thought that the Soviet threat could be neutralized by the reinforcement of Western forces on the German soil then he urged the German NATO membership and at least he very wisely considered that for the time being the creation of a federal police force would be the solution. But he did not exclude the idea of the creation of a German armed force within the framework of a European army. On the 27th of July 1950 the High Commissioners (nicknamed „*The Unholy Trinity*”) of the three occupying powers gave permission to the Federal government to organize a mobile unit of 10.000 volunteers but the proposal in this form did not satisfied the German nor the Americans. Since the events in Korea placed in

¹² ADENAUER: *Erinnerungen 1945-53*. 472.

really dramatic circumstances the issue of the German security on the 17th of August 1950 the Chancellor met the three High Commissioners and on this occasion he asked the reinforcement of the Allies' military presence on one hand, on the other he proposed the creation of a defense force of 150.000 volunteers capable to stop an attack from the East, taking into consideration the fact that the Americans let Adenauer to know that they would not drop atomic bomb to halt a Soviet attack. The Chancellor reasoning was that it would be nonsense if the German would not had taken part in their own defense¹³ and beyond this in case of an attack of the East-German „*people's police*” the armed response of West Germany would render unnecessary the intervention of the Allied forces – thus the break out of the Third World War.

Through their High commissioner the Americans wanted to have correct information about Germany's intentions. In August they inquired twice about the conception of the German military contribution – and on both of the occasion they received a positive answer. Since Adenauer considered the American interest a good omen he dealt with the question in two memoranda to be presented on the 29th of August 1950 to the tripartite foreign ministerial meeting in New York. Since he saw good possibilities hiding behind the problems of defense Adenauer obviously linked the question of the security of Western Europe with that of the German sovereignty and equality. In his first memorandum citing the lessons of the Korean War he asked the reinforcement of the occupying forces, the creation of a federal force responsible for the inner security¹⁴ and he declared his readiness to put twelve German divisions at the disposal of a Western European armed force. He underlined his refusal to „*rearm Germany by the creation of her own national armed forces*”. The second memorandum reviewed Federal Republic of Germany's relations with the occupying powers and went further – it contained certain conditions for the German military contribution. It demanded that the Occupation Statute be modified (except the defense matters) in view of the full sovereignty of the Federal Republic, formal ceasing the state of war and the further stationing of the occupying forces for the sake of the defense of the Federal Republic.¹⁵ Moreover it urged that the „*Petersberg Agreement*” be substitute for bilateral agreements, a committee be established to rearrange the complexity of the legal framework of relations between the occupying power and the Federal Republic. Thus Adenauer „*laid down the principles of the Federal Republic concerning the rearmament and the Western integration*”.¹⁶

As for the memoranda he took decisions alone he did not informed even his ministers. It seems that the confidential handling of the issue was justified by the

¹³ ADENAUER: *Erinnerungen 1945-53*. 350

¹⁴ To counterbalance the „*people's police*” of the GDR.

¹⁵ At that time the Soviet Union did not want to launch an attack against Western Europe (NSA Cold War documents: Weekly Summary Exerpts).

¹⁶ GÖRTEMAKER: 297.

fact that leaks on the affair would certainly had provoked the fall of the Chancellor – albeit in August he himself indicated to the High Commissioners that the views on this question of the Chairman of the SPD changed in a certain measure.

In that matter Adenauer was opposed by the women, the youth, the Protestant Churches – these latter thought that the rearmament could be an obstacle on the road toward reunification – and the political parties, too. The idea of neutrality came into vogue, too corresponding to the efforts of the Soviet Union. The estimate of the CIA on the „*German attitudes on rearmament*” noted „*The West German people, despite strong anti-Soviet feeling, are not now in favor of rearmament, primarily because of three factors: (a) their fear that it will provoke the USSR to make war, and that the ruin of Germany will be completed by war, this fear is intensified by the conviction that the Western Powers at present lack the military capability of successfully defending West German territory against soviet aggression; (b) their dislike of the implications of remilitarization – a dislike shared by other Western peoples, but stronger in the Germans because they are asked to rearm before recovering national independence and equality; and (c) their feeling that West German rearmament in association with the NATO powers would indefinitely postpone a peaceful reunification of the German nation. (...) The Adenauer government favors rearmament providing certain conditions are met, and it is willing to negotiate with the Western Powers. (...) We believe that the Western Germans will not support a program of rearmament unless substantial concessions are granted under the four following heads: (a) “equality” for the German military contingent; (b) virtual independence for the West German state; (c) enough additional Allied forces stationed in or near the Federal Republic to give the Germans an increased sense of security during the period of rearmament; and (d) financial assistance.*”¹⁷

Adenauer was deeply convinced – from his experiences acquired under the Third Reich – that the intentions of Stalin and the German dictator were identical consequently the politics of „*appeasement*” which proved to be a fiasco would be absolutely useless against Stalin therefore the politics of force must be followed against him. On that matter he developed his ideas in a letter addressed but not sent to Heinemann: „*While You have the opinion we must moderate ourselves and wait even in case of threat coming from the Soviet Union in the expectation that God will direct everything toward peace, I as a Christian have the view that we are obliged to use our forces for the sake of peace. My point of view is that our passivity toward Soviet Russia actually encourages this country not to preserve peace. On the basis of our experiences under the totalitarian National Socialism I am convinced that we should clearly comprehend that no totalitarian state can be convinced with patient waiting to renounce to its conquering aims but it is possible with the force of*

¹⁷ CIA FOIA „*German attitudes on rearmament*” 1951.05.15.

strength which proves to it that its aims cannot be reached but by endangering its own existence."¹⁸

He could not convince Heinemann who yielded to his pacifist convictions resigned his post of Minister of Interior, founded a new party and at the end he landed on the side of the SPD and as a result of this maneuver he would be minister and President of the Federal Republic. He sought that the gravest political error of Adenauer was not to look for the possibilities of the German reunification.¹⁹

On August 31 he had a long conversation with the High Commissioners on the second memorandum. On this occasion he urged – at the sight of the hesitations of the Allies – them to consider a *casus belli* even an attack of the East German „*people's police*” against of the Federal Republic. In addition to this he wanted visible result of the revision of the Occupation Statute. For the American leadership which was thinking in global terms the Chancellor's views were absolutely acceptable and endorsable. According to this following the meeting if the Atlantic Council in September 1950 the Western Foreign Ministers referred to a „*new step*” on the road to West Germany's return to the comity of nations, forecast the revision of the Occupations Statute, and suggested that the Federal Republic would soon have its own Foreign Minister. They stated that till the German reunification the three allied powers would acknowledge the government of the Federal Republic as the sole free and legitimate German government thus this government was entitled to speak up in the name of the German people in international affairs, and it was perhaps more important that they added: any kind of attack on „*West Germany or Berlin*” would be considered as an attack against themselves. They made their declaration on condition that the Federal Republic acknowledges Germany's pre-and postwar debts and that the Federal Republic contributes to the common western defense efforts with military hardware. On this occasion the United States promised to significantly increase the number of their troops stationing in Europe on condition that an integrated armed force would be created from military units of NATO member countries under an integrated military command. The other condition of the United States was the participation of German units in this integrated armed force – thus nobody spoke about an independent national armed force. To urgently adjust the situation the American documents prepared for the tripartite foreign ministerial meeting in September 1950 bade the same: „*integrated military command for NATO, immediate dispatch of 6 American army divisions to Germany. While they defend Germany Western Europe could gain time to build up her own defense forces. Offer of an American military aid to equip and modernize the European armies and at least the creation of German divisions without their own*

¹⁸ SCHWARZ, Hans-Peter: *Konrad Adenauer*, vol. I. Berghahn Books, Providence-Oxford 1995. 552.

¹⁹ PRITTIE, Terence: *Konrad Adenauer*, Tom Stacey Ltd, London 1972. 162.

Staffs”.²⁰ According to the American State Secretary „*Integrated armed forces, unified – naturally American – command, international Staff and with the allied forces a definite number of German division*”. He even fixed a time limit saying that he wanted to see the Germans in uniform till the autumn of 1951.

The French unlike the British immediately refused the proposal because they viewed it – not without any reason - as an attempt to rearm Germany. Schuman – while working hard on the implementation of his European Coal and Steel Community idea – pointed to the fact that the proposal of the American State Secretary was equal with the positioning of German division size units in the order of battle, placing them under the command of a North Atlantic Staff which Germany would be represented in. After that Germany would lay down her own terms. This step would scandalize the French public opinion and would provoke an opposite effect to what the Allies were waiting for, not speaking about the East German and Soviet reactions. In Schuman’s opinion the German participation must have another form: police force, participation in the Allies’ arm industry with steel and chemicals and workforce etc. Schuman noted that the French government would never consent to the German rearmament.²¹

But France was not in a bargaining position. Her Indochinese adventure was financed by the United States and Washington made it clear that the US was even ready to incorporate the future German unities into their occupying forces. It became absolutely obvious for the French that their positions were untenable. France was forced to move and at the end she sweated out the Plan Pleven which later went down in history under the name of European Defense Community.

The Korean War showed that the problems related to the German rearmament could not be eluded and the German participation in Europe’s defense was only a question of time. To solve the problem there were two alternatives. The first was an independent German defense force within the framework of NATO the second one was a German military contingent within a European armed force. The US military opted for the first one meanwhile the State Department preferred the second solution. The American High Commissioner was convinced of the rightness of the State Department’s view and urged the creation a common European army.²² This latter would solve the problem of the German integration in one step and the fear of the neighboring countries of a German aggression could be dissipated. The State Department endorsed this view and declared that every West European armed force should be posted under the authority of this European force and only the French would be allowed to maintain some national units to defend their colonies. There would be an international Staff – with full American participation – and the political leadership would be assured

²⁰ GÖRTEMAKER: 296.

²¹ POIDEVIN, Raymond: *Robert Schuman*, Paris 1986. 313.

²² GÖRTEMAKER: 299.

by an American, British and French triumvirate.²³ The Pentagon proffered another way – the German NATO membership – since in its view the State Department’s proposal was not suitable to solve the military problems of a German rearmament. President Truman’s decision to prepare the integration into NATO of the new German armed forces and he announced the reinforcement of the American troops stationing in Europe was a real milestone on the road toward German rearmament.

Adenauer was an unconditional adherent of general disarmament because „*this latter should be the more important purpose for the common sense since the alternative of general disarmament is the apocalyptic cataclysm of Hell*” – but he added that efforts for general disarmament should not sanctify the German status quo or the German neutrality.²⁴ On the other hand he was the leader of a country which could had been the first victim of a possible nuclear war and this way he must take into consideration other sides of reality. In September 1954 during the talks of the nine foreign ministers in London following his declaration to renounce the ABC weapons,²⁵ the American State Secretary Dulles asked loudly (to be heard by the other foreign ministers, too) Adenauer that he renounced ABC weapons *rebus sic stantibus* didn’t he, and the answer of the Chancellor was that the American State Secretary understood perfectly well his words.²⁶ According to the minutes of a secret cabinet meeting on December 1956 Adenauer expressed his regrets that the Federal Republic had no influences on NATO decisions and he thought that the reason of this fact was that the FRG was by no mean a factor of force. He thought that to solve this problem the Bundeswehr’s deployment must be accelerated, Europe must be reinforced and the Federal Republic must start the production her own of nuclear weapons.²⁷

Problems related to nuclear weapons came into the limelight since the United States, motivated by practical reasons (ex. to maintain conventional forces was much more expensive) wanted to arm her troops stationing in Europe with tactical nuclear weapons and the British Government prepared similar steps. From a German viewpoint the American and British intentions meant that in the new strategic constellation a possibility to equip Bundeswehr with nuclear capability has emerged, albeit the German efforts was aimed the introduction of launching ramps and other vectors. And given the fact that the NATO become a nuclear alliance under American control – Adenauer’s political line had to be adapted to this development. At the same time it was a fact that considerable American nuclear forces were stationing on the soil of

²³ In 1958 de Gaulle proposed the same triumvirate but in vain.

²⁴ ADENAUER, Konrad: *Mémoires 1956-1963*. Librairie Hachette 1967. 103.

²⁵ The first time he renounced nuclear weapons in a letter send to the French, American and British foreign ministers on the 7th of May 1952.

²⁶ ADENAUER, Konrad: *Mémoires 1953-56*. Librairie Hachette 1967. 326.

²⁷ KÜNTZEL, Matthias: *Bonn & the Bomb*, London Pluto Press, 1995. 5.

the Federal Republic but the German Government had no authority over them. The Chancellor considered worrisome that the miniaturization of nuclear weapons dangerously lowered the nuclear threshold – first of all on the soil of the Federal Republic - and he found very worrying that „*only two powers dispose nuclear weapons to exert an influence on the fate of the world*”.²⁸

Adenauer was convinced that the Bundeswehr had to be treated equally in this respect, too since in case of war the first attacks would be directed against the German forces without nuclear weapons. This was the reason why the new defense minister Franz-Joseph Strauss – at the NATO meeting in December 1956 – wanted lower on divisional level the nuclear weapons – including the Bundeswehr. The arguments of the British, French, Dutch delegates were identical – everybody wanted to secure their own interests. At that time the British were working on their hydrogen bomb and in the shadow of this new nuclear arm they wanted to withdraw further unities from the continent. In April of the same year they published a White Book on defense problems and following the path of the Redford Plan they intended to develop a significant nuclear capability at the costs of the army, the navy and the British forces stationing in Europe. The new strategy announced by the British meant that the Federal Republic should provide for her own security in the new strategic environment – and in this new strategic environment the nuclear threshold could have been very easily overlapped in case of a European conflict.

The Chancellor – who was convinced that the nuclear arming was unavoidable – argued for the nuclear arms at the meeting of the executive committee of the CDU in a certain measures lowering the level of their effects and the complications of their supply and use.²⁹ He turned his attention toward Euratom because he was persuaded that the Federal Republic could not remain a „*nuclear protectorate*”³⁰ and the Euroatom could assure the technology which the Federal Republic could procure nuclear weapon by. He deplored that the renouncement to nuclear weapons was the price of the sovereignty but he did not fail to mention that this was accepted *rebus sic stantibus* and he thought that Euroatom offered shortcut. In this regard the Federal Republic could go back to some legacy, research capability since the scientists of the Wehrmacht worked on the military employment of nuclear fission and they reached undeniable result in the early Spring of 1945. Scientists of Euratom worked on projects (uranium enrichment, ultracentrifuges etc) which could easily be transferred into military purposes.³¹

²⁸ SCHWARZ, Hans-Peter: *Konrad Adenauer*, vol. II. Berghahn Books, Providence-Oxford 1995. 265.

²⁹ Ibid, 219.

³⁰ Ibid, 239.

³¹ As they pointed out to it later „...*ther is a certain dipomaic value in the technical and economic ability to produce nuclear weapons*”. KÜNTZEL: 7.

The 5 November of 1956 Adenauer went to Paris to have talks with the French Prime minister concerning two very important issues. The fiasco of the French-British-Israeli action against Egypt facilitated the discussion because the French could not be totally isolated and had to make certain concessions.³² Paris agreed that the Saar Land question be finally settled according to the German claim namely the disputed territory would belong the eleventh Land of the Federal Republic. Adenauer's visit in the most critical moments of the Suez crisis – he backed the French positions in the Suez question but he didn't want to alienate the United States neither – contributed to reach a German-French compromise on the creation of the Common Market. Germany offered a substantial financial contribution to the common fund of development of the EEC. The talks laid down the basis for a most intensive but short-lived German-French cooperation.

At that time the French rapprochement to German orientation had several reasons. Their trust in the American was shaken because of the American behavior during the Suez conflict, and this crisis of trust was worsened by the fact that the American and the British shipped arms to Tunisia where the basis and boot camps of the Algerian insurgents were established and those arms were transferred to the fellagas fighting the French. (On several occasions Adenauer drew the attention on the common destiny of the Mediterranean and Europe and the dangerous possibility that countries of the region could easily fall under Soviet influence – and for this reason he did not agree with the American politics concerning Suez.) Further and perhaps even more important reason was the fact that for their military nuclear program launched in 1954 they needed additional – German – financial resources. The Chancellor was anxious about the possibility of a situation where several NATO countries would dispose of nuclear arms under national control – which could consequently open a breach on NATO solidarity. For this reason he agreed with the French view that there could not be a double standard within NATO namely one member state had nuclear weapons the other one not.

The German-French rapprochement was facilitated by the fact that the two sides had an identical opinion on the necessity to create a strong Europe because it became risky to trust the United States with the security of the Western part of Europe – especially at that time when the Soviet nuclear striking forces could reach the territory of America. A series of German-French meetings on the highest level proved the identity of views of the two Governments concerning the importance of equalizing the relationship between Europe and the United States against the Soviet threat and one of the instruments of this endeavor was the French-German common arm production – including nuclear weapons, too. In 1957 Adenauer went to Paris and met Prime

³² Under the American pressure the British bailed out, the Americans expressed their opposition and the Soviets raised the possibility of a nuclear strike against London and Paris if they don't stop the Suez intervention

Minister Guy Mollet. In private the French Prime Minister declared that the British hydrogen bomb meant that „*in five years we have to have our own nuclear weapon*”.³³ He was of the view that only the nuclear force can assure the power and the defense of national interest because it is the basis of an independent decision making. Concerning this thesis the way of thinking of the two leaders was identical. At that time Adenauer was profoundly convinced that the security of the Federal Republic could only be guaranteed by a Bundeswehr equipped with nuclear arms. The bomb of Bonn would have insured the Germans that the German question could not be solved over their head. His thinking wasn't unfounded since the French Government had the same conclusion namely sooner or later the Americans would pull out their troops from Europe because their new intercontinental ballistic missiles enhanced their attack capability and at the same time it diminished the country's vulnerability and they could ensure the balance of forces not only with arms stationing in Europe in the vicinity of the Soviet Union. Western Europe must be prepared for an eventual withdrawal of the American troops – Western Europe needed an independent nuclear force. To cooperate with the British was not possible because they had their hydrogen bomb and their ambitions took them into another direction. Since the Chancellor had the same analysis he accepted the proposal of French Premier Gaillard for the meeting of the French and German defense ministers to clarify the forms of the cooperation and to launch it. All of this did not mean that Bonn wanted to renounce to the American alliance or the American nuclear shield.

This cooperation had – at least on the level of idea – certain background because on the 11th of September 1954 the Staff of the French army notified (just after the rejection of the European Defense Community by the National Assembly) that „*the German nuclear force was inconceivable but France should become a nuclear power. France was not capable to hold alone the financial burden of this endeavor ensuring the balance of conventional forces with Germany. However Germany would not accept this kind of discrimination. The ideal solution would be an integrated European nuclear striking fore within the Atlantic nuclear pool (with participation of the British if it is possible) and the European nations could contribute to the creation of this common force stationed in a secured territory (South of France, North Africa) with raw material, scientists and money*”.³⁴ France after all could count on Germany in this regard independently of the fact that Bonn was not permitted to have ABC weapons on her territory according to the Paris Agreement but nothing did forbid having nuclear arms produced and transferred by other countries on the territories of these states. And nothing did forbid pursuing nuclear researches. Germany created institutional framework to exploit the

³³ KÜNTZEL: 7.

³⁴ Colette BARBIER: *Les négociations franco-germanique-italiennes*, Revue d'histoire diplomatique 1990. 1-2. 83.

wicket left open. In 1955 they established a ministry of nuclear affairs under the authority of Franz-Joseph Strauss and a German committee for nuclear affairs composed by 25 members and an inter-departmental nuclear committee. The same year they created a defense council chaired by the Chancellor and the two deputy chairmen were Strauss and the vice chancellor. In the same year Strauss paid a call on the Commissariat de l'Energie Atomique in charge of the French nuclear researches. Some months later he went to the United States and Great Britain to sign bilateral agreements on pacific nuclear researches. In October 1956 Strauss was given the portfolio of defense minister and his most important goal was to provide the Bundeswehr with nuclear weapons which would had been produced and delivered to Bonn by the allies of Germany. He thought that the equality of Germany meant the equality in possessing nuclear arms.

In January 1957 meeting a French invitation defense minister Strauss heading a large delegation went to a missile research center in the French Sahara. The goal of his visit was to establish a mixed military training center then he visited a French military nuclear research center in French West Africa and with his partners he signed a number of agreement of producing „*modern weapons*” and fission material. The two parties established a standing committee of experts and provided for a German participation in an earlier founded French nuclear research center in Alsace.³⁵

Since information related to the German nuclear force was top secret the Chancellor was not constrained to deal with it publicly but on Spring 1957. On 22 March 1957 during a press conference he aimed at the possibility that the production of nuclear weapons could be started on the basis of French-German cooperation on French soil.³⁶ On the question that „*does he want to provide the Bundeswehr with nuclear weapons*” he answered: „*tactical nuclear weapons are basically modern variants of artillery...it goes without saying that we cannot disregard of them...we need those new types of weapons...after all they are normal arms*”.³⁷

He was of the same mind with the American views i.e. earlier the American State Secretary declared to NATO decisions maker that „*in the opinion of the United States the employment of nuclear weapons as conventional arms is a necessity to defend territories under the aegis of NATO in front of the threats of our days. Briefly these weapons should be considered as conventional weapons*”.³⁸ However Adenauer was certain that Germany could not held back the development of nuclear arms the sole opening for Bonn was to conform to the situations – and it was true because the strategy of the United States and

³⁵ KÜNTZEL: 8.

³⁶ Le Monde, 24 March 1957.

³⁷ WILLIAMS, Charles: *Adenauer, the Father of the New Germany*, Little, Brown and Company, London, 2000. 443.

³⁸ CIOC, Mark: *Pax Atomica*, Columbia University Press, New York, 1988. 6.

consequently that of NATO drifted toward the employment of nuclear weapons.

The statement of Adenauer known in political history as „*the artillery declaration*” raised a big storm. The opposition, the trade unions and the Protestant Church as a whole was roused to action. One week later the nuclear physicists of the Max Planck Institute - four Nobel price winners among them – published the „*Göttingen Appeal*”. They declared that „*We believe that a small country like the Federal Republic best guarantees its own safety and contributes to world peace by expressly and voluntarily renouncing the possession of nuclear weapons of any sort. Under no circumstances would the undersigned be willing to participate in the production, testing, or use of atomic weapons in any ways*”. Adenauer was accused that he had no the slightest idea what a nuclear attack meant. At the end Adenauer met five of the undersigning nuclear physicists and following the meeting that published a communiqué which stated that the Federal Republic would not produce nuclear arms, and the government would not ask the nuclear scientists to participate in the development of such arms. Those „*concessions*” were a kind of eye-wash since they did not go against the intentions of the Federal government and this way Adenauer could preserve his hand free.

However the situation was further complicated by the resolution No MC-14/2 December 1956 according to which 26 divisions equipped with nuclear weapons must be located in the Center in front of the Soviets, but in 1956 only 16 divisions remained to counter the Soviets – consequently the number of tactical nuclear weapons increased and the nuclear threshold went dangerously low. From 1953 the United States was introducing nuclear artillery in the Federal Republic and from 1958 the Americans was providing the Bundeswehr with nuclear arm carriers. It became clear that in case of war the nuclear clash will take place on German soil. This supposition was justified by the military maneuvers – held in the Federal Republic – which simulated reciprocated – NATO and Soviet – tactical atomic strikes. In the course of this simulated war more than two hundreds atomic bombs were dropped in the Center – in Germany. The result was that the military force deployed on this fictive theater of operation was reciprocally annihilated and more than two millions civilians were immediate victims – not mentioning the illnesses from radiations and the material destruction.

The dust did not settle down, the Soviets even sent a very tough Note and in 1957 NATO put on the agenda of its spring session the question of Germany’s nuclear intentions. Adenauer held a long meeting with the American Secretary of State and he explained that it was true he signed a communiqué with the German nuclear physicists but he did not make a promise which could have engaged the Federal Republic to eternally renounce to have nuclear weapons. In the present situations the talks on disarmament should continue and when the tactical nuclear weapons would become reality, the Federal Republic would

reexamine the new developments – he said. Dulles strongly backed the tactical nuclear weapons saying that the massive nuclear retaliation against Moscow killing millions of people raised very strong moral doubts. The deployment of tactical nuclear arms along the border separating the two blocks diminishes the danger of an attack. At the end of the meeting there was no doubt that Washington reckoned with Bonn's intention to deploy in form of artillery, fighter-bombers and missiles nuclear carriers on condition that the question of decision making on the deployment, striking distance and launching would be the object of further talks.³⁹ It was an additional advantageous development for the nuclear ambitions of Adenauer that the military council of NATO allocated twelve German divisions trained for nuclear warfare to the „*Eastern front*” and it supposed that the nuclear arms would be delivered by the Americans. Adenauer was rather reinforced in the rightness of his endeavor when in May 1957 during his visit to the United States he was strongly backed by the American leadership which stated that the American-German partnership is a living reality meanwhile the GDR is a Soviet protectorate.

In November 1957 following the first steps of the French-German nuclear cooperation the French foreign state secretary and the French ambassador to Bonn – the future French foreign minister Couve de Murville – paid a call on Adenauer in his home in Rhöndorf. The French made the proposal that France, the Federal Republic and Italy develop, produce together nuclear weapons and carriers.⁴⁰ After that in January 1958 the three foreign ministers met in Bonn. The Italian participation (in July 1955 there was a super secret meeting between the representatives of the French and the Italian Staff to elaborate the common production of „*special weapons*”⁴¹) was motivated by the fact that Rome clearly saw that her own economic force did not render possible to produce nuclear weapons alone, and the tripartite cooperation offered the unique way to join the band wagon – and not to remain out of the course with downgraded possibilities to make hear her voice.

The French considered their plan as an outline which could be realized preferably within NATO framework and they were ready to submit their proposal to the NATO summit in December. The core of the plan was to develop next to the American and British nuclear forces a European common nuclear unity which would render possible to develop nuclear warheads and carriers. It was not clear how the plan served the development of the French „*force de frappe*” with a German and Italian assistance. During the talks with the French Adenauer gave way to his doubts on the American intentions saying that no one could be surprised that the British developed their own hydrogen bomb and he found Europe dependence on the United States dreadful since the

³⁹ SCHWARZ: vol. II. 271.

⁴⁰ Ibid, 319-324.

⁴¹ Leopoldo NUTI: *Le rôle d'Italie dans les négociations trilatérales*, Revue d'histoire diplomatique 1990. 1-2. 143.

four yearly presidential elections in the US always brought uncertainty for the next four years.

Notwithstanding that the German foreign minister did not agree with the French proposal Adenauer's decision was: „*We should do it!*”. The Chancellor understood immediately that the „*production*” outside of the Federal Republic did not violate the „*Paris Agreements*” and that the French wanted a German financial support. This was the most favorable situation for Adenauer – after all he had to give „*only*” money and by financing the project he would have been a decision maker in the whole process. The French and the German sides presuming the Italian accord took the decision that the French and German foreign ministers would clear the details and they would submit the whole plan of the NATO meeting in Paris on December of the same year. The defense ministers were only authorized to talk about the production of tanks and missiles without touching to the political questions. Adenauer could not resist the temptations and noted that the two parties went closer the European Defense Community which was earlier torpedoed by the French.

The two defense ministers met in Paris and Chaban-Delmas told his homologue during their talks that the French wanted to execute their first nuclear test in the Sahara next year or the latest in 1959. He urged Strauss to sign the agreement of the common plan at the beginning of 1958. The French elaborated a rather winding way to launch their plan. On the NATO summit in Paris in the name of the European countries (except the British) Prime Minister Gaillard would request to stop the state of affairs in which two categories of NATO countries existed: one disposes of nuclear weapons the other not. Paris wanted to have a share in the American nuclear secrets taking into consideration that the Soviets since long ago disposed of the technology for producing nuclear bombs. Gaillard thought that the French request would meet the American agreement when the French bomb would almost be ready. For their nuclear arm the French wanted to develop a missile with a range of 1.600-2.000 km and that would be the point where the German and the Italian could join in – the German for the reason of their financial force. Chaban-Delmas was convinced that the American and the British would not want to renounce to their nuclear monopoly and if they did not want to support the other European countries' efforts to produce atomic bomb – the independent move toward the nuclear planning and the production of nuclear weapons would be totally legitimate.

Of course both of the parties knew very well that by signing the „*Paris Agreement*” the Federal Republic renounced the nuclear weapons and the production of medium range missiles, this way the production of this means could be realized only abroad. Meanwhile nobody answered the question who would be the real owner of the common nuclear weapon. To be on the safe side the French defense minister declared that this nuclear weapon would ensure when NATO would formulate her general political line the national interest of the three countries are taken into account and an even immediate and total war

be launched when France and Germany would not be interesting for the deployment of the American medium range missiles in consequence of new technologies after the pull out of the American forces from Europe. The German emphasized the difficulties to circumvent the „*Paris Agreement*” and with regards on the probable Soviet and the German civilians’ reactions the affair must be handled with extreme caution and secrecy.⁴² According to the necessary precaution the German financial contribution was hiding in the budget on the side of account „*European Research Institute of Flying Objects*”. The German defense minister noted that to resurrect the corps of the European Defense community was impossible – however the French Premier would speak about the return of the EDC. In Paris during the NATO meeting following the rules of secrecy Adenauer personally gave pieces of information to the American foreign Secretary pointing out that the defense ministers were authorized to talk but the Federal government did not give green light, yet. In case of the negotiators would reach an agreement the NATO and WEU would be informed and other countries could join in. Dulles was distrustful of the affaire because officially the French gave only details of the plan however the Americans would have have more detailed information. He drew the attention on the dangers of nuclear proliferation and raised the idea of an agency which the French, the German, the Italian and the American and the British could be member of. He did not try to submerge the plan of the „*French-German-Italian bomb*” but clearly he was not ravished of it.

He had a very critical opinion about the French saying that they were the weakest link of NATO, France is a sick country governed by people who were in office for a few weeks, and France spoke loudly just to hide her weakness. He was of the opinion that until the plan was in form of experiences and researches no unwanted development could occur. Next day the Chancellor had talks with the French Premier and expressed his sympathies toward Dulles’s proposal and he added that in this agency everybody should have equal rights. The Chancellor and the French Premier agreed that the Soviets wanted to isolate Europe by their German and Middle East politics – for Adenauer this was pleasant to hear because it showed that the French did not want to look to the East at least for a while.

On 25th of March 1958 the Bundestag resolved by a majority vote „*to equip the army of the Federal Republic with the most modern weapons*” and the Federal Government linked the problem of the German nuclear force to the issue of the disarmament talks, but it did not change its view that the „*German bomb*” must be created. On the 7th of April 1958 in Rome as a result of very intensive tripartite negotiations the French, the German and the Italian Government secretly signed the agreement on the common production of

⁴² The Chancellor did not wanted that his name be in contact with the affair and according to Strauss Memories he told him that in case of complication he – the Chancellor – didn’t know anything about it. KÜNTZEL: 9.

nuclear weapons. The French asked financial support for their researches on isotopes pursued in their research center in Pierrelatte. The financial burden of the great project was divided in a ratio of 45-45-10 (the latter was the part of Italy) but a detailed statement of costs for the 140 million dollar project was not prepared. A visit to Pierrelatte of the three defense ministers was organized but the French Government fell and the Fourth Republic disappeared in the limbo of History. After assuming the power De Gaulle immediately instructed his defense minister to postpone sine die the tripartite agreement on the production of common nuclear arms.⁴³ But this decision dropped only the tripartite nuclear cooperation and not the problems related to the German atomic force.

⁴³ Independently of this fact in the summer of 1958 a German physicist headed the researches in the French-German research institute in Alsace aiming at the production of instruments necessary for experimental nuclear explosions. Current intelligence weekly summary 09.18.1958. www.gwu.edu/nsarchiv .

Lukáš Novotný

*On the Journey to the Rhineland Pact.
Contribution to the Study of British Perception of the Problem of
Collective Security in the 1920's*

In August 1925 Aristide Briand, the French Minister for Foreign Affairs, arrived to London. He met his British colleague Austen Chamberlain.¹ Both men discussed the text of a French reply to the German note of July 20.² Chamberlain declared he had studied the proposal carefully and he had some comments.³

¹ It was a rather important meeting. Besides the two Ministers the participants included William Tyrrel, the Permanent Under-Secretary of State, Sir Cecil Hurst, the Legal Adviser of the Foreign Office and Miles Lampson, a Foreign Office officer, on the British part and the Ambassador Aimé Joseph de Fleuriau, Philippe Berthelot, the Secretary-General for the French Ministry of Foreign Affairs, and Henri Fromageot, the Legal Adviser of the French Ministry for Foreign Affairs, on the French part.

² Berlin recognized the French thesis that a security pact in any case does not mean a change of current agreements, on the other hand they however did not exclude the possibility of later amendments if the conditions in Europe change. The second point of the German note regarded the arbitration agreements. Berlin refused the French idea of unlimited arbitration and repeated the proposal according to which only a part of disputes should be solved by the arbitration court. They also did not agree with the idea the Allies were entitled to act immediately in certain cases (for example if the reparation duties were not fulfilled or the status of demilitarized Rhineland was disturbed) and not to wait until the dispute was settled peacefully. The German government commented also the problem of Germany being admitted to the League of Nations. They did not see it as an insuperable problem but pointed out one fact: Germany was disarmed and the current admission to the League of Nations would mean it did not have the same rights as the other members. According to the opinion of Berlin a general disarmament should follow as quickly as possible.

Austen Chamberlain did not agree with the German request to wait always for the decision of the Council of the League of Nations and on the contrary he supported the French position which assumed that in certain cases the guarantee would come in force even before the verdict of the Council. The German note was criticized in several other aspects – he did not like that Berlin reacted to the French note of June 1925 in a way that in his opinion would probably induce another reply than proceed successfully further. The British Secretary of State for Foreign Affairs thought that Germany should change her approach. In his opinion Berlin raised a question of credibility by laying further requests.

The standpoint of France towards the German note was not as favourable. According to the opinion of the Secretary-General of the French Ministry for Foreign Affairs, Berthelot, it was important that Paris and London agreed first and only after invited Germany. He also required Berlin to conclude normal arbitration treaties with the neighbours on the East and Germany to enter the League of Nations as soon as possible. France could not rely on the support of Great Britain in the question of the guarantee of German-Polish Arbitration Treaty; from the very beginning London stated they were not interested in the problem of the guarantee for the arbitration treaties between Germany and her Eastern neighbours.

³ Compare The National Archives, London, Kew (further NA), FO 371/10738, C 10609/459/18, Notes of a Conversation which took place at the Foreign Office on August 11,

In the end both the Ministers agreed on the text of a reply to the German government including the invitation of the representatives for oral negotiations. The British Secretary of State for Foreign Affairs suggested to invite Friedrich Gaus, the head of legal department of the German Ministry for Foreign Affairs, to meet Hurst and Fromageot and added that Rolin Jaacquemins, the Legal Adviser of the Belgian government, might be also present at the meeting. Briand agreed with the procedure and said it was the best one.⁴

Discussions about French amendments of the British proposal of the pact were not so easy. The phrase „*alien acts*” represented the main problem for the British party. Chamberlain required to omit the phrase because he wanted to avoid a criticism that he had promised an armed assistance to France in case when it was not necessary. According to the British Secretary of State for Foreign Affairs the Council of the League of Nations should decide whether the demilitarized territory was disturbed. Chamberlain further believed that only after all possibilities of an agreement would be used than an armed action could be initiated. The term of the agreement was another problem. London avoided a clear definition and proposed that the pact would stay in force until the Council of the League of Nations would make a decision according to which the League of Nations itself would provide a sufficient protection for all states. The French party did not agree because it was afraid that the majority of the Council of the League of Nations would decide on the conclusion of territorial guarantees or arbitration treaties.⁵

The British government approved the amended text of the British proposal as well as the reply to the German note of August 13, 1925. The Members of the Cabinet agreed during the negotiations that the government should not ratify the agreement until they made sure the document would not endanger the position of Britain by the intended agreements with the Eastern neighbours of Germany. It was emphasized in the discussion that the guarantee would not come in force immediately after Germany attacked Poland, as a result France attacked Germany and when French troops withdrew, France would be attacked.⁶

The final British-French paper deserves a detailed analysis. In the introduction on the list of heads of the states to entry the treaty there is „*His*

1925, at noon, between representatives of Great Britain and France or NA, CAB 24/174, C.P. 400 (25).

⁴ NA, FO 371/10738, C 10609/459/18, Notes of a Conversation which took place at the Foreign Office on August 11, 1925, at noon, between representatives of Great Britain and France.

⁵ NA, FO 371/10738, C 10610/459/18, Notes of a Conversation which took place at the Foreign Office on August 11, 1925, at 3 p.m., between representatives of Great Britain and France.

⁶ NA, CAB 23/50, War Cabinet and Cabinet, Conclusions, Cabinet 45 (25), August 13th, 1925. Austen Chamberlain wrote to Eric Phipps (charge d'affaires in Paris): „*Please inform Monsieur Briand at once that His Majesty's Government have received with great satisfaction my report of our conversations.*” Compare NA, FO 371/10738, C 10656/459/18, Mr. Chamberlain to Mr. Phipps (Paris), August 13th, 1925.

Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India"; the pact should have been, at least nominally, concluded also on behalf of Dominions.⁷

The parties should guarantee „*the maintenance and inviolability of the frontiers between and Belgium on the one hand and Germany on the other hand...*” (Article 1); all three states should bound themselves that they „*will in no case resort to war against the other*”. This stipulation shall not, however, apply in the case of resistance to invasion or attack or in the case „*of action undertaken in agreement with the Council or the Assembly of the League of Nations, for in case of a manifest violation of articles 42, 43 or 180 of the Treaty of Versailles*” (Article 2); any possible disputes between Belgium and Germany or France and Germany which could not be solved by negotiation, should be submitted to the institute of arbitration and contracting parties „*hereby agree that they will comply with the settlement so arrived at*” (Article 3); in case that any of the contracting parties arrived to a conclusion that an infringement of Article 2 of the treaty or Articles 42, 43 or 180 of the Treaty of Versailles occurred that party was to pass everything on the Council of the League of Nations. The Council should decide and without delay announce the decision to contracting states which should help immediately to the invaded country (Article 4). If any of the states specified in Article 3 refused, without using force, to accept the arbitration, the other party of the dispute should pass the matter on the Council of the League of Nation which would decide how to go on. If any of the parties refused to accept the arbitration and turned to the use of force, Article 4 would come in force (Article 5); the obligations arising from this pact should not have an influence on rights and duties of contracting parties resulting from the Treaty of Versailles (Article 6); the obligations and duties arising from this pact should not have an influence on rights and duties of contracting parties resulting from their membership in the League of Nations (Article 7). The treaty should stay in force until the Council of the League of Nations upon a request of at least two contracting parties did not arrive to a decision according to which the League of Nations itself provided sufficient protection for the contracting parties (Article 8). Article 9 dealt with the details of provisions in Article 3 and 6; article 10 specified the introductory passage as it was stated there that the present treaty shall impose „*no obligation upon any of the British Dominions, or upon India*”. The Dominions or India should decide on their own if they joined the treaty. The document should not come in force until Germany became a member of the League of Nations (Article 11).⁸

Although the final proposal was, according to the British Secretary of State for Foreign Affairs, a compromise between Great Britain and France, London succeeded to put through all fundamental issues which were essential for them.

⁷ Compare NA, FO 371/10738, C 10615/459/18, Foreign Office Minute (Central Departement), 12th August, 1925.

⁸ Ibid.

Britain did not commit herself to any engagement in Central Europe, the conditions of her participation in an eventual conflict were clearly specified and the term of validity was not defined by time.

When the first round of negotiations of the British and French delegations was over, Austen Chamberlain informed the Ambassador D'Abernon about the actual course of dialogues, about the French accommodation and the willingness of Paris to negotiate with Germany as soon as possible. The Secretary of State described further steps in detail. Gaus should meet Hurst, Fromageot and a Belgian lawyer in London where they should agree on a proposed version of the treaty, Gaus should then return to Berlin and discuss the general aspects of the proposed plan with Gustav Stresemann, the German Minister for Foreign Affairs, and then Stresemann, Gaus and anybody else who the German Minister chose could meet Briand, the Belgian Minister for Foreign Affairs Emil Vandervelde and Chamberlain in Geneva or somewhere near where the Ministers could conclude the negotiations.⁹

As for the guarantee of arbitration treaties between Germany and her Eastern neighbours, this agreement was, according to the head of Foreign Office, „*the only way of rewriting the Franco-Polish Alliance. It is all in the German interest, and ours*”, he argued.¹⁰

After the French Minister for Foreign Affairs left London, Austen Chamberlain again informed in detail the Ambassador in Berlin. At the beginning of the report he analyzed the course of negotiations and described them as very warm. The French reply to the German note was, in his opinion, conciliatory and „*should do away with the need of further correspondence*”, the Minister added.¹¹

The head of Foreign Office further appreciated the willingness of the French Minister to negotiate and suggested to D'Abernon that the final text was a compromise of common work of the representatives of both countries and he did not expect any serious reservations from the German side. „*Question of a meeting between British, French, Belgian and German jurists was also gone into thoroughly, and the idea thoroughly endorsed; but as to this I shall shortly be sending you detailed instruction,*” the British Secretary of State for Foreign Affairs concluded the letter.¹²

It took him precisely one week. On August 20, 1925 a telegram arrived to Berlin in which Austen Chamberlain informed D'Abernon that as far as Germany agreed with the proposed meeting „*a meeting should be held in London at the earliest possible moment between the legal advisers of the British, French, Belgian and German Foreign Offices in order to prepare the*

⁹ ORDE, A.: *Great Britain and International Security 1920–1926*. London 1978. 118-119.

¹⁰ ORDE: 119.

¹¹ NA, FO 371/10738, C 10657/459/18, Mr. Chamberlain to Lord D'Abernon (Berlin), August 13th, 1925.

¹² Ibid.

way for a meeting between Foreign Ministers”.¹³

According to Chamberlain the goal of the meeting was to provide Gaus with the possibility to get familiar with the statements of governments of Great Britain, France and Belgium as for the form and contents of the proposed agreement. Chamberlain stressed, that Gaus will not be called upon „to commit his government in any way or to discuss anything but legal issues” and went on: „The intention is simply to enable Herr Stresemann to come to a meeting with the French and Belgian Ministers for Foreign Affairs and myself with full knowledge of our proposals.”¹⁴

The result of British–French negotiations held in August meant that London reached an important goal – it managed to reduce the danger of a war being initiated in the European continent, namely by limiting the hegemonial efforts of France. On the other hand Paris had to cope with the fact that several important issues contained in the French note of June 1925 were not accepted.

The French reply to the German note of July 1925 arrived to Berlin on August 24¹⁵ and was ended with an invitation for a meeting of legal experts. The Ambassador D’Abernon informed the Ministry for Foreign Affairs that the delivery of the note of the French Government was postponed from 12 a. m. to 5 p. m.; Friday, August 28 was set as the date for publishing. According to D’Abernon the French Government refused the request of Berlin to publish the document already on Wednesday.¹⁶

The French Ambassador in Berlin, Pierre Jacquin de Margerie is said to inform his British colleague that when Stresemann read the note he asked several questions regarding its particular parts. De Margerie also suggested to the German Minister for Foreign Affairs to send Gaus to the London meetings of lawyers and stressed that no political questions would be decided there. Stresemann afterwards asked if a date had been set for the meeting of the Ministers for Foreign Affairs of the concerned countries, but the French Ambassador could not answer precisely.¹⁷

According to Eric Phipps the following day de Margerie already telegraphed to announce that „Herr Stresemann agrees to meeting of legal experts to be

¹³ NA, FO 371/10738, C 10822/459/18, Mr. Chamberlain to Lord D’Abernon (Berlin), 20th August, 1925.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Compare NA, FO 371/10738, C 10609/459/18, Notes of a Conversation which took place at the Foreign Office on August 11, 1925, at noon, between representatives of Great Britain and France; Locarno-Konferenz 1925. Eine Dokumentensammlung. Hrsg. vom Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten der Deutschen Demokratischen Republik, Berlin 1962, Nr. 17, 114–117.

¹⁶ „French government having declined to accede to German proposal to publish on Wednesday as Monsieur Briand only returns to Paris on Thursday and is stated to be anxious to give press his own comments.” NA, FO 371/10739, C 11070/459/18, Telegram from Lord D’Abernon (Berlin), 24th August, 1925; compare also NA, FO 371/10739, C 11045/459/18, Telegram from Mr. Phipps (Paris), 24th August, 1925.

¹⁷ Compare NA, FO 371/10739, C 11070/459/18, Telegram from Lord D’Abernon (Berlin), 24th August, 1925.

followed by that of Ministers for Foreign Affairs". He suggested September 1 as the nearest possible date because in his opinion Gaus could not leave Berlin until the German public opinion became familiar with the French note. „*For the Ministers' meeting Herr Stresemann suggested middle of September, some quiet place in the Swiss mountains,*” Phipps wrote.¹⁸

At the end of August 1925 it seemed that the long journey begun by the German offer to negotiate in January 1925 was getting near to a successful end. Great Britain and France agreed not only on the text of the French reply to the German note of July 1925 but also on the final proposal of the security pact which solved the question of guarantee of mutual French–German and Belgian–German frontiers. Berlin also expressed willingness and readiness to sit down to a negotiating table and nothing obstructed the meeting of Ministers for Foreign Affairs.

Even the British public opinion accepted favourably the French note of August 1925. Conservative press appreciated it. Although there were certain disagreements between France and Germany in its opinion, it seemed now that nothing obstructed the agreement.¹⁹

On August 27, 1925 the German Government answered positively the French note of August 24 and accepted the invitation for the meeting of legal experts. Berlin agreed with the idea that in this moment the physical meeting of lawyers was a better solution than the exchange of diplomatic documents. In the answer of the German Government there was expressly written that the German consultant would have the opportunity to consult the legal and technical aspects of the matter.²⁰ Berlin did not forget to stress that the intended meeting should not be binding for them in anything.

Just before the planned meeting of legal experts the representatives of Great Britain came with a suggestion. They proposed the meeting was not held in London as it had been originally agreed but moved to Geneva or a place somewhere near it. The official reasoning was: Sir Cecil Hurst is essential for the Secretary of State for Foreign Affairs.²¹ The truth was however a bit different. Hurst was not sure if during the meeting with the other lawyers there would not be any attempts at changing the already approved text and therefore he wanted to be in a close contact with his Secretary of State for Foreign Affairs.

The other countries however rejected the request and Britain could do nothing but agree with the original place of negotiation. Austen Chamberlain

¹⁸ NA, FO 371/10739, C 11069/459/18, Telegram from Mr. Phipps (Paris), 25th August, 1925. „*As regards date of legal advisers' meeting we cannot resist Stresemann's plea and though it is frankly very inconvenient that Sir C. Hurst's arrival at Geneva should be delayed even 2 or 3 days we accept date of September 1st if earlier date cannot be arranged,*” wrote Austen Chamberlain. Compare *ibid.*, Chamberlain to Mr. Phipps (Paris), 25th August, 1925.

¹⁹ Compare for example Daily Telegraph, 27 August 1925.

²⁰ Compare NA, FO 371/10739, C 11155/459/18, German Government to French Government, August 27, 1925; Locarno-Konferenz, Nr. 18, 118.

²¹ Austen Chamberlain was in this time at the meeting of the League of Nations in Geneva.

confirmed that in a telegram to the Ambassador D'Abernon and added: „*We are informing French and Belgian governments that Herr Gaus will arrive in London in time for first meeting to be held on Monday August 31st, and are requesting them to send over their representatives for that date.*”²²

The meeting of legal experts of Great Britain, France, Belgium, Germany and Italy (Hurst, Fromageot, Rolin, Gaus and Piloti) started already in the afternoon on August 31, 1925, however formally it was opened the day after and lasted until September 4. The British–French proposal of the agreement was the topic of negotiations. The lawyers discussed many amendments of the document but mainly legal problems, and they did not even omit political questions, for example the French guarantee of agreements with the Eastern neighbours of Germany.

Victor Wellesley, the head of Far Eastern Department in the Foreign Office in 1920–1925, informed Austen Chamberlain, who stayed in Geneva, about the course of negotiations. „*Discussions of the lawyers continued all yesterday. We have found an acceptable basis for a new article on the pacific settlement of all disputes between Germany and her Western neighbours,*” he wrote. According to him the other articles did without any larger amendments.²³

Based on Wellesley's statements there were three important points. The first one dealt with the scope and effect of guarantee for arbitration treaties and the lawyers agreed to let the guarantee come in force even in case there is an endangerment by something smaller than a war (Article 5 of the proposed agreement). The second point concerned the first part of Article 6 and dealt with the question to which extent the arbitration described in Article 3 of the agreement proposal overlapped with the provisions of the Versailles Treaty. The third point included the problem of French guarantee of German-Polish Arbitration Treaty. Wellesley believed, that the lawyers would not be able to agree on a unified attitude towards the last two points. „*Political issues are raised which can only be settled by Ministers,*” he added in the end.²⁴

On September 4, 1925 Sir Cecil Hurst wrote a summary report on the lawyers' meeting which was ended that day. The British lawyer described the discussions he had with his colleagues over the particular articles of the proposed agreement. „*It must be understood, however, that the new texts which figure in the following notes were only agreed upon as drafts which the legal advisers would lay before their respective Ministers and are in no way binding,*” he wrote.²⁵

²² NA, FO 371/10739, C 11156/459/18, Mr. Chamberlain to Lord D'Abernon (Berlin), 28th August, 1925.

²³ NA, FO 371/10739, C 11394/459/18, Mr. Wellesley to Mr. London (Geneva), September 3rd, 1925.

²⁴ Ibid.

²⁵ NA, FO 371/10739, C 11425/459/18, Report by Sir C. Hurst on the Proceedings of a Meeting of Jurists held at the Foreign Office, September 1-4, 1925, in connection with the proposed Treaty of Mutual Guarantee, September 4, 1925.

Friedrich Gaus remarked to the form of arbitration with the Western neighbours of Germany that it is a return to the German model. According to him the new version brought an unbiased arbitration provided the states got into a conflict regarding the infringement of their rights. In case the involved countries would not agree with the arbitration decision the whole dispute should be passed on the League of Nations. As far as the own guarantee of the security pact was concerned Gaus asserted, that „*the provision for action in advance of a Council decision would operate one-sidedly, since it required all the parties other than the attacker and the victim to agree and Belgium was unlikely ever to pronounce against France*”.²⁶ Other lawyers first regarded this objection as groundless but later agreed that every guarantor acted on his own account in case a serious breach of peace occurred. According to Hurst his shift was caused mainly by the politics of Italy which also wanted to participate in the guarantee of the pact. London wanted to keep free hands in the future without necessity to wait for an Italian consent.²⁷

While there was no serious obstacle in the guarantee of agreements between Germany and France and Germany and Belgium, the problem occurred in case of guarantee agreements with the Eastern neighbours of Berlin. No consensus was found on this issue. According to Hurst Gaus presented German objections and said that he did not think „*any German Government could sign an agreement which formally recognised in this way a French guarantee of an arbitration treaty with Poland*”. According to him the public opinion would not accept it in any case and moreover it could bring a more serious problem to the German Government in the relationship with Russia.²⁸

Fromageot opposed that arbitration treaties with the Eastern neighbours of Germany were included in the original proposal of Berlin from February 1925. The intended guarantee was, according to him, also included in the French note of June 1925. In Hurst's opinion Fromageot believed that „*it would not be possible for his Government to induce Poland to sign such a treaty with Germany unless it were guaranteed by France*”.²⁹

The British legal adviser declared that although Great Britain had no intention to participate in the French guarantee of agreements with the Eastern

²⁶ ORDE: 120–121.

²⁷ NA, FO 371/10739, C 11425/459/18, Report by Sir C. Hurst on the Proceedings of a Meeting of Jurists held at the Foreign Office, September 1–4, 1925, in connection with the proposed Treaty of Mutual Guarantee, September 4, 1925.

²⁸ Ibid. The German lawyer went on a thin ice in this case because „*obwohl die Juristen ursprünglich nur zur Beratung technischer Frage nach London gerufen werden, erklärte sich Gaus bereit, auch über das politische Problem der französischen Garantie für die östlichen Schiedsverträge zu diskutieren*”. URBANITSCH, P.: *Großbritannien und die Verträge von Locarno*. Diss., Wien 1968, 242.

²⁹ NA, FO 371/10739, C 11425/459/18, Report by Sir C. Hurst on the Proceedings of a Meeting of Jurists held at the Foreign Office, September 1–4, 1925, in connection with the proposed Treaty of Mutual Guarantee, September 4, 1925.

neighbours of Germany, Austen Chamberlain agreed with the idea of this guarantee „because he considered it offered solid advantages both to Germany and to France”. Gaus repeated his concerns for the reaction of the German public opinion. In the end the negotiating parties agreed this issue should be discussed by the Ministers for Foreign Affairs.³⁰

Cecil Hurst dealt with the course of the meeting of legal experts once more in a detailed report written on September 5, 1925. He specified there were five men present at the meeting however the Belgian and especially the Italian representatives took second-rate parts.³¹

The French guarantee of the arbitration treaty between Germany and Poland was the only issue the negotiating men could not agree on. Hurst informed that in the first version of the report from September 4 he dealt in detail with the reasons which led the Secretary of State for Foreign Affairs Chamberlain to adopt the French idea to guarantee the agreement with Poland. Having spoken to Fromageot he however omitted the sentences because the French lawyer „was rather afraid of such arguments appearing in a paper which would get into the hands of the Italian and the Belgian Governments”.³²

According to Hurst Friedrich Gaus understood the importance of the explanation and pass it to Berlin. Despite the British lawyer thought that it was rather improbable that the German Government would accept any specific French commitments in a security pact. As an alternative he suggested that France „should give a unilateral guarantee to Poland of such a Germano–Polish Arbitration Treaty in a separate instrument of which official notice would be given to the League, and Germany therefore would have knowledge of it”.³³

British press paid a little attention to the London conference of legal experts. There was mostly brief news on the informal character of the meeting which would enable the mutual exchange of ideas on one hand but would not

³⁰ Ibid.

³¹ NA, FO 371/10739, C 11455/459/18, Note by Sir C. Hurst, September 5, 1925.

³² Ibid. At the beginning of the omitted text Hurst informed Chamberlain about the acceptance of the French idea of the guarantee for the German-Polish arbitration treaty, which corresponded with his version of the report from September 4. The text however went on: „Mr. Chamberlain had accepted the idea that France should guarantee a Germano-Polish Arbitration Treaty because the Franco-Polish military alliance existed, and France was bound to fulfil the engagements she had entered into with Poland. The Polish Government was inclined sometimes to act hastily, and there was always a risk that Poland, feeling that France was bound to support her, might take some unwise action and precipitate a conflict with Germany. In case of a Polish attack on Germany, France would be in a difficult situation if the obligations of the alliance with Poland obliged her to support Poland, while her obligations as a member of the League obliged her to resist Poland and support Germany. The proposed guarantee of a Germano-Polish Arbitration Treaty would, therefore, not merely diminish the risk of armed conflict in the east, but would bring the existing treaty arrangements more into harmony with the system of the League and enable France to exercise a moderating influence on Poland.”

³³ Ibid.

lead to any binding decisions being accepted on the other hand.³⁴ A little attention of the press was caused, among else, by the deal the lawyers had agreed among themselves and according to which they did not publicly comment on the meeting. *Daily Telegraph* was the only exception bringing a series of articles which were said to present detailed information about what had happened at the meeting. These were unverified news and rumours rather than true information.³⁵

The Foreign Office wanted to avoid the public from thinking that the dialogues about the pact were in a decisive stage. It was an understandable step because Foreign Office could not anticipate all details of the German reaction to the British-French proposals and therefore did not want to raise any vain hopes which would suggest the conclusion of the pact was near to its end.

The impression which was created however was not changed. Even when *The Times* wrote that the experts agreed on all important issues of the security pact the real contents of the London meeting of lawyers left hidden from the public.³⁶

The conference however was of a great importance for Great Britain. It meant the end of the negotiation stage in which London took an active part. What Chamberlain settled with Briand in August 1925 was then accepted, with minor changes, by Gaus. It could have been assumed that at that time it would have been rather difficult to do any substantial amendments of the once approved formulations. Also the idea that „*die Zustimmung aller Partner zu jenem Teil des Vertragswerkes, an dem sich Großbritannien direkt beteiligte, war also so gut wie gesichert; die Rolle, die Großbritannien im Rahmen des Vertrages zukam, und die Verpflichtungen, die es eingehen sollte, waren fixiert*” may be agreed with.³⁷ Since this time London was in the situation of a negotiating party which can calmly focus on other discussions. Now it was not the question of defining and limiting own position but being ready to assist with the solution of problems which existed among other parties and being available in case the negotiations threatened to be unsuccessful.

The Eastern frontiers of Germany remained the problem after the conference of lawyers ended. On September 9, 1925 Chamberlain, Briand, Vandervelde and Vittorio Scialoja, an Italian representative in the League of Nations, met in Geneva to discuss the result of the lawyers' meeting. The French Minister for Foreign Affairs was pleased but on the other hand he also mentioned the problem of the French guarantee of arbitration treaties with the Eastern neighbours of Germany. He suggested to solve the problem by the League of Nations taking over the guarantee of the agreements and

³⁴ Compare for example *Daily Telegraph*, 1 September 1925 or *The Morning Post*, 1 September 1925.

³⁵ Compare *Daily Telegraph*, 2, 3, 4 and 5 September 1925.

³⁶ *The Times*, 7 September 1925.

³⁷ URBANITSCH: 244.

France should, according to his opinion, act as a sort of agent that would enforce them.³⁸

Briand warned against the menace for Europe represented by a war in its Eastern part. If Berlin thinks about a war the only result may be the return to Bismarckian politics of alliance with Russia which could throw all European civilization into the danger of Bolshevism, he said. „*Certainly at this moment the Soviet Government was doing all it could to dissuade Germany from entering into any pact...*,” he concluded.³⁹

According to Austen Chamberlain the negotiating parties decided to ask Benito Mussolini for his idea about a place in the Switzerland he would like the most for a meeting of Ministers for Foreign Affairs and „*then to invite the German Government to send representatives to meet us there towards the end of this month or at latest in the beginning of October*”, the British Secretary of State for Foreign Affairs said.⁴⁰

The invitation for the conference of the Ministers for Foreign Affairs of the West European countries arrived to Berlin on September 15, 1925. Gustav Stresemann told to the charge d'affaires Addison that he would deal with the matter as soon as he returned from his visit to the Ruhr Area. The German Minister informed the officer of the British Embassy that the German reply might be expected around September 22 and according to Addison the Minister regarded October 5 as the probable date for the opening of the conference and as the venue he preferred the town of Luzern.⁴¹

A week later the Ambassador D'Abernon spoke to Gustav Stresemann. According to the British politician the Minister for Foreign Affairs was enthusiastic about the negotiations on the pact and agreed with the date and place (October 5 in Locarno, Switzerland). He had no serious objections to the proposed pact and as for the issue of French guarantee for the German-Polish arbitration treaty he suggested a similar solution as Aristide Briand few days ago, D'Abernon added.⁴²

The British Ambassador forced the German Minister for Foreign Affairs as well as von Schubert, the Secretary of State, that Berlin accepted the invitation

³⁸ NA, FO 371/10739, C 11670/459/18, Memorandum by Mr. Chamberlain (Received in the Foreign Office, September 11), September 9, 1925.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Ibid. Chamberlain also suggested the Polish and Czechoslovak representatives were not present to the negotiations on the pact regarding the Western Europe and added: „*I proposed that we should begin with the Western Pact. This was the easiest part of the subject, and any solution adopted for it might perhaps serve as a model or at least a starting-point for discussions on the more thorny subject of the [German – L. N.] Eastern frontiers.*”

⁴¹ NA, FO 371/10740, C 11848/459/18, Telegram from Mr. Addison (Berlin), September 15th, 1925.

⁴² NA, FO 371/10740, C 12109/459/18, Telegram from Lord D'Abernon (Berlin), September 22nd, 1925. The only difference in Stresemann's proposal consisted in the fact that he required the League of Nations to specify the states (not one state as Briand suggested) to act as the agents for the particular agreement.

for the meeting of the Ministers for Foreign Affairs without setting any conditions. „Any points which Germany desires to raise should be reserved for verbal discussion,” he added. Stresemann was willing to get an authorization from the German Government to send the allies only an approval for the participation in the proposed negotiation.⁴³

According to D'Abernon the problem consisted in the fact that Stresemann when delivering the consent with the participation was going to add something like: „I am bound in loyalty to inform you that German government, in sending delegates to proposed meeting, does not recede from its previously declared attitude that Pact can only be signed if Cologne zone is evacuated.” Berlin also did not mean to give up their position as for the responsibility for the initiation of war.⁴⁴

Austen Chamberlain was not very pleased by the news from Berlin. He recognized that Stresemann's position was difficult, „but his proposed declaration would be most ill-timed and even though verbal would be likely to have the most unfortunate effect”.⁴⁵

The British Secretary of State for Foreign Affairs wondered at such behaviour. „All that German government are asked to decide is whether or not they will take part in a conference where they will have full opportunity of making such declarations as seem good to them,” he said. According to him Germany would find out at the conference that in this situation the reservations of this kind might be counterproductive and therefore Chamberlain thought it would be suitable to avoid it.⁴⁶

Since France did not know about Stresemann's intention to make a verbal statement, the Minister for Foreign Affairs Briand counted that Berlin would accept the invitation for the conference without any conditions. He therefore authorized the French Ambassador in London to suggest following approach to the British party: to telegraph to „Berlin, London, Rome, Brussels, Prague and Warsaw, to inform those Governments of the date and place of the proposed meeting between the Ministers...”. After the German reply was received and further Briand suggested parallel though independent dialogues and set the sequence of discussed points: „Firstly negotiations for the Rhineland Pact between the four Allied Powers and Germany. Secondly, negotiations for a Treaty of Arbitration between Germany, Belgium and France ... and lastly,

⁴³ NA, FO 371/10740, C 12110/459/18, Telegram from Lord D'Abernon (Berlin), September 22nd, 1925.

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ NA, FO 371/10740, C 12110/459/18, Mr. Chamberlain to Lord D'Abernon (Berlin), September 24th, 1925.

⁴⁶ Ibid. On the same day D'Abernon informed Foreign Office that the German Government was surely going to accept the invitation for the meeting of the Ministers without any conditions. According to D'Abernon however Stresemann did not give up the idea to deliver a certain verbal declaration regarding the opinions of Berlin. Compare NA, FO 371/10740, C 12156/459/18, Telegram from Lord D'Abernon (Berlin), September 24th, 1925.

*negotiations for Treaties of Arbitration between Germany, Poland and Czechoslovakia, in which France will participate.*⁴⁷

In the middle of last ten September days in 1925 nothing seemed to be in the way of successful negotiations. The place, time and program for the conference of the Ministers for Foreign Affairs were firmly settled, only the name lists of delegations and some questions of protocol needed to be ironed out.

However there was this problem with the German declaration Gustav Stresemann was going to present. Due to this purpose Austen Chamberlain met the German Ambassador in London. During the discussion Sthamer announced him that the German Government was going to publish the declaration together with the formal acceptance of the invitation for the conference (September 29). According to him the document's objective was not only to take back the statement made by the German Chancellor Wilhelm Marx in August 1924 containing an affirmation about the blame of Germany for the initiation of World War I but also to express the attitudes of Berlin that the pact negotiations could not be successful unless the Cologne zone was evacuated. The German Ambassador declared his Government did not want to make troubles or threaten in any way but the protest against the blame for the initiation of the war was made to satisfy German people. According to Sthamer it was necessary to make a similar declaration in order „to bring a united Germany to the support of the German Government in the Pact policy”.⁴⁸

Chamberlain was ruffled and said it was rather difficult to come along with the German government. „They had repeatedly pressed upon me, through Lord D'Abernon and through Herr Sthamer himself, their desire that the exchange of notes should cease and that we should arrange a meeting of Ministers. Sharing this wish, the French Government, in arrangement with its Allies, had sent the most conciliatory [...] reply to the last German note [from 20th July 1925 – L. N.]...,” he added. In his opinion Berlin at that time behaved as a „nagging woman” who needed to have the last word. The British Secretary of State asked why the German Government raised the issue right at that moment. He himself regarded some of the provisions of the Versailles Treaty as ‚stupid’ but everybody clearly understood that Germany was forced to sign, he added. Chamberlain later expressed his apprehension that if France had been as little flexible as the German government in the course of negotiations „we should never have made the progress which had been accomplished”.⁴⁹

⁴⁷ NA, FO 371/10741, C 12372/459/18, French Ambassador (Conversation), September 24, 1925.

⁴⁸ NA, FO 371/10740, C 12224/459/18, Mr. Austen Chamberlain to Lord D'Abernon (Berlin), September 26, 1925.

⁴⁹ Ibid. Sthamer asked Chamberlain not to react to the declaration. At the end of the conversation he again explained that the German Government thought it was necessary to make such a declaration. France did not like the German approach at all. At this moment Paris saw two possibilities – either Germany publishes her declaration and France will have to react or it declares nothing and nothing happens. Compare NA, FO 371/10740, C 12299/459/18, Telegram

On September 29, 1925 Austen Chamberlain wrote to the Ambassador D'Abernon and stated with pleasure that Berlin had accepted the invitation for the meeting of the Ministers which would begin on October 5 in Locarno. The British Secretary of State further appreciated the fact that the German declaration did not represent any pre-condition for the discussions of the Ministers.⁵⁰

The problem with the German declaration was partly a game which was to satisfy the German inner political scene. The refusal of the German war blame was an offering for German nationalists and did not make any *conditio sine qua non* for the negotiations in Locarno. The second issue, the evacuation of Cologne zone, was from the category of requests the German delegation should necessarily insist on.⁵¹

The beginning of the meeting of the Ministers for Foreign Affairs in Locarno, Switzerland, approached. The British Ambassador in Paris again confirmed that France regarded the German invention of the declaration as „*blundering disloyalty*”, and that in any case it would not be used „*against the Locarno Conference*”.⁵²

Chamberlain was pleased by the course of events and asked Crewe to alert the British representative in Bern that the German Government accepted the invitation for the conference which was going to start in Locarno on October 5 and where the problem of border guarantee should be discussed. Firstly, the representatives of Great Britain, France, Belgium, Italy and Germany should negotiate and later the representatives of Poland and Czechoslovakia were likely to come. According to the head of Foreign Office the negotiations should be informal and therefore the delegations intended to trouble the Swiss Government as little as possible.⁵³

Just before the beginning of the conference Lord D'Abernon came for dinner to the U. S. Embassy in Berlin where he met the German Chancellor Luther. He looked rather depressed and complained about the form of the British reply to the German declaration which was a bit sharper than the Belgian or French ones. Then the conversation came around to the forthcoming conference. The Chancellor said that „*he was a sincere advocate of pact and that he would do his utmost to bring negotiations to a successful conclusion*”. He immediately added that an overconfidence in the results was not righteous

from Lord Crewe (Paris), 28th September, 1925; Aristide Briand even accused the German government from the lack of loyalty. Compare NA, FO 371/10740, C 12300/459/18, Telegram from Lord Crewe (Paris), 28th September, 1925.

⁵⁰ NA, FO 371/10740, C 12345/459/18, Mr. Austen Chamberlain to Herr Sthamer, September 29, 1925.

⁵¹ ORDE: 123.

⁵² NA, FO 371/10741, C 12401/459/18, Telegram from Lord Crewe (Paris), September 30th, 1925.

⁵³ NA, FO 371/10741, C 12429/459/18, Mr. Chamberlain Lord Crewe (Paris), 1st October, 1925.

because a year ago the talks were similar and Germany did not experience any evacuation of Cologne zone.⁵⁴

The Chancellor also took a think about the inner political situation in Germany. He told the Ambassador that the approval of the security pact and the intended admission of Germany into the League of Nations would need a two-third majority in the Reichstag, which would also mean the votes of nationalists. *„Apart from constitutional necessity, it was obvious that a pact endorsed by German nationals had far greater value as a means of pacification than any instrument carried out by the Left against German national opposition,”* Luther added.⁵⁵

Before leaving for Locarno even Austen Chamberlain summarized his feelings. Above all he was rather excited by the provocative and utterly improper declaration which the German government brought up at the very last moment. The German Ambassador Sthamer went, according to the British Secretary of State, too far beyond and suggested that any resistance towards the document might endanger the whole conference. However Chamberlain did not retreat; he was aware of the fact that on this issue the negotiations with the Germans had to be resolute otherwise they would come up with similar requests later in Locarno.⁵⁶

The British Secretary of State for Foreign Affairs wrote in his memorandum that he did not see any problems in the conclusion of negotiations on the security pact regarding the Western Europe. There were more difficulties as for the agreements with the Eastern neighbours of Germany which should not to be concluded even on condition there was *„good will”*. According to him the British government had one great interest – peace; and no matter if the Western pact was able to increase the prospects for peace in Europe, complete security could not be reach without an adequate arrangement on the Eastern frontiers. Austen Chamberlain thought that in the contemporary situation it was not suitable to proceed far or fast with the negotiations on the situation in the West unless the solution for the East was found.⁵⁷

⁵⁴ NA, FO 371/10741, C 12490/459/18, Telegram from Lord D’Abernon (Berlin), October 2nd, 1925.

⁵⁵ Ibid. The Chancellor further informed D’Abernon that he was not sure about the votes of right-wing MPs. He regarded the French guarantee of agreements with the Eastern neighbours of Germany as unacceptable for Germany. D’Abernon was not able to guess if Luther had bluffed or he had only verbally expressed the mood in his own party and in the Reichstag.

⁵⁶ NA, FO 371/10741, C 12459/459/18, Foreign Office Minute (Secretary of State), September 29th, 1925. Despite, Chamberlain wrote he was leaving for the conference in the state of sober hope.

⁵⁷ Ibid.

Julien Papp

L'oiseau turul
Du totem des anciens Magyars aux héritages controversés de la
*Seconde Guerre mondiale*¹

Le 22 octobre 2007, en présence de plusieurs milliers de personnes, le maire (de droite) du XII^e arrondissement de Budapest, György Mitnyán, a inauguré, sur le lieu des derniers et des plus sanglants combats du siège de l'hiver 1944-1945, la statue monumentale d'un faucon, le *turul*, soi-disant à la mémoire des victimes hongroise du quartier. Les ailes déployées mesurant 4,5 mètres, l'oiseau statufié hautement symbolique se dresse sur un vaste socle et tient dans son bec crochu une épée. Le sens de l'événement fut rehaussé par la bénédiction d'un pasteur évangélique et d'un évêque catholique, ce dernier ayant insisté sur le sacrifice de ceux qui avaient donné leur vie „pour les Hongrois et pour Budapest”.²

Cette justification et le choix de la date pour l'inauguration à la veille d'un fête nationale, ainsi que l'illégalité de la construction ont déclenché une série de débats où, sur le fond d'une légende fondatrice de la première dynastie royale, s'affrontent désormais l'histoire et les mémoires antagonistes de la 2^e Guerre mondiale.

Le projet de la statue, d'un coût de 20 millions de forint, a été adopté le 20 juillet 2004 par le conseil du XII^e arrondissement, qui mandate son maire pour obtenir l'autorisation nécessaire de la commission culturelle de l'Assemblée générale (conseil municipal) de la capitale. Après avoir été expertisé par l'organisme *Budapest Galéria*, qui l'avait trouvé „convenable et de haut niveau” du point de vue artistique, et discuté par la commission culturelle, le projet est porté devant l'Assemblée générale même, réunie le 28 avril 2005 en présence du maire de Budapest, le libéral Gábor Demszky, et du maire du XII^e arrondissement, György Mitnyán, de tendance conservatrice nationale-chrétienne (FIDESZ-MKDSZ).

Le sujet a suscité treize interventions. Dans le procès-verbal, c'est précisément le point n° 51 de l'ordre du jour qui a pour objet „l'érection du monument de souvenir des citoyens du XII^e arrondissement tombés dans la II^e Guerre mondiale”, et qui permet à travers les propos échangés de se faire une idée des cheminements de l'affaire et des arguments avancés par les élus des différentes sensibilités.³ Il s'avère que l'idée était dans l'air dès 1993 (c'est l'époque du premier gouvernement issu du changement de régime), puisqu'on lança alors des recherches pour retrouver les noms des victimes qui devraient

¹ Cette étude est la version écrite de la communication présentée par l'auteur au colloque *Commémorer*, tenu à l'Université Mendès France de Grenoble les 2-5 mai 2007.

² Magyar Nemzet, 29 octobre 2005.

³ *Turulos dokumentumok* (Documents sur le turul). A Fővárosi Közgyűlés jegyzőkönyvének részlete, 28 avril 2005. noturul.szdszxii.hu/jkv_fovaros.htm - 66k

être gravés dans la pierre. L'étude des différentes sources (Archives nationales, ministère de la Défense, témoignages) avait abouti à la confection d'une liste de 1.132 personnes, civiles et militaires confondus. La décision finale serait prise en conseil le 20 octobre 2004.

Il est prévu de dresser deux ouvrages, aux deux extrémités de la route Böszörményi: l'un pour les victimes civiles et les „héros” militaires, l'autre pour les morts du „*temps des périls*” (vészkorszak), c'est-à-dire les juifs exterminés du quartiers et leurs sauveteurs. Le maire Mitnyán rappelle aussi qu'il n'était pas question de lieu mais de monument, bien qu'il n'apparaisse pas clairement s'il veut faire la distinction entre sa „*municipalité propriétaire*” et „*l'espace public*” relevant de la mairie de Budapest, distinction faite visiblement pour contourner la décision de cette dernière. Critiquant vivement les négligences et les retards pris dans l'examen du dossier, il déclare en effet, de façon alambiquée, que tout en respectant les règlements, les travaux commencés en 1995 seront menés à bien.

Après diverses récriminations mutuelles et imprécises (a-t-on vraiment parlé de „*turulomanie*”?, qui a donc déclaré qu'il n'est Magyar que celui qui soutient la proposition?...), le plus clair de la réunion est donc consacré à la confrontation des arguments.

Dans ce débat, le maire du XII^e soutenu par les élus de l'extrême-droite (MIEP – Parti de la vie et de la vérité hongroise) et le MDF (Forum démocratique hongrois, chrétien conservateur) défend sa cause face à ses adversaires les plus résolus du Parti libéral (SZDSZ – Union des démocrates libres), appuyés assez mollement par le Parti socialiste (au pouvoir), de type blairiste (MSZP – Parti socialiste issu de l'ancien parti unique).

Le projet est critiqué à cause du symbole choisi (lourdement chargé en général, et en particulier, eu égard au site prévu pour son installation), dont il est prévisible qu'il divisera le pays, et du fait que la liste établie peut confondre, sous l'étiquette de „*victimes*”, toutes sortes de gens: anciens kapos aussi bien que tueurs des Croix-fléchées, etc. Les deux camps se reprochent mutuellement d'être à l'origine d'initiatives qui divisent. Sz. Sasvári (FIDESZ/MKDSZ – Union chrétienne démocrate) en fait une interprétation à sa manière, en soulignant que la droite a été critiquée ou empêchée d'attribuer les noms de Mindszenty, de Jean-Paul II à telle ou telle place, d'ériger une statue à Pal Teleki ou d'afficher la croix et le drapeau arpadiens (avec ses bandes rouges et blanches).

Quand le maire Demszky cite en exemple le caractère neutre du Memorial Wall de Washington (brassant partisans et adversaires de la guerre de Viêt-Nam) et prône un espace „*puritain*”, sans turul, sans étoile rouge ni bandes arpadiennes, „*rien qui valorise ou divise*”, l'élu du MIEP s'indigne qu'on puisse mettre sur le même plan le turul et l'étoile rouge. Son collègue du MDF rappelle en outre que depuis 1990 ou 1991, la loi interdit en Hongrie l'usage de l'étoile rouge, comme „*symbole de l'arbitraire*. Donc, elle ne peut pas être mise en rapport avec le turul. Je pense [dit-il] que l'oiseau turul est l'emblème de

tous ceux qui se disent appartenir à nous, à ce pays, puisque il fait partie de nos traditions nationales". Il apparaît aussi qu'au-delà de l'étiquette neutre de „victimes” c'est le sens à donner à la participation de la Hongrie à la 2^e Guerre mondiale qui est en jeu, le turul étant avant tout un insigne militaire.

Dans sa conclusion, le rapporteur souligne en effet la contradiction: „*il n'est vraiment pas convenable que les victimes civiles [soient associées] à l'oiseau turul [...] qui est un symbole guerrier, militaire*”. Au terme des débats et après un vote de 31 voix contre et 17 voix pour, la mairie de Budapest refuse donc l'autorisation.

Mais „*le maire Mitnyán n'a cessé de répéter que l'on verra ce que l'on verra*”. Au mois de juillet suivant, il demande et obtient une autorisation d'un autre organisme (la direction des Travaux du Château de Buda) pour „*renouvellement de parc et réaménagement de l'espace municipal*”, et, derrière la „*palissade bleue*”, qui porte cette inscription, la construction de la statue est achevée, malgré notamment une lettre ouverte et l'action de protestation lancée par les élus SZDSZ Márton Kecskés et Klára Ungár.⁴

Les opposant annulent toutefois leur contre-manifestation et l'inauguration se passe sans incident. Le reporter note que le public, plus âgé que jeune, vient surtout des quartiers aisés: beaucoup de dames en jupes longues et quelques unes en minijupes démodées laissant voir des jambes fatiguées... L'oiseau suggère bien „*la grandeur impériale nationale et le caractère de conte de fée du turul*”, et il est amplement question de hordes asiatiques, du dictateur Rakosi et de cette autre moitié du pays qui n'aime pas sa patrie et continue à sympathiser mordicus avec les rouges. Mais, pas un mot dans les discours des mouvements irrédentistes et antisémites, ni des Croix-fléchées et des Croix de Faux ou de la terreur fasciste, qui tous avaient pour emblème l'oiseau statufié.⁵

L'affaire a donné lieu à une abondante publication dans la presse, allant du courrier des lecteurs jusqu'aux textes élaborés dus à des historiens, écrivains, essayistes, journalistes. Pour les habitants hostiles à la statue, le turul évoque l'organisation du même nom, avant coureur de la terreur fasciste, de même que le drapeau arpadien ne rappelle plus la Bulle d'Or mais la violence nazie. Selon dr. György Réti qui habite depuis 32 ans le quartier, l'aspect même de l'oeuvre

⁴ 2004 júliusban kezdődött (Ça a commencé en juillet 2004); *Ezt a nyílt levelet irtuk Mitnyán György polgármester úrnak* (Nous avons écrit cette lettre à M. le maire, György Mitnyán), 4 octobre 2005; *Demszky Gábor levélben kéri Forgács Imrét, a Fővárosi Közigazgatási Hivatal vezetőjét, intézkedjen a jogellenes állapot megszüntetéséről* (M. Gábor Demszky prie M. Imre Forgács, le directeur des Services administratifs de Budapest par une lettre de faire des mesures contre cet état illégal), 19 octobre 2005; *A szocik szerint is fasiszta jelkép a turul* (Selon les socialistes aussi le turul est un symbole fasciste), 18 octobre 2005; *Turulmadár influenza az SZDSZ meleg tagozatában* (La grippe de turul parmi les élus homosexuels de SZDSZ), 13 octobre 2005. noturul.szdszxi.hu/ - 9k

⁵ TAMÁS B. Gáspár: *Rákosi, a szovjetek, Erdély és a turul, a turul, a turul* (Rákosi, les Soviets, Transylvanie et le turul, le turul, le turul), Index Hírek, 22 octobre 2005. index.hu/politika/belfold/1022turul/ - 38k

renvoie à cette expérience: „*J'ai été effrayé, [écrit-il] par l'agressivité féroce émanant du regard et de l'énorme bec disproportionné de l'oiseau, accentué par l'épée immense et informe. Ce monument n'incarne aucunement la réconciliation mais la réalisation tardive des pulsions du mal, mises ouvertement sur piédestal dans "l'art" fasciste, nazi et croix-fléchée*”.⁶

L'historien K. Ungváry rappelle que les prétendus „héros” de Budapest se battaient contre la coalition antifasciste; et que 90% des morts du quartier étaient des civils, dont 409 au moins ont été assassinés à cause de leur origine juive, par des hommes qui avaient pour emblème une croix fléchée avec au milieu un oiseau turul tenant en son bec une épée. On est en présence d'une „provocation insupportable”, pense-t-il. D'abord, parce que le maire a violé l'ordre légal, que lui-même impose avec rigueur à ses administrés, ensuite „parce qu'une importante partie des noms gravés sur le socle du monument ont des consonances juives (*Guttman, Klein, etc.*)”, laissant deviner qu'il s'agit des patronymes des 409 victimes assassinées dans différentes rues du quartier. „Donc, les proches des personnes assassinées doivent supporter non seulement qu'on falsifie la mort de leurs parents, mais aussi que leurs noms servent de couverture pour les néo-nazis”.⁷

Les défenseurs de l'ouvrage sont nombreux à s'exprimer dans les journaux.⁸ On reprend notamment ces propos du président du Comité de justice historique, prononcés lors de l'inauguration: „*Je ne connais pas un autre pays en Europe, où déclarer l'amour de la patrie, exprimer la conscience historique, provoqueraient un flot de malédictions aussi furieuses que chez nous*”. Son collègue, un colonel retraité de l'Armée, fondateur du Comité d'entretien des tombes de soldats, rappelle de son côté que les Soviétiques avaient érigé en Hongrie 2.817 monuments „à nos vainqueurs, à ceux qui nous ont humiliés, brisés et ont souillé nos femmes”, et s'interroge sur la légalité des monuments soviétiques encore existants, celui en particulier de la place de la Liberté, au coeur de Budapest, dont il sera question plus loin.

L'organe du mouvement Jobbik (littéralement, le Meilleur, par le sens: plus à droite que la droite) va jusqu'à parler d'une entreprise sioniste et assimile, avec une rare violence, le régime politique en place à une entreprise „*hungarophobe*” et génocidaire, qui emploie des „*moyens plus infâmes que le cyclon B*”!

On cherche aussi à confondre le parti gouvernemental, opposé au monument en question mais déléguant un secrétaire d'Etat en Subcarpathie pour l'inauguration d'une statue semblable. Plainte est déposée par ailleurs contre une émission télévisée qui „*a qualifié le Turul comme un emblème*

⁶ *Gonosz indulatok szobra* (La statue des passions mauvaises), Népszabadság, 2 novembre 2005.

⁷ UNGVÁRY Krisztián: *Guttman és a turul – Még egyszer a szoborról* (Guttman et le turul. Encore une fois sur la statue), Magyar Narancs. www.narancs.hu/index.php?gcPage=/public/hirek/hir.php&id=12364 - 29k

⁸ Eléments puisés dans: Vasárnapi Ujság, 1^{er} novembre 2005. A Jobboldal Valódi Hangja, 13 mai 2006. Kárpátalja, 22 mars 2006. ORTT Panasz bizottsága, 24 août 2006. Népszabadság, 18 août 2006.

exclusivement antisémite, symbole de la 2^e Guerre mondiale". A la même époque, en août 2006, le directeur des Services administratifs de Budapest, Imre Forgács, et sa famille reçoivent des menaces de mort. Ils sont traités de „*déchets*” et on leur promet le lampadaire.

Malgré leur caractère souvent extravagant, les attitudes et les propos tenus à l'occasion de ce conflit, ne sont pas un phénomène isolé, mais font partie de toute une ambiance intellectuelle et morale de la Hongrie actuelle. Avant d'y revenir, il importe de présenter l'objet qui cristallise les litiges.

Une légende transmise par le Moyen âge

Le *turul*, identifiable avec deux espèces de faucons (*falco rusticolus* ou *falco cherrug*), est l'un des mythes d'origine des Magyars. Son nom vient des mots turcs *togrul* ou *turgul*, qui désignent un oiseau de chasse.

Selon le chroniqueur Simon Kézai (*Gesta Hungarorum*, environ 1283), depuis le règne d'Attila, roi des Huns (433-453) jusqu'au règne du roi hongrois Géza (1141-1162), l'animal figurait sur le bouclier des guerriers magyars.⁹ „*Projeté dans le passé lointain*”, l'oiseau *turul* était visible d'après lui sur l'étendard et le bouclier d'Attila.¹⁰ Kézai a repris et développé l'idée présente déjà chez Anonymus, selon laquelle les Huns et les Magyars (Hungari) étaient d'un ancêtre commun, et la lignée des Arpad, fondatrice du royaume de Hongrie, descendait d'Attila. L'histoire du faucon intervient dans la naissance du prince Álmos, père du futur roi Arpad.

„*Maître P.*”, dit Anonymus, secrétaire du roi Béla III (1172-1196), raconte le „*songe d'Emese*”, épouse du chef des Scythes, Ügyek, de la famille royale Magóg: „*Emese mit au monde un fils qui reçut le nom de Álmos. En effet, il fut nommé Álmos à cause d'un événement divin miraculeux, car pendant le sommeil de sa mère enceinte, une vision divine se présenta à elle dans l'image de l'oiseau turul qui, se posant en quelque sorte sur elle, la féconda. En même temps, il lui sembla qu'une source jaillissait de sa matrice et que des rois glorieux allaient sortir de ses entrailles, qui, toutefois, ne se multiplieraient pas sur leur propre terre. Et puisque l'image apparue pendant le sommeil se dit en langue magyare "áalom" et que la naissance fut signalée à l'avance par le rêve, on l'appela lui aussi Álmos*”.¹¹

Erdélyi pense que le nom de Álmos ne vient pas du mot hongrois *alom*

⁹ ERDELYI István: *A magyar honfoglalás és előzményei* (La conquête de la patrie hongroise et ses antécédents), Ed. Kossuth/Histoire populaire, Budapest, 1986. 89.

¹⁰ BERTÉNYI Iván: *Kis magyar címertan* (Précis d'art héraldique de la Hongrie), Ed. Gondolat, Budapest, 1983, p. 60-61.

¹¹ GYÖRFY György (dir.), *A magyarok elődeiről és a honfoglalásról. Kortársak és Krónikások híradásai* (Sur les prédécesseurs des Hongrois et sur leur conquête de patrie. Les informations des contemporains et des chroniqueurs), Ed. Gondolat/Nemzeti Könyvtár, Budapest, 1975. 137-138.

(rêve, songe, sommeil), mais de l'infinitif turc *al*, dont le sens imagé peut être *acquéreur* ou *conquérant*.¹² Pour le même auteur, il se peut que ce soit l'oiseau mythique en question qui figure sur le *disque d'argent* de Rakamaz, trouvé dans le nord-est de la Hongrie. Outre cet objet le plus connu, plusieurs trouvailles archéologiques montrent que le *turul* était un motif décoratif très répandu, affectionnés par les Huns, les Avars et les Magyars.

Le *turul* est présent dans une autre légende, qui concerne la conquête par les Hongrois de leur future patrie. D'après ce récit, les Magyars se trouvent encore en Lévédie, entre la Mer Caspienne et la Mer Noire, quand leur chef voit dans son rêve des aigles géants attaquant et déchirant le bétail. On essaie de se battre contre ces aigles, mais ils chargent chaque fois d'un autre côté. C'est alors qu'apparaît un *turul* rapide et courageux qui tue l'un des aigles. Voyant cela, les autres aigles s'enfuient. Les Magyars décident alors d'aller habiter ailleurs. Ils se mettent en route vers la terre d'Attila, que celui-ci leur avait léguée, mais ils ne connaissent pas le chemin. A ce moment, l'oiseau *turul* apparaît de nouveau et, volant au-dessus du chef, lui crie de le suivre jusqu'à ce qu'il disparaisse. Après une épidémie, où l'on voyait partout des animaux crevés, le *turul* réapparaît, chasse les charognards, les Magyars se mettent en route et finissent par arriver en Pannonie, où ils s'installent.

Au-delà du fond réel que ce récit pouvait avoir, il est certain que la fable de l'héritage d'Attila sert à justifier la prise de possession du bassin des Carpathes. Il fonde ce qu'on appellera un droit historique. De même, la légende de la fécondation onirique est un rêve prémonitoire qui a pour fonction de légitimer, a posteriori, les droits au pouvoir de la dynastie régnante, élue. A noter aussi que cette version sauve la bonne moralité (chrétienne), puisque la jeune femme était déjà enceinte avant la venue de l'oiseau.

Il s'agit selon l'historien J. Szűcs de la transposition chrétienne d'une vieille légende totémiste qui fait rattacher l'ascendance d'une lignée à un ancêtre animal. „D'autres lignées pouvaient avoir des mythes d'origine totémiques semblables. Il est probable que diverses figures héraldiques (aigle, faucon, loup) de plusieurs familles de l'époque arpadienne en gardent le souvenir. Sauf que, contrairement à la lignée-turul, les mythes d'origine des [autres] n'ont pas été conservés jusqu'à nos jours. De toute évidence, cela s'explique par le fait que Árpád, fils de Álmos, étant devenu peu après la prise de possession du bassin des Carpathes, le chef unique régnant (904) et sa lignée païenne une dynastie chrétienne au bout d'un siècle, la tradition de ses origines a été insérée, par intérêt dynastique, dans la culture chrétienne écrite”.¹³

Une autre idée de cet ouvrage fondamental pour notre sujet est que la tradition étatique fondée par Simon Kézai sur l'identité hunno-magyar a été conservée par la noblesse jusqu'au 18^e siècle. Elle l'a maintenue à travers son

¹² *Op.cit.* 89-90.

¹³ SZŰCS Jenő: *A magyar nemzeti tudat kialakulása* (La formation de la conscience nationale de Hongrie), Ed. Balassi-JATE-Osiris, Budapest, 1997. 118-119.

nationalisme du 19e siècle, en définissant les Hongrois comme „*nation culturelle*” par rapport aux Habsbourg, et comme „*nation-Etat*” par rapport aux nationalités. Après Trianon, la première de ces idées réapparaît sous la forme de la „*hungarité profonde*” et du „*turanisme*”¹⁴ (désillusion vis-à-vis de l'Occident et l'affirmation, avec une forte connotation raciale, que les Hongrois sont un „*peuple de l'Est*”), et la seconde, dans la conception conservatrice de la „*nation-Etat saint-stéphanienne*”.¹⁵

Enfin, les idées tissées autour de l'animal symbolique, dont ce qui précède ne donne qu'un aperçu très succinct, se sont traduites dans des représentations et dans divers aspects de l'évolution sociale, que l'on retrouve au fil des grands événements tragiques du 20e siècle et dans les controverses récentes.

Métamorphoses et représentations du turul

La première apparition datée de l'oiseau turul est de 1321, où il figure sur les étendards des troupes de Transylvanie.¹⁶ Il est absent ensuite pendant plusieurs siècles. Il est significatif qu'aucun des princes qui avaient combattu les Turcs et les Habsbourg n'aient utilisé cette image sur leurs drapeaux, qu'il s'agisse des Hunyadi, János et Mátyás (qui avaient préféré le corbeau noir), ou encore de Báthory, Bethlen, Bocskai et Rákóczi. Qui plus est, quand la Hongrie proclame son indépendance en 1849, elle ignore les couleurs et les insignes du royaume médiéval pour adopter, suivant l'usage de la Révolution française, la cocarde et le drapeau tricolores (rouge-blanc-vert).

C'est après l'échec du Printemps des peuples, avec le développement des nationalismes et des impérialismes européens qu'apparaissent dans les emblèmes nationaux divers animaux rapaces ou prédateurs (lion, aigle, etc.) et que, en Hongrie aussi, dans l'ambiance surchauffée et grandiloquente des fêtes du Millénaire (1896), „*on commence à découvrir cet oiseau semblable à l'aigle figurant sur les blasons de Álmos et de Árpád, qui sera ensuite représenté avec les ailes déployées, le plumage hérissé exprimant la combativité, et avec un corps de plus en plus robuste et redoutable*”, comme l'a expliqué l'ethnologue Tamás Hofer en 1994, à l'occasion d'une exposition intitulée „*Hongrois entre l'Est et l'Ouest*”.¹⁷

Pour avoir mis en évidence ces relations, l'initiative du Musée Ethnographique de Budapest fut considérée par beaucoup de gens comme „*une attaque indigne contre le beau mythe magyar ancestral*”, ou carrément comme un geste „*hungarophile*”.

¹⁴ Du nom d'une région géographique située à l'Est de la Mer Caspienne.

¹⁵ SZÜCS: 430-431.

¹⁶ UNGVÁRY Krisztián: *Jómadarak – A turulemlékműről* (Les beaux oiseaux. Sur le monument de turul), Magyar Narancs. noturul.szdszxii.hu/jkv_fovaros.htm – 66k.

¹⁷ Cité par MURÁNYI Gábor: *A turul históriája* (Histoire du turul), HVG, 5 octobre 2005. hvg.hu/print/200540HVGFriss133.aspx - 21k

En tout cas, la transmutation de l'oiseau médiéval est bien visible, car sur la bannière du chevalier magyar qui figure dans la *Chronique Enluminée* de Márk Kálti (1358), l'animal a des ailes repliées et sommeille paisiblement, alors que, à l'époque du Millénaire, il apparaît comme un rapace belliqueux. Pourvues de la couronne et de l'épée de Saint-Etienne, ses statues recouvrent littéralement la Hongrie historique. A Munkács (Munkacevo), elle surmonte un monument de 33 mètres de haut; à Tatabánya, sur la montagne, à l'endroit où selon la Chronique de Simon Kézai les troupes de Arpád avaient vaincu celles du prince slave Svatopluk, l'envergure des ailes déployées mesure 15 mètres. C'est l'oiseau statufié le plus gros en Europe; il a été restauré en 1992 et inauguré en grande pompe.

Si dans les Etats successeurs de la Hongrie historique, plusieurs de ces statues ont été démontées après le traité de Trianon, on en trouve une bonne vingtaine dans la Hongrie actuelle. A l'heure des révolutions, dans son poème *Uj várak épültek* (De nouvelles forteresses se sont construites), Endre Ady (1877-1919) oppose aux bûchers à peine refroidis, aux vieux drapeaux, à la superstition et au turul les aspirations nouvelles des „âmes rouges” qui lanceront leurs foudres contre les forteresses moisis.

Pendant la guerre de 1914-1918, l'image du turul se répand massivement, notamment comme enseigne sur les shacos des soldats, et elle fait figure d'emblème national comme le coq en France, l'aigle en Allemagne ou l'ours en Russie. Le XIX^e siècle finissant a vu également naître, en 1883, une revue scientifique sous le titre de *Turul – Bulletin de la Société héraldique et généalogique hongroise*. Parue jusqu'en 1943 à chaque trimestre, elle fut interdite en 1951, puis publiée à nouveau à partir de 1992.

Après la dislocation de la Hongrie historique, l'oiseau commence une nouvelle carrière, à la faveur d'une association devenue si réputée que les significations antérieures du turul semblaient être renvoyées aux oubliettes. Il s'agit d'une union fraternelle d'étudiants organisée sur le mode militaire. Pour la date de sa fondation, l'historien K. Ungváry donne le 5 décembre 1918, mais certains auteurs parlent de l'automne 1919. Ainsi, d'après l'écrivain András Nyerges, „c'est la fédération créée par la réunion de huit associations fraternelles qui a pris le nom de Turul, à l'automne 1919”.¹⁸

Il faut rappeler que, jusqu'au milieu des années 1920, environ 426.000 Hongrois ont fui les Etats nouveaux vers la Hongrie démembrée, la plupart ayant appartenu aux anciennes élites (fonctionnaires administratifs, officiers, professeurs, etc.) profondément traumatisées par la défaite et l'expérience des deux révolutions.¹⁹ Cette masse déracinée constitue un prolétariat intellectuel prêt à fournir le noyau et les troupes de choc pour les groupements irrédentistes

¹⁸ NYERGES András: *Címzett: Zilahy Lajos (1891 – 1974)* (Le destinataire: Lajos Zilahy), Magyar Hirlap, 14 octobre 2005. noturul.szdszxi.hu/jkv_fovaros.htm - 66k

¹⁹ MÓCSY I. István: *The Effects of World War I. The Uprooted Hungarian Refugees and their impact on Hungary's Domestic Politics 1918-1925*, Brooklyn College Press, New York, 1983. 257.

et contre-révolutionnaires qui se multiplient alors dans le pays: Conseil national sicule, Union de défense, Hongrois éveillés... Selon Mócsy, deux tiers de l'armée nationale de Horthy étaient recrutés parmi les réfugiés, ainsi que 35-40% des organisations d'étudiants de droite. De tous ces groupements, l'Alliance fraternelle Turul (Turul Bajtársi Szövetség) s'impose d'emblée comme le plus radical et comme une sorte de modèle.²⁰

Il attire les étudiants en Droit, en Médecine et en Lettres, tandis que l'Union fraternelle Hungaria s'active à l'Ecole Polytechnique: Emericana est catholique, l'Union Saint-Etienne d'esprit légitimiste. Il y avait bien d'autres groupes organisés, notamment sur des bases religieuses ou territoriales, mais les plus influents, les plus imprégnés de l'esprit de corps des anciens combattants étaient *Turul* et *Hungária*. Selon l'usage allemand, chaque formation a sa propre couleur, son emblème, sa casquette: noire chez les turulistes, bleue pour les hungaristes, verte pour les emericanistes.

J. Pelle a retrouvé le journal personnel d'un médecin, le dr B.K., décédé au milieu des années 1970, qui raconte les circonstances de son adhésion et son activité au sein d'une section de l'Alliance fraternelle Turul, à Budapest :

*„Quand le 6 octobre, le 15 mars ou le jour de Miklos [prénom de Horthy] on se mettait en rang pour le défilé, cela faisait bien cinq ou six compagnies. C'était moi qui portais en tête du cortège le lourd drapeau de soie. J'étais à ce moment-là le chef du clan Balassa,²¹ puis le trésorier principal de l'association. Un clan était composé de 40-50 membres. A la tête de chacun, un professeur en Médecine [...] exerçait le patronat. Assistaient aussi aux réunions un assez grand nombre d'anciens étudiants, les Domini, à titre de sympathisants. Les réunions étaient mensuelles. Campements. Après la récitation du crédo national, le chef de clan saluait les présents, les invités, faisait connaître les événements et les instructions [...] Un médecin prononçait un discours patriotique adapté aux circonstances. On passait ensuite à l'exposé scientifique portant sur les découvertes récentes, suivi d'interventions [...] Puis venaient les réjouissances conduites par Gaudeamus et le clerc errant”.*²²

G. Murányi, cité plus haut, rappelle par ailleurs qu'à chaque réunion, les turulistes entonnaient obligatoirement la marche composée par un nommé Béla Szentpétery, où il est question des „fripouilles de Tchèques, de Valaques et de Serbes”, de „l'Autrichien minable” et de „l'orgueilleux Occident”.

²⁰ PELLE János: *A Turul és a többiek. Harcias diákok a két világháború között* (Le Turul et les autres. Étudiants militants entre les deux guerres), Élet és Tudomány n° 22, 28 mai 1999.

²¹ Poète de la 2^e moitié du XVI^e siècle.

²² PELLE J.: op.cit., „Gaudeamus”, du latin *gaudium*: réjouissances bruyantes; le „clerc errant” (*garabonciás*, peut-être de l'italien *gramanzia*: charmeur, diabolique), c'est l'image de l'étudiant médiéval vagabond qui a accompli ses 7 ou 13 „écoles”. Il a aussi appris la magie noire qu'il pouvait appliquer aux paysans, au cours de ses divagations. Il demandait du lait et des oeufs, et si l'offrande lui était refusée ou mesurée à compte-gouttes, il suscitait tempêtes et pluies de grêle, avant de s'envoler sur le dos d'un dragon. BALASSA Iván-ORTUTAY Gyula: *Magyar néprajz* (L'éthnographie de la Hongrie), Corvina, Budapest, 1979. 636.

L'adhésion permettait de bénéficier des tarifs réduits à la cantine universitaire et, de temps en temps, de la distribution de vêtements, de fournitures scolaires et de secours financiers. Turul et Hungaria étaient en outre en relation avec des organisations corporatives, comme l'Ordre des médecins, le Syndicat des ingénieurs et des techniciens et la Fédération nationale des avocats, grâce auxquelles les étudiants ayant terminé leurs études pouvaient trouver assez facilement un emploi, avant tout dans l'appareil d'Etat et la Santé publique. A la faveur de leur engagement politique, les élèves fragiles du point de vue scientifique pouvaient „glisser” à travers les examens et bénéficier d'un emploi de fonctionnaire.

Attirant de préférence les éléments issus de la gentry nationale-chrétienne profondément antisémite et anticommuniste, les premières manifestations publiques de Turul sont liées à la terreur blanche et à l'application du *numerus clausus* de 1920, exigée par un recours systématique à la violence physique. Les auteurs qui traitent de ce sujet manquent rarement de citer les paroles du ministre de l'Instruction publique de l'époque, le comte Kunó Klebelsberg, s'indignant que „*c'est une situation impossible, où il suffit que le grand chef de Turul tire un cordon à Pest pour que dans tout le pays on frappe les juifs*”.

Déjà avant la Grande Guerre, les relations étaient tendues entre étudiants chrétiens et juifs, ces derniers possédant bien des atouts, notamment de meilleures conditions matérielles ou la valorisation traditionnelle de la culture et de l'instruction. La surreprésentation des étudiants juifs était devenue chose courante dans les facultés les plus recherchées. En Médecine par exemple, un tiers des élèves était d'origine juive en 1910 et plus de la moitié en 1918.

Le *numerus clausus* de 1920 qui définit les contingentements et qui est la première loi antijuive „moderne” en Europe, est considéré par les turulistes comme leur propre victoire. Lorsqu'en novembre 1927, sous la pression de la SDN, le gouvernement propose la modification de la loi, l'association lance à travers le pays une campagne de protestation, qui débouche un an plus tard sur de graves atrocités antisémites dans les villes universitaires.²³ Dans les années 1930, des troubles sont provoqués à nouveau dans les universités. En novembre 1933, à Debrecen, les étudiants antisémites diffusent des tracts appelant les habitants à boycotter les magasins juifs et des vitrines sont brisées le long de la rue de Hatvan; à Pécs, en février 1937, des étudiants juifs sont roués de coups au moment où ils se préparent à la réception doctorale...

Les rassemblements comme les „*camps solennels*” (*dísztáborok*) et les journées-Turul sont des occasions privilégiées, où des orateurs d'envergure nationale viennent formuler les grandes idées de la décennie.²⁴ Ainsi, en 1936, c'est lors d'un rassemblement solennel à Kecskemét que le rédacteur du journal *Magyarság*, István Mlotay, explique à son auditoire: „*Il nous faut prendre en*

²³ KEREPESZKI Róbert: *A numerus clausus 1928. évi módosításának hatása Debrecenben* (L'influence de la modification du *numerus clausus* en 1928 à Debrecen), *Múltunk*, n° 4. 2005. 42-75.

²⁴ Toutes les citations qui suivent sont de A. NYERGES, article cité.

exemple Mussolini, Hitler, Pilsudski [...] Il nous faut apprendre de ceux qui ont démontré qu'on pouvait soulever des nations par la force de volonté d'un seul homme". Un autre journaliste célèbre, Ferenc Rajniss, homme de confiance de Gömbös (fondateur en 1923 du Parti des défenseurs de la race et Premier ministre de 1932 à 1936), Rajniss déclare donc en octobre 1936 lors d'une journée-débat de Turul que „*la jeunesse d'aujourd'hui, au lieu [de se livrer à une] méditation exagérée, devrait imposer sa volonté à ce pays de manière dynamique*".

Si, dans la foulée du mouvement ruraliste préoccupé de la misère des campagnes, on a pu noter des convergences avec des auteurs et des militants de gauche, le programme de Turul rédigé en 1937 sous le titre de *nouveaux Points de Mars*, ne laisse pas de doute sur les liens intimes de cette organisation avec le nazisme, tel ce passage :

„Nous souhaitons que les juifs soient déclarés minorité raciale, que soit mis fin aux mariages mixtes avec les juifs reconnus comme race, qu'on interdise la magyarisation des noms juifs, qu'on institue le service obligatoire du travail et qu'on dissolve tous les partis et syndicats de gauche".

Dans le journal *Nemzetor* du 15 juin 1940, la direction centrale de Turul tient à répondre „*à ceux qui bavardent du glissement de Turul vers la gauche*", en qualifiant cette idée d'absurde et précisant que „*nous exigeons un changement de régime parfait, la solution définitive et radicale de la question juive, l'extermination des journaux juifs et semi-juifs libéraux*".

Il n'était donc pas étonnant que dès le début de la guerre contre l'URSS, les turulistes et leurs parrains aient fourni de leurs collègues juifs diplômés des listes précises au commandement militaire (leur nombre est estimé à plus de dix mille), destinés à être envoyés sur le front de l'Est pour effectuer notamment des travaux meurtriers de déminage, dans le cadre des compagnies de travailleurs, appelées „*échafauds ambulants*".

Enfin, la fraternité d'armes et le brassage avec les principaux mouvements du nazisme hongrois sont proclamés le 26 juin 1944 par le dernier chef supérieur de Turul, János Sallo, en ces termes: „*J'assume la direction de mes frères d'armes, sans prendre en considération le fait qu'ils mènent leurs activités politiques hors de Turul, dans le cadre du Parti des Croix-fléchées, du Parti du renouveau hongrois ou du Parti national-socialiste hongrois*".

En ce qui concerne l'usage de l'emblème, on en suit les traces depuis les années 1930. En juin 1932, Zoltán Meskó (ancien député Petit-proprétaire) fonde le premier parti des Croix-fléchées et, à la même époque, Zoltán Böszörményi, grand leader du „*fascisme vert*" hongrois, crée le Parti des Croix de Faux (avec l'aide des nazis allemands). Dans leur enseigne, l'oiseau turul accompagne la croix gammée et la croix de faux. Dans l'Armée, les élèves de l'Académie de l'aviation militaire sont autorisés, à partir du 17 juin 1940, de porter un poignard. Sur cette arme, la croix qui forme la base du manche porte comme ornement un oiseau turul, les ailes déployées et la tête tournée à gauche. Une autre tête de l'oiseau forme l'embout du manche.

L'Union Turul fut dissoute en mai 1945 par le Gouvernement provisoire, avec 25 autres organisations fascistes. Depuis 1990, l'oiseau emblématique renaît de ses cendres et, pour le ranimer, ses promoteurs se proposent en quelque sorte de jeter un pont vers le passé lointain pour ignorer ou franchir sans salissure le fleuve effrayant des premières décennies du XX^e siècle. Or non seulement ce passé lointain ne semble offrir aucun appui solide, mais la remise en honneur simultanée des fantômes des décennies en question crée des soupçons et fait douter de la sincérité des promoteurs.

Enjeux et environnement

En 2002, plus de dix ans après le naufrage du régime de János Kádár, un dessin satirique mettant en scène un groupe de manifestants devant le Parlement hongrois comportait cette légende: „*On n'y peut rien, il ne reste finalement que le 1^{er} avril qui ne divise pas le parlement*”. Les faits et arguments développés dans un long article ainsi illustré démontrent que depuis l'été 1990, les majorités successives n'ont cessé de légiférer sur le passé.²⁵

Après un consensus apparent sur la signification des événements de 1956 et le choix des fêtes officielles, ce sont les débats sur l'emblème national qui ont vraiment mis à jour l'opposition entre deux visions de l'histoire de la Hongrie. Il s'agissait de choisir entre l'écusson avec la couronne royale et l'écusson sans couronne, dit emblème Kossuth, datant de la déchéance des Habsbourg (14 avril 1849) et adopté chaque fois que la Hongrie a connu des révolutions ou des événements à caractère révolutionnaire: 1918-1919, 1946, 1956. Au fond, „*ce fut l'affrontement entre la vision conservatrice insistant sur la continuité avec l'histoire hongroise telle qu'elle avait existé jusqu'en 1945, et la vision plébéio-républicaine*”, écrit Bauer. *Puisque, pour emporter la décision aux deux tiers sur la question de l'emblème, la coalition gouvernementale n'était pas suffisante, c'était en frôlant les limites du chantage que la droite obtint, à l'été 1990, le report du nombre de voix des députés libéraux et socialistes nécessaires à la majorité des deux tiers pour adopter l'emblème avec la couronne*”.

Cette victoire de la droite réactionnaire (au sens propre du mot) n'était que le premier pas vers la restauration de la „*doctrine de la sainte couronne*”, qui prétend réimplanter la croyance dans l'origine transcendante du pouvoir politique, en rupture avec le principe de la souveraineté populaire. L'entreprise suit son chemin sous le gouvernement Orbán (1998-2002) avec le transfert de la couronne au Parlement et avec des initiatives visant à rétablir diverses décorations horthystes, comme la chaîne et la médaille Corvin. Il faudra attendre plusieurs années pour que le Conseil constitutionnel écarte la doctrine

²⁵ BAUER Tamás: *Történelmi leckék a képviselőházban (Les Leçons historiques au parlement)*, Népszabadság, 21 octobre 2002. Rappelons que des coalitions de droite ou de centre-droite étaient au pouvoir pendant l'ère de la 1^{ère} et la 3^e législature (1990-1994; 1998-2002) et de gauche pendant les trois autres (1994-1998; 2002-2006; 2006-).

et renvoie la couronne royale à son statut d'objet de musée.²⁶

Dans le paysage sémantique et lapidaire, la rupture avec le régime communiste s'est traduite par l'enlèvement ou la destruction des plaques et des statues.

A Budapest, sous la pression de diverses associations, la mairie de la capitale décide en 1991 l'enlèvement des statues ou le maintien négocié de certaines d'entre elles. Dès juillet 1989, il a été proposé que toutes les statues de Lénine soient réunies et exposées dans un jardin.²⁷ Le terrain fut offert par la mairie du XXII^e arrondissement sur le plateau de Tétény, et le parc inauguré solennellement le 29 juin 1993, pour le 2e anniversaire du départ des troupes soviétiques d'occupation.

Ce Memento Park renferme 42 statues en provenance de Budapest et appartenant au Musée Historique de la Ville. On peut noter que la collection ne comporte pas de statue de Staline, la seule qui avait existé ayant été détruite en 1956. Le site est visité comme un musée, mais présente des signes de délabrement, faute d'entretien suffisant.

Des monuments aux morts soviétiques et des monuments de la Libération, il aurait été conservé plusieurs centaines en Hongrie.²⁸ Parmi d'autres, dans le sud-est du pays, près de Battonya, où les troupes soviétiques avaient franchi la frontière en septembre 1944, une oie sauvage en fer montée sur des poutres en ferraille garde le souvenir de cet événement. Sur la frontière occidentale, près du village de Nemesmedvés, où la guerre a pris fin pour la Hongrie le 4 avril 1945, on a conservé sur place un tank, qui est bien entretenu. Un char se trouve aussi dans la plaine de Hortobágy, près de l'Auberge, en souvenir de la bataille de Debrecen, en octobre 1944.

Dans cette partie du pays, au village de Doboz, en 2002, le pasteur a déclaré la guerre aux monuments aux morts soviétiques surmontés d'une étoile rouge, mais le maire s'est opposé fermement à sa destruction au nom des conventions internationales sur les tombes de soldats. D'autres stèles auraient été conservées à la faveur de leur emplacement dans des coins de cimetière ou de parc, ou bien parce qu'on a gravé sur le socle le mot turul. L'oiseau accompagné d'écritures runiques et d'une carte de la grande Hongrie figure notamment sur le mur restant du site d'une statue de Lénine à Tatabánya. D'après la photo, l'ensemble appelé „*arbre de la vie hongroise*” est loin d'être un exemple de sobriété.

A Budapest, deux monuments de la Libération ont l'objet de controverses, dont certaines ne sont pas encore éteintes.

La Statue de la Liberté sur le mont Gellért, qui domine de ses 30 mètres de

²⁶ GUSZTOS Péter - ÓNODI Tamás: *Leszámolás a Szent Korona-tannal* (Le règlement de compte avec la doctrine de la Sainte Couronne), Népszabadság, 13 juillet 2000.

²⁷ SZÖRENYI László: *Leninkert* (Le jardin de Lénine), Hítel, 5 juillet 1989. www.dimo.hu/hu/cegek/21268/_Memento_Park/Muzeum - 48k. vakbarat.index.hu/belfold/tegnapiujsg/2008/09/14/1992_megkezdodik_budapest_szobortalanitasa/ - 70k -

²⁸ Népszabadság, 9 janvier 2007. Selon Index Vakbarát, il n'en resterait qu'une douzaine.

hauteur la rive droite du Danube, fut inaugurée le 5 avril 1947. Au départ, le projet avait été mis en exécution en 1942 par un grand sculpteur, Sigismond Kisfaludy Stróbl, à la mémoire du fils aîné de Horthy, mort sur le front de l'Est, dans un accident d'avion. Les événements ayant pris une autre tournure que prévue, l'oeuvre fut achevée après la guerre. Pour réaliser la statue de la femme qui tient une branche de palmier, le sculpteur eut comme modèle une infirmière, Elizabeth Gaál, et pour la figure du soldat soviétique placé plus bas sur le socle, le soldat de la Garde, Vassili Mihailovitch Golovkov, ouvrier en civil dans une usine de textile de Tejkovo (petite ville au nord-est de Moscou).

Il semble que c'est l'intervention énergique de l'ancienne infirmière qui a sauvé le monument, bien que l'étoile rouge en ait été enlevée, ainsi que le soldat en bronze, exposé désormais au Memento Park. Quant à l'inscription en l'honneur de la „*glorieuse Armée Rouge libératrice*”, elle a été remplacée, à l'initiative d'un ancien commandant de l'Armée hongroise, György Nagy, qui avait trouvé cette formule consensuelle: „*A la mémoire de tous ceux qui ont sacrifié leur vie pour l'indépendance, la liberté et le bonheur des Hongrois*”.²⁹

Le deuxième monument de la Liberté à Budapest reste l'objet de polémiques mémorielles. Dressé au coeur du centre ville, sur la place de la Liberté, l'obélisque mesurant 15 mètres de hauteur et surmonté d'une étoile dorée porte sur deux faces l'emblème de l'URSS, ainsi que deux plaques de bronze avec des bas-reliefs qui représentent des scènes de combats au milieu des ruines; sur ces deux faces également est gravée en russe et en hongrois l'inscription: „*Gloire aux héros libérateurs soviétiques*”. Outre sa valeur symbolique, l'obélisque était un monument funéraire jusqu'en 2002, quand les corps des soldats reposant sous le socle furent exhumés et inhumés à nouveau dans un cimetière de la capitale.

La place est bien chargée d'histoire nationale, puisque le comte Batthyány, Premier ministre en 1848, fut exécuté à cet endroit par les Autrichiens, le 6 octobre 1849. Ensuite, dans les années 1920, furent dressés sur la place un „*drapeau reliquaire*” et quatre statues irrédentistes. Tout cela fut démoli au cours des combats du siège. Le 12 septembre 1945, le ci-devant général horthyste János Vörös, ministre de la Défense du Gouvernement provisoire hongrois, propose que l'hommage rendu à l'URSS soit inscrit dans une loi et qu'un monument soit élevé et inauguré le 7 novembre, „*jour de souvenir révolutionnaire de l'Union soviétique*”.³⁰

En octobre 1956, l'obélisque fut attaqué au chalumeau, puis, après le changement de régime, avec des cisailles, des oeufs et de la peinture. Il fut gravement endommagé en octobre 2006, lors des manifestations hostiles au gouvernement, à l'occasion du cinquantenaire de l'insurrection de 1956.

²⁹ Népszabadság, 6 avril 2007.

³⁰ SZŰCS László: *Dálnoki Miklós kormányának (Ideiglenes Nemzeti Kormány) minisztertanácsi jegyzőkönyvei 1944. December 23. - 1945. November 15.* (Les procès-verbaux du gouvernement Miklós Dálnoki), Budapest, Archives Nationales, 1997. Vol. B, 204.

Les 9 mai (jour de la capitulation allemande pour l'URSS), les Russes de Budapest continuent à se réunir autour du monument pour commémorer la victoire de la coalition antifasciste et pour rendre hommage aux 200.000 soldats soviétiques tombés en Hongrie. Les anciens combattants hongrois et les habitants qui s'y réunissent également les 4 avril pour rappeler la libération du pays, sont souvent conspués. En novembre 2004, un homme de 32 ans qui a lancé un pot de peinture noire sur le marbre fut pris en flagrant délit et le commissariat du quartier a proposé de le juger en comparution immédiate.

Le ministre des Affaires étrangères russe suit en effet attentivement les actes de vandalisme et exige la punition des coupables. L'irritation est d'autant plus grande que des expositions ou des monuments de l'époque soviétique sont contestés ailleurs en Europe de l'Est, en Pologne et en Estonie notamment.

En Hongrie, la Fédération mondiale des Hongrois a lancé une campagne de pétitions pour faire enlever le monument de la place de la Liberté et elle vient de réunir les 200.000 signatures nécessaires à l'organisation d'un plébiscite sur la loi n° IX de 1945 dont il a été question plus haut. L'invalidation de ce texte légaliserait l'enlèvement.

A noter encore sur ce chapitre que les grandes figures occidentales de la coalition antifasciste, Churchill et Roosevelt, ne sont pas ménagées non plus, car, à l'été de 2006, les militants du mouvement hongariste reconstitué ont déversé de la peinture rouge sur le buste de Churchill, installé au Parc municipal de Budapest. Ce sont probablement les mêmes qui ont arraché plusieurs chaussures en bronze, scellées dans la pierre des quais du Danube entre le Parlement et la place Roosevelt pour rappeler qu'en ce lieu, les ancêtres Croix-fléchées pas très lointains du mouvement hongariste fusillaient par centaines hommes, femmes et enfants juifs de Budapest, dont les corps furent ensuite emportés par l'eau glacée du fleuve.

En commémorant justement ce „*temps des périls*” le 15 octobre 2005, une semaine donc avant l'inauguration du fameux oiseau du XIIe, le maire de Budapest Gábor Demszky insistait sur le sinistre héritage de l'Union fraternelle Turul et déplorait que la majorité réactionnaire d'un autre arrondissement veuille débaptiser la place Roosevelt, tout en refusant qu'une statue soit élevée à la mémoire d'Endre Bajcsy-Zsilinszky, martyr hongrois de l'antifascisme.

Cela était d'autant plus notable que la décennie qui avait suivi le changement de régime était saisie d'une véritable fièvre statuaire. A Budapest, il a été érigé 6-8 statues en moyenne chaque année.³¹

Si tout ce qui rappelle le mouvement ouvrier sur la place publique a été supprimé, une petite parcelle de son esprit fut conservée dans la statue notamment du poète Attila Joseph, assise face au Danube, à l'emplacement de l'ancienne statue Andrassy. Un député du MDF a bien obtenu que celle-ci soit

³¹ BENCSIK Gyula: *József Attila helyére nem ül Andrassy gróf* (Le comte Andrassy ne peut pas s'asseoir à la place de Attila József), Népszava, 20 juillet 2002.

installée à l'endroit même, sauf que les moules en avaient été perdus. La statue elle-même aurait été fondue dans celle de Staline, que la foule a renversé et dépecé dans la soirée du 23 octobre 1956.

La figure de Imre Nagy a réussi elle aussi à s'imposer par une statue près du Parlement et par la fondation d'une décoration, à l'initiative du Parti socialiste et malgré l'opposition tenace du camp adverse évoquant sans cesse le passé de Nagy, qui est resté en effet un communiste convaincu jusqu'à sa fin tragique et qui incarne certainement le mieux le sens de la révolution de 1956.

Plus récemment, l'inauguration d'une plaque à la mémoire du militant communiste antifasciste, Endre Ságvári, tué le 27 juillet 1944 par les sbires de la gendarmerie hongroise, a déclenché une vive et longue polémique. Au fil des arguties juridiques développées par les anticommunistes pour justifier l'acte des inspecteurs, en répétant pour l'essentiel que les honnêtes fonctionnaires „ne faisaient que leur devoir” contre le „terroriste” Ságvári, c'est bien le dépoussiérage sinon la remise en honneur du régime Horthy qui fraie son chemin.

„Certaines forces sociales verraient volontiers les statues des anciens Premiers ministres Lászlo B Bárdossy et Pál Teleki ou celle du régent Miklos Horthy”, écrit Gy. Bencsik dans l'article précité. Teleki a déjà sa statue à Gödöllo, et, pour en offrir une à Horthy, un projet a été lancé en février 2007 à Szeged par des „organisations civiles et des personnes privées”, dont plusieurs élus de la FIDESZ et du KDNP (Parti chrétien démocrate populaire) afin de réaliser une oeuvre qui serait inaugurée le 18 juin 2008, pour le 140^e anniversaire de la naissance du chef de la royauté sans roi.

Dans la foulée des initiatives les plus diverses, on relève encore une exposition apologétique consacrée à Szálasi et à ses Croix-fléchées et organisée avec la participation du directeur du Musée local dans la ville de Kőszeg, où le chef des nazis hongrois, devenu *guide national* et fuyant la capitale, avait installé une partie de son gouvernement en décembre 1944.

Horthy avait évité d'être considéré comme criminel de guerre „à cause notamment de l'attitude des autorités soviétiques”.³² Décédé en 1957 au Portugal où il vivait en exil, ses restes furent rapatriés en septembre 1993 et réinhumés dans le cadre d'une cérémonie privée, le gouvernement Antall ayant dû renoncer aux funérailles nationales devant l'hostilité d'une grande partie de l'opinion publique. En 2001, son nom fut attribué, dans le village de Páty (à une dizaine de km à l'ouest de Budapest), à „une ruelle tellement petite qu'elle ne comporte aucune adresse”. Selon le maire, András Bognár, „la majorité du village est scandalisée” de devoir supporter un tel déshonneur, et il est prévu que le nom sera supprimé dès que possible.³³

Dans la ville de Nagykőrös, ce sont „trois personnes privées” qui ont pris l'initiative en mai 2003 de réinstaller l'effigie de Horthy dans l'escalier

³² L. SZÚCS: *op.cit.*, Vol. A, 144.

³³ Magyar Hírlap, 19 mai 2003.

d'honneur du Centre culturel, où elle se trouvait jadis. Quand le maire (FIDESZ) a porté le projet devant la commission éducative et culturelle du conseil municipal, quatre membres sur six ont écarté l'idée sans même s'occuper de la question. Dans le cas de Szeged cité plus haut, le maire (MSZP) a également refusé le projet. Faut-il rappeler que Szeged fut la capitale de la contre-révolution dès l'été 1919, le point de départ de la terreur blanche et de la carrière de Horthy.

La dernière tentative en date de promouvoir la personne et le régime de l'ancien homme d'Etat est un film réalisé avec la participation de diverses personnalités: politiciens conservateurs habillés à l'ancienne, historiens, témoins, acteurs de théâtre. Dans un compte rendu circonstancié, l'historien K. Ungváry montre que le film comporte, dans sa ferveur apologétique, tant d'invéraisemblances et de mensonges qu'il annule même ce qu'un regard quelque peu objectif pourrait retenir au bénéfice de Horthy.³⁴ Du moins, l'oeuvre offre-t-elle un véritable répertoire des thèmes qui sont toujours âprement discutés quand il s'agit de l'entre-deux-guerres, et il est significatif que „*le plus grand nombre de falsifications soient liées à la question juive et à l'extrémisme de la droite*”.

L'historien rappelle utilement qu'en 1920, un parti se qualifiant lui-même de „*fasciste*” était en place sous l'égide de Horthy et que jusqu'en 1938, il a existé au moins 38 mouvements dont les noms comportaient les termes de „*fasciste*” ou „*national-socialiste*”. Horthy était fier d'avoir introduit dès 1920 la défense de la race comme idéologie, précédant ainsi de loin son époque. Il a signé toutes les lois antijuives, dont certaines étaient plus sévères que les lois raciales de Nuremberg. A force de vouloir prouver qu'il s'agissait là d'un produit d'importation, le film occulte le rôle actif de quelque deux cent mille fonctionnaires de l'Etat horthyste dans les déportations, et la responsabilité de l'élite politique dans l'holocauste, tel le comte Pál Teleki, exemple caractéristique de l'antisémite civilisé.

Le film passe également sous silence le rôle de Horthy dans les assassinats de la terreur blanche et sa responsabilité directe dans l'entrée en guerre de la Hongrie contre la Yougoslavie et l'Union soviétique. L'historien relève enfin l'accueil enthousiaste du film par un public majoritairement âgé, dont il reconforte la bonne conscience. Il est peut-être aussi édifiant de noter que le réalisateur du film fut sous Kádár un des grands organisateurs des fêtes du 4 avril, où l'on commémorait la victoire soviétique sur le nazisme et par là-même sur l'ancien contre-amiral et son régime.

La Hongrie attend toujours son film de la 2^e Guerre mondiale.³⁵ Il y a eu

³⁴ UNGVÁRY Krisztián: *A Kormányzó 139 éves* (Le gouverneur a 139 ans), Népszabadság, 12 février 2007.

³⁵ KONOK Péter: *Film és felelősség – Magyarország második világháborús szerepvállalása néhány magyar film tükrében* (Film et responsabilité. Le rôle de la Hongrie dans la Seconde Guerre mondiale d'après quelques films hongrois), Muszter, mai 2006. www.polhist.hu/intezet/index.php?fkod=41&selszerzo=9 - 22k

quelques belles réussites, comme *Le printemps de Budapest* (1955), *Le caporal et les autres* (1965), *Jours glacés* (1966), *Le cinquième sceau* (1976), *Feu roulant* (1983) et quelques autres, qui sont précieux pour leur valeur documentaire et, surtout *Jours glacés*, pour l'analyse de la responsabilité individuelle. Mais la Hongrie paraît plus que jamais engluée dans une sorte de schizophrénie sociale. „*Le film de la Seconde Guerre mondiale à proprement parler n'a pas été fait jusqu'à présent. On peut supposer qu'il ne le sera jamais. Naturellement, il n'est point sûr qu'il serait souhaitable qu'il soit fait [...] Ce squelette restera à jamais dans l'armoire, semble-t-il*”, conclut Konok.

Quoi qu'il en soit, ce ne sont pas les efforts déployés pour transformer un personnage comme le comte Teleki en héros positif qui feront avancer la cause de la lucidité dans le pays. Figure presque aussi emblématique que Horthy, le comte Pál Teleki (1879-1941), Premier ministre de 1920 à 1921 puis 1939 à 1941, a soulevé encore plus de passions dans les controverses mémorielles récentes. L'idée de lui offrir une statue est née en 1991, à l'occasion du 50e anniversaire de sa mort. Le comité d'honneur a prévu de la dresser dans la haute ville, au Château, qui fut dans le passé le coeur du pouvoir exécutif. La réalisation s'annonçait sous les meilleurs auspices, bénéficiant de l'approbation du maire Demszky et appuyée par deux signatures prestigieuses, celle de l'ancien président de la République, Árpád Göncz et celle de son collègue en exercice, Ferenc Mádl.

C'est alors que le pianiste Ádám Fellegi écrit une lettre de protestation au maire de Budapest, déclenchant ce qui deviendra „*le débat Teleki*”. Rien que sur le site de *Magyar Hirlap* (quotidien conservateur), on compte 44 articles entre le 23 septembre 2000 et le 7 avril 2004. A la suite d'une campagne de protestation qui a réuni dès les premiers jours 1.200 signatures, G. Demszky publie un communiqué le soir du 26 février 2004: „*L'assemblée générale de la capitale dit non à la statue Teleki*”. De fait, après plusieurs heures de débats, arguant qu'il n'y a pas de „*consensus social*” sur la question, le maire a changé d'avis. Deux mois plus tard, la statue sera inaugurée à Balatonboglár, sur le site de l'amitié hungaro-polonaise, puisque le conseil municipal de cette ville a voté positivement (13 voix contre une).

Comme dans le cas de l'affaire Horthy, l'intervention la plus intéressante, l'analyse la plus approfondie viennent là aussi d'un historien. Lászlo Karsai, bien connu pour ses travaux sur le sujet, se demande comment il se peut „*que deux organismes compétents de la capitale aient accepté tout de suite, sans débat contradictoire que le "comité d'honneur Pál Teleki" érige une statue sur la place publique pour l'un des politiciens les plus nuisibles de l'histoire hongroise*”. On pourrait croire au prime abord, dit-il, que la signature des deux anciens présidents de la République ont impressionné les édiles, mais, au fond, il pense que la racine du mal est plus profonde:

„*Depuis 1989-1990, inlassablement, bien des gens cherchent prétendument à "rendre propre" le rôle assumé par notre pays dans la 2e Guerre mondiale et, de*

façon plus générale, à "laver" toute l'époque Horthy des "calomnies" et des "accusations" que les historiens et les propagandistes communistes (et moins audiblement : judéobolchévistes ou ceux à la solde des juifs) lui avaient lancées. C'est ainsi que les victimes envoyées à la boucherie sur le front de l'Est, à plusieurs milliers de kilomètres de notre patrie, deviennent des morts héroïques. Pendant ce temps, les forçats juifs ne sont pas évoqués, et s'ils le sont c'est en tant que "martyrs". C'est ainsi que l'Allemagne nazie, raciste, antisémite et génocidaire devient le IIIe Reich anticommuniste et Pal Teleki, ce politicien failli et antisémite, un homme politique réaliste, un héros sauveur de la nation et même des juifs".³⁶

Qu'il s'agisse des juifs hongrois ou d'autres sujets, Karsai démontre au fil d'une longue analyse factuelle que les arguments évoqués pour rendre Teleki présentable ne tiennent pas debout.

Son nom n'est pas lié à deux mais à douze lois antijuives. Aurait-il concocté la loi sur le numerus clausus sous la pression de l'opinion publique? Mais il a protesté avec véhémence en 1928 quand le paragraphe antisémite en fut invalidé, et dès qu'il est redevenu Premier ministre, il s'est empressé de le mettre en vigueur. Teleki, officier de boy-scouts généreux? Mais il a fait exclure du mouvement les enfants juifs, contrevenant au commandement n° 4 des scouts.

Fut-il un grand adversaire des Croix-fléchées? Mais ce mouvement fasciste s'est renforcé pendant son gouvernement, où d'ailleurs un projet de réforme fut présenté par lui-même afin de réorganiser le Parlement sur les modèles autrichien, espagnol et italien. Avait-il accueilli des dizaines de milliers de Polonais? Oui, et cela peut lui valoir des plaques et des statues en Pologne. Mais, obnubilé par les victoires hitlériennes, il a autorisé l'usage des voies ferrées hongroises aux Allemands dès octobre 1940, à l'heure des préparatifs de l'agression contre l'URSS, et fait adhérer la Hongrie au Pacte tripartite.

Qu'en était-il du suicide, le geste le plus connu de Teleki? Karsai montre que c'était l'aboutissement d'une série de calculs politiques erronés, quand, à la veille de l'attaque allemande contre la Yougoslavie et suite à la réaction de la Grande-Bretagne, il a pris conscience du fait qu', *„il n'était pas un héros ni un résistant mais un criminel de guerre”*.

Son suicide a-t-il différé l'occupation de la Hongrie? Cela n'a guère changé le sort des juifs hongrois. *„L'équipe d'Adolphe Eichmann a réalisé un "record européen", avec le concours actif de quelque 20 000 gendarmes hongrois, de plusieurs milliers de policiers et de dizaines de milliers de fonctionnaires, de médecins, d'ingénieurs et de sages-femmes, au total, avec l'aide active de 200 000 personnes, au milieu de l'indifférence de la majorité de la société [...] Jamais, dans aucun autre pays, on n'a "réussi" en si peu de temps (15 mai – 9 juillet 1944) d'entasser dans les ghettos et les camps de concentration, de piller puis déporter une telle masse humaine (437 000 personnes)”*.

³⁶ KARSAI László: *Érvek a Teleki-szobor mellett* (Arguments pour la statue Teleki), Élet és Irodalom, 12 mars 2004.

Attaques multiformes contre l'histoire

Parmi tous ceux qui animent les débats mémoriels (historiens, écrivains, essayistes, députés, politologues, etc.), on peut distinguer entre ceux qui croient à des critères objectifs ou dans la vertu du temps et de la décantation qui permettront de séparer l'ivraie et le bon grain, et ceux qui s'imposent avec détermination, laissant entendre de façon manifeste ou implicite qu'il s'agit de rapports de force.

Dans ce contexte, malgré ses bonnes traditions et ses assises solides en Hongrie, l'histoire semble s'essouffler face au militantisme mémoriel. Cette instrumentalisation du passé est secondée notamment par l'amateurisme. La doyenne des historiens hongrois Mária Ormos écrivait récemment que „*deux problèmes rendent pour l'historien la vie difficile. L'un, c'est l'apparition d'une masse de dilettantes, [...] et l'autre, c'est la prétention de plus en plus fréquente de vouloir juger*”.³⁷

Ensuite, la cause mémorielle est bien servie à l'intérieur même du métier d'historien par la diffusion de la mode post-moderniste, selon laquelle „*chacun peut interpréter à sa guise les évolutions, les phénomènes, les processus historiques selon le “discours”, c'est-à-dire la “manière de parler” qui sert de cadre d'approche, puisque, pour l'essentiel, tout cela se vaut, les sources disponibles ne qualifiant qu'elles-mêmes, sans posséder une force de démonstration*”.³⁸

Soit dit en passant, cette sorte de nihilisme épistémologique est dénoncé par bien des historiens professionnels.³⁹

Mais comme les historiens sont aussi de leur temps, même chez les plus qualifiés, des points de vue ou des critères idéologiques peuvent effleurer ou orienter leur travail au détriment de l'enquête (au sens originel de l'histoire), de la contextualisation et de l'examen critique des faits. C'est ce que reproche par exemple, P. Konok à son collègue K. Ungváry à propos de ses deux articles dénonçant les postulats erronés de la Maison de la Terreur, mais omettant d'appliquer la même analyse à la théorie du totalitarisme concoctée par Hanna Arendt, entre autres.⁴⁰

³⁷ ORMOS Mária, *A történelem vonatán. Európa és Magyarország a 20. században* (Au train de l'histoire. L'Europe et la Hongrie au XX^e siècle), Budapest, Múlt és Jövő, 2005. 27-28.

³⁸ LITVÁN György, *A történelem haszna és ártalmai* (L'Avantage et les désavantages de l'histoire), Magyar Hírlap, 17 août 2002. www.mult-kor.hu/cikk.php?id=5270 - 50k

³⁹ Voir notamment François BÉDARIDA: *Histoire et vérité*, dans *Histoire, critique et responsabilité*, Ed.Complexe/IHTP-CNRS, Bruxelles, 2003. 50-52.

⁴⁰ KONOK Péter: *Történelem és ideológia* (L'Histoire et l'idéologie), Népszabadság, 31 juillet 2003. www.polhist.hu/intezet/index.php?fkod=41&selszerzo=9 - 22k. Selon l'historien John Lukács, l'écrit d'Hannah Arendt sur les origines du totalitarisme est à la fois erroné et malhonnête, du début à la fin. Il est erroné, dit-il, parce que son analyse du totalitarisme est insensé, et malhonnête car les éditeurs ont refusé l'un après l'autre le manuscrit et c'est alors que

En effet, la Maison en question (fondée par l'historienne Mária Schmidt, dont le nom défraie souvent la chronique politico-historique) est cimentée par l'amalgame entre communisme et fascisme, et selon l'idée qu'il aurait existé une société hongroise fondamentalement saine, dans laquelle sont venus s'incruster, comme des corps étrangers, les Croix-fléchées et les communistes.

Il faut dire que le Code pénal hongrois du nouveau régime a entériné cette idéologie quand il a classé dans la même catégorie les insignes nazis, l'étoile rouge soviétique et le drapeau rouge, ce qui même pour une logique formelle est un non sens, puisque c'est sous ces couleurs que fut brisée, pour l'essentiel, la machine de guerre nazie, et que la croix gammée, pas plus que ses innombrables équivalents de la 2^e Guerre mondiale, n'a jamais été porteuse de valeurs humanistes et émancipatrices.

Ce qui est en jeu finalement, c'est la clarté dans l'esprit public, la lucidité quant à cette ligne de partage fondamental que sont Auschwitz et la participation de la Hongrie à la guerre hitlérienne. Or il existe d'immenses forces d'entraînements, dans la mesure où la déception est devenue le sentiment dominant à la suite de la „*grande braderie*”,⁴¹ et que cet état d'esprit est l'atmosphère qui donne sa couleur morale à ce qu'on a pu appelé „l'héritages des momies”: les fantômes (les Horthy, Teleki, Prohászka, Hóman...) „*qui veulent gagner la guerre rétroactivement*”⁴².

Dans ces conditions, l'histoire comme connaissance et comme éducation civique est sur la défensive, alors que sur la scène politique, face à un parti „*socialiste*” sans repère idéologique véritable, la droite réactionnaire manie „*avec habileté et de façon drastique*” l'arme des symboles.⁴³

A la faveur de ce processus, il se forme en Hongrie un terreau de plus en plus épais de sous-culture (subculture),⁴⁴ où „*les déchets les plus caractéristiques de la culture de masse se mêlent aux réserves inépuisables du kitch mythologisant imprégné des motifs des contes populaires*”.⁴⁵ Les clubs et les cercles peu étoffés à vrai dire mais influents rivalisent, chacun voulant être

précipitamment l'auteur a rajouté deux chapitres sur Staline à son ouvrage. Pour Lukács, le succès pluridécennal de ce livre aux Etats Unis s'explique par l'artériosclérose profonde de la vie intellectuelle américaine. TIMÁR Lajos: *A történetész mesterség – John Lukács egy életpálya tükrében* (Le métier de l'historien d'après la carrière de John Lukács), Klio 2006/1. 15. évfolyam. www.c3.hu/~klio/angol.html - 10k

⁴¹ Claude KERNOUËH-Bruno DRWESKI (dir.), *La grande braderie à l'Est*, Paris, Le Temps des Cerises, 2005. 329p.

⁴² FÖLDVÁRI Katalin, *Múmiák öröksége* (L'héritage des momies), Hetek – Országos Közéleti Hetilap, 21 septembre 2001. epa.oszk.hu/00800/00804/00182/33856.html - 6k

⁴³ BUJÁK Attila: *A lyukas zászlótól az árpádsávig – Kis magyar heraldika* (, 168 Óra, 14 mars 2007.

⁴⁴ EÖRSI Sarolta-ZSUPPÁN András: *Politikai okkultizmus Magyarországon* (occultisme politique en Hongrie), Magyar Narancs, 28 octobre 2004. www.mancs.hu/index.php?gcPage=/public/hirek/hir.php&id=10902 - 33k -

⁴⁵ MINK András: *Jönnek?(Arrivent-ils?)*, Magyar Hírlap, 31 août 2004. beszelo.c3.hu/04/10/06mink.htm - 47k

plus „véridique”, plus „original”, plus „authentique” en matière de tradition.

„C'est avec une vitesse phénoménale que se réincarnent, se multiplient et s'installent sur l'internet toute la faune et la flore de la sous-culture de l'extrême-droite hongroise de l'entre-deux-guerres. Hongrois chrétiens, vieux chrétiens hongrois, Hongrois païens, Pèchenègues, chamans avec écriture runique, Árpád et Attila, Huns, Egyptiens, Sumériens, princes persans et Jésus, etc.”

L'oiseau turul occupe dans ce paysage une place de choix. En 2000, il a attiré l'attention des Magyars de Subcarpathie „*voulant agir pour leur patrie*” et fut nommé l'oiseau de l'année par la Société ornithologique (créée en 1974). Et pour faire face aux constatations contre le monument du XII^e arrondissement, la permanence MDF (Forum démocratique hongrois) a tenu à éclairer le public au sujet de l'oiseau : „*Selon la mythologie, tous les 777 ans, le Turul emporte et ramène l'Épée de Dieu. Puisque le système numérique sacré des anciens Magyars était de 8, cela donne 511 quand on le transpose en système de 10. D'ailleurs, le Turul n'est pas un oiseau, mais un être. De lui et d'Emese descendent Álmos et la Maison des Árpád [...] Bref, ne touchez pas au Turul*”.⁴⁶

⁴⁶ Site MDF, *Egy kis történelem* (Un aperçu historique), 14 mai 2006.

Maria do Rosário Pimentel

*Le tremblement de terre de 1755: les lendemains de la tragédie
Colère divine ou sentence fatale de la Nature?¹*

Un regard sur le Portugal

Il y a eu au Portugal, entre 1750 et 1770, sous le gouvernement du Marquis de Pombal, ministre du roi José, des grands changements politiques, culturelles et économiques. La traditionnelle monarchie absolutiste se trouvait à un moment de maturation vers le Despotisme Éclairé, lequel, en renforçant le pouvoir de l'État, ne reconnaissait autre pouvoir temporel que celui de Dieu. Les limites du pouvoir de l'État sont le propre État, soutenu maintenant par des nouveaux appareils idéologiques, le fonctionnarisme, l'armée et l'éducation, qui soutiennent les réformes pombalines. Malgré son urgence, ces réformes sont la source de grandes tensions aux institutions religieuses et aux élites traditionnelles, qui s'opposent à la restructuration de l'État par les canones de l'Illustration.

Le tremblement de terre de 1755 et, apparemment, les explications divergentes de ses causes, vont conduire à des confrontations très violentes parmi le gouvernement de Pombal, les jésuites et la noblesse traditionnelle, lesquels, engagés dans la lutte pour la manutention des anciens privilèges, ne pourront pas résister au programme réformiste de Pombal. L'église, à ce moment-là l'instrument du roi, restera seulement avec la primauté d'honneur, mais pas de pouvoir; les jésuites seront chassés et la noblesse traditionnelle, liée à eux, sera abattue.

Lisbonne, très catholique, plein d'or et d'oeuvres d'art, de richesses, de marchandises exotiques et du sucre brésilien, de palais, de théâtres, d'églises et de couvents, des religieux, clercs, moines et missionnaires, a été par terre en minutes. Aux lendemains du tremblement de terre, on se demande les raisons d'une si grande tragédie: „pourquoi Lisbonne?” Les arguments utilisés, qui cherchent un sens naturel pour la tragédie, et ceux qui fournissent l'explication de la catastrophe comme la „colère de Dieu” par les pêchés des hommes, se confrontent. Des notices et des lettres troublées,² suivies des relations, discours et poèmes de tout sort, courent l'Europe. Quelques naturalistes cherchent à

¹ Cet essai à été présenté aux Journées d'Etudes sur le Tremblement de Terre de Lisbonne – 1755: perceptions d'un événement – dans l'Université Charles de Gaille-Lille3.

² Voltaire a écrit le 23 novembre 1755 une lettre à M. Jean Robert Tronchin où relate l'embarras à „devenir comment les lois du mouvement opèrent des désastres si effroyables dans le meilleur des mondes possibles. Cent milles fourmis, notre prochain, écrasées tout d'un coup [...] et la moitié périssant sans doute dans des angoisses inexprimables au milieu des débris dont on ne peut les tirer[...]”. BASTERMAN, Th. (ed.): *Correspondance*, Les Œuvres Complètes de Voltaire, vol. XVI. Voltaire Foundation, Oxford, 1971. 401.

concilier la justice divine avec le sens caché et inconnue de la Nature; d'autres donnent l'explication du phénomène du tremblement de terre, comme processus naturel de la Nature. Les élites culturelles „*illuminées*” se confrontaient, surtout au Portugal, avec les défenseurs de la thèse d'un „*châtiment divin*” par les péchés des hommes.³ Malgré les connaissances en matière de sismologie existant à l'époque et les exemples des tremblements de terre déjà arrivés, la notice du tragique du tremblement de terre provoqua un sentiment généralisé de consternation.

Le 1^{er} novembre 1755, vers 9 heures quarante, Lisbonne fut ébranlée par un tremblement de terre d'une très haute intensité. Son action dévastatrice, fut particulièrement violente à Lisbonne et dans ses environs, à Setúbal et à Faro et, même en Braga, où causa également d'importants dégâts. C'était un samedi matin, le ciel était limpide, la température amène. Les dévots se pressaient dans les églises pour y commémorer le jour de la Toussaint. Il n'était guère plus de 09h40 quand, dans un fracas effroyable, la terre commença à trembler. Quelques minutes après, une grande partie de la capitale était en ruines.

Après le premier séisme, les secousses continuèrent à anéantir des édifices et des quartiers entiers, ensevelissant des centaines de personnes sous les décombres; des brèches s'ouvrirent dans le sol et pendant que les incendies se multipliaient et consumaient la ville, les eaux du Tage formant des vagues géantes déferlèrent sur le port, emportant pêle-mêle hommes, constructions et richesses. La terre, l'eau et le feu semblaient avoir uni leur force pour semer partout la ruine et la panique. Devant ce scénario dantesque, même les spectateurs dotés d'une capacité de raisonnement objectif pouvaient être enclins à penser qu'il s'agissait là de l'accomplissement d'un dessein divin.

Sur une population de 260 mille habitants, approximativement 10 mille (on ne saura jamais exactement combien) moururent; beaucoup d'autres, pris de peur, abandonnèrent la ville et l'on ignore combien périrent emportés par les eaux. Des près de 20 mille habitations, seules 3 mille restèrent debout; 11 couvents seulement sur 65 résistèrent; des palais, des églises, des archives, des prisons (Aljube et Torre) furent réduites à l'état de ruines. L'église de São Domingos et le Couvent du Carmo portent aujourd'hui encore des traces de la violence dévastatrice de ce moment. Le Paço da Ribeira et tout son mobilier et richesses, la Biblioteca Real, les entrepôts de la Casa da Índia, l'Igreja da Patriarcal, la Casa Real da Ópera, inaugurée le 31 mars de la même année, l'Hôpital de Todos os Santos et leur infirmeries, tout disparut pour toujours. Le pillage, l'extorsion de biens, la manipulation des sentiments d'autrui, par des individus sans scrupules, ne furent pas moins dévastateurs.⁴

³ Cfr. Gabriel MALAGRIDA: *Juizo da Verdadeira Causa do Terremoto que Padeceo a Corte de Lisboa no Primeiro de Novembro de 1755*, Officina de Manoel Soares, Lisboa, com todas as licenças necessárias no anno de 1756. 2. 7. 10.

⁴ Cfr. L. PEREIRA de SOUZA: *O terramoto do 1º de Novembro de 1755, e um estudo demográfico, serviços Geológicos de Portugal*, Lisboa, 1932. J.J. Moreira de Mendonça,

Pour mieux comprendre et interpréter les attitudes que le séisme de 1755 suscita, il est nécessaire de prendre en considération le fait qu'on n'avait pas mémoire d'un évènement de ce genre, en aucune capitale du vieux continent, d'un tremblement de terre d'une telle magnitude.

L'Europe se sentait maintenant profondément concernée par la tragédie avec une énorme curiosité et intérêt pour la compréhension de quelque chose qui appartenait à un domaine peu divulgué et dont les conséquences étaient particulièrement atroces.

Pourquoi Lisbonne, carrefour mondial du commerce et des arts, considérée à l'époque comme l'une des capitales les plus pieuses d'Europe, comme l'un des principaux centres du catholicisme, la nouvelle Jérusalem, patrie de tant de missionnaires apostoliques, pourquoi a-t-elle été détruite? Pourquoi pas Paris, Londres? Lisbonne était suffisamment représentative pour provoquer l'alarme générale. La tragédie eut un fort impact dans les milieux de l'élite illustrée européenne, provoquant un cataclysme non moins significatif dans les idées de l'illumination en marche. Le tremblement de terre venait ainsi semer l'agitation dans un terrain fertile. Il ne créa pas un débat à partir du néant: la Foi et la Raison s'affrontèrent, on confondit les sentiments, on questionna les principes, on détruisit l'ingénuité, on rechercha des „refuges” et, en revoyant des anciens mythes, fait sentir les peurs et les inquiétudes de toujours. La Nature violente, capricieuse, furtive et complexe, défia la portée de l'entendement.

La catastrophe devint l'évènement du siècle et eut un très grand impact dans l'Europe suscitant de vifs débats et a fait apparaître une production littéraire et artistique considérable. Les débats se multiplient mais, en tout cas, c'est l'homme qui se reconnaît en sa faiblesse.

Quinze jours seulement après la tragédie paraissait à Paris la *Relation véritable du tremblement de terre arrivé à Lisbonne* et, en décembre, elle était rapportée par la *Gazette de Paris* et par le *Mercure d'Amsterdam*. En 1756, le tremblement de terre est mentionné dans plus de 40 publications, parmi lesquelles on peut citer *Le Désastre de Lisbonne ou Examen de cet Axiome, Tout est Bien* de Voltaire, qui reviendra trois ans plus tard sur ce même évènement dans *Candide ou l'optimisme*. À la même année, Kant fait part de ses réflexions le tremblement de terre de Lisbonne.

Si, d'un côté, étaient développées des théories par des réflexions philosophiques et naturalistes qui essayaient d'expliquer les raisons des tremblements de terre, quelques d'autres défendaient l'existence de causes surnaturelles, notamment celle de la „colère divine”. L'idée du châtement divin a fait son cours, même s'il y avait la notion qu'une action aussi cruelle ne pouvait être l'œuvre d'un Dieu bon et parfait.

Pour éviter de nouvelles tragédies, les prêtres exigeaient des contritions et des pénitences individuelles et collectives pour apaiser la colère divine, car

História Universal dos Terramotos, Oficina António Vicente da Silva, Lisboa, 1758.

Dieu irrité par l'atmosphère de péché qui régnait à Lisbonne, a châtié la ville en l'infligeant une telle catastrophe.

L'image du Divin présentée est celle d'un Dieu courroucé, cruel et vindicatif, semblable à celle que l'on trouve dans l'un des nombreux écrits émotifs dont la diffusion vise la divulgation des justifications religieuses comme, le *Desterro da iniquidade e muito necessária consideração sobre o espantoso terramoto com que a divina justiça avisou os pecadores* de José Moreira de Azevedo, apparu en 1756:

*[...] Sur la montagne du péché
Il demeure pierre dure
Car insensible, il supporte
les coups portés par un Dieu courroucé*

*[...] Pois na serra do pecado
Permanece Penha dura;
Porque insensível atura
Os golpes de um Deus irado».⁵*

Les répliques qui succédèrent au séisme alimentèrent la crainte que le tremblement de terre ne fût qu'un simple avertissement de Dieu. Le bruit qui court, qu'un séisme encore plus violent allait atteindre la capitale le 1^{er} novembre 1756, plongea Lisbonne dans un climat de terreur collectif.

La population avait été bien trop ébranlée pour rester insensible aux sermons des prédicateurs. De plus, le fait que la calamité ait eu lieu le même jour que la célébration d'un rituel chrétien dédié à tous les saints contribua à renforcer l'idée qu'il s'agissait bien d'un châtiment divin destiné à punir les péchés, le dérèglement des mœurs, et les fautes dans les pratiques religieuses. La divulgation des livres mystiques, comme, par exemple, le *Desengano dos Pecadores* (1765) du jésuite Alexandre Perier, en développant le thème des anciens mythes du „feu de l'enfer, créé par Dieu, pour satisfaire sa vengeance”, font renaître la crainte de la mort en pêché.

Le 3 novembre de 1755, le Ministre du roi José, Sebastião de Carvalho e Melo demanda au Cardinal Patriarche de suspendre „les sermons alarmistes qui considéraient le séisme comme un châtiment de Dieu pour les péchés de la ville, annonçaient d'autres cataclysmes et suggéraient que les exercices spirituels étaient plus importants que les travaux de reconstruction”. [«os sermões alarmistas que consideravam o sismo um castigo pelos pecados da cidade anunciavam novos cataclismos e sugeriam que os exercícios espirituais

⁵ José Moreira de AZEVEDO: *Desterro da iniquidade e muito necessária consideração sobre o espantoso terramoto com que a Divina Justiça avisou os pecadores*, Oficina de Manuel Soares, Lisboa, 1756. 5.

eram mais importantes que os trabalhos de recuperação»].⁶

Les fidèles, comme moyen de rémission, avaient recours aux médailles, aux scapulaires, aux prières, aux neuvaines, aux indulgences plénières, aux aumônes, aux processions. L'on demandait pardon à Dieu par le biais de pratiques extérieures et, maintenant que l'action divine paraissait implacable, ces pratiques proliféraient. Témoignant la peur qui régnait alors, la *Gazeta de Lisboa* publie dans plusieurs de ses numéros des „*Advertências*” où est annoncée la vente de prières, de neuvaines et d'écus protégeant des tremblements de terre.⁷ On encourageait le peuple à une pénitence purificatrice seule à empêcher la répétition de la catastrophe et de calmer la colère divine contre les pécheurs qui avaient survécu. Ces prières et ces suppliques étaient écrites par des hommes de l'église catholique, et favorisaient comme les indulgences, un commerce dont l'église bénéficiait, mais qui la faisait tomber dans le même type d'erreur contre lequel elle luttait.

Très vite un conflit éclata entre le gouvernement, représenté par le Marquis de Pombal, et certes prédicateurs inopportuns, comme par exemple, le Père italien José Gabriel Malagrida, missionnaire jésuite, récemment arrivé du Brésil, qui soulevait les croyants et défia le ministre dans des sermons virulents et des pamphlets. Entre Pombal et Malagrida que tout opposait, la confrontation était inévitable et aucun compromis n'était possible: l'un prétendait mobiliser la population survivante pour reconstruire la ville; le jésuite réclamait depuis la chaire sa soumission urgente à la volonté divine et pénitences: „*O! Puisse je voir si de résolution et de ferveur pour cette pénitence, comme celle que je vois en monter des tentes/baraques et en bâtir des habitations/demeures*”. [«Oh assim visse eu tanta resolução, e fervor para esta penitencia, quanto vejo em armar barracas, e erigir habitações»].⁸ Pour le Ministre, l'action de Malagrida n'est une question de religion, mais de politique.

Le gouvernement, pour convaincre la population de l'inutilité des prières, des messes et des pénitences, était conscient de la nécessité d'adopter des mesures pour garantir la survie et la préservation des valeurs humaines et matérielles restantes dans la reconstruction d'une nouvelle ville, avec l'engagement et l'effort de tous. Ainsi, il s'engage dans la diffusion de feuillets qui proclamaient les causes naturelles du tremblement de terre et le profit qu'on pouvait s'en tirer de la catastrophe.

L'exemple de Lisbonne doit servir non seulement aux zones du pays atteintes, mais aussi à l'étranger, à un moment où les rapports de la destruction franchissaient les frontières et les réformes et l'action rapide d'un homme d'état contre les anciens privilèges faisaient leur course. Pour gagner la confiance de l'opinion

⁶ Eduardo MAYONE DIAS: *O terramoto numa colectânea da literatura de cordel*, in Pombal Revisitado, Ed. Estampa, Lisboa, 1984. vol. 2. 185.

⁷ Cfr. n° 52 da Gazeta, le 30 de Décembre 1756, et n° 8 le 24 de Février 1757.

⁸ Padre Gabriel MALAGRIDA: 20.

publique internationale, il est bien possible que nombre de documents aient obéi à des instructions du ministre du roi José, engagé dans le succès de ses réformes.

La Relation historique du Tremblement de Terre survenu à Lisbonne le premier novembre [...] précédée d'un Discours politique sur les avantages que le Portugal pourrait retirer de son malheur, faussement attribué au Marquis de Pombal,⁹ avec quatre éditions à 1756, a été publié en Hague, sans nom d'auteur ou éditeur, et traduite, possiblement la troisième édition, à Lisbonne. L'auteur, Ange Goudar, affirme dans son Discours que Portugal a été victime des Anglais, car ils ont retiré en son profit l'or du Brésil, en déséquilibrant la balance nationale des échanges. Il propose des réformes profondes dans l'économie nationale, et condamne la férocité du Tribunal de l'Inquisition, finissant pour démontrer qu'au Portugal, avec des réformes entreprises, „après le phénomène, une nouvelle clarté illumine les esprits, car la frayeur éprouvée par le gouvernement politique et civil a détruit les préjugés”.¹⁰

Crime et Châtiment

Profondément hostile aux théories sur les causes naturelles des tremblements de terre qui circulaient dans la ville, le jésuite Gabriel Malagrida poursuit avec des sermons enflammés et des discours, dans lesquels il défendait avec véhémence la thèse du châtiment divin par les péchés des hommes qui ont transformé la Cour, autrefois „si riche et si belle”, dans „l'affreux cadavre qu'on peut contempler”.¹¹ Dans le *Juizo da verdadeira Causa do Terremoto*

⁹ *The Discours Politique Attributed to Pombal*, G.C WHEELER. The English Historical Review, vol. 19. n.73. (Jan. 1904), 128-131. Oxford University Press. „(...) Dr. Hans Schorer has examined the question of the authenticity of those passages which John Smith in “Life of Pombal” attributed to this statesman. By a long series of comparisons he proves that passages in questions are translations from a “Discours Politique sur les avantages que les Portugais pourraient retirer de leur malheur”, etc, published in the year after the great earthquake of 1755 at Hague and at Lisbon, and accompanied by a Relation Historique of the event. Smith was followed by all the writers on the eighteenth century in Portugal, who have used the passages to illustrate Pombal's policy (...).A comparison with the ideas and style of Ange Goudar's most famous work, “Les Intérêts de la France Malentendus” evinces such a likeness that, (...) any doubt as the both works having come from the same pen was destroyed.”

¹⁰ Cfr. *Rélation Historique du tremblement de terre, survenu à Lisbonne le premier Novembre 1755*. Avec un détail contenant la perte en Hommes, Eglises, Couvent, Palais, Maisons, Diamans, Meubles, Marchandises, etc. Précédée d'un Discours Politique sur les avantages que le Portugal pourrait retirer de son malheur. Dans lequel l'Auteur développe les moyens [...], A La Haye, Chez Philanthrope, à la Vérité, 1756. La *Rélation et le Discours Politique*, a été publiée anonyme. L'auteur, Ange Goudar (1720-1791) „montre comment la ruine d'un pays qui ne présente plus désormais d'intérêt économique peut s'avérer le gage d'un nouveau départ”. Cf. Jean-Claude HAUC: *Ange Goudar, un aventurier des Lumières*, Éditions Honoré Champion, 2004. José BARRETO: *O Discurso Político falsamente atribuído ao Marquês de Pombal*, Revista de História das Ideias, 4 (1), Coimbra, 1982. 385-422. Ana Cristina ARAÚJO: *O Terramoto de 1755. Lisboa e a Europa*, CTT, Lisboa, 2005.

¹¹ Gabriel MALAGRIDA: 3-4.

publié en 1756 Malagrida fait directement des attaques à la politique du Marquis et des Ministres du Gouvernement: „*Si je ne fus pas reprocher pour dire ce que je pense de ces politiques, pour les nommer athées [...]. Je ne sais pas comment un sujet catholique peut oser attribuer les blâmes de la présente catastrophe de ce tremblement de terre si tragique uniquement à des contingences naturelles [...] est-ce qu'ils ne savent pas que ce Monde n'est pas une maison sans maître?*” [«[...] se me não fosse censurado dizer o que sinto desses políticos, chamar-lhes Ateus[...]. Não sei como se possa atrever hum sujeito Católico a atribuir unicamente a causas e contingências naturais, a presente calamidade deste tão trágico terramoto [...] não sabem que este Mundo não é uma casa sem dono?»].¹²

Dans la première page de son *Juizo da Verdadeira Causa do Terremoto*, Malagrida pleure les temps de la Cour du roi João V, dont le jésuite a été le confesseur, et montre le remède pour retourner à la félicité publique de ces temps de resplendissement: se repentir des „*intolérables péchés*”: „[...] *les seuls responsables de la destruction de tant de tes maisons et palais, les destructeurs de tant de Temples et couvents, les meurtriers de tant de ses habitants, les incendiaires des trésors, q'aujourd'hui encore te maintiennent dans l'inquiétude et la faiblesse, ne sont ni les comètes, ni les étoiles, ni les vapeurs ou les exhalaisons, ce ne sont pas des phénomènes, ni des contingences ou des causes naturelles, mais ce sont uniquement nos intolérables pécheurs*” [«[...] os únicos destruidores de tantas casas e palácios, os assoladores de tantos templos e conventos, homicidas de tantos seus habitantes, os incendios devoradores de tantos tesouros, os que as trazem ainda tão inquieta e fora da sua natural firmeza não são cometas, não são estrelas, não são vapores, ou exalações, não são fenómenos, não são contingências ou causas naturais, mas são unicamente os nossos intoleráveis pecados»].¹³

Le remède que Malagrida propose, c'est écouter les avertissements de l'Église, qui c'est l'unique qui jamais se trompe dans ses plans.¹⁴ Le discours justificatif sur l'évidence des divers phénomènes qui arrivent dans la nature a recours, cette fois, à des mythes ancestrales repris par les Pères de l'église, comme Saint Augustin: „*Qui peut douter que les causes naturelles y ont aussi concouru, ou y pouvaient concourir? La question c'est si Dieu a, ou non, fait usage de celles-ci pour châtier nos fautes [...] Cependant, plusieurs fois [Dieu] opère avec des causes naturelles; mais tout ça adressé à des buts très élevés, et celui-ci est le 'Ministerium lucis & umbrae' [le Ministère de la lumière et de l'ombre], tant vénéré par Saint Augustin dans cette diversité de succès. C'est dans ce sens, crois je, que parlent ceux qui en appellent à des causes naturelles; car on ne peut pas supposer autre chose des catholiques.*” [«Quem

¹² Idem, 7-8.

¹³ Idem, 1-2.

¹⁴ Cfr. Idem, 10.

pode duvidar, que também concorressem, ou pudessem concorrer, as causas naturais? O ponto é, se Deus se valeu, ou não valeu delas para castigo das nossas culpas [...] Porém muitas vezes [Deus] obra com causas naturais; mas tudo dirigido aos seus altíssimos fins, e este é aquele „*Ministerium lucis & umbrae*” que tanto venerava Santo Agostinho nesta variedade de sucessos.[...] Neste sentido, julgo eu, falam os que apelam para as causas naturais; porque de católicos não se pode supor outra coisa.»¹⁵ Néanmoins, il finit pour juger l'explication des causes naturelles des phénomènes physiques „*une doctrine scandaleuse et pernicieuse*” [«escandalosa, e perniciosa doutrina»].¹⁶

Selon Malagrida, les Portugais commettaient une faute bien plus grave que celle de ne pas avoir prêté attention aux avertissements divins: ils ne semblaient pas vouloir corriger le malheur dans lequel ils se trouvaient depuis la catastrophe: „[...] *J'entends dire que, dans les villes voisines, moins sévèrement atteintes, l'on a fait et l'on continue de faire acte de pénitence, pieds nus, croix, fouets, jeûnes au pain et à l'eau, et autres mortifications sans fin; et ici, la perte et l'extermination sont constamment sous nos yeux, nous ne voyons rien, presque rien de semblable, de sorte que les autres villes s'étonnent que la cour de Lisbonne ait si peu fait montre publiquement de pénitence.*” [«Ouço dizer, que nas cidades vizinhas, onde a ruína não foi tão grande, fizeram e ainda fazem maravilhas, de penitencias, pés descalços, cruces, açoutes, jejuns a pão e agua e outras mortificações infinitas, e cá, onde a perda e o extermínio é o que vemos, nada, ou quase nada vemos de tão justo e indispensáveis desvelos; de sorte que se admiram as outras cidades de tão pouca demonstração, que fez a Corte de Lisboa, publica de penitência»][...].¹⁷

Le *Juizo sobre a Verdadeira Causa que Padeceo a Corte de Lisboa*, du Père Malagrida, constitue également un important document pour l'histoire du quotidien de la ville, avant et après le tremblement de terre: „*Certains auront-ils remarqués que je dis et que je soutiens, que l'Omnipotence Divine ne nous a envoyez ce fléau que pour nous punir de nos péchés? Qui étions-nous, Dieu sacré, avant ce châtement? [...] Nous avons pu le voir clairement. Les théâtres, les musiques, les danses les plus inconvenantes, les comédies les plus obscènes, les divertissements, les gens affluant aux courses de taureaux, en si grand nombre, qu'ils emplissaient les rues et les places dans les églises, au moment des fêtes saintes, pendant les sermons, lors des messes apostoliques, fussent-elles pleines de ferveur, pas une âme. C'était une grande tristesse que de voir, dans ces spectacles profanes, d'insignes représentants des sciences, de l'éloquence et de la vertu! [...] Voir les églises si vides et les maisons de jeu et de conversations, si fréquentées? Voir le Très Saint Sacrement aller dans les rues à la rencontre des malades, entouré d'une compagnie bien impropre à la Majesté Divine, dans certains arrondissements parmi les plus populeux? Quelles assemblées, quels*

¹⁵ Idem, 10 e 21.

¹⁶ Idem, 28 e 29.

¹⁷ Idem, 28-29.

commerces, quels cris, quels tumultes n'y avait-il pas jusque dans les chorales de presque tous les couvents de religieuses? Si bien que, me trouvant une fois au milieu de cette confusion, je me vis obligé de m'approcher d'elles pour leur faire part publiquement de mon étonnement devant un tel manque de respect envers Dieu et son culte: les jours saints et au moment de la messe [...] car là où il y avait deux cents ou trois cents religieuses il ne s'en trouvait guère que cinq ou six pour marmonner une prière qui souvent s'arrêtait complètement, faute de religieuses pour la dire.” [«E haverá quem repare, que eu diga e sustente, que só por castigo das nossas culpas nos visitou a Omnipotência Divina, com semelhante flagelo? Quais éramos nós, Deus Sagrado, antes deste castigo? [...] Bem claramente o temos visto. Os teatros, as músicas, as danças mais imodestas, as comedias as mais obscenas, os divertimentos, as assistências aos touros, sendo tanto o concurso, que enchiam as praças, e as ruas todas; e nas Igrejas, nas festas Sagradas, nos Sermões, nas Missões Apostólicas, por mais fervorosas, que fossem, não aparecia uma alma! Era a maior lastima ver naqueles espectáculos profanos, ainda pessoas mais insignes em ciência, eloquência e virtude! [...] Ver as Igrejas tão solitárias e as casas de jogo, de conversa, tão frequentadas? Andar o Santíssimo Sacramento pelas ruas aos enfermos, com acompanhamento pouco decente à Majestade Divina, ainda em algumas das Freguesias mais populosas? Que praças, que comércio, que gritos, que motins não se faziam, até nos coros de quase todos os Conventos de Religiosas? De sorte que achando-me uma vez nestes conflitos, e tumultos tão estranháveis, foi necessário chegar-me a elas e estranhar-lhe publicamente um tal desprezo de Deus e de seu Culto: isto era nos dias Santos e nas ocasiões de ouvir Missa; que em outros tempos, e ocasiões dos Ofícios Divinos [...]; porque aonde havia duzentos e trezentas Religiosas, apenas se achavam cinco, ou seis, para atropeladamente mastigar aquela reza, que muitas vezes cessava totalmente, porque nem esse pequeno numero havia.»].¹⁸

La position de Malagrida ne laisse aucun doute qu'il est fortement engagé dans la condamnation des mœurs de la Cour et du peuple de Lisbonne de façon acharné. Selon sa perspective, le tremblement de terre apparaît tant qu'un mérité châtiment de Dieu, mais aussi comme le présage d'une vengeance plus terrible destinée au peuple impie et irrespectueux.

Francisco de Pina e Melo (1695-1773) partage cette opinion. Dans son *Juízo sobre o Terramoto*, affirme de façon catégorique: „[...] pas nécessaire d'être savant mais qu'il suffit d'être catholique pour reconnaître que la terre est immobile, bien que les coperniciens disent le contraire”. [«[...] não é necessário ser sábio, basta ser católico, para reconhecer que a terra é imóvel, posto que o não digam assim os copernicanos»].¹⁹

Le Père Teodoro de Almeida (1722-1804) était l'un des survivants de la catastrophe de 1755. Miraculeusement sauvé, il a constaté les conséquences du

¹⁸ Cfr. Idem, 23-25.

¹⁹ Francisco de PINA E MELO: *Juízo sobre o Terramoto*, Officina de António Simões Ferreira, Coimbra, 1756. 2.

séisme et il a vu, quoique impuissant, la destruction des gens et des biens et ceci va l'amener à réfléchir sur la précarité de la vie humaine et de la justice de Dieu. C'est à ce moment qu'il doit avoir écrit *Lisboa Destruída*, dont il a buriné et revu le manuscrit, jusqu'à ce qu'il parut, tardivement, à 1803, quand Portugal a été envahi par les Français. Quelques auteurs tâchent de lier les raisons du retard de cette publication à l'expulsion d'autres oratoriens, sans que ça aie eu quelque poids de la prudence de Teodoro de Almeida, connaissant l'animosité de Pombal pour l'évêque de Coimbra, Miguel da Anunciação, emprisonné du à son antiréganisme, aussi bien que ce qui est arrivé aux jésuites, à Malagrida et aux Távoras, auxquels il fut lié en tant que maître de ses fils. En 1760, Teodoro de Almeida fut banni pour le Porto, où il poursuivi avec ses sermons. Membre de la Congrégation de l'Oratoire, exilé en Bayonne en 1768, il a enseigné et poursuivi ses recherches scientifiques. Il retourne au Portugal en 1770, l'année de la mort du roi José et de la chute du Marquis de Pombal. Il se dédia à l'enseignement des sciences selon les idées des Lumières, en conciliant des amis et des détracteurs du Marquis de Pombal.

Sur Voltaire il écrit: „*L'impie Voltaire dans son œuvre intitulée Candide ou L'optimisme contredit le Pape lorsque celui-ci affirme que Dieu fait pour le mieux dans le gouvernement de ce monde, et, pour ce faire, il se sert du tremblement de terre de Lisbonne. Cette œuvre impie, parvenue entre mes mains, m'a poussé à montrer tout le bien que Dieu a fait à ces gens au moyen du tremblement de terre*”. [«O ímpio Voltaire na sua obra que intitulou *Candide* ou *L'optimisme*, tomou por empresa impugnar o Papa quando este diz que Deus, no governo deste Mundo, sempre o fez pelo melhor, e serve-se como exemplo do Terramoto de Lisboa. Esta obra ímpia, vinda às minhas mãos, inflamou-me para mostrar os muitos bens, que Deus fez nesta gente com o Terramoto.»].²⁰

Dans le prologue du poème, outre qu'il confirme la thèse de la punition divine, Teodoro de Almeida justifie la justice du châtement contre les pécheurs qui a touché les innocents à la même situation horrible. Il faut remarquer l'insistance avec laquelle il fait référence à la bonté et à la justice d'un acte destructeur accompli par un Dieu sauveur, défendant ainsi l'idée qu'il s'agit d'un bien accompli au moyen d'un mal. En vérité, dans son discours, les deux idées se complètent: d'un côté, il présente un Dieu qui châtie, „*tout anéantit, et tout rase, blesse, tue, brûle, détruit, embrase*” [«tudo lança por terra, tudo arrasa, fere, mata, queima, destrói, abrasa»].²¹ De l'autre, le châtement est quelque chose qui, bien que manifestement douloureux et tragique, se présente

²⁰ Teodoro de ALMEIDA: *Lisboa Destruída*, Prologue à l'Appendice du poème *Lisboa Destruída*, Oficina de António Rodrigues Galhardo, Lisboa, 1803. Teodoro de Almeida considère que l'un des aspects positifs «*de ce triste châtement*» fut de ramener beaucoup d'âmes dans le «*chemin de la perfection*», même celles qui s'étaient éloignées de Dieu.

²¹ Teodoro de ALMEIDA: *Lisboa Destruída*, Oficina de António Rodrigues Galhardo, Lisboa, 1803, I. XXIII. 11.

comme une nécessité issue de la justice et de la bonté qui caractérisent Dieu. Si le châtement fut un coup sévère porté par le „*bras courroucé*” d’un Dieu offensé, il fut aussi la démonstration de l’affection que cette même entité divine a pour ses fidèles, punissant ceux qui portaient préjudice à la fois à Dieu et aux hommes bons, et sauvant ces derniers d’une mort aux mains des pécheurs. Il les appelle au ciel, à la paix éternelle, en permettant de survivre dans la terre au fléau qui détruit les vils mortels.

Dans le poème une voix féminine se fait entendre au milieu du désarroi général, qui résume l’opinion du prêtre:

*Jamais Dieu connu si clairement,
Jamais si près de moi
Ne le vis: je l’adore humblement,
De tout mon cœur sa dure épée j’embrasse.
Il m’a porté un coup, c’est vrai; mais doucement,
Pour moi davantage a brillé sa tendresse.*

[Nunca Deus conheci tão claramente,
Nem tão perto de mim sua figura.
Nunca vi: eu adoro humildemente,
E gostosa lhe beijo a espada dura.
Deu-me um golpe, assim foi; mas levemente,
Para mim mais brilhou sua ternura.]²²

Le poème révèle qu’avec le tremblement de terre, l’idée de justice se joint à celle de miséricorde, en tant que caractéristiques divines. Mais le plus significatif est que l’auteur ne cherche pas une explication naturelle au phénomène, mais condamne Voltaire pour l’avoir fait et insiste, dès le début du poème, sur une définition du tremblement de terre comme forme de punition. Il n’envisage même pas le présupposé, défendu par beaucoup d’autres auteurs, que ce tremblement de terre est un avis divin contre de futurs crimes, qui vient mettre fin aux crimes du présent. C’est simplement, selon lui, l’expression de la „*colère divine*”.

Quant à la clarification de la „*vraie*” cause du désastre, c’est-à-dire, l’explicitation de ce que seraient les péchés condamnables, Teodoro de Almeida ne prend pas position. Il mentionne plus d’une fois que le péché est, de fait, le motif mais il ne précise à aucun moment en quoi consiste exactement ce péché. L’on peut en déduire que l’auteur ne croyait pas que les habitants de Lisbonne avaient commis un „*péché commun*”, en pratiquant tous la même offense, mais que chaque individu était responsable de ses propres transgressions morales, et que Dieu, offensé par l’ensemble des affronts

²² Idem, III. XI. 45.

individuels, leur avait infligé un châtement collectif.

La destruction des temples et la mort de personnes en train de prier ou se recueillant dans les lieux sacrés, ébranlèrent quelque peu la thèse du châtement divin, et suscitèrent la perplexité chez les auteurs.

Dans l'écrit *Destruição de Lisboa e famosa desgraça que padeceu no dia primeiro de Novembro de 1755*, l'auteur anonyme énumère avec précision que „la vanité, l'orgueil, la colère, et la luxure furent les quatre vices qui contraignirent la divine justice à cette mesure aux conséquences ruineuses” [«a vaidade, a soberba, a ira, e a luxúria foram os quatro vícios que compeliram a divina justiça a este lastimoso estrago»]; mais, tout de suite après il laisse transparaître son étonnement quand il souligne que „plus nombreux furent ceux qui moururent ensevelis sous les temples sacrés que ceux qui périrent dans les décombres des maisons, des tours et des obélisques” [«mas, em maior número, foram os que acabaram debaixo das ruínas dos Templos Sagrados, que os que morreram dos destroços das casas, torres e obeliscos»]. La justification suit immédiatement annulant toute hésitation de conscience: c'étaient les „voies impénétrables” de Dieu qui avait voulu „récompenser ceux qui étaient le plus proches de lui [...] en leur offrant le même jour la compagnie des Anges”. [eram os «impenetráveis juízos» de Deus que a estes como mais chegados a ele [...] quis premiar, oferecendo-lhes no mesmo dia e hora o pão dos Anjos»].²³

Francisco de Pina e Melo décrit également le châtement des innocents en ces termes: „Il y a deux choses à remarquer dans les rapports qui nous viennent de Lisbonne: l'une, c'est qu'aucun temple, aucun tribunal n'est resté debout; l'autre, qu'aucune des maisons de la rue qu'on aurait dû appeler la rue des prostituées plutôt que celle des chevaliers, n'a été endommagée; comme d'ailleurs aucune de cette autre rue contiguë à la précédente et dont le nom a plus à voir avec la saleté des gens qui y vivaient qu'avec celle de la boue dont elle était couverte” [«Duas coisas são para notar nas relações que nos vêm de Lisboa: uma, que não ficasse templo, nem tribunal inteiro; outra, que não caísse nem uma casa daquela rua, que antes se deveria chamar das meretrizes, que dos cavaleiros; nem da outra que lhe fica contígua e a que deu o nome, menos a imundícia das lamas, que a das gentes que nela vivia»].²⁴

Une fois de plus, ces commentaires ne signifient pas que l'auteur ait été assailli par le doute; bien au contraire, „Lisbonne s'était abandonnée à la lascivité, aux vols, à l'iniquité, aux délices, au jeu, et aux bals [...] si dissolue, si injuste, si suffisante et vicieuse, que tous ces maux étaient montés jusqu'à Dieu. [...] Que pouvait donc espérer Lisbonne?” [«Estava Lisboa cheia de lascívias, de latrocínios, de iniquidades, de delícias, de jogos e de bailes [...] tão dissoluta, tão iníqua, tão soberba e viciosa, que todas estas maldades tinham

²³ *Destruição de Lisboa e famosa desgraça que padeceu no dia primeiro de Novembro de 1755*, Lisboa, 1756. 7-8.

²⁴ Francisco de PINA E MELO: 12.

subido ao trono de Deus. [...] Que podia esperar Lisboa que lhe sucedesse?»²⁵

Malagrida, devant la destruction des temples, lui aussi a demeuré perplexe: „*Toutefois, mon Dieu et Seigneur [...], pardon pour mon ignorance et mon sentiment; que vous punissiez les villes et les profanateurs de vos Temples, cela me paraît très juste; mais que vous retourniez votre épée fulminante contre vos propres temples! Que vous soyez si implacable contre vos Maisons, vos Trônes et Autels, si bien que nous n'avons plus qu'un seul temple où demander votre aide et vous louer [...]. O vengeance étrange et terrible!*” [«Porém meu Deus e Senhor [...] perdoai por quem sois, a minha grande ignorância e sentimento; que castigueis as cidades, e profanadores dos vossos Templos, parece-me muito bem; mas que vireis a espada fulminante contra os vossos mesmos Templos! Que sejais tão implacável contra as vossas Casas, Tronos e Altares, que apenas temos um templo para recorrer a Vós, para vos louvar [...]. Oh estranha e terrível vingança!»].²⁶

Le Portugal, „*horloge retardée par la malignité et la perversion de qui a pour rôle de la remonter*” [«relógio atrasado pela malícia e perversidade daqueles que têm a cargo dar-lhe corda»], comme le dit le Cavaleiro de Oliveira, était un terrain fertile pour la diffusion des pratiques religieuses obscurantistes. Même pour cet auteur, persécuté par l'Inquisition et expatrié, le tremblement de terre était avant tout un avertissement; Dieu faisait ainsi entendre sa voix pour avertir les Portugais qu'ils étaient en train de commettre une faute grave et impardonnable. Les pratiques religieuses – les dévotions absurdes, les sacrifices horribles et les prières vaines – avaient provoqué la colère divine. La repentance et le changement de comportements étaient en mesure d'apaiser le jugement divin.²⁷

La perspective religieuse que les protestants eurent de cette affaire était manifestement autre. Les causes qu'ils attribuaient au tremblement de terre étaient accrues de celles présentées dans le poème du Père Teodoro de Almeida. Selon leur opinion, péchés capitaux avaient été commis par la population, par le clergé et par le gouvernement. Ainsi, pouvait-on parler en ce sens de péchés „*collectifs*”: d'une part, l'inquisition avec ses terrifiants autodafés et, d'autre le culte des images, comparables aux idoles que Moïse avait détruites. La plupart des protestants considéraient que, si les Portugais méritaient un châtement, c'était sans doute pour avoir institué un aussi horrible outil de répression, l'inquisition, où, du moins, pour n'avoir pris aucune mesure pour le supprimer. Mais, si d'un côté, la majorité des protestants anglais accusaient le Portugal d'avoir commis ces péchés méritant ainsi pareil châtement, il y eurent des anglais qui, compatissants envers le malheur des portugais, furent assez tolérants pour reconnaître que les fautes des anglais n'étaient pas moindres que celles, même graves, commises par le peuple

²⁵ Idem, 5.

²⁶ Gabriel MALAGRIDA: 27-28.

²⁷ Cfr. Cavaleiro Francisco Xavier de OLIVEIRA: *Discours pathétique au sujet des calamités presentes arrivées en Portugal*, por Joaquim de Carvalho, Imprensa da Universidade, Coimbra, 1922.

portugais. Il pouvait donc s'abattre sur les Anglais le même châtement. Cette hypothèse fut prise au sérieux si bien qu'il fut décrété par édit royal un jour de jeûne et de pénitence le 6 février 1756, dans les Iles britanniques.

La recherche de l'objectivité

Si, chez certains auteurs la thèse du châtement prit de l'ampleur, chez d'autres elle fut dévalorisée, mise en doute au point d'être parfois écartée ou encore justifiée de manière différente.

L'idée qu'il était inconcevable de concilier un Dieu bon avec une destruction aussi néfaste fut pondérée par des hommes comme Voltaire ou Goethe, qui mirent en doute la participation de Dieu à un pareil évènement. Goethe qui était âgé de six ans au moment de la catastrophe, écrivit, des années plus tard, rappelant l'émotion provoquée par le tremblement de terre, que „peut-être à aucune autre époque de l'Histoire le démon n'avait répandu de manière aussi brutale et atroce l'effroi sur la terre”.²⁸ Autrement dit, un évènement aussi horrible que le séisme de 1755, ne pouvait être le fait d'un Dieu paternel et juste. Voltaire, lui, a adopté une posture de questionnement, sans toutefois parvenir de trouver de réponse:

*[...] Mon esprit n'admet point ces monstres odieux,
Dont le monde en tremblant fit autrefois des Dieux.
Mais comment concevoir, un Dieu la bonté même,
Un Dieu qui nous forma, qui nous chérit, qu'on aime,
Et qui brise à son gré l'ouvrage de ses mains!
O qui pourra fixer mes esprits incertains!
Mon œil épouvanté sonde en vain ces abymes,
Je vois autour de moi les malheurs et les crimes.
Je me tourne vers vous, Célestes vérités,
Les ténèbres du monde offusquent vos clartés:
Un Dieu vint consoler notre race affligée.
[...]
Ou l'homme est né coupable, et Dieu punit sa race,
Ou ce Maître absolu de l'être et de l'espace;
Sans courroux, sans pitié, tranquille, indifférent,
De ses premiers décrets sur l'éternel torrent;
Où la matière informe à son maître rebelle,
Porte en soi des défauts nécessaires comme elle;
Ou bien Dieu nous éprouve, et ce séjour mortel,
N'est qu'un passage étroit vers un monde éternel.²⁹*

²⁸ Wolfgang BREIDERT: *préface*, in Immanuel KANT, *Escritos sobre o terramoto*, postface de João Duarte Fonseca, organisation António Araújo, traduction Benedith Bettencout, Almedina, Coimbra, 2005. 31.

²⁹ VOLTAIRE: *Poèmes sur la religion naturelle, et sur la destruction de Lisbonne*,

L'on trouve dans ces vers l'une des grandes préoccupations de Voltaire: la notion de Providence et la difficulté de concilier l'existence du mal sur la terre avec la perfection et la bonté du Dieu créateur. Si, d'un côté Voltaire y expose certaines hypothèses qui pourraient expliquer une calamité comme le séisme de 1755, de l'autre il n'y énonce aucune cause concrète qui puisse justifier le phénomène qui l'a si fortement impressionné.

Voltaire établit une comparaison entre deux situations distinctes, situées dans deux espaces différents: pendant que Lisbonne est accablée par le malheur, la douleur et la mort, à Paris l'on danse et l'on crie „*tout est bien!*” Pourquoi? Lisbonne ne méritait pas plus que Paris ou Londres ce châtime. Devant ces faits, Voltaire critique l'inhumanité de ceux qui, pendant que les victimes pleurent, recherchent „*tranquillement les causes de la catastrophe*” et affirment la nécessité de la mort et de la souffrance pour garantir l'ordre universel établi. De façon claire, poétique et rationnelle, le poème laisse entrevoir des réponses possibles mais en écarte d'autres sans ambiguïté. „*Ce monde est le meilleur des mondes*”, disait-on, et il ne peut donc y avoir d'imperfection dans la Nature; tout mal est un bien. Au début du XVIII^{ème} siècle, ce courant de pensée avait trouvé de nombreux adeptes et fondait en partie l'optimisme des Lumières dans l'avenir. En ce sens, en tant que manifestation de la Nature, le tremblement de terre ne pouvait être un mal. Toutefois, c'est précisément la catastrophe de Lisbonne qui allait susciter une autre attitude. Voltaire réagit et invoque dans son poème un tableau pathétique de l'existence „*du mal sur la terre*”:

*[...] Philosophes trompés, qui criez, Tout est bien,
Accourez: contemplez ces ruines affreuses,
Ces débris, ces lambeaux, ces cendres malheureuses.
Ces femmes, ces enfants l'un sur l'autre entassés,
Sous ces marbres rompus ces membres dispersés
[...]
Direz-vous, ce sont là les salutaires Lois,
D'un Etre bienfaisant qui fit tout par son choix?
Direz-vous en voyant ces amas de victimes,
Dieu s'est vengé: leur mort est le prix de leurs crimes
Quel crime? Quelle faute ont commis ces enfants
Sur le sein maternel écrasés et sanglans?
Lisbonne qui n'est plus, eut-elle plus de vices
Que Londres et que Paris, plongés dans les délices?
Lisbonne est abîmée, et l'on danse à Paris.³⁰*

Voltaire questionne aussi bien l'idée de châtime divin que la théorie philosophique de l'optimisme. L'on peut même déceler une certaine indignation

Genève, 1756. 29-30.

³⁰ Idem, 25-26.

dans ses vers. Le doute et la confusion hantent son esprit; il arrive à la conclusion que les maux existent sur la terre, et le tremblement de terre en est un exemple, qu'ils empêchent le monde d'être parfait, car Dieu seul est parfait, et qu'ils permettent de discerner le bien. Cependant, ces maux ne sont pas, selon le philosophe, des oeuvres de l'intervention divine; il défend que Dieu n'est que le créateur et que les notions mêmes de bien et de mal ne sont pas d'ordre divin, ce sont des attributs de ce qui est utile ou nuisible à la société. Ainsi des événements comme le tremblement de terre de 1755 sont uniquement des manifestations de „*la matière informe à son maître rebelle*” bien que créée par un être parfait. Voltaire nie la possibilité d'un „*tremblement de terre punition*,” instrument de la vengeance divine, car „*de l'Être tout parfait, le mal ne pouvait naître*”.

Le poème sur le désastre de Lisbonne reproduit clairement le désarroi provoqué par les controverses que le phénomène suscite dans un esprit sensible et inquiet, en proie à la désillusion comme celui du philosophe. Dans son oeuvre *Candide ou L'optimisme*, où Voltaire pousse plus loin les insinuations, vise directement les autorités portugaises, en particulier l'autorité ecclésiastique, en censurant sur un ton satirique son attitude après le tremblement de terre: „*Après le tremblement de terre qui avait détruit les trois quarts de Lisbonne, les sages du pays n'avaient pas trouvé un moyen plus efficace pour prévenir une ruine totale que de donner au peuple un bel autodafé. Il était décidé par l'université de Coimbra que le spectacle de quelques personnes brûlées à petit feu, en grande cérémonie, est un enchantement infaillible pour empêcher la terre de trembler [...]. Mais, en ce même jour, la terre trembla de nouveau dans un fracas épouvantable*”. [«Após o tremor de terra que destruíra três quartos de Lisboa, os sábios do país cogitaram em que o meio mais eficaz para prevenir a ruína total da cidade consistia em dar ao povo um rico auto de fé. Fora decidido pela Universidade de Coimbra que o espectáculo de várias pessoas queimadas a fogo lento, com grande cerimonia, era um feitiço infalível para impedir a terra de tremer. [...] Mas no mesmo dia a terra voltou a tremer com fragor espantoso»].³¹

Notons l'ironie présente dans l'expression „*bel autodafé*”, qui ne traduit pas l'opinion de l'auteur, mais dépeint de la mentalité des „*sages du pays*”, et l'inconsistance de la mesure prise par l'inquisition, en regard de la nouvelle secousse sismique qui survient tout juste après le „*secret infaillible*” censé l'éviter.

D'autres auteurs écartèrent complètement les motifs surnaturels pour justifier le phénomène. Ce fut le cas de Rousseau qui, dans sa *Lettre sur la Providence* adressée à Voltaire et datée de 18 d'août 1756, réagit contre le pessimisme de son compatriote, et déclare sa conviction que „*tout est bien*” et que c'est l'homme avec ses erreurs qui est responsable de la destruction de

³¹ VOLTAIRE: *Candide ou l'optimisme*, Editions Nilsson, Paris, chap. VI. 33-35. „*Candide, épouvanté, interdit, éperdu, tout sanglant, tout palpitant, se disait à lui-même: Si c'est ici le meilleur des mondes possibles, que sont donc les autres?*”

l'Harmonie Universelle; les séismes sont des phénomènes naturels et la catastrophe de Lisbonne était due à une défectueuse organisation de l'espace de la ville. Selon Rousseau était la trop grande concentration d'habitations dans certaines zones de la ville qui avait provoqué le désastre, augmenté le bilan des pertes humaines et des dégâts matériels, et diminué les possibilités de fuite. L'auteur insiste sur la prévention des effets d'un phénomène naturel qui peut avoir des conséquences dramatiques si les hommes n'en ont pas une vraie connaissance.³²

A la suite de Rousseau, Kant, qui recherche une explication d'ordre physique et géologique au phénomène, affirme que l'homme n'est pas né pour „*construire des cabanes éternelles sur cette scène des vanités*”; son existence „*a une finalité bien plus noble*” et jamais les biens terrestres „*ne pourront satisfaire notre aspiration au bonheur*.” Outre cela l'homme doit apprendre à choisir les lieux de construction; il n'est pas difficile de prévoir que, „*sur un sol rempli de matériaux inflammables, tôt ou tard, la magnificence de ces constructions peut être réduite en poussière par un tremblement de terre*”.³³ Raison plus que suffisante pour que l'homme comprenne que c'est à lui de s'adapter à la Nature au lieu d'y imposer ses caprices. Et comme la Nature ne se donne à connaître que peu à peu, nous devons „*attendre que ses manifestations nous révèlent ses secrets clairement et sans équivoque*”. Il souligne que l'œuvre de Dieu et les raisons cachées de la Nature sont pour nous une énigme car nous ne les connaissons pas: „*même les plus terribles instruments de torture du genre humain, comme les tremblements de terre, les mers déchaînées sous l'effet des secousses dans leurs fonds et les volcans, qui défient notre capacité d'entendement, sont autant l'œuvre de Dieu – en tant que conséquence directe de lois éternelles inscrites dans la Nature – que d'autres plus habituels, à l'origine de maladies, mais que nous considérons comme plus naturels parce qu'ils nous sont plus familiers*”. [«mesmo os mais terríveis instrumentos de martirização do género humano, caso dos tremores de terra, dos mares enfurecidos pelos abalos no seu solo e das montanhas vulcânicas, desafiam a nossa capacidade reflexiva e não são menos obra de Deus – enquanto consequência directa de leis eternas inscritas na Natureza – do que outras já habituais, causas de moléstias, que só consideramos mais naturais por com elas estarmos mais familiarizados»].³⁴

A l'époque, il était difficile de soutenir une explication scientifique. Kant est parmi les premiers à s'aventurer sur cette voie. Il ne croyait pas que le tremblement de terre puisse faire partie d'un plan divin pour purifier l'Europe et encore moins que le mal fût une action démoniaque. Ce mal dépourvu de sens, absurde, devait simplement trouver son explication dans un processus

³² Lettre à Monsieur de Voltaire [sur la providence]. Réponse de Monsieur De Voltaire à la Lettre précédente, [http://gallanar. Net/rousseau/lettreoltaire.html](http://gallanar.Net/rousseau/lettreoltaire.html)

³³ Emmanuel KANT: 96-97 e 104.

³⁴ Idem, 53.

naturel et, dans cette mesure, l'énigmatique Nature conditionnait la liberté de l'homme. Partant de données connues, concernant les mouvements souterrains, les bulles d'air qui se libèrent et provoquent l'ébullition de l'eau des mers ou des lacs, il conclut: „*La catastrophe de Lisbonne, comme d'ailleurs la majeure partie des villes de la côte occidentale, était due à sa situation géographique par rapport à la zone de l'océan affectée par le tumulte des eaux, tumulte dont la violence, aggravée dans l'embouchure du Tage par l'étroitesse d'un canal, ne pouvait que provoquer un violent tremblement de terre*” [«A catástrofe de Lisboa, à semelhança, aliás, da maioria das cidades da costa ocidental da Europa, terá ficado a dever-se à sua situação geográfica relativamente à zona do oceano afectada pelo tumulto das águas, tumulto esse cuja violência, agravada ainda na foz do Tejo pelo estreito de um canal, tinha forçosamente de provocar um tremendo abalo de terra»]³⁵

Les explications fondées sur les causes naturelles étaient rejetées et leurs auteurs taxés d'athéisme. C'est le cas de António Ribeiro Sanches, médecin portugais au prestige international, qui publie une série de considérations sur les tremblements de terre dans l'intention de faire connaître „*l'ordre universel de la nature, afin d'ôter des esprits troublés et craintifs, cette admiration zélée, qui ne fait qu'augmenter les maux de l'avenir, déprimer et consumer le peu de courage que la terreur et la désolation laissent derrière elles*” [«a universal ordem da Natureza, para desterrar dos ânimos aflitos e temerosos, aquela solícita admiração, que aumenta os males do futuro e que deprime e consome o pouco de ânimo que deixou o terror causado pelo desastre e desolação»]. Comme les auteurs précédents, il reconnaît les origines naturelles du phénomène, soulignant que „*si nous connaissions aussi bien la cause des tremblements de terre que celle des vents, des orages et du tonnerre, nous ne considérerions pas [...] ces remarquables mouvements de la Nature comme un châtement du Ciel, et n'en ferions pas des pronostics de notre ruine totale*” [«se soubéssemos também a causa dos terramotos, como a sabemos dos ventos, das trovoadas e dos trovões, não teríamos [...] estes notáveis movimentos da Natureza por castigo do Céu, nem tiraríamos deles prognósticos para a nossa total ruína»].

Il n'adopte cependant pas une position radicale, laisse une place à l'action de Dieu. C'est en ce sens qu'il affirme que „*mais il n'y a pas personne assez dépourvu de piété pour affirmer que les tremblements de terre n'ont jamais été des instruments utilisés par l'Omnipotence pour punir les hommes; mais il n'y a pas, non plus, personne assez téméraire pour affirmer que tous eurent lieu à cette fin*”. [«ninguém será tão ousado sem impiedade, que affirme, que os terramotos não foram já instrumentos de que se serviu a Omnipotência para castigar os homens; mas também ninguém seria tão temerário que afirmasse, que todos eles sucederão a este fim»].³⁶

³⁵ Idem, 55.

³⁶ António Nunes Ribeiro SANCHES: *Tratado da conservação da saúde dos povos. Com um appendix sobre os Terramotos, com noticia dos mais consideráveis, de que faz menção a*

Malgré tout, cette prise de position n'empêcha pas qu'il soit considéré comme un athée dans son propre pays. Sa critique remarquable à la myopie sociale et à la superstition qui maintenaient la connaissance dans un carcan montre bien l'homme qu'il était: „*Nous ne nous étonnons pas devant les éclairs, le tonnerre et la foudre qui consomment et détruisent tant de vies; nous ne considérons pas comme des prodiges les tempêtes et les tourmentes qui précipitent au fond des mers tant d'embarcations; nous ne trouvons pas extraordinaires l'existence de guerres destructrices, ni celle d'un Sylla ou d'un César Borgia, pestes du genre humain, responsables de plus d'atrocités que les naturelles [...] nous n'accusons pas notre vie oisive, abîmée et délictueuse d'être la plus puissante cause de notre destruction, et ne tenons pour seul châtiment et prodige que les tremblements de terre! L'homme est comme la bulle d'air, en tout il est trop petit, trop limité et en tout trop fragile pour considérer et contempler l'œuvre du Très Haut [...] Ce que nous voyons peu de fois ou très rarement, voilà ce que nous tenons pour un prodige, voilà ce qui nous terrorise et que nous tenons pour un châtiment ou pour un miracle*” [«*não nos admiramos dos relâmpagos, dos trovões, e dos raios que consomem e destroem tantos viventes; não temos por prodígios as tempestades e as tormentas que precipitam no mar tantas embarcações; não nos maravilhamos das guerras destruidoras, nem de um Cila ou César Borgia, pestes do género humano, mais atrozes e mais consumidoras do que as naturais [...] não acusamos a nossa vida ociosa, estragada e deletosa, como a mais potente causa da nossa destruição, e só temos por castigo, e por prodígio os terramotos! Borbulha de ar em tudo é o homem, em tudo pequeno, limitado e frágil, para considerar e contemplar as obras do Altíssimo Deus. [...] O que raras ou raríssimas vezes vemos ou observamos, isso é o que temos por prodígio, isso é o que nos atemoriza e o temos por castigo, ou por milagre*»].³⁷

Les lendemains de la tragédie

Dans son œuvre intitulée *Os Elementos para a história do Município de Lisboa*, publiée à un époque charnière, à la transition entre le XIX^{ème} et le XX^{ème} siècles, Eduardo Freire de Oliveira transcrivit en contexte des documents importants pour l'appréhension et la compréhension du climat physique et psychologique généré par le tremblement de terre. Pour construire sa description des événements, il s'appuya sur l'œuvre de J. J. Moreira de Mendonça, „*História Universal dos terramotos*”, rédigée en 1758, dans laquelle un témoin oculaire imaginaire fait la description des pensées qui vinrent à l'esprit des victimes, notamment leur incertitude face aux secousses continues. Il décrit la première réaction de la population, la fuite et la recherche

História, e dos últimos que se sentirão na Europa desde o 1 de Novembro de 1755, Paris, 1756, in *Obras*, vol. II. Imprensa da Universidade, Coimbra, 1966. 366.

³⁷ Idem, 365-366.

d'abris dans des endroits considérés plus sûrs, mais aussi la conduite superstitieuse de ceux qui cherchaient un soutien dans des symboles et des cantiques religieux, implorant la clémence. Comme la majeure partie des auteurs étudiés, il compare la nouvelle Lisbonne obscurcie par le feu et anéantie par la destruction, avec la cité opulente, fastueuse, colorée, vivante et animée d'avant la catastrophe. Moreira de Mendonça affirmait très clairement dans son œuvre que la destruction de la capitale portugaise n'est pas due à une punition divine, mais bien à un tremblement de terre qui n'est rien d'autre qu'une „*sentence fatale de la nature*”, accompagnée d'effets dévastateurs, l'inondation, le feu et la cruauté humaine.³⁸

C'est dans ce contexte, également chaotique du point de vue social, que va s'imposer „*la main de fer*” du ministre du roi José, Sebastião José de Carvalho e Melo, futur marquis de Pombal qui, avec la détermination et le pragmatisme qui lui était propres, établit les lignes d'action prioritaires. Il enterra les morts, approvisionna la population en nourriture, freina la montée des prix, fit construire des marchés et des hôpitaux provisoires, interdit aux habitants de quitter la ville et encouragea le retour de ceux qui étaient partis, punit les malfaiteurs et les voleurs, contraignit au travail les oisifs et les vagabonds, empêcha l'augmentation du montant des loyers des appartements et des entrepôts. Il s'entoura de collaborateurs ingénieux et expérimentés, et traça avec eux des plans de reconstruction. Il gagna ainsi la confiance du roi et l'admiration des portugais et des étrangers, et le tremblement de terre légitima son action politique. Au lendemain de la tragédie, Lisbonne fut remodelée. Naquit alors la „*Lisboa Pombalina*” ou „*Baixa Pombalina*” qui, selon José-Augusto França peut se définir „*de façon exemplaire comme la première ville Moderne d'Occident, dans le cadre de l'urbanisme*”.³⁹

Le tremblement de terre de 1755 est l'un des événements qui, aujourd'hui encore, est établi comme thème de réflexion exemplaire. Dans sa préface à l'œuvre d'Immanuel Kant intitulée *Escritos sobre o Terramoto*, Wolfgang Breidert donne une nouvelle dimension à l'événement, quand il écrit que „*le tremblement de terre de Lisbonne de 1755 faisait partie de ces événements du siècle qui ont changé le monde*”.⁴⁰

Au lendemain de la tragédie, les comportements reflètent le climat intellectuel de l'époque plongée dans un séisme culturel, provoquant un changement profond dans les mentalités. Le tremblement de terre remet en cause des notions établies par l'église catholique, ébranlant et retirant leur fondement à nombre d'entre elles. Face aux événements, certains principes furent questionnés et certains concepts redéfinis. Ordre divin et ordre naturel

³⁸ Eduardo Freire de OLIVEIRA: *Elementos para a História do Município de Lisboa*, vol. XVI. Tipografia Universal, Lisboa, 1910. 141.

³⁹ José-Augusto FRANÇA: *Lisboa Pombalina e o Iluminismo*, Libreria Bertrand, Lisboa, 1977. 146.

⁴⁰ Emmanuel KANT: 7.

s'entrelacent, complices, plongeant l'homme dans le mystère et la complexité; et une fois de plus l'homme est confronté avec ses propres limites.

Les lendemains de la tragédie voient s'opposer la connaissance concrète de la nature et le sentiment de culpabilité; la prévention des catastrophes et la pénitence; un programme de protection civile et une politique passive de lamentations et d'expiation.

Les lendemains de la tragédie ont apporté l'incertitude, la peur de la violence de la nature, la même probablement qui existe encore aujourd'hui.

Andrej Tóth

Count János Esterházy, the Chairman of the United Hungarian Party in the debate of parliamentarians of the Czechoslovak National Assembly in 1938, the fatal year of the first Czechoslovak Republic (Esterházy's criticism of Czechoslovakia in the year of the Munich Agreement)

Count János Esterházy, first the Chairman of the Country Christian-Socialist Party (*Országos Keresztény Socialista Párt*; he was elected the Chairman of the party based on support of the Hungarian Government in December 1932 as a political freshman),¹ later of the United Country Christian-Socialist Party and the Hungarian National Party (*Egyesült országos keresztény-szociálista és Magyar nemzeti párt*), also called the United Hungarian Party,² joined the parliament of the Czechoslovak National Assembly for the first time in his fourth electoral term (1935-1938) on the basis of results of the parliamentary elections dated 19 May 1935.³ Let us briefly remind a wider political picture of Czechoslovakia at the beginning of the second half of 1930's, which was fatal for the republic. Parliamentary election in 1935 brought a considerable surprise. The winner of parliamentary election on the nation-wide level became the Sudeten German Party (*Sudetendeutsche Partei*),⁴ which gained in total 15.2%⁵ votes.⁶ In total 1,249,530 voters⁷ elected

¹ Instead of Géza Szüllő who resigned from the function of chairman of the party in September of that year.

² In 21 June 1936 both Czechoslovak Hungarian parties (Country Christian-Socialist Party and Hungarian National Party [Magyar Nemzeti Párt]) joined in one common political party.

³ In total 16 candidate lists (number of political parties that participated in the election was higher as some parties joined the common candidate lists) entered the parliamentary election in 1935, from which in the national aspect 9 were Czech and Slovak, 4 German, 2 combined and 1 international. The combined candidate lists included the joint candidate list of the Country Christian-Socialist Party, Hungarian National Party, Union of Germans resident in Slovakia and Carpathian Ruthenia and the Sudeten German Voting Bloc (*Einheit des bodenständigen Deutschtums in Slovensko und Podkarpatská Rus und Sudetendeutscher Wahlblock*) and the Economic Party of Debtors of all levels connected with the independent socialistic party in Slovakia and Carpathian Ruthenia (this, however, did not gain any mandate in the election). In total 14 candidate lists were successful in the election. *Poslanecká sněmovna ve IV. volebním období (The Chamber of Deputies in the IV electoral term.)* Prague, September 1935. Composed by archive of the National Assembly. 3.) The number of registered authorised voters in 1935 was in total 8,539,371 and the total cast valid votes 8,231,412 which is approximately by 850,000 more than in the parliamentary election in 1929. see also 9. and 10.

⁴ More accurately the Sudeten German Party and Carpathian German Party (*Sudetendeutsche Partei (Für das Karpathengebiet: Karpathendeutsche Partei)*)

⁵ The presented percentual results of election are rounded to one decimal place.

⁶ (n. 3.) 9.

the Sudeten German Party under leadership of Konrad Henlein, which is by approximately 73 thousand voters more than elected the strongest party in power, the agrarian party, i.e. the Republican Party of Agricultural and Smallholder People⁸ which based on the election results gained in total 14.3% votes⁹ and social democrats that gained 12.6% given votes.¹⁰ In Slovakia the Autonomist Bloc¹¹ won with expressive dominance with the result of 30.1%¹² of given votes and it became so the overall winner of the election in Slovakia.¹³ The Republican Party of Agricultural and Smallholder People¹⁴ with approximately half votes than was the result of autonomists, i.e. 17.6% given votes, came second in Slovakia. Hungarian parties in Slovakia, i.e. the Country Christian-Socialist Party and the Hungarian National Party (*Magyar Nemzeti Párt*) together with the Zipser German Party (*Zipser Deutsche Partei*) with which both Hungarian parties created a joint voting-paper, gained 1% less votes like the Sudeten German Party in Czech Their election result in Slovakia was 14.2% from the total number of given votes, which represented in total

⁷ The following number of voters voted the Sudeten German Party divided by countries: In Czech 918,433 (21.5%), in Moravian-Silesian Country 302,006 (14.9%), In Slovakia 27,558 (1.7%) and in Carpathian Ruthenia 1,533 (0.5%). The election results in Moravia and Silesia meant second position for the Henlein's party behind the Czechoslovak People's Party compared to the overall results in Czech constituencies.

⁸ The Agrarians were the strongest party in power until 1925 when they won the parliamentary election for the first time, although only with a small lead ahead of the Communists Party of Czechoslovakia (13.7% x 13.2%). (The Czechoslovak Social Democratic Worker's Party which gained 25.7% votes won the first Czechoslovak parliamentary election held in 1920. Agrarians gained 13.6%. Agrarians gained the strongest position on the political scene due to the consequent disruption between social democrats and communists inside social democracy in the first half of the 20's.)

⁹ A) Agrarians gained in total 1,176,593 votes (n. 3.) 9. B) Agrarians, however, gained the most mandates due to privilege assigning of mandates among Czech voters, i.e. 45 mandates, the Sudeten German Party gained one mandate less, 44.

¹⁰ (n. 3.) 9. A) In the state-wide scale the Autonomist bloc gained seventh position with 6.86% of all cat votes (the Autonomist bloc voted in total 564,273 voters). However, the Autonomist bloc composed a candidate list, except Slovakia, also in the Moravian-Silesian Country and in Carpathian Ruthenia. In Moravia and Silesia it gained 1.4% votes, which represented in total 28,588 voters and in Carpathian Ruthenia 14.9% votes due to in total 46,044 voters. The election result achieved in Carpathian Ruthenia meant third position for the Autonomist bloc behind the winning Communist Party of Czechoslovakia which voted 25.6% (79,400) voters and followed by the Republican Party of Agricultural and Smallholder People which gained 19.6% (60,744) votes in Carpathian Ruthenia. (Compare *ibid*, page 10.) B) In total 1,034,774 voters supported the Czechoslovak Social Democratic Party in the election.

¹¹ The Autonomist bloc included the Slovak People's Party, Slovak National Party, Autonomous Agricultural Union (*Autonomný zemedelský sojuz*) and Polskije stromnictva w Czechoslovacji.

¹² In Slovakia in total 489,641 voters cast their vote to the Autonomist bloc. (n. 3.) 10.

¹³ (n. 3.) 10.

¹⁴ In Slovakia in total 286,739 voters cast their vote to the Agrarians. (n. 3.) 10.

230,713 voters. Slightly less votes gained Hungarian parties in Carpathian Ruthenia, where they gained 11% of all votes due to 34,247 of local voters.

The Parliamentary Election in 1935 was concurrently the first election when Hungarians composed a candidate list also in constituencies in historical countries, i.e. in Czech, Moravia and Silesia. In Czech in total 14,256 voters, which represented 0.3% of all there given valid votes, voted the 'Hungarian' joint candidate list. In the Moravia-Silesia country Hungarians gained in total 12,615 votes that meant percentual election result in the amount of 0.6%.¹⁵ The most voters in historical countries voted the candidate list of Hungarian parties and Zipser German Party in Brno¹⁶ and Olomouc¹⁷ constituency where voted 4,023, respectively 3,934 voters which represented in the both above mentioned constituencies in total 0.8% of all here given valid votes.¹⁸ In Prague¹⁹ this joint constituency gained in total 2,550 votes, i.e. 0.4% of all local votes.²⁰ The Hungarian-Sudeten-German candidate list received over two thousand votes in the Mladá Boleslav (20,301),²¹ Česká Lípa (2,525)²² and Moravian Ostrava²³ constituency (2,820).²⁴ In other constituencies in Czech, Moravia and Silesia, except the Pardubice constituency,²⁵ over 1,000 people²⁶ gave their vote to the 'Hungarian' joint candidate list. In total 291,831, i.e. 3.55% voters²⁷ voted Hungarian parties in the election in 1935 in the whole Czechoslovakia. On the national level this result meant the eleventh position²⁸ for Hungarian Parties. However, for comparison let us inform that approximately the same number of votes as the Hungarian parties gained also the pro-government German Social Democratic Party (*Deutsche sozialdemokratische Arbeiterpartei*), which was elected in total by 299,942 voters.²⁹ Total number of 1,854,652 votes given to German parties³⁰ represents

¹⁵ (n. 3.) 10.

¹⁶ Constituency No. XI. (Election in 1935 proceeded in total in 22 constituencies. For constituency see also (n. 3.) 6.

¹⁷ Constituency No. XII.

¹⁸ (n. 3.) 34, 36.

¹⁹ Constituency No. I.

²⁰ (n. 3.) 12, 14.

²¹ Constituency No. IV.

²² Constituency No. V.

²³ Constituency No. XIV.

²⁴ (n. 3.) 20, 22 and 40.

²⁵ Constituency No. II. Here Hungarian parties and Zipser Germans gained 897 votes. (n. 3.) 18.

²⁶ The least 1,155, the most 1,905 voters. The only constituency in the republic where it was not possible to cast vote to the joint candidate list of Hungarian parties was the Uherské Hradiště constituency, i.e. constituency No. XIII. For statistical results of individual political arrangements in the Chamber of Deputies election in 1935 see (n. 3.) 12-57.

²⁷ (n. 3.) 9.

²⁸ (n. 3.) 9.

²⁹ This result put the German Social Democrats to tenth position in front of Hungarian parties.

³⁰ In total four German political parties stood for the parliamentary election in 1935. Besides the mentioned Sudeten German Party and German Social Democrats also the German Christian-

the low and de facto negligible political stress of ‚Hungarian’ voters in Czechoslovakia compared to German voters. If we add the diametrically different internationally-economic background of German minority in Hitler’s Germany and Hungarian minority in Horthy’s Hungary to these significantly different statistics, i.e. almost two million electoral base of the Czechoslovak German minority and almost three hundred thousand voters of Hungarian parties, we simply get the distinct result, i.e. the ‚Hungarian’ issue in Czechoslovakia was, or could be only hardly comparable with its range to the ‚German’³¹ issue.

However, mandates for the joint candidate list of the Country Christian-Socialist Party, Hungarian National Party and Zipser German Party brought certainly the constituencies in Slovakia and Carpathian Ruthenia.³² The joint Hungarian candidate list gained mandates in 4 constituencies, the Trnava constituency, where it had 1 mandate,³³ the Nové Zámky constituency that delegated 4 Hungarian parliamentarians³⁴ to the National Assembly, the Košice constituency,³⁵ where there were 3 parliamentarians from the joint Hungary-Sudeten-German candidate list and the Užhorod constituency,³⁶ where both Hungarian parties had 1 mandate. The election result in 1935 secured the same number of mandates in the Czechoslovak National Assembly to the Hungarian

Socialist People’s Party (*Deutsche christlichsoziale Volkspartei*) and the Union of German Agrarians (*Bund der Landwirte*). Both the latter German parties (as well as the Czechoslovak German Social Democrats) however, compared to the Hungarian parties were pro-government, respectively parties in power which in the election in 1935 voted in total 605,122 voters, i.e. approximately double than was the overall number of voters who supported Hungarian parties in the election.

³¹ Here see further own text.

³² From the Slovak constituencies Hungarians gained the smallest number of votes (comparable to common results of Hungarians in historical countries) in the Svätoturčianskomartinsky and Svätuliptovskomikulášsky constituency (constituency No. XII and XIX), where they gained 2,631, respectively 2,571 votes. Less than ten thousand voters voted the Hungarian parties in the Trnava (4,755) and Banská Bystrica constituency (6,808), i.e. in the constituency No. XV and XVIII, nevertheless, almost five thousand voted of the Trnava constituency guaranteed one mandate to Hungarian parties. The most votes gained the Hungarian parties in Nové Zámky, i.e. constituency No. XVI. where in total 134,362 (36.7%) voters voted the Hungarian parties. According to the number of votes cast to the ‚Hungarian’ joint candidate list, the second position won Košice, i.e. the constituency No. 20. Here in total 627 (31.4%) voters voted the Hungarian-Sudeten-German candidate list. The third highest number of voters had the Hungarian parties in the Užhorod (XXII) constituency where they gained 34,247 votes (11%). 10,959 (5%) votes Hungarians gained in the Prešov (XXI.) constituency. However, the ‚Hungarian’ joint candidate list obtained mandates (besides the Trnava constituency) only in Nové Zámky, Košice and Užhorod constituency (see further here own text). (n. 3.) 40-57.

³³ Constituency No. XV.

³⁴ Constituency No. XVI.

³⁵ Constituency No. XX.

³⁶ Constituency No. XXII. This constituency included whole Carpathian Ruthenia.

political parties from the previous electoral term, i.e. in total 14 lawmakers, i.e. 9 parliamentarians³⁷ and 5 senators.³⁸

Hungarian, however, did not speak only the parliamentarians of the Country Christian-Socialist Party and the Hungarian National Party out of the total number of 300 parliamentarians of the Chamber of Deputies of the Czechoslovak National Assembly during conference of the Chamber, from which 7 parliamentarians of the joint nine-member Hungarian-Sudeten-German parliamentary party spoke Hungarian.³⁹ In total 11 parliamentarians, one parliamentarian from the strongest party in power, respectively the parliamentary party of the Republican Party of Agricultural and Smallholder people, one parliamentarian of the Czechoslovak Social Democratic Party and

³⁷ A) The joint club of both Czechoslovak Hungarian parties together with the Zipser German party (*Parliamentary club of the Country Christian-Socialist Party, Hungarian National Party and Zipser German party – Az Országos Keresztény szocialista, Magyar Nemzeti és Zipser Deutsche Partei képviselőinek klubja*) had all together 9 parliamentarians. The club consisted of 4 parliamentarians of the Country Christian-Socialist Party (János Esterházy, Augustin Petrášek, Augustin Porubszky and Géza Szüllő), 4 parliamentarians of the Hungarian National Party (János Holota, Andor Jaross, Endre Korláth and József Szentiványi), i.e. in total 8 parliamentarians representing the Hungarian minority in the Chamber of Deputies of the National Assembly of the Czechoslovak Republic and one parliamentarian of the Zipser German Party (Andor Nitsch). Chairman of the parliamentary club was Géza Szüllő. (In the IV electoral term of the National Assembly 14 parliamentary clubs formed in the Chamber of Deputies of the National Assembly, where 299 out of 300 parliamentarians associated. 1 parliamentarian remained outside the club. Compare [*Ročenka Národního shromáždění Republiky československé 1935–1936. Annual Report of the National Assembly of Czechoslovakia 1935–1936*. In Prague in 1936. Published by Archive of the National Assembly. 61].) B) The Country Christian-Socialist Party had the most mandates in the Chamber of Deputies in the first electoral term when it gained in total 5 mandates based on the results of parliamentary election in 1920. In election in 1925 it gained 4 mandates and kept them for the whole period of the first republic. The Hungarian National Party gained, as well as the Country Christian-Socialist Party, both in the election in 1935 and in 1929 also the same number of mandates, i.e. 4 as its political partner. Both in 1935 and in 1929 the Hungarian National Party was in nomination together with the Country Christian-Socialist Party. In 1925 it was in nomination together with German agrarians, German Small Business Party and Zipser Germans. The Hungarian National Party gained 6 mandates in the Chamber of Deputies, from which one was for Andor Nitsch on behalf of the Zipser Germans. In the first parliamentary election it was in nomination still as smallholder party (Hungarian Smallholder Party, *Magyar Kisgazda Párt* – simplified name of the party at that time, the name Hungarian National Party it used from 1925) and obtained only one mandate.

³⁸ A) Senate club of Hungarian parties (*The Club of Senators of the Country Christian-Socialist Party and the Hungarian National Party – Az Országos Keresztény-szocialista, Magyar Nemzeti párt szenátorainak klubja*) created 3 senators of the Country Christian-Socialist Party (Károly Hokky, Miklós Pajor and Imre Turchányi) and 2 senators of the Hungarian National Party (Kálmán Füssy and József Törköly).

³⁹ Use of mother language by a parliamentarian during meeting of the Chamber was guaranteed by §§ 6 and 49 of the Standing Order of the Chamber of Deputies. One parliamentarian of the joint parliamentary club of the candidate list of Hungarian parties and Zipser Germans used German and one Slovak during the meeting of the Chamber. Compare the statistic of parliamentary club members according to language they used during discussions in the Chamber of Deputies *the Chamber of Deputies IV...*, 60.

two parliamentarians of the Communist Party of Czechoslovakia, spoke Hungarian at conferences of the Chamber of Deputies in the IV electoral term of the National Assembly.⁴⁰

Compared to the previous parliamentary election the Hungarian parties, however, recorded also a failure in some regions. Especially in the territories with German minority that significantly supported the Sudeten German Party, respectively the joint candidate list of the Sudeten German Party and its Slovak ,branch', the Carpathian German Party, at the head of which was also elected Konrád Henlein, at the expense of the already traditional fellow of the Hungarian parties in Slovakia, the Zipser German Party.

In total 8 million voters participated in the fourth parliamentary election to the Czechoslovak National Assembly. Together for the Chamber of Deputies elected 8,309,171 voters⁴¹ as informed by Jan Malypetr,⁴² the former and new Prime Minister in his introductory speech at the second meeting of the Chamber of Deputies in the fourth electoral term held on 18 June 1935. The Prime Minister did not see the loss of total 25 mandates on the side of the government supporting parliament majority compared to the results of last election in 1929 as an essential change detrimental to the government politics, in particular with reference to the fact that 17 mandates out of the 25 mentioned ones fell on pro-government German parties. Based on this result the Prime Minister enunciated that „*vast majority of the Czechoslovak nation declared for the existing coalition parties, which already at writ clearly stated that they esteem cooperation within legislation and state administration with everybody who would like to join loyally to be their duty also in future.*”⁴³ However, it is necessary to remind that interpretation of election results offered by far comfortable picture for the republic considering the general feeling in frontier areas, especially compared to the results of parliamentary election in 1929 when from the German parties that ran for the Chamber of Deputies the pro-government German Social Democratic Party was the strongest Czechoslovak-German party with 6.9%, respectively with 17 mandates. The pro-government German Christian Socialists and German Agrarians then

⁴⁰ Compare (n. 39.)

⁴¹ However, number of valid votes is 8,231,412. (n. 3.)

⁴² A) Compare Sr. *Těšnopisecké zprávy o schůzích poslanecké sněmovny Národního shromáždění republiky Československé. IV. volební období. Schůze 1-30. 1.-2. zasedání.* [Stenograph reports of meetings of the Chamber of Deputies of the National Assembly of the Czechoslovak Republic. IV electoral term. Meeting 1-30 1-2 conference.] (From 18 June 1935 to 28 February 1936.) Prague 1936 (1 volume). [Hereinafter referred to as TZ NS.] 2 meeting, 18 June 1935, Declaration of Malypetr, the Prime Minister, about the government programme, 2-9. esp. 2. B) The Prime Minister in the period from 29 September 1934 to 14-15 November 1935 when he headed three government teams.

⁴³ (n. 42.) 2.

gained together 10.1% of cast votes in 1929, which brought them 37 mandates. The pro-government parties engaged together 54 mandates in the Chamber of Deputies after the parliamentary election in 1929, which is by 10 mandates more than the Sudeten German Party after the election in 1935.⁴⁴ German nationalistic opposition parties gained only 17 mandates in the election in 1929.

Neither the already mentioned definite victory of autonomists in Slovakia guaranteed much quiet in the starting new electoral term. The strengthening national union of Czechoslovak Germans and the strengthening autonomist movement in Slovakia could only hardly moderate the declaration of the Prime Minister that executive shall respect only political opposition against majority and the government but not the opposition against state.⁴⁵ However, the political opposition against the majority and the government in Czechoslovakia already was *via facti* „*opposition against state*”. On the basis of political attitudes of opposition parties it is possible to basically enunciate that from eight million votes for the Chamber of Deputies approximately two million one hundred thousand voters, i.e. about one quarter of voters of the former Czechoslovakia, cast a vote for so-called „*opposition against state*”. Nationalization of Czechoslovak minority through the Sudeten German Party that found a significant support in the heavily strengthening fascist Germany and for which the difficult economic situation of the state depending on the overall difficult worldwide economic situation was an advantage, was already definitely anti-government against a background of rhetoric of political representatives of the Sudeten German Party. Situation in Slovakia was not much more favourable. The autonomist bloc promoting political autonomy for Slovakia and disturbing so constitutionally legal principles of the Czechoslovak Republic can then be hardly classified as ‚*common*’ opposition against majority according to Malypetrov’s classification of political opposition in the country. Since autonomist aims of Slovak opposition politics were supported by local Hungarian parties, the new Czechoslovak government faced rather political opposition in parliament than the opposition against state and no more an unimportant one. However, such general categorisation is of course inaccurate and also very tender at the same time, for political radicalisation of the Czechoslovak German minority, autonomist Slovaks and Slovak Hungarian kept each their own way and the resultant appearance was conditioned with more various internal preconditions and environment that determined various appearance of the relation of Germans, Slovaks and Hungarians towards the Czechoslovak state.

⁴⁴ For the basic comparison of main statistical results of parliamentary election in the first republic see for example *Československé dějiny v datech* (composite authors), Prague: Svoboda Publishers 1986 [1], 631-632.

⁴⁵ TZ NS: 2-3.

János Esterházy⁴⁶ gained a parliamentary mandate in the twentieth constituency in Košice where Hungarian parties together with the Zipser Germans gained the election result of 31.4%. Within the joint Hungarian-Sudeten-German candidate list in the Košice constituency voted in total 68,627 voters⁴⁷ and due to them Hungarian parties together with the Zipser German Party were placed far behind the second position of the election results in this constituency.⁴⁸ That position won the Communist Party of Czechoslovakia with 17.8% of gained votes followed by the Autonomist bloc that gained 13.2% votes⁴⁹ in the Košice constituency. Results of the nation-wide Czechoslovak political parties, agrarians and social democrats in the Košice constituency

⁴⁶ János Esterházy was a member of four parliamentary committees: the budget committee, the constitutionally-legal committee, the foreign committee and the agricultural committee. Like at party presentations or in his articles and interviews published in Czechoslovak and especially Hungarian press and in the Budapest newspaper he acted actively for the benefit of Hungarian minority rights, respectively for the benefit of keeping its cultural identity and free use and encouragement of Hungarian language in the socio-political life. Very often he acted for the benefit of Hungarian education, especially Hungarian language to be a school language in the possible largest territory of Czechoslovakia at that time that was inhabited by Hungarian minority, respectively for the benefit of full respect of the rights of Hungarian minority to freely use Hungarian language in all areas of socio-political life in the territories of the Czechoslovakia they inhabited. However, he addicted himself also to the economic social issue of Slovakia and Carpathian Ruthenia regularly in his parliamentary presentations. In the question of Slovakia he adhered to the autonomist attitude in accordance to the line of his party, respectively the line of political representatives of Czechoslovak Hungarians, within which he permanently accused Prague governments of objective anti-Slovak policy in his presentations and required consistent autonomization of Czechoslovakia, i.e. not only acknowledgement of the autonomic statute to Slovakia but also completion of the full-value autonomy of Carpathian Ruthenia to which Czechoslovakia was internationally and legally obliged and as the Czechoslovak Constitution declared.

Esterházy belonged to active political representants of his party in parliament and always for the first one claiming to joint the debate. In the Chamber of Deputies he belonged to speakers whose speeches regularly evoked life response from other parliamentarians. During the fourth electoral term of the Czechoslovak National Assembly he raised in total eight interpellations, fifteen times he presented within the debate, submitted one initiative proposal and raised one comment. Concurrently the Chamber of Deputies had to deal with 21 requirements related to immunity in connection with the parliamentarian Esterházy. During the fourth electoral term Esterházy was also called to order twice. Here it is necessary to remind that not only political representatives of the Czechoslovak Hungarian minority used the parliament often for presentation of their political attitudes and the attitudes of their parties. The essential reason for that was the fact that the parliamentary speeches had to be published in press as presented, which could cause possible problems to party press. The parliamentarian presenting the party attitudes that could get to readers without difficulties with a possible censorship, had no problem.

⁴⁷ *Poslanecká sněmovna ve IV: 52.*

⁴⁸ Number of parliamentarians in the Košice constituency was 237,513. The number of cast valid votes was 218,840. (n. 47.)

⁴⁹ In total 38,993 voters in the constituency No. XX voted the Communist Party of Czechoslovakia and 28,948 voters the Autonomist bloc. (n. 47.)

ranged between 11 and 14 percent.⁵⁰ The Sudeten German Party gained only 2% from the overall number of cast valid votes, which represented over four thousand of cast votes.⁵¹ Besides János Esterházy the Košice constituency delegated other two parliamentarians within the joint candidate list of Hungarian parties and Zipser Germans for the Chamber of Deputies of the National Assembly, József Szentiványi on behalf of the Hungarian National Party and Andor Nitsch, the sole representative of the Zipser German Party in the Chamber of Deputies. Out of four Slovak constituencies⁵² where Hungarian parties gained parliamentary mandates was the Košice constituency together with the Nové Zámky one a second constituency from which more than one parliamentarian of the joint Hungarian-Sudeten-German candidate list⁵³ came.

During 1937 political atmosphere in Czechoslovakia was becoming more and more nervous. The pressure in Central Europe which evoked and supported the more and more aggressive fascist Germany of which leaders became self-confident after a successful occupation of demilitarized Rhineland on 7 March 1936, caused an oscillation within the whole European international political scene. The laxity of international community towards German aggressive politics showed to Berlin that there is nothing to inhibit it to stage an attack and gradually fulfil the so far keen rhetoric in practice, especially in the Central European region in which the West gradually stopped to be interested and distinctly demonstrated that it will try to come to an agreement with Germany for the benefit of peaceful solution of the European political crisis, possibly also at the cost of changes to the Paris Peace Treaties. After Rhineland logically Austria and Czechoslovakia with the significant German minority got in the view angle of aggressive Berlin. At the break of 1937 and 1938 Czechoslovakia got, within the international political scene, de facto in a political vacuum without a fair power partner that would be able and willing to guarantee the existence in an appearance from the Paris Peace Treaties. The primary target of the Czechoslovak home and foreign politics at this time becomes the status quo preservation in Central and South-East Europe that would secure also rescue of the Czechoslovak Republic.

Stronger political pressure of Germany during the years 1936 and 1937 activated the most dangerous part of the tender Czechoslovak internal politics scene even more, the more and more uniform and more pro-Hitler German minority, respectively its strongest political representant, the Henlein's Sudeten

⁵⁰ The Republican Party of Agricultural and Smallholder People gained 14.3% (31,388) and the Czechoslovak Social Democracy 11.3% (24,629) votes. (n. 47.)

⁵¹ Accurately 4,301 votes. (n. 47.)

⁵² See the own text above.

⁵³ In total 7 parliamentary mandates were distributed in the Košice constituency. Besides the already mentioned parliamentarians of the joint 'Hungarian' candidate list István Stunda, the agrarian, Jozef Kopasz, the social democrat, István Kosik, the communist and Koloman Slušný, the autonomist represented the Košice constituency in the Chamber of Deputies. (n. 47.) 52-53.

German Party. The interest number one of the Czechoslovak government in the field of its internal politics, respectively the politics towards nation minorities became in autumn 1936 the German issue, respectively the Czech-German settlement issue that would secure pro-Czechoslovakia orientation of German minority. Base of the Czech-German settlement under the government of Milan Hodža,⁵⁴ the Prime Minister, should be, however, a cooperation and agreement with German activist parties, i.e. with German coalition parties, specifically the German Agrarian, Christian-Socialist and Social Democratic Party that represented, however, only one fifth of German minority in the state. They themselves were more and more subject to pressure of the Sudeten German Party. The concept of Czech-German settlement of Hodža's cabinet with an active support of activist German parties did not succeed due to the politics of Henlein's party of which requirements based on collective rights of the German minority and far autonomy according to nation register when an autonomist self administration of the regions occupied by German minority should, as required by Henlein's party, effect not only within the autonomy development area but it should be proportionally represented also in central bodies and authorities of the state. „*Counter-offensive*” of the Sudeten German Party fully paralysed the effort of Czechoslovak government to Czech-German settlement on the basis of cooperation with German activist parties.

Failure of the Czech-German settlement in support of German activist parties meant growth of an effect of the right-wing inside the strongest party in power, the agrarian party led by Rudolf Beran. From September 1937 both Hodža and other representatives of agrarians started to search closer contacts with the Sudeten German Party. These contacts of Hodža's government with Henlein's party eventuated direct, however, unsuccessful negotiations of the Sudeten German Party joining the government. Similar discussions proceeded concurrently with Hlinka's Slovak People's Party but neither these were successful. In the meantime, however, Henlein discussed concurrently the common process with Andrej Hlinka at the beginning of February, whose party immediately interrupted its negotiations of joining the government.

Under this practically hopelessly appearing situation in Czechoslovakia, Hitler gave a speech on 20 February 1938 in the Reichstag declaring protection of Germans living in Austria and Czechoslovakia. As a response to this speech Hodža, the Prime Minister of the Czechoslovak government, designated Hitler's words as interference into internal affairs of Czechoslovakia⁵⁵ on 4

⁵⁴ He was the 10th Prime Minister of the first Czechoslovak republic. He was at head of the government from 5 November 1935 to 22 September 1938.

⁵⁵ See *Těsnopisecké zprávy o schůzích poslanecké sněmovny Národního shromáždění Republiky československé* [Stenograph reports of meetings of the Chamber of Deputies of the National Assembly of the Czechoslovak Republic] (hereinafter referred to as TS). IV electoral term. V volume, 135 meeting, 4 March 1938, *Declaration of Dr. Hodža, the Prime Minister, on the latest questions of foreign politics*, 10–13.

March in the Chamber of the Deputies of Parliament at the 135 meeting in the fourth electoral term of the National Assembly.

Hodža's presentation in the Chamber of Deputies in which he responded to Hitler's exposé in the Reichstag and discussed the topical questions related to German issue in Czechoslovakia was reflected by parliamentarians within the proposed and consequently approved debate. The debate of parliamentarians referring to the Prime Minister's exposé proceeded at the 138 meeting of the Chamber of Deputies on 10 March 1938.⁵⁶ János Esterházy,⁵⁷ the Chairman of the United Hungarian Party, joined the debate in opposition. The chairman of united Hungarian parties, however, did not comment the actual foreign political situation and Hitler's words presented in the Berlin Reichstag, either via facti specific declaration of Hodža's government which in connection with Hitler's speech referred only to German issue in his presentation. Esterházy's presentation within the debate traditionally related to Hungarian issue and specific complaints of Hungarian national minority, respectively individual examples that could ease the opposition position of Czechoslovak Hungarian minority towards the government, at the beginning of his speech he mentioned also German issues though, especially driven by a declaration of activist Germans according to who Germans were oppressed in Hungary. Esterházy objected to such statements using an example of a four-hundred-year old secondary school in Levoča that was cancelled by Czechoslovak authorities in assistance of activist Germans. In his introduction, however, Esterházy called attention to general dissatisfaction of nation minorities with the politics of Czechoslovak governments. According to Esterházy's words Czechoslovak nation minorities had not been chartered all their rights for almost twenty years of duration of Czechoslovak. He again designated responsible coalition parties being involved in government politics to be the culprits of dissatisfaction of nation minorities. He inculcated all previous governments and coalition parties for not creating such atmosphere in the country that would favour authorised requirements of nation minorities and that would fully contribute to their satisfaction.

The chairman of the United Hungarian Party in his speech objected, however, against all that speak in parliament about the republic, either the Prime Minister or agrarian or socialist lawmakers, about the problem of nationhood, they all speak only about the German issue. Esterházy described this fact as crucial political mistake and expressed his opinion that the German issue is primary for the government only due to the „*big Germany*”,⁵⁸ being here. Chairman of the United Czechoslovak Hungarian Party declared in this connection that if the government would like to really solve the problem of nationhood in country rightly, it would not speak only about the German

⁵⁶ See TS NS, V volume, 138th meeting, 10 March 1938, *Debate regarding the declaration of Dr. Milan Hodža, the Prime Minister, declared on 4 March 1938.*

⁵⁷ For Esterházy presentation within the debate see (n. 56.) 20-23.

⁵⁸ (n. 56.) 21.

problem, when – as Esterházy stressed in his speech – here is also the Hungarian problem. János Esterházy, the political leader of Czechoslovak Hungarians alerted that the government should deal with the issue of Hungarian nation minority also primarily, despite the fact that Hungary is not such „powerful armed authority.”⁵⁹ According to Esterházy the government should esteem solving of the Hungarian issue to be its prime duty, especially considering by the Prime Minister so often declared necessary appeasement in the Danube basin.

According to Esterházy warding off political, cultural and economic harms of Czechoslovak Hungarians would not represent an unsolvable problem, if there was good will and concord in coalition. However, Esterházy designated the ruling coalition to be unable to solve serious and difficult issues. Esterházy criticised the government for its disunity and disorderliness.⁶⁰ Disunion of the government which according to Esterházy paralyzed the decision making of the coalition also in politically less serious questions, the Chairman of the United Hungarian Party designated later to be the reason why Hungarians cannot trust Hodža's government and expect meeting of their requirements that would both conciliated Hungarians with the government and that would evoke conciliation of the whole Central Europe.

The political leader of Hungarian minority in Czechoslovakia in his speech designated the government again as a culprit of the bad safety situation of the state due to which it must spend large money on armament. Chairman of the United Hungarian Party did not doubt the necessary duty of every state to keep an operational army and secure the compactibility of its frontier, he in particular protested against the doubtful foreign politics due to which it is necessary to spend much more financial means than on common circumstances. At the same time Esterházy designated also general dissatisfaction of citizens of the state no matter what nationality to be the cause of bad safety situation of the republic. Esterházy advised ministers and lawmakers again that the main guarantee of the state safety is satisfaction of all citizens of all nationalities. As Esterházy literally said: „*There is no surer mean for keeping the state safety but consolidation of internal relations so that everyone in this state is satisfied.*”⁶¹

⁵⁹ (n. 56.) 21.

⁶⁰ Here Esterházy pointed to a specific case of frivolous quarrel of the coalition in the agricultural committee regarding the parallel proposal of the agrarian and people's party when both proposals were of the same meaning, however one included the term „*agricultural settlement*” and the second one the term ‚settlement’. The dispute about the term ‚agricultural’ fully paralyzed the agricultural committee. Nevertheless, in the meantime the Hlinka's party and fascist party signed one of the proposals. The coalition agreed quickly to call their proposals off. However, Hlinka and the fascist party refused their signature of the proposal so it all resulted in a paradoxical situation when the government coalition had the vote against own proposal.

⁶¹ (n. 56.) 22.

Disagreement of not only Hungarians but also Slovak parties with Czechoslovak foreign politics Esterházy designated to be the main cause why for example Hungarians take an autonomist attitude and request declaration of autonomist self administration of Slovakia. In this connection Esterházy attacked especially the pro-Soviet politics of the government which is the cause – as Esterházy said – of Czechoslovakia not being able to agree with the neighbouring countries therefore it must squint at the Soviet Union which is completely somewhere else in political and world-view terms.

As a response to Hodža's speech about the current safety situation in Czechoslovakia Esterházy in his presentation openly spoke about specific requirements of Hungarian nation minority that could lead to obtaining a trust of Hungarian citizens in politics of the government which could significantly contribute to stabilisation of the internal situation of the state. Chairman of the United Hungarian Party referred to Hodža's appeal from his speech: „*We are all today obliged with mutual clarity. Clear speech means good will, loyalty and peace. Double-meaning language would mean insecurity, distrust and useless conflicts that would disturb not only us and neighbours but also whole Europe.*”⁶² Esterházy advised the national government again that solution of the Hungarian issue in Czechoslovakia requires only a bit of good will from the government.

From the area of cultural politics Esterházy mentioned in total five items, solution of which would mean much for conciliation of the Czechoslovak and Hungarian minority. On behalf of citizens of Czechoslovakia, of Hungarian minority, Esterházy required from the government especially respecting of the national status quo, i.e. immunity of language boundaries. In this connection Esterházy criticised the government again for deliberate abuse of agrarian reform when he accused responsible officials of deliberate abuse of homogenous Hungarian areas by redistribution of lands to citizens of Czechoslovak nationality in Mezibodroží and in south Slovakia. Referring to this accusation of Czechoslovak authorities Esterházy required an audit of the agrarian reform from the nation point of view. Secondly, Esterházy on behalf of Czechoslovak Hungarians designated binding of language right to district courses to be discriminating referring to closeness and coherence of Hungarian language territories. Esterházy required amendment of the existing directives so that language rights belonging to 20% minorities would be assured no matter the percentual ratio also for those territories of regions inhabited by Hungarians, in which they do not reach the qualified ratio, although they have 50% majority. Hungarians considered binding of language right to judicial districts an insufficient protection also in case of larger residential units. Therefore for the benefit of fair extension of the language right Esterházy required an issuance of such directive that would secure language rights to a

⁶² (n. 56.) 20.

nation minority already when achieving 10% of the numerical ratio at residential units above 500 citizens. Chairman of the United Hungarian Party pointed to a similar directive related to national minority at which the quote of 5,000 citizens was set, i.e. the national minority should be secured language rights no matter the numerical nation ratio in case its number was in some place higher than 5,000 people based on the latest census. Esterházy further required, not only on behalf of Czechoslovak Hungarians but also de facto on behalf of Slovaks) for the government to finally after 19 years extend the force of Act No. 189/1919⁶³ to the territory of Slovakia and Carpathian Ruthenia. He informed that this is also a requirement of the Slovak league and all Slovak parties. Esterházy accused the government that it is afraid of extension of the law validity to the whole territory of Slovakia in particular because of Hungarians who could require their own schools. Fifthly the Chairman of the United Hungarian Party demanded cancellation of Decree No. 12/1919 dictating for the names in the Register Offices to be recorded according to Czechoslovak orthography. The fact that Hungarian names must be recorded in the register according to Czechoslovak orthography Esterházy designated to be so absurd that Hungarians must object to it. In this connection Esterházy advised that as Hungarians know that Czech names must be written according to Czech orthography it must be clear that Hungarian names can be written only according to Hungarian orthography.

However, at the same time in connection with expectations of meeting the requirements of Czechoslovak Hungarians on part of the government Esterházy expressed his disbelief referring to promises of the government from recent months in the field of its politics towards Hungarian minority from which if only a fraction was met – as Esterházy pointed out – it could guarantee a completely different environment in the Czechoslovakia internal life. Esterházy alerted that after so many promises given to Czechoslovak minorities, which were not fulfilled on part of the government, minorities do not trust the government any more and suspect it of dealing with minorities only if there is identified disadvantageous reversal of the foreign political situation for Czechoslovakia. The Chairman of the United Party of Czechoslovak Hungarians designated declaration of political, economic and cultural freedom and equality of minorities in Czechoslovakia a propaganda phrase of Czechoslovak government within its stressing of democracy in Czechoslovakia in front of abroad. Esterházy, the parliamentarian clearly declared his attitude and the attitude of his party and most of the Czechoslovak Hungarian minority in his speech. He pointed out that the national majority and Hungarian minority will become reconciled only when Hungarians in Czechoslovakia are fully

⁶³ Act No. 189 dated 1919 on People's schools made establishment of a people's school obligatory everywhere where with 40 children of school age with a school language being their mother language.

equal to the national, i.e. Czechoslovak majority and when the Czechoslovak authorities do not try to turn Hungarian citizens Czech.

The political leader of Czechoslovak Hungarians finally advised the government in his exposé presented within the debate regarding the Prime Minister's speech referring to the latest questions of foreign politics and on behalf of his party that until the Czechoslovak government changes its economic, cultural and social program towards minorities and until it makes order in its own house, the United Hungarian Party will take the only possible way for Czechoslovak Hungarians, i.e. it will fight for autonomy of Slovakia and equality of Czechoslovak Hungarians with the national majority on fair and legal base.

Chairman of the United Hungarian Party used the parliamentary forum for further criticism of the government one month later, when within the debate of parliamentarians he repeated again the disbelief of Czechoslovak Hungarians to the government and its approach to the problem of nation minorities in the state. Esterházy criticised the national politics of the government during the debate of parliamentarians about the act of fee equivalent at the 145 meeting of the Chamber of Deputies on 5 April 1938.⁶⁴ Rather than to objective criticism of the governmental document Esterházy used purposely the debate, in which he was in opposition, for further general criticism of the government cabinet and government politics of Czechoslovak governments. The denial statement he presented on behalf of the Hungarian party regarding an amendment submitted by the government was based not on specific objective arguments towards the government document but on overall opposition attitude of the United Hungarian Party towards the government and its politics, respectively national politics of all previous Czechoslovak governments. Esterházy basically refused the governmental document a priori due to overall loss of belief of the political representatives of the Czechoslovak Hungarian minority in hope for rehabilitation of the national politics of Czechoslovak governments under rule of Beneš, Masaryk's successor in presidency, and under coalition government led by Milan Hodža. Esterházy in his next parliamentary presentation within the debate of the parliamentarians of the National Assembly expressed a disappointment of political representatives of Hungarian minority from the trust that they provided in the Czechoslovak parliament both at election of the second president of the republic at the end of 1935 and at the vote of confidence to Hodža's coalition government believing that under the Hodža's chairmanship the government will solve all questions that the previous governments could not or did not want to solve. On this occasion Esterházy accused Hodža's government of the same inactivity all previous governments

⁶⁴ See TZ, IV electoral term. Meeting 143-159 7-8 conference. (From 29 March 1938 to 16 December 1938.) Prague 1938 (VI. vol). 1 agenda item of the meeting: *Report of the budget committee of the government bill (print 1149) on fee equivalent (print 1264)*. For Esterházy's exposé 13-15.

performed according to Hungarians. However, according to Esterházy the disappointment of Czechoslovak Hungarians in Hodža's government was bigger considering his acting in Hungarian parliament in 1906 for the benefit of improvement of situation of the Slovak nation. As a contrast of this his role in Hungarian legislature Esterházy placed the activity in the position of top Czechoslovak politician when as a Prime Minister he was not able to contribute with the gained personal political experience from the politics of national minority towards the national majority to appeasement of Czechoslovak citizens of non-majority nationality from 1935.

As the culprit of the difficult internal and foreign political situation of Czechoslovakia the Chairman of the Hungarian National Party designated the government and its politics again. On this occasion Esterházy further intensified the intransigence of his rhetoric. Political leader of Czechoslovak Hungarian minority advised that it is not possible to oppress and disfranchise whole national bodies for two decades. Chairman of the United Hungarian Party accused the Czechoslovak government and responsible officials of the Czechoslovak state presenting internally and externally to be national state, whereas as Esterházy informed, the Czechoslovak Republic is the clearest example of national state. At the same time Esterházy indirectly refused the concept of Czechoslovak nation when he pointed out the autonomist aims of two and a half million Slovaks who stand on the platform of Czechoslovak Republic, however they want to figure as peculiar nation. Chairman of the United Hungarian Party stressed the political attitude of Andrej Hlinka, the leader of Slovak autonomists, who fought for originality of Slovak nation also in 1938 as well as he did in 1908, when he was on the same national-political platform with the Prime Minister Hodža. Esterházy directly blamed him that due to 'intoxication' with ministry chairs he denied his ancestors and together with his „compliant party”⁶⁵ he professes that an independent Slovak nation does not exist. Esterházy also refused considering of the legitimate requirement of Hlinka's Slovak People's Party for Slovak autonomy to be a parricide to the Czechoslovak state.

Esterházy now protested also against the lately imposed ban on party meetings which the government forbidden for a temporary period of one month.⁶⁶ In connection with this step of government cabinet the Chairman of the United Hungarian Party spoke about trampling of democratic principles in Czechoslovakia. This measure he designated to be other new evidence of the fact that in Czechoslovakia – as he said – is everything but democracy. Esterházy warned that if the government disabled the party to meet and keep contacts with voters, it „cleans hands”⁶⁷ and transfers full responsibility to

⁶⁵ TZ: 14.

⁶⁶ Ban issued on 1 April.

⁶⁷ TZ NS: 14

government. He accused the government coalition that it approached to this monthly ban only to clear off the unpleasant criticism and not to solve the problem of nationhood in the state, as reported, when Esterházy pointed out that ignoring of the problem of nationhood for the period of 20 years cannot be corrected in four weeks. Esterházy called upon the government to rather listen to requirements of national minorities instead of taking similar measures to secure internal quiet in the state, i.e. to give autonomy to Slovak and Sudeten Germans and meet the requirements of Polish minority.

The debate of parliamentarians regarding a draft bill of fee equivalent Esterházy used for decisive declaration of the requirement for a writ of new parliamentary, regional and representative election so that an autonomist will could transparently show and the government would be forced to approach the declaration of autonomy of Slovakia. The parliament Esterházy then used for declaration of the party statement in the direction to his voters when he calmed Hungarian minority with words: „*Hungarian men and women of united parties, from this place I am giving the message to you: although we are not allowed to hold a mass meeting, do not worry, we, the lawmakers, are here fighting for better future and hope in victory of the Hungarians.*”⁶⁸ During the first republic Parliament was in many cases the only tool how to interpret political attitude of the party to voters without press censorship. Parliament speeches could not be modified or censored in press, press had to print them in conform wording as recorded in a stenographic protocol.⁶⁹ Chairman of the United Hungarian Party used this ‚*turn*’.

The internal and foreign political situation in Czechoslovakia dangerously graduated between both last mentioned Esterházy speeches in the Chamber of Deputies in the National Assembly. Although the parliamentary rhetoric of the Chairman of United Hungarian Party was not practically beyond the context of the nature of his speeches from the beginning of the fourth electoral term of the National Assembly, it is possible to recognize more categorical stressing of solution of the Hungarian issue on the basis of requirements of Hungarian politicians. Day after the debate of parliamentarians regarding the speech of the Prime Minister of the Czechoslovak government in the Chamber of Deputies about the foreign politics issues, in which Hodža reacted to Hitler’s declaration of ‚*protection*’ of Germans living in Austria and Czechoslovakia, on 11 March German troops started to occupy Austria. The Alpine state lost its sovereignty and became a part of the Third Reich. Adolf Hitler, the Chancellor of Germany, fulfilled herewith a part of his words presented in the Reichstag on 20 March. It was clear that due to this step of Berlin, the international political situation of Czechoslovakia impaired rapidly.

⁶⁸ TZ NS: 15.

⁶⁹ Parliamentarians often abused this fact and within their presentations they read the censorship confiscated articles against the wording of which recorded by stenograph the censorship could not interpose any more.

Austrian Anschluss activated the Henlein's Sudeten German Party significantly and it started to behave even more confidently and categorically towards the Czechoslovak government. The evidence was also a speech of K. H. Frank⁷⁰ in the Chamber of Deputies of the National Assembly on 15 March.⁷¹ Henlein's representative presented an official declaration of the Sudeten German Party. It welcomed integration of Austria into the Third Reich and advised the Czechoslovak government not to worry about the German interest in fates of German minorities in neighbouring states and to try to „create a situation from own will, which would not give rise to authorised complaints.”⁷² Declaration of Henlein's party accused the Czechoslovak government that instead of meeting the „life requirements of Germans”⁷³ and acquiring them for the state „it continues in the politics which causes the national political ratio becoming more and more indefensible and strained.”⁷⁴ The Sudeten German Party advised that the required new arrangement of internal political circumstances in the Czechoslovakia would be beneficial at that moment from the politic aspect not only for Sudeten Germans but also for the Czechoslovak state itself. Henlein's party in the conclusion of its statement strictly declared that it does not put up with the target of the Czechoslovak National State, refuses the aim for Czech-German settlement from the beginning of 1937 proposed by the government in cooperation with activist German parties and that it is determined to „fight more for its political rights, cultural freedom and economic and social security.”⁷⁵

The Austrian Anschluss, however, disintegrated also the German democratic, so called activist parties which faced internal crisis due to a big pressure of the Sudeten German Party from autumn of 1937. The internal crisis of German activist parties finished on the basis of Henlein's appeal dated 17 March regarding establishment of a large political line of German minority in Czechoslovakia. On 23 and 24 March the German party Farmers' League⁷⁶ and German Christian Socialists⁷⁷ joined the Sudeten German Party and its representatives left the government.⁷⁸ On 25 March Ludwig Czech,⁷⁹ the

⁷⁰ Karl Hermann Frank.

⁷¹ See TZ NS: 14-15.

⁷² TZ NS: 14.

⁷³ TZ NS: 14.

⁷⁴ TZ NS: 14.

⁷⁵ TZ NS: 15.

⁷⁶ Bund der Landwirte.

⁷⁷ Deutsche christlich-soziale Volkspartei.

⁷⁸ Franz Spina, the nondepartmental minister, represented the Farmers Union and Erwin Zajicek, the nondepartmental minister, represented German Christian Socialists.

⁷⁹ A) In government he exercised the function of a minister of public health and physical education. B) German Social Democracy was weakened with the fight between old leadership represented by Czech and the young generation led by Wenzel Jaksch who replaced Czech at the head of party at the end of March. (The party was established in September 1919. It reached the biggest

representative of German Social Democracy⁸⁰ resigned due to the pressure of the right-wing inside the government and internal party conflicts. Such strengthened Sudeten German Party then categorically called upon the government on 28 March at the 142 meeting of the Chamber of Deputies to immediately solve the problems of nationhood to with its acts evoke „*at least a delusion of trust*”⁸¹ in new national politics of the Czechoslovak government at Sudeten Germans. Henlein’s party clearly demonstrated to the government through Ernst Kundt, its parliamentarian, that the move is only up to it and called upon the government cabinet not to forget „*its responsibility not only in front of its nation but in front of the whole Europe.*”⁸² According to the changed arrangement of political powers, especially on the German side, the Sudeten German Party called upon the government to writ general election. The self-confident rhetoric of Sudeten Germans highlighted categorical caution of Kundt for the Czechoslovak government not to doubt any more that „*only an essential and courageous solution of the problem of nationhood can secure permanent internal and external peace to this state*”⁸³ respectively that the government has no other option considering the graduated problem of nationhood but to accept the new national politics.⁸⁴ Let us add to the context of these words that a day before this Kundt’s declaration Henlein and K. H. Frank discussed other process of the Sudeten German Party with Hitler in Berlin, who called upon these Sudeten German political representatives to pose unacceptable requirements to the Czechoslovak government.

Pressure in the country was bigger and bigger. The above mentioned ban of the government on holding party meetings issued on 1 April against which Esterházy protested in parliament within the mentioned debate of parliamentarians on 4 April during which he protested also against missing of the Hungarian issue and limiting the problem of nationhood in Czechoslovakia only to the German one, was supposed for prevention of uncontrolled explosion of internal political situation. Protest against the apparent priority of German issue in the politics of the Czechoslovak government, however, was not unsubstantial on the background of actual events – on 1 April Hodža, the Prime Minister, started negotiations with the Sudeten German Party. Nevertheless, priority of the German issue was logic considering the statistical numbers and foreign political situation. On the other hand also the aggressive Nazi politics of the still overwhelming Hitler’s Germany was a support to German national minority of a different range than could be the Horthy’s Hungary to Hungarian

election result in parliamentary election in 1920 when it gained almost 600 thousand votes. However, in 1935 it gained only a half of votes, fewer than 300 thousand voters cast their vote for the party.)

⁸⁰ Deutsche sozialdemokratische Arbeiterpartei.

⁸¹ TZ NS: 14.

⁸² TZ NS: 15.

⁸³ TZ NS: 14

⁸⁴ TZ NS: 14.

minorities in succession states of Austria-Hungary. Last but not least the logicity of the priority of German issue resulted also from the organised dangerous radicalisation of German citizens that was enhanced with a strong ideologization of the national assembly, showing only in the field of rhetoric of political representatives of Czechoslovak Germans but also by behaviour of most citizens of German nationality. Organised active contradiction of German minority towards the Czechoslovak state gradually became reality and the aggression of political rhetoric of the Sudeten German political representatives started to be accompanied by real power threat. Full resolution to ‚defend‘ the interests of Sudeten Germans with all means as heard from political representatives of German minority more and more often, should then unmistakably demonstrate an establishment of special armed teams that were organised according to SS brigades.⁸⁵ By contrast the opposition politics of Czechoslovak Hungarian minority represented by the united political representation from mid 1936, the United Hungarian party remind despite the pressure of the Henlein's party in original form. Keeping up the pressure on organising power seditious events by the political representation of the Czechoslovak Hungarian minority as a compulsory mean on the Czechoslovak government, was due to Count János Esterházy, its chairman.

Events of the following months took a quick flow. The incomppliance and intransigence of political leaders of German minority eliminated the possibility to anyhow positively solve the internal political crisis in country during negotiations with the Czechoslovak government. Still increasing requirements of the Czechoslovak German minority being in almost absolute tribute of the Henlein's party which was in political aspects duly instructed from Berlin, paralyzed all common negotiations of representatives of the Sudeten German Party and the Czechoslovak government. The German issue in Czechoslovakia gained quickly wider foreign political dimension and by European powers it was understood as a question on which depends peace in Europe. In the light of Berlin incomppliance and its false diplomacy as well as in the light of revulsion of Great Britain and France the foreign political situation in Czechoslovakia was becoming less and less positive. Continuous warning of Czechoslovak diplomats did not meet practically any response of former allied powers. Due to a disinterest of its ‚partners‘, London and Paris, Prague was finally put fait accompli which representatives of Great Britain and France together with Hitler's Germany and Mussolini's Italy dictated to Czechoslovakia in the Munich Agreement.⁸⁶ According to this forced Agreement Czechoslovakia had

⁸⁵ So-called *Freiwilliger Schutzdienst*. Establishment of this „*voluntary protective service*“ of the Czechoslovak German minority was announced by Henlein on 13 May.

⁸⁶ The Munich Agreement dated 29 September 1938 was signed by Adolf Hitler, the German Reich Chancellor, Benito Mussolini, the Leader of Fascist Italy, Neville Chamberlain, the British Prime Minister and Édouard Daladier, the French Prime Minister.

to assign – as stipulated in the Agreement – „*the Sudeten German territories*” to Hitler’s Germany.

The Munich Agreement, however, did not apply only on the German issue any more but also Polish and Hungarian.⁸⁷ Amendment to the Munich Agreement informed Czechoslovakia that if the issue of Polish and Hungarian minorities concerned in Czechoslovakia is not solved within three months by the governments involved by agreement, this issue will become a subject to further negotiations of four powers signed under the Munich Agreement. Guarantee of new Czechoslovak frontier on part of Germany and Italy was then directly conditioned with solving the Polish and Hungarian issue in Czechoslovakia in cooperation with Polish and Hungarian governments.⁸⁸ Hitler’s intention to control Czechoslovakia brought together with the German issue also the issue of Czechoslovak Hungarian minority and the indistinctive Czechoslovak Polish minority on the international political scene. In connection with this stipulation of the Munich Agreement Warsaw handed over the ultimatum to Prague on 30 September requiring assigning of the Těšínsko territory from the Czechoslovak government. Prague cabinet complied with the ultimatum immediately on 1 October.

However, the Hungarian issue was not solved within the set period. Czechoslovak-Hungarian negotiations regarding assigning of southern parts of Slovakia to Hungary in Komárno that was held from 9 to 13 October 1938 remained unsolved. The Czechoslovakia – Hungary dispute was finally solved by an arbitration award dated 2 November 1938⁸⁹ of Joachim von Ribbentrop, German Secretary of State for Foreign Affairs and his Italian department colleague Galeazzo Ciano, on the basis of which Czechoslovakia had to assign a significant part of the territory of southern and eastern Slovakia, including the south-west part of Carpathian Ruthenia,⁹⁰ to Hungary from 5 to 10 November 1938.

The Munich Agreement did not break Czechoslovakia only from outside but with its consequences also from the inside. It brought a definite collapse of the Masaryk-Beneš concept of the Czechoslovak state from the first republic.

⁸⁷ Leading Hungarian representatives headed by Miklós Horthy de Nagybánya, the Regent of the country, discussed the question of Czechoslovakia with Hitler during their official visit to Germany in the second half of August 1938.

⁸⁸ In a special amendment to the Munich document the Great Britain and France entered for guarantee of new Czechoslovak frontier according to an English-French proposal submitted to the Czechoslovak government on 19 September, in which England and France appealed to Prague to assign the frontier areas with over 50% German population to Germany, nevertheless the reality was different at the end. The government of the abridged Czechoslovakia did not manage to secure international guarantees to its new frontier at the end.

⁸⁹ So-called First Vienna Arbitrage.

⁹⁰ Besides the southern and eastern Slovakia and the south-west part of Carpathian Ruthenia that were handed over to Hungary, Czechoslovakia had to also assign Děvín and Petržalka, a small territory around Bratislava, with their surrounding to the Third Reich during November. These territories were a part of the Third Reich until 1945. Based on the First Vienna Arbitrage Czechoslovakia lost further 11,927 km².

Czechoslovakia lost the foreign political partners that joined the establishment of the Paris Peace Treaties and on the basis of new international political relations it was clear that the republic gets under the political tribute of the Third Reich. Hodža's government resigned prior to signature of the Munich Agreement on 22 September and it was replaced with the caretaker government of the General Jan Syrový, the inspector general of the Czechoslovak armed forces. Under the impression of new events the right wing, i.e. objectors of the politics of Castle led by Rudolf Beran,⁹¹ the Chairman of the party, got the upper hand inside the strongest party in power, the agrarian party. Under the pressure of new circumstances Edvard Beneš, the president resigned on 5 October 1938 and left for emigration. One day later the constitutional legal bases of the first republic *'collapsed'* via facti. On 6 October the Hlinka's Slovak People's Party released the Slovak Nation Manifest declaring autonomy of Slovakia. That was also the end of the principle of united Czechoslovak nation. Other Slovak parties joined the declaration, Slovak agrarian parties, national socialist parties and national and business parties. One day later on 7 October the first Slovak autonomist government led by the chairman of the People's Party, Monsignor Jozef Tiso,⁹² the Catholic priest, was named. Authoritarian nationally right-wing political direction of the Slovak autonomist government gradually eliminated the democratic bases of the country administration in Slovakia. *'Victory'* of the autonomism was accomplished by establishment of the first autonomist government of the Carpathian Ruthenia on 11 October headed by Andrej Bródy. Enforcement of autonomist tendencies in practice in Slovakia brought to fore also separatist tendencies for which the international political climate in the Central European territory was beneficial.

However, gradual elimination of democratic structures happened also in Czech. The initial moment was entering of nationally-totalitarian tendencies in Czech political life during autumn which disrupted the pillar of political system of the first Czechoslovak Republic, the Republican Party. According to this internal political development the political management of the country passed to national right-wing powers. On 1 December 1938 the caretaker government of general Syrový was replaced with the government of Rudolf Beran, already the Chairman of the new political party at that time, the National Union Party, the party of totalitarian type which was established on 18 November from the initiative of the agrarian party and supported by the National Assembly.⁹³ New

⁹¹ He was the chairman of the party from 1935. In 1935 he unsuccessfully tried to stop Edvard Beneš to be elected the president of the republic, when together with the parties of so-called December bloc he aimed to carry a right-wing candidate.

⁹² Franz Karmasin, the chairman of German Nazi Party (*Deutsche Partei*) in Slovakia which the government of Tiso legalised on 10 October, entered the Slovak autonomist government on 14 October.

⁹³ National Fascist Community and the Czechoslovak People's Party entered the National Union Party on 19 November and Czech nationally socialistic parties on 22 November. Neither

government was appointed by the new president who became Emil Hácha on 30 November.

The first radical interference of Beran's government in the pre-Munich democratic structures was the government proposal of so-called enabling act which was approved by the parliament on 15 December 1938. Parliament democracy in Czechoslovakia was cancelled by this legal standard. Political decision making was fully transferred to the government and the president. Legislation was delegated fully to government which had the right to replace acts with government decrees for the period of two years.

In the debate of the parliamentarians regarding so-called enabling act and the statement of politics of Rudolf Beran, the Prime Minister, János Esterházy,⁹⁴ the Chairman of the United Hungarian Party and political leader of Czechoslovak Hungarians joined the debate of parliamentarians at the 157 meeting of parliamentarians in the fourth electoral period of the National Assembly on 14 December 1938 for the first time from the fatal moments of the first Czechoslovak Republic which meant its end – Munich Agreement, declaration of Slovak autonomy, establishment of the first autonomist government of Carpathian Ruthenia and so called First Vienna Award and at the same time also for the last time in Czechoslovak parliament.⁹⁵

Esterházy being autonomist politician and being a politician promoting the interests of the Czechoslovak Hungarian minority did not consider necessary, due to declaration of the political autonomy of Slovakia, to comment the first item of the debate of parliamentarians from the position of political leader of the Czechoslovak Hungarian minority, i.e. the program speech of the new Prime Minister. Esterházy referred to the fact that now Hungarians will have solve their own questions not together with the Prague but Bratislava government. Chairman of the United Hungarian Party expressed a hope, referring to the fact that Hungarians together with the Slovak People's Party fought for autonomy of Slovakia for the whole 20 years, that the remaining Hungarian minority in Slovakia will acquire its rights in hundred percent. Esterházy speech, however, also documents the gradual transfer of winning

social democracy of which base generated a uniform nationally-left-wing party, the National Labour Party (established on 18 December 1938), which a part of the nationally-socialistic party also joined, avoided the strengthening nationally-authoritarian tendencies in political life of the country.

⁹⁴ For Esterházy last presentation within the debate of the National Assembly parliamentarians in his fourth electoral term see TZ NS, 157th meeting, 14 December 1938, joint discussion of 1 and 2 agenda item of the meeting: 1) *Debate regarding the declaration of Rudolf Beran, the Prime Minister, made at the 156th meeting of the Chamber of Deputies on 13 December 1938* and 2) *Report of the constitutionally-legal committee of the government bill (print 1437) on change of the Constitution of the Czech and Slovak Republic and on special enactory power (print 1438)*, 5.

⁹⁵ 157th meeting of the Chamber of Deputies of the National Assembly in the fourth electoral term was one of the last ones. The last 159th meeting of the Chamber of the Deputies of the National Assembly was held on 16 December 1938.

autonomist tendencies in last months in separatist tendencies. His words, although indirectly, but still uniquely document his current statement preferring the full independency of the Slovak state to autonomist administration of Slovak within the smaller Czechoslovak state. Also the introduction of the Esterházy speech within the debate of parliamentarians indirectly declares his disappointment from the fact that the Vienna arbitration did not add all the Slovak Hungarians⁹⁶ to Hungary.

Other part of Esterházy speech regarding the first and second item of the debate of parliamentarians on 14 December 1938 is an evidence of keeping a certain common political perception – of course within the limits of a politician of national minority in socio-cultural context of ‚national’ thinking of the society of interwar Central Europe – the current socio-political process in the period of growing modern nationally totalitarian trends under which finally came also the Czechoslovak political scene. In the debate of parliamentarians regarding the government bill of so-called enabling act Esterházy presented on the side of the minority, i.e. the opposition, voting against the submitted bill of totalitarization of power in the state and he even joined the debate of parliamentarians regarding this government bill in opposition as the first one.⁹⁷

Esterházy refused to accept the government bill, of so-called enabling act, with reference to the fact that „*it opposes the parliamentarism ideas and secures so far egregious full power to individual and rights of wide dimensions which equals to a certain type of dictatorship.*”⁹⁸ Nevertheless the Chairman of the United Hungarian Party did not directly criticise the new government garniture. With agreement he acknowledged the critical words of new political elite of the post-Munich republic presented at the address of the leading political agents of the past twenty years, in which he could see a rehabilitation of the twenty-year opposition of political representatives of the Czechoslovak Hungarian minority. He also expressed a certain hope of „*real ordeal*”⁹⁹ of public life from „*everything that was bad according to you and that brought destruction to Czech*”.¹⁰⁰ However, regarding the new political system limiting the parliamentary democracy in the country Esterházy expressed distrust on behalf of the Hungarian minority, he did not eliminate the possibility that on the basis of some deeds Hungarians could rehabilitate their opinion on the new government. As Esterházy declared: „*Without any*

⁹⁶ (n. 95.) 6.

⁹⁷ Four parliamentarians were in opposition. Besides Esterházy Antonín Zápotocký and Jaromír Dolanský, the parliamentarians of the Communist Party of Czechoslovakia and František Schwarz, the unregistered parliamentarian, respectively the former parliamentarian of National League.

⁹⁸ (n. 95.)

⁹⁹ (n. 95.)

¹⁰⁰ (n. 95.)

condition we expect the current power holders not to make the mistakes of previous governments and not to repeat them but with their acts to prove considering of every citizen of the state to be valuable and equal no matter of which nationality he/she is and finally to stop the categorisation of citizens in first, second or third grade."¹⁰¹

Esterházy's critical assessment of the aim of Beran's government cabinet to temporarily stop parliamentarism in the country was based on the nationally conservative, not extreme nationally right-wing attitude. From abridgement of the democratic structures he was afraid especially of abuse of the authoritative mandate of the government towards national minorities. Although Esterházy declared at the beginning of his speech that now the fight of Hungarians for their rights transfers from Prague to Bratislava and therefore also now he declares the preparedness of Hungarians who remained in the post-Munich republic to fight for their full equalization with other nations in every field of public life so that – as Esterházy said – the events from recent past that according to his words produced dissatisfied and disquiet national bloc¹⁰² would not repeat again.

Political behaviour of Count János Esterházy, first as the Chairman of the Hungarian Country Christian-Socialist Party and later as the Chairman of the United Hungarian Party in the Chamber of Deputies of the National Assembly, was determined with many aspects which resulted from the contemporary thinking of the Central European society at that time. Primarily it is necessary to always perceive Esterházy and other political representatives of the Czechoslovak Hungarian minority at that time strictly in the context of the period of interwar Central Europe. It is unexceptionable that the post-war Central Europe significantly transformed with the Paris Peace Treaties was not prepared for a successful challenge of its new appearance, new demands which were laid on it by modern western powers. Socio-cultural identity of the Central European society at that time was still locked in tight barriers of national thinking and national seeing of the 'world'. Although it was Czechoslovakia that experienced the biggest success in building the democratic civic society in the interwar Central Europe, neither here we meet fully successful overcoming of the national seeing of socio-political development in the country due to which the government political elite was not able to fully reflect the, at first sight appearing, marginal requirements of own self-identification, although maybe small from the view of national majority but more essential for national minority. It is so logic that within this context two political courses stood against each other, the state course and the national course, the course building state safety and state identity of the new state with large population of other nationality in politically turbulent and heterogeneous

¹⁰¹ (n. 95.) 7.

¹⁰² (n. 95.) 6-7.

waves of the Central European region and the national course defending the rights of nationalities affected specifically with several hundred-year historical tradition and mutual experience of living together in past centuries towards the state identity. Based on the immediate post-war development this opposition incorporated in the opposition of two different principles of the state administration from the constitutionally legal aspect: state centralism with limited country administration and autonomism with autonomist political and cultural national administration to which also the second half of the politically declared state-legal Czechoslovak nation gradually inclined, i.e. Slovaks. Here the Czechoslovak nationhood and „*Czech and Slovak autonomism*” to which also the political representatives of the Czechoslovak Hungarian minority inclined, stood against each other.

If it would be necessary to decide into what extent Esterházy's political attitudes, respectively the politics of political representatives of the Czechoslovak Hungarian minority can be put in context of Czechoslovak nationhood, there is no other option but to eliminate this compatibility. However, if it was the context of Esterházy, respectively Hungarians and „*Czech-Slovak nationhood*”, we would at least move to the level of possible theories and estimations on the basis of study of relevant indicia of the politics made by Czechoslovak Hungarian politicians. The politics of political representatives of the Czechoslovak Hungarian minority was based on autonomism, i.e. the autonomist ‚Czechoslovak’ arrangement of the republic. In this field they got to the political vicinity of Slovak autonomists, however not to the political alliance with Slovak autonomist political spheres. The „*Slovak-Hungarian*” autonomism was, however, beyond the constitutionally legal principles on which the interwar first republic was built and it did not comply with the Masaryk's ideas of Czechoslovak state.

The Czechoslovak nationhood and Esterházy stand against each other sharply after a unilateral victory of autonomist tendencies due to disruption of the republic under the Munich dictate and the verdict of the Vienna arbitration. On the basis of a dominance of national barriers in political ideas of that time it is hard to expect a disappointment of political representatives of the Hungarian national minority from assigning of the major part of the Czechoslovak Hungarian minority to the Horthy's Hungary. The same is then valid about the political leader of the Czechoslovak Hungarian minority of the second half of the 30's, Count János Esterházy. However, considering that time, the socio-cultural barriers of society thinking at that time, it is not so incomprehensible. Collapse of the Paris Peace Treaties was a logic result of the inability of the state-national identity to adapt to demanding and with the national way of seeing the ‚*world*’ sharply affected requirements of multinational coexistence within the newly redrawn state frontier of the Central Europe, which replaced one multinational complex with smaller and

more or less multinational state complexes. Due to the fact that political representatives of the affected national minorities welcomed the new frontier drawn two decades later in the initial euphoria, it is not possible to anyhow unilaterally judge in terms of the first half of twentieth century. It is already clear that it was a necessary logic pre-level of the final separation of the European nations from the national understanding of geopolitical facts, although this failure of strictly national seeing of the ,*world*' ended up in the most tragic war conflict in human history.

Péter András Tóth – Lajos Pallos

An Open Letter from a Hungarian to President Wilson concerning the Integrity of Hungary. A Forgotten Pamphlet of the Territorial Integrity Propaganda

I. Part

In December, 1918, a Hungarian person who hid his identity, drafted an open letter to President Thomas Woodrow Wilson.¹ Given, that the letter is unusually long, it will not be published, but only its most important parts will be presented. The first part of the study tries to summarize the East-Central European policy of the United States, focusing on Thomas Woodrow Wilson. The second part is about the Hungarian Territorial Integrity League, which published the open letter at the end of 1918.

The determined appearance of the United States significantly stirred up the public opinion of the war-torn countries. The American peace terms gave some causes for guessing because the United States had not been involved to any previous European wars, but the Wilsonian statements were received cordially by the population. The belligerent countries were unable to renounce their war aims because they were aware of that the war had already taken huge tolls. The American entry into the war played a key role in the Allied victory and it seemed that the president's democratic ideas, which were repeated and specified in several declarations, would be a determining factor in the post-war peace system. The international weight of the United States became considerably larger, and her allies were in her debt both in political and economic senses. The president, therefore, could be optimistic that his principles would prevail at the peace conference as well. The defeated countries could only rely on the American president's ability to enforce his Peace Without Victory program.

The Wilsonian principles held out that the restoration could be achieved in a favorable international environment. The president's program had great impact on the Monarchy, especially in Hungary. When the United States entered the First World War, only Mihály Károlyi and other liberal politicians supported Wilsonism. From the beginning of 1918 until the end of the war the impact of the President's principles was growing rapidly. By that time it was widely accepted that only President Wilson was able to create an honorable peace.²

¹ *Egy Magyar ember nyílt levele Woodrow Wilson elnök úrhoz Magyarország integritásáról* (An Open Letter from a Hungarian to President Wilson Concerning the Integrity of Hungary), Hungarian Territorial Integrity League, Budapest, 1918.

² As the translator of his book, *New Freedom*, Dezső Rózsa announced in the foreword: He carries out democracy, he preserves national traditions, he is the guardian of the peoples' sovereignty, he is the only hope of the oppressed peoples, he is the specter of the hawks and both

According to the author of the open letter, the fact that Wilson travelled to Europe was as important as the first voyage of Columbus. After that he analyzed meticulously the president's most significant and popular statements. The author's motivation was clear. He wanted to prove that the American war aims did not contain the necessity of the dismemberment of Austria-Hungary.

After the outbreak of the war it became obvious that the Monarchy could only take part in it with huge efforts. This was reinforced by the reports of the American ambassador in Vienna, Frederic C. Penfield. The diplomat pointed it out that the confederation faced up serious economic difficulties from the beginning of 1915. He saw the gloomy mood of the poorer classes, and later he was convinced that they were at the end of their endurance.³ After the American entry into the war it was recognized that it ought to be separated from Germany, because in spite of its unsteadiness it was an important military contributor to the German war effort.

The dismemberment of the Monarchy was not supported by the United States because it was generally accepted that it could secure the stability of Central Europe. The leaders of the other minority nationalities, however, wanted its partition. They claimed that the new states which had to be created from the ruins of the confederation were a real obstacle against German expansion. According to Penfield, the growth of the Slav population caused serious problems in the governance of the Monarchy, and the well-organized Czech and Southern-Slav nationality movements were dangerous to the integrity of the empire.⁴

American-Austro-Hungarian relations were overshadowed by the Dumba affair. Teodor Konstantin Dumba, the Austrian ambassador, was expelled from Washington because some of his secret papers were related to saboteur activities in American munitions factories. Wilson and Lansing announced him *persona non grata*; after that some newspapers published satirical poems about him, but this issue was not harmful to the relations between the two countries.⁵

Wilson was re-elected in 1916. The difference between the candidates was quite small. The Polish propagandist and pianist, Ignacy Jan Paderewski recognized the outstanding importance of the American support for the

the victorious and the conquered look at him as a Redeemer. WILSON, Woodrow: *New Freedom. A Call For the Emancipation of the Generous Energies of a People*. Révai, Budapest, 1920. 1. By the time of the book's edition, this sentence became pointless, because Wilson left the peace negotiations on 29 June, 1919. On 17, October István Tisza also acknowledged the fourteen points as the basis for negotiations.

³ *Papers Relating to the Foreign Relations of the United States. The Lansing Papers*. Vol. I-II. US. Government Printing Office, Washington, 1939. Vol. I. 644.

⁴ (n. 3.) 650.

⁵ BAILEY, Thomas A.: *The Diplomatic History of the American People*. Meredith, New York, 1970. 582.

independent Polish state.⁶ He had been meeting Wilson's personal adviser, Edward Mandell House several times since November, 1915. The colonel⁷ assured Paderewski of the unequivocal support for Polish aspirations. He met the president on May, 1916 when the campaign had already been in progress. Having been aware of its significance, Paderewski made a promise several times to the democratic candidate about Polish-American votes.⁸ After that, the vast majority of the Poles voted for Woodrow Wilson. This meant 900 000 votes from those states (Missouri, Nebraska, North-Dakota, Ohio), where the largest Polish communities were to be found.⁹

Wilson asked the European powers for their conditions of peace in a note which was sent on 18 December, 1916. The President expressed that the post-war peace-system should warrant the territorial and economical integrity of all belligerent countries. Although Wilson undertook the role of the mediator, the German leadership wanted only to negotiate with France and Great-Britain because, according to them, the American president was rather pro-British.¹⁰ The British government summarized their war aims openly. In their answer they made it clear that they would continue the fight until the unconditional surrender of Germany. Regarding Austria-Hungary, the note pointed it out that the Southern Slavs, Romanians, Italians, Czechs and Slovaks must be liberated from foreign domination.¹¹

Wilson gave his „*Peace Without Victory*” speech on 21 January, 1917, in which he expressed that the peace system should be based upon the endorsement of the belligerent nations, instead of the governments. At the time of the speech both Great Britain and France were very optimistic concerning a decisive victory. Nine days later the Germans started unrestricted submarine warfare. The new method should have had to brought Great Britain to her knees by the autumn of 1917. In Austria-Hungary, however, the speech was not rejected out of hand. By the time of the collapse, this speech became remarkably popular.

Due to Paderewski's well-built and persistent propaganda, Wilson recognized the importance of an independent Polish state.¹² The president reinforced that principle in April, but further Central-European changes were

⁶ LENGYEL, Emil: *Ignacy Jan Paderewski. Statesman and Musician*, Franklin Watts, Inc., New York, 1970. 68.

⁷ House did not have military past. He received this rank from the Democratic governor of Texas in 1911.

⁸ GERSON, Louis L.: *Woodrow Wilson and Rebirth of Poland*, Archon Books, Hamdon (Connecticut), 1972. 67.

⁹ GERSON: 157.

¹⁰ LINK, Arthur S.: *Woodrow Wilson and the Progressive Era*. Hamish Hamilton, London, 1954. 261.

¹¹ *War Memoirs of David Lloyd George*. Vol. I-VI. Ivor Nicholson and Wattson, London, 1933-1936. Vol. III. 1113.

¹² BAKER, Ray Stannard, DODD, William E. (ed.): *The Public Papers of Woodrow Wilson*. Vol. I-VI. Harper and Brothers, New York, 1926-1928. Vol. IV. 411.

not on his agenda. After the Romanian collapse, Charles Joseph Vopicka, the American ambassador in Bucharest, Sofia and Belgrade, tried to persuade Wilson about the necessity of a declaration of war with Vienna several times. The president rejected that idea, which was interpreted by Vopicka as a pro-Austrian step.¹³

Francis Joseph died in November, 1916. His successor, Charles IV, deemed the Wilsonian programme just and workable. He was much less pro-German than Francis Joseph because he was convinced that after the German victory there would be great pressure on the Monarchy. He opposed the Mitteleuropa plans, but he did not want to break with Germany because of ethical and geopolitical reasons.¹⁴ He refused the unrestricted submarine warfare and the other anti-American measures of Germany.¹⁵

With the help of his brother-in-law Sixtus, prince of Parma, Charles's peace proposal was forwarded to several French politicians. The letter contained the recognition of Serbia as a sovereign state, the necessity of economic concessions and harbors for the Balkan state in the Adriatic Sea. In return, he requested the dissolution of the anti-Austrian organizations. He wanted the acceptance of the evacuation of Belgium and Alsace-Lorraine as well, but these territories were occupied by the German army and its leaders counted on a decisive victory.

The United States declared the war on Germany on 4 April, 1917. After that, Wilson spoke repeatedly about the causes of the entry into the war. On 14 June, he sharply criticized Germany because she denied the neutral rights from the United States. Amongst the gravest grievances, the president mentioned the German spy activity, the unrestricted submarine warfare and the Zimmermann telegram. Wilson also stated that „*the war was begun by the military masters of Germany who were proved to be also the masters of Austria-Hungary.*”¹⁶ It did not hold out much hope for the Monarchy that the President treated her as a pawn of Germany. In addition, according to his opinion, the peoples of the Confederation could only be kept together by force and they just endured it for fear of retaliatory measures.

In other statements, however, he expressed himself more cautiously. On 27 August 1917, when he declined the Pope's peace proposal as well, he emphasized that neither punitive sanctions, nor plans towards dismemberment of empires are parts of the American war aims.¹⁷ Such statements played a great role that after the armistice the majority of the Hungarian society looked at Wilson as a savior, who was able to create the just and honorable peace.

¹³ VOPICKA, Charles Joseph: *The Secrets of Balkans*, Rand McNally and Company, Chicago, 1921. 129.

¹⁴ NAGY, József: *IV. Károly* (Charles IV), Göncöl, Budapest, 1995.

¹⁵ MASARYK, Tomas: *Világforradalom* (World Revolution). Budapest, Európa, 1990. 297.

¹⁶ (n. 3.) Vol. V, 62.

¹⁷ (n. 3.) Vol. V, 95.

Five days after the Bolshevik takeover, Wilson (in Buffalo (N.Y.)) expressed that although he sympathized with those politicians who wanted to begin peace negotiations with the militarists of Germany and Austria-Hungary, he „*can not abide their stupidity.*”¹⁸ It is obvious that this sentence was about Soviet-Russia, whose leaders tended to make a separate peace with the Central Powers. The Russian collapse was, of course, a great blow to Great Britain and France; therefore, it is clear that the President stood for the resolute continuation of the war. By that time the warlike enthusiasm of the Monarchy was much weaker than at the beginning of the war. Charles several times attempted to begin peace negotiations and the Eszterházy-Government seemed ready to carry out reforms.

The United States declared war on Austria-Hungary on 6 December, 1917. Two days earlier Wilson had used his well-known stylistic and rhetorical tricks again. Before getting to the point, he spoke in detail about the German war aims and only much later did he come to the matter of the Monarchy. He reminded his audience that the United States had already been at war with Germany but she did not declare war on either of her allies. According to his opinion, the Monarchy was simply the vassal of the German government and it was only used to achieve the German war aims. The president admitted that on the basis of this logic, war had to be declared on Bulgaria and Turkey as well because they were devices of Germany, too, but he added that „*they are mere tools and do not yet stand in the direct path of our necessary action.*”¹⁹ Wilson must have thought that the elimination of the Monarchy was a much larger blow to Germany than defeating Turkey or Bulgaria. The military situation of the Allies became considerably worse, indeed. The Austrian army defeated the Italian troops at Caporetto and the outlook of the eastern front was gloomy as well because the Bolshevik regime began peace negotiations with Germany at the beginning of December, 1917. With the declaration of war the United States demonstrated the resolved continuation of the struggle. This step had principally moral effects because at that time there were only 70.000 American soldiers on the western front²⁰ and the supreme command did not want to launch major operations before the summer of 1918. The president, therefore, made it clear that he did not want to impair the Monarchy and interfere in her internal affairs either. Consequently, he offered a separate peace to the Monarchy.

In Hungary both the government and the opposition were quiet. The possessions of the United States in Hungary were confiscated. The press was ordered to conceal the declaration of war. In the Parliament there were not any speeches regarding the declaration of war though the question could have been raised as an interpellation. The American declaration of war was naturally an

¹⁸ MADDIX, Rober J.: *The Unknown War with Russia*, Presidio Press, San Rafael, 1977. 28.

¹⁹ (n. 3.) Vol. V. 135-136.

²⁰ PERSHING, John Joseph: *My Experiences in the World War*. Vol. I.-II. Fredrick A. Stokes Company, New York, 1931. Vol. II. 84.

unpleasant diplomatic defeat, therefore the Wekerle government wanted to keep it a secret. The opposition, especially Károlyi, had to swallow the bitter pill: the United States became a belligerent nation and after that they should have reconsidered the Wilsonian point of view.²¹

Amongst the Wilsonian points the tenth one was about Austria-Hungary. The most important expression of the passage was that the peoples of the Confederation should be given the „freest possibility of the autonomous development.”²² For which peoples? Where were the boundaries of this development? Charles Seymour did not answer these questions, only pointed out that „President Wilson in his speech of the Fourteen Points did not threaten the integrity of the Habsburg Empire.” The president was convinced that „if it could be freed from the German domination, it would prove a beneficial force.”²³ Thomas Masaryk reinforced this statement because he admitted that „both in America and anywhere else it was very difficult to prove that the dismemberment of the Austria-Hungary is necessary.”²⁴

On 11 February, 1918 Wilson complemented his program with four additional points (Four Principles). According to him, the unlawful measures against the small nations played a great role in the outbreak of the war. After that he minced no words: „every territorial settlement involved in this war must be made in the interest and for the benefit of the populations concerned and not as a part of any mere adjustment or compromise of claims amongst rival states.”²⁵ Finally, he pointed out that the war was to be continued until these principles realized.

On 4th of July, 1918 he published four more goals (Four Ends). He made it clear that the autocratic powers had to be terminated and territorial questions solved impartially with a common agreement. The lasting peace and the international cooperation were to be based upon the League of Nations.²⁶

The President announced five further points on 27 September 1918 (Five Particulars). Wilson rejected the regional alliance systems and finally said that an equal international representation for the small countries ought to be created. Regarding the post-war peace he mentioned that „We are all agreed that there can be no peace obtained by any kind of bargain or compromise with the governments of the central empires because we have dealt with them already and we have seen them deal with other governments that were parties to this struggle at Brest Litovsk and Bucharest.”²⁷ This sentence was not promising to

²¹ GALÁNTAI, József: *Magyarország az I. világháborúban* (Hungary in the World War I.), Korona, Budapest, 2001. 310.

²² (n. 3.) Vol. V. 154.

²³ SEYMOUR, Charles (Ed.): *The Intimate Papers of Colonel House*. Vol. I.-IV. Ernest Benn, London, 1926-1928. Vol. III. 345.

²⁴ MASARYK: 294.

²⁵ (n. 3.) Vol. V. 183.

²⁶ (n. 3.) Vol. V. 234.

²⁷ (n. 3.) Vol. V. 255.

the Central Powers and the president later declared that „*they are without honor and do not intend justice.*” In addition, he reinforced the continuance of the war until their unconditional surrender.²⁸

The above mentioned Wilsonian statements did not give a definite answer about when the American standpoint changed on the Monarchy, because until the spring of 1918 only the independent Polish state had been supported. The Congress of Rome played a great role in the change (it is known as the „*Congress of the Oppressed Nations of Austria-Hungary*”, too), which was held between the 9th and 11th of April, 1918. The conference was mainly organized by Wilson’s other influential adviser, George Creel. The aim of the statements was to persuade the British, French and especially the American politicians that the dismemberment of the Monarchy was necessary. They emphasized their national aspirations as well. According to Creel the president did not support the nationality program because he was afraid of that the transformation they urged could not be achieved peacefully. Finally, the well-known Wilsonian thoughts followed; the militarist states had to be wiped out and this could be achieved by political means.²⁹ The Conference was undeniably successful from the national point of view because on 29 May Lansing declared that the events of the Conference „*have been followed with great interest by the government of the United States and that the nationalistic aspirations of the Czecho-Slovaks and Yugo-Slavs for freedom have the earnest sympathy of this government.*”³⁰ In this sentence there were not any concrete ideas regarding the Monarchy. It was rather a notice than real support the nationality program. It warned that if the Confederation would not cancel the German Alliance it would fall with her. At that time the military situation of the Allies was serious due to German offensives, therefore it was vital to them to weaken Germany at all costs. Austria-Hungary was not able to break with Germany, therefore it was recognized that new countries could compensate for German predominance in Central Europe.

Masaryk arrived in the United States immediately after the conference. His aim was to secure recognition for the Czech-Slovak National Council. He was received by the president on 19 June, but only the evacuation of the Czech Legion had come up in that discussion. Lansing did not propose the definite recognition of the Council even in August. By that time, however, this organization was well known and largely supported in the United States. Henry Cabot Lodge, who was one of the most accomplished and influential Republican Senators, made a speech about

²⁸ (n. 3.) Vol. V. 260.

²⁹ KÁDÁR-LYNN, Katalin: *George Creel és Magyarország* (George Creel and Hungary), IN: FRANK, Tibor (ed.): *Gyarmatokból Impérium. Magyar kutatók az amerikai történelemről.* (Colonies to Empire. Hungarian Researchers on the American History), Gondolat, Budapest, 2007. 141.

³⁰ MAMATEY, Victor S.: *The United States and East-Central Europe. A Study in Wilsonian Diplomacy and Propaganda*, Princeton University Press, Princeton, 1957. 261.

the reason for the existence of the new Slav states on 23, August.³¹ After that Wilson was afraid that his opponents would make a political capital of that question in the forthcoming congressional election, therefore official recognition took place on 2 September.³²

On 15 September another conference was held at the Carnegie Hall, New York. It was called „*The Will of the Peoples of Austria-Hungary*”. The speakers and their goals were similar to the Conference of Rome. Five days later, with Creel’s help, they were received by the President. At the meeting Wilson pointed out that the Monarchy was an obsolete structure and its props had to be removed.³³ This statement was favorable for the other nationalities, because their aspirations also got the go-ahead.

The American Secretary of State summed up his peace terms and the territorial changes clearly and meticulously in the memorandum which was written on 21 December, 1918. It was a significant progress from the Romanian point of view that Lansing recognized their demand for Transylvania. He also supported the Southern Slav state, which had to contain all territories where the slav population was in majority. The detachment of Sub-Carpathia was also among his peace terms, this territory was intended for a Ukrainian state.³⁴

By the October, 1918 it became obvious that the Central Powers lost the war. Germany expressed that she was ready to begin peace negotiations on the basis of the Fourteen Points. This idea was also supported by the last active Austro-Hungarian Secretary of State, Gyula Andrásy, Jr., due to one of his predecessors, Stephen Burian’s suggestion. The common Ministry of Foreign Affairs of the Monarchy made a peace offer to the United States, but two weeks later the President made it clear that by that time his tenth point was already antiquated.³⁵

After that events accelerated in the affairs of the Romanians as well. In October the ambassador, Charles Joseph Vopicka, mentioned several times that the Romanian leadership worried about the annexation of Transylvania. Between him and Lansing there was an exchange of letters about the Transylvanian question in which Vopicka expressed Romanian anxieties. The Secretary of State promised determined support of their demands. The official American approval came only a few days later; the Lansing declaration on 5 November recognized that the claim of Romania on Transylvania was just and that the new Romanian boundaries had to be created with ‚strategic’ considerations.

It is important to mention that Vopicka played a great role in the return of Romania to the belligerent nations (the pro-German Marghiloman –

³¹ MAMATEY: 308.

³² MAMATEY: 309.

³³ MAMATEY: 317.

³⁴ LANSING, Robert: *The Peace Negotiations. A Personal Narrative*, Houghton Mifflin, New York, 1921. 194.

³⁵ (n. 3.) Vol. V. 182.

government resigned at that time) because the diplomat persuaded the new Romanian leadership that the declaration of war with Germany could result in the goodwill of the Allies.³⁶

Wilson's foreign policy was criticized by many of his colleagues and contemporaries. According to Herbert Hoover, the judgment of the president was prevented by his idealism and he was unable to admit that the belligerent nations did not take his principles seriously.³⁷ Robert Lansing was not always on the same opinion with his boss either and he also had a low opinion on the Fourteen Points because, according to him, they could be interpreted in different ways.³⁸ The president's closest advisers were Edward Mandell House and George Creel. By the time of the war Wilson relied on them almost in every important declaration, so it is not surprising that their influence was significant on the Fourteen Points as well.

The other members of the American political stage also came forward with concrete plans regarding Austria-Hungary. Theodore Roosevelt, who was one of the most consistent critics of the Wilsonian foreign policy, proposed the partition of the Monarchy. The ex-president corresponded with several politicians and propagandists and assured them of his support. But earlier his opinion about the Monarchy had not been so negative. When Roosevelt visited Hungary in 1910, he spoke highly of Hungarian history³⁹ and he was also satisfied with the developments of Bosnia.⁴⁰ The nationality problem was not raised either. In the pre-war era and at the beginning of the war Roosevelt corresponded with one of the leading figures of the Hungarian opposition, Albert Apponyi. The nationalities were not mentioned in even these letters but only the German occupation of Belgium. The ex-president sharply condemned this step and the German-Austro-Hungarian alliance.⁴¹

Robert Marion La Follette, the Republican senator of Wisconsin deplored the declaration of war with Austria-Hungary. The politician was convinced that the dismemberment of the Monarchy would raise further problems. At the time of the declaration of war, La Follette wanted to have a declaration accepted in which the United States would have disapproved of the secret treaties.⁴² La Follette deemed the Fourteen Points achievable but he found their style

³⁶ VOPICKA: 274.

³⁷ HOOVER, Herbert: *The Ordeal of Woodrow Wilson*, McGraw-Hill, New York, 1958.

³⁸ Lansing's critic was parallel with the argumentation of the nationality leaders. Regarding the tenth point Lansing emphasized that only the partition of the Monarchy could secure the peace of Central Europe.

³⁹ (n. 1.) 52.

⁴⁰ MORRISON, Elting E., BLUM, John Morton, CHANDLER, Alfred D., RICE, Sylvia (ed.): *Letters of Theodore Roosevelt*. Vol. I-VIII. Harvard University Press, Cambridge (Mass.), 1954. Vol. VII. 373.

⁴¹ MORRISON: Vol. VIII. 823.

⁴² LA FOLLETTE, Belle Case - LA FOLLETTE, Fola: *Robert Marion La Follette*. Vol. I-II. MacMillan, New York, 1953. Vol. II. 821.

mistaken and obscure. He had previously urged that the American war aims should have been published in the most obvious form.

The American ambassador in Berlin, James Watson Gerard had a clear opinion of Central Europe as well. His aversion to the German leadership was well-known, and he also admitted that Austria-Hungary was inferior to Germany, but he painted a more favorable picture about Hungary.⁴³ The diplomat pointed it out that the militarist climate had been declining continuously in Hungary. Gerard deemed Móric Eszterházy an excellent politician but he condemned Kálmán Tisza, whose governing, according to him, was oppressive toward the nationalities.⁴⁴ Gerard knew the region better than his superiors: moreover, he met Hungarian politicians several times. He was aware of the restrictions the Austro-Hungarian foreign policy.

By the last days of the war the impact of the American president became more and more significant in Hungary. It goes without saying that mainly the early speeches and statements were highlighted which emphasized the integrity of the Monarchy. The changes of the American foreign policy, however, were almost completely ignored. Albert Apponyi, in his pamphlet *The American Peace and Hungary*, identified the American peace terms with the Fourteen Points.⁴⁵

Gyula Andrassy, Jr., claimed the Wilsonian program authoritative as well, especially in October 1918, when he became Minister of Foreign affairs. As he declared the „*Fourteen Points speech was the only concrete peace proposal from the enemy countries.*”⁴⁶ Andrassy, however, in opposition to his contemporaries, gave voice to his anxieties as well: „*As far as I am concerned, I never thought that the Wilsonian program could be achieved. I did not believe that impartial justice would be able to produce peace without the compromise of interests and that the entente would not make any difference between the conquered and the victorious. I also thought utopian those Wilsonian statements that most of the people were not serving the goals of power of the countries but the common goals of the Mankind.*”⁴⁷ By the time of the armistice, the Minister suspected that the peace negotiations would not be favorable from a Hungarian standpoint.

The author of the letter, as well as Apponyi and other politicians, was convinced that, in spite all of his changes, Wilson meant just and honorable peace for Hungary. The President had already made his decision about the

⁴³ GERARD, James Wattson: *Face to Face with Kaiserism*, George H. Doran, New York, 1918. 216.

⁴⁴ GERARD: 213.

⁴⁵ APPONYI, Albert: *The American Peace and Hungary*, Hungarian Territorial Integrity League, Budapest, 1918. 4.

⁴⁶ ANDRÁSSY, Gyula: *Diplomácia és világháború* (Diplomacy and World War), Göncöl Primusz, Budapest, 1990. 163.

⁴⁷ ANDRÁSSY: 162.

support of the nationality program. In addition, Wilson's freedom of action was limited by the Republican victory in the Congressional elections.

The open letter warned that the Central European settlement should be based upon the original American statement. In other words, it wanted to confront Wilson with his previous program. The author, therefore, first analyzed the Peace Without Victory program. After that a Congressional speech followed, in which the president suggested the declaration of war with Austria-Hungary. The next was the examination of the Fourteen Points, naturally with the tenth one. Finally, he examined the American answer to the peace proposal of the Monarchy which was sent to the Ballhausplatz on 18 October, 1918.

The writer of the open letter argued that the Monarchy waged a war of self-defense, therefore amongst her war aims there was not any territorial expansion.⁴⁸ He pointed out that there was not any conflict of interest between the United States and Austria-Hungary, and the Hungarian politicians, as long as they could, criticized the anti-American measures of Germany. The author expressed openly his admiration toward Wilson. He agreed with even the declaration of war in December 1917 because according to his opinion it served the interests of the Monarchy. At the same time he was bitterly disappointed because of the recognition of the Czech-Slovak National Council. He mentioned that both the Fourteen Points and the other Wilsonian principles had the warmest reception in Hungary.⁴⁹ This statement was not baseless. In November, 1918 the Hungarian Propaganda Committee made a lot of posters with the portrait of the President.

At the end of 1918, in spite of the ominous signs, the cult of Wilson was at its peak. Being aware of that it is important to know the most important persons, and organizations and the most important publications of that propaganda which was deeply impressed by the principles of the American President.

⁴⁸ This statement is not acceptable to either Austrian or and Hungarian point of view. Conrad von Hötzendorf, the Austro-Hungarian Commander in Chief, before the outbreak of the war suggested large annexations. Beside Serbia he also planned the annexation of Montenegro and Albania. In the summer of 1914, the Hungarian prime minister, István Tisza opposed any territorial expansions but at the end of 1915 he changed his ground because he thought it desirable that the Monarchy ought to get sufficient Serb territories. The rest of Serbia should depend on the Monarchy both in political and economic senses. Finally, the peace treaty of Bucharest, which was signed on 5 May, 1918., contained real (but small) territorial changes. Almost 5000 square kilometer territory, on the outer slopes of the Carpathians, was annexed to the Monarchy, because of strategic considerations.

⁴⁹ (n. 1.) 6.

Péter András Tóth – Lajos Pallos

An Open Letter from a Hungarian to President Wilson concerning the Integrity of Hungary. A Forgotten Pamphlet of the Territorial Integrity Propaganda

II. Part

The Open letter from a Hungarian to President Woodrow Wilson concerning the integrity of Hungary (quoted as Open letter in the following) was born as part of the propaganda campaign for Hungary's territorial integrity following World War 1. Lasting until the ratification of the Trianon Peace Treaty, the campaign was aimed at familiarising the victorious powers with the Hungarian viewpoint before the onset of the peace negotiations, and at disseminating the arguments, which were deemed necessary for preserving the territorial integrity of historical Hungary.¹

Count Mihály Károlyi's government, formed after the Aster Revolution, stated clearly from the very beginning that in the lack of an adequate military force, the country's interests had to be represented through a propaganda campaign in the world.² The various activities conducted as part of the propaganda campaign were first co-ordinated by the Ministry of Agriculture; later, this task was transferred to the independent Ministry of Foreign Affairs, set up in mid-November 1918.³ Parallel to organising the propaganda aimed at foreign lands, the Ministry made the necessary preparations for the peace negotiations.⁴ A committee of scholars and other experts was set up in early December to make ready for the negotiations, whose task was the elaboration of the Hungarian standpoint.⁵ The Ministry of Foreign Affairs was eventually entrusted with the task of co-ordinating the manifold activities in February 1919. At the same time, the Press and Propaganda Department of the Prime

¹ For a detailed discussion of the propaganda campaign for territorial integrity, cp. PALLOS, Lajos: *Területvédő propaganda Magyarországon 1918–1920. I* (Propaganda campaign for Hungary's territorial integrity, 1918-1920), *Folia Historica XXIV*, 2005-2006. 33-95.

² Magyar Országos Levéltár (MOL, Hungarian National Archives), Miniszterelnökség, Minisztertanácsi jegyzőkönyvek (K 27), Box 118, November 4, 1918 (Minutes of the Ministerial Council).

³ MOL, K 27, Box 118, November 8 and 13, 1918; HARRER, Ferenc: *Egy magyar polgár élete I* (Life of a Hungarian Bourgeois), Budapest, 1968. 380.

⁴ MOL, K 26, Batch 1199, No. 1918-XLI-6021.

⁵ *A magyar béketárgyalások. Jelentés a magyar békeküldöttség működéséről Neuilly s/S.-ben 1920 januárus-március havában. I. köt.* (The Hungarian peace negotiations. Report on the activity of the Hungarian peace delegation in Neuilly s/S in January-march 1920. Vol. I), Budapest, M. kir. Külügyminisztérium, 1920. X. Pesti Hírlap, 1918: December 4. 2.

Minister's Office remained the highest authority directing the propaganda campaign for preserving Hungary's integrity. The activities of the National Propaganda Committee, controlled by the government, were also part of the campaign organised from above.

The National Propaganda Committee was founded by the National Council in November 1918.⁶ Its activity essentially remained under the control of the Social Democrats. The main priorities of the committee were boosting public morale, popularising the ideal of the republic, and regaining sympathy towards Hungarians among the ethnic minorities.⁷ The latter overlapped with the propaganda for the country's territorial integrity: by mid-December, several thousand leaflets and pamphlets had been sent to the areas populated by the minorities.

November and December 1918 saw the proliferation of various associations (some organised on a regional basis), most of which started as grass-root movements, which became actively involved in the propaganda campaign. While most of these Budapest-based organisations eventually established close ties with government authorities, they were meant to demonstrate the independence of the propaganda campaign from the government and the spontaneity of social activity – at least regarding the government's intentions. They contributed to the propaganda campaign for territorial integrity through their agents travelling to foreign countries, as well as by organising lectures and mass demonstrations, and by the publication of various studies and leaflets. In exchange, they received financial support for their activities from the government, which also ensured the dissemination of their propaganda material.

The Szekler National Council, the first of these social organisations, was formed in November 1918 in Budapest, in part by Szeklers already living in the city and in part by Szekler refugees who had fled to the city from the Romanians.⁸ After establishing contact with the government, many members of the Council participated in the missions sent to foreign countries by the Hungarian Protestant churches, most of which spread the propaganda in the Protestant countries of Europe and in the United States.⁹

In early December, the Patronage of Hungarians Abroad, the central organ of the Hungarian associations active abroad, indicated its willingness to participate in the campaign championing the Hungarian cause. Uniting forty-seven member-organisations, the Patronage volunteered to participate in the propaganda

⁶ HAJDU, Tibor: *Az 1918-as magyarországi polgári demokratikus forradalom* (The Hungarian bourgeois democratic revolution in 1918). Budapest, 1968. 111.

⁷ Draft of the activity of the National Propaganda Committee. Hungarian National Museum (HNM), Historical Archives, Mixed Printed Matter Collection, inv. no. 86.89.1.

⁸ Pesti Hírlap, 1918 (November 10), 9, 1918: November 12, 13, and 1918: November 16, 8.

⁹ MOL, K 27, ME Box 120, December 17, 1918; MOL, Külügyminisztérium, Politikai Hírszolgálati osztály (K 67), Batch 1, 1918-1921, No. 4269 (List of persons to be provided with propaganda material).

campaign, which it would wage through its associations. In February 1919, the organisation changed its name to World Federation of Hungarians Abroad, making their propaganda activity even more effective. The government acknowledged the new organisation as an autonomous advocacy group and reached an agreement that the propagandists sent to foreign countries by the Federation would first be approved by the Ministry of Foreign Affairs.¹⁰

The Hungarian Territorial Integrity League conducted the perhaps most intense propaganda during the one and a half years of the territorial integrity campaign. The League was founded in November 1918 with the purpose of uniting all of Hungariandom in the defence of territorial integrity.¹¹ The renowned geographer, Lajos Lóczy was elected president at the general assembly held on December 14. The members of the presidium included many members of the pre-1918 political, economic, and cultural elite. By mid-December, the League's membership numbered close to a million after countless smaller associations, organisations, and fellowships rallied to the cause. Most members came from the ranks of the middle class. The various associations and institutions prepared their propaganda writings and memorandums through the League.

Founded in January 1919, the Defence League of Upper Hungary set itself the task of providing moral and financial support to the Hungarians who had fled from Upper Hungary and the Hungarians who had remained there.¹² According to a memorandum addressed to the Ministry of Ethnic Minorities on March 2, 1919, the League also united the Germans of the Zipser region and the advocates of Slovakian autonomy. The official mission of the League was to provide support for the population of Upper Hungary in its struggle to assert its right to self-determination as set down in the Wilsonian principles.¹³

The joint activity of the government and the social organisations resulted in an impressive amount of propaganda material by late 1918.¹⁴ This material was continuously enlarged. By February 1919, many important writings and statistical studies, mainly in French and English, had been sent to the Ministry of Foreign Affairs, among them the publications of the Hungarian Territorial Integrity League.¹⁵ In addition to the studies, pamphlets, and leaflets, visual media, such as posters and postcards, had also been put into the service of the propaganda campaign. The graphic materials were designed by artists

¹⁰ MOL, K 67, Batch 1, 1918-1921. No. 1418-41 (documents concerning the Patronage of Hungarians Abroad).

¹¹ The press first mentioned the Hungarian Territorial Integrity League in December, *Pesti Hírlap*, 1918. December 3. 4.

¹² *Pesti Hírlap*, 1919. January 29. 5.

¹³ MOL, K 26, Batch 1211, No. 1919-XXII-1816.

¹⁴ MOL, K 67, Batch 12, n.d., No. 114/1379-1383 (Studies on the propaganda campaign).

¹⁵ MOL, K 26, Batch 1214, No. 1919-XXXVI/a-1483. Official communication of the Ministry of Foreign Affairs to the Prime Minister's Office concerning propaganda activity abroad.

commissioned by the League,¹⁶ but other organisations, for example the National Propaganda Committee, too published posters and postcards. Seeing that the greater part of the territories populated by the minorities had been occupied by foreign troops by late 1918, the National Propaganda Committee shifted its activity to the propaganda campaign aimed at foreign countries to an increasing extent. The graphic *Nem! Nem! Soha!* (No! No! Never!), appearing simultaneously on posters, postcards, and badges published by the Committee, became a slogan and symbol of the protest against Trianon in everyday life, displayed on the most diverse articles, such as educational aids, domestic articles, various publications, etc.¹⁷

The many publications and graphics appearing in the first months of 1919 are an accurate reflection of the range of arguments used in the propaganda campaign for territorial integrity. The arsenal of arguments used in this propaganda reflect a peculiar duality, especially during the Károlyi era: on the one hand, there is a constant recourse to the Wilsonian principles, especially the ideal of national self-determination, while on the other, an emphasis on the need for preserving Hungary's territorial integrity by quoting historical, political, economic, and various other arguments. Official policy during the Károlyi period laid a great emphasis on the Wilsonian principles,¹⁸ and the Hungarian counties in the occupied territories too were inclined to quote Wilson.¹⁹ In contrast, the various social organisations predominantly put forward arguments for the preservation of the territorial integrity from the most varied perspectives.

Historical arguments most often referred to the fact that the Hungarian state, founded in the Carpathian Basin a thousand years earlier, had always been part of Western civilisation and that various ethnic groups had arrived on the scene much later. The topos of „*the bulwark of the West*” figured prominently in this line of reasoning.²⁰ Closely allied to the historical arguments was the oft-propagated sentiment that in contrast to the peoples living to the country's south and east, to whom Western civilisation had been mediated by the Hungarians, Hungariandom was an organic part of European culture and civilisation.

¹⁶ Magyar Iparművészet, 1919: No. 22. 36. Pesti Hírlap, 1919. January 2. 8.

¹⁷ MOL, K 26, Batch 1297, No. 1922–XXXVIII-6599. For the printed matter, cp. HNM Historical Archives, Poster Collection and Postcard Collection. For individual items, cp. HNM Historical Archives, Collection of Domestic Artefacts, for the badges and plaques, cp. HNM Numismatic Department.

¹⁸ Mihály Károlyi's message to the Hungarian population of the occupied territories in January 1919. HNM, Historical Archives, Leaflet Collection, inv. no. 63.158.1.

¹⁹ Report commissioned by the chief ispán of County Udvarhely (December 20. 1918). MOL, K 26, Batch 1199, No. 1918-XLI-6141; Statement of County Baranya (February 13. 1919). Ibid. Batch. 1215, No. 1919-XXXVII-1692.

²⁰ E.g. Jenő Haranghy's graphic published by Globus Press and Aladár Körösfői-Kriesch's graphic published by the National Propaganda Committee. HNM, Historical Archives, Postcard Collection, inv. nos 96.95.1. and 87.263.1.

The principle of national self-determination was skilfully used in arguments for territorial integrity by emphasizing that the various ethnic minorities were so mixed with Hungarians that wresting these territories on an ethnic basis would be virtually impossible.

A spate of geographic arguments, pointing out the unique unity of the Carpathian Basin, formed a separate class of reasoning. This argumentation emphasized the ideal proportion and location of mountains and lowlands, as well as the region's hydrological unity, citing the works of Hungarian and foreign geographers.²¹ Economic arguments stressed the interdependence between the mountainous and plainland regions, noting how the products from these regions naturally complemented each other, and quoted the age-old tradition of the exchange of raw materials, industrial products, food, and labour force between the regions.²²

Political arguments called attention to the fact that the dismemberment of Hungary would endanger European peace. Topoi raising the spectre of a new „*Balkan powder-keg*”, a „*new Balkans*”, and the „*four Alsaces*” were regularly used.²³ Another line in political argumentation during the Károlyi era was that following the Aster Revolution, Hungary had chosen the path of progress (planned land reform, granting autonomy to the ethnic minorities, etc.), and should therefore not be weakened, the country being the most worthy representative of Western civilisation.²⁴

Supervised and for the greater part financed by the government, the propaganda campaign of the Károlyi era made every effort to blur the contradiction between the right of national self-determination and the preservation of territorial integrity. Public opinion was strongly in favour of preserving the territorial integrity of historical Hungary; the government did not go against public sentiment and largely supported the publication of propaganda material promoting this view. The government-controlled National Propaganda Committee published both posters and postcards presenting the main historical and geographic arguments in favour of territorial integrity, and the multi-lingual graphics proclaiming the slogans „*A Wilsonian peace from Wilson!*” and „*No! No! Never!*”²⁵ The Social Democratic Party and the

²¹ Cp. HOITSI, Pál: *Nagymagyarország. A magyar történet jövő századai* (Greater Hungary. The future centuries of Hungarian history), Budapest, 1902. 13-16.

²² DR. PAÁL, Árpád: *Régi egység, új állam* (Old unity, new state), Székely Közélet. December 8. 1918. 1. Károlyi Mihály újévi beszéde (Mihály Károlyi's New Year speech), Pesti Hírlap, 1919. January 3. 2.

²³ DR. SZEKERES, János: *Európa új Balkánja* (The New Balkans of Europe), Budapest, 1919. „*Négy Elzászt akartok?*” (Do you want four Elsaces?), postcard published by the National Propaganda Committee in 1919. HNM, Historical Archives, Postcard Collection, inv. no. 96. 97. 1.

²⁴ BRAUN, Róbert: *Magyarország feldarabolása és a nemzetiségi kérdés* (Dismemberment of Hungary and the nationality question), Táltos Könyvtár 3-4. Budapest, 1919.

²⁵ HNM, Historical Archives, Postcard Collection, inv. nos 95.52.1, 95.12.1 and 76.953.1.1-3.

Communist Party were the single political parties which advocated national self-determination; all other political parties were at the most only willing to grant autonomy to the ethnic minorities, but solely within the framework of territorial integrity.²⁶ The studies and pamphlets made for the propaganda campaign rarely quoted the Wilsonian principles directly.

By late 1918, the Ministry of Foreign Affairs played an increasingly prominent role in the propaganda campaign aimed at foreign countries. A document from December 1918 contains a list of the propaganda material supported by the Ministry, both the ones in preparation and the already published ones.²⁷ The latter included János Szekeres's *Európa új Balkánja* [The new Balkans of Europe] and the campaign's perhaps most spectacular leaflet, *La Hongrie*, written by Manó Kogutowicz, Albert Pécsi, Zsigmond Bátki, Aurél Littke, and Zoltán Tóth (published in French, English, German, and Slovakian), which had to all appearances been published by the Hungarian Geographic Institute, but had in fact been commissioned by the Prime Minister's Office.²⁸ The works in preparation included János Karácsonyi's *A magyar nemzet történeti joga hazája területi integritásához* [The Hungarian nation's historical right to territorial integrity], as well as Emil Varsányi's pamphlet on the milling industry and Dezső Jakab's pamphlet on the construction industry. Most of the religious works focused on the conditions among the population affiliated with the Reformed Church: one of these was a study by Dr. István Kováts, the government commissioner of the Ministry of Culture. Most statistics cited figures on the Protestants of Transylvania. The appeal of the Hungarian Academy of Sciences to the foreign academic community was in press at this time.²⁹

The growing importance of the Ministry of Foreign Affairs is reflected by the fact that in February 1919, the General News Service Group (from whose name the word propaganda was carefully omitted) was organised as part of the Political Department. Its main task was to co-ordinate propaganda campaigns abroad and to maintain contact with various social organisations for the creation and dissemination of propaganda material, as well as to eliminate parallel activities.³⁰ The department's request to the Prime Minister's Office

²⁶ DR. ERDÉLYI, Jenő: *Mit akarnak? Az összes magyar politikai párt programja és szervezete* (What do they want)? Programmes and organisations of all the Hungarian political parties]. Benkő Gyula Könyvkereskedése. Budapest, 1919.

²⁷ Cp. note 14.

²⁸ MOL, K 26, Batch 1214, no. 1919-XXXVI/a-500 (Activities relating to the supervision of the propaganda campaign in Hungary and abroad).

²⁹ The first copies of *La Hongrie* were sent to the Prime Minister's Office on December 16, while the appeal of the academic community was reported by the press on December 21. Cp. *Pesti Hírlap*, 1918. December 21. 8.

³⁰ Another document of the Ministry of Foreign Affairs listed the organisations and individuals involved in the propaganda campaign: Statistical Office, National Trade Association,

was that all propaganda material be circulated abroad as the publication of some social group or organisation (economic interest group, scientific, literary or social association or fellowship, church, etc.).³¹ A copy of the already printed material was appended to the document. These were regarded as the fundamental documents of the propaganda campaign for territorial integrity – later publications included but a few other significant posters and studies.³²

Ministry of Trade, Hungarian Territorial Integrity League, American Hungarian Council, Red Cross Association, Government Commissioner Emil Zerkowitz (who liasoned with the Entente committees arriving to Hungary), National Propaganda Committee, World Alliance of Hungarians Abroad, Liason Officers' Office, District Military Headquarters, Ministry of Foreign Affairs, Government Commissioner Dr. István Kovács (Ministry of Culture), Táltos Publishing House, etc. MOL, K 67, Batch 1, 1918-1921, Unfiled material, No. 87; MOL, K 66, Batch 1, No. 1918-1919-23 (Propaganda activities).

³¹ MOL, K 26, No. 1919-XXXVI/a-500.

³² The list of publications is as follows: 1.) *Magyarország földrajzi, történeti, néprajzi, gazdasági és műveltségi viszonyai térképekkel* (Geographic, historical, ethnographic, economic and educational conditions in Hungary, with maps). With a resumé in French, English, German and Slovakian. Published by the Hungarian Geographic Institute. 2.) BRAUN, Róbert: *Magyarország feldarabolása és a nemzetiségi kérdés* (Hungary's dismemberment and the nationality question). Táltos Könyvtár 3-4 (cp, note 24). 3.) SZEKERES, János: *Európa új Balkánja* (The New Balkans of Europe), In French (cp, note 24). 4.) KOVÁCS, Alajos: *A protestánsok száma és helyzete a románok által követelt 26 keleti vármegyében* (The number and situation of the Protestants in the 26 eastern counties). In French. 5.) KOVÁCS, Alajos: *Ellenérvek a cseh, román és szerb területi követelésekkel szemben* (Counter-arguments to the Czech, Romanian and Serbian territorial demands). In French and English. 6.) KOVÁCS, Alajos: *A magyar népszámlálás anyanyelvi adatainak hitelessége* (The authenticity of the Hungarian census regarding the data on the mother tongue). In French. 7.) KOVÁCS, Alajos: *Magyarország népességének fejlődése a török kiűzése után* (Hungary's population after the expulsion of the Turks), In English. 8.) PETŐ, Sándor: *Strassbourg-Metz Pozsony-Kassa*. In French. Published by the Hungarian Territorial Integrity League. 9.) LUDWIGH, Ernő: *Védőbeszéd Magyarország területi integritása érdekében* (A plea in support of Hungary's territorial integrity). In English. Published by the Hungarian Territorial Integrity League. 10.) APPONYI, Albert: *Az amerikai béke és Magyarország* (The American Peace and Hungary). In English. Published by the Hungarian Territorial Integrity League. 11.) PIVÁNY, Jenő: *Magyarország ügye a brit és amerikai államférfiak és írók megnyilatkozásainak világában* (The case of Hungary in the light of statements of British and American statesmen and authors). In English. Published by the Hungarian Territorial Integrity League. 12.) *A magyar nemzet történeti joga hazája területi integritásához* (The Hungarian nation's historical right to territorial integrity). In English. Probably authored by DR. KARÁCSONYI, János. Published by the Hungarian Territorial Integrity League. 13.) TOLNAY, Kornél: *Magyarország területi integritása a vasútvonalak szempontjából* (Hungarian railways and territorial integrity). In English. Published by the Hungarian Territorial Integrity League. 14.) *Új Balkán vagy új Svájc?* [A new Balkans or Switzerland?]. In French (without author). 15.) *A Magyarországon élő rutén nép autonómiájára vonatkozó 1918. évi néptörvény* (The 1918 Bill on the autonomy of the Ruthenian people in Hungary). In English. 16.) *A Magyarországon élő németek önrendelkezéséről szóló 1919. évi törvény* (The 1919 Bill on the self-determination of the Germans living in Hungary). In English. 17.) BUDAY, László: *Magyarország gazdasági egysége* (Hungary's economic unity). 18.) *A budapesti egyetemek szózata Amerika és Európa egyeteméhez* (Appeal of the Budapest universities to the universities in the United States and Europe). In English. 19.) *A 6 éven felül*

The first among these was La Hongrie, mentioned above. The authors of these publications were, for the greater part, civil servants, such as László Buday, Alajos Kovács, János Szekeres (Statistical Office), Róbert Braun (Ministry of Ethnic Minorities), Kornél Tolnay (Hungarian State Railways), and Ernő Ludwig, the former Consul-General of Cleveland. The authors included Albert Apponyi, whom public opinion wanted to see active in the propaganda campaign aimed at foreign countries.³³ No. 11 on the list was Jenő Pivány's work, who, in addition to reviewing the arguments in favour of territorial integrity, provided an exhaustive list of memorable statements concerning Hungary from prominent British and American politicians since 1848.³⁴ Karácsonyi's work, at the time still in preparation, too appeared on the list, although without the author's name, probably in order to avoid causing difficulties for the scholar working in Nagyvárad.³⁵ The studies appearing in the list generally summarised the most typical arguments of the propaganda campaign – this is especially true of the works authored by Apponyi, Braun, Kovács, Ludwig and Szekeres – and taken together, they provide a full range of the propaganda rhetoric.

The Open letter does not appear on the official list of the Ministry of Foreign Affairs, even though it is lengthier than the other propaganda materials and, in a certain sense, it marshals far more detailed arguments in support of the Hungarian cause. The letter addressed personally to President Wilson could

írni-olvasni tudók és analfabéták megoszlása anyanyelv szerint 1910-ben (Breakdown of the over 6 literate population according to mother tongue in 1910). In French and English. 20.) *A városi és falusi népesség megoszlása anyanyelv szerint törvényhatóságként 1910-ben* (Breakdown of the urban and rural population according to mother tongue in 1910). 21.) *A magyar és német többségű községek növekedése 1869-től 1910-ig* (The growth of communities with a Hungarian and German majority from 1869 to 1910). In French and English. 22.) *A 24 éven felüli magyar honos férfinépesség egyenesadó szolgáltatása Magyarországon az 1904. évi összeírás alapján* (The assessed tax paid by the over 24 Hungarian native male population in Hungary according to the 1904 tax conscription). In French and English. 23.) *Bankok, takarékpénztárak és földhitelintézetek az 1915. évben nemzetiségek szerint* (Banks, savings banks and land banks in 1915 according to nationalities). In French and English. 24.) *A románok száma 1900-ban Erdélyben a magyar hivatalos statisztikák és a román egyházi schematizmusok szerint* (The Romanian population of Transylvania according to the official Hungarian statistics and the Romanian ecclesiastic registers). In French and English.

³³ MOL, K 26, Batch 1215, No. 1919-XXXVII-457 (Official communication of the Zalaegerszeg National Alliance to the Prime Minister's Office, January 17, 1919).

³⁴ Jenő Pivány settled in the United States in 1899. He worked as the superintendent of financial institutions and as a journalist. In 1916, he returned to Hungary as the correspondent of *Amerikai Magyar Népszava*. As secretary of the Patronage of Hungarians Abroad, he became involved in the propaganda campaign for territorial integrity. PIVÁNY, Jenő: *Egy amerikai kiküldetés története* (The history of a mission in United States of America), (S. n.) 1943. 5-31. MOL, K 67, Batch 1, No. 1918-1921. 1418-41. *Uj Nemzedék* 1920: January 1. 3-4.

³⁵ When the publication in English and French of an enlarged version of Karácsonyi's study was proposed in 1921, the author requested that his name should not appear because it might cause him difficulties in Nagyvárad. MOL, K 26, No. 1919-XXXVIII-10064. It is possible that he had made a similar request in 1919.

not be fitted into the series of general pamphlets seeking to persuade all affected parties.

It seems worthwhile to discuss this letter at greater length exactly owing to its uniqueness. The first third, as already mentioned, reviews Wilson's role in shaping world politics between 1916 and 1918, and presents the process whereby Wilson expressed his principles concerning the peace treaties which would close the world war, the radical changes in these principals, the acceptance of the Czech-Slovaks as a belligerent state, and the eventual abandonment of the Fourteen Points.³⁶

The author then quotes several elements of the arguments in favour of the country's territorial integrity. He first confronts Wilson with the fact that the Wilsonian principle of national self-determination stands in stark contrast to the demands of Hungary's neighbours, which in addition to affecting the country's greater part, also involve several Hungarian-inhabited areas.³⁷

The pamphlet then goes on to demonstrate how the new small states emerging in Europe with the help of the victorious powers would undermine the still existing order in Eastern Europe and would balkanise the region. One of the first expressions of the „*New Balkans*” topos appears in the pamphlet written by this politically rather idealistic author.³⁸

The author strives to shed light on the unacceptability of the Czech, Romanian and Serbian demands from various aspects. He paints the spectre of Slavic dominance emerging in the heart of Europe, against which Hungary would act as a natural barrier. He rejects the Romanian territorial demands by claiming that the Romanians would not form a majority in the twenty-six counties demanded by them and that by acquiring those territories, Romania would be transformed from a uniform nation-state into a multi-ethnic state. Regarding the Serbian demands, the author acknowledges the Croatians' right to participate in the creation of the Yugoslav state. However, as far as the Serbian demands for southern Hungarian territories are concerned, the author notes that the Serbs have no claim whatsoever to these territories in the light of the Wilsonian principles because the number of Hungarians is higher than that of the Serbo-Croats, and that the southern Slavs are a minority even taken together with the other minorities.³⁹

The author calls Wilson's attention to Hungary's geographic and economic unity, as well as to the territorial location of the minorities, which could hardly be disunited in favour of one or the other party without causing serious injustices. The ever-recurring historical argument of the propaganda campaign, namely that

³⁶ *Open letter from a Hungarian to President Woodrow Wilson concerning the integrity of Hungary*. Published by the Hungarian Territorial Integrity League. 1918, 3 - 27.

³⁷ *Ibid*, 27-31.

³⁸ *Ibid*, 31-32.

³⁹ *Ibid*, 44-58.

Hungary was the bulwark of the West, is also thrown in to bolster the appeal: Hungary expects Europe to repay this centuries-old debt because the country defended the West from the Mongolians and the Turks with her body.⁴⁰

Similarly to the authors of other pamphlets, the writer of the letter proceeds to acquit Hungariandom of the misdeeds it is charged with after reciting the main arguments of the propaganda campaign. He notes that Hungary committed a grave mistake in not informing the world about her affairs and in failing to deal with the propaganda aimed against the country.⁴¹ This belief gained ground after autumn 1918 in Hungarian public opinion and became an obsession to the extent that it was regarded as one of the main reasons for Trianon.⁴²

The author does not deny the flaws of the policy towards the country's ethnic minorities, but explains them as the crimes committed by the feudal, nationalistic state, and expresses his hope that „*when our compatriots from the ethnic minorities will exercise their right of self-determination, either through a representative system or through a plebiscite, they will express their will to remain in the bosom of Hungary.*”⁴³ This belief was wholly in concert with the conviction of politicians who rose to power after the Aster Revolution. Károlyi and his circle sincerely believed that this line of reasoning would contribute to the preservation of Hungary's integrity.

Compared to the other writings, the Open letter was unique in ardently emphasising the Wilsonian principles for achieving peace, including the idea of the right of national self-determination. It thus reflected even more the contradiction between the Wilsonian principle of self-determination and the principle of territorial integrity in the propaganda characterising the Károlyi era. Both the Open letter and the other writings failed to perceive the consequences of this contradiction regarding the probable reception of this propaganda.

The question of who authored the Open letter naturally arises. Although there are a number of propaganda pamphlets, especially the ones written by Szekeres, Ludwig and Apponyi, whose argumentation and composition share many similarities with the Open letter, it must be borne in mind that the main reason for this is that their authors generally drew from the same arsenal of arguments. All made efforts to describe the ethnic minorities and their conditions in response to the Czech, Serbian and Romanian territorial demands, meaning that the authors reacted in some form, whether directly or indirectly, to the Wilsonian principle of national self-determination. The Open letter, however, stands out by its consistent and emphatic references to the Wilsonian

⁴⁰ Ibid, 34-36, 58-59.

⁴¹ Ibid., 32-34. Cp. also DR. ERDÉLYI, Mór: *Mit mond rólunk az entente?* (What does the Entente say about us?), Benkő Gyula Könyvkereskedése, Budapest, 1919.

⁴² István Antal's memoirs on the organisation of the Propaganda Office. 1938. MOL, K 58, Batch 13, No. II./1/a-10.

⁴³ *Open letter...* op.cit. 3-27.

principles. Yet another similarity can be noted with Ludwig's study, which also contains many allusions to American-Hungarian relations, especially with regard to Lajos Kossuth. He draws a parallel between the two countries by noting that an independent Hungary could, similarly to the United States, be a melting-pot of the nations. As the former Consul-General in Cleveland, Ludwig no doubt set his sight on American public opinion. His pamphlet, *A Plea in support of Hungary's territorial integrity*, was published in early 1919.

A more detailed overview of the Hungarian propaganda campaign aimed at the United States seems in order in view of the fact that the Open letter was specifically addressed to Wilson. The central figure of the American campaign was Jenő Pivány, who was active in Hungary until early 1919. Commissioned by the Hungarian Territorial Integrity League, he left for the United States on January 23, taking with him Apponyi's and Ludwig's writings (published by the League), as well as his own study, Hungary's administrative map and the volume on the 1910 population census.⁴⁴ The Open letter does not appear among the writings he was commissioned to disseminate.

After his arrival to the United States, the Hungarian-American Federation organised an enlightenment campaign to popularise the Hungarian viewpoint and published two additional propaganda pamphlets. The first, *Some facts about the proposed dismemberment of Hungary*, which also included a map, presented the statistics concerning the ethnic minorities in the territories about to be wrested from the country, followed by the historical, geographic and ethnic arguments. One appendix contained a collection of quotes from renowned British and American statesmen, the other contained Kovács's statement on the reliability of the Hungarian statistical data.⁴⁵ A series of articles appeared in the American press as a result, some written by Pivány, some by others. He authored a new pamphlet, *Rumania in Hungary*, which refuted the historical and ethnic arguments designed to bolster Romanian claims.⁴⁶ While Pivány was unable to secure an audience with Wilson in spite of his repeated efforts,⁴⁷ articles appearing in the Hungarian press gave the impression that the matter had been brought before the President.⁴⁸ An article in the February 25, 1919 issue of *Pesti Hírlap* reported that a Hungarian alliance called *Szabadság* [Freedom] submitted a petition to the President, requesting that the fate of Hungary should not be decided until Károlyi had been given a chance to present Hungary's case. The alliance warned that the dismemberment of Hungary would be a crime against humanity leading to the most terrible irredentism. The newspaper's March 13 issue reported that Béla Székely, an American Hungarian journalist, presented a

⁴⁴ PIVÁNY: *Egy amerikai...* op. cit., 29-31.

⁴⁵ *Ibid*, 50-52.

⁴⁶ *Ibid*, 58-60.

⁴⁷ *Ibid*, 41.

⁴⁸ *Pesti Hírlap*, 1919: February 25. 3, and 1919. March 13. 2.

memorandum with statistical data and maps to the President, immediately before Wilson's departure. We know nothing about the text or the circumstances of the submittal of this memorandum. The most Pivány was able to accomplish was that together with Henrik Baracs, president of the Hungarian-American Federation. Béla Székely and other prominent Hungarians, he appeared before the Senate's Committee on Foreign Relations for a hearing on September 2, 1919. The memorandum submitted during this hearing was compiled by Pivány during the last days of August. The memorandum reviewed the Hungarian standpoint from a historical, ethnic, religious, economic, and political (international) aspect; submitted were the appendixes of the *Some facts pamphlet*, together with an appendix presenting and refuting the claims made by Romania. The American government published the proceedings of the hearing and the memorandum (together with the appendixes) as a public document.⁴⁹ In his recollections of the propaganda campaign in the United States, Pivány does not mention the Open letter published by the League. While it is possible that the letter did not reach the United States, the documents presented by Pivány certainly presented the arguments marshalled by Hungarian propaganda.

The foreword to the Open letter by the Hungarian Territorial Integrity League offers some clues to the identity of the author: „*standing on the basis of Hungary's absolute territorial integrity, we cannot wholly agree with our compatriot's opinion ... although ... we believe that we will perform a great service to our holy mission by publishing this letter in Hungarian.*”⁵⁰ This passage suggests that an English version of the pamphlet was also prepared, in accordance with its intention. The content of the letter, and especially the references to the acknowledgement of the right of national self-determination indicate that the author agreed with or at least accepted the new policy emerging after the bourgeois democratic revolution. The League most likely included the Open letter among its own publications because it had very little material of its own in mid-December 1918.

The propaganda campaign for Hungary's territorial integrity conducted jointly by the government and the Hungarian Territorial Integrity League continued with renewed vigour from November 1919, after the fall of the Hungarian Soviet Republic and the withdrawal of the Romanian troops. The campaign made good use of the material published before March 21, 1919, and of a few new writings.⁵¹ The most important among the latter were the works by Benedek Jancsó, Sándor Domanovszky and Gyula Gesztesi, published by

⁴⁹ PIVÁNY: *Egy amerikai...* op. cit., 61-71.

⁵⁰ *Open letter...* op. cit. 2.

⁵¹ MOL, K 26, Batch 1214, No. 1919-XXXVI/a.-1483; MOL, K 26, Batch 1238, No. 1920-XXXVIII-222/25; MOL, K 26, Batch 1261, No. 1921-XXXVIII-24 (Activities concerning the propaganda campaign and social organisations); MOL, K 26, Batch 1297, No. 1922. XXXVIII. t. 6599 (Liquidation of the assets of the National Propaganda Committee).

the League.⁵² In addition to several dozen pamphlets, many tens of thousands of posters, postcards, and stamps were also published.⁵³ Most of these essentially repeated the arguments assembled before March 21, 1919, the only major difference being that the earlier assertions of the right of national self-determination faded into the background. From Autumn 1919, the propaganda campaign was unequivocally directed at preserving Hungary's complete territorial integrity. Even so, the Wilsonian principles were not entirely forgotten, as shown by the reaction to the peace conditions imposed by the victorious powers in January 1920. The huge uproar against the treaty was sparked not only by the collapse of the thousand years old borders, but also by the fact that there were purely Hungarian territories among the territories taken from the country. In knowledge of the Wilsonian principles, public opinion had expected uniform Hungarian territories to remain part of the country.

Failing to give due heed to the overall concept of the Entente regarding their post-war plans for Europe, the minds behind the Hungarian propaganda campaign were unable to give up the idea of territorial integrity in exchange for the principle of national self-determination. Irrespective of the acceptability or unacceptability of the truths presented in the propaganda campaign, the arguments set forth by them had virtually no effect on the engineers of the peace treaties. In knowledge of the events which ultimately led to the peace treaties, one can hardly claim that a differently orchestrated Hungarian propaganda campaign emphasizing the right of self-determination would have resulted in a more acceptable peace treaty, although the propaganda itself would probably have been more favourably received. The author of the Open letter too failed to cross the Rubicon in this respect: he was not content with arguments resting solely on the principle of self-determination, even though he gave the greatest leeway in this respect. The letter is an excellent example of how an overall concept based exclusively on the Wilsonian principles, on which the Hungarian propaganda campaign could have been built, did not become generally accepted even during the brief period of bourgeois democracy.

⁵² JANCSÓ, Benedek: *Defensio Nationis Hungaricae. Fellebezés az emberiség elfogulatlanul gondolkodó tudományos közvéleményének ítélőszékéhez* (Defensio Nationis Hungaricae. Appeal to the tribunal of the unbiased scholarly community of mankind), Published by the Hungarian Territorial Integrity League. Budapest, 1919. GESZTESSY, Gyula: *Magyarország integritása és az entente* (Hungary's integrity and the Entente), Budapest, 1919. DOMANOVSKY, Sándor: *A magyar kérdés történeti szempontból tekintve* (The Hungarian question from a historical perspective), Budapest, 1920.

⁵³ MOL, K 26, Batch 1261, No. 1921-XXXVIII-1488. For the posters and postcards, cp. HNM, Historical Archives, Poster and Postcard Collection. For the stamps, cp. PROHÁSZKA, Péter: *Bélyegek az 1918–1920 közötti időszak területvédő propagandájának szolgálatában* (Stamps in the service of the propaganda campaign for territorial integrity), Limes, 2001. 3, 25-36.

Ateş Uslu

Une analyse des représentations de l'identité russe dans la deuxième moitié du XIX^e siècle à travers les Frères Karamazov de Fédor Dostoïevski¹

Fédor Dostoïevski (1821-1881), auteur d'un grand nombre de chefs d'œuvre de la littérature russe contemporaine (dont *les Nuits blanches*, *Souvenirs de la maison des morts*, *Crime et Châtiment*), a été témoin de la plupart des transformations politiques et sociales en Russie au cours des règnes de Nicolas I^{er} (r. 1825-1855) et d'Alexandre II (r. 1855-1881). Cette période (celle, entre autres, des débats entre slavophiles et occidentalistes, de la Guerre de Crimée, de l'abolition du servage en 1861 et de l'insurrection polonaise de 1863) est d'une importance capitale pour la formation de l'identité russe contemporaine. Dostoïevski a pris une part active dans les courants de pensée et de mouvements politiques de son temps; il a fréquenté les cercles socialistes dans les années 1840 et il a été même arrêté pour ses activités politiques en 1849. Dans les années suivantes, il était en contact avec les penseurs politiques de l'époque, dont Mikhaïl Bakounine et Alexandre Herzen. Dans ses œuvres littéraires, l'auteur a reflété ses pensées politiques, ainsi que le contexte historique et l'univers identitaire de son époque.

Le dernier grand roman de Dostoïevski, les *Frères Karamazov*, fut achevé dans les années 1879 et 1880.² Ce roman (conçu comme la première moitié d'un diptyque sur la biographie du personnage Alexis Karamazov) est l'histoire des Karamazov, une famille originaire d'une ville de province de la Russie. Dans le roman, la description des relations complexes des frères Karamazov (Dmitri, Ivan et Alexis Karamazov) entre eux et avec leur père, Fédor Pavlovitch Karamazov a une importance centrale. Le meurtre de Fédor Karamazov est au cœur de l'intrigue du roman, et le procès de Dmitri Fédorevitch Karamazov, accusé de parricide, constitue le point culminant de l'ouvrage.

Dans les *Frères Karamazov*, les personnages du roman ont une importance toute particulière. Il s'agit de caractères très complexes, et minutieusement élaborés par l'auteur. Les relations familiales des Karamazov sont souvent problématiques: le frère aîné, Dmitri, est né du premier lit de Fédor Karamazov, et il est élevé à part de ses deux autres frères, en plus, il est opposé à Ivan dans son amour pour Catherine Ivanovna. Ivan et Alexis n'ont pas, eux non plus, de bonnes relations, ils se trouvent souvent opposés par leur

¹ L'auteur tient à remercier Madame Marie-Pierre Rey, professeur d'histoire russe et soviétique à l'Université de Paris I.

² La référence au texte des *Frères Karamazov* sera faite dans le texte, entre parenthèses. La version référée de l'ouvrage est: Fédor DOSTOÏEVSKI: *Les Frères Karamazov*, trad. Elisabeth Guertik, Librairie Générale Française, Paris, coll. *Le Livre de Poche*, 2004.

conception du monde. La personnalité brutale et tyrannique de Fédor Karamazov complique encore ces relations familiales: le père Karamazov paraît n'avoir aucun sentiment d'amour paternel envers ses fils, et son désir pour Agrafena Svetlov (dite „*Grouchenka*”) l'oppose définitivement à son fils aîné Dmitri, qui, à son tour, éprouve un amour obsessif pour cette jeune femme de mauvaise réputation. Enfin, le jeune domestique Paul Smerdiakov, susceptible d'être l'enfant illégitime de Fédor Dostoïevski, contribue à la complexité de ces liens familiaux.

Pour le lecteur, il est clair que chacun des frères Karamazov représente un „*idéal-type*”. Pour certains auteurs les trois frères seraient la représentation des trois phases successives de la vie de l'auteur; avec Dmitri pour sa phase „*passionnée*”, Ivan pour sa période socialiste, et enfin Alexis („*Aliocha*”) pour sa période finale de „*conciliation*” spirituelle. Une explication plus vraisemblable est pourtant donnée dans le roman même, dans les chapitres relatifs au procès de Dmitri Fédorévitch. Le procureur Hippolyte Kirilovitch, dans son réquisitoire, fait un tableau de la famille Karamazov. Il souligne „*la sombre et dissolvante conception du monde*” d'Ivan (intellectuel-type) et le caractère pieux et humble d'Alexis, qui, à l'inverse de son frère aîné, „*cherche à s'accorder aux 'valeurs populaires' ou à ce qu'on qualifie de ce terme compliqué dans certains de nos milieux intellectualistes*” (p. 804).³ Quant à Dmitri, „*à l'inverse de 'l'europanisme' [sic] et des 'valeurs populaires' de ses frères, il représente en quelque sorte la Russie à l'état spontané*”.⁴

En partant de ces idéal-types, on va essayer de reconstituer le monde décrit par Dostoïevski, son système de références, et donc, l'identité russe telle qu'elle est représentée dans le roman. Dans un premier temps, on va étudier „*l'état spontané*” de la Russie, décrit dans le roman: la structure sociale et le cadre historique du pays. La seconde partie sera consacrée à l'analyse de l'occidentalisme, de la modernité problématique, et de la prise de position des intellectuels (incarnés par Ivan Fédorévitch dans le roman) face à ces phénomènes. La dernière partie sera consacrée à l'issue proposée par Dostoïevski face à cette modernité problématique: la reconstitution spirituelle et religieuse de l'identité russe, symbolisée par Alexis Karamazov.

I. En partant de Dmitri Karamazov: la Russie à l'état spontané

La personnalité de Dmitri Karamazov est très compliquée, et il est en fait impossible de classer Dmitri comme un idéal-type proprement dit, à la différence de ses deux frères cadets, qui représentent soit un groupe social

³ Conçue dans ces termes, l'opposition entre Ivan et Alexis est posée par le procureur comme le reflet des débats entre les „*occidentalistes*” et les „*slavophiles*” qui ont lieu à partir des années 1840 en Russie.

⁴ Le procureur ajoute: „*oh! Pas toute la Russie, pas toute, et Dieu nous en préserve! Et pourtant elle est là, notre bonne Russie, on le sent, on le perçoit, notre mère.*”

précis (l'intelligentsia, dans le cadre d'Ivan), soit des idéaux rédempteurs (attachement aux valeurs nationales et spirituelles, dans le cadre d'Aliocha). Cette complexité provient du fait que Dmitri est associé à la Russie telle qu'elle est au niveau quotidien, immédiat. Dmitri apparaît donc comme la somme de toute une série de caractéristiques: sentimentaliste, enfant prodige, soldat, perdu dans ses passions amoureuses, Dmitri Karamazov est inclassable comme type. La richesse de ce caractère est en outre la preuve de la rigueur de la description de Dostoïevski. En fait, l'auteur, en se référant à la Russie à l'état spontané (dans ses descriptions de la vie quotidienne, dans les portraits des gens ordinaires) ne recourt pas à des clichés ou à des simplifications, et de cette méthode de description provient la complexité du personnage de Dmitri Karamazov. On va donc tenter, dans ce chapitre, de discerner les éléments des *Frères Karamazov* se rapportant à cette description complexe de la Russie, et présenter le cadre géographique/historique et les structures sociales qui y sont liés.

A) Cadre géographique et historique

La Russie en tant qu'entité géographique a une importance capitale dans l'identité russe: le thème de la „*terre russe*”, de la „*mère Russie*” revient sans cesse dans les constructions identitaires russes. De même, dans les *Frères Karamazov*, cette présence de la Russie est facilement discernable. Tout d'abord, il faut préciser que tout le contenu et toute l'intrigue du roman est limitée dans l'espace russe. Les caractères du roman ne quittent pas la terre russe. Cette présence „*physique*” de la Russie est renforcée par sa présence „*intellectuelle*”; en fait, la Russie (son état actuel, son passé historique ainsi que son avenir) se trouve au cœur de la très grande majorité des discussions politiques ou religieuses dans le roman. Vers la fin du roman, cette thématique de l'attachement à la terre russe trouve son point culminant dans la conversation pathétique de Dmitri Karamazov, emprisonné, avec son frère Aliocha. Dmitri, après avoir fait part à Aliocha de son plan d'évasion de la prison et d'aller s'installer aux Etats-Unis d'Amérique, souligne qu'il souhaite quand même retourner en Russie: „*du moins nous mourrons sur la terre natale*”, conclut-il (p. 878).

L'histoire de la Russie n'est pourtant évoquée qu'en filigrane dans le roman. Le passé médiéval est à peine rappelé, et la référence à l'Orthodoxie est souvent faite d'une manière a-historique (ou bien dans une perspective d'eschatologie, de rédemption). Il existe pourtant certaines allusions floues à ce passé lointain: „*On affirme que chez nous, en Russie, le startchestvo⁵ existait également aux temps anciens, ou qu'il devait avoir existé, mais qu'en conséquence des malheurs de la Russie, du joug tartare, des troubles, de l'interruption des anciennes relations avec l'Orient après la conquête de*

⁵ De *staret*; maître spirituel.

Constantinople, cette institution était tombée dans l'oubli et que les starets avaient disparu.” (p. 28). Ces lignes témoignent de l'un des aspects importants des représentations identitaires en Russie moderne et contemporaine: le sentiment d'isolement de la Russie du reste du monde, et en particulier, du monde chrétien. Ainsi, selon le narrateur, les crises survenues à l'issue de l'invasion mongole ou la discontinuité avec la Chrétienté orientale provoquée par la chute de Constantinople paralysent la société russe, à tel point que ces phénomènes extérieurs provoquent la disparition d'une institution sociale-religieuse comme le *startchestvo*.

Le XVIII^e siècle est aussi peu évoqué que l'époque médiévale: ainsi, la référence directe aux périodes de Pierre le Grand (1696-1725) ou de Catherine II (1762-1796) fait défaut. On peut pourtant discerner certaines allusions indirectes. Par exemple, l'auteur qualifie le père du *starets* Zossima de „gentilhomme mais de la petite noblesse et de rang peu élevé” (p. 330): il est clair que la *Table des rangs* établie par Pierre le Grand est en vigueur pour préciser le statut et la place de l'individu dans la société russe.

Les développements du XIX^e siècle, sont beaucoup plus présents dans l'ouvrage. Smerdiakov, lors de sa conversation avec Maria Kondratievna (femme de chambre, sa voisine), après avoir évoqué le sort malheureux de sa mère,⁶ déclare qu'il hait toute la Russie, et il ajoute qu'il est inutile de défendre la Russie, et il continue son argumentation en citant un exemple historique: „En 1812, il y a eu en Russie la grande invasion de Napoléon I^{er} des Français, père [sic] de celui d'aujourd'hui [Napoléon III], et cela aurait été un bien si ces mêmes Français nous avaient vaincus alors: une nation intelligente en aurait conquis une fort stupide et l'aurait annexée” (p. 257). Le raisonnement de Smerdiakov sur les guerres napoléoniennes est en fait le reflet d'un phénomène intellectuel du XIX^e siècle: le débat entre les Slavophiles et les occidentalistes. En fait, Smerdiakov ne fait que pousser à ses limites extrêmes les arguments occidentalistes, il est d'ailleurs visiblement impressionné par Ivan Karamazov, idéal-type beaucoup plus raffiné de „l'intellectuel”, qui contrairement à beaucoup d'autres, ne se laisse point emporter par les illusions occidentalistes.

L'argumentation grotesque de Smerdiakov résulte pourtant à un paradoxe : à l'objection de son interlocutrice, il répond, en paraphrasant Fédor Karamazov, par ces mots: „Le peuple russe, il faut le fouetter” (p. 257). Le semblant d'occidentalisme de Smerdiakov aboutit donc à un mépris pour le peuple russe, et à une reprise des thèses réactionnaires de Fédor Karamazov. Ce dernier oppose en fait l'état arriéré de la Russie (assimilée à une sorte d'état de nature) à l'esprit: „La terre russe tire sa force des verges de bouleau. Si l'on détruit les forêts, ce sera la fin de la terre russe. Je suis pour les gens

⁶ Simple d'esprit, Lisabeth Smerdiachtchaïa fut probablement violée par Fédor Karamazov, et elle mourut après avoir donné naissance à Smerdiakov.

intelligents. Nous avons cessé de battre les paysans, par excès d'intelligence, mais ils continuent de se fouetter eux-mêmes. Et ils font bien (...) Quand à la Russie, c'est de la cochonnerie. Mon ami, si tu savais comme je hais la Russie... c'est-à-dire pas la Russie mais tous ces vices... et peut-être la Russie aussi. Sais-tu ce que j'aime? J'aime l'esprit" (p. 152). Outre un questionnement général sur l'état arriéré de la Russie et sur les relations de cette Russie avec la modernité occidentale (problématique qui constituera le point de départ des recherches intellectuelles d'Ivan et du cheminement spirituel d'Aliocha), ces argumentations relèvent d'une prise de position plus spécifique: l'allusion au fouettement des paysans résulte en fait de l'abolition des peines corporelles (baguettes fouet, marque) par l'*oukaze* d'avril 1863 d'Alexandre III, à la suite de l'abolition du servage.⁷ Fédor Karamazov exprime donc, dans le roman, son mécontentement des grandes réformes de 1862-1865 d'Alexandre III.

Dostoïevski, dans les *Frères Karamazov*, met en scène un groupe de fonctionnaires polonais. Tout un chapitre du roman (VIII, 7) est en fait consacré à une soirée chez les polonais, et l'auteur taquine finement avec leurs manières, leur façon de parler (en particulier, leur sur-utilisation du mot *Pan* [Monsieur]).⁸ Il faut noter que la question de la Pologne est toujours d'actualité pendant le règne d'Alexandre III, et même si la répression de l'insurrection polonaise de 1863 n'est guère évoquée dans le roman, on peut constater une certaine tension entre les Polonais et les Russes à travers les personnages. Ainsi, durant la soirée polonaise, Dmitri lève son verre en disant „à la Pologne, *panowie*”, ce qui plaît aux Polonais. Les Polonais ne le suivent quand même pas, quand il relève son verre, cette fois „à la Russie”. A ce point on sent la tension monter entre Dmitri, ancien soldat russe, et les personnages polonais; mais à ce point Pan Wrulebski trouve une réconciliation, en lançant „à la Russie dans ses limites de l'an dix-sept cent soixante-douze”. Les Polonais, à ce point, ne voient pas de préjudice à boire à l'honneur de la Russie d'avant la première partage de la Pologne (1772). Ce bref épisode, même s'il est teinté d'un ton caricatural, reflète bien la difficile relation avec les peuples annexés lors de l'expansion de la Russie vers l'Ouest.

Il convient de souligner, en dernier lieu, que l'un des composantes du discours identitaire russe à l'époque contemporaine est la conception de la Russie et du peuple russe en tant qu'exception. Cette „exception russe” est reflétée par le narrateur dans ses développements à propos de la „*beauté de la femme russe*”: „*Les connaisseurs de la beauté de la femme russe auraient pu*

⁷ Dostoïevski avait d'ailleurs souligné, dans les *Souvenirs de la maison des morts* (1860), l'inhumanité de ces peines ; cf. Pierre PASCAL, *Histoire de la Russie: Des origines à 1917*, Paris, PUF, coll. «Que Sais-Je», 1967, p. 102.

⁸ Le vouvoiement faisant défaut en polonais conventionnel, les Polonais adoptent une tournure de respect spéciale, consistant en l'utilisation du mot *Pan* avec la troisième personne du singulier, ce qui explique l'utilisation excessive de ce mot.

sans risque d'erreur prédire, en voyant Grouchenka, que vers la trentaine cette fraîche beauté encore juvénile perdrait son harmonie, s'amollirait, que le visage s'empâterait, que de petites rides apparaîtraient très vite autour des yeux et sur le front, que le teint se flétrirait, s'empourprerait peut-être; en un mot, c'était cette beauté d'un instant, cette beauté fugitive qu'on rencontre si souvent précisément chez la femme russe." (p. 171). Dans ces lignes, un phénomène biologique ordinaire et commun au genre humain est attribué au peuple russe en tant que spécificité exceptionnelle; et cette attribution est en fait le reflet d'une auto-conception de l'identité russe, qui consiste en l'évaluation de la Russie et de la Russité en tant qu'une exception.

B) Structures sociales

Les structures sociales décrites dans le roman sont surtout celles d'une petite ville de province. La vie y est dominée par les propriétaires et les membres du clergé; les paysans et les serviteurs ont un rôle considérable. Les classes moyennes y apparaissent à la limite, surtout à travers les personnages associés aux postes administratives, et la bourgeoisie est quasiment néant dans le roman.

La famille Karamazov est elle-même une famille de propriétaires. Fédor Karamazov est un propriétaire terrien important dans son district, mais „*toute sa vie il n'a presque pas vécu sur ses terres*". Son rang dans la société ne provient d'ailleurs pas d'une noblesse de sang, il présente plutôt une „*histoire de succès*": parti „*presque de rien*", il menait au début une vie de parasite, et son ascension sociale était assurée, entre autres, par son mariage à une jeune fille d'une „*famille de nobles assez riches et bien nés, les Mioussov*" (pp. 5-6). Autrement dit, dans l'univers décrit dans les *Frères Karamazov*, les vocables „*noble*", „*propriétaire*", „*riche*" et „*bien né*" ne se confondent point. Cette situation des élites socio-économiques russes est la conséquence de la transformation de la classe nobiliaire: surtout après l'introduction de la Table des Rangs au début du XVIII^e siècle, l'ancienne noblesse de sang, les familles de boïars, ont perdu leur poids dans la société au profit de la noblesse de mérite, dès lors, l'appartenance à la noblesse ne fut plus l'unique déterminant du statut social; au contraire, le rang dans la société devint un déterminant pour l'appartenance à la noblesse.

La division de la société est pourtant toujours d'importance capitale pour la vie des individus. Ainsi, le *staretz* Zossima évoque amèrement son amour de jeunesse, qui se maria „*à un riche propriétaire terrien des environs (...), ayant des relations dans la capitale et dans le meilleur monde, ce qui n'était pas mon cas, homme fort aimable et par-dessus le marché cultivé, alors que je ne l'étais pas du tout.*" (p. 341). L'ordre ou la classe à laquelle on appartient n'est plus le seul critère d'évaluation dans cette société (Zossima appartient, lui aussi, à une famille de propriétaires terriens), mais la façon de vivre a une importance capitale pour les élites sociales: la relation avec la capitale (ou au moins, avec les grandes villes) et le degré de culture compte également pour la détermination du statut social.

La masse des paysans est, tout comme la noblesse, en train de subir des transformations. Les domestiques de la famille de *staretz* furent tous des serfs; et le *staretz* relate, dans ses souvenirs, que sa mère avait vendu l'un de ses domestiques „pour soixante roubles en billets” (p. 331). Entre-temps, le servage fut aboli, en 1863, par Alexandre II; cet événement, qui transforma considérablement la société rurale de la Russie, n'est pourtant pas invoqué directement. Les propos de Smerdiakov à propos des ordres sociaux peuvent pourtant être considérés comme l'expression de la nouvelle génération des paysans: le jeune domestique se compare à Dmitri Karamazov, et constate que ce dernier est honoré par tout le monde, alors qu'il n'a aucune aptitude, alors que lui, simple domestique, malgré ses aptitudes, est négligé, à cause de son humble naissance (p. 258).

Les classes moyennes apparaissent, dans le roman, souvent à travers les personnages précis; le gouverneur de province en inspection dans la ville (p. 111), le chef de la police du district, le juge d'instruction („*diplômé de l'École de droit*”) (p. 508), le procureur Kirillovitch. Dans d'autres cas, les femmes des administrateurs ou d'officier apparaissent; c'est le cas, par exemple, de la maréchale (au tout début du roman) et de la veuve du secrétaire de gouvernement, qui, depuis quatorze ans, „vit 'de ses rentes' dans sa maison propre” (p. 591). Toutes ces personnages font (directement pour la plupart, et indirectement dans le cas des femmes) partie de l'imposante masse de la bureaucratie russe. Dans deux cas, l'auteur se réfère à une classe moyenne bien précise: la petite-bourgeoisie. Ainsi, le père de Lisabeth Smerdiachtchaïa serait „un petit-bourgeois sans feu ni lieu, ruiné et malade, très adonné à la boisson et qui, depuis de longues années, vivait en qualité d'ouvrier chez des maîtres aisés, eux-mêmes petits-bourgeois” (p. 111). Dans le second cas, le narrateur parle de „nos petits-bourgeois de Skotoprignonievsk”, qui „ne se distinguent guère des paysans, ils labourent même la terre” (p. 762). Le terme „*petit-bourgeois*” (mechtchanin⁹) a en fait une connotation assez péjorative dans les écrits des auteurs contemporains,¹⁰ et notamment chez Herzen et de Dostoïevski. L'auteur n'utilise pourtant pas, dans les *Frères Karamazov*, cette catégorie dans sa connotation péjorative.

II. Ivan Karamazov: intellectuels, occidentalisme et modernité

Outre les classes moyennes liées à la bureaucratie ou à la bourgeoisie, un groupe social lié aux classes moyennes émergea dans l'époque contemporaine en Russie: l'*intelligentsia*. Le terme „*intelligentsia*” fut son irruption dans la langue

⁹ C'est bien le terme *mechtchanin* qui est utilisé dans les deux cas; cf. Fédor DOSTOÏEVSKI: *Brat'ia Karamazovy* (Frères Karakazov), Internet-Biblioteka Alekseïa Komarova, 2005, <http://ilibrary.ru/text/1199/index.html>, date de téléchargement: 16.01.2006. III. 1. XII. 1.

¹⁰ Cf. Richard STITES: *Serfdom, Society and the Arts in Imperial Russia: the Pleasure and the Power*, Yale University Press, New Haven, 2005. 18.

russe à la fin des années 1860,¹¹ mais les antécédents de ce groupe existaient bien avant cette époque. Dans ce chapitre, on va traiter de la figure de l'intellectuel dans l'identité russe (figure incarnée par Ivan Karamazov dans le roman), après avoir évoqué, dans un premier lieu, les questions se rapportant à la modernisation problématique de la Russie. Par ailleurs, avant d'aborder cette question, il faut tenir compte des positions politiques prises par Dostoïevski. Dostoïevski était, à partir des années 1870, l'un des représentants éminents du nationalisme conservateur, et par ses articles journalistiques, il se faisait le défenseur de la religiosité du peuple russe et des valeurs conservateurs, pour s'opposer au libéralisme occidental, au socialisme, au capitalisme et à l'individualisme.¹²

A) La modernité problématique

Dans les années 1840, la vie publique était animée par un vif débat intellectuel: le débat entre les „slavophiles” et les „occidentalistes”.¹³ Les slavophiles mettaient en avant les spécificités de la Russie, et soutenaient la thèse selon laquelle la Russie devait se débarrasser du modèle politique et social calqué de l'Europe décadent (ils s'opposaient ainsi aux réformes initiées surtout à partir de l'époque de Pierre le Grand). Quant aux occidentalistes, ils faisaient une référence positive à l'Europe, et, loin de qualifier cet Occident européen de décadent, ils optaient pour une accélération de l'adoption du modèle européen. Dans ces débats, ce fut la question de la modernité de la Russie qui fut principalement discutée.

Le phénomène de la modernisation de la Russie est décrit et critiqué par divers personnages du roman. Les processus d'industrialisation, d'urbanisation et de rationalisation sont illustrés par une allusion aux développements industriels et techniques: Madame Khokhlakov, une riche propriétaire, s'exclame „notre siècle est le siècle des chemins de fer, Dmitri Fédorévitch”; et Fédor Karamazov, lors de sa discussion avec les moines, dit: „c'est aujourd'hui un siècle libéral, le siècle des bateaux à vapeur et des chemins de fer”. Il est intéressant que ces constatations soient faites par des personnages à image négative: Fédor Karamazov est la figure même du réactionnaire cruel et brutal, et les propos de Madame Khokhlakov révèlent une naïveté.¹⁴ Ainsi,

¹¹ Jerzy JEDLICKI: *Autocréation de l'intelligentsia*, IN: Chantal DELSOL, Michel MASŁOWSKI et Joanna NOWICKI (éd.): *Mythes et symboles politiques en Europe Centrale*, PUF, Paris, 2002. 392.

¹² Gary M. HAMBURG: *Russian Political Thought, 1700-1917*, IN: Dominic LIEVEN (ed.): *The Cambridge History of Russia, Volume II. Imperial Russia, 1689-1917*, Cambridge University Press, Cambridge, 2006. 133.

¹³ Cf. Andrzej WALICKI, *The Slavophile Controversy: History of a Conservative Utopia in Nineteenth-Century Russian Thought*, trad. par Hilda Andrews-Rusiecka, Clarendon Press, Oxford, 1975. 609p.

¹⁴ Les propos de Madame Khokhlakov sont d'ailleurs paradoxaux. Elle conseille à Dmitri Karamazov de s'enrichir („Faut-il donc tout abandonner aux Juifs?”, dit-elle, en faisant

l'auteur fait entendre au lecteur que l'enthousiasme devant la modernisation au sens européen du terme n'équivaut pas forcément au „*progressisme*”.

La critique de la modernité (voire, du capitalisme) est faite particulièrement sous la problématique de l'isolement de l'homme-individu dans la société. Le *staretz* Zossima, dans sa jeunesse, rencontra un personnage selon qui il fallait que les hommes s'orientent psychologiquement vers une autre voie pour refaire le monde. „*Tant qu'on ne sera pas devenu effectivement le frère de chacun - poursuit-il, il n'y aura pas de fraternité. (...) cela se réalisera, mais auparavant doit s'achever la période d'isolement de l'homme*”. Le „*mystérieux visiteur*” du jeune Zossima décrit la société moderne en des termes très forts: „*Chacun cherche à présent à isoler le plus possible son moi, on veut éprouver en soi-même la plénitude de la vie, et pourtant, au lieu d'atteindre cette plénitude, tous ces efforts n'aboutissent qu'à un suicide total, car au lieu d'une pleine affirmation de l'individu, on tombe dans une solitude complète. (...) [l'homme] s'est détaché de la collectivité, il a accoutumé son âme à ne pas croire à l'entraide, aux hommes et à l'humanité*” (p. 349). Cet isolement, entraîné par la dissolution des anciennes mœurs collectivistes et solidaristes de la société traditionnelle, aura, pour l'interlocuteur de Zossima, une fin, au moment où les hommes prendront conscience de la nature non naturelle de leur détachement réciproque. Les propos du *staretz* complètent ces paroles; il critique les laïcs sous ces termes: „*l'isolement n'est pas de notre côté mais du leur, ils ne le voient seulement pas*” (p. 361).

La critique de l'isolement de l'individu moderne est aussi faite par des laïcs, comme le procureur Hippolyte Kirillovitch. Dans son réquisitoire, il fait la liaison entre l'affaire Karamazov (le parricide) et la modernité: „*notre cause de notre indifférence, nos réactions tout au plus tièdes devant de telles affaires, devant de telles signes des temps qui nous présagent un avenir peu enviable. Est-ce dans notre cynisme, dans l'épuisement prématuré de l'esprit et de l'imagination de notre société, si jeune mais si tôt vieillie? Est-ce dans nos principes moraux ébranlés jusqu'aux assises, ou enfin parce que nous n'avons peut-être même pas de principes du tout?*” (p. 800). Ces arguments reflètent une riche réflexion sur les conditions de l'identité russe. D'une part, en qualifiant la société russe de „*si jeune*”, il souligne le potentiel, le *dynamis* latent de cette société, et de l'autre part, il argumente que cette jeunesse est refoulée par „*l'épuisement prématuré de l'esprit*”. De plus, l'absence de valeurs morales dans la société russe contemporaine à questionner même l'existence initiale de ces valeurs/principes dans la société.

Outre Smerdiakov, qui, comme on l'a déjà évoqué, questionne les rapports sociaux hiérarchisés, Kolia Krassotkine, un jeune adolescent, critique les

entendre un certain degré d'antisémitisme économique), de bâtir „*des édifices et diverses entreprises*”, mais elle continue: „*Vous aiderez les pauvres et ils vous béniront*” (p. 442). L'enthousiasme de Khokhlakov devant la modernisation est donc paradoxalement accompagnée par des „*résidus*” de la société traditionnelle, comme le principe de solidarité avec les pauvres.

rapports sociaux entre les hommes. Selon Kolia, dans la nature rien n'est drôle, et ce sont les rapports entre les hommes qui sont anormaux. Ainsi, Kolia oppose la nature et la société, et, à la manière des penseurs politiques des Lumières, il exalte la rationalité innée de la nature, en condamnant les rapports sociaux illogiques. Il propose, pour dépasser les rapports sociaux actuels, le socialisme. Le socialisme, décrit-il, „*c'est quand tous sont égaux, tous les biens mis en commun, il n'y a pas de mariages et pour la religion et toutes les lois c'est comme chacun veut, enfin, et tout le reste*” (p. 605). Cette définition du socialisme est certes teintée d'une naïveté, mais cela résulte de la volonté sincère de Kolia à dépasser la modernité problématique.

Dans le cadre de l'analyse de la modernité, il paraît opportun de souligner l'importance du phénomène de *procès*. Le narrateur souligne que l'affaire Karamazov – le parricide de Dmitri Fédorovitch – avait eu du retentissement dans toute la Russie, et que le procès qui en avait découlé accueillait un public venu non seulement du chef-lieu de la province des Karamazov, „*mais encore d'autres villes de Russie et enfin de Moscou et de Petersburg, dont des juristes ainsi que quelques personnalités et des dames*” (p. 758). En fait, il s'agit là d'un procès déclenché par la justice moderne, suivant la procédure pénale du droit moderne; ce fait – ainsi que la composition des auditeurs – prouve que la province en question appartient à la partie développée de la Russie. Au contraire, dans une grande partie des régions russes (surtout dans les régions isolées et arriérées), l'attribution des peines était faite par les villageois, selon des procédures extrajudiciaires traditionnelles au sein de la communauté villageoise;¹⁵ ainsi, l'autorité morale de la commune rurale (*mir*) fut valorisée pour l'autorité judiciaire, plutôt que le système judiciaire moderne, centralisé et séculaire.

L'article d'Ivan Karamazov sur les tribunaux ecclésiastiques résulte, elle aussi, d'une réflexion de la relation entre la justice et la politique moderne. L'ambiguïté de l'article est évident: à son sortie, elle eût un étrange accueil, „*de nombreux cléricaux considèrent l'auteur comme des leurs; mais les laïcs et les athées eux-mêmes l'applaudirent*” (p. 16). Ivan, bien qu'il se déclare non croyant, s'oppose à la séparation de l'Etat et de l'Eglise, et cela surtout en matière des questions judiciaires. Selon lui, l'Eglise doit garder son rôle de faire la justice, parce qu'une coercition d'ordre moral est nécessaire pour la diminution des crimes dans la société; ce qui est contradictoire avec la conception moderne de la politique et du droit. Mais de plus, les idées d'Ivan se trouvent en contradiction avec la conception spécifique russe des relations Etat-religion. Selon le père Païsius, „*d'après la conception et l'espérance russes, ce n'est pas l'Eglise qui doit se transformer en Etat, pour passer d'un type inférieur à un type supérieur, c'est au contraire l'Etat qui doit finir digne*

¹⁵ Stephen F. FRANK: „*Popular Justice, Community and Culture among the Russian Peasantry, 1870-1900*”, *Russian Review*, vol. 46, no. 3. juillet 1987. 240. Cathy FRIERSON: „*Crime and Punishment in the Russian Village: Rural Concepts of Criminality at the End of the Nineteenth Century*”, *Slavic Review*, vol. 46. no. 1. printemps 1987. 57.

d'être exclusivement une Eglise, et rien d'autre" (p. 70). Cette ambiguïté résulte de la complexité des positions de l'intellectuel russe, personnifié par le caractère d'Ivan dans le roman, à l'égard de l'Europe; et cette complexité prouve que le caractère d'Ivan n'est point réductible à une simple figure d'„*intellectuel occidentaliste*".

B) Intellectuels et l'Occident

La figure de l'intellectuel occidentaliste est plutôt incarnée par Pierre Alexandrovitch Mioussov, le cousin germain de la première femme de Fédor Karamazov. L'auteur le qualifie, à deux reprises, de „*libéral des années 1840 et 50*" (pp. 9, 34). Cette période du règne de Nicolas I^{er} témoigna la floraison des débats entre slavophiles et occidentalistes, et Mioussov, „*éclairé, habitué des capitales, cosmopolite, par surcroît Européen toute sa vie durant*" (p. 9) fit part, sans aucun doute, des „*occidentalistes*". Il fut d'ailleurs en relation avec les hommes „*parmi les plus libéraux de son époque, tant en Russie qu'à l'étranger*", comme Bakounine et Proudhon. En plus, il fut témoin de la révolution de février 1848 à Paris. Il semble avoir conservé, lors de sa maturité, ses positions de jeunesse; et, en bon libre-penseur, il est indigné par Fédor Karamazov, qui raille la libre-pensée en racontant une histoire sur le „*baptême de Diderot*" (p. 46 et sq.). Dans le roman, il se trouve pourtant dans une situation difficile: il maintient des relations avec la jeune génération d'intellectuels: il encourage l'un de ses jeunes amis, Kalganov, qui se prépare à entrer à l'université, à poursuivre ses études à l'étranger, et il essaie de l'entraîner à sa suite à Zurich ou à Iéna (p. 37). Il constate néanmoins une rupture générationnelle; en contemplant Ivan Karamazov, il médite amèrement en ces termes: „*Jusqu'ici tout au moins, j'étais à la hauteur de tout ce qu'il y a de progressiste en Europe, mais cette nouvelle génération nous dédaigne totalement*" (p. 67).

Quant à Ivan, il se distingue dès ses jeunes années par son talent intellectuel. Après être entré à l'université, il publie des comptes rendus de livres sur de divers sujets (p. 15), et son article sur les tribunaux ecclésiastiques entraîne un vif débat, que l'on vient d'évoquer. Les idées d'Ivan sur la religion sont particulièrement complexes. Bien qu'il se déclare non-croyant, il est loin d'être un athée au sens étroit du terme.¹⁶ Il accorde une importance capitale à la religion, à Dieu, à l'Eglise et à l'immortalité dans l'organisation de la société. Il est loin d'être un „*occidentaliste*", et il critique les jeunes intellectuels: tous les axiomes contemporaines des garçons russes seraient dérivées, selon lui, des hypothèses européens (p. 269). „*Une hypothèse là-bas devient axiome ici*", dit-il, en soulignant la platitude de la pensée de ses contemporains -une pensée calquée tout à fait conformément au modèle européen.

¹⁶ De même, Mioussov attire l'attention sur le fait que même parmi les socialistes-anarchistes il existe des gens qui croient en Dieu, et qui sont Chrétiens (p. 75). L'équation entre les jeunes intellectuels et la religion n'est donc point une simple relation de rejet.

Il est évident que le phénomène d'exil politique joue un rôle important dans la vie intellectuelle russe au XIX^e siècle. Le *staretz* Zossima parle par exemple à propos d'„une sorte de proscrit politique”, qui fut exilé de Moscou à la province en tant que libre penseur. Ce proscrit, „savant considérable” et „remarquable philosophe d'université”, exerça une influence considérable sur le frère aîné de Zossima, tout en l'initiant aux idées de la libre-pensée et du socialisme.

Les relations des intellectuels entre l'Etat et la société¹⁷ sont aussi discernables dans le roman. Les rapports de l'intelligentsia avec le pouvoir politique existant sont de nature difficile. Kolia exprime, par exemple, son mécontentement à l'égard de la politique éducative en place, et conçoit l'éducation des langues et lettres classiques comme „une mesure de police”, un résultat de la politique autocratique cherchant à empêcher le peuple de réfléchir (p. 633).¹⁸ Quant aux rapports avec le peuple, Kolia s'exprime en ces termes: „J'aime bien parler au peuple et je suis toujours heureux de lui rendre justice. (...) Il faut savoir parler au peuple.” (p. 606). Il s'agit là d'une attitude typique des intellectuels qui, bien que conscients de leur éloignement des masses, s'efforcent de s'intégrer au peuple, ou du moins, de garder un contact avec lui.

Le procureur Kirillovitch fait une analyse intéressante de la relation de la Russie avec l'occident décadent. Après avoir adressé aux jurés en leur rappelant qu'ils sont „défenseurs de notre sainte Russie, de ses assises, de sa famille, de tout ce qu'elle a de sacré”, qu'ils représentent la Russie, et que leur décision sur le parricide commis par Dmitri Karamazov retentira dans toute la Russie, il compare la Russie à une troïka galopante (métaphore emprunté à Gogol) (p. 832). Les autres peuples s'écartent, selon le procureur, devant cette troïka, „non seulement par respect pour elle (...), mais simplement par effroi; sinon ils pourraient se dresser, à l'avenir, pour arrêter cette course insensée, «pour sauver eux-mêmes, la culture et la civilisation». A ce moment, Kirillovitch argumente que le fait de rendre un verdict acquittant le parricide n'aurait causé qu'une nouvelle provocation de la haine des nations occidentales un verdict acquittant l'assassinat du père pas son propre fils. Le procureur a donc une position extrêmement compliquée; d'une part, il est aux prises avec les effets pervers de l'occidentalisation, de la modernisation sur les valeurs traditionnelles russes, et d'autre part, il craint que cette Russie dégénérée menace les fondements mêmes de la culture et civilisation européennes, pour causer, finalement, sa propre perte de la main des européens qui veulent se défendre contre la Russie devenue menaçante par ses mœurs.

¹⁷ Alain Besançon accorde une importance cruciale au triangle Etat-société-intelligentsia dans son analyse sur les intellectuels russes; Alain BESANÇON: *Les origines intellectuelles du léninisme*, Calmann-Lévy, Paris, 1977. 99 et passim.

¹⁸ Bertram D. Wolfe fait une analyse parallèle, en décrivant le système éducatif russe à l'époque de la jeunesse de Lénine. cf. Bertram D. WOLFE: *Lénine, Trotsky, Staline*, Calmann-Lévy, Paris, coll. *Liberté de l'Esprit*, 1951.

L'argumentation du procureur est confrontée par la réponse majestueuse de l'avocat de Dmitri Karamazov: „*Laissons aux autres peuples la lettre et le châtiment, nous possédons l'esprit et le sens, le salut et la régénération des déchus. (...) en avant, Russie, et ne nous effrayez pas, oh! ne nous effrayez pas avec vos troïkas furieuses dont tous les peuples s'écartent avec horreur! Ce n'est pas une troïka furieuse, mais un majestueux char russe qui solennellement et calmement atteindra le but*” (p. 861). Les modalités et la forme de la réalisation de ce but sont expliquées dans les chapitres des Frères Karamazov se rapportant à la régénération spirituelle; et cette régénération est illustrée par Alexis Karamazov, dit Aliocha.

III. Alexis Karamazov: la spiritualité, l'orthodoxie et la rédemption

Dostoïevski souligne dès le début, et à plusieurs reprises, qu'Aliocha Karamazov est le héros du roman. En fait, Aliocha n'est pas au cœur de l'intrigue principale, mais il est toujours présent dans les événements, faisant souvent d'intermédiaire entre les autres personnages. Son importance est pourtant bien frappante; il fait le lien entre les divers niveaux de l'identité russe – son passé, son état présent –, et il en constitue „*l'avenir radieux*”: c'est en fait Aliocha qui est le modèle de l'homme nouveau de Dostoïevski. Dans cette partie, on va d'abord analyser ce modèle élaboré par l'auteur, pour aborder, dans un second lieu, les diverses questions concernant la régénération spirituelle représentée par ce personnage.

A) Aliocha Karamazov en tant que modèle spirituel

Au tout début du roman, Aliocha est présenté comme un jeune novice, affilié au monastère de la province. Il vit sous la supervision du *staretz* Zossima. Le *staretz* est „*celui qui prend votre âme, votre volonté dans son âme et sa volonté à lui*” (p. 28-29); il a donc une influence considérable sur le jeune homme.

Les pages consacrées à la description de la vie monastique reflètent l'importance extrême de l'orthodoxie pour l'identité russe. Tout un chapitre est consacré à la description de la vénération des paysannes pour le *staretz* (p. 52 et sq.): il fait, en passant devant cette foule éperdue dans sa dévotion, une cérémonie de bénédiction. Les attitudes de la foule montrent à quel point les ecclésiastiques ont une puissance sur les masses populaires dans la société russe; et cette puissance est encore renforcée par la provenance sociale des membres du haut clergé: le Père Supérieur de la Monastère appartient à la noblesse, ainsi que le *staretz* Zossima, et Aliocha lui-même est le fils d'un riche propriétaire. D'autre part, la description des rapports entre la société et le clergé révèle qu'il s'agit d'une société extrêmement superstitieuse, convaincue sur la nature thaumaturge du *staretz*. Zossima n'est pourtant pas un simple membre du clergé orthodoxe; il est plutôt une figure de sage, de savant,

de croyant sincère, et Aliocha constituera la réalisation des principes élaborés par cette figure hors du commun.

Aliocha lui-même n'est point un simple dévot, au contraire, son approche de la religion est le résultat d'une réflexion rationnelle. Si, à l'issue de sa réflexion, il avait conclu que Dieu et l'immortalité n'existaient pas, il se ferait athée, dit l'auteur. De plus, il se ferait aussi socialiste, car le socialisme n'est pas seulement la question ouvrière ou celle du quatrième état mais, par excellence, la question de l'athéisme, la question de son incarnation moderne, la question de la tour de Babel qu'on édifie précisément sans Dieu, non pour atteindre le ciel depuis la terre, mais pour faire descendre le ciel sur la terre (p. 27).¹⁹

Au premier regard, Ivan et Aliocha paraissent incarner les deux facettes d'une dichotomie. Dans une conversation, Ivan déclare qu'il ne croit pas en Dieu et en l'immortalité (p. 154). La réalité est néanmoins beaucoup plus complexe, et dans une autre entrevue, Ivan déclarera qu'il croit en Dieu „*pur et simple*”. En fait, Ivan et Aliocha se complètent l'un et l'autre, et leur point commun est exprimé par Aliocha: selon lui, pour les vrais Russes, les principaux problèmes sont les questions de l'existence de Dieu et de l'immortalité, mais aussi „*les mêmes questions prises par un autre bout*” (le socialisme et l'anarchisme). Pour Aliocha, la Russité ne se mesure donc pas par la dévotion à la foi orthodoxe; mais plutôt par une problématique principale: l'intérêt pour les *problèmes universels*. Cette même idée est d'ailleurs présente dans le „*poème*” d'Ivan Karamazov, „*le Grand Inquisiteur*”. „*Les grands conquérants*”, fait dire Ivan dans ce texte au Grand Inquisiteur, „*les Tamerlan et les Gengis-Khan, sont passés sur la terre comme un ouragan, cherchant à conquérir l'univers, mais eux aussi, quoique inconsciemment, ont exprimé la même grande aspiration de l'humanité vers l'unité générale et universelle*”.²⁰ Cette aspiration universelle, cette direction au sens général, serait donc une préoccupation commune de l'humanité. Il est significatif qu'Aliocha conçoive cette aspiration de l'humanité comme un trait spécifique de la Russité: cette attribution provient de la conception du peuple russe en tant que rédempteur de l'humanité, conception développée dans les pages du roman relatifs à l'Orthodoxie.

¹⁹ Cette définition du socialisme rappelle la définition du matérialisme que Karl Marx et Friedrich Engels ont développé en 1845-46, en polémique avec Ludwig Feuerbach; selon les deux philosophes, le propre du matérialisme serait de partir des rapports réels, matériels pour aboutir à une critique des formes de la pensée. Cf. Karl MARX et Friedrich ENGELS: *L'idéologie allemande, 1845-1846: première partie*, Nathan, Paris, 1996.

²⁰ La figure du „*Grand Inquisiteur*” du roman avait influencé Constantin Petrovitch Pobedonostsev, religieux russe, ami intime de Dostoïevski. Ce dernier avait par ailleurs consulté Pobedonostsev pendant l'écriture du roman. Nommé procureur du Saint Synode par le Tsar Alexandre III en 1880, Pobedonostsev allait devenir, avec le Tsar, l'un des principaux responsables „*de l'atmosphère de ténèbres et de paranoïa*” qui caractérisait cette période. Cf. Rosamund BARTLETT: *The Russian Culture: 1801-1917*, IN: Dominic LIEVEN (ed.): *The Cambridge History of Russia: Volume II. Imperial Russia, 1689-1917*, Cambridge University Press, Cambridge, 2006. 103. Cf. aussi Daniel H. SHUBIN: *A History of Russian Christianity, Volume III. The Synodal Era and the Sectarians, 1725 to 1894*, Algora, New York, 2005. 116-121.

B) Orthodoxie, Russité et réconciliation spirituelle

Lors du débat sur les tribunaux ecclésiastiques, le Père Païsius, après avoir affirmé que la transformation de l'Etat en Eglise, le fait qu'il devient Eglise sur la terre entière est la grande mission de l'orthodoxie sur terre, s'exclame; „*C'est en Orient que resplendira cette étoile*” (p. 74). C'est l'expression d'un état d'esprit qui anime la majorité des personnages du roman, qui, par de divers moyens, attribuent à la Russie le rôle du défenseur de l'Orthodoxie; cet état d'esprit fait partie de l'identité russe depuis le début du XVI^e siècle, à partir du lancement de la théorie de „*Moscou - troisième Rome*” par le moine Philothée dans son épître à Vassili III.²¹

L'auteur fait exprimer à Fédor Karamazov, personnage négatif, les idées qui aboutissent à un rationalisme extrême et qui ridiculisent l'Orthodoxie. „*Mais tout de même j'en finirais bien avec ton fameux monastère. Je supprimerais d'un coup toute cette mystique sur la terre russe afin de mettre définitivement tous les imbéciles à la raison. (...) pour que la vérité resplendisse plus vite*” dit Karamazov père: ces idées sont pourtant paradoxales, puisque Fédor Karamazov lui-même représente lui-même la réaction déraisonnée. Ivan, qui saisit cette paradoxe, répond d'ailleurs à son père: „*mais si cette vérité resplendit, c'est vous tout le premier qu'on dépouillera pour commencer et... qu'on supprimera ensuite*” (p. 153).

Le Livre V des *Frères Karamazov*, consacré au *staretz* Zossima, contient des développements détaillés sur les rapports de la religion et la régénération de la Russie, et c'est surtout dans le chapitre intitulé „*Quelques mots sur le moine ruse et sur son rôle possible*” que le rôle de l'Orthodoxie dans l'identité russe est souligné. Selon le *staretz*, les moines „*conservent dans leur retraite l'image du Christ harmonieuse et inaltérée, dans la pureté de la vérité divine, léguée par les plus anciens pères de l'Eglise, les apôtres et les martyrs, et lorsque le moment sera venu, ils le révéleront à la foi ébranlée du monde. Cette idée est grande*”. Enfin, le *staretz* répète la formule, déjà citée par le Père Païsius: „*C'est à l'orient que resplendira cette étoile*” (p. 360).

Il est clair que le rôle attribué à l'Orthodoxie et au clergé orthodoxe est la restitution de la foi originelle, annihilée dans le temps présent par le processus de modernisation. En effet, le *staretz* incarne, comme l'affirme Dostoïevski lui-même dans une lettre d'août 1879 adressée à son éditeur, „*les espoirs naïfs et illimités pour l'avenir de la Russie*”: ces espoirs sont de nature morale, mais également politique.²² L'acte du *staretz* Zossima, qui conseille Aliocha à

²¹ Cf. Marie-Pierre REY: *Le dilemme russe: la Russie et l'Europe occidentale d'Ivan le terrible à Boris Eltsine*, Flammarion, Paris, 2002. 24.

²² Margaret ZIOLKOWSKI: *Dostoevsky and the Kenotic Tradition*, IN: George Pattison & Diane Oenning Thompson (ed.): *Dostoevsky and the Christian Tradition*, Cambridge University Press, Cambridge, 2001. 31.

quitter le monastère pour mener une vie parmi les laïcs est symbolique dans ce cadre; le père spirituel du jeune Karamazov, par cet acte, l'envoya en fait „remplir une mission dans le monde”, comme le constate Père Païsius (p. 195). Les médiations qu'Aliocha fait entre les personnages, les entretiens qu'il fait avec eux, symbolisent le rôle assumé par l'Eglise russe orthodoxe pour ramener la société russe dégénérée par la modernité.

Le peuple russe n'est pourtant pas conçu comme un simple objet de ce projet de régénération. En fait, le *staretz* souligne, après avoir affirmé „Quant à la Russie, Dieu la sauvera, comme il l'a déjà maintes fois sauvée”, que c'est du peuple que viendra le salut, de son humilité (p. 363). Le peuple n'est donc pas, dans la conception de Dostoïevski, un récepteur de ce qui est prêché par le clergé, il est au contraire le conservatoire des valeurs nationales et religieuses dégradés dans la société moderne. L'importance du peuple est aussi exprimée dans les exclamations naïves de Madame Khokhlakov, en observant la cérémonie de bénédiction par Zossima: „Oh! Je comprends que le peuple vous aime, moi-même j'aime le peuple, je veux l'aimer; comment ne pas aimer notre admirable peuple russe, si ingénu dans sa grandeur!” (p. 59). Le peuple russe, compris comme le groupe constitué par les simples paysans, est donc exalté pathétiquement par le riche propriétaire.

Madame Khokhlakov, dans une autre exclamation, exalte la jeunesse: „j'aime tant la jeunesse! Je suis amoureuse de la jeunesse! Les jeunes gens, c'est la base de la Russie d'aujourd'hui qui souffre, tout son espoir...” (p. 517). Ces paroles, prononcées lors d'un simple gémissement, s'accordent avec la nature du projet de réconciliation spirituelle incarnée par le caractère d'Aliocha; Dostoïevski fait entendre au lecteur que les nouvelles générations de la Russie se feront les porteurs de ce projet. Il n'est d'ailleurs pas un hasard qu'Aliocha soit le plus jeune enfant (du moins, légitime) de la famille Karamazov. Cette importance de la jeunesse est accentuée de façon très frappante à l'Epilogue. Aliocha, à la fin de l'ouvrage, assiste aux funérailles d'un jeune garçon, Ilioucha, et après les cérémonies, il conseille aux amis de l'enfant défunt de se rappeler toujours de leur amitié, et leur promet de ne jamais leur oublier à son tour. Le roman finit par les exclamations enthousiastes des gamins: „Et éternellement ainsi, toute la vie, la main dans la main! Hourra pour Karamazov!”. La sincérité des enfants se mêle donc à la bonne volonté spirituelle d'Aliocha; et le nom de Karamazov ne rappelle plus le redoutable et cruel Fédor Pavlovitch, ni l'enfant prodigue Dmitri Fédorévitch: l'avenir radieux est sur le point de commencer.

Conclusion

La représentation de l'identité russe se repose, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, sur trois piliers: la référence à la terre russe, la référence à l'Europe et la référence à l'Orthodoxie. Fédor Dostoïevski, dans *Les Frères Karamazov*,

décrit les diverses réflexions de cette identité. La terre russe, la société russe contemporaine et l'histoire russe sont décrites dans les divers chapitres du roman. L'Europe, référence plutôt négative, du moins problématique, est présente en tant que facteur d'une modernité ayant des effets pervers sur la société et la foi orthodoxe russes. Quant à l'Orthodoxie, elle est présente dans le roman comme le déterminant principal de l'identité nationale, comme un facteur de messianisme, bref, comme un point de départ et un point d'arrivée. Chacun de ces piliers peut être analysé à travers les trois frères Karamazov: la Russie en tant que tel à travers le personnage passionné de Dmitri Karamazov; l'Europe en tant que facteur de modernité décadente à travers l'intellectuel Ivan Karamazov, qui, tout en s'alignant sur l'intelligentsia russe, dépasse un occidentalisme étroit; et enfin, l'Orthodoxie rédemptrice à travers le spirituel Alexis Karamazov.

L'attachement de Dostoïevski à ces trois piliers, avec l'Europe prise comme référence négative, pourrait faire penser que Dostoïevski s'aligne sur les Slavophiles. Par ailleurs, comme il partage le conservatisme nationaliste de certains Slavophiles, et son discours nationaliste s'unit à un universalisme rédempteur. Les propos tirés de son *Journal d'un écrivain* (1877) sont révélateurs: „C'est notre Grande Russie, c'est la Russie à la tête des Slaves qui dira à L'Europe une parole nouvelle: un appel à l'union de l'humanité”.²³ D'autre part, comme Nicolas Berdiaeff le souligne,²⁴ malgré le nombre d'éléments communs que l'auteur des *Frères Karamazov* partage avec les Slavophiles, mais il ne partage pas leur zèle anti-occidentaliste. Par ailleurs, les trois frères Karamazov, s'ils correspondent chacun à une orientation de l'identité russe, ne sont point des caractères simples: dans la plupart des cas, leurs orientations politiques s'interpénètrent, en rendant impossible une représentation simpliste de l'identité russe.

²³ Marie-Pierre REY: 173.

²⁴ Nicolas BERDIAEFF: *Préface*, in Fédor DOSTOÏEVSKI: *Les Frères Karamazov*, trad. Elisabeth Guertik, Librairie Générale Française, Paris, coll. *Le Livre de Poche*, 2004. (ii).

Tamás Varga

The Voice of America

Great Britain likes to present itself as an intermediary, a bridge between the United States and Europe. However, from outside, as the member of the European Union, it seems to be the absolute representative of American interests. General Charles de Gaulle, French president, was well aware of this, and it was not by chance that he vetoed the British entry to the European Community on several occasions in the 1960s. Finally, in 1973 Great Britain joined the European Economic Community, and, as if wanting to prove the General right, it started an outsider politics. It was mainly Margaret Thatcher who stood most strongly by the British interests, because she did not want to let Brussels give orders to the country. Following the fall of the conservative government, the Labour Party led by Tony Blair promised a brand new politics of Europe along Third Way politics. The result, however, was devastating, as the European politics of the dynamic British prime minister blocked the integration efforts on the continent with at least a decade, thus hindering the EU from becoming a serious economic and financial rival of the USA.

Why do the British fight against the EU becoming a real power? To answer this question, it is essential to overview the history of the special Anglo-American relations and the British foreign policy since the neoliberal age.

The special Anglo-American relations

Where does this expression come from? Why are the relations of the two countries called special? The answer lies in history. The United States were established as a result of the independence of thirteen former English colonies. The new republic was based on English traditions and the language was also English. The common roots were given. However, in the 19th century, according to the American public opinion, the mother country represented everything that was bad in the Old World. America thought of itself as the new world, the new spirit and the fulfiller of good and the truth.

The business relations of the two countries grew enormously in the second half of the 19th century. One of the main markets of the investors of London was the United States, the country of infinite opportunities (e.g. railway constructions and telegraphy). Besides the economic relations, only in the last third of the century did a more serious relation start to form between the two societies.

It was Cecil Rhodes who did the most for the creation and institutionalisation of the special Anglo-American relations. In 1877 he wrote the Confession of Faith, where he outlined his efforts: a secret society has to be created in order to support the British Empire and unify the whole Anglo-

Saxon race within one single empire, including America.¹ Rhodes believed that with the help of money, supports, illusory propaganda and secret diplomacy it is possible to start conflicts and wars, the outcome of which England can turn to its own advantage. In 1881 three men founded a secret society, which for fifty years exerted a significant influence on the theories and the implementation of British imperial and foreign policy. The three men were: Cecil Rhodes; William T. Stead, one of the most famous journalists of his time; and Reginald Baliol Brett, the future Lord Esher, who became confidant and friend of Queen Victoria, and later King Edward VII and King George V.²

In 1919 their great achievement was the creation and the management of the League of Nations and the mandate system. They established the Royal Institute of International Affairs (RIIA) in London; formed English politics in relation to Ireland, India and the Palestine between 1917 and 1947; and also significantly influenced the reconciliation policy towards Germany.

In order to ensure the human resources for the achievement of his political aims, Rhodes established a scholarship on the major part of his wealth at the University of Oxford. He set forth the criteria by which prospective Rhodes Scholars should be judged: literary and scholastic attainments; truth, courage, devotion to duty, sympathy for and protection of the weak, kindness, unselfishness and fellowship; moral force of character and instincts to lead, and to take an interest in one's fellow beings. Originally Rhodes aimed to support 52 scholars. Twenty arrived from the territory of the British Empire (Canada, Australia, South Africa, Rhodesia, New Zealand, Newfoundland, Bermuda, Jamaica) and thirty-two from the USA. In 1977, the scope of the Rhodes Scholarships was extended when legal changes in the United Kingdom permitted the Rhodes Trustees to open the competition to women. The gates were also opened for other countries, such as India, Pakistan, Malaysia, and the European Community. Currently, 94 Rhodes Scholars are authorised annually.³ (For example, Bill Clinton was a Rhodes Scholar in Oxford in the 1960s; and many American congressmen, senators and ambassadors have been raised in the spirit of the Anglo-Saxon community in the previous 100 years.)

Rhodes' initiative forced an open door on both shores of the Atlantic. The time was ripe for joint political actions. Great Britain realised that out of the two simultaneously emerging challenges – the German and the American – the one from the continent was more dangerous, thus it aimed at an agreement with America. For America it was advantageous that they could enter the

¹ Princess Catherine RADZIWILL: *Cecil Rhodes Man and empire-maker*, 1918.

² They established the Rhodes Trust; set up the South African Union between 1906 and 1910; founded a paper called *The State in South Africa* in 1908; started their paper called *The Round Table* in London in 1910; owned *The Times* for fifty years; and the expression *The British Commonwealth* comes from them. IN: RADZIWILL, Princess Catherine: *Cecil Rhodes Man and empire-maker*, 1918.

³ MARLOWE, J.: *Cecil Rhodes: The anatomy of an empire*. Paul Elek Books, London, 1972.

international political stage without serious conflicts, in the shadow of the British power. A change with extraordinary influence was brought about in 1913 when thirteen American private banks founded the Fed (the Federal Reserve Bank), and thus took control of the huge financial market of the New World and established the financial world power of New York. As the result of World War I starting in 1914, Great Britain, which so far had been an important creditor, became a debtor, while the debtor United States became a creditor. The more than one century long financial hegemony of the City of London was taken over by the Wall Street of New York.

Following World War I, the USA became not only the greatest industrial power, but also the greatest financial power in the world. Almost at the same time when the Royal Institute of International Affairs was established, American private individuals, including Rockefeller and Carnegie, founded the most important think tank of foreign politics of the United States: the Council on Foreign Relations. Why are all these important? The most well-known and most influential journal of foreign politics in the Anglo-Saxon and perhaps the whole western world – *Foreign Affairs* – has been published by this organisation since 1921. (Its English counterpart – *International Affairs*, the publication of RIIA /more popularly known as Chatham House/ –, in parallel with the weakening of the strength of Great Britain, cannot play such a role as its American equivalent.)

At the beginning of the twentieth century, apart from common economic and political interests, the British and American elite also became linked to each other socially. Rich American industrialists and bankers tended to find spouses from English aristocratic families and vice versa. (One of the most well-known examples was Churchill, whose mother was American.)

Then World War II upset the Anglo-American balance, which might have existed only in theory between the two world wars. From the world war Great Britain came out as a loser-winner, while the USA as the master of the world, who the Soviet Union could rival only militarily, but never economically and financially during its existence.

In 1944, based on the proposal of the English economist John Maynard Keynes (who took part in the preparation of President Roosevelt's New Deal programme), the dollar based world economic system was born (Bretton Woods).

1945 was the zero point for Europe, while from the point of view of the USA the New World reached the peak of its power. After the war Great Britain was unable to maintain its colonial empire. However, the USA did not want to take charge of this burden for two reasons. First, the politics of imperialism did not match the image of the country of freedom. Second, the Americans had an extremely materialistic view, and they realised what the British had already known from experience: the maintenance of a colonial empire was not only very expensive, but also produced losses.

The beginning of the end of the Anglo-Saxon world power?

By the sixties, the absolute leading role of America had been shaken in the world. (By this time Great Britain had not been a colonial empire any longer.) The European Community had become an important rival, thanks to the recovering German and French economies. In the Far East the positions of Japan had strengthened. The social conflicts of 1968 marked that the structure and composition of Western societies had changed. Until then England had been traditionally, for centuries, led by the aristocracy who had studied in Eton and Oxbridge, while in the USA only the WASP (White Anglo-Saxon Protestant) had a chance to have a political carrier. (The first exception who could become president was Kennedy, who had Irish Catholic origins.) By the end of the sixties, the role of WASP had significantly weakened in the USA; and in Great Britain, thanks to the Labour Party governing on the basis of socialist principles, the aristocracy had lost its dominance.

The economic and social changes, and the American budget which was unstable due to the war in Vietnam, tottered the Bretton Woods monetary system. In these circumstances, in 1971 the Anglo-Saxon elite decided to terminate the gold-dollar parity – i.e. the convertibility of dollars to gold –, which had been the basis of the world economy until then.

The Conservative Margaret Thatcher, who became British prime minister in 1979, believed that the Anglo-Saxon world position could be maintained if she transformed the British welfare society according to the conditions of the free market, in order to serve the interest of the capital. Ronald Reagan had similar ideas: he aimed to discontinue for ever Roosevelt's socialist model, the New Deal. The American and British leaders realised that as their industrial power started to wane, they could keep their decisive influence on the world if they took advantage of their financial dominance. The traditional Anglo-Saxon individualistic society was unable to compete with such societies based on trust (copyright Fukuyama), as Japan and Germany. Therefore, the political decision was the following: free market, elimination of welfare states, free flow of capital, and innovation in new technologies (computer technology, biotechnology).

The integrating Europe as the rival of the Anglo-Saxon world order

As early as the beginning of the twentieth century, British policy-making paid special attention to the factors that might endanger the positions of the country. As we have seen, thanks to Rhodes they compromised with the American elite, thus the continent became their rival. Germany, the biggest and strongest country on the continent, seriously challenged the world order led by Great Britain twice in the first half of the century, which Great Britain could overcome only with American help. (According to Halford Mackinder, the great British geopolitics expert, the key of the power of the Anglo-Saxon world

was that the collaboration of Eurasia cannot be allowed since it could push the English speaking nations to the periphery.)

In World War II Great Britain had a role as a great power not because of its real power, but because of Winston Churchill. After Churchill had been dismissed by the British voters, who had become tired of the war, his successor Attlee did not have a lot of influence on the formation of the new world order, and he had to liquidate the empire. London was in favour of keeping the empire, Washington, however, argued that it was too expensive and it must be eliminated. While the British were busy eliminating their empire (from the British Commonwealth they created the Commonwealth, hoping to preserve their influence), France gave up its colonies, compromised with Germany, and started its own international politics by relying on Europe.

The last independent military action of Great Britain was the involvement in the Suez Crisis, and since then they have been vassals of the Americans. By the 1960s, the Atlantic community based on parity, which Rhodes dreamed about and which was represented by Churchill, was a thing of the past. After that the relationship was indeed special, which could be best characterised by subordination-superordination. After the USA had taken over the commitments of Great Britain all over the world, it remained the task of the British to represent the USA in Europe. In the 1960s de Gaulle rejected the British application to join the European Community on several occasions because he considered Great Britain the Trojan horse of the USA. Then in 1973, during Pompidou's presidency, Great Britain was granted accession to the European Community because the French president thought of it as a way to counterbalance the success of the German Ostpolitik.

One of the European tragedies of the 1980s was that the relationship between Margaret Thatcher and Helmut Kohl, the German Chancellor, was very poor, although they had a lot in common as far as their world view and education were concerned. When Kohl tried to change this from time to time, it only resulted in the worsening of the situation. On the contrary, the Iron Lady had a very good personal relationship with Ronald Reagan, the American president, who was not particularly well educated and had a limited world view.⁴

The next American president, George Bush, regarded Kohl as a great statesman and his friend. This significantly contributed to the fact that the German unification happened smoothly, despite the British opposition. Thatcher opposed the German unification for two reasons. First, she and Francois Mitterrand clearly remembered a violent and expansionist Germany and they felt this danger. But the more real reason was that she was afraid that the USA would choose Germany instead of Great Britain to be its main confidant in its European politics.

⁴ Margaret THATCHER: *The Downing Street Years*, Harper Collins, London, 1993. 745.

In her last two years as prime minister, Margaret Thatcher increasingly became hostile to Europe and Germany. Following her rejecting position of the German unification, she opposed the participation in a tighter European monetary integration. Michael Heseltine, who wanted to take over the leadership of the Tory Party, toyed with the idea of a more positive European policy, but – along a bad compromise – the deeply divided Conservative Party chose the less talented John Major instead of him.

Thatcher believed that by encouraging the media oligarch Rupert Murdoch's acquisition of such papers as *The Sun*, *The Times*, *The News of the World* and *The Sunday Times* (he took control of almost 40% of the British print media), she acted according to the global Anglo-Saxon interests. This played a crucial role in breaking the power of the trade unions over the British press completely. Moreover, if we consider that it was in this era that *The Daily Telegraph* and the tabloid *Daily Mail* (which struck a strongly nationalistic note) were taken over from the traditionally conservative Berry family by Conrad Black, it is evident that a significant part of the British media propagated the alliance of the English speaking nations, along with a strong pro-American and anti-European attitude.

John Major, who succeeded Thatcher as prime minister, tried to create a balance between transatlantic loyalty and the relationship with Germany, France and the institutionalising Europe. Chancellor Kohl had the misconception that due to the new policy of the British conservatives, the French-German European axis would be reshaped as a triangle, with the participation of Great Britain. However, he did not take into consideration that the Iron Lady, who was moving into the background, and her followers would do everything to hinder it. For example, when the Maastricht Treaty was being finalised in December 1991, Major called Michael Howard, the leader of the British delegation and member of his government, to check what the chances were to include the demands of Thatcher's wing in the treaty.⁵ His second government term ended in 1997, with him being unable to define the British positions to the Amsterdam Treaty.

The Anglo-American special relations in the field of military and intelligence cooperation remained even after the end of the Cold War. In the war for the liberation of Kuwait, the United Kingdom placed a whole division for the disposal of the coalition forces led by the Americans. At the outbreak of the War in Yugoslavia – although President Bush hoped that it would be managed by the European allies –, the British government wanted to commission the countries on the Continent with it, and took part in peacekeeping only after the Dayton Peace Agreement, which had been settled under American pressure.

⁵ Anthony SHELDON: *Major: A Political Life*, Weidenfeld & Nicolson, London, 1997. 247.

The New Labour Party rises to power

After eighteen years of waiting, the Labour Party came into power again in May 1997. It was a totally different party from the one which had to leave at the end of the 1970s. In the 1980s the party represented an ideologically anti-American and at the same time anti-European policy. Then in 1997 Tony Blair, the winner, announced his New Labour policy. Blair gave up the anti-Americanism of his party because it encountered the opposition of the media and the leading financial circles, and it alienated the non-committed voters. He announced the Third Way politics, which meant the following: the Third Way is finding the balance between the free market and the social welfare state, and the intermediary role between the Atlantic region and European integration.⁶

Third Way politics was interpreted as a form of answer to globalisation, and it sought an answer to how this process changes societies. As it has been mentioned earlier, from the end of the 1970s the American and British society entered a post-industrial era, in other words, the era of globalisation. With the collapse of the Soviet Union, this ideology considered itself an absolute winner. Its ideas were thought to be universal and it was believed that it could be applied anywhere in the world. According to Anthony Giddens, a leading theorist of the Third Way, Blair was successful because he understood that changes in society, such as the decline of the working class, globalisation, and growth of a knowledge-based economy had rendered old-style social democracy irrelevant.⁷

In fact, Blair had no other choice but to start the Third Way. The competition was for the votes of a new layer: the new middle class which was born in post-industrial societies. They were best approached by Blair's Third Way politics. First, however, he had to assure the USA that if he came into power, there would be no radical change in the relationship of the two countries. (The part of the media owned by Murdoch campaigned against the Labour Party in this and the previous campaign, because it was afraid that the new left-wing government would curtail the positions it had gained during Thatcher.)

After Tony Blair had become prime minister, Scotland, Wales and Northern Ireland obtained more political rights, transforming the United Kingdom into a quasi federal state. 1999 was the first time in history that the population of London directly elected a major, namely Ken Livingstone, the old member of the Labour Party. He started his great political spectacle, which – as he later put it – was to transform London into the Singapore of the West.⁸ Blair transformed the House of Lords, and provided more independence for the Bank of England in forming the monetary policy. There were also discussions about the need for a written constitution.

⁶ See Tony BLAIR: *New Britain: My Vision of a Young Country*, Fourth Estate, London, 1996.

⁷ Vernon BOGDANOR: *The Historic Legacy of Tony Blair*, Current History, March 2007.

⁸ Getting it together. *The Economist*, March 5th 2009.

After the new Labour Party government came into power, it issued a manifest, distinguishing itself from its predecessor and announcing an ‘ethical foreign policy’ beyond the boundaries of the Euro-Atlantic world: stressing the importance of human rights, restricting the arms trade, and re-establishing the Department of International Development.⁹

Thanks to his years as a student in Paris, Blair spoke French fluently, so he could more easily make himself understood with the absolutely suspicious French. However, the Third Way politics became the most popular with the Germans. Gerhard Schroeder, the leader of the German social democrats, regarded Blair and his politics as his absolute role model, and after coming into power in 1998, he tried to make the German society accept it.

However, the Third Way politics was useless in the international sphere. Although Tony Blair had little experience in foreign policy, believing in the Third Way politics and the worldwide victory of liberalism, he viewed world politics from a moral aspect. The best example for this was how he argued for the bombing of Serbia in the case of Kosovo. *„This is a just war, based not on any territorial ambitions but on values. We cannot let the evil of ethnic cleansing stand. We must not rest until it is reversed. We have learned twice before in this century that appeasement does not work. If we let an evil dictator range unchallenged, we will have to spill infinitely more blood and treasure to stop him later.”*

And later he added: *„The EU and US should prepare to make real step-change in working more closely together.*

The EU and US need each other and need to put that relationship above arguments that are ultimately not fundamental...

Many of our problems have been caused by two dangerous and ruthless men – Saddam Hussein and Slobodan Milosevic.

America’s allies are always both relieved and gratified by its continuing readiness to shoulder burdens and responsibilities that come with its sole superpower status. We understand that this is something that we have no right to take for granted, and must match with our own efforts. We understand that this is something that we have no right to take granted and must match with our own efforts. I took with president Chirac of France to improve Europe’s own defence capabilities...”¹⁰

We were four years before the war in Iraq, and Blair had already hinted to Hussein. At the same time, he expressed his lack of understanding why France and other countries did not take seriously Saddam Hussein’s program to obtain weapons of mass destruction. He shared the intelligence reports on Iraq with the Americans in the framework of the UK-US Agreement on Intelligence Cooperation.

⁹ Richard LITTLE and Mark WICKHAM-JONES: *New Labour’s Foreign Policy: A New Moral Crusade?* Manchester University Press, Manchester, 2000.

¹⁰ Tony BLAIR: *Doctrine of the International Community*, Chicago, April 24, 1999. www.number-10.gov.uk/output/Page1297.asp,

At the conference of the Labour Party in October 2000 he argued for British foreign policy with the following words: „*standing up for Britain means knowing we are stronger with the US if we are stronger in Europe, and stronger in Europe if we are stronger with the US*”.¹¹ At the beginning, in Europe Blair was regarded as the first British prime minister who could be indeed relied on in the processes aiming at the integration of the continent, and not as the voice of America. In Saint Malo in 1998 Blair agreed with Jacques Chirac, the French president, on tighter European military cooperation. Blair constantly kept informed the American party about the negotiations, lest they should feel that he was trying to strengthen his European positions without them.

Gordon Brown, the Chancellor of the Exchequer, criticised the European economic policy several times and he favoured an American type free market economic policy. Like Mrs Thatcher earlier, he wanted to enforce the deregulation processes also on the European level. Blair and Brown achieved their objective on the continent in the Lisbon Agenda, accepted in 2000: „*to become the most competitive and dynamic knowledge-based economy in the world, capable of sustainable economic growth with more and better jobs and greater social cohesion, by 2010*”.¹²

It was the major interest of the British and the American leading financial circles to promote free market reforms, deregulation and the free flow of capital. The new British economy and social philosophy, which was represented by Blair, was extremely popular on the continent. The Germans and the French also believed that by following the British example, they could get out of the trap of their economic stagnation, for which they blamed the growing welfare expenses. Blair was propagating the successes of his country in front of his European partners. However, the introduction of the euro was out of the question. The City of London did not want to give up its positions in favour of Frankfurt.

September 11 as a turning point

The changes which had started in the seventies had totally transformed the American society and thinking by the millennium. The old WASP elite had almost disappeared, and on the right wing (though the classical WASP George Bush became the president) the neoconservative elite, who had gained the support of the neoprotestants, became the influential circle. The neoconservatives meant the ideological background for the monetarist, free market capitalism, which was called globalisation from the nineties. Their aim in world politics was to enforce liberal democracy and free market at all costs. For this reason, they wanted to become independent of international

¹¹ www.guardian.co.uk/labour2000

¹² www.bologna-berlin2003.de/pdf/presidency_conclusions_lissabon.pdf

organisations where failed states represented themselves, so as not to let them hinder America from reaching its grand aims. There is no place for objection against dogmatic proclamations. The British and the American society of the millennium were already very far from each other, which raised anxiety in British foreign policy experts.

Before the elections in the USA in 2000, the government of Blair decided that whoever becomes the president in Washington, they wished to keep their role as a bridge between the USA and Europe, as long as possible. Before the new administration came into office, the neoconservative Americans had visited London, and they had made it clear that they would judge Great Britain depending on how they related to the new American policy, and not on the basis of the old close relations. The emerging American unilateral politics frightened the leaders of the Labour Party, because the USA started its new world politics by ignoring old multilateral agreements. (For example, they did not sign the Kyoto protocol.) Blair and Bush first met in February 2001, in Camp David. After the negotiations the British prime minister had the impressions that the British voice is needed in Washington in order to moderate the new American manifestations in world politics. However, the terror attacks of September 11 radically transformed the transatlantic relations. The fifth article of NATO came into force, since the United States had been attacked. The British immediately mobilised their forces and ran to help the Americans in Afghanistan. The Royal Navy was immediately sent to the region of the Indian Ocean to support the American forces.¹³

The trauma caused by the terror attack in America made it possible for the neoconservative hawks to realise their plans for the transformation of the Middle East, which included the change of regime in Iraq and then the transformation of Iran and Syria. On the basis of this, President Bush called Iraq, Iran and Northern Korea the axis of evil in January 2002. (Unlike his people and the majority of his party, Tony Blair had been convinced about the danger represented by Saddam Hussein for years.) Even after the terror attacks, the neoconservatives alone would have been unable to determine so decisively the American foreign policy of the following years. They needed the support of the leading financial and economic circles. As it has been mentioned earlier, from the beginning of the seventies the USA gave up the objective to become the biggest industrial, financial and military power at the same time. Having given up the industrial power, it concentrated mainly on its financial power. The basis of its financial power was that the world trade and the world's finances continued to be settled in dollars. Furthermore, the role of the dollar as the main reserve had to be maintained at all costs. The leading American circles thought that one of the keys to the leading role of the dollar, and thus

¹³ Ministry of Defence, Performance Report 2001/2002, November 2002. www.mod.uk/publications/performance2001

the power of America, was to have control over the sale of hydrocarbons – one of the engines of the modern world and of globalisation – on the world market, and not to let other, emerging countries take it over.

When Bush and Blair met in Texas in April 2002, the president made it clear that he was ready for the military intervention in Iraq. Unlike the American president, Blair needed to obtain a UN resolution for the invasion.¹⁴ In the USA the State Department led by Colin Powell tried to obtain UN legitimisation for the assault on Iraq. On the other hand, Secretary of Defense Donald Rumsfeld, one of the leaders of the neoconservative hawks, declared in March 2003 that they were ready to act even without the British.¹⁵ UN Security Council Resolution 1441 was the most that the British and the Americans could squeeze out of the UN, but it alone did not give permission for the military action. (They failed to achieve that.)

It caused a serious problem for Blair how to justify that his country went to war by the side of America. The paper entitled *'Iraq – Its Infrastructure of Concealment, Deception and Intimidation'*, which was published in February 2003, proved to be plagiarism. Blair reached the final decision in the narrow circle of his advisors, ignoring the members of his government. The outcome was the resignation of two ministers (one of them was Robin Cook, former Foreign Secretary), and what was even more embarrassing for Blair was the suicide of Dr David Kelly, an expert on weapons of mass destruction in the Ministry of Defence.

The British government went to war by the side of America, but the country was extremely split over the issue. (On 3 February 2003 the biggest demonstration of the history of London was held with more than 750.000 participants, to protest against the war in Iraq.)

With this Tony Blair buried his Third Way politics. The politician, who had been so far popular all over Europe, and his model were suddenly seen from a different perspective. The German social democratic government could remain in power only by making the most of the anti-war atmosphere, so Chancellor Schroeder gave up his close British relations and renewed the traditional French-German partnership. Soon after his re-election, Schroeder visited London, but the British prime minister was unable to bridge the gap between the Americans and the Germans.¹⁶

The British-French relations also became very cold. In fact, the relationship of Blair and Chirac had never been unclouded because the French president considered him a rival and rather than a partner.¹⁷ But he neither managed to enter into a cordial relationship with the socialist Lionel Jospin. After his easy

¹⁴ John KMAPFNER: *Blairs Wars*, Free Press, London, 2003. 167.

¹⁵ Bob WOODWARD: *Plan of Attack*, Simon & Schuster, New York, 2004. 128-129.

¹⁶ John KMAPFNER: *Blairs Wars*, Free Press, London: 2003. 242.

¹⁷ Philip STEPHENS: *Tony Blair: The Making of a World Leader*, Viking, New York, 2004. 226.

success at the presidential election in 2002, Chirac felt that he had to represent the French interests in the style of de Gaulle. At the EU summit in Brussels in 2002, Blair and Chirac came into conflict in public because Blair attacked the German-French agreement on the reform of common agricultural policy. The French president immediately cancelled the British-French summit meeting scheduled for that year.

In April 2003 Germany, France, Belgium and Luxembourg envisaged a common defence and security policy, and in June 2003 the EU announced the plan of its common security and foreign policy (CSFP).

It was Blair who initiated the letter of the eight in 2003 to support the American war. He gathered the European leaders who were in favour of the Americans' policy in Iraq, and had them sign a common declaration. Among the countries which supported the war in Iraq were Spain and Italy, and also Poland and Hungary, which were to enter the Union. This clearly showed which countries supported America and not the German-French axis. This was the turning point when it was finally decided that the emerging common European state would be not the rival of the USA, but its vassal.

In the question of Iraq, Blair had to decide if he supported Europe or America. He made his decision, and he acted according to American interests throughout the whole crisis. Blair's position in Great Britain was made more difficult because weapons of mass destruction were not found in Iraq, although it had been the reason for going to war. The Hutton Inquiry, which was investigating the circumstances surrounding the suicide of the weapons expert Dr Kelly, found no incriminating evidence for the prime minister and his environment, but it could not fully dispel the suspicion that they there were indirectly responsible for the tragedy.¹⁸

In spite of the promise he made to Blair, Bush was unable to pacify Iraq. Bush declared in Belfast in April 2003 that the UN would have an important role in trying to resolve the conflict in the Middle East. Blair wanted to obtain subsequent approval from the UN for the mission in Iraq at all costs.

It was the Israel-Palestine conflict where Blair wanted to be the main actor and where he tried to settle the situation on the basis of the Middle East roadmap. In April 2004 President Bush expressed his support for the Israeli plan to withdraw from the Gaza Strip. This actually eliminated the roadmap. It was then that fifty-two prominent retired British diplomats wrote an open letter to Tony Blair, the British prime minister. The letter, which the majority of the British diplomatic community agreed with, criticised the approach taken in Iraq. The conclusion of the open letter was the following: „*We share your view that the British Government has an interest in working as closely as possible with the US on both these related issues (Iraq and Israel-Palestine), and in exerting real influence as a loyal ally. We believe that the need for such*

¹⁸ www.the-hutton-inquiry.org.uk

*influence is now a matter of the highest urgency. If that is unacceptable or unwelcome, there is no case for supporting policies which are doomed to failure.”*¹⁹

As the New York Times columnist David Brooks has written, after Iraq, America may enter a period where it loses confidence in its capacity for international leadership, where it feels more isolated from friends and allies, and where it may pursue more self interested policies.²⁰

Gordon Brown and the heritage of Blair

Gordon Brown was Blair’s Chancellor of the Exchequer, and his alleged designated successor. Brown had wanted to take over the helm a lot earlier, but Blair had always foiled his effort. Therefore, in 2007 he took over a country which was economically and socially declining. In foreign policy, the situation was even more hopeless. The international prestige of the country was at the bottom due to the uncritical pro-Americanism and the full support of the war in Iraq.

To counterbalance the loss of its international prestige, the UK became prime mover on innovations in the EU’s Justice and Home Affairs agenda, supporting new areas of intergovernmental cooperation in surveillance of suspects and sharing of information.²¹

In the meantime, the world economy crisis culminating in 2008 probably ended the so far celebrated English model. The financial crisis shattered the positions of the City of London.

The politics of Blair cannot be called unsuccessful. He managed to reach the aim, namely that the EU should not become the rival of the USA. After the collapse of the Soviet Union, it was not known for certain, where the old continent would head and what politics it would form. The war in Iraq confirmed the American worries that a rival EU could cause serious problems in international politics, therefore it had to be eliminated. Tony Blair could not continue the role of the bridge, but he had to declare himself openly, and he did so in connection with the war in Iraq. Besides, he organised the European countries supporting the American politics, thus diminishing the French and German scope for action. In 2005 the Netherlands and France rejected the Constitution of the EU. After some modifications the Treaty of Lisbon was proposed instead of the Constitution, but it was rejected by Ireland. In fact, the EU wasted the first decade of the 21st century. Thus, the European integration with British guidance aimed in a direction which was in accordance with the interests of the USA. Instead of a super state, an economic community was

¹⁹ A Letter to Blair: *Your Middle East Policy Is Doomed*, Independent, April 27, <http://argument.independent.co.uk/commentators/story.jsp?story=515676>

²⁰ David BROOKS: *The age of scepticism*, New York Times, 1. December 2005.

²¹ Robin NIBLETT: *Choosing between America and Europe: a new context for British foreign policy*, International Affairs 83: 4 2007. 638.

born, which most suited the principles of the free market and the American interests. The government of the EU – the European Commission – works like a bureau of standards, rather than a responsible government. Now, at the end of 2009, it is not to be feared that the EU will ever become the rival of the USA, thus the role of Great Britain has also been depreciated in Washington. What also contributed to the depreciation of the role of Great Britain was the fact that first Angela Merkel in Germany in 2005, then Nicolas Sarkozy in France in 2007 came to power, who were both committed Atlanticist politicians.

However, it is undisputable that the world politics of the twentieth century were determined by the Anglo-Saxon collaboration which Cecil Rhodes had dreamed about.

Péter Vukman

The British Foreign Office on the Possibility of a Soviet Military Attack against Yugoslavia. Analysis of British Archival Documents, 1948-1953¹

After the Soviet-Yugoslav-Bulgarian meeting in Moscow on 20 February 1948 the relationship between the Soviet Union and Yugoslavia deteriorated in a rapid and dramatic way. The withdrawal of Soviet military and civil advisers (18-19 March 1948) and the exchange of letters between the two Communist parties (March-May 1948) were followed by the expulsion of the Yugoslav Communist Party from the Information Bureau (Bucharest, 28 July 1948).² As a result of these measures, the Soviet Union and its Eastern-European satellites denounced the treaties of friendship and economic cooperation. As the conflict escalated, the danger of Soviet military attack against Yugoslavia emerged, as the next step of Soviet pressure. There are two different interpretations of these events in Hungarian historiography. On the one hand, Béla Király, and later Imre Okváth emphasized that the script of the onset really existed from the beginning of the 1950s.³ On the other hand, László Ritter, who based his argument on archival sources and compared the military build-up of the countries in the Soviet orbit, came to the conclusion that the Soviet Union did not really plan an attack against Yugoslavia because the military build-up of the satellites had not reached an adequate level. Moreover, Ritter thinks that in reality it was the Soviet Union that was worried about a Western attack starting from Yugoslavia. Therefore, the build-up was intended to be defensive in character and not attacking.⁴

An interesting dichotomy can be observed in Western scholarly works, as well in reference to the interpretation of the aforementioned events. While

¹ The research for this paper was supported by the Hungarian Scholarship Board and by Eötvös Scholarship of the Hungarian State and it is based on archival research that took place in the National Archives - Public Records Office, Kew Gardens, London, between August-October 2007.

² Information Bureau of the Communist Parties, shortly: Cominform or Information Bureau. It was founded at Sklarska Poreba, Poland in 1947 as the successor of Comintern. Its members were the Soviet, the six Eastern-European, the French and the Italian communist parties. The organisation formed another tool for the Soviet Union to exert influence over the satellite states.

³ KIRÁLY Béla: *Honvédségből néphadsereg* (From Hungarian Army to People's Army), Budapest, 1989. and OKVÁTH Imre, *Bástya a béke frontján. Magyar haderő és katonapolitika 1945–1956* (Bastion on the Front of Peace. Hungarian Army and Military Politics), Budapest, 1998. Okváth states in his book that although the plans existed, their primary aim was to launch a counterattack against the Yugoslavs.

⁴ RITTER László: *War on Tito's Yugoslavia? The Hungarian Army in Early Cold War Soviet Strategies*. http://www.isu.etho.ch/php/documents/collection_Tio/texts/Introduction_war_tito.htm. [15. 10. 2009].

some historians, mostly based on Király's recollection, think that the Soviet pressure and the possibility of an attack against Yugoslavia decreased after the outbreak of the Korean War, Vojtech Mastny argues that the idea of launching an attack against Yugoslavia emerged in Stalin's thinking only in January 1951 when he summoned the leaders of the Eastern-European satellite states to Moscow and ordered them to prepare for a war against the West. Still, the mobilization of the satellite armies in all likelihood would not have been ready before 1953 and Stalin himself rejected this plan by May 1951.⁵ Moreover, in their analyses the American intelligence services, on which the decisions in the National Security Council were based, considered the onslaught a more serious danger in 1951-1952, right after the outbreak of the Korean War. Because of this contradiction it might be interesting to take into consideration how the British foreign policy interpreted the events in and concerning Yugoslavia between 1948 and 1953. In this article my aim is to outline the British policy makers' view based on the reports, analyses of the British embassies in Yugoslavia and in the other Eastern-European capitals as well as on the papers of the meetings of the British Foreign Office and Chiefs of Staff.

At first, the British Foreign Office, similarly to the other Western great powers, fumbled in the dark about the real causes of the Soviet-Yugoslav conflict. The larger part of the embassy papers simply reported on the successive events, trying to formulate an unified British standpoint. For example, the British Embassy in Belgrade reported to the Foreign Office that „*As seen from here [i. e. Belgrade] the truth of the matter is simply that Tito and the Yugoslav party have got too big for their boots and have run counter to the aims of Russian nationalism.*”⁶ Yet, even in this early phase of the conflict, the Foreign Office placed great emphasis in its summaries on defining not only the causes of the conflict but the possible future Soviet steps, too. In the absence of Sir Charles Peake, British ambassador to Belgrade,⁷ it was the chargé d'affaires of the embassy who tried to predict the next step of the Soviet Union. King correctly saw that the „*Chance of a palace revolution [had] now passed*” and that the Cominform resolution would be followed by economic sanctions in order to paralyze the ambitious five-year plan, the aim of which was heavy industrialization, as its realization was largely based on Albanian and Romanian oil shipments and coal from Czechoslovakia and Poland. Moreover, he thought that „*until Stalin should himself intervene to effect*

⁵ MASTNY, Vojtech: *NATO in the Beholder's Eye: Soviet Perceptions and Policies, 1949-1956*. Washington, Cold War International History projekt Working Paper No. 35, 2002. For the argumentation in particular see pages 12, 19, and 29-30.

⁶ The Public Records Office, London (henceforward: PRO) FO 371/72579 R7655/407/92. King to Foreign Office, 29 June 1948.

⁷ Peake was on his way back to London for consultation at the time of the Bucharest declaration, which condemned Yugoslavia, so he heard the news on the Orient Express. PRO FO 371/72579 R7700/407/92. Harrison to Foreign Office, 29 June 1948.

reconciliation, there remains economic sanction. The Russians could prevent the fulfilment of existing trade agreements between Yugoslavia and Eastern European Satellite countries⁸ thus crippling Yugoslavia, enhancing existing distress and preventing the fulfilment of the Yugoslav five year plan.” This could be complemented by inciting internal riots or some kind of a coup, though, he opined that this was less likely, as he wrote: *„It is however possible that a coup of some sort was originally intended since reports of arrests of Generals and others over the last few weeks⁹ may well have some basis of truth.*” In his analysis, similarly to other British ambassadors in countries of the Soviet orbit, he raised the possibility of direct Soviet military attack but he did not really consider it as a possibility, either: *„It is difficult to foresee Russia’s next step in the dilemma she has created for herself. Direct military action at this juncture can be ruled out since an occupationary rôle in opposition to all classes in a country like Yugoslavia could scarcely recommend itself. Fomentation of an internal revolt also appears quite unlikely.”¹⁰*

In this early phase of the Soviet–Yugoslav conflict, the military attack emerged just as the least possible probability, therefore, the British policy makers did not really take up the question of analyzing the Western response in detail,¹¹ even though on 10 July, Bannett, British ambassador to Bulgaria sent a letter to the Foreign Office in which he opined that a Soviet or a satellite attack with indirect Soviet help could not be entirely excluded: *„It is difficult to judge at present what may be the ultimate repercussions of the present Cominform crisis and it is possible that it may be resolved without any developments of a military or otherwise sensational kind. 2. Nevertheless, the possibility of military moves cannot be left out of account. The invitation in the Cominform resolution [28 July 1948] to orthodox communist elements in Yugoslavia to restore the situation might well lead to internal disorder in Yugoslavia.”* Therefore he commissioned an updated summary on the preparedness of the Bulgarian army to his military and air attachés. Although they both thought that in this case Bulgaria would mobilize its army in a larger extent than it was allowed in the 1947 Paris Peace Treaty, the attachés concluded that the country was still not ready for launching or taking part in an attack. They accounted that for the obsolete state of the Bulgarian air defense system and at the same

⁸ The Treaty on Economic Cooperation between the Peoples’ Republic of Albania and the Federal Peoples’ Republic of Yugoslavia was broken on 1 July 1948. Other satellite states followed suit, including Hungary, in 1949.

⁹ King probably referred to the arrest of Adrija Hebrang and Sreten Žujović, who were arrested in April 1948. Hebrang committed suicide in prison later 1948.

¹⁰ PRO FO 371/72581 R7867/407/92. King to Foreign Office, 2 July 1948.

¹¹ In the summary of its analysis of 8 July 1948, the Foreign Office considered three steps in the conflict: reconciliation, economic sanctions and the temporization of the Soviet Union (at least until the Congress of the Yugoslav Communist Party where friendly elements might assume power). Only half a sentence was devoted to the possibility of a military attack. PRO FO 371/72584 R8466/407/92. Foreign Office minute, 8 July 1948.

time observed that „[...] Bulgaria will undoubtedly have to increase considerably the strength of her Armed Forces, which would immediately constitute a flagrant and overt evasion of the articles of the Peace Treaty, which limits the strength of the Army, including Frontier Guards, to 56,800 and with that step the Bulgarian government would provide an opportunity for the (probably military) interference of signatories to that Treaty.”¹²

As a matter of fact, the possibility of a Soviet and/or satellite military attack emerged explicitly in the reports of the British embassies only in the spring of 1949 as a possible result of the increasingly frequent border incidents. The British reports primarily focused on the incidents on the Hungarian-Yugoslav and Romanian-Yugoslav frontiers, of 29 January,¹³ and 30 March 1949, respectively.¹⁴ Although the Italian ambassador accredited to the Yugoslav government feared that the attack would be launched even on the following day (31 March), the British reports made it clear on every occasion that the sole real purpose of the border incidents was to intensify the war of nerves. In his summary of June 1949, Sir Charles Peake, the British ambassador to Belgrade, Sir Charles Peake only mentioned that there were some minor border incidents, but in his opinion it was the economic blockade that would intensify in the coming period.¹⁵ He expressed a similar belief on 12 August, after he had a meeting with Aleš Bebler.¹⁶ „It was clear that the Soviet Government would not hesitate to disrupt anybody's economy if by so doing they could achieve their aim in Yugoslavia, which was to bring about the downfall of the régime.” A few days later, during a conversation in the Foreign Office, the former Hungarian ambassador in London, who was in exile at that time, expressed his belief in the probability of a Soviet attack. However, both the British officers and Bebler rejected it and they only thought it feasible if the other methods of pressure were useless or the Soviet Union assumed the responsibility for starting a new world war.¹⁷ This possibility later appeared many times in British analyses as one of the main reasons against a Soviet attack.

On 18 August 1949 the Soviet Union presented another note to Yugoslavia, in which they made it clear that they considered the refusal of the extradition of White Russian refugees an offensive step against the Soviet Union and they would make the necessary response.¹⁸ Tito and the Yugoslav leaders

¹² PRO FO 371/72583 R8362/407/92/G. Appreciation of the availability of Bulgarian formations for both initial defensive and offensive operations against Yugoslavia, 9 July 1948.

¹³ PRO FO 371/78707 R2169/10338/92. Peake to Hayter, 29 January 1949.

¹⁴ PRO FO 371/78711 R8515/10338/92. Kelly to Foreign Office, 3 September 1949.

¹⁵ PRO FO 371/78691 R6801/1023/92. Peake to Bevin, 29 June 1949.

¹⁶ Bebler, Aleš (1907–1981), Slovenian born Yugoslav Communist politician, Yugoslavian ambassador to the UN until 1952, later secondary secretary for foreign affairs.

¹⁷ PRO FO 371/78691 R8046/1023/92. Peake to Rumbold, 12 August 1949 and Bateman to Peake, 20 August 1949.

¹⁸ The members of the White Russian emigrants arrived in the first Yugoslavia after the Russian Civil War and formed a large exile. Until the outbreak of the Soviet-Yugoslav conflict,

considered this wording an ultimatum. However, no change can be observed in the view of British foreign policy in that period. In his minute, C. R. Rae, an officer in the Southern Department of the Foreign Office mentioned that „*The warning in the last paragraph [of the Soviet note] should be clear enough. [...] I am inclined to think on balance that it does not portend drastic action in the immediate future. [...] my guess would be that the Russians have still a few more notes like this up their sleeve which they hope will influence the Yugoslavs.*” He also mentioned another significant detail in connection with the Soviet note, as „*this is the first time – I am pretty sure I am right in saying – that the Soviet Government has taken cognisance of the Cominform resolution.*”¹⁹ In his cipher telegram on 22 August, Peake reported on the Soviet note but rejected that drastic steps would take place. The British ambassador in Moscow had the same view, too, as he wrote that „*I am a little disturbed at the tone of this latest note especially the threat in the last sentence to proceed to ,other more effective means', if the Soviet Government does not receive satisfaction. If satisfaction is not received, the Soviet Government must surely feel omitted to do something. The question is: What? It still seems unlikely that they have in mind military action. [...] It seems to me more likely to be a further intensification of the ,war of nerves', the preliminary perhaps to a denunciation of the Soviet–Yugoslav Treaty of Friendship and Mutual Aid²⁰ and to reprisals against Tito–Yugoslavs, if any can be found.*” In his cipher telegram to the Foreign Office on 2 September, Kelly repeated his argument and interpreted „*this violent ill-temper as a measure of the supreme importance attached to accomplishing the downfall of Tito, and (b) a tribute to the latter's success in having taken the initiative and force Moscow to respond to his moves*”, and considered the military attack as just another Soviet bluff.²¹

On their meeting of 6 September the Foreign Office and Chiefs of Staff evaluated the British standpoint about the military attack in view of the American estimate. The Policy Planning Staff of the State Department outlined four possibilities in its evaluation, which was mentioned in the cipher telegram of Franks, British Ambassador to Washington, on 2 September: „*(a) A direct Soviet attack on Yugoslavia, with or without the use of the Satellite armies. (b) A direct attack on Yugoslavia by her satellite neighbours. (c) Intensified guerilla operations within Yugoslavia [...]. (d) A continuation and intensification of the present political, economic and psychological warfare against Yugoslavia, together with attempts to instigate a revolt within*

Stalin was not really interested in their fate but now the Soviet leadership condemned that the Yugoslav law courts sentenced the emigrants for spying.

¹⁹ PRO FO 371/78709 R8250/10338/32. Rae to Hankey, 22 August 1949.

²⁰ The Treaty of Friendship, Mutual Assistance and Post-War Cooperation was broken by the note of the Soviet Ministry of Foreign Affairs on 28 September 1949.

²¹ PRO FO 371/78708 R8066/10338/92, FO 371/78709 R8250/10338/32. Rae to Hankey, 22 August 1949 and FO 371/78710 R8513/10338/92. Kelly to Foreign Office, 2 September 1949.

Yugoslavia, and possible attempts at assassination”, among which they considered the combination of the third and fourth options the most likely possibility. They did not exclude the possibility of a Soviet military attack but they considered it the less likely scenario. In the light of this and former viewpoints, the United Kingdom excluded the possibility of both the Soviet and the satellite attack because, according to the British analysis, „*Moscow seems so unlikely to adopt course (b) that we propose to exclude it from our calculations*” and agreed that „*the combination of courses (c) and (d) is the most likely possibility*”.²² The Joint Intelligence Committee had a similar view on 10 September and it concluded in its statement that the „*moves that have taken place to date may only be part of the war of nerves and considerable further build up would be required before Russia would feel able to carry out an offensive with the certainty of rapid victory*”.²³

The official British standpoint did not change after that, even if some contrary propositions emerged. In his analysis of 5 December 1949, the British air attaché to Bulgaria considered the relationship between Yugoslavia and the satellite states tense. According to him, „*political preparations for a war invariably precede military preparation. The military aspect has therefore been subordinated to the political*”. Therefore, the Soviet Union would first try to internally overthrow Tito but if that attempt was not successful, it would be followed by invasion, regardless of public opinion: „*The U.S.S.R. is unlikely to be deterred from invading Yugoslavia by world opinion, provided such opinion does not result in a declaration of war by the Western countries.*” He thought that the „*ability of Soviet forces to operate in the field in rigorous winter conditions would enable the U.S.S.R. to conduct a winter campaign if it so desired*”, however, bad weather conditions could prolong the campaign and therefore increase the risk of hardening the public opinion in the Western world. Moreover, the Greek question would add a special emphasis for the attack against Yugoslavia: „*It is impossible to predict the outcome of this second battle for Greece, but it is at least clear that in the event of Communist victory in Greece, the whole framework of Mediterranean strategy [...] would be drastically affected. It is for this reason that a Soviet invasion of Yugoslavia assumes a vital importance.*”²⁴

The British military attaché to Belgrade, Dewhurst prepared his report on 10 February 1950, in which he took three possibilities into account: military invasion, organizing internal revolts and „*leave things to slide*”. (Peake amplified Dewhurst’s analysis with guerilla warfare as a fourth possibility.) In

²² PRO FO 371/78693 R8534/1023/92. Franks to Foreign Office, 2 September 1949.

²³ PRO FO 371/78693 R8610/1023/92. Foreign Office to Washington, 10 September 1949.

²⁴ PRO FO 371/78714 R11868/10338/92G. The U.S.S.R. versus Yugoslavia: The Next Move, 5 December 1949. Yugoslavia gave considerable help to the Greek partisans until 1949, even contrary to Soviet disapproval. The suspension of this assistance was one of the main reasons for the defeat of the Greek communists.

his analysis, Dewhurst examined those factors which would deter the Soviets from invasion: the military attack would contradict the Soviet propaganda about the peace campaign; also it would be hindered by Yugoslav success in foreign policy (signing of economic agreements with Western states, Yugoslavia's election as a non-permanent member to the United Nation Security Council in late autumn 1949 and the American public statements, which in fact were rather limited). However, he called attention to the fact that it would be impossible to rule out completely a military attack, as in his summary on the attaché's report Peake wrote that „*It is no doubt salutary to echo Colonel Dewhurst's warning that, however great the military and political disadvantages of any given policy may be, the Soviet leaders' appreciation of the situation may be so faulty as to lead them to ignore its consequences*”, but in that case a successful Yugoslav guerilla war must be taken into account. The general considered guerilla warfare more advantageous because its „*organizers could remain discreetly anonymous*” and the atrocities can not lead to another general war because they „*need not involve, any more than the Greek adventure, a serious risk of general war.*” Although Dewhurst admitted that even the Yugoslav leaders placed the responsibility of a Soviet attack into the distant future, he drew attention to the possibility that the military build-up of the satellite armies could increase, therefore certain preparatory measures would be necessary. Still, he looked confidently into the near future and hoped that the exertion of those plans in practice would be unnecessary.²⁵

Dewhurst's analysis was supplemented on 8 July by the report of Major Ramsey, assistant military attaché to Yugoslavia. The reason for this amendment can be linked to the Korean War, which broke out on 25 June and to the changes it brought about in international diplomacy. According to Ramsey, there had not been any significant change in the satellite armies since early 1950. Moreover, the Yugoslav army was still larger in number than that of the satellite states, which also lacked the necessary political steps needed for a successful invasion. However, the ongoing border incidents could act as factors of uncertainty. Among those he considered the incidents on the Yugoslav-Bulgarian border the more serious, while he thought that the incidents on the Yugoslav-Hungarian border were more likely defensive than attacking in character. He acknowledged that the outbreak of the Korean War would raise the fears of the Yugoslav leaders, but he considered impossible the disguising of the attack against Yugoslavia as a civil war, similarly to the Korean War. Ramsey thought that the attack would be drawn from Bulgaria towards Niš and from Romania towards the Vojvodina. The third course of attacks would be directed towards Zagreb. As Vojvodina virtually lacked Yugoslav defense, it seemed to him „*likely that it has been written off militarily in advance and that the few troops there have a delaying role only.*” He thought that Tito would withdraw his forces into the Bosnian and Montenegrin mountains. In his

²⁵ PRO FO 371/88239 RY1023/10. Peake to Bevin, 10 February 1950.

report he also underlined that the weapons of the Yugoslav Peoples' Army were outdated but he considered the morale of the soldiers good.²⁶

David Kelly, the British ambassador to Moscow, opposed the above interpretation but emphasized that his analysis was not a military but rather a political one and was based on the propaganda articles he had read in the Soviet press. According to him, the only possibility for the Soviet Union would be the military overthrow of Tito's regime but he excluded that in the near future because, at least in his opinion, Yugoslavia played a less important role in the defense of the Soviet orbit. He thought that the direct participation of Soviet troops would prove the fiasco of Soviet foreign policy. However, he considered it too early to determine the real motivation of the border incidents. He thought that the Soviet or satellite attack would only take place as a counterstep in the event of Yugoslav aggression. He also admitted that it was too early to predict the outcome of the Korean War, and in case of its protraction, the Soviets might take the attack against Yugoslavia as an alternative step. The same could happen if the Western armies had rapid success in Korea, but in this case the reason for the attack would be to save the prestige of the Soviet armies.²⁷

In a conversation in the United Nations Security Council on 13 July, Aleš Bebler exposed to John Foster Dulles,²⁸ how alarming, the concentration of satellite armies was, which, according to him, had some significance beyond the war of nerves. Therefore, he wanted to get a common stand from the international organization similar to the one it adopted about Korea but his American colleague opposed that argument and was on the opinion that the only reason behind this step was to maintain the Western interest toward Yugoslavia. Sir Gladwyn Jebb, British ambassador to the UN, also shared that latter view. After summarizing the main points of the American argumentation, he wrote to the Foreign Office that the *„State Department have told us that Dr. Bebler's far from sanguine views hardly correspond with the more optimistic impression which the Yugoslavia Ambassador at Washington has conveyed to them. They consider it natural, however that Dr. Bebler should wish to keep Yugoslavia as much on the map at present as possible and propose to maintain close contact with him.*"²⁹

After the nervous tension – which followed the outbreak of the Korean War – settled, the analyses again rejected the possibility of either the Soviet or satellite attack but as a new element, military material help to Yugoslavia started to play a more and more important role, as the meeting of the British government on 13 December clearly showed it. The participants of this meeting again considered the direct Soviet attack unlikely. According to their opinion, this would have rather taken place through the satellites. The best remedy

²⁶ PRO FO 371/88240 RY1023/28. Internal Disposition of Yugoslav Forces. Peake to Younger, 8 July 1950.

²⁷ PRO FO 371/88240 RY1023/35. Kelly to Younger, 14 July 1950.

²⁸ The United States ambassador to the UN between 1946–1947 and in 1950.

²⁹ PRO FO 371/88240 RY1023/37. British Embassy Washington to Foreign Office, 22 July 1950.

would have been a well-equipped Yugoslav army, therefore, it would have been important to give economic and military help to the country, but first, they wanted to consult it with France and the United States.³⁰

Compared to the previous years, in 1951 more reports and analyses dealt with both the probability of a military attack against Yugoslavia and military help. Even if the analyses uniformly rejected that there would be any kind of military attack against Yugoslavia in the near future, its hypothetical possibility was not excluded. In his detailed letter on 10 February to Ernest Bevin, the Minister for Foreign Affairs, Peake dwelled long on the increase in force of the satellite armies that on the whole exceeded the Yugoslav army. According to the ambassador, the superiority of the satellite armies would increase two-fold considering outdated weaponry of the Yugoslav army and threefold in its manpower. This unfavorable shift could be moderate if the Yugoslavs increased the number of soldiers in their army. Peake outlined the possible directions of a future attack. Similarly to earlier reports, he thought that first the attack against Yugoslavia would come from two directions. From the North, Hungarian and Romanian troops would cross the Sava and the Danube and occupy Zagreb and Belgrade, while the Bulgarian troops would enter from the Southeast and attack Macedonia and South Serbia.³¹ In case of an attack, the Yugoslav armed forces would withdraw to the mountains and return to the long tradition of guerilla warfare. Therefore the biggest challenge for the invaders and the Soviet military leaders would be to crush this mountain resistance. The ambassador thought it inconceivable that Tito would let Greek troops enter Yugoslav territory but their deployment on the border would be enough to moderate the Bulgarian attack and would secure the supply routes to Thessaloniki. Although the ambassador gave a detailed analysis on the possible routes of the attack, he thought it impossible for the outlined scenario to take place in 1951. His main reason against the probability of an invasion was the low morale of the satellite armies, while he feared that the Hungarian army would increase significantly and the Hungarian officers would be trained in the Soviet Union.³²

Nearly at the same time, on 9 February, Batchelor, British military attaché to Bulgaria, prepared his own analysis in which he distinguished four types of possible courses of action. However, he made it clear that he considered the equipment and morale of the Bulgarian army extremely low. Therefore, in case of a possible Hungarian and Romanian attack, the satellites could only count on them (i. e. the Bulgarians) as reservists.³³ After discussing separately the

³⁰ PRO CAB 130/65 GENs348. Minute of an ad hoc meeting of Ministers, 5 December 1950.

³¹ The occasional Albanian steps were considered as a risk by him and the other reports but they rather thought about a preventive Yugoslav attack against Albania, which in turn could have been a pretext for an invasion against Yugoslavia.

³² PRO FO 371/95548 RY1193/2. Peake to Bevin, 10 February 1951.

³³ PRO FO 371/95470 RY 1023/10. Appreciation of Bulgaria's Military Situation for 1951. 9 February 1951.

question with his French, Italian and American colleagues, the British ambassador to Moscow formed a tinged opinion on 19 February. Together with the other Western ambassadors, he rejected the notion of a general European war but he considered the possibility of an armed collision in the Balkans more seriously as the manpower of the satellite armies had become nearly the same as in the Yugoslav one. Moreover, according to them, Stalin might have thought that the Korean War and the German question captivated the attention of the Western powers. Yet, the ambassadors emphasized that even on that occasion the most important aim of the Soviet Union would be to localize the conflict. Stalin might also think that the Balkan peninsula is strategically less important for the Americans, a fact that could make things easier for the Soviets: „*The Soviet Government might well calculate that the West would be paralysed before a fait accompli and take refuge in protests and expressions of disapproval. It seems certain that once an attack by proxy was launched there would be no means of stopping it which would not involve very great risk of war with Russia and it might well be calculated that Western Powers would shrink from this unless they had committed themselves in advance to such action.*”³⁴ Nevertheless, during the debate of the proposal of the Joint British–American Planning Staff on 20 March, the British Chiefs of Staff even considered the use of the nuclear bomb in case of a Soviet attack against Yugoslavia. Finally, they generally rejected the use of the bomb and the threat of it and made it depend on the actual circumstances.³⁵

Even the Yugoslav leadership became more afraid of an attack against their country in 1951. Tito elucidated to ambassador Peake on 21 August that he had become more and more anxious about the increasingly frequent border incidents, the number of which had reached 30 a day by that time. In his answer, the ambassador told the Yugoslav Marshal that he considered the attack unlikely, to which Tito answered that the Soviet Union could find a good pretext whenever they wanted to.³⁶ This meeting clearly illustrates that while Tito tried to play down the threat of an invasion,³⁷ in reality, the Yugoslav leaders were more and more afraid of that scenario.

During the visit of British Foreign Secretary Anthony Eden, Tito maintained his view in their conversation on 18 September 1952. Although he agreed that the danger of aggression had decreased, in which the normal Yugoslav–Western relationship played a large part, he rejected that the possibility of a frontal attack could be excluded. Moreover, he thought it important to prepare

³⁴ PRO FO 371/95470 RY 1023/16G. Kelly to Foreign Office, 16 February 1951.

³⁵ PRO FO 371/95473 RY1023/57G. Washington Discussions on Yugoslavia. Report by the Joint Planning Staff, 20 March 1951.

³⁶ PRO FO 371/95475 RY1023/92. Peake to Foreign Office, 21 August 1951.

³⁷ In an interview with the press on 2 October he said that the attack would be an irresponsibility from the Soviet leaders. Moreover, he did not consider the border incidents as a direct threat against Yugoslavia. PRO FO 371/95469 RY1033/16. Peake to Morrison, 29 September 1951.

for that not only militarily but politically as well, because the Soviet Union could exploit even a small divergence of opinions, even if they knew how dangerous it might be to attack Yugoslavia: „*Marshal Tito then intervened to say that the problem of defence against Soviet aggression was of equal concern to Yugoslavia. He agreed that the chances of aggression were becoming less, but there was still a latent danger of frontal assault. This danger was now less imminent because the Russians respected strength and the balance of power in Europe was likely to be equalised within a year. Meanwhile, the threatened countries must be on their guard, both militarily and politically, for the Russians were experts at exploiting every kind of disagreement.*” The Yugoslavs, as Tito told the British foreign minister, were trying to avoid both the limited war against the satellite armies and the outbreak of a new world war. According to the Yugoslav statesman, Stalin was also aware of this latest danger: „*Luckily, the Russians were no longer under the illusion that an attack by them on Yugoslavia would not lead to general war.*”³⁸ During the afternoon session of their meeting, Tito emphasized the special position of his country, therefore he was obliged to proceed cautiously. Still, the Yugoslavs had declined Soviet advances and accepted the discussions about military consultations with the Western powers.³⁹ As there had been no change in connection with the attack in Western approaches, the British ambassador in Belgrade may be right in assuming that the real aim behind Tito’s words was that he wanted to maintain the Western shipments.

The first military consultation between Yugoslavia and the Western powers took place between 16-20 November 1952 when a joint British, American and French military mission traveled to Belgrade under the leadership of General Handy, Secondary Commander of Joint European Command. During the five meetings they discussed the Soviet threats, the growth of the satellite armies, and the European strategy of the Soviet Union in detail. However, a misunderstanding occurred among the participants as the members of the Western delegations thought that the satellites were only filling in the already existing divisions to full strength. They also rejected the Yugoslav notion that the Hungarians were promised to get back Vojvodina if they took part in the attack.⁴⁰ The British Chiefs of Staff evaluated the general’s report on 23 February 1953. In general, they accepted his conclusions and recommendations but again rejected that a satellite attack would take place.⁴¹

The last important event of the period under discussion was Tito’s visit to

³⁸ PRO FO 371/125016 ZP27/1G. Visit of the Rt. Hon. Anthony Eden, Secretary of State for Foreign Affairs to Yugoslavia, 17th–23rd September, 1952.

³⁹ PRO FO 371/125016 ZP27/1G. Visit of the Rt. Hon. Anthony Eden, Secretary of State for Foreign Affairs to Yugoslavia, 17th–23rd September, 1952.

⁴⁰ PRO FO 371/102168 WY1022/94G. Semi-official Record of General Handy’s Talk with the Yugoslavs, 22 November 1952.

⁴¹ PRO FO 371/107823 WY1022/9G. Military talks with Yugoslavia, 24 February 1953.

England between 16-21 March 1953. The aide-memoire for the British foreign secretary on 21 March summarized the British notions in connection with the military attack. They were sure that Yugoslavia would get adequate help in the event of a general European war. The real difficulty would arise in the event of a limited, Soviet-supported satellite attack because „*the Yugoslavs strongly suspect that the Western Government would limit themselves to furnishing military supplies and would not make such an attack the occasion for war with the Satellites and/or the Soviet Union.*” Therefore, it was recommended that the Foreign Secretary should give an informal and oral assurance to the Yugoslav President about the common interest of Great Britain and Yugoslavia in resisting aggression. He could also mention that the British Government considered that an attack against Yugoslavia would lead to general war, in which case Great Britain would also be involved. The aide-memoire also analyzed the recently changed Soviet situation. The British interpreted the fact that Molotov remained the foreign minister after the death of Stalin as a sign of continuity; therefore, they presumed that there would be no change in the foreign policies of the Soviet Union or the satellites and „*except inasmuch as general war may itself become more or less likely, we [i. e. The British] should not expect any change in the likelihood of a Soviet or Satellite attack upon Yugoslavia; we continue to think this unlikely unless as a prelude to general war.*”⁴²

To sum up, from the increase of the border incidents in early 1949, British foreign policy planning dealt regularly and in a realistic way with the possibility of Soviet and/or satellite attack against Yugoslavia. The British diplomats, ambassadors, military and air attachés as well as other officers wrote many reports, analyses and minutes on the subject. They took four types of Soviet and/or satellite attack into account: military invasion, organizing internal revolts, temporization and guerilla warfare. However, on the official level they always considered the invasion as a hypothetical possibility, regardless the ultimatum-like note of the Soviet Union in 1949, the outbreak of the Korean War or the military build-up of the neighbouring Soviet satellite armies. On the other hand, it can also be concluded that from the protraction of the Korean War more and detailed analyses were written, more effort was made to give adequate military help to Yugoslavia and incorporate the renegade Balkan country into the Western defense system. The question on the possibility of a Soviet or satellite military attack remained on the agenda during the talks between Tito and Eden in 1952 and Tito’s visit to Great Britain in March 1953. However, by that time the main reason behind the constant insistence of the topic was the fact that the Yugoslav leaders wanted to maintain the Western military shipments.

⁴² PRO FO 371/125048 ZP22/1G. Briefs for the Secretary of States, 21 March 1953.

Liste des Auteurs

ANDREIDES Gábor, Agence Télégraphique Hongroise (MTI), Budapest
BORSI-KÁLMÁN, Béla, Université Eötvös Loránd de Budapest
BYRAPPA, Ramachandra, doctorant en histoire, Université Eötvös Loránd de Budapest
DIÓSZEGI László, doctorant en histoire, Université Eötvös Loránd de Budapest / MTA Kutatásszervezési Intézet (Institut for Research Organisation, Hungarian Academy of Sciences)
FIGEAC Michel, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3.
GORECZKY, Tamás: doctorant en histoire, Université Catholique Péter Pázmány, Piliscsaba (Hongrie)
HÁDA, Béla, étudiant, Université Eötvös Loránd de Budapest
ISAIA, Artur Cesar, Universidade Federal de Santa Catarina (Brésil)
JUHÁSZ, Balázs, doctorant en histoire, Université Eötvös Loránd de Budapest
KALMÁR, János, Université Eötvös Loránd de Budapest
KECSKÉS, D. Gusztáv, Institut d'Histoire de l'Académie Hongroise des Sciences, Budapest
KEMÉNY, János, étudiant, Université Corvinus de Budapest
KLENJÁNSZKY, Sarolta, doctorante en histoire, Université Eötvös Loránd de Budapest
LACHAISE, Bernard, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3.
LAURENT, Sebastien, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3.
LIGETI, Ádám Dávid. doctorant en histoire, Université Eötvös Loránd de Budapest
M. SZEKENI, Géza, ministre plénipotentiaire
MAJOROS, István, Université Eötvös Loránd de Budapest
MARUZSA, Zoltán, Université Eötvös Loránd de Budapest
MÉSZÁROS Zsolt, étudiant, Université Eötvös Loránd de Budapest
MOISSET, Jean-Pierre, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3.
MOLNÁR, Anna, Université de Pannonie, Veszprém (Hongrie)
MÜLLER, Viktória, vice-directrice, Lycée Sándor Petőfi, Sárbogárd (Hongrie)
NOVOTNÝ, Lukáš, Université Charles, Prague
PALLOS, Lajos, Musée national, Budapest
PAPP, Julien, historien, Paris
PICCO, Dominique, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3.
PIMENTEL, Maria do Rosário, Universidade Nova de Lisboa
TÓTH, Andrej, Université Charles, Prague
TÓTH, Péter András, doctorant en histoire, Université Eötvös Loránd de Budapest
USLU, Ateş, doctorant en histoire (cotutelle) Université Eötvös Loránd de Budapest – Université de Paris I
VARGA, Tamás, doctorant en histoire, Université Eötvös Loránd de Budapest
VUKMAN, Péter, doctorant en histoire, Université de Szeged (Hongrie)

